

School of Theology at Claremont



1001 1402519



The Library
SCHOOL OF THEOLOGY
AT CLAREMONT

WEST FOOTHILL AT COLLEGE AVENUE
CLAREMONT, CALIFORNIA

HISTOIRE ET HISTORIENS

DEPUIS CINQUANTE ANS

273
H 45
BIBLIOTHÈQUE DE LA REVUE HISTORIQUE

HISTOIRE ET HISTORIENS

DEPUIS CINQUANTE ANS

MÉTHODES, ORGANISATION ET RÉSULTATS DU TRAVAIL HISTORIQUE
DE 1876 A 1926

*Recueil publié à l'occasion du cinquantenaire de la « Revue historique »
avec la collaboration de :*

MM. M. BATAILLON, CH. BÉMONT, H. P. BIGGAR, P. J. BLOK, G. BOURGIN, L. BRÉHIER, S. E. BRING, E. BULL, G. CAHEN, A. R. CEDERBERG, A. DOPSCH, E. DRIAULT, J. DENY, S. ELISSEEV, A. FLICHE, E. FUETER, E. GAGLIARDI, GAUDEFROY-DEMOMBINES, A. GUILLAND, P. GUINARD, R. GROUSSET, L. HALPHEN, M. HANDELSMAN, É. HAUMANT, N. IORGA, N. KAREEV, P. DE LA COSTE MESSELIÈRE, W. G. LELAND, I. LÉVY, M. LHÉRITIER, LIBER, A. LINVALD, H. MARCZALI, E. MARTIN-CHABOT, H. MASPERO, MASSON-OURSSEL, A. MORET, E. OTTENTHAL, D. PASQUET, C. PFISTER, H. PIRENNE, G. SUOLAHTI, J. ŠUSTA, J. TOUTAIN, G. WITTROCK.

I

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1927

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

LE CINQUANTENAIRE DE LA « REVUE HISTORIQUE »

par

M. C. PFISTER

Membre de l'Institut, doyen de la Faculté des lettres de Strasbourg

Avec la date de 1926, la *Revue historique* a terminé ses cinquante années d'existence ⁽¹⁾. Il nous sera permis de jeter un coup d'œil sur la période écoulée, de rappeler ce que la *Revue* a voulu faire et ce qu'elle a fait, les services qu'elle a rendus à la science historique, d'exprimer à ses anciens directeurs et à ses collaborateurs la reconnaissance qui leur est due.

Avant 1876, il n'existait en France qu'une revue historique générale, la *Revue des questions historiques*, que le marquis G. du Fresne de Beaucourt avait fondée et dont les bureaux se trouvaient chez l'éditeur Victor Palmé. Elle avait un caractère nettement catholique et royaliste. Elle se proposait de réfuter les jugements téméraires portés contre l'Église par de « prétendus » historiens, d'examiner les « questions » où elle se trou-

(1) Le premier numéro de la *Revue* parut le 1^{er} janvier 1876 ; elle s'était annoncée comme une revue trimestrielle, et les quatre fascicules de 1876 ont formé deux volumes ; à partir de janvier 1877, la *Revue* est devenue bimestrielle et a publié chaque année six fascicules et trois volumes ; la *Revue* devrait donc comprendre, à l'heure actuelle, 149 volumes ; elle en compte en réalité 150, puisqu'en 1908, grâce à la générosité de la marquise Arconati-Visconti, née Alphonse Peyrat, elle a fait paraître un volume supplémentaire (le t. 96), où la direction a pu verser un très grand nombre de comptes rendus qui attendaient dans ses cartons. Ajoutons, pour en terminer avec ces détails matériels, que la *Revue* a publié jusqu'à présent huit tables générales des matières contenues dans ses volumes, d'abord régulièrement tous les cinq ans : de 1876 à 1880 ; de 1881 à 1885 ; de 1886 à 1890 ; de 1891 à 1895 ; de 1896 à 1900 ; de 1901 à 1905 ; de 1905 à 1910. La guerre a retardé l'apparition de la huitième table qui a paru seulement en 1923 et comprend les dix années 1911-1920 ; la table des cinq années 1921-1925 est actuellement en cours de composition. M. Bémont est responsable de ces tables, à l'exception de la deuxième qu'a rédigée M. E. Couderc.

School of Theology
at Claremont

vait, si je puis dire, en mauvaise posture, le meurtre de ses parents par Clovis, nouveau converti, la consultation du pape Zacharie, la Saint-Barthélemy. Puis l'histoire, qui autrefois n'avait été que le panégyrique des rois, était devenue, selon du Fresne de Beaucourt, simplement leur satire ; il fallait restituer leur place aux souverains qui avaient fait la grandeur de la France. Bref, la *Revue des questions historiques* partait en guerre contre toutes les sentences dictées par l'iniquité et l'erreur, contre toutes les calomnies qui avaient été rassemblées contre le catholicisme et la monarchie. Hors d'elle, la France n'avait alors que des revues spéciales, la *Revue d'archéologie* pour l'Antiquité, la *Bibliothèque de l'École des Chartes* pour le Moyen Age, des revues provinciales d'un rayon limité, des mémoires académiques où parfois une place était faite à l'éloge d'un grand homme ou à quelque épisode pittoresque du passé.

La guerre de 1870-1871 qui amena de si grands désastres fut pour la France vaincue un stimulant. Il fallait réparer les ruines, reconquérir par le travail le rang perdu, déployer dans tous les domaines une activité et une énergie plus soutenues. Les sciences reçurent une nouvelle impulsion, et parmi elles l'histoire. Puis la France qui avait rejeté l'Empire le 4 septembre 1870 repoussa toute tentative de restauration monarchique et se donna en 1875 des lois constitutionnelles où était reconnue la forme républicaine. Le moment n'était-il pas venu de créer une *Revue historique* qui enregistrerait et précipiterait cette renaissance de l'histoire, et qui, tout en laissant à ses collaborateurs pleine liberté de jugement, se déclarerait indépendante de toute doctrine religieuse et animée d'un esprit libéral ? Un homme le pensa et par sa ténacité mena l'entreprise à bonne fin.

Gabriel Monod, né au Havre le 7 mars 1844, était entré à l'École normale, à l'âge de 18 ans, dans la promotion de 1862 : il y eut comme camarades Ernest Lavisse, Paul Gaffarel, Léonce Pingaud. Reçu en 1865 le premier au concours d'agrégation, il visita l'Italie et l'Allemagne, suivit à Berlin les cours de Jaffé, à Göttingen ceux de Waitz. Il admira beaucoup la

méthode de recherches employée dans les séminaires des universités allemandes, l'intensité de la production savante, le grand nombre de revues de tous genres. L'Allemagne lui apparut « comme un vaste laboratoire historique où tous les efforts sont concentrés et coordonnés et où nul effort n'est perdu » (1). Il eut l'ambition de provoquer en France un mouvement semblable et, précisément, au moment même où il rentrait dans sa patrie (1868), Victor Duruy venait de fonder l'École pratique des Hautes Études. Le ministre y appela Monod qui comptait alors vingt-quatre ans ; avec des élèves qui avaient à peu près le même âge et qui étaient plutôt des camarades, le jeune maître se mit à l'œuvre, chacun expliquant à son tour des passages des annales mérovingiennes ou de Grégoire de Tours, dans l'une des salles étroites de l'ancienne bibliothèque de la Sorbonne ; si l'on avait besoin d'une référence, on cherchait l'ouvrage sur les rayons. La guerre de 1870 vint interrompre ces pacifiques travaux ; ils ne furent repris qu'après les hostilités, pendant lesquelles Monod avait organisé une ambulance. C'est alors que son programme s'élargit ; il songea à donner à la France la revue générale d'histoire qui lui faisait défaut.

L'histoire était alors enseignée dans deux établissements en France, à l'École normale supérieure et à l'École des chartes. Mais, à l'École des chartes, l'enseignement était trop spécial ; il se limitait à la période médiévale ; même sur cette époque, toute généralisation restait interdite et les recherches s'égarèrent souvent en minuties. Il formait avant tout des paléographes et des archivistes. A l'École normale au contraire, l'enseignement était trop général. Il fallait apprendre à la hâte en troisième année, en vue de l'agrégation, l'histoire et la géographie universelles ; car, pour ce terrible concours, il n'y avait point de programme, et les premières années à l'École étaient consacrées à la préparation d'une licence d'où l'histoire était exclue. L'École normale formait surtout des professeurs. Comment donc se formaient les historiens ? Un peu au hasard,

(1) *Du progrès des sciences historiques*. Revue historique, t. I, p. 28.

comme ils pouvaient; quelques chartistes, quelques normaliens devenaient historiens. Monod pensait que l'École des Hautes Études devait créer un lien entre les deux écoles, faire cesser le divorce entre l'érudition et la littérature. Il comptait aussi sur l'établissement en France de grandes universités dont il entrevoyait la création en un avenir encore lointain. A cette œuvre devait travailler aussi la *Revue historique* qu'il voulait fonder. Cette revue accueillerait tous les articles originaux s'appuyant sur une documentation sérieuse, écrits en un style sobre et élégant; elle s'ouvrirait largement aux débutants; elle signalerait tous les ouvrages d'histoire nouvellement parus; elle en indiquerait les défauts comme les qualités; elle exercerait sur eux un contrôle sévère, analogue à celui de la *Revue critique* dont Monod était devenu codirecteur en 1873; la revue nouvelle s'appliquerait, en dehors de toute opinion préconçue, religieuse ou philosophique, à chercher la vérité.

Monod trouva autour de lui de précieuses collaborations. Pendant six années, de 1876 à 1882, M. Gustave Fagniez partagea avec lui le fardeau de la direction. Étudiant de la Faculté de droit, élève de l'École des chartes et appartenant à la première génération des élèves de l'École des Hautes Études, fondateur en 1874 de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France qui devait rendre à la science de si grands services, il apporta à la tâche commune sa grande ardeur et son beau talent. C'est lui qui rédigea, dans chacun des dix-huit premiers volumes, le *Bulletin France*, où, d'un jugement ferme et pénétrant, il appréciait les récentes publications historiques. Il renonça à cette collaboration régulière pour se consacrer à ses travaux personnels et c'est ainsi qu'il devint l'auteur de ces livres : *Le P. Joseph et Richelieu*, *L'économie rurale de la France sous Henri IV*, *l'Histoire des classes industrielles à Paris aux XIII^e et XIV^e siècles*, l'éditeur de ce recueil si précieux pour l'histoire économique qui a pour titre : *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*. Il n'abandonna toutefois point la *Revue* qui publia des chapitres de ses ouvrages en cours et, récemment encore, nous avons eu le plaisir de donner de lui un important article sur la politique de Vergennes.

L'avant-propos de la *Revue* que Monod et Fagniez signèrent en commun donnait la liste de cinquante-trois savants qui promettaient au périodique naissant leur appui et leur concours ; c'étaient les plus illustres des historiens et des littérateurs ; on ne parcourt point cette liste sans une grande mélancolie ; de ces cinquante-trois, aucun n'est plus vivant à l'heure actuelle. Des fondateurs seul survit M. Fagniez, qui est aujourd'hui le doyen de la section d'histoire à l'Académie des sciences morales et politiques, et dont nous saluons avec respect la verte vieillesse ⁽¹⁾.

Les cinquante-trois savants tinrent presque tous parole, et ont été des collaborateurs effectifs ; quelques-uns, jusqu'à leur mort, sont demeurés fidèles à la *Revue*. Victor Duruy lui fournit ses études sur le régime municipal dans l'Empire romain et sur Septime Sévère ; Fustel de Coulanges son travail sur la confection des lois au temps des Carolingiens ; Lavissee traita du pouvoir royal au temps de Charles V ; Georges Perrot du commerce des céréales en Attique au IV^e siècle a. C. ; Jules Quicherat des documents sur Jeanne d'Arc ; Ernest Renan de la guerre des Juifs sous Hadrien et des premiers martyrs de la Gaule ; Albert Sorel donna de nombreux articles sur la diplomatie de la Révolution française, et Taine produisit un curieux document sur Latour d'Auvergne, du 7 novembre 1773. Comment énumérer les travaux des autres ? Nous nous bornerons à renvoyer à nos tables. En même temps que la *Revue* s'enorgueillissait des travaux des historiens en renom, elle s'ouvrait avec libéralité aux travaux des débutants, aux élèves qui venaient de sortir de l'École des chartes ou de l'École normale. Ici ont fait à peu près leurs débuts Émile Bourgeois, Henri Hauser, Camille Jullian, Ch. V. Langlois, Marcel Marion, Maurice Prou, Salomon et Théodore Reinach, A. Waddington et tant d'autres. Monod leur faisait le meilleur accueil et il y avait toujours profit [pour eux et pour le lecteur à suivre ses conseils discrets.

Les articles publiés de la sorte, sous [la direction de

(1) Cet article était écrit en 1926. M. Fagniez est mort le 18 juin 1927.

Monod, de 1876 à 1912, pendant trente-six ans, portent sur toutes les périodes de l'histoire : la *Revue* entendait demeurer une revue d'histoire générale. Ni l'Antiquité ni les pays étrangers n'en étaient exclus ; mais, comme il est naturel, la plus grande partie des articles était consacrée à l'histoire de France depuis les invasions des Barbares jusqu'aux événements les plus récents. Cependant, à côté de la *Revue historique*, se créaient toute une série de revues destinées à l'étude soit de périodes limitées, soit de questions spéciales (cf. plus loin le chapitre *France*). Monod saluait avec plaisir la naissance de ces nouveaux périodiques, se réjouissait de leur succès qui prouvait l'intérêt grandissant du public pour les questions d'histoire et aussi la nécessité d'une revue historique générale, centralisant les résultats acquis ⁽¹⁾. Il se montra favorable à la *Revue de synthèse historique* que M. Henri Berr créa en 1900 « pour approfondir et préciser la conception de l'histoire », pour amener les diverses équipes d'historiens à collaborer les unes avec les autres et avec les philosophes, pour dresser des états du travail fait et à faire. Ces questions de méthode intéressaient Monod au plus haut point ; il les examinait à diverses reprises dans ses bulletins, comme aussi tous les problèmes que soulevait l'enseignement de l'histoire dans les lycées et dans les universités ; il est un de ceux qui ont le mieux travaillé au rétablissement de ces universités que sanctionna la loi du 10 juillet 1896.

Plus que jamais après la naissance de ces nombreuses revues, la *Revue historique* devait rester un organe général d'informations ; elle tint le public au courant des travaux qui paraissaient sur toutes les périodes du passé et dans tous les pays du monde. Elle attacha une importance particulière à ses « bulletins », qui étaient rédigés par des spécialistes bien choisis. Quiconque veut connaître le mouvement historique dans les cinquante dernières années devra s'y référer. Est-il besoin d'énumérer les auteurs de ces bulletins ? Nous voudrions au moins rappeler quelques-uns de nos collaborateurs étrangers : pour l'Angle-

(1) Voir l'avis « à nos lecteurs » qu'il mit à la tête du t. L de la *Revue historique*, en janvier 1909.

terre S. R. Gardiner et J. B. Mullinger, pour la Belgique Paul Fredericq, pour le Danemark J. Steenstrup, pour l'Espagne Altamira, pour les États-Unis W. T. Allen, pour l'Italie P. Orsi, pour les Pays-Bas I. A. Wijne et P. J. Blok, pour la Roumanie Ad. Xenopol, pour la Russie I. Lučickij, pour la Suisse P. Vaucher et Van Berchem. La production historique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie était tellement abondante qu'il fallut la partager entre divers savants ; Ad. Bauer se chargea de l'histoire grecque, H. Haupt de l'histoire romaine, W. Schirm et F. Vigener du Moyen Age, Alfred Stern, professeur à l'Université de Zurich, de la Réforme — et il nous est toujours demeuré fidèle, — M. Philippson et P. Darmstaedter de la période moderne. La *Revue* fit une place à ces entités historiques qui vivaient sous des jougs étrangers et que la dernière guerre a libérées ; jusqu'en 1914, J. Goll nous a donné un Bulletin *Bohême* auquel a succédé le Bulletin *Tchécoslovaquie* de Šusta ; A. Pawinski et I. K. Kochanowski nous ont renseignés sur la Pologne. Enfin la *Revue* a toujours gardé un bulletin spécial sur l'Alsace, que notre cher Rodolphe Reuss a rédigé avec amour.

Gabriel Monod a eu le très grand mérite de recruter ces excellents collaborateurs et de partager la tâche entre eux. Il entretenait pour la *Revue* une vaste correspondance dans tous les pays. Une fois par semaine, d'abord dans son appartement de la rue d'Assas, puis à la librairie Germer-Baillière, devenue plus tard celle de Félix Alcan, son ancien camarade d'École normale — et nous devons à nos éditeurs successifs une grande reconnaissance, — il se tenait à la disposition de tous ceux qui avaient des propositions à lui faire, des conseils à lui demander ; toujours il les accueillait avec une grande bienveillance qui n'excluait point une loyale franchise. Dans l'intervalle, en 1880, il avait ajouté à son enseignement de l'École des Hautes Études celui, si redoutable, de l'École normale et il menait de front toutes ces occupations, malgré une santé qui n'avait jamais été très robuste. Le moment vint où, pour la direction de la *Revue*, il lui fallut un associé : or, cet associé il l'avait près de lui. Sur la couverture du tome quatre-vingt-treizième de la *Revue*

(janvier-avril 1907), on lit à côté du nom de Gabriel Monod celui de Charles Bémont. A vrai dire, M. Bémont appartenait à la *Revue* depuis sa fondation. Au moment où elle fut créée, il sortait de l'École des chartes, après y avoir soutenu sa thèse sur Simon de Montfort, comte de Leicester. Il fut désigné par Monod dont il suivait les cours à l'École des Hautes Études comme secrétaire de la nouvelle revue et, depuis ce temps, il est de la maison, si l'on nous permet cette expression familière. Des 150 volumes qui forment la collection, sauf pendant une période très courte, il a lu toutes les épreuves à deux reprises — en placards et en mise en pages, — présentant ses observations aux auteurs, leur proposant parfois d'importantes corrections ou d'utiles remaniements. Toujours, et parfois dans les circonstances les plus difficiles, il a veillé à ce que la *Revue* parût à l'époque voulue. Bientôt, il en devint l'un des rédacteurs principaux ; il lui fournit toute une série d'articles critiques, suppléa très souvent Monod pour la rédaction du *Bulletin France*, et à partir du tome XLII fut chargé du *Bulletin Grande-Bretagne*, d'abord pour la période médiévale, puis pour toutes les périodes. Depuis 1891 il n'a guère paru, de l'autre côté de la Manche, rien de vraiment important comme recueil de documents ou comme livre d'histoire dont il n'ait rendu compte. Puis, sur cette histoire d'Angleterre comme sur celle de la domination anglaise dans le midi de la France, il donna à la *Revue* de belles études, telles qu'on pouvait les attendre du maître de conférences d'histoire d'Angleterre à l'École des Hautes Études et de l'éditeur des *Rôles gascons*.

De plus en plus Gabriel Monod put se reposer sur M. Bémont pour la direction de la *Revue*, et le secrétariat fut confié à de jeunes historiens auxquels il était déjà permis de prédire un bel avenir scientifique. C'est ainsi que M. Louis Halphen a prêté aux directeurs son précieux concours et, sur ses avis, quelques heureux changements ont été réalisés dans la disposition de la *Revue*. Quand M. Halphen quitta Paris pour enseigner à la Faculté des lettres de Bordeaux, il fut remplacé par Robert-André Michel, le fils de l'éminent directeur de

l'Histoire de l'art, auteur lui-même d'une excellente étude sur l'administration royale dans les sénéchaussées de Beaucaire et Carcassonne : ses thèses sur les remparts d'Avignon étaient reçues en Sorbonne quand la guerre éclata. Officier de réserve, il fut tué dans les premiers jours de la lutte, le 13 octobre 1914, et il repose aux environs de Soissons, sur la côte de Crouy.

Après la mort de Monod, arrivée le 10 avril 1912, et sur le désir exprès que celui-ci avait manifesté, M. Charles Bémont se chargea seul de la direction de la *Revue* ; mais dès le 1^{er} janvier 1913, il me demanda de prendre rang à ses côtés. Appartenant à la plus ancienne génération des élèves que Monod avait formés à l'École normale, son successeur à sa maîtrise de conférences de cette École, puis à sa chaire de la Sorbonne, il m'était encore donné d'occuper la place qu'il avait laissée vacante à la *Revue* ; et, pendant douze années, nous avons travaillé ensemble, M. Bémont et moi, dans une entente parfaite. Cette collaboration a augmenté encore, si possible, la haute estime et la grande amitié que j'avais pour lui.

Bientôt, nous allions nous trouver en face des plus grandes difficultés. La guerre nous surprit, pendant que nous étions occupés à composer notre fascicule des mois de septembre-octobre 1914. Les communications étaient devenues difficiles ; Paris risquait jusqu'à la bataille de la Marne d'être coupé de la province. Ajoutons que M. Daupeley-Gouverneur, imprimeur de la *Revue*, était mobilisé comme la plupart de ses ouvriers. Malgré tout, la *Revue*, grâce aux sacrifices de ses éditeurs et au dévouement de son imprimeur, a pu continuer de paraître, après un fléchissement à la fin de 1914, en des fascicules légèrement diminués. Chaque mercredi, pendant la guerre, M. Bémont et moi nous nous sommes rencontrés à la librairie Félix Alcan, au bureau de la *Revue*. La *Revue* a tenu. Lorsque à la fin de 1918 la guerre fut terminée, lorsque l'Alsace et la Lorraine revinrent à la mère patrie, une nouvelle tâche m'attendait à Strasbourg et, depuis, j'ai dû laisser à M. Bémont, dans le fardeau commun, le poids le plus lourd. Il l'a soutenu avec une remarquable vaillance. Mais, comme de grands problèmes se posent à l'heure actuelle pour l'avenir de la *Revue*, j'ai souhaité que M. Bémont

fût assisté désormais d'un maître habitant Paris même, et dont le nom figure désormais, à la place du mien, sur la couverture.

Est-il besoin de présenter ce nouveau directeur au public ? M. Louis Eisenmann, choisi d'un accord unanime, est bien connu des historiens français et étrangers et depuis longtemps il est le collaborateur de la *Revue*. Ancien élève de Gabriel Monod, agrégé d'histoire, il est à la fois docteur en droit et docteur ès lettres. Ses deux thèses : *Le Compromis austro-hongrois de 1867*, *La Hongrie contemporaine*, ainsi que *La Tchécoslovaquie* sont des ouvrages en quelque manière classiques. Professeur à la Sorbonne, directeur adjoint de l'Office national des Universités françaises, chargé de la direction de l'Institut français Ernest Denis à Prague, il connaît fort bien les pays étrangers où il a été souvent envoyé en mission scientifique ou militaire ; il sait également bien l'allemand, le hongrois, le tchèque. C'est lui qui a traduit le dernier bulletin tchécoslovaque de Šusta. Il saura reprendre les relations scientifiques avec les pays allemands qui ont été interrompues depuis 1914, ce qui sera sans doute une des tâches principales de la nouvelle direction.

Quand il y a cinquante ans parut le premier numéro de la *Revue historique*, Gabriel Monod y inséra en guise d'introduction un vigoureux article : *Du progrès des études historiques en France depuis le XVI^e siècle*, dont la conclusion fut comme le programme de la nouvelle entreprise. Nous n'avons point de programme nouveau à formuler. Mais nous avons pensé présenter, en de courtes monographies ⁽¹⁾, un tableau des progrès des études historiques dans tous les pays, depuis qu'existe la *Revue*. Si l'on veut bien reconnaître qu'à ces progrès la *Revue* a quelque peu contribué, elle se sentira récompensée de sa peine et de ses efforts.

(1) Ces monographies ne prétendent nullement à être une bibliographie complète des ouvrages parus dans les cinquante dernières années. On a seulement voulu y indiquer les méthodes, l'organisation et les résultats essentiels du travail historique depuis 1876, soit dans le domaine des histoires nationales, soit dans celui des histoires spéciales. C'est parce qu'elles ne doivent pas dispenser de recourir aux différents répertoires de bibliographie qu'elles se sont bornées à une indication sommaire des références. La plupart ont été écrites en 1925-26 et n'ont pu tenir compte des travaux postérieurs.

Avec mes adieux, je voudrais présenter à tous ceux qui ont collaboré à la *Revue* mes remerciements bien cordiaux. Les relations que j'ai entretenues avec eux ont eu pour moi un très grand charme et me laisseront un durable souvenir. Je dois aussi exprimer mes vœux à la nouvelle direction. Je désire que longtemps restent associés les noms de Bémont et d'Eisenmann. La *Revue* a paru, après ses cinquante années, avec des caractères nouveaux qui permettent, avec le même nombre de pages, de donner un texte plus abondant. D'autres nouveautés peuvent également être introduites dans la distribution des matières. Souhaitons que, sous une forme rajeunie, la *Revue* reste fidèle à l'esprit de son fondateur Gabriel Monod. Elle aura pour fin unique la recherche de la vérité ; mais elle aura la passion de la vérité et, pour la découvrir, toutes les audaces. *Ne quid veri non audeat historia* : c'est l'épigraphe qui a figuré sur ses cent cinquante volumes.

AVERTISSEMENT

Dans une entreprise comme celle-ci, qui comporte un grand nombre d'indications bibliographiques en langues différentes, nous avons dû adopter un plan aussi logique que possible. Nous n'avons pas cru nécessaire de traduire en français les titres des ouvrages écrits en anglais, en allemand, en italien, en espagnol ou en portugais. Pour toutes les autres langues, nous avons reproduit le titre original en le faisant suivre de sa traduction. Pour les langues slaves, nous avons adopté la transcription scientifique internationale usitée dans le *Monde Slave*, sauf pour quelques noms d'auteurs, comme Radloff ou Tomaschek qui sont d'origine allemande ou ont écrit et signé en allemand. Pour les langues japonaise, sanscrite et musulmanes, les longues ont été remplacées, pour des nécessités typographiques, par des accents circonflexes. Pour les langues musulmanes, la transcription adoptée est conforme à l'usage des orientalistes, mais sensiblement modifiée de façon à être mise à la portée des Français non spécialistes. Pour les mots sanscrits, les lettres mises tantôt en italique (dans les mots en romain), tantôt en romain (dans les mots en italique) sont des variétés de linguales, de nasales, de sifflantes, etc.

L'établissement des manuscrits, la correspondance avec les auteurs, la correction des épreuves sont l'œuvre propre, sinon exclusive, de M. J. LETACONNOUX. *Suum cuique.*

[*Note de la Direction.*]

ALLEMAGNE

par

Alphonse DOPSCH

Professeur à l'Université de Vienne

et

Ed. FUETER

Moyen Âge ⁽¹⁾

I. — *La publication des sources.*

L'année 1876 marque en Allemagne le début d'un grand essor des sciences historiques.

Avant tout, la publication scientifique des sources put se développer, parce que la fondation du nouvel Empire allemand permit de lui consacrer des ressources financières bien plus importantes. L'exemple le plus frappant est celui de la grande entreprise nationale des *Monumenta Germaniæ historica*, dont l'objet était la publication des sources de l'histoire médiévale (de 500 à 1500). C'est précisément en 1875 que, réorganisée sur un plan très vaste, elle prit la forme d'un organisme d'État, ayant à Berlin sa direction générale, à laquelle participèrent aussi des délégués des Académies des sciences de Vienne et de Munich. Sous la conduite de G. Waitz ⁽²⁾, qui, à la retraite de Pertz, en prit la présidence, le champ d'action de l'entreprise

(1) Cette partie est l'œuvre de M. Alphonse DOPSCH.

(2) A la mort de Waitz (1886), le président reçut la qualité de fonctionnaire d'Empire. Après un intérim de Wattenbach, la présidence passa successivement à Ernest Dümmler (1888-1902), à Reinhold Koser (1906-1914), à Tangl (1914-1921) et à Paul Kehr. Depuis 1922, celui-ci exerce une direction énergique et efficace.

s'étendit considérablement. A côté de la série des *Scriptores* (dont 12 volumes avaient déjà paru) et de celle des *Leges*, Th. Mommsen inaugura les *Auctores antiquissimi* et Th. Sickel les *Diplomata*, pendant que s'ouvraient deux nouvelles séries, les *Epistolae*, dirigées d'abord par Wattenbach, et les *Antiquitates*, par Dümmler ⁽¹⁾.

Cette réorganisation assura donc une liaison directe avec la Commission historique de l'Académie des sciences de Bavière, en même temps qu'une collaboration des grandes Académies de Berlin, de Vienne et de Munich, qui avaient déjà, entre autres travaux, organisé des publications de sources pour l'histoire du Moyen Age. Ce résultat important permit non seulement une organisation d'ensemble et méthodique, mais encore une féconde division du travail. Dans la section des *Scriptores*, la série primitive, in-folio, fut poursuivie jusqu'au trentième volume, puis remplacée par une série in-4^o, format qui devint aussi celui des autres éditions des *Scriptores*. Sous le titre de *Scriptores qui vernacula lingua usi sunt* parut, dès 1876, le premier volume des chroniques allemandes, suivi d'un second, en 1877. Les *Scriptores rerum Langobardicarum et Italicarum*, 1878, donnèrent les sources du vi^e au ix^e siècle, les *Scriptores rerum Merovingicarum* furent inaugurés, en 1885, par un Grégoire de Tours. Enfin les écrits polémiques des xi^e et xii^e siècles sur la politique religieuse, dont l'édition avait commencé à être préparée dès 1876, parurent sous le titre de *Libelli de lite Imperatorum et Pontificum saeculorum XI et XII*, 3 vol., 1891-93. Le *Liber Pontificalis* fut rangé, sous le titre de *Gesta Pontificum Romanorum*, dans la section des *Scriptores* ; Th. Mommsen en publia encore lui-même la première partie. La

(1) Pour ces nouvelles séries, on adopta, au lieu de l'in-fol., un format plus maniable, l'in-4^o, qui fut aussi désormais employé pour les chroniques allemandes et les volumes à paraître des *Leges*. La série in-8^o des *Scriptores rerum Germanicarum* offrit une édition maniable et bon marché, dont les textes reproduisaient, en les améliorant, ceux de l'édition in-fol. partiellement épuisée.

Pour rendre accessibles à un public plus étendu les historiens du Moyen Age, une traduction allemande des textes publiés dans les *S.S.* avait déjà été exécutée sous le titre de *Die Geschichtsschreiber der deutschen Vorzeit* ; elle fut entièrement rééditée en 90 fasc., petit in-8^o, depuis 1884.

série in-folio des *Leges* prit fin sur un cinquième volume, qui contenait, outre la *Lex Ripuaria*, par Sohm, les *Leges Saxo-num*, *Thuringorum*, et l'Édit de Théodoric. La nouvelle série in-4° (1882-86) se divisa en cinq sections : *Leges Nationum Germanicarum* (*Volksrechte* du début du Moyen Age), *Capitulares* de l'époque franque, Conciles, *Constitutiones et acta publica Imperatorum et Regum* (lois impériales et autres actes législatifs post-carolingiens), formules de l'époque mérovin-gienne et carolingienne.

Pour les *Leges* aussi fut inaugurée une série de *Fontes juris Germanici antiqui in usum scholarum*, où Zeumer donna une édition des *Leges Wisigothorum antiquiores* pour l'usage courant. Il y parut en outre le *De ordine palatii* de Hincmar, ainsi que les *Leges Saxonum* et les *Leges Thuringorum*, et, parmi les traités politiques des XIII^e et XIV^e siècles, dont Zeumer avait suggéré la publication, certains traités de Tholomeus de Lucques.

Dans la section des *Diplomata* (série in-4°) furent d'abord publiés, par Sickel, les chartes de Conrad I^{er} et de Henri I^{er} (1879), d'Otton I^{er} (1884), d'Otton II et d'Otton III (1888 et 1893) ; par H. Bresslau, les diplômes d'Henri II et d'Ardouin (1900 et 1903), les chartes de Conrad II (1909). Puis, sous la direction d'E. Mühlbacher, on commença d'éditer les chartes des Carolingiens, dont le premier volume, allant jusqu'à la mort de Charlemagne, parut en 1906. La mort prématurée de Mühlbacher, puis celle de Tangl ont porté des coups sensibles au progrès de l'entreprise.

Parmi les *Epistolæ*, on a donné le registre du pape Grégoire I^{er} (t. I et II, 1887 et 1893), édité par P. Ewald et L. M. Hartmann, les *Epistolæ Merovingici et Carolini aevi*, t. III, 1892, les *Epistolæ Carolini aevi*, t. IV-VII, 1895-1902, les *Epistolæ sæculi XIII* (3 vol. parus), et les *Epistolæ selectæ* contenant les lettres de Boniface et le registre de Grégoire VII.

La section des *Antiquitates* compte quatre volumes de *Poetæ latini aevi Carolini*, et, dans une deuxième sous-section, cinq de nécrologies et de livres de fraternisation.

Les *Monumenta* avaient leur revue spéciale, organe critique qui suivait régulièrement leurs publications. Après la réorga-

nisation de 1875, l'*Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichte* parut sous le titre de *Neues Archiv*.

Plus d'une entreprise proposée aux *Monumenta* et même acceptée par eux n'aboutit que partiellement ou même pas du tout. Ainsi la publication des anciens documents judiciaires (*placita*) francs et italiens, que voulait faire Tangl. Il en reste du moins le remarquable travail préparatoire de R. Hübner, qui a publié, en 1888, des regestes de ces documents jusqu'à l'an 1000. La publication des *jura curiae et ministerialium* du ^x^e au ^{xiii}^e siècle, suggérée par Alphonse Dopsch et recommandée par le Congrès des historiens allemands de Salzbourg, en 1904, n'a pas encore été réalisée.

Les regestes de chartes royales, publiés à Francfort par J. F. Böhmer, avaient, à l'origine, un certain lien avec les *Monumenta Germaniæ*. Cette publication a été reprise, corrigée et élargie par Huber, dans ses Regestes de Charles IV (1887), puis étendue aux Carolingiens allemands, pour les années 1198 à 1272, et à Rodolphe de Habsbourg, par O. Redlich.

La Commission historique de l'Académie des sciences de Bavière est la seconde grande institution de publication pour l'histoire de l'Allemagne médiévale. Depuis sa fondation, en 1858, elle a fait paraître une série de sources importantes, avec la collaboration de jeunes savants qui formaient en même temps une pépinière pour le recrutement des universités. Ces publications sont : *Die deutschen Städtechroniken*, sous la direction de Karl Hegel, et, après sa mort, de G. von Below ; *Die deutschen Reichstagsakten*, dont la première série se rapporte aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ; *Die Hansarezeesse* ; *Die historischen Volkslieder der Deutschen*, que réunit Detlev von Liliencron. En outre on a continué les *Deutsche Weistümer*, dont Jacob Grimm avait jadis commencé la publication ; donné une nouvelle série des *Quellen und Erörterungen zur bayrischen und deutschen Geschichte*, et G. K. Frommann a pris l'initiative d'une édition revue du *Bayrisches Wörterbuch* de Schmeller, en 1878. La série d'histoire des sciences en Allemagne a aussi fourni de précieuses contributions à l'histoire du Moyen Age, de même que l'*Allgemeine deutsche Biographie* (55 vol. depuis 1875). Il faut citer comme un

recueil fondamental les *Jahrbücher der deutschen Geschichte*, fondés avant 1875, mais continués depuis cette date, en même temps qu'en partie réédités. Une autre revue fut d'ailleurs créée à cette époque, les *Forschungen zur deutschen Geschichte*, où trouvèrent place, entre autres, de nombreuses recherches critiques sur l'histoire du Moyen Age.

En dehors des vastes travaux de la Commission historique, dont font partie les historiens les plus éminents, non seulement de la Bavière, mais de l'Allemagne tout entière et de l'Autriche, l'Académie des sciences de Bavière a publié des comptes rendus et des travaux (*Abhandlungen*) de sa section d'histoire. Elle a, en outre, efficacement collaboré avec d'autres académies allemandes à certaines entreprises communes ; c'est ainsi qu'elle publie, avec l'Académie de Vienne, les chartes grecques du Moyen Age et des temps modernes (la première section contient les regestes, dont le t. I est l'œuvre de Dölger) ; qu'elle édite, avec les Académies de Vienne et de Berlin, les catalogues de bibliothèques du Moyen Age, ainsi que le *Thesaurus linguæ latinæ*.

L'Académie des sciences de Prusse, en dehors d'entreprises communes, de la direction générale des *Monumenta* après leur réorganisation, a publié, depuis la fondation de l'Institut historique prussien de Rome (1888), le *Repertorium Germanicum*, c'est-à-dire les regestes des sources relatives à l'Allemagne des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, ainsi qu'une série de *Quellen und Forschungen aus italienischen Bibliotheken und Archiven*, 1897. Le dictionnaire de l'ancienne langue juridique allemande, qui se prépare depuis 1896, sous la direction de R. Schröder (Heidelberg) sera très important pour l'histoire du droit ; il en a paru, en 1908, une livraison spécimen, qui contient des *Beiträge zum Wörterbuch der deutschen Rechtssprache*, dédiés à R. Schröder.

La Société royale prussienne de Göttingen, la Société royale des sciences de Saxe, de Leipzig, et, depuis 1911, l'Académie des sciences de Heidelberg, nouvellement fondée, n'ont pas seulement participé, avec les trois grandes académies précédentes, aux entreprises communes déjà citées ; elles ont aussi leurs œuvres propres. La Société de Göttingen publie des

Nachrichten, qui contiennent de petits mémoires, des *Abhandlungen*, travaux plus étendus, des *Gelehrte Anzeigen*, consacrées à des comptes rendus critiques d'ouvrages, un recueil, dirigé par P. Kehr, de regestes des chartes pontificales jusqu'en 1195 (cf. chap. *Papauté*). De même la Société des sciences de Saxe et l'Académie de Heidelberg publient des travaux ou des comptes rendus qui, comme ceux de G. Seeliger et de H. v. Schubert, sont de précieuses contributions à l'histoire médiévale.

Les institutions régionales de publication sont devenues, surtout pour l'édition des sources, de plus en plus importantes. Dès avant 1875, des sociétés et des associations s'étaient créées dans les différentes régions de l'Allemagne pour en cultiver l'histoire, et particulièrement pour en publier les sources. Citons-en quelques-unes parmi les plus notables.

La Société d'histoire rhénane a entrepris, dès 1881, et brillamment mené à bien une très importante série de publications de sources diverses conformes à toutes les exigences scientifiques, telles la publication modèle des actes de la Diète de Juliers et Berg par G. von Below, celles des sources et regestes des Archives vaticanes concernant l'histoire de la Rhénanie, des sources de l'histoire juridique et économique des villes rhénanes, des sceaux rhénans, des terriers et censiers (*Urbare*) rhénans, des *Weistümer* de la province rhénane, des regestes des archevêques de Cologne au Moyen Age, d'une topographie historique de Cologne, d'un *Corpus nummorum Trevirensium*, des peintures murales romanes de Rhénanie, des chartes et documents relatifs à l'histoire ecclésiastique de Juliers-Berg, etc.

La Société d'histoire hanséatique publie, depuis 1875, les *Hansische Geschichtsquellen*, particulièrement importantes pour l'histoire de l'Allemagne du Nord et du commerce allemand en général. Ce recueil ne contient pas seulement des registres municipaux et des listes de conseils, mais aussi les livres et les quittances de la douane de Reval au xiv^e siècle, les actes de la Hanse en provenance d'Angleterre, de 1275 à 1412, des chroniques des villes hanséatiques. La revue de la Société, les *Hansische Geschichtsblätter*, a en outre publié de nombreux travaux sur l'histoire médiévale.

La Commission historique badoise, depuis 1883, fait paraître d'abondantes éditions de sources, comme celles de l'histoire de l'évêché de Constance (depuis 1883), les statuts municipaux des villes du Haut-Rhin, les regestes des margraves de Bade et de Hachberg, des évêques de Constance, le livre des familles nobles du haut pays de Bade, et les sceaux des villes badoises, l'histoire des médailles et monnaies des territoires réunis dans le grand duché de Bade, ainsi que l'histoire du commerce et des relations entre l'Allemagne occidentale et l'Italie au Moyen Age, par Aloys Schulte, dont le deuxième volume contient des documents justificatifs, et le lexique topographique du grand-duché de Bade d'A. Krieger, etc.

Le nombre des associations et sociétés historiques est aujourd'hui si grand qu'on ne saurait en donner ici une énumération complète. Beaucoup d'entre elles ont, dans les dernières décades, pris la forme de commissions historiques régionales, ou ont créé de ces commissions ⁽¹⁾. Les grands États, telle la Bavière ⁽²⁾, possèdent plusieurs sociétés d'histoire ; le Haut-Palatinat et Ratisbonne, la Haute-Franconie, la Basse-Franconie et Aschaffenburg, par exemple, en ont chacun une ; en outre, il y a une Société d'histoire de la Basse-Bavière et une de Haute-Bavière ; enfin, la Société de l'histoire de Franconie, de fondation plus récente, publie également, avec beaucoup de succès, des sources d'histoire médiévale.

Non moins nombreuses sont les sociétés fondées pour l'histoire de telle ou telle ville, qui, tout en publiant des ouvrages, s'occupent activement d'éditer des sources. Toutes les grandes villes, d'Aix-la-Chapelle à Zwickau, en possèdent, qui éditent notamment des revues. A côté des grandes villes hanséatiques,

(1) Il en existe actuellement pour le royaume de Saxe, la province de Saxe avec Anhalt, le Wurtemberg, la Thuringe, la Hesse-Nassau, la Basse-Saxe, la Poméranie, la Westphalie, le grand-duché de Hesse, la Hesse et Waldeck. Jusqu'à la guerre mondiale, il y en avait aussi une pour la Lorraine, auprès de la Société lorraine d'archéologie et d'histoire, et une pour l'Alsace. Notons enfin qu'il en a été fondé une pour l'histoire des Juifs en Allemagne.

(2) Sur l'histoire de la Bavière, cf. S. RIEZLER, *Geschichte Bayerns*, t. I-VI (bis 1651), 1878 sq. ; M. DOEBERL, *Entwicklungsgeschichte Bayerns*, t. I. (—1648), 1906.

Hambourg, Brême, Lübeck, citons spécialement Francfort-sur-le-Mein, où une Commission historique travaille avec beaucoup d'ardeur, et Mayence, où le Musée central romain-germanique, sous la direction du savant professeur K. Schumacher, produit depuis longtemps sans relâche ⁽¹⁾. Certaines de ces sociétés ont déjà pu célébrer leur cinquantenaire, par exemple, en 1917, la Société d'histoire de Leipzig ; en 1918, la Société historique de Brandebourg sur la Havel, et bien d'autres encore. Les sources qu'elles publient sont en premier lieu des cartulaires, comme par exemple le grand cartulaire de la ville de Strasbourg, puis des statuts et des registres municipaux, des livres de comptes des villes, ainsi que des sources relatives à l'histoire politique et économique des villes, enfin des chroniques et, depuis peu, aussi, des plans. La Société d'histoire de Berlin donne, depuis 1880, ses *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, très développés, qui offrent, et non pas seulement pour le Moyen Age, une précieuse bibliographie de l'histoire et des sources, et en outre un dépouillement remarquablement complet de tous les articles de revues et comptes rendus, deux ans après leur publication.

Ces nombreuses sociétés sont groupées en une Union des sociétés allemandes d'histoire et d'archéologie. Fondée en 1852, elle tient annuellement dans une ville d'Allemagne une assemblée avec communications et délibérations sur des problèmes d'organisation et des questions scientifiques, et en outre publie un *Korrespondenzblatt*, qui contient également des travaux scientifiques.

La Société d'histoire pédagogique et scolaire allemande a aussi une importance générale. C'est sur son initiative que se publient, depuis 1886, les *Monumenta Germaniæ pædagogica* (57 vol. parus), recueil de règlements et de livres scolaires et autres documents de même ordre concernant les différents pays de langue allemande.

(1) Dans ces dernières années, ce Musée a publié, non seulement des catalogues de grande valeur scientifique, mais aussi des manuels, comme une *Siedelungs- und Kulturgeschichte der Rheinlande*, en 3 vol. En outre, la *Mainzer Zeitschrift* a conquis une belle place dans le domaine archéologique.

Les publications du Musée national de Nuremberg dépassent de beaucoup le cadre de l'histoire locale ; outre les catalogues des collections du Musée lui-même, elles comprennent un grand ouvrage : *Kunst- und kulturgeschichtliche Denkmale des germanischen National-Museums in Nürnberg*, 1896, puis des *Mitteilungen* et un *Anzeiger*, de caractère scientifique.

Les savants allemands ont également publié des sources relatives à l'histoire d'États étrangers. Notons seulement la grande et magistrale édition, en 4 volumes, des lois anglo-saxonnes de F. Liebermann, les *Regesta cartarum Italiæ* de l'Institut prussien d'histoire de Rome (1 vol., par F. Schneider), enfin les *Acta Aragonensia*, de H. Finke.

II. — Les travaux d'érudition.

L'ouverture de riches sources documentaires et avant tout des archives, ainsi que leur mise en œuvre critique dans de grandes éditions nouvelles (particulièrement les *Monumenta Germaniæ*), ont exercé une puissante action sur la production historique ⁽¹⁾. La période précédente avait surtout vivifié l'histoire politique et elle avait, dans L. von Ranke, suscité une vue universaliste de l'histoire, fortement caractérisée par l'importance accordée à l'influence des idées. Les chefs du mouvement historique avaient été mêlés aux grands mouvements politiques de leur temps, et étaient des élèves de Ranke. Avec la fondation de l'Empire allemand, ces tendances perdirent leur intérêt, puisque le but qu'elles avaient visé était atteint. Le nouvel essor des sciences auxiliaires de l'histoire, avec J. Ficker et Th. Sickel, permit de développer et d'aiguiser la critique des sources. En particulier, la diplomatique vit sa méthode perfectionnée par de nombreuses études spéciales, dont Harry Bresslau condensa, en 1889, les résultats dans son *Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien*.

Mais la division du travail poussée sans cesse plus loin

(1) Cf. le relevé des titres exacts et de toutes les monographies dans DAHLMANN-WAITZ, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*, 8^e éd., 1912, par Paul HERRE.

risquait de disperser la recherche et de tarir les synthèses. Cette période d'empirisme provoqua un éparpillement jusqu'à l'extrême détail; mais il ne faut pas en méconnaître les résultats positifs importants. De ceux-ci, les *Jahrbücher der deutschen Geschichte*, déjà cités, sont le témoignage éclatant. Ils donnent, sans négliger aucune source, une critique de tous les détails saisissables de l'histoire d'Allemagne, classés par règne; ils sont donc essentiellement une histoire des princes, qui ne considère pour ainsi dire pas les faits économiques et sociaux, et très peu la constitution et l'administration. Ils n'en ont pas moins rendu d'incalculables services en facilitant par un travail critique — comme l'ont fait aussi les registres des empereurs, déjà cités — l'utilisation par la synthèse des matériaux recueillis. Si l'histoire des divers souverains depuis les Carolingiens jusqu'à la fin des Hohenstaufen a été présentée par les *Jahrbücher*, les siècles suivants du Moyen Age ont été traités, ailleurs, de la même façon. Rodolphe de Habsbourg, Charles IV, Venceslas et Sigismond ont été l'objet, en partie au moins, de travaux spéciaux (O. Redlich, E. Werunsky, Th. Lindner, v. Bezold), à partir de 1872.

La *Deutsche Kaisergeschichte in der Zeit der Salier und Staufer*, 5^e éd., 1923, de Karl Hampe, auteur d'une biographie de Conradin de Hohenstaufen, répond à toutes les exigences de l'historiographie moderne. Les progrès accomplis dans les dernières décades par l'histoire politique se marquent très clairement dans *Die Epochen der deutschen Geschichte*, 1924, l'ingénieux ouvrage de Joh. Haller, auquel on doit aussi de précieuses études spéciales, par exemple sur la chute d'Henri le Lion ⁽¹⁾.

A l'histoire militaire qui, sous sa forme moderne, s'apparente de très près à l'histoire politique, Hans Delbrück a consacré de nombreux travaux spéciaux, une vaste *Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte*, 3^e éd., 3 vol. M. Jähns a publié une histoire des sciences militaires particulièrement en Allemagne, dont le premier volume (1889) traite du Moyen Age.

(1) Sur l'histoire étrangère, citons le grand ouvrage d'Alexandre CARTELLIERI sur le roi de France Philippe Auguste (4 vol., 1899-1922).

De même que l'histoire politique, l'histoire ecclésiastique a connu un grand essor, notamment avec la *Kirchengeschichte Deutschlands*, 4 vol., 1887 sq. (la 4^e éd. est en 5 vol.), d'A. Hauck. Parmi les monographies, dont la liste est aussi devenue immense, bornons-nous à citer les remarquables ouvrages de H. v. Schubert, qui aboutissent aujourd'hui à sa grande *Geschichte der christlichen Kirche in Frühmittelalter*. Sur la grande période de réforme du xv^e siècle, il faut signaler avant tout les travaux de H. Finke sur le concile de Constance et *Papsttum und Kirchenreform* de J. Haller. L. Pastor a entrepris une histoire des papes au temps de la Renaissance, dont 9 volumes ont déjà paru.

De la même conception de l'exposition historique procèdent aussi les ouvrages d'ensemble sur l'histoire d'Allemagne au Moyen Age, tels que ceux de G. Erler, de D. Schäfer et de B. Gebhardt, telles que la *Bibliothek deutscher Geschichte*, publiée, depuis 1876, par H. v. Zwiédinek-Südenhorst, et les diverses histoires universelles, de G. Weber, *Allgemeine Weltgeschichte*; de Th. v. Lindner, *Weltgeschichte seit der Völkerwanderung*; de W. Oncken, *Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen*; de Heeren et Ukert, *Geschichte der europäischen Staaten*, continuée par Giesebrecht et Lamprecht. Au contraire, le *Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte*, 1903 sq., de v. Below et Meinecke, le *Grundriss der Geschichtswissenschaft*, 1906 sq., de A. Meister, et la *Weltgeschichte*, 1899 sq., 3^e éd. 1920, ordonnée selon un plan géographique, de F. Helmolt, appartiennent déjà à la nouvelle tendance de la science historique allemande.

C'est qu'entre temps avaient été posés les problèmes de méthode et discutée la question du domaine et du but de l'histoire. On reconnaissait déjà que l'ancienne conception de notre science n'arrivait pas à saisir complètement le sens des événements et ne les considérait que sous un de leurs aspects. C'est ce qu'exprimait clairement, dès 1878, le petit livre de F. Jodl, *Die Kulturgeschichtsschreibung, ihre Entwicklung und ihr Problem*. Les mouvements démocratiques des trente dernières années eurent pour résultat de pousser le peuple au

premier plan de l'histoire. S. Sugenheim avait, dès 1866-68, publié une *Geschichte des deutschen Volkes und seiner Kultur*. Joh. Janssen commença, en 1878, de faire paraître une *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*, en 8 volumes. La même année, E. Gothein donna ses *Politische und religiöse Volksbewegungen vor der Reformation*. Au même moment, K. W. Nitzsch faisait des cours sur l'histoire du peuple allemand jusqu'à la paix religieuse d'Augsbourg, qui furent, après sa mort (1880), publiés en 3 volumes (1883-85). Sous l'influence du grand essor industriel de l'Empire allemand après 1871, l'attention des historiens se tourna de plus en plus vers les faits économiques et sociaux, dont on chercha l'explication dans l'évolution historique. Il se forma dans l'économie politique une école historique, dont Gustave Schmoller, alors professeur à Strasbourg, devint le chef. De 1875 à 1879, Schmoller, G. Schanz, K. Th. v. Inama-Sternegg, W. Heyd, publièrent une série d'importants travaux ⁽¹⁾.

Cette littérature, de plus en plus abondante, s'accrut encore des grands et précieux travaux des historiens du droit, qui agissaient en partie dans le même sens. Dès 1866, O. Gierke avait publié le premier volume de son *Deutsches Genossenschaftsrecht*, dont le second parut en 1873. En 1878, il inaugura une nouvelle série d'*Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte*, qui donnèrent de nombreux travaux portant sur l'histoire économique, ou propres au moins à lui apporter une utile contribution. En 1879, Karl Bücher publia la traduction de *La propriété et ses formes primitives* de Laveleye, pendant que Schmoller faisait paraître *Die Strassburger Tucher- und Weberzunft*, avec un appendice de documents.

(1) Cf. SCHMOLLER, *Strassburgs Blüte und die volkswirtschaftliche Revolution im XIII. Jahrhundert*, 1875, et *Strassburg zur Zeit der Zunftkämpfe und die Reform seiner Verfassung und Verwaltung im XV. Jahrhundert*, dans les *Quellen und Forschungen zur Sprach- und Kulturgeschichte des germanischen Volkes*, fondées, en 1874, à Strasbourg, par Ten Brink, Wilh. Scherer et A. Brandl. — G. SCHANZ, *Geschichte der deutschen Gesellenverbände*, 1877. — VON INAMA-STERNEGG, *Die Ausbildung der grossen Grundherrschaften während der Karolingerzeit*, 1878, dans les *Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen*, que Schmoller venait de fonder, et *Deutsche Wirtschaftsgeschichte* (1^{er} vol. en 1878), qui va jusqu'à la fin des Carolingiens. — HEYD, *Geschichte des Levantehandels im Mittelalter*, 1879.

La meilleure preuve de l'influence exercée par les grands courants sociaux et économiques contemporains est le fait que, depuis l'apparition, en 1867, du *Capital* de Karl Marx, réédité dès 1873, il s'est formé une conception matérialiste de l'histoire, qui devait mettre le nouvel esprit réaliste de la recherche scientifique au service des tendances politiques du parti social-démocrate allemand, alors en croissance rapide. Karl Lamprecht, qui déjà avait publié, en 1878, dans les *Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen* de Schmoller, des *Beiträge zur Geschichte des französischen Wirtschaftslebens im XI. Jahrhundert*, donna, dans les années 1885 et suivantes, son grand ouvrage, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, en trois volumes, dont le second contenait des matériaux statistiques et une bibliographie critique, le troisième un recueil de sources avec trois cartes. Ce livre, fondé avant tout sur les documents de la région mosellane, a stimulé de façon durable l'histoire économique en Allemagne, d'autant que Lamprecht, tempérament puissant, exerça bientôt une grande action comme professeur, et fonda, à Leipzig (où il fut appelé en 1891) une nouvelle section du Séminaire historique, la section d'histoire de la civilisation et d'histoire universelle, qui devint, en 1909, un Institut autonome. Dans cette première phase de son travail créateur, Lamprecht insiste sur l'histoire de la civilisation matérielle, l'opposant à l'histoire politique, de la même façon qu'il exigeait que l'histoire des conditions générales se substituât à celle des personnes, et que le collectif prît, comme objet d'études, la place de l'individuel. Il devint le chef de la jeune école allemande d'histoire économique et fut considéré comme le représentant de la conception du matérialisme historique. D'esprit mobile et universellement compréhensif, il inclina vers la méthode des sciences naturelles que, dès 1877, le physiologiste Du Bois-Reymond avait proposé d'appliquer à l'histoire de la civilisation.

Parmi les nombreux travaux spéciaux, nous ne citerons que la *Grundherrschaft in Nordwestdeutschland*, 1896, de W. Wittich, et la *Wirtschaftsgeschichte des Schwarzwaldes*, 1892, d'E. Gothein. Auguste Meitzen occupe une place à part avec son vaste

ouvrage, *Wanderungen, Anbau und Agrarrecht der Völker Europas nördlich der Alpen*, 4 vol., 1895 sq., où il s'efforce d'expliquer l'histoire la plus reculée de la colonisation et ses particularités nationales à l'aide des renseignements que donnent, sur la disposition des finages, les plans cadastraux. Cette œuvre de grande envergure, mais aussi très systématique, a été, dans les derniers temps, largement rectifiée par le travail de la nouvelle école d'histoire économique allemande.

A côté de la tendance primitive, tournée principalement vers l'histoire agraire, et qui voyait dans la seigneurie la cellule initiale non seulement de l'évolution économique et sociale, mais aussi des institutions politiques et de l'État lui-même, une autre apparut de bonne heure qui orienta sa recherche vers l'histoire de la circulation, des métiers ou de l'industrie et du commerce. Karl Zeumer avait publié, dès 1877, un précieux travail sur l'histoire des impôts municipaux en Allemagne ; le début des recherches sur la naissance et l'origine des villes allemandes se place presque au même moment. La thèse de Hellwig sur les villes allemandes à l'époque des Ottons est de 1875, celle de Damas, pour la période des empereurs franconiens, de 1879 ; en 1878, G. Winter publiait son histoire du Conseil de Strasbourg, et W. Stieda, en 1877, un essai *Zur Entstehung des deutschen Zunftwesens*. Si ces travaux ne sont pas, en eux-mêmes, de grande importance, s'ils n'ont pas servi de base aux études ultérieures dans ce domaine, ils inaugurent une période de plusieurs dizaines d'années, au cours desquelles les monographies d'histoire économique et constitutionnelle, consacrées à diverses villes, furent si nombreuses qu'elles donnèrent naissance à des comptes rendus critiques spéciaux d'histoire urbaine (*Neuere Literatur über deutsches Städtewesen*), par Karl Uhlirz.

A côté de Karl Hegel et de son grand ouvrage, *Städte und Gilden der germanischen Völker im Mittelalter*, 2 vol., 1891, G. v. Below a pris position de chef d'école, moins pour avoir proposé la théorie dite des communes rurales que pour avoir réfuté la vieille explication qui mettait à l'origine des villes la seigneurie et les institutions du droit féodal. Par la suite, il a

régulièrement soumis à sa critique tout ce qui paraissait de nouveau en ce domaine, et traité particulièrement, en de nombreux articles, de la naissance des métiers en Allemagne, des corporations et aussi de l'administration municipale et de l'économie urbaine du Moyen Age. Avec lui, il faut nommer S. Rietschel, à qui l'on doit une série de travaux fondamentaux, Conrad Beyerle, auteur d'études remarquables, principalement sur la ville de Constance, et F. Keutgen, qui a aussi apporté à cette école nouvelle de précieuses contributions ⁽¹⁾.

La synthèse des résultats actuels des recherches a été donnée dans *Grundzüge der deutschen Wirtschaftsgeschichte bis zum XVII. Jahrhundert*, 2^e éd., 1921, de R. Köttschke, auquel nous devons aussi une grande *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*, 1924. Des cours de Max Weber on a tiré, après sa mort, une histoire économique (1923). C'est à cet essor de l'histoire économique et sociale qu'a dû sa naissance la revue fondée, en 1893, par St. Bauer, K. Grünberg, L. M. Hartmann et E. Szanto — dont deux étaient des socialistes prononcés — et qui paraît, depuis 1903, sous la direction de G. von Below, la *Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*. Depuis 1898 paraît, en outre, la *Zeitschrift für Socialwissenschaft* de J. Wolf, et, depuis 1910, l'*Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung* de K. Grünberg. G. Brodnitz a commencé de publier, en 1918, un manuel d'histoire économique, où sont parues l'Angleterre (Brodnitz), la Russie (Kulischer), et le Moyen Age, de Köttschke, cité plus haut.

Les recherches de cet ordre ont tiré parti du fait que nombre des savants que nous avons cités se sont aussi occupés d'histoire des institutions. Par exemple, G. Seeliger a étudié non seulement le rôle politique et social de la seigneurie au Moyen Age et le droit féodal, de même que les métiers et l'industrie et les *Landleihen*, mais aussi les droits du peuple et du roi,

(1) Cf. RIETSCHEL, *Die civitas auf deutschem Boden ; Markt und Stadt ; Das Burggrafenamt und die hohe Gerichtsbarkeit in den deutschen Bischofsstädten ; Die Entstehung der freien Erbleihen*, etc. — KEUTGEN, *Untersuchungen über den Ursprung der deutschen Stadtverfassung ; Aemter und Zünfte ; Grosshandel im Mittelalter*.

l'élection des rois en Allemagne et la naissance du collège des électeurs, les capitulaires des Carolingiens, et les origines de la charge de *Hofmeister*, de celle d'archichancelier et des chancelleries d'Empire. L'histoire constitutionnelle des « territoires » allemands, en particulier, a été étudiée par de nombreux chercheurs ; citons spécialement : *Territorium und Stadt et Landständische Verfassung*, de G. von Below, parus de 1885 à 1891 ; *Geschichte des Gerichtswesens und der Verwaltungsorganisation Bayerns*, d'E. Rosenthal ; *Geschichte des preussischen Beamtentums*, d'Isaacsohn ; l'histoire du droit administratif prussien, de C. Bornhack et la *Hof- und Zentralverwaltung der Mark Brandenburg im Mittelalter*, de Spangenberg. Des travaux remarquables ont été fournis pour la Saxe par H. B. Meyer, *Hof- und Zentralverwaltung der Wettiner*, pour les principautés ecclésiastiques (Paderborn) par Aubin, pour la Silésie par F. Rachfahl, auxquels il faudrait ajouter ceux qui concernent l'Autriche.

Ces divers courants ont orienté l'attention des chercheurs sur le problème capital de l'État allemand au Moyen Age. *Der deutsche Staat des Mittelalters*, 1 vol., 1914, de G. von Below, s'oppose à l'ancienne conception des juristes, comme à celles, plus récentes, de l'histoire économique. Un travail de Keutgen (1918) porte le même titre. A. Dopsch a, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, apporté des rectifications et des compléments à l'un et à l'autre (1).

Ce développement du travail scientifique a été facilité par les recherches d'histoire du droit. F. Dahn avait, avant 1876, commencé son vaste ouvrage *Die Könige der Germanen*, aujourd'hui complet (12 vol.). Dès 1878, E. Loening publiait, à Strasbourg, sa remarquable *Geschichte des deutschen Kirchenrechts*, 2 vol. Puis, tandis qu'O. Gierke donnait ses livres déjà cités, commença la période féconde du grand trio, Heinrich Brunner

(1) L'histoire constitutionnelle des États étrangers a été étudiée par E. MAYER, *Deutsch-französische Verfassungsgeschichte* et *Italianische Verfassungsgeschichte* ; J. HATSCHKE, *Englische Verfassungsgeschichte* (ces deux dernières dans le *Handbuch* de BELOW-MEINECKE).

à Berlin, Richard Schröder à Heidelberg, et Karl von Amira à Munich. Tandis que le premier, utilisant les résultats nouveaux de la diplomatie, présentait, dans son histoire du droit allemand et dans de nombreuses monographies, un tableau vraiment classique surtout pour la période franque, R. Schröder publiait son manuel d'histoire du droit allemand, œuvre fondamentale, qui s'appuie sur une exceptionnelle connaissance de la littérature spéciale du sujet, et offre une magistrale vue d'ensemble sur toute l'évolution jusqu'aux temps contemporains (6^e éd. en 2 vol.) ; il se distinguait encore par d'importantes monographies sur diverses périodes de cette histoire, Karl von Amira a tiré de l'étude de l'évolution du droit scandinave de précieux résultats dans son *Nordgermanisches Obligationenrecht* et son *Grundriss des germanischen Rechts*, qui fait partie du *Grundriss der germanischen Philologie* de Hermann Paul, et qui en est déjà à sa troisième édition ; il a de plus enrichi l'archéologie juridique allemande de monographies aux vastes perspectives, *Die Handgebärden des Sachsenspiegels* ; *Der Stab in der germanischen Rechtssymbolik*. Le problème des Ordres (*Stände*) germaniques a été traité avec ampleur par Ph. Heck (1900-05). La reprise de la question du wergeld a fourni à l'histoire économique de nouvelles données importantes. Enfin U. Stutz, avec la *Geschichte des Benefizialwesens*, 1895, et ses travaux sur le droit ecclésiastique du début du Moyen Age, a frayé des voies nouvelles ; en fondant les *Kirchenrechtliche Abhandlungen*, il a aussi suscité toute une série — une centaine environ — d'importantes monographies sur l'histoire du Moyen Age, parmi lesquelles le grand livre d'Al. Schulte : *Der Adel und die deutsche Kirche im Mittelalter*, 1900, est de portée très générale. La nouvelle série de la *Zeitschrift der Savignystiftung für Rechtsgeschichte* est l'organe vivant des recherches sur l'histoire du droit, et s'est accrue, par la suite, d'une section canonique ⁽¹⁾.

(1) Nous n'avons pas à citer ici les travaux allemands sur l'histoire étrangère. Ils ont aussi beaucoup profité de cette pénétration de l'histoire et des sciences voisines. Tels sont l'histoire d'Italie de L. M. HARTMANN (1897-1915), dans la collection de HEEREN et UKERT ; l'histoire de Florence, de R. DAVIDSOHN (4 vol. parus, 1896-1925) ; les travaux de A. DOREN sur l'histoire des corporations florentines (1897), de SIEVEKING

Récemment, A. Dopsch a tenté une revision d'ensemble des vieilles théories, élaborées principalement par les juristes, dans deux ouvrages qui traitent, l'un des *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kulturentwicklung von Cäsar bis auf Karl den Grossen*, 2 vol., 1918-20, l'autre de *Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit*, 2 vol., 1912-13. Il s'est proposé de faire ce que Werner Sombart, dans sa grande histoire du capitalisme moderne, avait demandé que l'on fit pour celui-ci, c'est-à-dire de renouveler et d'étendre nos moyens de connaissance par l'interprétation critique des sources et par le recours aux sciences voisines (linguistique, archéologie et histoire de l'art), pour arriver à saisir les rapports et les situations tels qu'ils étaient dans la réalité.

La tendance nouvelle qui entraînait beaucoup d'historiens allemands vers les études sociales et économiques fit naître, dès les années 1880, une discussion au sujet du domaine de l'histoire à laquelle prirent part, entre autres, D. Schäfer et E. Gothein. Lorsque eut commencé de paraître l'Histoire d'Allemagne de K. Lamprecht, en 1891, cette discussion tourna à la controverse ; conduite avec une âpre vivacité par G. von Below, M. Lenz, Rachfahl, Finke, elle porta aussi sur la méthode et s'étendit de plus en plus. Entre temps, Lamprecht, abandonnant l'histoire de la civilisation matérielle, s'était tourné vers celle de la civilisation intellectuelle ; il présentait tous les événements comme étant le résultat de mouvements de psychologie sociale. Cette conception et le mode d'exposition qui en dérivait furent très fortement contestés, d'autant plus que beaucoup d'élèves de Lamprecht négligeaient d'apporter dans leurs recherches la précision indispensable. Lui-même a donné, dans les publications de son Institut, des *Beiträge zur Kultur- und Universalgeschichte*, qui traitent du développement de la civilisation des peuples, même non européens, et considèrent tous les aspects de la civilisation intellectuelle, y compris l'art.

sur les finances de Gênes (1898), de F. SCHNEIDER sur l'administration impériale en Toscane ou la naissance des villes fortifiées et des communautés rurales en Italie (1914) ; l'histoire sociale et économique des Juifs, de G. CARO, dont les volumes parus traitent du Moyen Age,

W. Goetz, qui avait, de son côté, publié, à partir de 1908, des *Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance*, devenu, après la mort de Lamprecht (1915), son successeur, a, dans une nouvelle série, continué les *Beiträge zur Kultur- und Universalgeschichte*.

La *Kulturgeschichte der Neuzeit*, 3 vol., 1900-01, de K. Breysig, disciple de Lamprecht, va aussi, en réalité, jusqu'à la fin du Moyen Age. Mais, ni cet ouvrage, ni la *Geschichte der deutschen Kultur*, 1905 et 1912, de G. Steinhausen, ni la *Kulturgeschichte der Deutschen im Mittelalter*, 1891-94, de Löher, ne satisfont à ce que peut aujourd'hui exiger la science dans ce domaine où la recherche est en plein essor. *Das höfische Leben zur Zeit der Minnesinger*, 1879-80, et le *Deutsches Leben im XIV. und XV. Jahrhundert*, 1898, d'Alwin Schultz, tout comme la *Kulturgeschichte des Mittelalters*, 1894 sq., de G. Grupp, sont plutôt des recueils de documents qu'une mise en œuvre scientifique. G. Steinhausen a aussi publié des *Denkmäler* et des *Monographien zur deutschen Kulturgeschichte* (il y en a douze), où le Moyen Age tient une large place. Il a fondé, en 1903, l'*Archiv für Kulturgeschichte*, qu'il dirige actuellement avec W. Goetz.

Les travaux les plus importants pour l'histoire de la civilisation ont été tout d'abord ceux qui se rapportaient à chacun des domaines particuliers de la civilisation intellectuelle.

Le développement de l'archéologie a été particulièrement brillant ; la science des fouilles et le progrès des recherches linguistiques ont à la fois contribué à éclairer la préhistoire et l'histoire de la haute antiquité germanique. Aux *Deutsche Hausaltertümer*, 5 vol., 1899-1903, de M. Heyne, à *Der älteste deutsche Wohnbau*, 2 vol., 1902-03, de Stephani, se sont ajoutées de très nombreuses monographies sur l'habitation allemande (Meitzen, Henning, Meringer, etc.). Les travaux de Kossinna, *Mannus-Bibliothek*, et de Rud. Much, *Deutsche Stammeskunde*, ont engagé les recherches sur les Germains dans des voies nouvelles, pleines de promesses, tandis que Joh. Hoops donnait, dans son *Waldbäume und Kulturpflanzen im germanischen Altertum*, 1905, et dans le *Reallexikon der ger-*

manischen Altertumskunde, 4 vol. depuis 1911, fondé par lui, une synthèse des résultats des recherches modernes. La *Deutsche Altertumskunde*, de F. Kauffmann, traite principalement et d'une façon approfondie des périodes anciennes jusqu'à la fin des Carolingiens. Il convient de citer encore l'*Atlas vor- und frühgeschichtlicher Befestigungen in Niedersachsen*, 1887-1905, de Karl Schuchhardt, les travaux de Karl Rübel sur les Francs, leur système de conquête et d'établissement (1904), et la *Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgang der Völkerwanderung*, 1910-11, de L. Schmidt.

Les historiens de la littérature avaient cru naguère qu'il leur appartenait d'écrire l'histoire de la civilisation. Leurs grands ouvrages demeurent toujours pour celle-ci un élément précieux, même après qu'elle a dû en dépasser le cadre. Deux d'entre eux, ceux d'Ehrismann et de Vogt-Koch, offrent à l'étude une base solide ; à côté d'eux, le dernier travail de Jos. Nadler, qui suit le développement de la littérature dans les diverses tribus germaniques, est une tentative intéressante dans une direction moderne. Comme études particulières, celles de Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, 1911-23 ; d'Ed. Norden, *Die antike Kunstprosa bis in die Zeit der Renaissance*, 1898, et de Ludwig Traube, *Lateinische Philologie des Mittelalters*, 2 vol., 1909-20 (publiés par son disciple P. Lehmann), ont une grande valeur.

Le développement des sciences auxiliaires de l'histoire s'est fait sentir dans des domaines qui touchent aussi à l'histoire de la civilisation intellectuelle, comme par exemple l'histoire de l'écriture au Moyen Age, étudiée, dès 1871, par Wattenbach, et la paléographie (travaux de L. Traube et ses *Namina Sacra*). De nombreuses reproductions furent publiées ; citons celles des chartes impériales par H. v. Sybel et Th. v. Sickel ; les tableaux d'écriture de W. Arndt, réédités par Tangl, et surtout les *Monumenta palæographica* d'A. Chroust. On a de même édité des reproductions des sceaux des empereurs et des rois allemands (O. Posse) et des souverains des divers territoires, ainsi que des monnaies, par exemple, les *Deutsche Münzen der sächsischen und fränkischen Kaiserzeit*, 1876 sq., par Dannen-

berg. La généalogie, avec le *Lehrbuch der gesamten wissenschaftlichen Genealogie*, d'O. Lorenz, et, récemment aussi, l'histoire dynastique (Heydenreich, Devrient, Klocke) facilitent l'intelligence des rapports d'histoire de la civilisation, à laquelle la chronologie — surtout H. Grotefeld — fournit, enfin, des matériaux divers. Une revue récente, l'*Archiv für Urkundenforschung*, de Brandi, Bresslau et Tangl, a contribué à bien des égards à orienter les sciences auxiliaires vers l'histoire de la civilisation.

L'apport de l'histoire des religions ne lui a pas été moins précieux. Rappelons seulement les noms d'Adolf von Harnack et de R. Seeberg; d'autre part, la *Dogmengeschichte*, 1882, de J. Schwane, et les *Soziallehren der christlichen Kirche*, 1911, d'E. von Troeltsch. Elle a trouvé aussi beaucoup à prendre dans H. Reuter, *Geschichte der religiösen Aufklärung im Mittelalter*, 1875-77; W. Preger, *Geschichte der deutschen Mystik im Mittelalter*, 1877-93; G. Ulhorn, *Die christliche Liebestätigkeit*, 1882-90, et G. Ratzinger, *Kirchliche Armenpflege*, 1884.

L'histoire de l'art s'est crue longtemps, comme l'histoire littéraire, désignée pour faire l'histoire de la civilisation. Elle aussi a connu un brillant essor et s'est orientée de plus en plus vers l'histoire des idées; les travaux de Wickhoff, d'A. Riegl et plus particulièrement la *Kunstgeschichte als Geistesgeschichte* de leur élève, Max Dvořák, en sont la preuve frappante.

Fort utiles aussi ont été les travaux modernes sur l'histoire des sciences, en particulier ceux qui traitaient de l'enseignement classique (Specht et Fr. Paulsen) et des universités (G. Kaufmann). L'histoire de la philosophie médiévale a été extraordinairement approfondie dans notre période. L'œuvre fondamentale est celle de Cl. Baeumker qui, en dehors de ses *Beiträge zur Geschichte der Philosophie des Mittelalters*, a donné un exposé de cette philosophie dans l'encyclopédie *Die Kultur der Gegenwart*, de P. Hinneberg. A M. Grabmann, on doit une *Geschichte der scholastischen Methode*, 1909, ainsi qu'une série de monographies; à M. Verweyen, un exposé d'ensemble de la philosophie médiévale. La nouvelle édition du *Grundriss der Geschichte der Philosophie*, par F. Ueberweg, revue par

M. Baumgartner (10^e éd., 1915), contient un excellent aperçu d'ensemble des nombreux travaux sur cette matière. L'ouvrage d'Eicken, *System der mittelalterlichen Weltanschauung*, 1887, ne répond pas encore, dans sa 4^e édition en 1923, aux exigences scientifiques modernes, auxquelles satisfont au contraire A. von Martin, *Historische Bibliothek*, t. XXXIII, 1913 ; Bernheim, *Mittelalterliche Zeitanschauungen*, 1918 ; F. Kern, *Gottesgnadentum und Widerstandsrecht*, 1914, et *Humana civilitas*, 1913. La *Geschichte des Idealismus*, 1^{re} éd., 1894, de G. Willmann, est également précieuse à cet égard.

L'histoire de la civilisation, dans sa tendance moderne, a adopté une position et un esprit de plus en plus philosophiques. Sa direction générale lui a été donnée par la *Einleitung in die Geisteswissenschaften*, 1883, de W. Dilthey, la *Völkerpsychologie*, 1900 sq., de Wundt, et la *Kulturwissenschaft und Naturwissenschaft*, 1899, de H. Rickert. Cette orientation se marque dans la *Deutsche Vierteljahrschrift für Literaturwissenschaft und Geistesgeschichte*, fondée, en 1923, par Rothacker et P. Kluckhohn.

G. Mehlis, élève de Rickert, a publié, en 1915, un manuel de philosophie de l'histoire. P. Barth avait, dès 1897, donné sa *Philosophie der Geschichte als Soziologie*, dont la dédicace à Ferdinand Tönnies souligne les liens avec l'école sociologique. Celle-ci a, ces derniers temps, pris un important essor, comme en témoignent, entre autres, les grands ouvrages de Simmel, Ratzenhofer, F. Oppenheimer, Vierkandt et Tönnies. Dans son *Grundriss der Sozialökonomik*, Max Weber a non seulement établi la liaison avec l'histoire économique, mais en outre aidé, par sa sociologie de la religion, au progrès de l'histoire des sciences morales.

Si, dans la première moitié de la période que nous considérons ici, l'histoire allemande, contrairement à l'histoire politique de l'époque antérieure, s'est occupée avec ardeur des problèmes de la civilisation matérielle, on ne peut nier que, dans les dernières décades, elle se soit tournée vers l'aspect intellectuel de la civilisation, et qu'elle ait subi fortement l'influence de la philosophie et de la sociologie. Il faut, à certains égards, consi-

dérer comme une manifestation de cette évolution le grand ouvrage d'O. Spengler, *Der Untergang des Abendlandes*, 1918, qui a trouvé, chez certains des partisans du travail strictement scientifique, des adversaires aussi décidés que la sociologie en G. v. Below.

Les principales revues générales, fondées dès avant notre période, comme la *Historische Zeitschrift* de H. v. Sybel, aujourd'hui dirigée par F. Meinecke, ou le *Historisches Jahrbuch* de la Société Görres, actuellement présidée par H. Finke, ont de plus en plus tenu compte de ces tendances nouvelles de l'histoire. La *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, fondée en 1889 par L. Quidde, est venue s'y ajouter ; sous le titre de *Historische Vierteljahrschrift*, elle a été continuée par G. Seeliger et est dirigée aujourd'hui par E. Brandenburg.

Époque moderne ⁽¹⁾

I. — La publication des sources.

En ce qui concerne la publication des sources, les cinquante dernières années marquent vraiment une période nouvelle pour l'histoire moderne. Le demi-siècle précédent avait subi l'influence prépondérante du mouvement romantique inspiré par l'image splendide de l'Empire médiéval où l'Allemagne avait, croyait-on, atteint à son apogée, et c'est sur le Moyen Age que s'étaient concentrées la recherche et la publication des sources. Les *Monumenta Germaniæ historica*, qui s'arrêtent à l'année 1500, formaient alors pour ainsi dire le centre des recherches érudites.

Après 1870, l'ancien idéal ne fut pas abandonné ; mais, après la création du nouvel Empire, l'étude d'un passé plus récent

(1) Cette partie est due à M. Ed. FUETER.

prit autant d'importance que celle d'un passé plus ancien. Le mouvement historique cessa d'être national, c'est-à-dire hostile aux États particuliers allemands. L'existence de ces États (au moins des plus grands d'entre eux) s'était affermie, le sentiment de leur dignité exalté par les événements de 1866 et 1870. Comme l'Empire s'était reconstitué non pas contre eux, mais avec leur concours, ils donnèrent plus d'attention à leur propre histoire. En outre, les problèmes d'organisation administrative et politique, pour lesquels l'étude du Moyen Age fournissait peu de lumières, avaient gagné en gravité et en intérêt, plus que les problèmes constitutionnels dont s'était occupée l'historiographie libérale. Dans ce domaine, l'histoire de l'absolutisme aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles pouvait fournir de nombreux documents, du moins en ce qui regarde les petites principautés, sinon l'Empire lui-même. Quant au ^{xix}^e siècle, on s'en occupa moins tout d'abord, parce qu'il fallait attendre un certain temps avant qu'il fût possible de publier les documents d'une époque aussi récente.

1^o *La Réforme*. — Pour l'histoire du ^{xvi}^e siècle, c'est à la publication des documents que s'appliquèrent principalement les sociétés savantes. Le romantisme avait traité le mouvement luthérien avec une sympathie mitigée, tandis que la création du nouvel Empire était de bien des côtés célébrée comme un triomphe de l'esprit protestant. Aussi la série des *Deutsche Reichstagsakten*, publiée par la Commission d'histoire instituée près de l'Académie des sciences de Bavière (1867 sq.) et qui ne comprenait jusqu'alors que le Moyen Age, vit-elle s'ajouter à elle, à partir de 1893, une série plus moderne, qui débute avec l'élection de Charles-Quint (1519) et s'étend pour le moment jusqu'en 1524. Cette publication n'a d'ailleurs pas apporté autant de documents nouveaux qu'on s'y attendait. Une série de correspondances politiques la précède et l'accompagne ; nous signalerons seulement les relations du conseiller de la Saxe électorale, Hans von der Planitz, *Berichte aus dem Reichsregiment in Nürnberg, 1521-1523* 1899, publiées par H. Virck ; la *Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen, 1900-04*, publiée par E. Brandenburg, — ces deux

ouvrages ont paru sous les auspices de la Commission royale d'histoire de Saxe ; — le *Briefwechsel Philipps des Grossmütigen von Hessen mit Bucer*, 1880-91, publié par M. Lenz ; la *Politik des letzten Hochmeisters in Preussen Albrecht von Brandenburg, 1510-1525*, dans les *Publikationen aus den königl.-preussischen Staatsarchiven*, 1892-95, et, enfin, la *Politische Korrespondenz der Stadt Strassburg aus der Reformationszeit* (jusqu'en 1545), 1882-98. Nous rangerons de préférence dans la seconde période de la Réforme et au début de la Contre-Réforme les *Briefe und Akten zur Geschichte des XVI. Jahrhunderts mit besonderer Rücksicht auf Bayerns Fürstenhaus*, 1873 sq. Ces lettres et actes commencent en 1546 ; les trois premiers volumes ont été édités par A. von Druffel, le t. IV d'après les papiers laissés par cet historien, et la suite par K. Brandi (ils font partie des *Beiträge zur Reichsgeschichte* publiés par la Commission d'histoire de Bavière). Distribués de façon plus méthodique et édités avec plus de soin sont les *Nuntiaturberichte aus Deutschland*, qui traitent à peu près de la même époque et qui sont publiés en commun par l'Allemagne et par l'Autriche. La première série (depuis 1892) contient les relations des nonces de 1533 à 1559. De ces documents, il faut rapprocher les *Venetianische Depeschen vom Kaiserhof (Dispacci di Germania)*, publiées, en 1889, sous les auspices de l'Académie des sciences de Vienne. Cet ensemble a été complété, en partie grâce à l'initiative privée, par certaines correspondances de réformateurs comme le *Briefwechsel der Brüder Ambrosius und Thomas Blaurer, 1509-1567*, 1909-12, et aussi, bien qu'ils soient pour la plupart des productions très insuffisantes, par les livres plus récents des *Chroniken deutscher Städte* publiés depuis 1862 par la Commission d'histoire de Munich. Les *Niederländische Akten und Urkunden zur Geschichte der Hanse und zur deutschen Seegeschichte, 1531-1669*, 1913 sq., publiés par Rudolf Häpke, disciple de Dietrich Schäfer, se rapportent à un domaine que les publications allemandes, à l'exception des *Hanserezesse* qui vont jusqu'en 1530 (parus de 1881 à 1913), ont peu exploré.

2^e XVII^e et XVIII^e siècles. — Les publications, dont nous venons de parler, sauf la dernière, intéressent surtout l'histoire

politique, puis l'histoire et le droit ecclésiastiques. Au contraire, à mesure qu'on s'éloigne du temps de la Réforme, les questions diplomatiques, administratives et régionales passent au premier plan. Les *Landtagsakten von Jülich-Berg, 1400-1610*, publiés par G. von Below, servent en quelque sorte de transition entre le xvi^e et le xvii^e siècle ; ils sont étroitement apparentés aux *Deutsche Hofordnungen des XVI. und XVII. Jahrhunderts*, publiés en 1905-07 par A. Kern.

Sur le xvii^e siècle, la publication capitale est le grand recueil des *Briefe und Akten zur Geschichte des dreissigjährigen Krieges in den Zeiten des vorwaltenden Einflusses der Wittelsbacher, 1870-1909*, publié par la Commission d'histoire de Bavière et complété par *Die Politik Maximilians I. von Bayern und seiner Verbündeten*, 1908. La quatrième série des *Nuntiaturberichte aus Deutschland nebst ergänzenden Aktenstücken* se rapporte aussi au xvii^e siècle ; elle a commencé de paraître en 1895.

Sur la seconde moitié du xvii^e siècle et le xviii^e, les ouvrages concernant l'histoire de la Prusse se trouvent, comme il fallait s'y attendre, au premier plan. Les principaux sont : *Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des grossen Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg*, 19 vol., 1864-1906 ; la volumineuse *Politische Korrespondenz Friedrichs des Grossen*, publiée à partir de 1879, et à laquelle se sont ajoutés différents textes de même nature, comme l'édition critique de la correspondance avec Voltaire (1908-09), avec Grumbkow et Maupertuis (1898), et des documents sur l'histoire militaire et administrative. Il faut aussi mentionner, depuis 1892, le grand recueil des *Acta Borussica*, vaste ensemble de documents pour l'histoire administrative et économique de la Prusse au xviii^e siècle, en particulier pour celle de certaines branches d'industrie patronnées ou surveillées par l'État (sériciculture, commerce des blés, etc.). A cet égard, le xvii^e siècle a moins retenu l'attention, bien qu'on ait publié, en 1895 et en 1909, deux volumes d'*Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte der innern Politik des Kurfürsten Friedrich Wilhelm von Brandenburg*, dont le t. I est consacré à l'histoire des finances du Brandebourg de 1640 à 1697. A l'histoire militaire se rapporte le recueil intitulé *Die Kriege*

Friedrichs des Grossen, publié par le grand état-major de Prusse (le t. I a paru en 1890). Pour les autres États allemands qui, dans cette période, sont surpassés par la Prusse, nous ne citerons ici que le *Briefwechsel der Herzogin Sophie von Hannover mit ihrem Bruder Karl Ludwig von der Pfalz*, 1885, qui fait aussi partie des publications entreprises par les Archives de l'État prussien.

3^o *De la Révolution française à nos jours.* — En ce qui concerne l'époque de la Révolution française, les correspondances diplomatiques prennent de nouveau la tête. Parmi les sources d'un caractère général, les plus importantes sont certainement les *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution*, 1900-07, commencées par H. Hüffer et continuées par Fr. Luckwaldt. La *Diplomatische Korrespondenz zwischen Preussen und Frankreich, 1795-1807, 1881-87*, et le *Briefwechsel König Friedrich Wilhelms III. und der Königin Luise mit Kaiser Alexander I.*, 1900, publiés tous deux par les soins des Archives de l'État prussien, intéressent l'histoire diplomatique de la Prusse. Le recueil *Aus den Papieren des Ministers und Burggrafen von Marienburg, Theodor von Schön, 1877-83*, est plus spécialement consacré à son histoire intérieure. En Wurtemberg, on a publié la *Korrespondenz der Königin Katharina und des Königs Jérôme von Westfalen sowie des Kaisers Napoleon mit dem Könige Friedrich von Württemberg* et aussi la *Politische und militärische Korrespondenz* du roi de Wurtemberg Frédéric (1886-1889). Plus importante encore est peut-être la *Politische Korrespondenz Karl Friedrichs von Baden, 1783-1806*, 5 vol., 1888-1900.

Pour le xix^e siècle proprement dit, les notes journalières, mémoires et souvenirs, qui d'ailleurs peuvent contenir des documents officiels, passent en général avant les publications d'actes d'État. Ranke a donné un modèle de ce genre de travail en publiant ses *Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg*, 1877 sq., où il a inséré de nombreux documents sur l'histoire de la Prusse à l'époque des guerres de la Révolution et de Napoléon. Naturellement, nous retrouvons encore ici l'histoire de la Prusse en première ligne. Le règne de Frédéric-

Guillaume III a été traité de façon plutôt sommaire ; cependant les *Erinnerungen aus dem Leben des Generalfeldmarschalls Hermann von Boyen*, 1889 sq., et l'ouvrage du général von Natzmer, *Unter den Hohenzollern*, 1887 sq., sont pleins de détails intéressants. Pour l'époque de Frédéric-Guillaume IV, nous possédons les importants mémoires de Gerlach, qui fut chef de cabinet militaire de ce souverain, *Denkwürdigkeiten aus dem Leben Leopolds von Gerlach*, 1891 sq., et aussi ceux du ministre Otto de Manteuffel (1848-1858), qui ont été publiés en 1900-01 par H. von Poschinger sous le titre de *Unter Friedrich Wilhelm IV*. Pour étudier l'histoire de l'organisation militaire et l'histoire des guerres, on aura profit à consulter les *Denkwürdigkeiten aus dem Leben des Generalfeldmarschalls Grafen von Roon*, 1892 ; les *Gesammelte Schriften und Denkwürdigkeiten von Graf Helmuth von Moltke*, 1891 sq., ainsi qu'une édition spéciale des *Militärische Werke* du même Moltke, publiée par le grand état-major ; les *Denkwürdigkeiten des Prinzen Friedrich Karl von Preussen*, 1910 ; les *Tagebücher aus den Jahren 1866 und 1870-1871* du maréchal comte de Blumenthal ; les *Denkwürdigkeiten*, 1922, du comte Waldersee, et les *Denkwürdigkeiten, Briefe und Tagebuchblätter*, 1903, du général A. von Stosch ; les recueils de documents édités par Poschinger, *Preussen im Bundestag, 1851-1859, 1882-84* (publiés par les Archives de l'État prussien), *Fürst Bismarck und der Bundesrat, 1867-1890, 1896-1901, Preussens auswärtige Politik, 1850-1858, 1902*.

Sur la période 1848-1870, les renseignements diplomatiques les plus importants se trouvent sans contredit dans les *Denkwürdigkeiten des Fürsten Chlodwig von Hohenlohe-Schillingsfürst*, qui fut le troisième chancelier allemand. Les précieux mémoires du prince Kraft de Hohenlohe-Ingelfingen (1897-1906) constituent une véritable autobiographie. Les nombreux volumes parus sous le titre *Aus dem Leben Theodor von Bernhardis, 1805-1871*, publiés de 1893 à 1906, ont par contre le caractère de notes prises au jour le jour. A ces ouvrages sur l'histoire intérieure de la Prusse, on doit ajouter les souvenirs (*Lebenserinnerungen 1817-1867*) du ministre R. von Delbrück, et les

Gedanken und Erinnerungen, 1898, notes autobiographiques de Bismarck, dont l'importance ne se mesure pas seulement à la personne de leur auteur, mais aussi au nombre de documents qu'elles renferment. La Commission d'histoire de Bavière a déployé, depuis quelque temps, une grande activité dans la publication des ouvrages relatifs à l'histoire du XIX^e siècle et en particulier à la période postérieure à 1848. Elle a mis en train l'édition des *Deutsche Geschichtsquellen des XIX. Jahrhunderts*, où figurent entre autres le *Politischer Briefwechsel Max Duncker's*, 1923, les *Nachgelassene Briefe und Aufzeichnungen*, 1922, de Radowitz,

Pour l'étude de l'histoire diplomatique de l'Allemagne après 1871, nous possédons maintenant l'importante série des documents provenant du ministère des Affaires étrangères, qui a commencé de paraître en 1922 sous le titre : *Die grosse Politik der europäischen Kabinette, 1871-1914*, et qui vient de se terminer avec le t. xxxix, 1926.

L'histoire de la Grande Guerre dispose déjà de toute une série de mémoires rédigés, le plus souvent, dans un dessein apologétique, par les chefs militaires et politiques de l'Allemagne. Nous ne pouvons ici que les indiquer en bloc, sans entrer dans le détail.

Parmi les publications émanant des États confédérés allemands, le recueil *Aus den Papieren des königlich-bayrischen Staatsministers M. Freiherrn von Lerchenfeld*, 1887, est à citer en premier lieu. Les Mémoires (*Denkwürdigkeiten*) du comte Otto von Bray-Steinburg (1901) se rapportent à une époque postérieure, mais ils méritent à peine le nom de *Denkwürdigkeiten*. Pour le Wurtemberg, nous avons les *Rückblicke*, 1909, du baron de Mittnacht, et la *Rückschau*, 1909, de A. de Suckow, qui traitent surtout des années 1866-1870 ; pour la Saxe — ainsi que pour l'Autriche — les souvenirs et remarques du comte F. F. de Beust, intitulés *Aus drei Viertelsjahrhunderten*, 1887. D'un intérêt plutôt général que régional sont les souvenirs du duc Ernest II de Saxe-Cobourg-Gotha : *Aus meinem Leben und aus meiner Zeit*, 1887-89.

II. — *Ouvrages divers.*

Parallèlement à la publication des sources, l'historiographie a pris une extension considérable; mais, entre l'historiographie de la période étudiée ici et celle de la période précédente, il y a moins de différence qu'entre les publications documentaires d'avant et d'après 1870. Sans doute on a moins écrit qu'auparavant sur le Moyen Age et l'on s'est préoccupé davantage des faits administratifs, économiques et militaires. Néanmoins la manière traditionnelle d'écrire l'histoire était tellement invétérée que la différence ne se manifeste guère que dans un nombre relativement petit d'ouvrages, et surtout depuis une trentaine d'années seulement. Cette remarque vaut principalement pour l'histoire des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. La puissante personnalité de Ranke, que cette époque avait captivé, s'est jusqu'à ces derniers temps imposée aux historiens qui s'occupaient de la Réforme et de la Contre-Réforme. Certaines vues de Ranke ont été, il est vrai, souvent modifiées ou même élargies; mais pendant longtemps elles n'ont pas été abandonnées. On s'en aperçoit en constatant l'importance prépondérante accordée, dans le choix des sources, aux documents diplomatiques, l'indifférence relative à l'égard de l'économie politique et des conditions géographiques, l'attitude nationaliste modérée de la plupart des historiens. Bien que les Allemands, rompant avec la tradition du maître, aient renoncé à prendre pour sujet de leurs études l'ensemble des peuples romano-germaniques, ils ont conservé quelque chose du point de vue européen cher à Ranke. C'est le cas, par exemple, d'E. Gothein, que l'on peut considérer comme le plus éminent des disciples et successeurs de Ranke, comme il le fut aussi de Jacques Burckhardt dans le domaine des sciences morales et religieuses; il est vrai que Gothein ne fit guère qu'effleurer l'histoire de l'Allemagne, en particulier dans son *Ignatius von Loyola und die Gegenreformation*, 1895. L'œuvre classique sortie de l'école de Ranke, en tant qu'elle se rapporte à cette période, est celle de Bezold, *Geschichte der*

deutschen Reformation, 1890, sorte de remaniement de la *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation* du maître. L'auteur place constamment et logiquement l'histoire de l'Allemagne au centre de son travail ; il y fait entrer les plus récentes découvertes avec un sentiment très vif de leur importance, et il embrasse d'un coup d'œil plus large que ne l'avait fait Ranke les classes populaires. Un autre historien, H. Baumgarten, auteur d'une biographie de Charles-Quint qui est restée inachevée, a tenté, sans succès marqué d'ailleurs, d'opposer, sous forme d'une histoire de Charles-Quint, au tableau qu'en avait brossé Ranke, une conception plus nettement protestante et nationale de l'histoire de la Réforme (*Geschichte Karls V.*, 3 vol., allant jusqu'en 1539, 1885-92). H. Ulmann, *Kaiser Maximilian I.* 2 vol., 1884-91, est moins systématique et plus modéré dans ses jugements. Moritz Ritter a enfermé dans un cadre analogue à celui où se meut Bezold son excellente *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des dreissigjährigen Kriegs, 1555-1648*, 3 vol., 1889-1908, dans *Bibliothek deutscher Geschichte*; il a seulement mis moins de discrétion dans l'emploi des documents diplomatiques ; Ritter était d'ailleurs catholique, et son œuvre ne contient par conséquent rien qui rappelle les ardents préjugés du Kulturkampf. Mentionnons à ce sujet que le retentissant ouvrage de Joh. Janssen, *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*, 8 vol., 1878-88, a eu de nombreuses éditions et qu'il a été remanié d'une main experte par L. Pastor (1897-1904) ; l'extraordinaire impression produite par cet ouvrage me paraît s'être passablement atténuée. On ne saurait nier que Janssen ait rendu service en montrant que les ouvrages écrits par des protestants ne sont pas toujours exempts de préjugés peu scientifiques à l'égard de la Réforme ; mais là se borne en réalité presque tout son mérite. Il n'a dégagé aucune vue nouvelle ; il a seulement ruiné, si l'on peut dire, la légende protestante, en tant qu'elle était fondée sur la base de la théologie et de la morale chrétiennes ; du moment que cette base n'était plus acceptée sans critique par les historiens, sa propre conception, la conception catholique, paraissait, elle aussi, arriérée.

D'une plus grande portée sont les études qui ont pour objet de rechercher, dans sa forme primitive, la pensée des réformateurs, qu'on avait jusqu'alors consciemment ou inconsciemment modernisée, et de la comparer à celle du Moyen Age. L'impulsion décisive fut donnée par un théologien, E. Troeltsch, particulièrement bien préparé par ses recherches sur l'histoire ecclésiastique et l'histoire de la philosophie. Il a exposé ses idées révolutionnaires dans un article de la *Historische Zeitschrift*, reproduit dans la *Historische Bibliothek*, 1897 : *Die Bedeutung des Protestantismus für die Entstehung der modernen Welt* ; il y a montré que le Moyen Age est relié par de nombreux fils à la doctrine des premiers protestants et à leur conception du monde, laquelle est en contradiction, à bien des points de vue, avec les idées que les sciences naturelles firent triompher aux xvii^e et xviii^e siècles. D'après lui, la Réforme ne saurait donc être considérée comme ayant préparé l'émancipation intellectuelle de la pensée moderne. On peut rapprocher de cette dissertation un ouvrage plus ancien du philosophe berlinois Fr. Paulsen sur l'histoire de l'enseignement supérieur dans les écoles et universités allemandes depuis la fin du Moyen Age, *Geschichte des gelehrten Unterrichts auf den deutschen Schulen und Universitäten vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart*, 1885 ; 2^e, éd., 1896 ; l'auteur y attaque en effet la glorification par les historiens protestants de l'humanisme allemand et en rabaisse l'importance scientifique.

A côté de ces travaux d'ensemble, de nombreuses études particulières ont agi souvent dans le même sens ; certaines parties de l'histoire de la Réforme ont été étudiées de plus près qu'auparavant, et le point de vue traditionnel des anciens historiens protestants a dû souvent subir des modifications profondes. Nous mentionnerons seulement les publications de Paul Kalkhoff, en particulier *Entscheidungsjahre der Reformation*, et son étude sur Ulrich de Hutten (1920) ; il cherche à prouver que le célèbre publiciste ne méritait pas d'être prôné par certains comme un précurseur de la Réforme. Rappelons ensuite deux biographies de princes : l'une de G. Mentz, *Johann Friedrich der Grossmütige*, 1904-08, et l'autre d'E. Branden-

burg, *Moritz von Sachsen*, t. I, jusqu'en 1547, 1898. De ces ouvrages on peut, à certains égards, rapprocher celui de G. von Below, *Die Ursachen der Rezeption des römischen Rechts in Deutschland*, 1906, où est projetée une lumière nouvelle sur un événement souvent critiqué par les historiens protestants et nationalistes.

Des idées nouvelles ont été mises en circulation par les études d'histoire économique. Un travail comme celui de Richard Ehrenberg, *Das Zeitalter der Fugger. Geldkapital und Kreditverkehr im XVI. Jahrhundert*, 2 vol., 1896, a pour la première fois attiré l'attention sur le rôle joué par les finances dans les opérations politiques de cette époque, en particulier dans celles de Charles-Quint ; il a été suivi d'une série de *Studien zur Fugger-Geschichte* et de l'ouvrage d'Aloys Schulte, *Die Fugger in Rom, 1495-1523*, 1904. Sur l'histoire économique de l'Allemagne du Nord et des Pays-Bas, jusqu'à présent assez négligée, les recherches de Rudolf Häpke, *Die Regierung Karls V. und der europäische Norden*, 1914, ont projeté une lumière nouvelle. Les chapitres de la *Deutsche Geschichte*, 1894-1909, de Karl Lamprecht, qui ont trait à l'histoire économique, ont pu aussi contribuer à stimuler ces études — mais seulement les stimuler, car, ainsi qu'il arrive fréquemment chez Lamprecht, l'exécution ne correspond pas à l'intention ; aussi la science a-t-elle peut-être moins profité de ses idées qu'elles ne le méritaient.

En dehors de l'important ouvrage de Moritz Ritter déjà cité, l'histoire du XVII^e siècle jusqu'à la paix de Westphalie a été moins travaillée. Le meilleur ouvrage d'ensemble est actuellement la *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation, der Gegenreformation und des dreissigjährigen Krieges, 1493-1648*, 1913, publiée par Georg Mentz sous forme d'un manuel pour étudiants. Parmi les ouvrages spéciaux sur l'histoire générale d'Allemagne, nous mentionnerons en outre seulement la *Geschichte des dreissigjährigen Krieges*, 1893, de G. Winter, et le volume de G. Droysen (le fils de l'auteur de la *Preussische Politik*), *Bernhard von Weimar*, 1885. Dans le domaine de l'histoire ecclésiastique, indiquons surtout la *Geschichte der*

Jesuiten in den Ländern deutscher Zunge du P. jésuite B. Duhr, dont le t. I, consacré au xvi^e siècle, a paru en 1907.

Sur l'époque postérieure à la paix de Westphalie, l'Allemagne a produit une œuvre véritablement classique ; c'est la *Deutsche Geschichte vom westfälischen Frieden bis zum Regierungsantritte Friedrichs der Grossen, 1648-1740, 1892-93*, par B. Erdmannsdörffer, qui s'est appliqué avec beaucoup de pénétration à modifier des opinions vieilles, entre autres sur les buts nationaux de la politique prussienne, et à leur substituer des conceptions modernes. D'ailleurs, pour cette période et encore plus pour la suivante (1740-1789), les études sur l'histoire particulière des États, surtout sur le développement de la Prusse, se placent au premier plan, comme nous l'avons déjà remarqué pour les publications de sources. Plus encore que la volumineuse *Biographie Friedrichs der Grossen, 1893-1903*, de Reinhold Koser, il faut signaler les écrits de G. Schmoller et O. Hintze sur le développement de la Constitution et de l'organisation administrative en Prusse, ainsi que l'ouvrage de G. F. Knapp, *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens, 1887*. Par contre, nous n'avons pas encore une histoire générale de la Prusse présentée sous une forme vraiment scientifique et conforme à l'esprit moderne. A cet égard, la Bavière est mieux partagée ; elle possède deux œuvres remarquables, la *Geschichte Bayerns, 1878-1903*, de S. Riezler, qui s'arrête au milieu du xvii^e siècle, et la *Entwicklungsgeschichte Bayerns* de M. Doeberl, qui va jusqu'en 1825. Mentionnons, en outre, l'ouvrage de P. Haake, *König August der Starke, 1902*.

Sur la période qui s'étend de la mort de Frédéric le Grand (ou du début de la Révolution française) à l'établissement de la Confédération germanique (1815), les meilleurs ouvrages sont des biographies ; par exemple la remarquable biographie du baron de Stein, par Max Lehmann (1902-04) ; celle de Scharnhorst, par le même (1886-87) ; celles de Gneisenau, par Hans Delbrück (1882) et du feld-maréchal Hermann von Boyen, par Friedrich Meinecke (1895-99) ; l'ouvrage de Bruno Gebhardt, *Wilhelm von Humboldt als Staatsmann* et peut-être encore la

biographie de la reine Louise par P. Bailleu (1909). Beaucoup de ces ouvrages ont soulevé des problèmes généraux de grande importance et provoqué de vives controverses ; rappelons seulement ici qu'E. von Meier a écrit ses deux volumes, *Der französische Einfluss auf die Staats-und Rechtsentwicklung Preussens im XIX. Jahrhundert*, 1907-08, pour combattre les idées de Lehmann concernant l'influence prédominante exercée par la Révolution française sur la politique réformatrice de Stein. Les histoires générales telles que la *Deutsche Geschichte vom Tode Friedrichs des Grossen bis zur Auflösung des alten Reichs*, 1899-1911, de K. Th. Heigel, ont bien moins de valeur que ces biographies. Cependant l'ouvrage de H. Ulmann, *Die Befreiungskriege*, 1914, et les études de Justus Hashagen sur *Das Rheinland und die französische Herrschaft*, 1908, méritent d'être au moins notés.

En ce qui concerne l'histoire d'Allemagne depuis 1815, le célèbre ouvrage de H. von Treitschke, *Deutsche Geschichte im XIX. Jahrhundert*, 5 vol., 1879-94, qui s'arrête à la révolution de mars 1848, a exercé une influence décisive sur le développement des idées antilibérales parmi la jeunesse universitaire ; au point de vue de l'érudition, son importance capitale réside dans les chapitres sur l'histoire administrative, surtout en Prusse ; l'auteur y a utilisé un grand nombre de pièces d'archives. On trouvera un correctif essentiel et indispensable aux tendances prusso-nationalistes de Treitschke dans la belle *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871*, 10 vol., 1894-1924, d'Alfred Stern. L'œuvre de Treitschke a pour ainsi dire rendu inutile une histoire de la Prusse proprement dite ; néanmoins il faut mettre à part la *Geschichte der Universität Berlin*, 1910-18, de Max Lenz, dont le contenu dépasse de beaucoup le cadre marqué par le titre ; elle s'arrête d'ailleurs en réalité à l'année 1850 et, pour la période suivante, elle ne donne plus qu'une rapide esquisse. Pour les autres grands États allemands, nous disposons de deux études spéciales : l'une de Th. Bitterauf, *Bayern als Königreich*, 1906, l'autre de W. von Hassell, *Geschichte des Königreichs Hannover*, 1897-1901. Enfin P. Wentzke a commencé

une grande *Geschichte der deutschen Burschenschaft*, 1919.

La production a été un peu plus abondante pour 1848 et les années suivantes. Le premier travail un peu considérable, et fondé sur des documents, est celui de H. von Sybel, *Die Begründung des deutschen Reichs durch Wilhelm I.*, 7 vol., 1891-95, plusieurs fois réédité. Il obtint d'abord un grand succès ; depuis, la réputation en a beaucoup pâli, d'abord parce qu'on n'a mis qu'un choix restreint de documents diplomatiques à la disposition de l'auteur, ensuite parce que les événements diplomatiques ne sont pas les seuls qui doivent retenir l'attention, enfin parce que l'on voit trop bien l'influence de Bismarck dans les jugements portés par Sybel. En outre, son style par trop mou, une narration par trop unie refroidissent le lecteur, dès qu'a été satisfaite sa curiosité mise en éveil par des documents jusqu'alors inconnus. Parmi les écrits de moindre importance, signalons une étude, *Geschichtliche Studie*, de Veit Valentin, un des érudits les mieux informés sur cette époque, publiée sous le titre : *Die erste deutsche Nationalversammlung*, 1919, et un très instructif mémoire de F. Rachfahl, *Deutschland, König Friedrich Wilhelm IV. und die Berliner Märzrevolution*, 1901. Le contraste intéressant entre un État prussien autonome doté d'une Constitution propre et un État allemand unifié a été très finement, trop peut-être, mis en lumière par Fr. Meinecke dans *Weltbürgertum und Nationalstaat*, 1908, 7^e éd., 1925, où il expose en détail aussi les idées qu'on se faisait de la politique prussienne à l'égard de l'Allemagne au temps de Napoléon et de la Restauration (1800-1848). Sur la fondation de cet Empire, nous avons un travail de grande envergure, la *Reichsgründung*, 1916, nouvelle éd. 1924, d'E. Brandenburg, plusieurs articles de Richard Fester insérés dans différentes revues, enfin des études sur l'histoire des partis politiques où des publicistes tels qu'A. Rapp et A. Wahl ont rivalisé d'ardeur.

Ne serait-ce pas d'ailleurs à l'aide de bonnes biographies qu'on pourrait le mieux pénétrer dans l'histoire de l'Allemagne au xix^e siècle ? En tout cas, des travaux de ce genre ont paru en assez grand nombre. Mentionnons seulement la vie de *Ludolf Camphausen* par A. Caspary (1902), celle de *David Han-*

semann par A. Bergengrün (1901), celle de *G. von Mevissen* par J. Hansen (1906), celle d'*Eduard von Simson* par B. von Simson (1901). De l'histoire pour ainsi dire officielle du parti social-démocrate allemand, *Geschichte der deutschen Socialdemokratie*, 1903-08, de Franz Mehring, il faut rapprocher la remarquable biographie de Lassalle par H. Oncken (1904, 3^e éd., 1920), à qui l'on doit en outre *Rudolf von Bennigsen*, 1910, biographie du chef du parti national-libéral, d'après sa correspondance et ses papiers inédits. Des renseignements nouveaux et abondants ont été fournis par les publications de G. Maier relatives aux débuts d'Engels, de Marx, du socialisme allemand en général ; elles commencent par une étude intitulée *J. B. von Schweitzer und die Socialdemokratie*, 1910. Ajoutons-y une édition en six volumes de la correspondance de Lassalle.

Il va sans dire que les nombreux travaux sur Bismarck, Moltke et quelques autres grands personnages intéressent plus directement encore l'histoire politique des États allemands. Sur Bismarck, entre beaucoup d'études très inégales, signalons le livre d'Erich Marcks (le t. I de son Bismarck, paru en 1909, s'arrête à l'année 1848). La vie de Moltke a été écrite par M. Jähns, *Feldmarschall Moltke*, 3 vol., 1894-1900, et celle de l'empereur Guillaume I^{er} par Erich Marcks, *Kaiser Wilhelm I.*, 1897, 5^e éd., 1905. A l'histoire de la Bavière se rapportent les études biographiques de K. Th. von Heigel, *Ludwig I., König von Bayern*, 1872, 2^e éd., 1888, et *König Ludwig II. von Bayern*, 1893 ; à celle du grand-duché de Bade, l'ouvrage d'Ottokar Lorenz, *Grossherzog Friedrich von Baden*, 1902, et la biographie *Staatsminister Jolly*, 1896, par H. Baumgarten et L. Jolly ; à celle de la Saxe, *Aus dem Leben des Königs Albert von Sachsen*, 2 vol., 1898 et 1900, par P. Hassel (allant jusqu'en 1873). A tous ces ouvrages, dont l'objet premier est soit d'écrire l'histoire politique, au sens ancien du mot, soit de montrer le développement des idées et des groupements politiques, un complément indispensable nous est fourni par l'excellent livre de Werner Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft im XIX. Jahrhundert*, 1908, et par des études spéciales telles que *Die deutsche Handelspolitik im XIX. Jahrhundert*,

1899, de M. Biermer, et *Die Entwicklung der deutschen Rheederei seit Beginn des XIX. Jahrhunderts*, 1899-1905, de M. Peters.

Citons enfin quelques ouvrages, qui sortent, il est vrai, du cadre traditionnel de l'histoire, et, en premier lieu, la *Geschichte der deutschen Kultur*, 1904, par G. Steinhausen, un des rares ouvrages à retenir parmi ceux qui traitent *ex officio* de l'histoire de la civilisation. La *Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte* par Hans Delbrück est unilatérale sur plus d'un point, mais donne toujours à réfléchir. Commencée en 1900 (3 vol. ont paru de 1900 à 1907), elle a été terminée en 1920 ; les derniers volumes intéressent naturellement au plus haut degré l'histoire moderne de l'Allemagne.

Pour terminer, nous indiquerons l'*Allgemeine deutsche Biographie*, publiée par la Commission d'histoire de Munich de 1875 à 1910 (55 vol. publ. sous la direction de R. von Iliencron et de F. X. von Wegele). Les articles de ce dictionnaire sont sans doute d'inégale valeur ; mais c'est un instrument de travail indispensable. Il est continué, depuis 1897, par un excellent recueil intitulé *Biographisches Jahrbuch und deutscher Nekrolog* ⁽¹⁾.

(1) Il était difficile à M. FUETER de parler comme il convenait de son important ouvrage, *Geschichte der neueren Historiographie*, 1911 ; on sait qu'il a été traduit en français par Émile JEANMAIRE, *Histoire de l'historiographie moderne*, 1914, avec des notes et additions de l'auteur.

AUTRICHE

par

E. von OTTENTHAL

Professeur à l'Université de Vienne

Dans l'Autriche d'avant-guerre, dont l'activité historique était déjà fort grande avant 1876, l'érudition reposait sur des bases allemandes, et les historiens autrichiens collaboraient souvent, comme ils continuent de le faire depuis la Grande Guerre, non seulement aux revues allemandes, mais encore aux grands travaux scientifiques entrepris en Allemagne (cf. chap. *Allemagne*). Or, à la suite du morcellement imposé à l'Autriche en 1918, des millions d'Austro-Allemands ont passé à d'autres États ; il s'ensuit qu'on ne peut plus mettre au compte de l'Autriche actuelle de multiples et importants ouvrages composés par des Allemands de l'ancienne Autriche : tels sont les travaux des professeurs de l'Université allemande de Prague (cf. chap. *Tchécoslovaquie*) qui par leur origine se rattachent pourtant en partie encore à l'Autriche actuelle, et ceux des grandes sociétés d'histoire fondées par des Allemands de Bohême, de Moravie et de Silésie. En se cantonnant dans le cadre des frontières politiques actuelles, il est impossible de donner une image exacte de l'œuvre historique accomplie en Autriche depuis cinquante ans. On ne cherchera donc pas, dans cet exposé, un tableau complet de l'activité qu'ont manifestée les sociétés savantes et les savants de l'Autriche actuelle jusqu'en 1918, parce que ce tableau n'embrasserait ni toute l'activité de ces sociétés ni toute celle de ces savants. Nous nous bornerons à présenter dans une vue d'ensemble d'une part la production des principales associations et sociétés d'histoire, de l'autre, à indiquer les tendances et les œuvres les plus intéressantes que l'on doit à des particuliers.

I. — *Les publications des sociétés savantes.*

Au premier rang des sociétés dont le but est de publier des ouvrages historiques, particulièrement des sources, se place l'Académie des sciences de Vienne (section de philosophie et d'histoire). Depuis 1876, en dehors de ses *Denkschriften*, t. XXIV-LXVI, de son *Almanach*, t. XXVI-LXXIII, de son *Anzeiger*, t. XIII-LXI, de ses *Sitzungsberichte*, t. LXXXII-CC, de son *Archiv für österreichische Geschichte*, t. LIV-CX, elle a continué ou commencé de publier d'importants recueils ; tels sont sur l'histoire propre de l'Autriche : les *Fontes rerum Austriacarum*, dont le t. IX-1 de la première série (*Erzählende Quellen*) a paru en 1904 et dont les t. XXXVIII à LXVIII de la deuxième série (*Urkunden und Akten*) ont été publiés jusqu'en 1918 ; les *Oesterreichische Weistümer*, t. III-XI (jusqu'en 1913) ; les *Oesterreichische Urbare*, 1^e série, t. I-II, 1904 et 1910 ; 3^e série, t. I-II, 1906 et 1912-13 ; les *Quellen zur Geschichte der deutschen Kaiserpolitik Oesterreichs während der französischen Revolutionskriege*, t. III-V, 1882-90 ; — sur l'histoire de l'Église et la politique pontificale, le recueil des actes du concile de Bâle, *Monumenta conciliorum generalium saec. XV.*, t. III-1 et IV, 1886-96, et l'ouvrage de Šusta sur le concile de Trente (cf. chap. *Papauté*) ; les *Nuntiaturberichte aus Deutschland*, 2^e série (1560-1572), t. I, III et IV, 1897-1914 ; les *Mitteilungen aus dem vatikanischen Archiv*, t. I-II, 1889-94 ; — tels sont encore les *Venezianische Gesandtschaftsdepeschen vom Kaiserhofe*, 1^e série, partie 1-3, 1889-95, et 2^e série, partie 1, 1901, et les *Tabulae codicum manuscriptorum praeter graecos et orientales in Bibliotheca Palatina Vindobonensi asservatorum*, t. VIII-XI, 1893-1912 ; — tels enfin, pour la géographie historique : le *Historischer Atlas der Alpenländer*, 1^e série (*Landgerichtskarte*), fasc. 1-3, 1906-21 ; les *Erläuterungen zum historischen Atlas der Alpenländer*, 1^e série, partie 1-4, 1910-19.

Les diverses administrations d'archives ont, depuis une quinzaine d'années surtout, fourni de précieux instruments de tra-

vail. Au Conseil des archives, qui publie des *Mitteilungen*, t. I-III, 1914-19, et des *Archivberichte aus Nieder-Oesterreich*, t. I-1 et 2, 1915-16, on doit des inventaires des archives du ministère de l'Intérieur (1909), du ministère des Finances (1911), des gouvernements des provinces de Salzbourg (1912) et Styrie (1918). Les Archives de Vienne ont entrepris de publier *Die Registerbücher Kaiser Karls V.*, fasc. 1 (1519-1522) 1913, et les *Historische Blätter*, 1^e année, fasc. 1-3, 1921-22. Outre leurs *Mitteilungen*, 19 vol., 1881-1903, et des *Unterrichtsbehelfe zur Handschriftenkunde*, 1889, les Archives de la guerre nous ont donné trois grands ouvrages : *Die Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen*, 21 vol., 1876-92 ; *Oesterreichischer Erbfolgekrieg 1740-1748*, 9 vol., 1896-1914 ; et *Kriege unter Kaiser Franz*, 11 vol., 1905-13. Les Archives de Basse-Autriche et les Archives du gouvernement provincial du Tyrol ont publié, les unes trois années de *Mitteilungen des Archivs für Nieder-Oesterreich*, 1908-11, les autres des *Forschungen und Mitteilungen zur Geschichte Tirols und Vorarlbergs*, 17 vol., 1904-20.

D'autres administrations d'État, comme l'ancienne Bibliothèque impériale, aujourd'hui Bibliothèque nationale, qui a édité des *Monumenta palaeographica Vindobonensia*, t. I et II, 1902 et 1913 ; le Musée de l'Armée, dont deux fascicules de *Mitteilungen des Heeresmuseums* ont paru en 1902 et 1903 ; surtout l'administration des Collections artistiques de l'État et la Commission centrale pour la recherche et la conservation des monuments artistiques et historiques, devenue depuis 1919 l'Office fédéral des monuments, l'une avec son *Jahrbuch* ⁽¹⁾, l'autre avec son *Jahrbuch* et ses *Mitteilungen* ⁽²⁾, ont apporté une aide efficace à la recherche historique.

Les Instituts des universités sont aussi devenus d'actifs

(1) *Jahrbuch der kunsthistorischen Sammlungen des Kaiserhauses*, t. I-XXXIV, 1883-1918, publié par les bureaux du grand chambellan, et, depuis 1918, *Jahrbuch der kunsthistorischen Sammlungen in Wien*, t. XXXV-XXXVI, 1923-25.

(2) *Mitteilungen der Zentralkommission...*, 38 vol., 1876-1925 ; *Mitteilungen der 3. (Archiv-)Sektion der Zentralkommission...*, 7 vol., 1888-1912 ; *Kunsthistorisches Jahrbuch der Zentralkommission...*, 14 vol., 1903-18 ; *Jahrbuch für Kunstgeschichte*, t. I, 1921-22.

centres de publications. A l'Université de Vienne, outre 40 volumes de *Mitteilungen*, 1880-1925 (plus 10 vol. supplémentaires, 1885-1916) et le supplément des *Mitteilungen*, les *Kunstgeschichtliche Anzeigen*, 1904-13, l'Institut autrichien de recherche historique a publié les *Regesta Habsburgica* (1^e partie en 1905, 3^e partie en 1924) ; le *Beschreibendes Verzeichnis der illuminierten Handschriften in Oesterreich*, t. I-VII, 1905-17, commencé par Fr. Wickhoff et continué par M. Dvořák, auquel il a donné, avec le concours du second Institut d'histoire de l'art, une *Neue Folge*, éditée par J. v. Schlosser (t. I. 1923). Le Séminaire d'histoire économique et sociale que dirige, à Vienne aussi, A. Dopsch, édite, sous le titre de *Deutsche Kultur*, une « série historique » (t. I-III, 1923-25) et des *Veröffentlichungen* (fasc. 1, 1925). A l'Université d'Innsbruck, le Séminaire historique a publié des *Quellenstudien*, fasc. 1-5, 1909-13, édités par W. Erben ; celui de Graz a aussi ses *Veröffentlichungen*, qu'édite également W. Erben (t. I-II, 1923-24).

Parmi les sociétés savantes qui ont pour objet l'histoire de toute l'Autriche, la Commission d'histoire moderne de l'Autriche et la Société d'histoire moderne de l'Autriche se sont surtout occupées de l'histoire politique et diplomatique des temps modernes. Outre 16 volumes de *Veröffentlichungen*, 1903-21, la première a fait paraître un *Chronologisches Verzeichnis der österreichischen Staatsverträge von 1526-1911*, 4 vol., 1903-17, et l'ouvrage de Hans Uebersberger, *Oesterreich und Russland seit dem Ende des XV. Jahrhunderts*, t. I, 1488-1605, 1906 ; trois recueils des traités politiques passés par l'Autriche avec l'Angleterre jusqu'en 1813 (2 vol., 1907-13, par A. F. Pribram), avec la principauté de Transylvanie de 1526 à 1690 (1911, par R. Gooss), avec les Pays-Bas (t. I, jusqu'en 1722, par H. v. Srbik, 1912) ; une *Geschichte der österreichischen Zentralverwaltung*, 3 vol., 1907, de Th. Fellner et H. Kretschmayr ; des inventaires de documents diplomatiques, conservés dans des archives de familles féodales ⁽¹⁾, les correspondances de

(1) *Archivalien zur neueren Geschichte Oesterreichs*, t. I, 1913.

Ferdinand I^{er} et de Maximilien II ⁽¹⁾. Dans les 23 volumes de *Veröffentlichungen* que l'on doit à la seconde depuis 1905, citons le *Journal* du prince Johann Josef Khevenhüller-Metsch, *Aus der Zeit Maria Theresias, Tagebuch von 1742-1776*, 7 vol., 1907-25, édité par le comte Rodolphe de Khevenhüller-Metsch et H. Schlitter ; l'ouvrage de Criste sur le maréchal prince Jean de Liechtenstein (1905) ; *Russlands Orientpolitik in den letzten Jahrhunderten*, 1913, de Hans Uebersberger, et des *Beiträge zur neueren Geschichte Oesterreichs*, 5 fasc., 1906-1910. La Société de l'histoire du protestantisme en Autriche, la Société héraldique Adler, l'Association Leo et la Commission historique de la communauté israélite de Vienne, publient soit des annuaires — les deux premières, — soit des recueils de sources, — les deux dernières ⁽²⁾.

Dans chacun des pays de la Confédération, il existe des sociétés d'histoire régionale ou locale : à Vienne, la Société des antiquaires, devenue, depuis 1919, la Société d'histoire de la ville de Vienne, à qui l'on doit, outre une *Geschichte der Stadt Wien*, 6 vol., 1897-1918, la publication d'abondants matériaux pour l'histoire de la capitale ⁽³⁾ ; en Basse-Autriche, la Société des études de la Basse-Autriche, dont il faut citer les périodiques et plusieurs publications précieuses ⁽⁴⁾, et le chapitre

(1) *Die Korrespondenzen Ferdinands I.*, éd. par W. BAUER, t. I (*Familienkorrespondenzen bis 1526*), 1912 ; *Die Korrespondenzen Maximilians II.*, 2 vol., 1916 et 1921, éd. par V. BIBL.

(2) *Jahrbuch der Gesellschaft für die Geschichte des Protestantismus in Oesterreich*, I-XLIV, 1880-1923. — *Jahrbücher des historischen Vereins Adler*, 1876-82, continué sous le titre de *Jahrbuch der heraldischen Gesellschaft Adler*, 36 vol., 1883-1918 ; *Monatsblatt der heraldischen Gesellschaft Adler*, n^{os} 1-540, t. I-IX, 1881-1925. — *Quellen und Forschungen zur Geschichte, Literatur und Sprache Oesterreichs*, 12 vol., 1891-1917, éd. par J. HIRN et WACKERNELL. — *Quellen und Forschungen zur Geschichte der Juden in Deutsch-Oesterreich*, 8 vol., 1908-18.

(3) *Berichte u. Mitteilungen des Altertumsvereins zu Wien*, t. XVI-L, 1876-1918, et *Mitteilungen des Vereins f. die Gesch. der Stadt Wien*, t. I-V, 1920-25 ; *Monatsblatt des Altertumsvereins*, 12 vol., 1884-1918, et *Monatsbl. des Vereins f. die Gesch. Wiens*, 7 années, 1919-25 ; *Quellen z. Gesch. der Stadt Wien*, 17 vol., 1895-1921 ; *Abhandlungen z. Gesch. u. Quellenkunde der Stadt Wien*, t. I-III, 1916-18.

(4) *Blätter des Vereins f. Landeskunde v. Niederösterr.*, nouv. sér., années 10 à 35, 1876-1901 ; *Jahrbuch f. Landeskunde...*, ann. 1 à 19, 1902-24 ; *Monatsblatt des Vereins f. Landeskunde...* ann. 1 à 24, 1902-25 ; *Topographie v. Nieder-Oesterreich*, t. 1-8, 1876-1913 ; *Administrativkarte...*

des chanoines augustins de Klosterneuburg avec son *Jahrbuch des Stiftes Klosterneuburg*, t. I-IX, 1908-19 ; en Haute-Autriche, le Musée François-Charles, de Linz, qui publie des Rapports ⁽¹⁾, un *Ober-Oesterreichisches Urkundenbuch*, t. VII-IX, 1876-1906, et l'ordinariat épiscopal de Linz dont sept années de l'*Archiv für die Geschichte der Diözese Linz* ont paru de 1904 à 1910 ; dans le pays de Salzbourg, la Société des études salzbourgeoises qui, en dehors de ses *Mitteilungen* (49 années depuis 1876), a entrepris un *Urkundenbuch*, 3 vol., 1910-18, et le chapitre de Saint-Pierre, dont la revue s'occupe d'histoire monacale ⁽²⁾ ; en Tyrol, le Musée Ferdinandeum ; dans le Vorarlberg, le Musée du Vorarlberg, la Commission historique du Vorarlberg et de Liechtenstein, la Société historique de Liechtenstein ⁽³⁾ ; en Carinthie, la Société historique de Carinthie ⁽⁴⁾, pour laquelle A. von Jaksch a édité les *Monumenta historica ducatus Carinthiae*, 4 vol., 1896-1906 (un fascicule de supplément au t. I a paru en 1915) ; en Styrie, la Commission nationale d'histoire et la Société historique de Styrie, qui ont leurs publications propres et collaborent à des entreprises communes ⁽⁵⁾.

111 sections au 1 : 28000, 1881 ; *Urkundenbuch...*, 2 vol., 1891 et 1901 ; et l'ouvrage du baron Oscar MITIS, *Studien z. älteren österreich. Urkundenwesen*, 5 fasc., 1906-12.

(1) *Bericht über das Museum Francisco-Carolinum*, n^{os} 34 à 52, 1876-81, continué par *Jahresberichte des Museums...*, n^{os} 53 à 80, 1895-1924.

(2) *Studien u. Mitteil. aus dem Benediktiner- u. Cistercienser-Orden*, 31 vol., 1880-1910, continués par *Studien u. Mitteil. z. Gesch. des Benediktiner-Ordens u. seiner Zweige*, nouv. sér., t. I-XI, 1911-24.

(3) Cf. *Zeitschr. des Museums Ferdinandeum f. Tirol u. Vorarlberg*, 3^e sér., t. XX-LIX, 1876-1915, et *Veröffentlichungen des Museums...*, cahiers 1-5, 1922-25. — *Rechenschaftsbericht des Ausschusses des Museumsvereins f. Vorarlberg*, ann. 16-21, 1876-81, continués par *Jahresber. des Ausschusses des Vorarlberger Museumsvereins in Bregenz*, t. XXII-XLI, 1882-1902 ; *Arch. f. Gesch. u. Landeskunde Vorarlbergs*, ann. 1-12, 1905-16, continué par *Vierteljahrschr. f. Gesch. u. Landesk. Vorarlbergs*, nouv. sér., ann. 1-9, 1917-25. — *Jahrb. des histor. Vereins f. Liechtenstein*, 24 vol., 1901-24. — *Quellen zur Geschichte Vorarlbergs u. Liechtensteins*, t. I, 1920-23.

(4) Cf. *Arch. f. vaterl. Gesch. u. Topogr.*, ann. 13-21, 1876-1912 ; *Carinthia*, *Zeitschr. f. Vaterlandskunde...*, ann. 66-80, 1876-90, continué par *Carinthia*, I, et par *Mitteil. des Geschichtsvereins f. Kärnten*, ann. 81-115, 1891-1925.

(5) Cf. pour la Commission nationale d'histoire : *Veröffentlichungen...*, fasc. 1-28, 1896-1911 ; *Forsch. z. Verfass. u. Verwaltungsgesch. der Steiermark*, 9 vol., 1897-1912 ; *Quellen z. Verfass. u. Verwaltungsgesch.*, t. I, 1914. — Pour la Société historique : *Mitteil. des hist. Vereins...*, fasc. 24-50, 1876-1903 ;

Plusieurs de ces sociétés, ainsi que le ministère de l'Instruction publique, ont également bien mérité de la science historique, en subventionnant la publication d'œuvres importantes, et en particulier des éditions de sources dues à des initiatives personnelles. C'est ainsi qu'ont pu paraître les *Acta Tirolensia*, 3 vol., 1886-1908, publiés par Redlich, Voltolini et Wopfner ; le *Tabularium ecclesiae S. Mariae in Via Lata*, édité, en trois parties, de 1895 à 1913, et abondamment pourvu de planches, par L. M. Hartmann ; les *Ausgewählte Urkunden zur Verfassungsgeschichte der deutsch-österreichischen Erblände im Mittelalter*, 1895, par E. v. Schwind et A. Dopsch ; les *Forschungen zur inneren Geschichte Oesterreichs*, 14 fasc., 1904-21, publiés sous la direction d'A. Dopsch, etc.

II. — Les ouvrages d'érudition.

Dans le domaine de l'histoire politique, c'est naturellement vers celle de leur pays que les historiens autrichiens ont porté leurs principaux efforts. Après Fr. v. Krones, dont le substantiel *Handbuch der Geschichte Oesterreichs* parut, en cinq volumes, de 1876 à 1879, Alphonse Huber donna une *Geschichte Oesterreichs*, 5 vol., 1885-96, largement conçue, rigoureusement scientifique, qui est le meilleur ouvrage de ce genre que nous possédions ; après sa mort, son œuvre a été heureusement continuée par Oswald Redlich qui y a ajouté un sixième volume en 1921.

Une réforme des études juridiques fournit l'occasion au ministère de l'Instruction publique d'encourager des savants éprouvés à composer des manuels d'histoire des institutions publiques de la monarchie autrichienne. Les travaux que publièrent A. Huber, en 1895 (2^e éd. par A. Dopsch, 1901), Arnold

Steirische Zeitschr. f. Gesch., t. I-III, 1903-05 ; *Zeitschr. des hist. Vereins...* ann. 4-21, 1906-25 ; *Beiträge z. Kunde steiermärk. Geschichtsquellen*, ann. 13-26, 1876-95 ; *Urkundenbuch des Herzogtums Steiermark*, t. II et III, 1879 et 1903, éd. par E. v. ZAHN. — Pour les publications communes aux deux sociétés : *Beiträge z. Kunde steiermärk. Geschichtsquellen*, ann. 27-32, 1896-1902, et *Beiträge z. Erforschung steirisch. Geschichte.*, nouv. sér., ann. 1-9, 1903-19.

Luschin v. Ebengreuth, en 1896, et Émile Werunsky (fasc. 1-9, 1894-1921) et qui ont chacun une façon différente et originale de concevoir et d'exposer le sujet, ont une valeur scientifique qui dépasse de beaucoup leur but primitif.

L'histoire particulière des provinces a aussi provoqué des travaux conformes aux exigences scientifiques. Citons, puisque les pays des Sudètes ont été séparés de notre État, ceux de M. Vancsa, *Geschichte von Niederösterreich*, t. I, 1905, de H. Widmann, *Geschichte Salzburgs*, 3 vol., 1907-14, de J. Egger, *Geschichte Tirols*, t. II et III, 1878 et 1880, et de H. Pirchegger, *Geschichte der Steiermark*, t. I, 1920.

Parmi les événements postérieurs à la formation de la grande puissance des Habsbourg, c'est d'abord la Réforme et la Contre-Réforme — auxquelles Wiedemann a consacré 5 volumes (1879-86) et J. Loserth beaucoup de ses travaux, — puis la politique générale, en particulier la politique extérieure, qui ont attiré les historiens. Pour la première moitié du ^{xvii}e siècle, nous avons d'A. Fr. Pribram, sur le baron Franz Paul de Lisola (1613-1674), une étude consciencieuse et détaillée (1894). Wallenstein a suscité une abondante littérature dans laquelle il faut distinguer le *Wallensteins Ende*, 2 vol., 1879, et *Fünf Bücher Geschichte Wallensteins*, 3 vol., 1910, de Hallwich, et *Wallensteins Ende*, 1920, de H. v. Srbik ; de même le plus grand chef militaire de l'Autriche, le prince Eugène de Savoie, dont les campagnes ont été étudiées d'après les sources dans les publications des Archives de la guerre. L'anniversaire du siège de Vienne par les Turcs (1683) a également suscité de nombreuses publications, de valeur inégale.

Après la liquidation de la succession d'Espagne et la défense contre l'expansion turque, les questions les plus importantes ont été la transformation du régime de l'État par la Pragmatique Sanction et les traités qui s'y rattachent. Le spécialiste le plus qualifié en a été G. Turba avec plusieurs ouvrages comme *Die Pragmatische Sanktion*..., 1906, et *Die Grundlagen der Pragmatischen Sanktion*, 2 vol., 1911-12. La biographie de l'impératrice Marie-Thérèse qu'A. von Arneth a tirée des documents des archives d'État de Vienne, a été achevée en 1879, avec le tome X,

et éclairée par la publication de nombreuses correspondances. Sur le même sujet, deux monographies plus récentes, *Maria Theresia*, 2 vol., 1917, d'E. Guglia, et *Maria Theresia*, 1925, de H. Kretschmayr, témoignent d'une orientation plus moderne. L'essor de l'industrie et du commerce autrichiens à cette époque a été étudié, pour la première fois, par H. v. Srbik dans *Der staatliche Exporthandel Oesterreichs von Leopold I. bis Maria Theresia*, 1907.

Sur l'importance du rôle du prince de Metternich, non seulement comme homme d'État autrichien, mais comme homme d'État européen, la biographie exhaustive et excellente de H. v. Srbik, *Metternich, der Staatsmann und der Mensch*, 2 vol., 1925, a jeté une lumière nouvelle. Parmi les travaux qui traitent des guerres de la Révolution française et de la domination napoléonienne et des modifications politiques qu'elles entraînent, se détachent les ouvrages publiés en 1909, lors du centenaire des luttes héroïques du Tyrol, par J. Hirn, *Tirols Erhebung im Jahre 1809*, et par H. v. Voltolini, *Forschungen und Beiträge zur Geschichte des Tiroler Aufstandes 1809*.

L'époque de 1848 à 1866, si pleine d'événements intéressants pour l'évolution intérieure du pays et ses relations extérieures, a été étudiée par H. Friedjung dans deux ouvrages aussi solides que brillants : *Oesterreich von 1848-1866*, 2 vol., 2^e éd., 1908 et 1912, et *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, 2 vol., 9^e éd., 1912 et 1913. L'influence dissolvante de la question des nationalités sur la structure politique de l'Autriche a de plus en plus intéressé les hommes politiques et les historiens dans les dernières années du xix^e siècle, et plus encore au début du xx^e siècle. Le courant d'études qu'elle a provoqué a été dominé par la préoccupation de trouver une base historique à la solution des problèmes politiques actuels ; tel est, dans cet ordre d'idées, le savant livre de J. Redlich, *Das österreichische Staats und Reichsproblem*, 1920. Mais ici, et surtout avec la Grande Guerre, nous touchons à des événements historiques trop proches de nous pour comporter une interprétation historique purement scientifique et vraiment impartiale. Je laisse donc de côté le flot d'écrits qui s'y rapportent ; ils contiennent

beaucoup de matériaux que sauront utiliser les futurs historiens de cette époque.

Par sa matière, comme dans notre sentiment, l'histoire de l'Autriche n'est qu'une partie de l'histoire du peuple allemand. Aussi les savants autrichiens se sont-ils, naturellement et souvent, occupés de l'histoire générale de l'Allemagne. En particulier, il n'y a guère de grande entreprise scientifique concernant le Moyen Âge à laquelle ils n'aient participé d'une manière importante. Bornons-nous, dans le cadre de cet exposé, à ne citer que trois des publications qui, par leur matière ou leur tendance, se rattachent étroitement, chez nous, à la pratique de l'érudition historique : d'abord l'excellente biographie *Rudolf von Habsburg. Das deutsche Reich nach dem Untergang des alten Kaisertums*, 1903, par Oswald Redlich, qui montre comment les efforts de Rodolphe pour rétablir l'Empire étaient liés à ses projets dynastiques ; puis le recueil bien connu des *Regesta imperii* de J. F. Böhmer, repris, corrigé et élargi par cinq savants autrichiens : E. Mühlbacher, E. v. Ottenthal, O. Redlich, J. v. Ficker et A. Huber ; enfin la série des *Diplomata*, dans les *Monumenta Germaniae historica*, inaugurée par Th. v. Sickel, puis dirigée par E. Mühlbacher (cf. chap. *Allemagne*).

L'activité des historiens autrichiens s'est également étendue aux pays non allemands. A l'histoire de l'Italie, elle a apporté des contributions importantes. C'est ainsi que L. M. Hartmann, dans sa *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. I-IV, 1897, 1915-23, qui, interrompue par sa mort, s'arrête au x^e siècle, nous fournit des vues nouvelles et fructueuses sur les conditions économiques et sociales et sur les survivances de l'Antiquité ; que H. Kretschmayr, dans sa *Geschichte von Venedig*, t. I-II, 1905-20, s'occupe de l'état politique de la péninsule ; que L. von Pastor écrit la *Geschichte der Päpste*, t. I-IX, 1889-1923, bien connue et dont il existe une médiocre traduction française par Alfred Poizat (t. XI, 1925).

A la figure européenne de Napoléon I^{er}, A. Fournier a consacré une biographie en trois volumes (1904-06), dont la 4^e éd., en 1924, prouve l'extrême intérêt.

Les œuvres du réformateur anglais Wycliffe, dont on sait

l'influence, ont fait l'objet d'une édition critique, avec commentaire, par J. Loserth (10 vol., 1886-92). L'histoire de l'Europe orientale, avec laquelle l'Autriche a été en contact de plus en plus étroit, a donné lieu à des études critiques comme celles de C. Jireček, *Geschichte der Bulgaren*, 1876, et *Geschichte der Serben*, 1911, et celle d'Uebersberger sur la politique orientale de la Russie, dont nous avons déjà parlé.

La fondation à Vienne, dès 1854, en partie sur le modèle de l'École des chartes de Paris, de l'Institut autrichien de recherche historique détermina une active pratique des sciences auxiliaires de l'histoire en Autriche. C'est ainsi qu'on s'attacha, comme nous l'avons dit, à la publication des *Regesta imperii* et des Diplômes, que B. Bretholz, W. Erben, O. Redlich, H. Steinacker et R. Heuberger ont collaboré à des manuels des sciences auxiliaires de l'histoire parus en Allemagne, et K. Uhlirz, O. von Mitis, O. Stowasser, W. Bauer, aux *Monumenta palaeographica* de Chroust. Parmi les travaux individuels, les *Beiträge zur Urkundenlehre* de J. Ficker ont renouvelé sur de nombreux points la critique des chartes. Th. v. Sickel a facilité l'étude des documents pontificaux par sa magistrale édition du *Liber diurnus*, 1889, et les commentaires qui s'y rattachent ; dans *Das Privilegium Otto I. für die römische Kirche vom Jahre 962*, 1883, il a d'autre part prouvé l'authenticité de cet important document. L'application de la méthode diplomatique s'est aussi étendue à de nouveaux domaines. Sickel a montré, dans deux mémoires académiques, *Römische Berichte*, parus dans les *Sitzungsberichte*, t. CXXXIII et CXXXV, 1896, de l'Académie des sciences de Vienne, comment les fonds des documents des siècles modernes exigent un examen critique pour être interprétés correctement dans les questions délicates. L. Bittner, dans sa *Lehre von den völkerrechtlichen Vertragsurkunden*, 1924, a, le premier, rédigé une diplomatique de ces documents si importants pour l'histoire politique. Dans *Die Klosterimmunität seit dem Investiturstreit*, 1913, et *Die hohe Gerichtsbarkeit im deutschen Mittelalter*, 1922, Hans Hirsch, en utilisant logiquement tous les points d'appui que donnent l'interprétation et la critique des documents impériaux, a obtenu de précieux et nou-

veaux résultats sur la politique et la Constitution de l'Empire allemand. Citons aussi l'*Einführung in das Studium der Geschichte*, 1921, de W. Bauer, qui n'est pas seulement un livre d'enseignement, mais aussi un solide ouvrage de références.

Parmi les recueils de fac-similés, publiés isolément par des Autrichiens, il faut indiquer les *Monumenta graphica*, commencés par Th. v. Sickel, et dont la dixième livraison a été donnée par K. Rieger, en 1882.

Récemment encore, l'histoire économique du Moyen Age a pris un vif essor, grâce à A. Dopsch; ses deux livres d'une importance capitale (cf. chap. *Allemagne*) ont soulevé de vives polémiques, mais tout le monde est d'accord pour y reconnaître une connaissance très étendue et une interprétation pénétrante des documents écrits.

Il faut enfin attirer spécialement l'attention sur le livre de W. Bauer, *Die öffentliche Meinung und ihre geschichtlichen Grundlagen*, 1914, dont les explications devaient se trouver si souvent confirmées au cours de la guerre mondiale.

BELGIQUE

par

H. PIRENNE

*Membre de l'Académie royale de Belgique,
Associé étranger de l'Institut de France,
professeur à l'Université de Gand.*

Durant le demi-siècle qui s'achève, l'activité historique a subi en Belgique une transformation très profonde. La génération de travailleurs, qui, depuis plusieurs dizaines d'années, la dirigeait et l'entretenait, disparaît aux environs de 1890. Edmond Pouillet meurt en 1882, Gachard en 1885, Théodore Juste en 1888, Kervyn de Lettenhove en 1891, Alphonse Wauters en 1898, Alexandre Henne et le Père Charles De Smedt en 1911. A l'exception de ce dernier, qui fut l'initiateur de la réorganisation scientifique de la Société des Bollandistes, aucun de ces hommes ne laissait d'élèves. En l'absence de tout enseignement supérieur de l'histoire dans le pays, chacun d'eux s'était formé seul et, pas plus qu'ils n'avaient eu de maîtres, ils n'eurent de disciples. La valeur de leur œuvre consiste beaucoup plus dans les matériaux qu'ils ont mis au jour que dans la méthode qu'ils leur ont appliquée. Pour la critique, ils n'avaient guère dépassé les méthodes du XVIII^e siècle. Il faut bien reconnaître que l'édition de Froissart publiée par Kervyn de Lettenhove (1867-77) ou la *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique* d'A. Wauters (1^{er} vol., 1866) ne répondent pas à ce que l'on était en droit d'exiger, au moment même de leur apparition, d'un éditeur de textes ou d'un diplomatiste. A ce caractère un peu désuet de la méthode correspondaient une information insuffisante et une conception historique trop étroite. En général, les travaux de l'étranger étaient peu ou mal connus. De l'Allemagne, on ignorait à peu près tout. On n'avait guère dépassé, en fait d'idées générales,

Augustin Thierry et Guizot. De là, dans les recherches consacrées à la vie sociale, au mouvement économique ou aux institutions, en dépit d'une érudition locale très précieuse, une incapacité souvent frappante de saisir la complexité et la portée des problèmes, une tendance à se contenter de solutions périmées et à envisager les questions plutôt du point de vue de l'antiquaire que de celui de l'historien. En dépit de ces déféctuosités, la tâche accomplie ne laisse pas d'être singulièrement utile. Son mérite essentiel est d'avoir enrichi d'innombrables publications de textes le trésor des sources de l'histoire nationale. Il est caractéristique que ce soit le nom d'un archiviste, celui de Gachard, qui domine cette époque. Tout compte fait, l'heureuse fécondité de cette première école ne compense-t-elle pas ce qui lui a manqué du côté de la formation scientifique ?

La guerre de 1870 devait orienter vers l'Allemagne quelques-uns des jeunes hommes qui se destinaient alors à l'érudition. Le prestige politique et militaire aidant, l'école germanique s'imposa d'autant plus à leur attention qu'elle avait été plus complètement ignorée. Ils y découvraient à la fois des idées et des méthodes nouvelles. Dès 1874, L. Vanderkindere prétendait remanier, avec une ardeur de néophyte, en s'inspirant des théories de von Maurer et d'Arnold, les notions assez vagues et banales par quoi on expliquait l'origine de ces institutions municipales qui ont occupé à toutes les époques une place si importante dans l'histoire constitutionnelle et sociale de la Belgique. Si prématurées et si aventureuses qu'en fussent les conclusions, sa *Notice sur l'origine des magistrats communaux* présente la valeur d'un manifeste. Pour la première fois, le cercle traditionnel dans lequel on s'était confiné jusqu'alors était rompu. Il apparaissait qu'il était impossible de se priver désormais du secours de l'érudition allemande et qu'à son exemple il importait de reprendre et d'approfondir presque toutes les parties de l'histoire nationale. L'année même où Vanderkindere dévoilait ainsi l'Allemagne à ses compatriotes, G. Kurth ouvrait, à l'Université de Liège, son « cours pratique d'histoire ». L'ouverture de ce cours fut pour la Belgique ce que la fondation de l'École pratique des Hautes Études par Victor Duruy avait été

pour la France quelques années auparavant. Son but était d'initier les jeunes historiens à la critique des sources suivant les procédés introduits depuis longtemps déjà dans les universités allemandes par Ranke et ses élèves. Le bon exemple fut aussitôt suivi : à Louvain par Ch. Moeller, à Bruxelles par Vanderkindere, à Gand par Paul Fredericq. La profession historique devenait ainsi l'objet d'une véritable pédagogie fondée sur la critique des sources. Jusqu'alors, l'influence que les universités avaient exercée sur elle avait été nulle : elle fut désormais prépondérante. Une équipe de jeunes travailleurs méthodiquement entraînés se substitua aux autodidactes d'autrefois. Le rôle prépondérant que les archivistes avaient joué pendant l'époque précédente passa aux professeurs. La création d'un doctorat en histoire (1890) et l'institution de « séminaires historiques » dans les universités marquent le point d'aboutissement de l'heureuse initiative prise par Kurth et ses collègues. Aujourd'hui, la direction du mouvement historique appartient décidément à l'enseignement supérieur. Depuis la création d'un examen d'archiviste (1895), ce sont les docteurs en histoire qui fournissent aux archives leur personnel scientifique ; ils maintiennent entre elles et les universités des rapports également avantageux aux unes et aux autres.

Le fait que l'enseignement supérieur est dispensé en Belgique par deux universités d'État (Gand et Liège) et par deux universités libres (Bruxelles et Louvain) y entretient une émulation salubre et une variété non moins salubre d'esprit et de tendances. Si la méthode et l'organisation sont partout les mêmes, l'orientation des maîtres est différente ; il en résulte une activité qui se porte vers les questions les plus diverses et les envisage de points de vue nécessairement influencés par l'ambiance intellectuelle et morale de chaque milieu. Un autre avantage de ce que l'on peut appeler l'école belge provient des conditions favorables où elle se trouve pour profiter à la fois du mouvement scientifique de la France et de l'Allemagne. La situation géographique du pays facilite ses relations avec ses voisins du Sud et de l'Est et oblige ses historiens à diriger également leur attention vers chacun d'eux. Le caractère cosmopo-

lite de l'histoire de la Belgique, la répercussion que les événements internationaux ont exercée sur elle à toutes les époques, la nature particulière de la civilisation dans cette région frontalière, ouverte de toutes parts et habitée par des populations de langues différentes, imposent en effet aux érudits la nécessité de ne jamais perdre de vue l'histoire des deux États et des deux peuples dont ils retrouvent continuellement l'action dans l'histoire de leur patrie. Ainsi, chez les meilleurs d'entre eux se rencontre l'alliance ou, pour mieux dire, la combinaison d'idées et de méthodes d'origines diverses qui confèrent à leurs travaux un caractère composite analogue à celui que présente la civilisation même de la Belgique. Il n'est guère d'historien belge de la génération présente qui, ses études terminées, n'ait été chercher à Paris et en Allemagne un complément de formation indispensable à sa tâche future. La Grande Guerre a malheureusement interrompu pour quelque temps les relations avec l'Allemagne. On peut espérer que, lorsqu'elles reprendront, les préjugés « raciques » de certaine école récente d'Outre-Rhin auront perdu le prestige fâcheux qu'ils exerçaient au détriment de l'esprit scientifique.

Il est évidemment impossible de donner ici un aperçu quelque peu complet de la production historique de la Belgique au cours des cinquante dernières années. On se bornera donc à en esquisser une vue à vol d'oiseau, s'efforçant non point tant de signaler les ouvrages en vertu de leur mérite qu'en vertu de l'intérêt qu'ils présentent pour la connaissance des directions ou des tendances qui se sont manifestées pendant ce laps de temps. Un livre, même médiocre, peut être plus important à cet égard qu'un travail irréprochable. Il a semblé que le lecteur chercherait bien moins ici une bibliographie sommaire de l'histoire de la Belgique que des renseignements sur l'orientation des recherches ainsi que sur l'outillage et l'organisation dont elles disposent. De là, l'obligation d'insister spécialement sur les sciences auxiliaires, sur les méthodes et sur les problèmes nouveaux qui ont attiré l'attention.

Les sciences auxiliaires sont aujourd'hui l'objet d'une acti-

tivité qui répond à leur importance. La paléographie, la diplomatique, l'épigraphie figurent, depuis 1884, au programme des universités. Il existe çà et là des cours libres de bibliographie. Un cours d'organisation des archives a été institué récemment par l'archiviste général du royaume, M. J. Cuvelier, en vue de la formation technique des jeunes archivistes. Dans ces divers domaines, la production s'est naturellement développée parallèlement à l'enseignement.

La nécessité de fournir aux étudiants un instrument commode d'orientation bibliographique a poussé M. H. Pirenne à publier une *Bibliographie de l'histoire de Belgique* (2^e éd., 1902; une 3^e éd. est en préparation) appartenant, comme les ouvrages classiques de Dahlmann-Waitz, de G. Monod et de Ch. Gross, au genre des bibliographies choisies. Pour la bibliographie locale, on possède la très bonne *Bibliographie de l'histoire de Gand*, 2 vol., 1907-21, de V. Fris. Les *Annales de la Société d'Émulation de Bruges* font paraître une utile bibliographie périodique de l'histoire de l'ancien comté de Flandre. La *Bibliotheca Belgica*, consacrée par feu F. Van der Haeghen à la production littéraire des Pays-Bas méridionaux antérieurement au xix^e siècle, vient d'atteindre, sous la direction de MM. P. Bergmans et A. Roersch, son 200^e fascicule (1924). M. E. Bacha a pris l'initiative de deux collections de valeur assez inégale paraissant à Bruxelles depuis 1915, *Répertoires des ouvrages à consulter* et *Répertoires de documents graphiques relatifs à l'histoire nationale* ⁽¹⁾.

L'inventaire des manuscrits et des archives a réalisé de grands progrès. Le *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale*, dont le P. J. Van den Gheyn a fait paraître huit volumes de 1901 à 1908, a été continué par E. Bacha et E. Wagemans et est proche de son achèvement ⁽²⁾.

(1) Dans un domaine très différent, il faut mentionner la précieuse *Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes publiés dans l'Europe chrétienne* (depuis 1892) de Victor CHAUVIN.

(2) Nous n'avons pas à citer ici les grands répertoires élaborés par les Bollandistes, depuis 1895, ou publiés sous la direction de M. Franz Cumont, depuis 1892, et de M. J. Bidez, depuis 1923, qui se rapportent à l'histoire de l'Antiquité.

Sous l'impulsion de M. J. Cuvelier, la publication des inventaires des archives de l'État a été poursuivie avec une vigueur nouvelle. Quantité d'inventaires sommaires ont été imprimés à côté d'inventaires détaillés. Il suffira de renvoyer pour les travaux de ce genre à l'*Annuaire des Archives de Belgique*, 1913, de M. Léo Verriest, et à l'ouvrage de M. J. Cuvelier, *Les Archives de l'État en Belgique*, 2 vol., 1914-18. On consultera naturellement en outre la *Revue des Bibliothèques et des Archives de Belgique*, dont la publication, interrompue par la guerre, a repris dernièrement.

Pour la paléographie, il convient de mettre en première ligne les *Éléments de paléographie*, 1897-99, d'E. Reusens, et surtout l'*Album belge de paléographie*, 1908, du P. J. Van den Gheyn.

La diplomatique, jadis presque entièrement négligée, fait aujourd'hui l'objet de travaux nombreux, particulièrement dans le *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, la *Revue belge de philologie et d'histoire*. L'*Album belge de diplomatique*, 1909, publié par M. H. Pirenne, avec la collaboration de MM. C. Callewaert, J. Cuvelier, G. Des Marez, A. Hansay, L. Lahaye, L. Leclère, R. Maere, H. Nélis, H. Schubert, H. Van der Linden et R. Van Waefelghem, a été conçu de manière à servir à l'étude des actes privés dont la critique est encore si peu avancée et qui, en l'absence de grandes chancelleries, présentent en Belgique une importance et un intérêt de premier ordre.

La sigillographie et l'héraldique ont suscité des travaux utiles dont les plus importants sont ceux de J. T. de Raadt, *Sceaux armoriés des Pays-Bas et des pays avoisinants*, 4 vol., 1897-1903, et de M. Ed. Poncelet, *Sceaux des villes, communes, échevinages et juridictions civiles de la province de Liège*, 1924.

Du côté de la chronologie, il convient surtout de signaler des recherches sur l'introduction du style pascal en Belgique, comme celles de MM. C. Callewaert et H. Nélis (*Ann. Soc. d'Émul. de Bruges*, 1905-06).

L'activité dont la numismatique a toujours fait preuve dans

le pays ne s'est pas ralentie. Aux travaux bien connus de Chalon et de V. Gaillard, relatifs à la Flandre, au Hainaut et au Namurois, sont venus s'ajouter la *Numismatique de la principauté de Liège et de ses dépendances* (Bouillon et Looz) depuis leurs annexions, 2 vol., 1888-90, par J. de Chestret de Haneffe, l'*Histoire monétaire des comtes de Louvain, ducs de Brabant et marquis du Saint-Empire*, 3 vol., 1894-1900, par A. de Witte, et l'*Histoire numismatique du duché de Luxembourg*, 1910, par MM. Ed. Bernays et J. Vannérus. On possède un bon guide à travers la littérature rétrospective du sujet dans la *Bibliographie générale et raisonnée de la numismatique belge*, 1883, de M. G. Cumont, complétée par l'*Essai d'un répertoire idéologique de la numismatique belge pour les années 1883-1900*, 1904, par J. Justice et A. Fayen. Quant à l'état actuel des études, il suffit de renvoyer à la *Revue belge de Numismatique*, dirigée par M. V. Tourneur, l'excellent conservateur du Cabinet des médailles de la Bibliothèque royale.

À l'initiative de G. Kurth, la toponymie doit de s'être largement développée depuis une quarantaine d'années. Le *Glossaire toponymique de la commune de Saint-Léger*, publié par Kurth lui-même, en 1886, dans les *Annales de la fédération archéologique et historique de Belgique*, marque une date dans ce domaine. Depuis lors, la production n'a plus cessé de croître, grâce aux efforts combinés des historiens et des philologues. On doit à MM. C. G. Roland, J. Vannérus, A. Vincent, J. Feller, pour ne citer que ceux-là, quantité de recherches sur les noms de lieu de la région flamande ou de la région wallonne du pays. L'ouvrage fondamental de G. Kurth, *La frontière linguistique en Belgique et dans le Nord de la France*, 2 vol., 1896-98, a montré tout ce que le vocabulaire géographique, méthodiquement exploré, peut fournir de résultats à l'histoire. Il faut citer à côté de lui la grande enquête sur la toponymie de la Flandre occidentale, dont M. K. De Flou consigne les résultats dans son *Woordenboek der toponymie van Westelyk Vlaanderen* (depuis 1914).

Comme la toponymie, le folklore confine à la fois à l'histoire et à la philologie. L'attrait qu'il présente et la nature même

de ses investigations y font nécessairement collaborer les amateurs avec les spécialistes. L'abondance un peu trouble de sa bibliographie ne peut être relevée ici qu'en passant. Je cite un peu au hasard parmi les ouvrages principaux qui s'y rencontrent : E. Monseur, *Le folklore wallon*, 1892 ; A. De Cock et J. Teirlinck, *Kinderspel en Kinderlust in Zuid Nederland*, 3 vol., 1902-03, ainsi que les travaux récents de MM. Rousseau et de Warsage sur les mœurs et les traditions populaires du Namurois et du pays de Liège. Toute une végétation de revues spéciales a fleuri et fleurit encore sur ce terrain : *Wallonia* (Liège, depuis 1893), *Volkskunde* (Gand, depuis 1888), *Ons Volksleven* (Brecht, depuis 1889), auxquelles sont venus s'adjoindre plus récemment : *De Brabander* (Merchtem, depuis 1921), le *Bulletin du Folklore brabançon* (Bruxelles, depuis 1922), les *Enquêtes du Musée de la vie wallonne* (Liège, depuis 1924), et le *Bulletin de la Société de Folklore de Malmédy* (Malmédy, depuis 1923). Les chansons populaires flamandes ont fait l'objet d'un ouvrage excellent de Fl. Van Duyse, *Het oude Nederlandsche lied*, 3 vol., 1903-08.

Les progrès de la méthode se manifestent particulièrement dans le domaine de la critique des textes. Vers le même temps où G. Kurth l'introduisait à l'Université de Liège, le P. Ch. De Smedt y soumettait les travaux des Bollandistes. L'impulsion donnée se propagea rapidement. La comparaison des publications de l'ancienne école avec celles qui ont paru depuis les environs de 1880 permettra d'apprécier le chemin parcouru. En règle générale, il n'existe plus aujourd'hui d'éditeurs de textes qui ne se fassent un devoir de classer les manuscrits et d'en relever les variantes. L'apparition en 1887 du premier volume de Novembre dans la collection des *Acta Sanctorum* peut être considérée comme le début d'une ère nouvelle dans le développement de l'historiographie belge. En 1896, la Commission royale d'histoire a formulé des *Instructions pour la publication des textes historiques*, rééditées en 1922, dont l'observation tend heureusement à se généraliser de plus en plus. Je n'irai point jusqu'à prétendre que l'on ne puisse relever encore, même dans des collections académiques, des inexpériences assez

choquantes. Mais du moins ne passent-elles plus inaperçues et deviennent-elles de moins en moins fréquentes.

La critique d'interprétation s'est associée aux perfectionnements de la critique des textes. Les *Principes de la critique historique*, 1883, du P. Ch. De Smédts, ont été durant longtemps dans les mains de tous les étudiants. S'ils paraissent aujourd'hui un peu trop élémentaires, c'est que le champ des études s'est élargi au delà des bornes assez étroites dans lesquelles ils se confinaient. A la critique des textes narratifs, par laquelle on a naturellement débuté, et dont les recherches de G. Kurth sur les sources de l'histoire mérovingienne et de l'histoire liégeoise fournissent des exemples excellents et tout à fait caractéristiques d'une méthode surtout littéraire, la critique diplomatique a apporté plus de précision et de fermeté. La bibliographie des travaux qui ont paru et qui continuent à paraître dans le domaine si riche de l'historiographie belge du Moyen Age ne peut être effleurée ici, bien qu'elle soit de nature à faire saisir de manière frappante les progrès réalisés par la science au cours des dernières années. Mais il faudrait trop citer et les oublis seraient trop injustes. La lecture des revues spéciales permettra de constater l'importance des résultats obtenus en un temps relativement court. Si l'on veut les apprécier dans les limites restreintes d'une seule région, on consultera l'instructif mémoire de S. Balau, *Étude critique des sources de l'histoire du pays de Liège au Moyen Age*, 1901. Le solide travail de M. L. Van der Essen, *Étude critique et littéraire sur les vies des saints mérovingiens de l'ancienne Belgique*, 1907, condense et complète les résultats obtenus pour l'époque spéciale qu'il envisage. Enfin, il importe de placer hors pair les *Études franques*, 2 vol., 1919, de G. Kurth, ainsi que son *Histoire poétique des Mérovingiens*, 1893, dont la portée dépasse de beaucoup le champ de l'histoire nationale. En dépit d'une tendance à l'hypercritique et de combinaisons trop ingénieuses pour forcer toujours la conviction, elles ont largement contribué à enrichir et à nuancer les idées sur une période dont la connaissance exacte est si essentielle à la compréhension de l'état de choses au milieu duquel s'est formée la société européenne.

*
* *

Le renouveau des études historiques en Belgique s'est manifesté avec une intensité particulière dans les recherches relatives au Moyen Age. On ne s'en étonnera pas si l'on songe que deux de ses promoteurs les plus actifs, G. Kurth et L. Vanderkindere, étaient médiévistes. L'histoire du Moyen Age fournit d'ailleurs des problèmes aussi passionnants au point de vue de la technique critique qu'à celui de l'observation sociale ; à cela s'ajoute encore la variété d'aspects qu'elle présente dans cette région de riches monastères, de grandes communes et de puissantes principautés féodales qu'ont été les Pays-Bas méridionaux. Je ne dis pas qu'elle a suscité plus de travaux que les périodes postérieures. Je veux faire entendre seulement que c'est à son sujet que s'est manifesté le plus vigoureusement le mouvement d'études qui, à côté de l'histoire politique, s'est porté de plus en plus, à mesure que s'élargissait et s'approfondissait la conception scientifique du passé, vers l'histoire des institutions, l'histoire économique et l'histoire sociale.

Car vers le même temps où la critique des témoignages se perfectionne, on peut observer que les historiens abordent avec une prédilection de plus en plus marquée des questions que leurs devanciers avaient traitées sans en apprécier tout l'intérêt et sans une connaissance suffisante des travaux qu'elles avaient suscités à l'étranger. La très utile *Histoire politique nationale*, 2 vol., 1882-92, d'Ed. Pouillet, se rattache à cet égard plutôt à la période ancienne qu'à la période moderne du développement historiographique. Il suffit de la comparer pour s'en convaincre à l'*Introduction à l'histoire des institutions de la Belgique au Moyen Age*, 1890, de L. Vanderkindere, restée malheureusement inachevée. Le grand rôle joué à toutes les époques par les villes belges explique facilement l'attention avec laquelle elles ont été étudiées. Dès 1879, *Le Siècle des Artevelde* de L. Vanderkindere avait montré toute la fécondité de ce beau sujet. En 1889, M. H. Pirenne inaugurait la série des monographies d'histoire constitutionnelle urbaine dans son

Histoire de la constitution de la ville de Dinant au Moyen Age, bientôt suivie par l'*Histoire de la constitution de la ville de Louvain au Moyen Age*, 1892, et par *Les gildes marchandes dans les Pays-Bas au Moyen Age*, 1896, de M. H. Van der Linden. L'*Étude sur la propriété foncière dans les villes du Moyen Age et spécialement en Flandre*, 1898, par M. G. Des Marez, aboutissait de son côté à des résultats de la plus grande valeur. L'origine des institutions communales de la Flandre suscitait un peu plus tard les recherches, dans des directions assez divergentes, de L. Vanderkindere et de M. H. Pirenne (cf. entre autres le t. I, 1905, des *Annales de l'Est et du Nord*). Dans le domaine des institutions territoriales, à côté des études de MM. C. Leclère (1902) et C. Pergameni (1907) sur l'avouerie, le beau travail de M. W. Blommaert, *Les châtelains de Flandre*, 1915, constitue une précieuse contribution. Un remarquable mémoire de M. F. Ganshof sur les *Ministeriales* vient de paraître.

La nature spéciale des institutions urbaines devait orienter nécessairement les recherches vers l'histoire économique. M. G. Des Marez lui consacrait de belles études sur *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle*, 1901, sur *L'organisation du travail à Bruxelles au XV^e siècle*, 1904, sur les origines des métiers (*Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*, Lettres, 1921). La grande industrie municipale, la draperie, suscitait le *Recueil de documents*, 4 vol., 1906-24, publié par MM. G. Espinas et H. Pirenne ; le commerce de l'argent, le précieux mémoire de M. G. Bigwood (1921). A l'histoire des prix se rapportent les utiles *Documents pour servir à l'histoire des prix de 1381 à 1794*, 1902, de M. H. Van Houtte, et une étude de M. H. De Saegher sur les sources statistiques de l'histoire des prix (*Bull. de la Commis. roy. d'histoire*, 1924). La démographie rétrospective, après les recherches de M. H. Pirenne sur la population d'Ypres au xv^e siècle (*Vierteljahrschrift f. Soc. u. Wirtschaftsgeschichte*, t. I, 1903), a donné lieu à la grande publication de M. J. Cuvelier, *Les dénombrements de foyers en Brabant du XIV^e au XVI^e siècle*, 2 vol., 1912-13 ; l'histoire de la bienfaisance, au travail de M. J. Nolf, *La réforme de la bienfaisance à Ypres au XVI^e siècle*, 1915. L'histoire du capitalisme est représentée

par un essai de M. H. Pirenne, *Les périodes de l'histoire sociale du capitalisme* (Bull. de l'Acad. roy. de Belgique, Lettres, 1914), par un piquant article de M. J. Cuvelier sur l'origine de la fortune des Nassau (*Id.*, 1921), et par l'étude approfondie de M. J. A. Goris sur les *Colonies marchandes méridionales à Anvers de 1488 à 1567*, 1925. Pour le mouvement social urbain du xvi^e au xvii^e siècle, les grandes lignes en ont été tracées par M. H. Pirenne, *Les anciennes démocraties des Pays-Bas*, 1910.

Le régime des terres, l'organisation domaniale, la condition des classes rurales ont fourni de leur côté un contingent important de travaux dont, faute de place, je citerai comme spécimens : *Les Masuirs*, 1891, de P. Errera ; *Le livre de l'abbé Guillaume de Ryckel*, 1896, de M. H. Pirenne ; *l'Étude sur la formation et l'organisation du domaine de l'abbaye de Saint-Trond jusqu'à la fin du XII^e siècle*, 1899, de M. A. Hansay ; *L'Abbaye de Villers en Brabant aux XII^e et XIII^e siècles*, 1899, du P. E. de Moreau ; *Le servage dans le comté de Hainaut*, 2 vol., 1909-10, et *Le régime seigneurial dans le comté de Hainaut du XI^e siècle à la Révolution*, 1916-17, de M. L. Verriest ; *De oorsprong der Sinte Peetersmannen*, 1922, de M. J. Calbrecht. Pour les périodes plus modernes de l'histoire économique, il importe de mentionner avant tout : *La Belgique commerciale sous l'empereur Charles VI. La Compagnie d'Ostende*, 1902, de M. Huisman, *l'Histoire économique de la Belgique à la fin de l'Ancien Régime*, 1920, de M. H. Van Houtte, sans oublier *l'Étude sur le commerce de la Belgique avec l'Espagne*, 1921, de M. Lefèvre.

L'histoire du droit est loin de manifester la même vitalité que l'histoire des institutions ou l'histoire économique et sociale. Cela tient sans doute à ce qu'elle n'occupe pas en Belgique, dans l'organisation universitaire, la place que réclame son importance. La Commission royale des anciennes lois et ordonnances fait pourtant preuve de la plus louable activité. Elle a édité la plupart des coutumes belges et une série considérable d'édits des souverains. Mais les travailleurs manquent à l'exploitation de ces richesses. D'heureux symptômes semblent indiquer un meilleur avenir. Le *Bulletin* de la Commission commence à attirer de nombreux collaborateurs, et des livres comme ceux de

M. Van Cauwenberghe, *Les pèlerinages expiatoires et judiciaires dans le droit communal de la Belgique*, 1922, ou du P. R. Koerperich, *Les lois sur la main morte dans les Pays-Bas catholiques*, 1922, sont de bon augure.

La géographie historique s'est enrichie d'un ouvrage fondamental, *La formation territoriale des principautés belges au Moyen Age*, 2 vol., 1902, de L. Vanderkindere. En 1919 a commencé la publication d'un *Atlas de géographie historique de la Belgique*, sous la direction de M. L. Van der Essen et avec la collaboration de MM. F. Ganshof, J. Maury et P. Nothomb. M. F. Van Ortroy a consacré plusieurs dissertations très fouillées à l'histoire de l'ancienne école cartographique belge.

L'histoire littéraire et l'histoire de l'art possèdent une autonomie trop marquée pour que l'on songe à signaler ici la grande activité dont elles témoignent. Je me bornerai à indiquer, à cause de leurs rapports particulièrement étroits avec l'évolution des idées et de la vie sociale, les travaux de MM. A. Roersch, Th. Simon et M. Hoc sur l'humanisme, ceux de V. Brants et de M. L. Van der Essen, d'E. Reusens et de M. A. Van Hove sur l'ancienne Université de Louvain, le livre du P. H. Delehay, *L'œuvre des Bollandistes*, 1920, ainsi que les recherches de MM. P. Bergmans, H. Liebrecht et A. Vincent sur l'histoire de l'imprimerie. A côté du *Tijdschrift voor boek- en bibliotheekwezen* (Anvers, depuis 1903), un nouveau périodique au titre plantinien, *Le Compas d'or ou De Gulden Passer* (Anvers, depuis 1923) vient d'être consacré à ce dernier domaine.

La création des Musées royaux d'art et d'archéologie a donné une impulsion salubre à l'archéologie préhistorique, romaine et médiévale. A la première se rattache l'activité de MM. de Loë, de Puydt, Houzeau, Rutot. Le charmant petit livre de M. F. Cumont, *Comment la Belgique fut romanisée*, 1914, synthétise les résultats acquis par la seconde. *Les Éléments d'archéologie chrétienne*, 1885-86 d'E. Reusens ont été, pour la troisième, le point de départ de recherches continuées depuis lors par L. Cloquet, J. de Béthune et MM. P. Bergmans, R. Maere, G. Des Marez, J. Casier, C. Leurs et bien d'autres.

Si le but de cette trop courte revue était de donner la statistique de la production historique de la Belgique plutôt que de marquer les voies nouvelles où elle s'est engagée, l'histoire religieuse et l'histoire politique devraient en occuper la plus grande partie, tant en raison du nombre qu'en raison de la valeur des ouvrages qui s'y rapportent. Force a été de les sacrifier aux disciplines plus jeunes qui se sont affirmées à côté d'elles dans le dernier demi-siècle. C'est une preuve significative de la vigueur du mouvement historique que ses directions récentes ne l'aient pas empêché de se développer aussi largement que jadis dans ses directions anciennes.

L'histoire de l'Église n'a jamais été étudiée avec plus de zèle. Il suffit de rappeler l'élan qu'elle a pris à l'Université de Louvain sous la direction du regretté A. Cauchie. La Conférence d'histoire, à laquelle il a présidé durant tant d'années avec un dévouement auquel il a généreusement sacrifié ses travaux personnels, a été et reste après lui un laboratoire dont des livres comme ceux de M. J. Warichez sur *Les origines de l'Église de Tournai*, 1902, de M. Ch. Terlinden sur *Le Pape Clément IX et la guerre de Candie*, de M. R. Lechat et de M. P. Guilday sur les réfugiés anglais dans les Pays-Bas catholiques au *xvii^e* siècle (1914) attestent suffisamment la multiple activité. Maredsous est devenu de son côté, grâce à l'infatigable labeur de Dom U. Berlière, le centre des études d'histoire monastique. Aussi érudit que les anciens Bénédictins, Dom Berlière applique aux Annales de son Ordre les procédés d'une critique plus moderne. Son *Monasticon belge* (Maredsous, depuis 1890) constitue le centre d'une production qui gravite autour de lui et dont l'abondance tient du prodige. Les agitations religieuses du *xvi^e* siècle, par l'étude desquelles avait débuté Paul Fredericq, l'amenèrent à se tourner vers la répression de l'hérésie. De là, la publication de son *Corpus documentorum inquisitionis haereticæ pravitatis Neerlandicae*, 5 vol., 1889-1906. Depuis lors, il s'était intéressé à la question des indulgences. Il est mort avant l'apparition de son *Codex sacratissimarum indulgentiarum Neerlandicarum*, 1922. En même temps, M. E. Hubert retraçait dans une série de mémoires, fruit de consciencieuses recherches

d'archives, la condition des protestants aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles dans le Tournaisis, en Flandre, en Luxembourg.

Il faudrait joindre naturellement à tout cela quantité de recherches spéciales trop nombreuses pour pouvoir être mentionnées. La plupart sont des histoires d'abbayes comme celles de M. H. Lamy sur Tongerlo, de M. J. Warichez sur Lobbes, de MM. C. Roland et L. Namèche sur Gembloux.

L'histoire diocésaine a fourni la thèse de M. H. Van Werveke, *Het bisdom Terwaan*, 1924. M. J. Laenen a publié son *Introduction à l'histoire paroissiale du diocèse de Malines*, 1924, pour orienter les travailleurs dans ce domaine. La question des béguinages a été activement étudiée. Je me bornerai à renvoyer à ce sujet au livre de M. Philippen, *De Begynhoven*, 1918, et à un curieux article du P. Van Mierlo paru tout récemment (1925) dans les *Verslagen* de l'Académie flamande.

L'histoire politique rivalise avec l'histoire religieuse et, comme pour celle-ci, son abondance ne me permet que de signaler brièvement les sujets qui l'ont plus particulièrement attirée. Les diverses époques du Moyen Age ont été l'objet de travaux de A. Cauchie, *La Querelle des investitures*, 1890-91, de Ch. Duvivier, *La querelle des d'Avesnes et des Dampierre*, 2 vol., 1894, de M. G. Smets, *Henri I^{er}, duc de Brabant*, 1908, de M. H. Pirenne et de V. Fris sur la bataille de Courtrai, de N. De Pauw sur le siècle des Artevelde. G. Kurth a donné une belle histoire de Notger (1905) et renouvelé l'histoire de *La Cité de Liège au Moyen Age*, 3 vol., 1909-10. Au Luxembourg se rapportent spécialement les études de M. J. Vannérus ; au Namurois, au Hainaut et à la principauté de Liège, celles de St. Bormans, E. Schoolmeesters, C. De Borman, D. Brouwers, L. Lahaye. L. Devillers, E. Fairon, S. Balau, G. Simenon, C. G. Roland, V. Barbier, K. Hanquet, L. et J. Halkin, J. Closon, A. Delescluse, J. Defrecheux, C. Tihon ; à la Flandre, celles de J. Vuylsteke, F. De Potter, Fr. Ganshof, H. Van Houtte, H. Nowé, A. De Schrevel, V. Fris, L. Willems ; au Brabant, celles de G. Des Marez, H. Nélis, J. Lefèvre, F. Donnet ; au Tournaisis, celles de A. d'Herbomez, L. Verriest, P. Rolland, A. Hocquet, M. Houtart ; au Limbourg, celles de A. Hansay, J. Paquay, G. Simenon, J. Gessler ; à la principauté

de Stavelot, celles de J. Halkin, C. G. Roland, J. Yernaux, F. Baix. L'histoire de l'époque bourguignonne, en dépit de bons travaux par V. Fris, E. Lameere, M. Houtart, n'a pas attiré l'attention autant qu'elle le mérite. Le xvi^e siècle qui, durant la période précédente, avait exercé une si vive attraction a été, peut-être à cause de l'apaisement des luttes soulevées par les questions confessionnelles, relativement négligé. P. Fredericq et ses élèves lui ont consacré des recherches auxquelles s'ajoutent diverses contributions de V. Fris, A. De Schrevel, V. Van der Haegen, H. Van der Linden, E. Gossart, A. Hocquet. En revanche, le règne d'Albert et d'Isabelle, si important pour la compréhension de la Belgique de l'Ancien Régime, a été exploré par V. Brants, M. de Villermont, L. Van der Essen, R. Maere, le P. F. Callaey, le P. L. Willaërt.

H. Lonchay peut être considéré comme le promoteur des investigations qui ont porté sur le régime espagnol postérieurement à Philippe II. Chargé par la Commission d'histoire de continuer les recherches de Gachard aux Archives de Simancas, il avait entrepris, quand la mort l'a surpris, la publication de la *Correspondance de la Cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVII^e siècle*, 1923, continuée aujourd'hui par M. J. Cuvelier. M. F. Van Kalken a fait paraître un livre très neuf sur *La fin du régime espagnol aux Pays-Bas*, 1907, et M. E. Hubert nous a donné une étude approfondie sur *Les relations des Provinces-Unies avec la Belgique de 1648 à 1713*, 1907.

Le xviii^e siècle a joui d'une faveur spéciale auprès des historiens. C'est à lui qu'est consacrée la plus grande partie de la production de M. E. Hubert, toujours si richement documentée, et dont je ne citerai, faute de place, que *Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas Autrichiens*, 1902, et la *Correspondance des ministres de France accrédités à Bruxelles de 1780 à 1790*, 2 vol., 1920-24. M. F. Magnette a écrit un bon livre sur *Joseph II et la liberté de l'Escaut*, 1897. M. J. Laenen a étudié *Le ministère de Botta Adorno*, 1901, M. J. Kuntziger le *Fébronianisme*, 1891, M. P. Bonenfant *La suppression de la Compagnie de Jésus*, 1925, MM. Dechaine et B. Van der Schelden la franc-maçonnerie, M. F. Bigwood les finances, tandis que M. F. Leuridant

provoquait un actif retour d'intérêt en faveur du prince de Ligne.

Pour la période de l'annexion à la France, je mentionnerai, quant aux institutions, *Les institutions françaises de 1795 à 1814*, 1907, de M. P. Pouillet; M. C. Pergameni a fourni d'intéressantes contributions à la connaissance de l'esprit public; M. P. Verhaegen a synthétisé de longues recherches, conduites dans un esprit très hostile à la Révolution, dans *La Belgique sous la domination française*, 3 vol., 1922-26. On doit à M. F. Delannoy plusieurs études pénétrantes sur l'histoire diplomatique de la première moitié du xix^e siècle.

L'époque de l'union de la Belgique et de la Hollande a été presque constamment troublée par la question religieuse. De là l'intérêt des deux volumes que M. Ch. Terlinden a intitulés : *Guillaume I^{er} et l'Église catholique*, 1906. Un lucide exposé de l'ensemble de la période est fourni par F. Van Kalken, *Histoire du Royaume des Pays-Bas et de la Révolution belge*, 1910.

L'histoire contemporaine, depuis 1830, s'est enrichie de nombreuses monographies : le *Charles Rogier*, 4 vol., 1892-95, d'E. Discailles, le *Jules Malou*, 1905, de M. H. de Tranoy, le *Baron Lambermont*, 1905, de M. de Robiano, le *Frère-Orban* (depuis 1905) de M. Paul Hymans, le *Victor Jacobs*, 1913, de M. A. Bellemans, les travaux de M. Ed. Van der Smissen sur *Léopold II et Beernaert*, 1920, le *Brialmont*, 1925, de M. P. Crokaert, le *Congrès de 1830*, 1922, de M. L. de Lichtervelde, *La jeunesse de Léopold I^{er}*, de M. C. Buffin. M. A. De Ridder, qui s'est fait une spécialité de l'histoire de cette période, a écrit, entre autres, l'*Histoire diplomatique du traité de 1839*, 1920.

La Commission royale d'histoire commence à faire place dans le cadre de ses travaux aux sources contemporaines. Elle a déjà publié en ce genre les curieux *Documents inédits sur la Révolution belge*, 2 vol., 1912, de M. C. Buffin. L'étude du mouvement des idées et du mouvement social a donné lieu naturellement à quantité de publications qu'il est impossible de mentionner ici et dont beaucoup d'ailleurs ne sont pas, à proprement parler, des ouvrages d'histoire. Je citerai comme un bon guide,

pour l'étude du mouvement flamand, *Schets eener geschiedenis der vlaamsche beweging*, 1906-09, de P. Fredericq, et pour celle du socialisme, à côté de divers essais d'E. Vandervelde et de J. Destrée, *l'Histoire du socialisme et de la démocratie en Belgique depuis 1830*, 1900-06, de M. E. Bertrand.

Je ne puis malheureusement m'arrêter à l'histoire du Congo, qui manifeste une vitalité de plus en plus grande. Qu'il me suffise de renvoyer à l'article de M. Th. Simar, *Les sources de l'histoire du Congo antérieurement à l'époque des grandes découvertes*, dans la *Rev. belge de philol. et d'hist.*, 1922.

L'*Histoire de Belgique* de M. H. Pirenne, dont six volumes en diverses éditions ont paru depuis 1900, donne une synthèse de l'histoire nationale jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. De bons manuels d'enseignement ont été écrits par MM. H. Van der Linden, L. Van der Essen, F. Van Kalken.

Toute la production dont il a été question jusqu'ici s'est développée de plus en plus sous l'influence des universités. Mais il ne faut pas oublier qu'à côté d'elles, des sociétés locales et provinciales, dont le nombre est très grand, manifestent une vie fort active. Elles se sont groupées en une Fédération (1885) qui tient de temps à autre des congrès. Le dernier, très vivant, a eu lieu à Bruges en 1925.

A côté de la Commission royale d'histoire qui est l'animatrice du travail relatif à l'édition des sources historiques, quelques provinces, ainsi que les villes de Gand, de Bruxelles, de Liège et d'Anvers, subventionnent la publication de textes ou de travaux relatifs à leur histoire, dont on peut citer comme exemple le *Cartulaire de la ville de Gand* ou le *Liège à travers les âges* de M. Th. Gobert. Il ne faut pas oublier que diverses sociétés locales, l'Académie flamande et les sociétés de bibliophiles mettent également au jour de nombreux matériaux. Le gouvernement a créé, en 1904, un Institut historique belge de Rome, aujourd'hui rattaché à la Commission royale d'histoire, qui a fait paraître déjà douze volumes de textes ou d'analyses des archives vaticanes et qui publie, depuis 1919, un *Bulletin*.

Le nombre des revues reste considérable. Si le *Messenger des*

sciences historiques est mort en 1896, et si la Grande Guerre a interrompu la publication des très utiles *Archives belges* et de la *Revue de l'Instruction publique*, les périodiques principaux ont survécu à la crise de 1914. Ce sont : le *Musée belge*, consacré surtout à l'antiquité classique, et le *Museon* à l'histoire et à la philologie orientales ; les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique* ; la *Revue d'histoire ecclésiastique* ; la *Revue Bénédictine* ; la *Revue belge de philologie et d'histoire* fondée en 1922. En 1925, a été créée à Bruxelles, sous la direction de MM. Grégoire et Graindor, une revue internationale d'histoire byzantine, *Byzantion*.

La Grande Guerre a naturellement provoqué l'apparition d'une littérature exubérante dont l'intérêt est surtout documentaire. Il importe cependant de signaler ici la vaste enquête dont dom Norbert Nieuwland et M. J. Schmitz ont consigné les résultats dans leurs *Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg*, 7 vol., 1919-25, les travaux de MM. G. Rency, J. Cuvelier, Tasnier et R. Van Overstraeten, A. De Ridder qui forment la collection intitulée *La Belgique et la Guerre*, 4 vol., 1920-23, les études de M. Ch. Delannoy (1922) et V. Henry (1924) sur le ravitaillement du pays et celle de MM. J. Pirenne et M. Vauthier sur *La législation et l'administration allemandes en Belgique de 1914 à 1918*, 1925, dont les deux dernières inaugurent la série consacrée à la Belgique dans la grande *Histoire économique et sociale de la Guerre*, dirigée par M. J. Shotwell. En 1920, le gouvernement a installé une Commission des archives de la Guerre chargée de recueillir les sources historiques concernant l'histoire intérieure de la Belgique de 1914 à 1919. Le dépôt des archives, constitué par cette Commission, s'est extraordinairement développé sous l'habile direction de M. J. Vannérus. Le *Bulletin de la Commission des archives de la Guerre* (depuis 1921) donnera une idée de ses progrès. On consultera aussi la *Revue belge des livres, documents et archives de la Guerre* (Bruxelles, depuis 1924). De son côté, le *Musée de l'histoire de la Guerre* développe surtout son activité dans le domaine de l'histoire militaire.

En terminant cette revue nécessairement orientée vers les travaux d'histoire nationale, un mot suffira pour caractériser l'intervention des historiens belges dans l'histoire générale. Elle s'est manifestée surtout dans le domaine de l'Antiquité, dont nous n'avons pas à traiter ici ⁽¹⁾.

L'histoire générale de l'Église catholique est redevable aux Bollandistes de contributions de premier ordre telles que les *Légendes hagiographiques*, 1905, du P. H. Delehay et tant d'autres travaux du même savant, ou de ses confrères Poncelet et Peeters. Dom U. Berlière a fait paraître, en 1924, la troisième édition de *L'Ordre monastique, des origines au XII^e siècle*. G. Kurth, outre ses *Origines de la civilisation moderne*, vue d'ensemble de l'histoire du haut Moyen Age de conception strictement catholique, a contribué à l'histoire de la période franque par son *Clovis*, son *Saint Boniface*, sa *Sainte Clotilde*. M. H. Pirenne a étudié la formation des villes dans l'Europe occidentale dans la *Revue historique* (t. LIII, LVII, LXVII, 1893-98) et dans ses *Medieval Cities*, 1925.

Les temps modernes ont moins attiré l'attention. On doit à Ernest Gossart de curieuses recherches sur les rapports de l'Espagne avec la Belgique; MM. Ch. Delannoy et H. Van der Linden ont écrit une œuvre remarquable dans leur *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens*, 3 vol., 1907-21, et M. L. Leclère a retracé les grandes lignes de *La Question d'Occident*, 1921.

Ces indications, tout incomplètes qu'elles sont, achèvent cette esquisse de la vie historique en Belgique depuis les environs de 1880. On ne remarque point jusqu'ici qu'elle ressente l'influence du désarroi général de l'après-guerre. Il est même permis d'espérer que la conscience du rôle que le pays a été appelé à jouer dans l'histoire du monde pourra contribuer à élargir l'horizon des travailleurs. La fixation à Bruxelles du siège de l'Union académique internationale est aussi une preuve

(1) Il nous suffira de citer les noms de : J-P. WALTZING, P. WILLEMS, FRANZ CUMONT, J. BIDEZ, DELATTE, GRÉGOIRE, GRAINDOR, MAYENCE, H. FRANCOTTE, L. DE LA VALLÉE POUSSIN et J. CAPART.

de sympathie dont ils voudront se montrer dignes. On peut enfin noter comme un heureux symptôme que le premier Congrès international des sciences historiques tenu après la guerre s'est réuni à Bruxelles en 1923; le succès qu'il a obtenu permet de bien augurer de l'avenir.

BULGARIE

par

Gaston CAHEN

Ancien directeur de l'Institut français de Sofia

Après cinq cents ans de domination turque, lorsque l'indépendance de la Bulgarie fut reconnue au Congrès de Berlin en 1878, tout était à faire dans tous les domaines. La Constitution du 16-28 avril 1879 organisa le régime. Les établissements scientifiques furent ensuite fondés l'un après l'autre : dès 1879, la Bibliothèque nationale de Sofia ; en 1888, l'Université ; en 1892, le Musée national d'archéologie de Sofia, d'abord rattaché à la Bibliothèque nationale ; en 1906, le Musée national d'ethnographie ; enfin, couronnement de l'édifice, l'Académie des sciences en 1911. Aujourd'hui même de nouvelles institutions s'ajoutent aux précédentes et les premières ne laissent pas d'étendre et de compléter leurs sections. L'histoire de cette évolution, de ces efforts et de leurs résultats montrera le chemin déjà parcouru et la tâche qui reste à accomplir.

I. — *L'Académie des sciences.*

Si l'Académie des sciences est la dernière en date, c'est à elle cependant que revient la première place dans les études historiques, tant par l'ampleur de ses publications que par l'ancienneté des groupements qui l'ont préparée. De 1762, année où parut l'*Histoire des Slaves et des Bulgares* de l'hiéromoine Paisij (rééditée par Iordan Ivanov en 1914 sous les auspices de l'Académie), les historiens bulgares font commencer ce qu'ils appellent la « Renaissance », c'est-à-dire le réveil de

leur nationalité. Un siècle après, une lutte ardente s'engageait d'abord pour la conquête d'une Église nationale, l'exarchat, reconnu par la Turquie le 28 février-12 mars 1870, puis pour l'indépendance politique arrachée au traité de San-Stefano le 3 mars 1878 et consacrée par le Congrès de Berlin (13 juin-13 juillet 1878). Durant cette période, l'activité des artisans ou des héros de l'indépendance se manifesta sous plusieurs formes. Poètes et historiens furent souvent aussi des fondateurs et directeurs de journaux, parfois des chefs d'insurrection : tels le grand agitateur Rakovski (1821-1867), les poètes Khristo Botiov (1848-1876) et Penčo Slaveikov (1827-1895), l'historien Marin Drinov (1838-1906). Celui-ci, professeur à l'Université de Kharkov de 1873 à sa mort, avait présidé à la formation d'une Société littéraire en 1869 et de son périodique édité à Braïla, en Roumanie, en 1870. De cette Société, le Bălgarsko knižovno društvo, et de cette revue, le *Periodičesko Spisanie*, devaient sortir l'Académie des sciences et ses publications. L'édition de Braïla comprend douze « livres » (livraisons) de 1870 à 1876. Puis la Bulgarie libérée ayant choisi, sur les conseils de M. Drinov, Sofia pour capitale, la *Revue périodique* reparut à Sofia à partir de 1882. Elle continua jusqu'au LXXI^e livre en 1910. Alors l'Académie des sciences inaugura sa fondation en transformant la vieille *Revue périodique*, qui venait d'atteindre sa quarantième année (1870-1910), en *Spisanie na Bălgarskata Akademija na Naukitê* (*Revue de l'Académie des sciences de Bulgarie*). Comme une première division du travail s'imposait, la Revue eut deux sections : l'une « d'histoire et de philologie, de philosophie et de sciences sociales », l'autre « de mathématiques et de sciences naturelles ». Le premier numéro de la section littéraire est de 1912, le dernier, n° 17, de 1925.

Dans les 100 (113) « livres » de cette collection (*Rev. pér.*, éd. de Braïla, 12 livres ; éd. de Sofia, 71 ; *Rev. Acad. sc.* 30, dont 17 pour la section littéraire), de nombreux articles se rapportent à l'histoire, à l'histoire de la Bulgarie en particulier. Citons ceux de MM. R. Popov sur la préhistoire, G. Kacarov sur l'Antiquité (*La religion de la Thrace antique*, dans *Rev. Acad. sc.*, section littéraire, n° 5, 1914, p. 75-85 ; *Les Celtes en*

Thrace et en Macédoine, id., n° 10, 1919, p. 41-81) ; Orêškov et Mutaſčiev sur l'Empire byzantin ; Ju. Trifonov sur l'histoire ecclésiastique ; S. Bobčev sur le droit bulgare ; D. Ikhčiev sur les sources turques. Le Moyen Age bulgare a trouvé son historien en M. Zlatarski, dont il sera question plus loin. Mais c'est surtout la période moderne, la « Renaissance » bulgare, qui paraît avoir attiré le plus grand nombre de recherches. Études et articles à ce sujet sont trop abondants pour être énumérés ici. Cependant la personnalité et l'action de M. I. Šišmanov, ancien ministre de l'Instruction publique de 1903 à 1907 et aujourd'hui professeur d'histoire des littératures comparées à l'Université de Sofia, ne sauraient être passées sous silence, non plus que certains de ses travaux ou articles (*Rakovski*, voir ci-après ; *Les frères Miladinovi*, dans *Rev. Acad. sc.*, section litt., n° 2, 1912, p. 43-73 ; *Le néophyte Bozveli*, dans *Rec. folklore*, liv. XVIII, 1901, p. 252-354, etc.).

A côté de sa *Revue* (*Spisanie*), l'Académie des sciences édite un Recueil, *Sbornik na Bălgarskata Akademija na Naukite*, divisé lui-même en section littéraire et section scientifique et réservé, semble-t-il, aux travaux plus étendus. Le premier « livre » du Recueil est de 1913, le dernier de la section littéraire (n° 11), de 1925. Il convient de signaler particulièrement le n° 6 de la section littéraire, 1918 ⁽¹⁾, consacré à Rakovski (I. Šišmanov, *Rakovski au point de vue politique* ⁽²⁾) ; puis des études de M. P. Nikov sur *Les relations de la Bulgarie et de la Hongrie de 1257 à 1277*, id., n° 7, 1920, et de nombreux articles sur la Renaissance bulgare, entre autres : *Sources turques de l'histoire moderne*, id., n° 2, 1914, de D. Gadžanov ; *Documents sur la lutte de l'Église nationale bulgare*, id., n° 9, 1921, de Pop Georgiev ; *Histoire diplomatique de la formation de l'unité bulgare*, id., de Kračunov, etc.

Outre le Recueil qui porte son nom, l'Académie des sciences en publie un autre, beaucoup plus célèbre. intitulé d'abord

(1) Chaque article étant paginé à part, l'indication de la pagination ne servirait qu'à montrer les dimensions de l'article, et elle n'a pas été relevée.

(2) Cf. aussi S. ROMANSKI, id., n° 9, 1921.

Sbornik za narodni umotvorenija, nauka i knižnina (Recueil de folklore, de science et de littérature), liv. I-XXVI, 1889-1912 ; puis *Sbornik za narodni umotvorenija i narodopis* (Recueil de folklore et d'ethnographie), liv. XXVII-XXXV, 1913-23. Comme la *Revue de l'Académie*, le *Recueil de folklore* contient une grande quantité d'articles d'histoire (Antiquité, Moyen Age et « Renaissance » moderne). La différence entre les deux principaux périodiques de l'Académie semble malaisée à définir. Cependant l'on peut dire que la *Revue*, avec ses deux sections, paraît avoir senti plus nettement le besoin de spécialisation, et le titre même de section d'histoire, de philologie, etc., montre assez la place accordée à l'histoire ; le *Recueil de folklore* inclinerait davantage vers la géographie.

A côté de sa *Revue* et de ses deux *Recueils*, l'Académie publie encore des *Létopis* (*Annales*) : *Annales de la Société bulgare de littérature*, liv. I-XI, 1900-10 ; *Annales de l'Académie des sciences de Bulgarie*, liv. I-VI, 1911-24, consacrées à sa vie intérieure mais où des nécrologies et quelques « conférences » fournissent un appoint appréciable.

Ajoutons encore des *Travaux séparés*, depuis 1882, et une *Bibliothèque bulgare*, 1902-22, 17 numéros, ressemblant au *Recueil de l'Académie des sciences*.

Enfin il faut mettre à part des éditions de livres canoniques sous le nom de *Bălgarski starini* (*Antiquités bulgares*), liv. I-VII, 1906-23, et des reproductions de sculptures sur bois et de miniatures sous le nom de *Bălgarski khudožestveni starini* (*Antiquités d'art bulgare*), I, 1907, II, 1911, qui n'ont pas eu de suite, comme faisant double emploi avec les publications du Musée national d'archéologie dont il est question ci-après.

L'Académie des sciences, héritière de la Société littéraire de Braila, a donc centralisé les recherches historiques en Bulgarie depuis plus d'un demi-siècle (1870-1925). Le catalogue détaillé de ses éditions, *Opis na izdanijata na Bălgarskata Akademija na Naukitê*, 1917, ne dépasse malheureusement pas l'année 1915. C'est cependant le témoignage d'une activité aussi variée que féconde et d'un labeur dont la continuité impose le respect.

II. — L'Université de Sofia.

Fondée en 1888, sous le nom d'École supérieure, l'Université de Sofia ne comprenait d'abord que les Facultés des lettres et des sciences. Après l'adjonction de la Faculté de droit, elle prit, en 1904, son titre actuel. La Faculté de médecine fut ouverte en 1917, celle d'agronomie en 1921, celles de théologie et de médecine vétérinaire en 1922. Aujourd'hui l'Université de Sofia comprend sept facultés.

Depuis 1904, elle publie un *Godišnik* (*Annuaire*). Les quatre premiers volumes étaient communs à toutes les Facultés. Depuis le cinquième, pour l'année 1908-09 (1910), chacune a le sien. Celui de la Faculté des lettres (Faculté d'histoire et de philologie) atteint son vingt et unième volume en 1925. Comme les Annales ou les Bulletins de nos universités, ils renferment des articles divers. On y retrouve à peu près les mêmes auteurs qu'à l'Académie des sciences, mais en nombre plus restreint, puisque l'*Annuaire* est réservé aux membres de l'Université, professeurs, « docents », lecteurs ou assistants. On y relève pour l'Antiquité les noms de G. Kacarov et de D. Dečev (*Védou, divinité thraco-phrygienne*, t. XIX, 1923); pour le Moyen Age, ceux de V. Zlatarski, représentant principal de ces études, de P. Nikov (*Tâche de l'historiographie bulgare*, t. XVII, 1921; *Les archives de la métropole de Varna depuis l'époque antérieure à l'affranchissement; Documents sur l'histoire de la Bulgarie au Moyen Age*, t. XVIII, 1922); pour la Renaissance bulgare, ceux de S. Romanski (*Le complot insurrectionnel de V. Vălkov à Braïla en 1843*, t. XVIII, 1922), de V. Zlatarski (*Le rôle politique de Sofron de Vratsa pendant la guerre russo-turque, 1806-1814*, t. XIX, 1923) ⁽¹⁾.

Comme l'Académie des sciences, à côté de sa *Revue*, fait une place à part dans sa *Bibliothèque bulgare* à des travaux séparés et de longue haleine, l'Université de Sofia, outre son *Annuaire*,

(1) Un jeune historien, professeur à l'Université, devenu député et homme politique en vue, N. Milev, a été assassiné à Sofia le 13 février 1925.

publie une *Bibliothèque de l'Université*. Parmi ces volumes, ceux qui intéressent l'histoire sont les études de M. M. Arnaudov sur Rakovski, ses œuvres (n° 18, 1922) ; sa vie, son œuvre, ses idées (n° 23, 1922) ; et celles de M. G. Dermančev sur l'histoire moderne et contemporaine (n° 17, 1922 ; n° 41, 1925).

A ces collections générales, il conviendrait d'ajouter les publications spéciales des Instituts de la Faculté des lettres, telles que les *Izvēstija* de l'Institut d'archéologie ⁽¹⁾ ou les revues fondées et rédigées par des professeurs de l'Université : les *Izvēstija* de la Société d'histoire de Sofia, I, 1905 ; II, 1906 ; III, 1911 ; IV, 1915 ; V, 1922 ; VI, 1924 ; le *Makedonski Pregled* (*Revue Macédonienne*), organe de l'Institut scientifique macédonien (Cf. *Revue historique*, t. CXLIX, mai-juin 1925, p. 127 sq.).

L'un au moins de ces professeurs, recteur de l'Université de Sofia en 1924-25, M. V. Zlatarski, mérite une mention spéciale pour l'importance de son œuvre. Dès l'âge de vingt ans, en 1886, il publie dans la *Revue périodique* de l'Académie des sciences un premier article sur l'histoire de la Bulgarie au Moyen Age. Dès lors et surtout depuis 1894 jusqu'à ce jour, son activité n'a cessé de se manifester et dans les publications de l'Académie des sciences (*Rev. pér.* et *Rev. Acad. sc.*, *Rec. folklore*, *Ann. Acad. sc.*, *Bibliothèque bulgare*) et dans celles de l'Université (*Annuaire*, à partir du t. VIII-IX, 1912-13, Sofia, 1914), dans des revues étrangères, dans des livres et brochures.

Pour les sources de l'histoire de Bulgarie, M. Zlatarski a étudié des inscriptions du IX^e siècle (*Rec. folklore*, XV, 1898, p. 20-41 et 131-145) ; des inscriptions de Šumen (*Rev. pér.*, LXIII, 1902) et de l'Albanie (*Slavia*, II^e année, n° 1, Prague, 1922, p. 67-91) ; des manuscrits (cf. *Rev. hist.*, t. CXLIX, mai-juin 1925, p. 130) ; des Vies de saints : saint Téodosij (*Rec. folklore*, XX, 1904, p. 1-41), saint Naum (*Rev. Acad. sc. sect. litt.*, XVII, 1925, p. 1-29) ; des lettres du Moyen Age : lettres du patriarche de Constantinople, N. Mistik, au roi de

(1) L'Institut d'archéologie édite aussi des *Monuments de l'art en Bulgarie*. Le 1^{er} volume de cette série est l'étude de M. A. GRABAR, *L'Église de Bojana*, 1924.

Bulgarie, le « tsar » Siméon (*Rec. folklore*, X, 1894, p. 372-429 ; XI, 1894, p. 3-55), lettres au même de l'empereur byzantin Romain Lacapène (*id.*, XIII, 1896, p. 282-323), message du patriarche de Constantinople, Photius, au prince bulgare Boris (*Antiq. bulg.*, V, 1917). Afin de fixer avec précision la chronologie du Moyen Age, il revient à plusieurs reprises sur la délicate question des ères byzantine, turque, et bulgare (*Rev. Acad. sc.*, I, 1912, p. 1-93 ; X, 1915, p. 1-23 ; *Petite Bibliothèque encyclopédique*, 1924 ; cf. *Revue historique*, t. CXLIX, mai-juin 1925, p. 131). Enfin le résultat de ses recherches sur le Moyen Age en Bulgarie (*Rev. pér.*, LIV, 1886, LXIII, 1903 ; *Rec. folklore*, XXX, 1908 ; *Ann. Acad. sc.*, I, 1911) est consigné dans son *Histoire de l'État bulgare. I. Époque de la domination des Huns et des Bulgares*, 1918, dont malheureusement le premier volume seul a paru jusqu'à présent.

A ces multiples travaux sur le Moyen Age, si l'on ajoute quelques études concernant la Renaissance bulgare, sur le P. Paisij (*Rev. pér.*, 1899), Venelin (*Ann. Soc. litt.*, 1901-02), le Français Ami Boué (*Rev. pér.*, LXII, 1902), l'instituteur Karastojanovič, le Tchèque C. Jireček (*id.*, LXVI, 1905), l'historien Marin Drinov (*Ann. Soc. litt.*, VII, 1906), Sofron de Vratsa (cf. *supra*), l'on aura une idée de l'ampleur de cette œuvre de trente années. Professeur d'histoire à l'Université de Sofia, M. Zlatarski a formé de nombreux disciples, dont plusieurs sont devenus ses collègues. Ce n'est pas seulement le Moyen Age bulgare, l'histoire de la Bulgarie qui lui doivent beaucoup, mais la Bulgarie et la science.

III. — *Les Musées.*

Le mouvement de spécialisation progressive du travail qui entraîne l'Académie des sciences et l'Université s'est fait nettement sentir dans le développement des musées. Le principal d'entre eux, le Musée national d'archéologie de Sofia, fut d'abord rattaché à la Bibliothèque nationale appelée à l'origine (1879) Bibliothèque nationale et Musée. Il ne conquiert son

indépendance que près de quinze ans après, en 1892, sous le nom de Musée national de Sofia, modifié en 1908 en Musée national d'archéologie de Sofia. Entre temps, en effet, le Musée d'ethnographie en avait été détaché en 1906, pour former un établissement distinct. Une dernière modification s'impose encore. Des cinq sections actuelles : Préhistoire, Antiquité, Moyen Age, Numismatique, Beaux-arts, la dernière, composée de tableaux modernes, doit évidemment revenir à l'Académie des beaux-arts.

Les publications du Musée national d'archéologie de Sofia sont de trois sortes : une revue, des documents, des annuaires et guides. La revue, *Izvēstija du Musée national*, n'eut d'abord qu'une année d'existence éphémère, 1907. Elle ne tarda pas à reparaitre sous le titre : *Izvēstija de la Société bulgare d'archéologie*, dont le premier volume est de 1910, le septième et dernier de 1920. Elle céda la place aux *Izvēstija de l'Institut bulgare d'archéologie*, dont les deux premières livraisons du premier volume ont paru en 1922 et en 1924, le deuxième volume en 1924. Les Documents (*Materiali*) du Musée se rapportent les uns à la carte archéologique de la Bulgarie (cf. K. Škorpil, *Description des antiquités le long du Roussé-Lom*, 1914 ; P. Mutafčiev, *Anciennes routes et forteresses dans les vallées de la Stréma et de la Topolnica*, 1915), les autres, plus abondants, à l'histoire de la ville de Sofia (cf. G. Kacarov, *Contribution à l'histoire ancienne de Sofia*, 1910 ; A. Protič, *Forme architectonique de l'église Sainte-Sophie de Sofia*, 1912 ; A. Iširkov, *La ville de Sofia au XVII^e siècle*, 1912 ; B. Filov, *L'église Sainte-Sophie de Sofia*, 1913 ; G. Kacarov, *Monuments préhistoriques et chrétiens de Sofia et des environs*, 1921). En outre, le Musée a édité un Compte rendu pour la période 1909-1919 et deux Annuaires illustrés, l'un pour 1920, l'autre pour 1921, et un guide du Musée national, en 1923 (1925). Tous ces ouvrages sont en bulgare, mais l'auteur du Guide, M. Protič, directeur actuel du Musée, a fait paraître en français deux petits livres : *Guide à travers la Bulgarie*, 1923, et *l'Architecture religieuse bulgare*, 1924, dont la *Revue historique* a rendu compte (t. CXLVII, novembre-décembre 1924, p. 271-274, et t. CXLIX, mai-juin 1925, p. 126-127).

La dernière publication du Musée national d'archéologie est *Le cavalier de Madara*, 1925, exposé populaire avec 15 figures, dont deux articles intéressent particulièrement les historiens : *L'inscription du cavalier de Madara* par G. Fekher (p. 15-26), et *Le bas-relief sur roc près de Madara* par G. Kacarov (p. 27-38). Cette sculpture monumentale (50 mètres carrés avec l'inscription) est due à Omortag, fils de Krum, pour célébrer la mémoire de son père. Madara est sur un plateau calcaire à 14 kilomètres à l'Est de Šumen, où des escarpements abrupts, des grottes, des sources qui rappellent exactement l'aspect du Jura français ont de tout temps attiré des agglomérations humaines. Le cavalier, dont la tête est mutilée, est vêtu d'un manteau tombant aux genoux ; il tient d'une main une courte lance avec queue de cheval, de l'autre une tasse d'offrande ; près de lui une levrette et un lion sont représentés dans la vérité réaliste de leurs mouvements. C'est de l'art sassanide mélangé d'éléments turcs. L'inscription placée au-dessus et au-dessous du cavalier est fort endommagée, et on n'avait pu jusqu'à présent en déchiffrer que quelques mots. A force de patience, les deux auteurs précédents sont arrivés à en lire plus de cent. Ces fragments suffisent à établir les faits suivants : Krum monta sur le trône de Bulgarie en 803-804. En 809, il prit Serdica (Sofia), et, en 811, il remporta une grande victoire sur l'empereur de Byzance, Nicéphore. En 813, Kišin, frère de Krum, enleva Andrinople à l'empereur Léon. Enfin le nom du fils d'Omortag, Svinicu-Porcus, suggère à M. Fekher d'intéressants rapprochements avec des noms analogues d'animaux totems chez les Turcs (le loup, le chien).

Ce sont aussi ces influences asiatiques que montrent toutes les séries du Musée national d'archéologie. Depuis l'invasion des Celtes qui, de 281 à 218 avant J.-C., avaient formé un royaume avec Tilé, aujourd'hui Tulovo, près de Kazanlâk, pour capitale, la péninsule des Balkans n'a cessé d'être disputée entre l'Occident et l'Orient. Les nombreux tombeaux primitifs, qui sont loin encore d'avoir été tous explorés, livrent des objets où figurent les animaux et les ornements asiatiques. Les colonies grecques témoignent ensuite de cultes orientaux (Cybèle,

Atys, Mithra) et de croyances locales plus ou moins hellénisées (les *Samodivi* assimilées aux Nymphes). Quelques belles statues, l'Apollon de Stara Zagora, l'Artémis de Thrace, un Alexandre de Sozopol, non moins que les attributs placés au revers des monnaies (cornes d'abondance, vignes, sources thermales) sont une preuve de la richesse du pays dans l'Antiquité. Mais c'est surtout le Moyen Age qui porte la marque d'influences diverses : à la tradition gréco-romaine, au symbolisme chrétien viennent s'ajouter des éléments orientaux. De ce mélange sortent un art officiel, byzantin, et un art populaire plus souple, plus sensible aux modèles asiatiques : animaux fantastiques ou réalistes, ornements conventionnels ou imprévus. La belle collection de monnaies (près de 40.000 pièces) fournit une utile contribution à cette longue histoire. Les monnaies de Philippe II de Macédoine sont en or tiré des mines de Pangej (Pärnardagh) et offrent le premier type de portrait, début d'une tradition réaliste qui n'est pas morte aujourd'hui même en Bulgarie. Les séries de la Thrace, de la Macédoine, de la Péonie sont précieuses pour la chronologie. Les pièces d'or byzantines avaient cours dans toute la péninsule et servaient pour le commerce international depuis les côtes de l'Adriatique jusqu'à celles de la mer Noire. Mais en ce domaine aussi c'est le Moyen Age qui présente un intérêt particulier : les Assénides du ^{xiii}^e siècle, les rois du ^{xiv}^e ne laissent pas de nous renseigner sur le second royaume bulgare, 1187-1396. Tantôt représentés assis avec l'étendard et la Bible, tantôt le père et le fils associés, tantôt à cheval comme le tsar Constantin Assên (1257-1277), quelquefois entourés d'emblèmes orientaux comme Georges Terter I^{er} (1279-1292) avec l'aigle à deux têtes, Ivan Šišman (1371-1393) avec un lion furieux, tous ces personnages et toutes ces monnaies confirment l'importance de l'Asie pour l'étude de l'Europe ⁽¹⁾. Depuis les Turcs qui passèrent de Bolgar sur la Volga aux plaines du Danube jusqu'aux Turcs qui franchirent le Bosphore, prirent Tirnovo en 1393, soumièrent la Bulgarie en 1396, avant de faire

(1) Le numismate conservateur de cette section, M. N. MUŠMOV, est aussi l'auteur de *Numismatique et sigillographie bulgares*, s. d. (1924), résumé en français.

tomber Constantinople, l'influence asiatique se révèle dans l'art primitif (influence sassanide), dans l'art religieux du Moyen Age (influence arménienne), dans les croyances des Bogomiles (mazdéisme) et jusque dans les ornements populaires. Associée au réalisme qui est peut-être une des caractéristiques les plus profondes du pays, elle suffit à expliquer l'éternel conflit entre deux mondes dont la péninsule des Balkans a toujours été et reste encore le théâtre et l'enjeu.

Détaché du Musée national d'archéologie, le Musée national d'ethnographie, dont les *Izvěstija* paraissent depuis 1921, semblerait ne relever que de la géographie si certains articles de ce périodique, comme dans le *Recueil de folklore* de l'Académie des sciences, ne concernaient aussi l'histoire (par exemple l'histoire des métiers d'autrefois, industrie du fer à Samokov, teinture à Gabrovo).

En Bulgarie plus qu'ailleurs, l'archéologie, la numismatique, l'ethnographie doivent être considérées comme des sciences auxiliaires de l'histoire d'autant plus utiles que leur domaine est plus vaste et moins délimité.

IV. — Divers.

L'Académie des sciences, l'Université de Sofia, les Musées ne sont pas les seuls établissements pour les études historiques. Les documents de l'histoire ecclésiastique, si importante par le rôle de l'Église au Moyen Age et au moment de l'affranchissement, sont dispersés entre plusieurs centres. Le principal paraît être la collection de plus de mille manuscrits qui, des foyers religieux de province, ont été centralisés à la Bibliothèque nationale de Sofia. Encore convient-il de la compléter par la Bibliothèque nationale de Plovdiv (Philippopoli), la seconde de la Bulgarie en importance, et par la Bibliothèque du Saint-Synode à Sofia ⁽¹⁾. Celle-ci, dont l'inventaire n'est pas

(1) Le catalogue des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Sofia et de la Bibliothèque nationale de Plovdiv (Philippopoli) a été dressé par M. CONEV, professeur à l'Université de Sofia, *Description des manus-*

terminé, est prolongée à son tour par les trésors du couvent de la Rila qui a joué un rôle notable dans l'histoire de la Bulgarie et par ceux du couvent de Bačkovo, non loin de Plovdiv.

Avec l'Église, l'école peut revendiquer une part dans les progrès intellectuels et politiques du pays. L'histoire de l'enseignement en Bulgarie, étudiée çà et là dans les périodiques de l'Académie des sciences et du ministère de l'Instruction publique — entre autres *Učilišten Pregled* (*Revue scolaire*) depuis 1896, — a fait aussi l'objet d'un travail de N. Vankov, *Le développement de l'instruction et des lois scolaires en Bulgarie*, 1906. A son tour, le ministère de l'Instruction publique a édité des documents (*Materiali*) sur ce sujet : I. — L. Dorosiev, *Nos écoles primaires, secondaires et spéciales avant l'Affranchissement*, 1925 ; II. — V. Iordanov, *Le développement de l'instruction depuis l'Affranchissement jusqu'aux guerres, 1878-1913*, 1925 ; III. — G. Pop Vasiliev, *Le Conseil [supérieur] de l'Instruction publique et le Comité [supérieur]*, 1925.

Enfin, à côté des publications officielles et des collections scientifiques se placent des recueils importants, tels que les monographies de villes, de personnages historiques (par exemple le livre récent de M. M. Arnaudov, *Ilarion Makariopolski, métropolite de Tirnovo, 1812-1875*, 1925), et des ouvrages isolés, trop nombreux pour être énumérés dans les limites de cette étude.

Malgré le caractère sommaire et forcément incomplet de cet aperçu général, quelques conclusions semblent pourtant pouvoir en être dégagées.

La Bulgarie n'existe comme État indépendant que depuis 1879. Dès 1870, une revue d'histoire paraissait à Braila. Elle s'est transformée en *Revue de l'Académie des sciences* et elle a

crits et des vieux livres imprimés de la Bibliothèque nationale de Sofia. Du même, *Description des manuscrits slaves de la Bibliothèque nationale de Sofia*, 1923 ; *Description des manuscrits slaves et des vieux livres imprimés de la Bibliothèque nationale de Plovdiv*, 1920. Un catalogue, déjà ancien et incomplet des manuscrits du Saint-Synode, est dû à M. E. SPROSTRANOV, *Description des manuscrits de la Bibliothèque du Saint-Synode de l'Église bulgare à Sofia*, 1900.

été complétée par de nombreuses publications périodiques. L'Académie des sciences, l'Université de Sofia, les musées ont dû diviser le travail et opérer une spécialisation progressive qui n'est pas encore achevée. Les instruments d'études ne sont pas tous au point. Ainsi les Archives de la « Renaissance » bulgare n'ont passé du Musée d'ethnographie à la Bibliothèque nationale de Sofia qu'en 1924 ; le catalogue général de l'ancien et du nouveau fonds d'archives est loin d'être prêt. L'inventaire des manuscrits du Saint-Synode, des couvents de la Rila et de Bačkovo n'est point achevé ou point imprimé en entier. La « description » ou table des publications de l'Académie des sciences s'arrête à 1915, etc. Le recensement complet des richesses historiques du pays n'est donc pas encore terminé.

A plus forte raison l'élaboration de ces matériaux, les éditions critiques, les études d'une époque ou d'une institution ne peuvent-elles prétendre à la perfection définitive. Mais il est juste de reconnaître les difficultés déjà vaincues et les résultats acquis. Obligés par leur situation même de connaître non seulement les trois ou quatre langues réputées nécessaires à l'histoire occidentale (français, allemand, anglais ou italien, russe), mais encore celles des pays voisins (grec, turc, serbe, roumain, hongrois), contraints de tout étudier à la fois dans tous les domaines, les historiens bulgares ont déjà dégagé des résultats universellement admis : rectification de la chronologie, influences asiatiques, importance de l'histoire religieuse, détermination de personnalités et d'œuvres historiques, en un mot, études patientes de détails fixés avec une rigueur croissante, tels sont les premiers points acquis par un demi-siècle d'efforts continus. L'œuvre de l'Académie des sciences, de l'Université, des musées, des ministères et des groupements scientifiques peut être appréciée non seulement par l'ampleur de leurs publications, mais par la solidité de certains travaux. La part d'hommes tels que MM. G. Kacarov pour l'Antiquité, B. Filov et A. Protič pour l'archéologie, V. Zlatarski pour le Moyen Age, est considérable dans le développement des recherches historiques en Bulgarie. Animées d'un esprit critique

toujours plus éveillé, souhaitons que les jeunes générations qu'ils ont formées apportent, avec l'ardeur et le désintéressement de leurs devanciers, une organisation plus systématique, un goût croissant pour la solidité des constructions historiques dont les premières assises font bien augurer de l'avenir.

DANEMARK

par

Axel LINVALD

Directeur des Archives de la ville de Copenhague

Si les études historiques danoises au cours des cinquante dernières années ont été fortement et diversement influencées par l'ensemble des travaux historiques de l'Europe, elles se sont pourtant maintenues dans leur tradition nationale ; elles sont restées intimement liées au développement social et politique du Danemark.

La guerre de 1864 devait provoquer chez les esprits impressionnables le besoin d'analyser les causes qui avaient déchaîné la catastrophe et d'apprécier la situation nationale du Danemark durant les siècles précédents. En même temps, les conflits politiques entre la vieille classe des fonctionnaires et la haute bourgeoisie, d'une part, les paysans propriétaires et fermiers, de l'autre, influencés par l'esprit de Grundtvig et de ses écoles populaires supérieures, s'exaspérèrent en une violente lutte constitutionnelle qui, de bien des façons, contribua à développer le goût de l'histoire chez les étudiants des jeunes générations. Les impressions produites par le mouvement social actuel, notamment par la montée des classes ouvrières, modifièrent les idées en cours sur l'évolution de l'histoire nationale, et permirent de scruter d'un regard plus pénétrant et de mieux apprécier les mouvements nationaux et sociaux. Sans aucun doute, les historiens du Danemark ont, plus que d'autres, fixé leur attention sur la situation intérieure du pays. Il faut signaler en outre l'influence de la philosophie et de la littérature contemporaines, française et anglaise, qui s'exerça surtout par l'intermédiaire de Harald Høffding et de Georg Brandes, et pour ce

qui concerne l'histoire, celle de la science historique allemande, qui fut profonde et étendue.

Les années qui environnent 1870 font époque, car vers cette date la vieille génération était en train de terminer ses travaux, et une nouvelle équipe de chercheurs bien doués et actifs faisait son entrée dans le domaine de l'histoire : Edv. Holm et A. D. Jørgensen, Troels-Lund et Joh. Steenstrup, I. A. Fridericia et Kr. Erslev, Marcus Rubin et N. Neergaard, C. F. Bricka, Thiset et autres. Différents à bien des égards, par leur tempérament et leur tour d'esprit, par leurs points de vue en face des mouvements politiques et intellectuels de leur époque, ils s'unissaient dans un effort commun pour étudier plus à fond le passé du peuple danois. Ensemble ils ont jeté les bases de l'érudition et de l'histoire danoises modernes.

Plusieurs d'entre eux, comme professeurs à l'Université, ont eu la tâche importante de former les nombreux historiens de la jeune génération. En 1883 fut réalisée une réforme qui remplaçait l'examen d'histoire et philologie, où les disciplines philologiques l'emportaient, par des épreuves spécialisées selon les matières. Pour la première fois on eut alors un véritable examen d'histoire à l'Université. Un certain nombre de maîtres plus jeunes devaient donner à cette étude une forme bien déterminée. Edv. Holm (professeur de 1865 à 1899) s'en tenait encore dans les grandes lignes à la conférence largement conçue s'adressant à un cercle d'auditeurs étendu ; ce furent surtout ses collègues Joh. Steenstrup (professeur de 1882 à 1917) et Kr. Erslev (professeur de 1883 à 1899), puis son successeur I. A. Fridericia (professeur de 1899 à 1912) qui réussirent à prendre une influence décisive sur la jeune génération. J. Steenstrup, Erslev et Fridericia étaient des savants indépendants et originaux, des personnalités accusées et puissantes, et tous trois ont fait preuve de qualités précieuses pour la formation des étudiants d'histoire. Comme maître, ce fut Kr. Erslev qui eut le plus d'influence. Pendant ses voyages d'études, où il fut élève de Waitz, de Droysen, de Nietzsche et autres, il s'était pénétré des méthodes allemandes d'enseignement. Comme professeur d'université, il instaura l'enseignement de laboratoire, l'entraîne-

ment méthodique à la critique des sources, la paléographie, etc. Bien que son enseignement portât principalement sur les documents du Moyen Age, il a cependant laissé chez tous ses élèves des traces assez profondes pour qu'ils en aient gardé une solide formation technique historique et l'habitude de la critique minutieuse des sources, quelle que fût la période d'histoire, ancienne ou moderne, à laquelle ils devaient s'attacher. Au XVIII^e siècle, Hans Gram et, au XIX^e, C. Paludan-Müller avaient déjà pratiqué la critique des documents ; mais, comme on l'a dit justement, c'étaient des cas isolés, dus plutôt à l'intuition géniale de l'historien qu'à une méthode bien déterminée. A Kr. Erslev revient l'honneur d'avoir introduit la critique moderne et d'en avoir fait la base de l'enseignement historique à l'Université. La méthode de travail, solide, résolument objective, mais aussi un peu sèche, qu'on remarque chez les jeunes historiens danois, remonte sans aucun doute à l'enseignement de Kr. Erslev et de ses collègues.

I. — *Organisation de la recherche historique
et publication des sources.*

A cette génération revient le mérite d'avoir travaillé à rassembler et à classer systématiquement les documents d'information sur le passé du Danemark.

Aux deux vieux musées historiques (le Musée national et la collection chronologique des rois du Danemark, au château de Rosenborg), deux nouveaux se sont ajoutés. Le Musée du peuple, fondé par B. Olsen, mais repris plus tard par l'État, rassemble de vastes collections qui illustrent la vie des humbles pendant les trois cents dernières années ; de plus, on y a installé un musée en plein air où ont été transportées de vieilles maisons provinciales et paysannes. De même au château de Frederiksborg, un particulier, le brasseur I. C. Jacobsen, à l'aide de la fondation Carlsberg qu'il avait lui-même instituée, a créé un Musée national historique qui éclaire l'histoire du pays et des classes supérieures à

partir de 1660 et qui contient une galerie de portraits d'hommes célèbres. C'est peut-être un cas unique que celui d'un musée de cette importance organisé au cours d'un demi-siècle seulement. Par-dessus tout, il faut signaler l'activité du Musée national. Grâce à des fouilles, incomparables par leur étendue et la méthode systématique avec laquelle elles ont été conduites, l'archéologie scandinave a rassemblé des matériaux uniques pour la connaissance des conditions de la vie aux temps préhistoriques. Bien que strictement scientifiques et techniques, ces investigations ont cependant réussi de manière remarquable à intéresser le grand public qui y collabore. Il est bien rare maintenant qu'on fasse une découverte préhistorique quelconque sans que le Musée national en soit avisé et que ses administrateurs aient ainsi l'occasion de faire faire des fouilles techniques. Les résultats en sont exposés dans l'œuvre la plus populaire de Sophus Müller, directeur du musée, *Vor Oldtid*, 1897 (*Notre Vieux Temps*), et en outre dans de nombreux travaux spéciaux de S. Müller ou d'autres, publiés particulièrement dans la revue *Aarbøger for nordisk Oldkyndighed og Historie* (*Annuaire des antiquités des pays du Nord*). Le Musée national s'est préoccupé en même temps d'examiner et d'apprécier toutes les églises médiévales et autres monuments du passé; il contribue à faire respecter les dispositions de la loi de protection dont le but est d'empêcher la démolition ou la dégradation des monuments de valeur artistique ou historique d'au moins cent ans d'existence, qu'ils soient publics ou privés.

L'organisation des Archives s'est aussi largement développée. Il y a cinquante ans, seule une minime partie des archives du passé était conservée aux Archives nationales. Pendant longtemps, elles avaient été pour la plupart commises à la garde de divers ministères ou institutions, dans des conditions de sécurité insuffisantes et peu favorables aux recherches historiques. C'est notamment grâce à l'archiviste d'État A. D. Jørgensen et à l'initiative de son successeur, V. A. Secher, que toutes les archives furent réorganisées (1889). Celles de l'administration centrale, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, furent rassemblées aux Archives nationales, et les dossiers

de l'administration locale réunis en trois sections d'archives provinciales, le tout placé sous une même direction. Il ne subsiste, à part cela, que quelques archives communales isolées, et tout d'abord celles de la capitale à Copenhague.

Il va sans dire que les dépôts sont largement ouverts aux chercheurs, et suivent tous les principes des dépôts modernes organisés sur la base du respect des fonds. En même temps on a créé tout un ensemble d'instruments de travail pour en favoriser l'utilisation. Kr. Erslev, qui termina sa carrière de fonctionnaire comme directeur des Archives, en a publié un utile inventaire sommaire intitulé *Rigsarkivet og Hjælpe-midlerne til dets Benyttelse*, 1923. Une longue série de *Meddelelser fra Rigsarkivet* (*Communications des Archives de l'État*) donne, sous des formes variées, un compte rendu de leur activité depuis leur fondation jusqu'en 1920. On a dressé des inventaires des fonds, dont malheureusement seule une faible partie a été imprimée. A cet égard les archives danoises sont bien en retard sur les archives françaises. Il existe cependant des *Inventaires-guides* de la chancellerie danoise (ministères des Cultes, de l'Instruction publique et de la Justice au Danemark proprement dit), des archives de l'administration économique (Rentekammeret), des archives des finances et enfin des archives particulières à partir du xix^e siècle (*Vejledende Arkivregistraturer*, I-IV, 1886-1923).

Les historiens danois ne se sont pas bornés à l'étude des sources officielles danoises. Avec beaucoup de flair, ils ont exploré les archives publiques ou privées et les bibliothèques de l'étranger. C'est ainsi que divers érudits ont étudié l'histoire médiévale du Danemark aux Archives du Vatican, que Kr. Erslev a visité les archives de Lübeck et du nord de l'Allemagne avant d'écrire ses livres sur la période d'union dano-suédoise, que I. A. Fridericia et Edv. Holm ont interrogé les archives nationales des divers États européens sur la politique extérieure du Danemark-Norvège. Récemment, Louis Bobé et Aage Friis notamment ont fouillé les archives privées dans le pays aussi bien qu'à l'étranger et en ont tiré des matériaux très importants. La Videnskabernes Selskab (Académie royale danoise des sciences

et des lettres) a appuyé de tout son pouvoir l'idée de nommer deux commissions qui, tout à fait méthodiquement, passeraient en revue les bibliothèques de l'étranger (1906) et les archives privées du Danemark (depuis 1923), afin d'indiquer une fois pour toutes aux chercheurs ce qu'elles peuvent fournir à l'étude de l'histoire danoise.

Kr. Erslev et ses contemporains ont aussi donné l'impulsion au travail d'édition historique et formulé ses exigences scientifiques. L'Académie royale danoise pour l'étude de l'histoire et de la langue nationales, créée au milieu du XVIII^e siècle, qui fut jadis si importante, mais dont l'activité s'est un peu ralentie, publiait bien, entre autres choses, une revue, *Danske Magazin*, qui contenait surtout des documents originaux de peu d'ampleur. Cependant Kr. Erslev et ses contemporains sentirent le besoin de créer un nouveau centre d'édition historique qui satisfît leurs exigences de méthode, et ils fondèrent, en 1877, la Selskabet til Udgivelse af Kilder til Dansk Historie (Société d'édition des documents de l'histoire danoise). De concert avec l'archiviste d'État V. A. Secher, Erslev a formulé des règles pratiques pour la réalisation de ce travail. Naturellement il existe de nombreux et vastes travaux d'édition dus à l'initiative privée : la Selskabet til Udgivelse est pourtant le centre de tout le mouvement d'édition. Les ressources qui les alimentent proviennent pour la plupart de deux fonds scientifiques, la fondation Carlsberg et la fondation Hieltstjerne-Rosencrone.

Un grand nombre de travaux ont ainsi pu voir le jour.

Pendant de longues années, les *Scriptores rerum Danicarum medii ævi*, 1772 sq., de Jacob Langebaek ont servi de base à l'étude de l'histoire du Danemark au Moyen Age. L'édition des chroniques, comme celle des documents, était cependant peu satisfaisante. De nouvelles éditions sont donc devenues une nécessité. Ellen Jørgensen a publié les *Annales Danici medii ævi*, 1920, tandis que Brøndum-Nielsen, depuis 1920, a commencé la publication d'une nouvelle édition des textes des lois du Moyen Age, *Danmarks gamle Landskabslove med Kirkelovene*, et M. Cl. Gertz a donné *Vitae sanctorum Danorum*, 1908-12, et *Scriptores minores historiae Danicae medii ævi*, 1917-22.

Le plus gros du travail pour rendre les diplômes du Moyen Age accessibles a été accompli. A côté de nombreuses éditions spéciales comme le *Kjöbenhavns Diplomatarium*, 8 vol., 1872-87, de O. Nielsen, il faut signaler surtout le *Regesta diplomatica historiae Danicæ. Index chronologicus diplomatum et litterarum, historiam Danicam inde ab antiquissimis temporibus usque ad annum 1660 illustrantium, quæ in libris hactenus editis vulgata sunt*, 1847-1907, publié à la demande de l'Académie des sciences et des lettres. Plus conforme à l'esprit du temps est le *Reperitorium diplomaticum regni Danici mediævalis*, 4 vol., 1894-1912, publié par les soins de Kr. Erslev en collaboration avec W. Christensen et Anna Hude. L'ouvrage donne un inventaire de toutes les lettres danoises du Moyen Age avant 1450, avec des informations sur leurs sceaux, leur provenance, etc. La vie ecclésiastique, sur laquelle nous renseignent les archives du Saint-Siège, est éclairée par une grande publication dont se sont chargés entre autres Johs. Lindbaek et Alfred Krarup, *Acta pontificum Danica*, 6 vol., 1904-05.

Commencés par Kr. Erslev et W. Møllerup, continués aux Archives nationales par L. Laursen, les ouvrages suivants donnent en abrégé toutes les lettres issues de la chancellerie danoise : *Kong Frederik I's danske Registranter* (*Les registres danois du roi Frédéric I^{er}, 1523-1532*) ; *Danske Kancelliregistranter* (*Registres de la chancellerie danoise, 1535-50*) et *Kancelliets Brevbøger* (*Recueils de lettres de la chancellerie, année 1551 sq.*). Ils concernent tous les aspects du gouvernement intérieur et sont aussi d'un prix inestimable pour les recherches d'histoire locale. Sous le titre de *Corpus Constitutionum Daniæ*, I-VI, 1887-1918, l'archiviste d'État Secher a publié toutes les ordonnances, recès et autres patentes royales concernant la législation du Danemark de 1558 à 1660, tandis que I. A. Fridericia et C. F. Bricka se sont chargés de l'édition des *Kong Christian IV's egenhaendige Breve*, 6 vol., 1887-91 (*Lettres autographes du roi Christian IV*) et que Kr. Erslev a publié les *Aktstykker og Oplysninger til Rigsraadets og Staendermødernes Historie i Christian IV's tid*, 3 vol., 1883-90 (*Documents et informations sur l'histoire du conseil du roi et des*

assemblées des États au temps de Christian IV). L. Laursen a édité les *Danmark-Norges Traktater, 1523-1750*, I-VI, 1905-23 (*Traités du Danemark et Norvège*) qui s'arrêtent provisoirement en 1675. Comme le recueil ne mentionne pas seulement les traités et les actes secondaires qui s'y rattachent, mais donne aussi des informations détaillées sur les dessous de la politique extérieure et les négociations dont les traités sont le résultat, il contient en substance un exposé de toute la politique extérieure du Danemark-Norvège pendant plus de deux siècles. C'est aussi un document de portée internationale que Nina Bang a publié dans les *Tabeller over Skibsfart og Varetransport gennem Oeresund, 1497-1660*, 2 vol., 1906-1922 (*Tableaux de la navigation et du transport des marchandises par le Sund, 1497-1660*). Le roi de Danemark percevait diverses taxes sur tous les bateaux qui entraient dans la Baltique ou en sortaient. Les livres de comptes qu'on a conservés constituent, cela va sans dire, une source documentaire inestimable sur la navigation et le commerce internationaux.

La période d'absolutisme (1660-1848) a aussi été l'objet de diverses publications documentaires, mais, comme les documents relatifs à la politique intérieure et extérieure abondent, il a fallu se borner, et nous n'avons pas de recueil complet pour cette période. Quelques recueils spéciaux doivent être cependant cités, en partie à cause de leur caractère international. L'édition des *Danske Traktater, 1750-1879, 1874-85* (*Traités danois, 1750-1879*), due au ministère des Affaires étrangères, répond surtout à une préoccupation pratique, mais c'est aussi un important instrument de travail historique. La période qui a suscité le plus de publications documentaires est celle qui a suivi 1750. Elle présente, au Danemark, un intérêt varié. Successivement d'éminents et habiles hommes d'État ont tenu leur rôle dans le jeu diplomatique européen. A l'intérieur fut réalisé un ensemble de grandes réformes sociales, peut-être plus radicales que dans tout autre pays de l'Europe. Certains des plus hauts fonctionnaires étaient en même temps représentatifs de la culture de leur siècle et se trouvaient en rapport avec bon nombre d'hommes politiques et intellectuels européens des plus

éminents ; c'est pourquoi on a éprouvé le besoin de publier une grande partie de leur correspondance publique et privée. P. Vedel, qui fut longtemps directeur au ministère des Affaires étrangères, a publié la *Correspondance ministérielle du comte J. H. E. Bernstorff, 1751-1770*, 2 vol., 1882, et la *Correspondance entre le comte J. H. E. Bernstorff et le duc de Choiseul, 1758-66*, 1881. La grande publication des Archives nationales par Holger Hansen, *Kabinetsstyrelsen i Danmark, 1768-72*, I-III, 1916-1923 (*Le gouvernement du conseil privé au Danemark, 1768-72*), se rapporte à l'arrivée au pouvoir et aux réformes de Struensee, tandis que la publication de l'état-major, *Meddelelser fra Krigsarkiverne*, I-IX, 1883-1912 (*Communications des Archives de la guerre*), traite de la lutte du Danemark avec les Anglais au commencement du xix^e siècle. Aage Friis a fourni sur la seconde moitié du xviii^e siècle les *Bernstorffske Papirer*, 3 vol., 1904-13 (*Papiers des Bernstorff*). Il s'est appliqué à découvrir dans les archives privées du Danemark et de l'Allemagne du Nord de riches collections de lettres laissées par divers membres de la famille Bernstorff et autres. Sa publication n'intéresse pas seulement l'histoire du Danemark ; elle met aussi en lumière certains courants intellectuels et politiques dans les autres pays d'Europe. On peut en dire autant des *Papirer fra den Reventlowske Familiekrede, 1770-1830*, I-IX, 1895-1922 (*Papiers de la famille Reventlow*) de Louis Bobé. Par son commentaire étendu, l'édition est devenue une précieuse source d'informations sur toute la société européenne de la fin du xviii^e siècle et du commencement du xix^e. Elle donne en particulier des renseignements de grande valeur sur l'émigration française. Comme les lettres de ces deux collections sont pour la plupart écrites en français ou en allemand, elles sont plus facilement accessibles à l'érudition internationale que la plupart des autres documents sur l'histoire du Danemark.

Pour le xix^e siècle, si nous possédons un grand nombre de publications officielles, chroniques des États et du Parlement, sans doute précieuses pour la recherche historique, nous n'avons guère de recueils scientifiques plus importants. Il est surtout regrettable que le différend germano-danois, si essentiel pour

l'évolution nationale et politique du peuple danois, n'ait pas fait l'objet d'une grande publication documentaire. Une seule phase de ce différend nous est bien connue grâce à *Det nord-slesvigske Spørgsmaal, 1864-1879*, 2 vol., 1921-25 (*La question du Slesvig du Nord, 1864-1879*), d'Aage Friis. Le *Journal* de l'homme politique A. F. Krieger, *Andreas Frederik Kriegers dagböger, 1848-1880*, 7 vol., 1920-23, édité par Aage Friis et P. Munch, mérite aussi d'être cité.

II. — *Les travaux d'érudition* ⁽¹⁾.

Parmi les travaux d'érudition sur l'histoire du Danemark, il convient de signaler tout d'abord ceux qui, sur un grand nombre de points, ont entrepris de reviser les opinions traditionnelles. Les articles de la *Dansk historisk Tidsskrift* (*Revue d'histoire danoise*), publiée depuis 1840 par la Société historique danoise, montrent l'étendue et la profondeur de ce travail critique, dirigé surtout par A. D. Jørgensen, Joh. Steenstrup et Kr. Erslev. Grâce à une intuition géniale, le premier est arrivé à des conclusions importantes. Par des recherches précises et méthodiques, le dernier a ouvert un nouveau domaine à la

(1) Les historiens danois ont plus rarement que d'autres cherché leurs sujets au delà des frontières du pays. Cependant ils ont aussi donné des œuvres d'ensemble : *Folkenes Historie*, 7 vol. (*Histoire des peuples*) et *Verdenskulturen*, 7 vol. (*La Civilisation mondiale*). Dans ces deux ouvrages, parus dans la première décade du xx^e siècle, presque tous les historiens danois, et, en ce qui concerne le second, les historiens norvégiens et suédois aussi, sous la direction, d'une part de J. OTTOSEN et Niels MÖLLER, de l'autre d'Aage FRIIS, ont exposé les derniers résultats de la science européenne.

Parmi les manuels d'enseignement universitaire, citons : Kr. ERSLEV, *Oversigt over Middelalderens Historie*, I-III, 1891-95 (*Résumé de l'histoire du Moyen Age*) et *Det sekstende Aarhundrede*, 1910 (*Le XVI^e siècle*) ; I. A. FRIDERICIA, *Det syttende og attende Aarhundrede*, 1910-11 (*Le XVII^e et le XVIII^e siècles*) et *Den nyeste Tids Historie*, I-III, 1903-06 (*Histoire contemporaine*).

Parmi les travaux originaux portant sur des sujets non danois, signalons la thèse d'Erik ARUP, *Studier i engelsk og tysk Handels-historie*, 1907 (*Études sur l'histoire commerciale anglaise et allemande*), qui traite de la pratique et de la théorie du commerce de commission anglais et allemand de 1350 à 1850, et celle de Paul NÖRLUND, *Det romerke Slavesamfund under Afvikling*, 1920 (*La dernière phase de l'esclavage romain*) qui analyse la condition légale des classes inférieures à la fin de l'Antiquité.

science historique ; il a tranché hardiment parmi les idées sur le Moyen Age danois et s'est montré très original dans son appréciation parfois irrévérencieuse des points de vue traditionnels. Quant à Joh. Steenstrup, il a repris l'étude de certains aspects de notre passé, notamment celle des conditions d'existence et de la situation légale des classes rurales, sans cesse aggravées au cours des âges. Il n'a cessé d'attirer l'attention sur les descriptions trop défavorables qu'on en faisait et, sans hésiter, il a montré combien étaient fragiles les conceptions généralement admises.

Les résultats généraux de ce travail historique ont été utilisés dans une série de manuels scientifiques et d'ouvrages d'ensemble. L'œuvre principale, *Danmarks Riges Historie*, 6 vol., 1896-1907 (*Histoire du royaume de Danemark*), est due précisément aux initiateurs du travail scientifique et s'appuie sur des documents de première main. Presque tous les historiens danois (ou norvégiens), auxquels se sont joints nombre de techniciens, ont collaboré, sous la direction de l'archiviste d'État C. F. Bricka, au *Dansk biografisk Leksikon*, 19 vol., 1887-1905 (*Dictionnaire de biographie danoise*). Joh. Steenstrup a consacré une étude pleine de verve aux historiens du xix^e siècle, *Historieskrivningen i Danmark i det XIX. Aarhundrede*, 1889. L'ouvrage de Trap, *Kongeriget Danmark*, 1856-60, 4^e éd., 1920 sq. (*Le royaume de Danemark*), grâce à l'étroite collaboration des savants et des esprits qui un peu partout s'intéressaient à la question, a pu donner du pays tout entier une description topographique qui est certainement unique. L'instrument bibliographique le plus important est la *Dansk historisk Bibliografi*, 3 vol., 1917-25 (*Bibliographie historique danoise*), de B. Erichsen et Alf. Krarup, qui donne un relevé méthodique des publications historiques danoises et étrangères, des livres ou articles relatifs à l'histoire du Danemark parus de 1831 à 1912. A partir de cette date, on dispose de bibliographies annuelles, rédigées aussi par Alf. Krarup dans la *Dansk historisk Tidsskrift*.

Faute de pouvoir ici passer en revue toute la production historique danoise, nous nous bornerons, au moins pour les domaines les plus importants, à indiquer les principales œuvres.

Dans l'histoire de l'art, signalons les biographies de J. T. Lundbye, 1895, et de Vilh. Marstrand, 1905, par Karl Madsen, et celles de C. V. Eckersberg, 1898, et Constantin Hansen, 1901, par Emil Hannover. F. Beckett et Vilh. Lorenzen, dans de nombreux travaux, ont traité de l'histoire architecturale des châteaux et couvents ⁽¹⁾.

Pour l'histoire de la littérature, les œuvres de Vilh. Andersen sur les poésies de Poul Möller, 1904, et Adam Oehlenschlaeger, 3 vol., 1899-1900, sont à citer. Pour l'histoire de l'enseignement, renvoyons à H. F. Rørdam, *Kjöbenhavns Universitets Historie, 1537-1621*, 1868-77, et aux remarquables et vivantes biographies de deux héros de la science danoise : Georg Zoega, 1884, et Nils Stensen (Nicolaus Steno), 1884, par A. D. Jörgensen. S'il est vrai que la toponymie relève plus spécialement de la philologie, elle a pourtant une si grande importance pour l'étude du passé qu'il convient de nommer son premier représentant ; c'est Joh. Steenstrup, auteur d'articles sur les noms de lieux danois (*Historisk Tidsskrift*, 6 séries V-VI), de même que l'ouvrage de H. V. Clausen, *Studier over Danmarks Oldtidsbebyggelse, 1917* (*Les premières agglomérations locales dans le Danemark ancien*).

Les recherches sur l'histoire locale ont pris une extraordinaire ampleur et ont été régulièrement organisées. Dans presque chacun des vingt-deux départements du Danemark, une société historique s'est formée et a fondé une revue historique. Sans doute ces sociétés locales accueillent beaucoup de dilettantes, mais elles ont formé aussi de bons travailleurs qui ont rendu d'appréciables services à la science historique. *Kjöbenhavns Historie og Beskrivelse* (jusqu'en 1728), I-VI, 1877-92 (*Histoire et description de Copenhague*) d'Oluf Nielsen, bien que d'une méthode un peu surannée, est une œuvre vraiment scientifique.

L'histoire individuelle a provoqué de nombreuses recher-

(1) Cf. F. BECKETT, *Frederiksborg Slots historie, 1914-18*. — Vilh. LORENZEN, *Helligaandsklostrene, 1912* ; *Franciskanerklostrene, 1914* ; *Dominikanerklostrene, 1920* ; *Brigittinerklostrene, 1922* ; *Karmeliterklostrene, 1924*, et *Præmonstratenserklostrene, 1925*.

ches. Pour l'*Annuaire de la noblesse danoise*, A. Thiset et, dans ces dernières années, Louis Bobé ont élaboré des tableaux généalogiques complets de presque toutes les familles nobles du Danemark. On doit aussi à A. Thiset et P. L. Wittrup le *Nyt dansk Adelsleksikon*, 1904 (*Nouveau dictionnaire de la noblesse danoise*), tableau de toute l'aristocratie danoise du présent et du passé. L'étude généalogique et historique de Louis Bobé, *Slaegten Ahlefeldts Historie*, 6 vol., 1897-1912 (*Histoire de la famille Ahlefeldt*), présente un intérêt général.

Sur l'histoire administrative, nous avons *Danehoffet og dets Plads i Danmarks Statsforfatning*, 1893 (*La cour du Danemark et son rôle dans la Constitution danoise*), par Anna Hude, et *Dansk Statsforvaltning i det XV. Aarhundrede*, 1903 (*L'administration d'État au Danemark durant le XV^e siècle*), par W. Christensen ; pour la période d'absolutisme, *Den danske Centraladministration* (*L'administration centrale danoise*), par Knud Fabricius, Axel Linvald et Kai Fr. Hammerich, ouvrage publié en 1921 à l'occasion du deuxième centenaire des édifices où réside la chancellerie danoise.

Sur l'administration communale existent deux œuvres de valeur : *Dansk Købstadsstyrelse fra Valdemar Sejr til Christian IV*, 1900 (*L'administration des villes de province au Danemark depuis Valdemar le Victorieux jusqu'à Christian IV*), de M. Mackeprang, et *Købstadsstyrelsen i Danmark fra Kristian IV's Tid til Enevaeldens Ophør, 1619-1848*, 2 vol., 1900 (*L'administration des villes de province au Danemark depuis l'époque de Christian IV jusqu'à la fin de la période d'absolutisme*), de P. Munch.

Comme nous l'avons déjà dit, les historiens se sont occupés très activement, mais dans un esprit différent, du conflit germano-danois. Troels-Lund et Joh. Steenstrup ont surtout voulu exposer et motiver leur confiance dans le peuple danois et la puissance de ses forces vives. A. D. Jørgensen et Kr. Erslev ont cherché à résoudre la question des responsabilités dans la lutte séculaire pour les duchés. De part et d'autre, on a compris que la question était très complexe. A. D. Jørgensen s'est efforcé de prouver historiquement que les ruptures entre

Danois et Allemands ont sans doute été, à bien des égards, un malheur pour le peuple danois, mais qu'elles ont aussi provoqué un progrès de la culture et favorisé la vie intellectuelle du Danemark. De fait A. D. Jørgensen, par son œuvre historique, sa passion et son talent littéraire a, plus que tout autre, exercé une influence sur les opinions historiques du peuple danois et, de concert avec Erslev, il a fait adopter les idées qui, après la conclusion de la guerre mondiale, ont abouti à la division du Slesvig suivant le principe des nationalités.

La conception historique moderne du droit a été fixée par Erslev dans *Frederik IV og Slesvig. En historisk Fortolkning af Arvehyldings akterne af 1721, 1901* (Frédéric IV et le Slesvig, interprétation historique des titres à la succession de 1721), et dans son examen des *Augustenborgernes Arvekrav, 1915* (Prétentions héréditaires des Augustenbourg), qui, en elles-mêmes, étaient légitimes mais qui, à la longue, de par la marche des événements et l'affermissement du pouvoir royal danois, étaient devenues illusoires. Dans sa grande œuvre, *Da Sønderjylland vaagnede* (Quand le Slesvig s'éveilla), l'inspecteur des écoles P. Lauridsen a décrit le mouvement national danois dans le Slesvig, depuis ses origines jusqu'aux soulèvements de 1848. Par les documents nouveaux qu'il a produits, par son talent d'exposition, par l'art avec lequel il a tracé une série de portraits de chefs de partis, il a créé une œuvre historique vivante et significative. Holger Hjelholt a exposé *Den danske Sprogordning og det danske Sprogstyre mellem krigene 1850-1864, 1923* (La politique danoise de la langue dans le Slesvig 1850-1864), tandis que M. Mackeprang, dans *Nordslesvig, 1864-1909, 1910* (Le Slesvig du Nord, 1864-1909), a fait un exposé complet, solide et savant, de la politique allemande de contrainte et de la lutte menée par les populations du Slesvig du Nord pour leur nationalité, sous la domination étrangère. Outre son recueil de documents, Aage Friis a publié une étude sur *Den danske Regering og Nordslesvigs Genforening med Danmark, I, 1921* (Le gouvernement danois et le rattachement du Slesvig du Nord au Danemark), qui porte particulièrement sur les négociations relatives à l'exécution du traité de Prague, et un exposé sur

Danmark ved Krigsudbruddet Juli til August 1870, 1923 (La politique du gouvernement danois au commencement de la guerre franco-allemande de 1870). Pour lutter contre l'agitation allemande, mais aussi pour préparer les voies à un jugement impartial du différend germano-danois, le publiciste Frantz de Jessen a édité un *Haandbog i det nordslesvigske Spørgsmaals Historie, Documenter, Aktstykker, Kort og statistiske Oplysninger vedrørende Sønderjylland* (Manuel historique de la question du Slesvig du Nord ; documents, archives, cartes et renseignements statistiques concernant le Jutland du Sud, 1901, éd. française, 1906).

Sur l'histoire générale du Danemark existe toute une série d'œuvres qui traitent de larges périodes ou de vastes questions.

Sur l'histoire du Danemark depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1282, un de nos plus jeunes historiens, Erik Arup, a écrit une *Danmarks Historie*, I, 1925 (*Histoire du Danemark*), intéressante, mais hardie dans ses jugements. Sa conception fondamentale, que les événements extérieurs de la politique ne sont que de menus accidents de surface et que seul le développement social et économique compte en histoire, est évidemment due aux idées du jour, et inspirée par le marxisme. La transition de l'Antiquité au Moyen Age et l'histoire du Moyen Age le plus reculé ont été l'objet de quelques monographies. A. D. Jörgensen, dans *Den nordiske Kirkes Grundlæggelse og første Udvikling*, 1874-78 (*La fondation et le premier développement de l'Église en Scandinavie*), a exposé l'histoire la plus ancienne de l'Église danoise et les diverses influences qu'elle a subies, allemande, française et anglaise. Plus récemment, Ellen Jörgensen a étudié les *Fremmed Indflydelse under den danske Kirkes tidligste Udvikling*, 1908 (*Influences étrangères durant le premier développement de l'Église danoise*), et le *Helgendyrkelsen i Danmark*, 1909 (*Le culte des saints au Danemark*).

Une œuvre maîtresse est celle de Joh. Steenstrup, *Normanne*, I-IV, 1876-82, et V, 1925 (*Les Normands*). Avec une science historique presque universelle et une connaissance par-

faite des documents dispersés de tous côtés, Steenstrup, dans cet ouvrage, a étudié à fond la période des expéditions des Vikings, alors que les peuples scandinaves élargissaient leur domination sur l'Europe du Nord et de l'Ouest et apportaient aux peuples soumis de nouvelles forces. Steenstrup et Erslev, le premier dans les *Studier over Kong Valdemars Jordebog*, 1874 (*Études du cadastre du roi Valdemar*), le second dans *Valdemarernes Storhedstid*, 1898 (*Au temps de la grandeur des Valdemar*), ont tous deux, grâce à de sagaces recherches, expliqué, d'une manière parfois différente, la législation, la vie sociale et économique sous les princes de cette dynastie.

L. Moltesen, *De avignonske Pavers Forhold til Danmark*, 1896 (*Les relations des papes d'Avignon avec le Danemark*), et Johs. Lindbaek, *Pavernes Forhold til Danmark, 1448-1513*, 1907 (*Les relations des papes avec le Danemark, 1448-1513*), ont utilisé les archives du Vatican. Lindbaek s'était fixé comme tâche d'exposer l'histoire des monastères au Danemark, mais il n'est parvenu qu'à traiter *De danske Helligaandsklostre*, 1906 (*Les cloîtres danois du St-Esprit*), en collaboration avec G. Stemmann, et *De danske Franciskanerklostre*, 1914 (*Les couvents franciscains danois*).

L'union entre les trois royaumes scandinaves et, dans son ensemble, l'histoire du Danemark ont été décrites par Kr. Erslev, *Dronning Margrethe og Kalmarunionens Grundlaeggelse*, 1882 (*La reine Marguerite et l'établissement de l'Union de Kalmar*) et Erik af Pommern, *hans Kamp for Sønderjylland og Kalmarunionens Opløsning*, 1901 (*Érik de Poméranie, sa lutte pour le Slesvig et la dissolution de l'Union de Kalmar*). Jusqu'alors, les historiens danois avaient considéré cette Union comme une conséquence du besoin d'unité des peuples scandinaves. Erslev a démontré que c'était un produit de la politique des princes au Moyen Age, laquelle visait, comme le souhaitait la reine Marguerite, à développer la puissance royale et à assurer au Danemark la suprématie dans le Nord. De même il a éclairé d'un jour nouveau la physionomie du roi Érik de Poméranie et prouvé que sa politique malheureuse avait été dirigée contre la puissance des Holstein dans le Slesvig et contre la prépon-

dérance des villes hanséatiques dans le Nord. Son ouvrage *Konge og Lensmand i det XVI. Aarhundrede*, 1879 (*Le roi et ses baillis au XVI^e siècle*), traite bien d'une époque un peu postérieure, mais il est aussi dominé par l'idée de la puissance toujours grandissante des princes. La Réforme, comme le montre Erslev dans cette étude, fournit au roi l'occasion de s'approprier la plus grande partie des biens d'Église et de réformer le gouvernement du pays ; d'où un extraordinaire développement de la puissance royale qui prépara, dans un sens, l'introduction du pouvoir absolu cent ans plus tard.

Le xvi^e siècle a été étudié dans une œuvre des plus remarquables et des plus vivantes, *Dagligt Liv i Norden i det XVI. Aarhundrede*, 14 vol., 1879-1901 (*La vie de tous les jours dans les pays du Nord au XVI^e siècle*), par Troels-Lund. L'auteur — et c'est là une de ses originalités — a donné toute son attention aux aspects de la vie du temps passé telle qu'elle se déroulait à l'intérieur des quatre murs de la maison familiale. Quand il décrit la vie journalière, c'est moins la vie terne et banale de tous les jours et ses travaux dans la boutique et dans les champs que les occasions solennelles de la vie populaire, les jours de fêtes religieuses et civiques, Pâques et Pentecôte, Noël et le jour de l'An, le baptême, les fiançailles, les noces, la naissance et la mort. Ce sujet lui a donné l'occasion de discerner les forces qui jaillissent des profondeurs du peuple, d'étudier l'attitude de la race devant le problème de la vie et de la mort et, par là, de trouver un critérium pour juger de sa santé morale et de ses forces. Avec raison, on a estimé que la grande œuvre à laquelle Troels-Lund a consacré sa vie n'était pas scientifiquement irréprochable, que sa critique des sources était parfois insuffisante, et que, trop souvent, il substituait, dans une grande mesure, aux témoignages de la tradition, des conclusions trop hardies et des combinaisons psychologiques. Il n'en reste pas moins qu'il a produit une œuvre non seulement remarquable au point de vue littéraire, mais riche aussi de substance historique.

Sous l'influence très nette de Troels-Lund, un jeune historien, Hugo Matthiessen, a consacré plusieurs petites publica-

tions ⁽¹⁾ à des peintures colorées et vivantes des divers aspects de la vie citadine à peu près à la même époque.

Pour la première partie du xvii^e siècle, les œuvres principales sont celles de I. A. Fridericia, *Danmarks ydre politiske Historie 1629-45*, 2 vol., 1876-81 (*Politique extérieure du Danemark, 1629-45*), et *Adelsvaeldens sidste Dage*, 1894 (*Les derniers jours de la puissance aristocratique*), où est traitée l'histoire du Danemark depuis la mort de Christian IV jusqu'à l'introduction du pouvoir absolu en 1660. La première, qui s'appuie sur les travaux d'érudition européens et sur des documents inédits tirés des diverses archives de l'Europe, expose la situation du Danemark pendant les phases si diverses de la guerre de Trente Ans. La seconde retrace l'histoire du Danemark, alors qu'une politique extérieure désastreuse, unie à un état social et économique malheureux, dévoile la carence du gouvernement aristocratique et, au cours de nombreux événements tragiques, prépare l'introduction du pouvoir absolu de Frédéric III.

Dans l'ouvrage de Birket Smith, *Leonora Christina Grevinde Ulfeldts Historie*, 2 vol., 1879-81 (*Histoire de Leonora Christina, comtesse Ulfeldt*), on trouvera des portraits pénétrants de deux des plus remarquables physionomies de l'époque : l'homme d'État Corfitz Ulfeldt et sa femme, fille du roi de Danemark.

Sur la période du pouvoir absolu les travaux abondent. Les débuts en ont été surtout étudiés par Edv. Holm, *Danmark-Norges indre Historie, 1660-1720*, 2 vol., 1885-86 (*Histoire intérieure du Danemark-Norvège, 1660-1720*) ; par A. D. Jørgensen dans la biographie remarquable du premier et puissant homme d'État du pouvoir absolu, *Peter Schumacher Griffenfeld*, 2 vol., 1893-94 ; par le général en chef A. P. Tuxen, *Bidrag til den store nordiske Krigs Historie 1709-1720*, 7 vol., 1899-1922 (*Contribution à l'histoire de la Grande Guerre du Nord*) ; par C. Christiansen, *Bidrag til dansk Statshusholdnings Historie 1661-1699*, 2 vol., 1908-22 (*Contribution à l'histoire*

(1) *Bøddel og Galgenfugl*, 1910 (*Bourreaux et gibier de potence*) ; *Natten*, 1914 (*La Nuit*) ; *Gamle Gader*, 1917 (*Les vieilles rues*) ; *De Kagstrøgne*, 1919 (*Celles qui furent mises au pilori*), etc.

des finances de l'État danois, 1661-99), et par Knud Fabricius. Ce dernier, dans son *Skaanes Overgang fra Danmark til Sverige*, 2 vol., 1906 (*Le passage de la Scanie du Danemark à la Suède*), a fait une description du changement de nationalité qui commençait à s'opérer dans les provinces autrefois danoises à l'Est du Sund. Dans sa biographie de *Griffenfeld*, 1910, il a pu utiliser de nouveaux matériaux, et dans *Kongeloven*, 1920 (*La Loi royale*), il a, par une série d'études de détail, analysé les bases légales du pouvoir absolu en Danemark, ses sources dans le droit public européen, en même temps que l'évolution de la Loi royale elle-même.

Sur le XVIII^e siècle, l'ouvrage fondamental est celui d'Edv. Holm, *Danmark-Norges Historie fra den store Nordiske Krigs Slutning til Rigernes Adskillelse 1720-1814*, 7 vol., 1891-1912 (*Histoire du Danemark-Norvège depuis la fin de la Grande Guerre du Nord jusqu'à la séparation des royaumes, 1720-1814*). Holm a étudié à fond les archives des bureaux du gouvernement. Il a bien vu et compris ce que lui révélaient les documents ; mais il lui a manqué cette intuition qui oriente parfois heureusement la recherche documentaire.

A l'exemple d'Edv. Holm surtout, de nombreux travailleurs se sont tournés vers l'étude du XVIII^e siècle : tels L. Koch, *Kong Christian den Sjettes Historie*, 1886 (*Histoire du roi Christian VI*), et P. Vedel, *Den aeldre Grev Bernstorffs Ministerium*, 1882 (*Le ministère du premier comte Bernstorff*) ; tels ceux qui ont traité la question paysanne et les grandes réformes de la dernière moitié du XVIII^e siècle ⁽¹⁾. Il faut signaler surtout le grand ouvrage, encore inachevé, d'Aage Friis, *Bernstorfferne og Danmark*, I-II, 1903-19 (*Les Bernstorff et le Danemark. Contribution à l'histoire de l'évolution politique et de la civilisation au Danemark, 1750-1835*), qui, à l'aide des papiers de famille,

(1) STEENSTRUP, *Den danske Bonde og Friheden*, 1888 (*Le paysan danois et la liberté*) ; FRIDERICIA, *Den danske Bondestands Frigørelse*, 1888 (*La libération de la classe paysanne en Danemark*) ; EDV. HOLM, *Kampen om Landboreformerne*, 1888 (*La lutte pour la réforme paysanne*) ; FALBE HANSEN, *Stavnsbaandsløsningen og Landboreformerne*, 2 vol., 1888-89 (*L'abolition du servage et les réformes paysannes considérées du point de vue de l'économie nationale*).

fait notamment revivre les membres les plus éminents des familles germano-danoises d'hommes d'État, en particulier J. H. E. Bernstorff, explique dans quelles conditions s'est formé le vieil État danois et montre l'importance de la bonne harmonie entre les éléments danois et allemands de la population.

Edv. Holm avait achevé, avant sa mort en 1915, d'exposer toute l'histoire extérieure du royaume, de 1720 à 1814, mais n'avait pu mener son récit de l'histoire intérieure que jusqu'à 1800 environ. Axel Linvald a pour ainsi dire poursuivi son œuvre dans *Kronprins Frederik og hans Regering 1797-1807*, I, 1923 (*Le prince royal Frédéric et son gouvernement, 1797-1807. Le gouvernement et les hommes d'État. Situation économique et sociale*).

Sur la première moitié du XIX^e siècle, nous avons de Marcus Rubin, 1807-1814, *Études sur Copenhague et l'histoire du Danemark*, 1892, et *Frederik VI's Tid. Fra Kielerfreden til Kongens død*, 1895 (*L'époque de Frédéric VI. Depuis la paix de Kiel jusqu'à la mort du roi*). Marcus Rubin, rompu à la statistique et aux études économiques, était remarquablement préparé pour apprécier l'importance et la valeur des différentes branches de l'activité des classes sociales. Seul un financier expert et fonctionnaire expérimenté était capable de débrouiller la situation complexe des finances danoises dans le premier tiers du XIX^e siècle. Il y a réussi, grâce à son talent d'exposition, et au don de rendre claires les questions les plus compliquées.

Alexander Thorsøe, dans *Den danske Stats Historie fra 1814-1848*, 1877-78 (*Histoire de l'État danois de 1814 à 1848*), et *Kong Frederik VII's Regering*, 2 vol., 1884-89 (*Le règne du roi Frédéric VII*), s'est aussi occupé du XIX^e siècle. Dans ces deux ouvrages, sont utilisés beaucoup de documents inédits; mais il n'y faut pas chercher d'appréciation historique profonde. N. Neergaard, dans son œuvre importante, *Under Junigrundloven*, 3 vol., 1892-1916 (*Sous la Constitution de Juin*), a donné l'étude la meilleure et la plus significative de l'histoire politique danoise entre les deux guerres du Slesvig, 1848-66. Neergaard, toute sa vie durant, a été un homme politique émi-

ment ; aussi son travail témoigne-t-il de la plus riche expérience politique, d'une grande compréhension des différents partis politiques, de leurs chefs et de leur activité. Comme député au Rigsdag, il est enclin à donner trop d'importance au travail parlementaire ; il ne s'est occupé que dans une faible mesure du développement économique et social de la nation. Il n'en a pas moins le mérite d'avoir préparé les voies à un jugement équitable de la politique nationale libérale et aussi d'avoir su discerner les courants qui, une génération plus tard, devaient porter pour longtemps au pouvoir les partis de gauche.

ESPAGNE ⁽¹⁾

par

Paul GUINARD

Professeur à l'Institut français de Madrid

I. — *Conditions générales et centres de recherches.*

Le demi-siècle qui vient de s'écouler a marqué pour l'Espagne une véritable renaissance des études historiques : renaissance irrégulière, encore incomplète, mais incontestable et dont l'étranger ne mesure pas toujours exactement la portée.

Ces études furent lentes à sortir du marasme où elles étaient tombées dans la première moitié du XIX^e siècle. Leur décadence avait marché de pair avec la décadence politique de l'Espagne pendant l'ère des guerres civiles. Elle se manifestait par la faiblesse de l'enseignement ⁽²⁾, le désordre des archives ⁽³⁾, la rareté des monographies solides, l'abondance des synthèses ambitieuses, gâtées par l'ignorance des travaux étrangers, l'absence de critique et l'esprit de parti. Hors d'Espagne cependant, les meilleurs historiens, comme un Prescott, gênés par leurs préjugés romantiques ou protestants, entretenaient trop souvent sur l'Espagne les légendes créées jadis par nos Encyclopédistes.

C'est vers 1875 seulement qu'une nouvelle génération d'his-

(1) L'auteur tient à remercier ici D. Antonio Ballesteros, professeur à l'Université de Madrid, et D. Benito Sanchez Alonso, du Centro de Estudios historicos. Leurs précieuses indications l'ont aidé à rendre moins imparfait un travail très incomplet par sa nature même et que les exigences d'une publication collective ont obligé à réduire encore.

(2) Aucun centre de recherches historiques comparable à l'École des chartes de Paris ne se constitua ; l'École de diplomatique, consacrée à former des archivistes, naquit seulement en 1856, et fut toujours gênée par les bureaucrates sans culture historique, destinés aux archives des finances, dont on l'encombra. — Sur cette période, on pourra consulter le premier bulletin d'Alfred MOREL-FATIO dans la *Rev. hist.* (1877).

(3) Les archives conventuelles en particulier furent mises au pillage, à partir de la dépossession des ordres religieux en 1835 ; des trésors furent détruits ou passèrent à l'étranger.

toriens entre en scène. A l'étranger, des savants apparaissent qui étudieront l'Espagne de plus près et la comprendront mieux que leurs devanciers. C'est le cas d'Alfred Morel-Fatio et d'Ernest Mérimée, qui ont véritablement créé les études hispaniques en France. En Espagne, un groupe de puissants défricheurs surgit brusquement. Sans doute, la belle tradition du XVIII^e siècle n'était pas complètement morte : des érudits comme Gayangos, Muñoz Romero, la dynastie des Bofarull en Catalogne la continuaient au milieu du XIX^e siècle ; à Barcelone travaillait un grand médiéviste, Mila y Fontanals (1818-1884) qui fut le maître de Menéndez y Pelayo et de tout un groupe d'érudits catalans. Mais il était plus connu de l'Europe que du reste de l'Espagne, et la plupart des hommes auxquels nous faisons allusion se sont formés presque seuls. D'origines et de tempéraments très divers, ils ont pourtant plusieurs traits communs. Espagnols du Nord presque tous, ils ont séjourné à l'étranger ou du moins se tiennent au courant des travaux étrangers. Mais, s'ils ont renoué contact avec la science européenne, s'ils lui ont emprunté ses méthodes d'investigation, c'est pour mieux retrouver la tradition nationale. Ils veulent non seulement prouver que les Espagnols sont capables d'explorer leur passé, mais venger d'un injuste dédain la civilisation espagnole en montrant son originalité et sa richesse. De là viennent leur ardeur à produire et l'extrême variété de leur production : inventaires, publications de textes, synthèses provisoires sur des bases nouvelles, ils mènent tout de front. Ainsi fait Codera (1836-1917) pour les études arabes ; ainsi Pedrell (1841-1923) pour l'histoire de la musique ; ainsi le P. Fidel Fita (1838-1918) qui publia tant de textes et dont on retrouve le nom partout, qu'il s'agisse d'épigraphie antique, d'histoire médiévale ou des mystiques du XVI^e siècle ; ainsi font encore un E. de Hinojosa (1852-1919) et un Joaquín Costa (1844-1911) qui renouvellent l'histoire du droit espagnol, tout en marquant dans la politique active. Mais l'exemple le plus frappant est celui de Menéndez y Pelayo (1856-1912), qui soulève à vingt-quatre ans de retentissantes polémiques par les articles où il entend prouver l'existence d'une tradition philosophique et

scientifique proprement espagnole ; qui refait l'histoire de la littérature espagnole dans les introductions jointes à ses nombreuses publications de textes ; qui construit l'histoire, entièrement neuve, des idées esthétiques et des polémiques religieuses et qui meurt prématurément, usé par le travail. Telle quelle, trop hâtive peut-être et trop passionnée, son œuvre si vaste force l'admiration. Elle a été féconde ; par son talent d'exposition comme par la nouveauté de ses vues, Menéndez y Pelayo a connu, lui seul, une sorte de gloire. Devenu comme un symbole de la science nationale, qui dira le nombre de vocations provoquées par son exemple ?

L'effort de ces quelques hommes a commencé vers 1890 à porter ses fruits. Leurs élèves ont continué leur œuvre dans un esprit un peu différent. Trouvant toute l'histoire d'Espagne « remise en question », ils ont senti la nécessité du travail en profondeur, qui suppose une spécialisation et des efforts collectifs. De plus, tous ont participé plus ou moins à cette inquiétude très noble de l'élite espagnole en face d'une masse apathique, à cet examen de conscience sur « l'essence » de l'Espagne, les causes de sa décadence, les conditions de son relèvement, que la crise de 1898 rendit plus tragique, mais qui préexistait à cette crise, et dont un Costa, un Ganivet, un Unamuno furent les protagonistes : de là l'importance qu'ils attachent aux institutions et aux méthodes d'enseignement ; plusieurs ont subi directement l'influence du grand moraliste et pédagogue que fut Giner de los Rios en faveur d'un enseignement plus souple, moins formel, apte à faire de l'élève un disciple. Aussi les grandes préoccupations des Menéndez Pidal, des Bonilla, des Altamira, des Ibarra et de leurs cadets seront la réforme des universités et la création de centres de formation et de recherches historiques sur le modèle allemand ou français ⁽¹⁾.

La transformation des universités, sans être aussi complète qu'ils la souhaitaient, se poursuit depuis le décret de 1900 qui, supprimant l'École de diplomatique, a confié la formation des archivistes aux Facultés des lettres, et doté celles-ci d'une section

(1) Cf. à ce sujet par exemple la *Psicología del pueblo español* ou la *Enseñanza de la Historia* d'ALTAMIRA, et le recueil d'IBARRA, *Meditemos*.

d'histoire, inexistante jusque-là ; on créait en outre, à l'Université de Madrid, un doctorat d'histoire qui comportait, avec une série d'examens oraux, la rédaction d'un mémoire fait sur les sources. Quelques maîtres actifs ont su provoquer et diriger les travaux d'étudiants ; outre Madrid et Barcelone, deux universités provinciales devinrent, entre 1900 et 1910, des centres de recherches : celle d'Oviedo, où Altamira et Posada avaient organisé un bon séminaire d'histoire du droit ; celle de Saragosse, centre d'études arabes avec Ribera, et d'études aragonaises avec Ibarra, puis Serrano Sanz et Jimenez Soler. Sans doute, le succès même de certains professeurs les appelant à Madrid, l'activité qu'ils avaient suscitée ne s'est pas toujours maintenue. Mais partout le niveau des cours et des professeurs s'est élevé ; des enseignements nouveaux, comme l'histoire de l'art, sont nés et ont réussi ; à Madrid, à Barcelone et dans une moindre mesure à Saragosse, les recherches qui se poursuivent autour de certains professeurs, comme Ballesteros, Ibarra, Tormo, Bosch Gimpera, commencent à manifester leurs résultats par de remarquables thèses et des publications collectives. Il reste beaucoup à faire, c'est évident ; deux grands obstacles subsistent : d'abord l'insuffisance des installations et des moyens matériels, ensuite et surtout la faiblesse de l'enseignement secondaire, qui peuple les universités d'étudiants sans culture générale. Malgré tout, depuis vingt-cinq ans, un chemin considérable a été parcouru.

Il en est de même pour les sociétés savantes, qui éditent presque toutes les publications d'histoire, les revues de culture générale existant à peine et les revues spéciales fondées par des individus n'ayant jamais pu durer ⁽¹⁾. La quantité et la qualité de la production ont nettement augmenté depuis un demi-siècle ⁽²⁾. Il faut citer en premier lieu l'Académie de l'histoire,

(1) Ainsi périrent, après avoir publié de bons travaux, *La Revista critica* fondée par Altamira (1895-1902), la *Revista de Aragon* (1900-04) et sa filiale *Cultura Española* (1906-09), *La Lectura* (1901-21). La seule grande revue qui existe aujourd'hui en Espagne, la *Revista de Occidente*, fait peu de place à l'histoire.

(2) Cf. la brochure d'ALTAMIRA, *The work of the historical societies in Spain*, 1911.

avec les collections de textes qu'elle a continuées ou inaugurées, avec ses mémoires (volumes paraissant irrégulièrement) et ses discours de réception (qui ne sont pas des morceaux d'éloquence, mais des monographies souvent considérables), avec son bulletin fondé en 1882, qui a publié d'importants travaux. A côté d'elle, le corps des archivistes et bibliothécaires publie la *Revista de archivos, bibliotecas y museos*, qui date, sous sa forme actuelle, de 1897 ⁽¹⁾. Cette revue, par ses articles de fond, par ses inventaires d'archives ou de bibliothèques, comme par les catalogues indépendants qu'elle édite depuis quelques années, a rendu aux études historiques un service immense. Le Bulletin de la Sociedad española de excursiones de Madrid, fondé en 1893, est devenu la plus importante revue archéologique d'Espagne. D'autres publications, moins importantes ou de caractère strictement régional, se sont multipliées depuis un demi-siècle : académies (Barcelone et Séville), sociétés littéraires, sociétés d'« excursionnistes » et d'« amis des arts », commissions provinciales de monuments historiques, ont des revues ou bulletins, difficiles à trouver parfois, même à Madrid, et qui s'ouvrent encore à trop d'amateurs, mais qui sont indispensables pour l'historien à cause des innombrables publications de textes et monographies de monuments qu'on leur doit. Plusieurs sont d'ailleurs d'une tenue remarquable, comme les *Estudis Universitaris Catalans* de Barcelone (depuis 1907), le *Boletín de la Biblioteca Menéndez y Pelayo* de Santander (depuis 1913) ou la *Revista del Centro de Estudios históricos* de Grenade, fondée, en 1911, par Gaspar Remiro, pour l'étude de Grenade musulmane.

En outre, depuis quelques années, les grands ordres religieux ont presque tous leur revue. Celles de ces revues, très bien faites pour la plupart, qui ont un caractère général, comme *La Ciudad de Dios* des Augustins, *Razón y Fé* des Jésuites, font une place importante à l'histoire. Certaines, toutes récentes, sont purement historiques : l'*Archivo hispano-agustiniano*, l'*Archivo ibero-americano* des Franciscains, les *Analecta Montserratensia*,

(1) Une première série avait paru de 1871 à 1878.

méritent les plus grands éloges. Enfin, le respect des choses anciennes, le souci de les conserver et de les faire connaître progressent rapidement en Espagne. D'excellentes expositions rétrospectives, comme celles de la Société des amis des arts de Madrid, s'organisent régulièrement ; les fondations particulières (legs de collections, dotations pour des publications de textes) se multiplient ; de grands seigneurs font inventorier les archives de leurs maisons ; des évêques (et l'État depuis 1923) interviennent pour empêcher les couvents de vendre leurs œuvres d'art, créent des musées diocésains, font cataloguer leurs manuscrits ; des municipalités et des députations provinciales (celle de Guipuzcoa par exemple, dès 1891) classent leurs archives et publient des textes ; tout récemment la municipalité de Madrid lançait une excellente revue d'histoire madrilène, la *Revista de la biblioteca, archivo y museo del Ayuntamiento* de Madrid (depuis 1924). Ce sont d'heureux symptômes d'un esprit nouveau.

Mais les résultats les plus importants sont dus à deux institutions récentes, d'un type nouveau en Espagne et qui, bénéficiant d'appuis officiels, sont pourtant conduites avec plus de liberté que les établissements d'État. Ce sont l'Institut d'Estudis catalans de Barcelone, fondé en 1907, et le Centro de Estudios históricos de Madrid, fondé en 1910.

Le premier est issu de la renaissance catalane, si vigoureuse dans tous les domaines depuis la fin du xix^e siècle. Largement doté, d'abord par la députation provinciale de Barcelone, ensuite par la « Mancomunitat ⁽¹⁾ », organisé par un groupe de savants de premier ordre comme Rubio y Lluch, Miret y Sans, Puig y Cadafalch, pourvu d'une des meilleures bibliothèques de travail qui existe en Europe, il devint un centre de recherches régionales, de formation pour les jeunes érudits, d'explorations archéologiques (fouilles d'Ampurias). Il a publié plusieurs volumes de son *Anuari*, recueil de travaux souvent considérables, répartis en quatre sections : histoire, droit, littérature, archéologie (le dernier paru est daté de 1915-20), et de grands

(1) La Mancomunitat, organisme commun aux quatre provinces catalanes, fondée en 1914, fut dissoute en 1925.

ouvrages d'histoire et d'art. Ces publications, rédigées presque toujours en langue catalane, sont remarquables par la valeur du texte autant que par le luxe de la présentation. Souhaitons que l'hostilité témoignée par le gouvernement actuel à toutes les institutions « catalanistes » ne réduise pas trop l'activité scientifique de l'Institut ⁽¹⁾.

Le Centro de Estudios históricos naquit de la Junta para ampliación de Estudios, œuvre admirable, encore trop peu connue ⁽²⁾, que fondèrent en 1907, pour encourager les recherches scientifiques et perfectionner l'enseignement, quelques-uns des meilleurs savants espagnols. Il rappelle un peu comme organisation l'École française des Hautes Études : répartis en sections, des élèves peu nombreux y collaborent étroitement avec des maîtres, qui forment un ensemble unique en Espagne : Menéndez Pidal, Castro, Navarrio Tomás pour la philologie, Gómez Moreno, Tormo, Sanchez Canton, pour l'histoire de l'art, Sánchez Albornoz, le P. García Villada pour l'histoire médiévale, d'autres encore ont formé depuis quinze ans d'excellents disciples. Si le Centro s'est orienté davantage vers la philologie et l'archéologie, il n'a point négligé l'histoire ; on lui doit notamment des publications modèles de chroniques et de fueros. Son activité croît sans cesse : outre de nombreux volumes, tous d'une solide tenue et quelques-uns de premier ordre, il publie, depuis 1914, la *Revista de filología española* (importante aussi pour les historiens), qui fait autorité dans toute l'Europe. Il a commencé, en 1924, la publication d'un *Anuario de historia del derecho español* et lancé, l'an dernier, l'*Archivo español de arte y arqueología* qui débute brillamment. Tout récemment, il publiait un magnifique hommage collectif

(1) Cette activité a été très ralentie depuis deux ans. Mais il semble que le concours des mécènes barcelonais, compensant la réduction des subventions officielles, va permettre la reprise des principales publications.

(2) Cf. sur la Junta, outre l'article de M. Pierre PARIS, dans le *Bull. hispanique* (1916), la brochure plus récente et complète de José SUBIRA (1924). La Junta a aussi créé l'École espagnole de Rome, malheureusement éphémère ou du moins réduite depuis 1915 à une existence théorique. Vouée surtout à l'étude des rapports entre l'Espagne et la papauté, cette École a publié, outre quelques ouvrages indépendants, des fascicules de *Cuadernos de trabajos*.

à Menéndez Pidal ⁽¹⁾. La Catalogne mise à part, le Centro constitue dès maintenant le véritable foyer de la renaissance historique en Espagne, et son rôle paraît devoir grandir avec les années.

Enfin, parmi les créations du dernier quart de siècle, il ne faut pas oublier les institutions étrangères qui collaborent avec les savants espagnols. Si l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie ont eu des hispanisants remarquables, tels que Fitz-Maurice Kelly, Justi, Haebler, ou Farinelli, deux pays seulement — les États-Unis et la France — ont créé des organes de recherches spécialement consacrés à l'Espagne ⁽²⁾.

Aux États-Unis, la Hispanic Society of America, fondée à New-York en 1904 par un groupement d'hispanisants, à la tête duquel était M. Archer Huntington, stimule puissamment les recherches de science pure. Elle a fondé une bibliothèque et un musée, elle édite de nombreux textes, ouvrages, bibliographies ; elle a repris la *Revue hispanique*, fondée en 1894 par un érudit français, M. Foulché-Delbosc ; dans ses publications, l'histoire générale est aussi bien représentée que l'histoire littéraire.

En France, le nombre des hispanisants, celui des thèses consacrées à l'Espagne n'ont cessé de croître. Les Universités de Bordeaux, Toulouse, Montpellier ont vivement contribué à ces progrès. Deux de leurs créations intéressent directement les historiens : d'abord le *Bulletin hispanique* fondé en 1899, et qui a toujours fait une large place à l'histoire ; ensuite (grâce à M. Pierre Paris qui obtint, depuis 1908, l'envoi régulier de boursiers en Espagne), l'École des Hautes Études hispaniques, section bordelaise de l'Institut français d'Espagne (à côté de la section toulousaine d'enseignement). Cette École mène de front les travaux archéologiques (fouilles de Bolonia en Andalousie, d'Alcañiz en Aragon), et les études sur l'Espagne

(1) *Homenaje a Menéndez Pidal, miscelanea de estudios lingüísticos, literarios y históricos*, 3 vol., 1926. L'ouvrage, qui contient environ 130 études, a été offert à Menéndez Pidal par ses amis espagnols et étrangers et par ses élèves.

(2) L'Allemagne a fondé au lendemain de la guerre l'Institut ibéro-américain de Hambourg. Mais cet établissement, comme sa revue *Spanien*, semble avoir un caractère de propagande et de vulgarisation, d'ailleurs fort bien comprises, plutôt que de recherche scientifique.

moderne et contemporaine. Retardée par la guerre, la publication de sa *Bibliothèque* a commencé en 1918. Dix volumes parus depuis lors, très divers, mais d'un égal intérêt, prouvent sa vitalité ⁽¹⁾.

II. — *Les résultats.*

De ce vaste effort, il est actuellement difficile de faire le bilan, à cause de la dispersion des recherches et de la prédominance des monographies. On se propose de marquer ici les directions principales où se sont engagés les travailleurs, et de mentionner, avec quelques ouvrages essentiels, ceux qui peuvent indiquer l'état présent des questions particulières.

1^o *Instruments de travail généraux.* — Signalons en premier lieu deux ouvrages récents, les *Fuentes de la historia española*, 1919, de Sánchez Alonso, et la *Bibliografía de la historia de España*, 1921, de Ballester. Tous deux sont fort bien compris et se complètent. Le livre de Sánchez Alonso est un répertoire très riche de sources imprimées et de monographies, classées par périodes. Il porte seulement sur l'histoire politique antérieure à 1898. L'auteur en prépare une nouvelle édition mise à jour et pourvue d'additions sur les principales sources manuscrites et sur les relations avec l'Amérique. Le livre de Ballester, de proportions moindres, ne vise qu'à orienter les étudiants vers les ouvrages essentiels ; établi sur le plan des bibliographies classiques de Monod et de Pirenne, il ne comporte, sur chaque période, qu'une bibliographie volontairement très sommaire ; il rendra surtout des services par sa partie générale sur les collections de textes, les revues, l'histoire de la civilisation, etc. Pour suivre la production historique, on trouvera de bonnes bibliographies dans la *Revista de archivos...* et dans la *Revista de filología española* ⁽²⁾.

(1) On notera d'ailleurs que, parmi les travaux de ses anciens membres, quelques-uns des plus importants, comme la thèse principale de M. BARUZI, *Saint Jean de la Croix et le problème de l'expérience mystique*, 1925, ont paru en dehors de la *Bibliothèque*.

(2) Cf. aussi les articles sur l'Espagne, plus anciens mais précieux par leur caractère critique, dans les « revues générales » de la *Revue de synthèse*

On notera, d'autre part, la multiplication depuis un demi-siècle des répertoires bibliographiques particuliers ⁽¹⁾, encouragés par un concours qu'organise la Bibliothèque nationale de Madrid depuis 1852. Les plus nombreux sont dus à des érudits provinciaux : ils sont habituellement solides et souvent excellents. Ce sont des répertoires de sources relatives à l'histoire d'une ville, comme l'ouvrage d'Almarche Vazquez pour Valence, ou de livres imprimés dans une ville, comme les travaux de Pérez Pastor pour Madrid, Tolède, etc., de Serrano y Morales pour Valence ⁽²⁾. Les bibliographies régionales, les dictionnaires régionaux d'écrivains et d'artistes, comme le remarquable *Ensayo de un diccionario de los artifices que florecieron en Sevilla*, 2 vol., 1900, de Gestoso y Perez, sont également nombreux. Il faut signaler aussi, comme particulièrement intéressants pour les historiens, les répertoires relatifs à un ordre religieux comme celui du P. de Santiago Vela sur les écrivains augustins et ceux de quelques érudits français ou italiens, qui permettent de suivre les jugements des voyageurs étrangers sur l'Espagne ou la diffusion des ouvrages espagnols en France et en Italie ⁽³⁾.

Pour les autres sciences auxiliaires, on notera l'insuffisance du seul manuel existant de diplomatique, celui de Muñoz Rivero, *Nociones de diplomática española*, 1881 ; les progrès récents des études paléographiques, avec le recueil de fac-similés de

hist. (1902, 1904, 1910-12), et l'article de Sánchez ALONSO, sommaire, mais très pratique et bien fait, *Revistas bibliográficas : historia de España*, dans *Revista de pedagogía*, février 1926. Les bibliographies qui terminent le t. IV de l'histoire d'ALTAMIRA, celles de l'histoire de BALLESTEROS (les plus complètes qui existent) rendront aussi des services ; de même le *Manuel de l'hispanisant*, 1920, de FOULCHÉ-DELBOSC et BARRAU-DIHIGO, important pour la bibliographie des répertoires généraux, catalogues d'archives, bibliothèques, etc., et les bibliographies hispaniques publiées, de 1905 à 1917, par la Hispanic Society of America.

(1) On en trouvera la bibliographie dans l'excellente *Metodología*, 2^e éd., 1921, du P. GARCÍA VILLADA, et dans le *Manuel de l'hispanisant*.

(2) ALMARCHE VAZQUEZ, *Historiografía valenciana*, 1919-20. — PASTOR, *Bibliografía madrileña*, 3 vol., 1907-08 ; *La imprenta en Toledo*, 1887 ; *La imprenta en Medina del Campo*, 1895, etc. — SERRANO Y MORALES, *Reseña histórica... de las imprentas que han existido en Valencia...*, 1898.

(3) P. GR. DE SANTIAGO VELA, *Ensayo de una biblioteca ibero-americana de la Orden de San Agustín*, 6 vol., 1913-22. — FOULCHÉ-DELBOSC, *Bibliographie des voyages en Espagne et Portugal*, 1896, et *Bibliographie hispano-française*, 1912-13. — FARINELLI, *Viajes por España*, 1921. — ZACCARIA, *Bibliografía italo-iberica*, 1908.

Burnam, *Palaeographia Iberica*, depuis 1912, et le manuel du P. Garcia Villada, *Palaeografia española*, 1923 ; l'abondance et la valeur, mais l'extrême dispersion des travaux de numismatique et de sigillographie ; enfin la faveur qui s'attache toujours en Espagne aux ouvrages de généalogie et d'héraldique (1).

Il faut mentionner enfin, parce qu'elle groupe d'une façon commode quantité de renseignements récents et généralement exacts, l'*Enciclopedia Espasa*, vaste compilation presque achevée ; dans le t. XXI (1924) consacré à l'Espagne, sont étudiées systématiquement sa géographie, son organisation actuelle, son histoire, etc.

2^o *Archives, bibliothèques, musées.* — Dans ce domaine, un gros effort d'organisation s'est poursuivi, et les fonds espagnols, longtemps renommés pour leur richesse autant que pour le désordre qui y régnait, ont perdu beaucoup de leur mystère. Il faut distinguer d'ailleurs entre les établissements de l'État et des provinces, et les établissements municipaux, ecclésiastiques et privés. Les premiers, desservis par un corps d'archivistes compétents, sont habituellement bien classés et possèdent des inventaires manuscrits suffisants. Les seconds sont très inégalement entretenus. Il existe encore des archives de cathédrales, confiées au premier chanoine venu, qui s'accumulent en désordre dans des locaux insuffisants (2). Mais on pourrait citer aussi des établissements modèles, et l'ensemble vaut aujourd'hui mieux que sa réputation. Ce qui manque le plus, ce sont des guides imprimés facilement maniables.

Du moins, un certain nombre de travaux importants facilitent actuellement les recherches dans les fonds principaux. Les plus généraux sont les *Handschriftenschätze Spaniens*, 1894,

(1) Cf. avant tout : VIVES ESCUDERO, *Monedas de las dinastías arabo-españolas*, 1893, et *La moneda castellana*, 1901, etc. ; de SEGARRA, *Sigillografía catalana*, 1916, et *Bibliografía sigillográfica española*, dans *Rev. internat. de sigillographie*, 1910 ; Fernandez de BETHENCOURT, *Historia genealógica y heráldica de la monarquía española*, 10 vol., 1897-1920.

(2) Signalons aussi la situation lamentable de beaucoup d'Archivos de protocolos (archives notariales), propriétés des Chambres de notaires. Les protestations d'érudits demandant le transfert à l'État des documents notariaux antérieurs au XIX^e siècle n'ont encore obtenu aucun résultat.

de Beer, pour l'ensemble des manuscrits conservés dans les archives et les bibliothèques espagnoles, et les guides-inventaires sommaires qu'a publiés en supplément la *Revista de archivos...*, à partir de 1916, sous la direction de Rodriguez Marín. Les guides des principales archives, réunis en volume, *Guia histórica y descriptiva de los archivos, bibliotecas y museos de España*, 1916, forment un précieux manuel ; ceux des musées archéologiques sont en cours de publication. En outre, des catalogues partiels excellents ont vu le jour. Pour l'Archivo histórico nacional de Madrid, ils concernent les fonds de l'Inquisition et des ordres militaires ⁽¹⁾. Ceux des archives d'État de Simancas inventorient plusieurs fonds, en particulier ceux des relations avec les puissances étrangères ⁽²⁾. Pour les archives de la couronne d'Aragon à Barcelone, si riches sur l'histoire médiévale de l'Aragon et de la Catalogne, les beaux travaux de Finke, *Acta Aragonensia*, 3 vol., 1908-21, analysent les principaux fonds relatifs au xiv^e siècle et le P. Garcia Villada a publié récemment, en complétant les notes de Beer, un catalogue des précieux manuscrits venus de l'abbaye de Ripoll, *Biblioteca Patrum latinorum Hispaniensis*, II, Vienne, 1915. Pour les archives des Indes de Séville, nous avons les publications de Torres Lanzas (cf. chap. *Amérique latine*) ; de plus, l'Archivo publie un bulletin riche en indications sur ses fonds. Signalons enfin le remarquable *Catalogo de los codices de la catedral de Leon*, 1919, par le P. Garcia Villada. Pour le reste, on ne peut que renvoyer aux nombreux articles publiés dans la *Revista de archivos...* (dont il existe une bonne table, au moins jusqu'à 1910), au *Manuel de l'hispanisant* de Foulché-Delbosc et Barrau-Dihigo, ainsi qu'au livre d'Altamira, *De historia y arte*, 1898, enfin aux traités de méthodologie de Ballesteros (1912) et du

(1) VIGNAU, *Catalogo de las causas contra la fe (Inquisicion de Toledo)*, 1903 ; *Indices de pruebas* (ordres de Santiago, Calatrava, etc.), 2 vol., 1901-03, etc. UTRAGON, *Indice de los documentos de la Orden militar de Calatrava*, 1899 ; PAZ Y MELIA, *Catalogo abreviado de papeles de Inquisicion*, 1914.

(2) Julian PAZ, *Archivo general de Simancas*, 5 vol., 1904-14 (les documents sur les négociations avec la France qui forment le t. IV sont en majorité, depuis la guerre d'Indépendance, aux Archives nationales de Paris).

P. Garcia Villada (2^e éd., 1921) qui donnent des indications sommaires sur tous les fonds importants d'Espagne ⁽¹⁾.

Aucune des grandes bibliothèques n'a publié de catalogue général, mais plusieurs d'entre elles possèdent maintenant de bons catalogues partiels. Des riches collections de la Nationale de Madrid, la Biblioteca de Ultramar, consacrée à l'histoire coloniale, et certains fonds de manuscrits (notamment les fonds grec, arabe, catalan et la collection Gayangos importante surtout pour l'époque des rois catholiques) ont fait l'objet de catalogues imprimés ⁽²⁾. L'Académie de l'histoire a publié le catalogue de ses incunables rédigé par Garcia Romero (*Boletín de la Acad.*, 1920-21) ; sur le magnifique ensemble de manuscrits qu'elle conserve, il n'a paru que des études de détail, nombreuses il est vrai, dans son bulletin. D'autre part, le comte de Las Navas a commencé le catalogue des imprimés de la Bibliothèque royale, tandis que Menéndez Pidal donnait celui de ses chroniques d'Espagne, ouvrage de premier ordre ⁽³⁾.

Les Pères Augustins de l'Escorial complètent les beaux travaux de Graux sur le fonds grec (1880) et de Derembourg sur le fonds arabe (1884) en publiant les catalogues des manuscrits latins (celui-ci récemment terminé, et très remarquable) et espagnols de la bibliothèque ⁽⁴⁾. On sait aussi que la biblio-

(1) Cf. aussi, sur des sujets plus particuliers, les importantes publications relatives aux archives des provinces basques (*Los archivos municipales como fuentes de la historia vasca*, 1905, par C. de ECHEGARAY), et aux documents intéressant l'Espagne dans les archives italiennes (*Despachos de la diplomacia pontifical en España*, 1896, éd. par R. de HINOJOSA, et *Documentos aragoneses de los archivos de Italia*, 1911, publ. par IBARRA).

(2) *Catalogo de la Biblioteca de Ultramar*, 1900. — MILLER, *Bibliothèque royale de Madrid. Catalogue des manuscrits grecs*, 1886 (complétant le catalogue rédigé au XVIII^e s. par IRIARTE) ; Guillen ROBLES, *Catalogo de los manuscritos arabes*, 1889 ; Masso TORRENTS, *Manuscrits catalans*, 1896 ; ROCA, *Catalogo de los manuscritos que pertenecieron a D. Pascual de Gayangos*, 1904. — Le livre de Mario SCHIFF sur *La Bibliothèque du Marquis de Santillane*, 1905, intéresse en grande partie la Nationale de Madrid. — D'autres catalogues ont été consacrés par PAZ Y MELIA aux pièces de théâtre, par BARGIA aux dessins et aux portraits.

(3) *Catalogo de la Real biblioteca* : I et V, *Cronicas generales de España* (le t. V est une nouvelle édition, entièrement refondue en 1918, du t. I) ; II et III, introd. et catalogue des imprimés d'histoire (A. B.) ; IV, médailles.

(4) P. ANTOLIN, *Catalogo de los codices latinos de la Real Biblioteca del Escorial*, 5 vol., 1910-23. — P. MIGUELEZ, *Catalogo de los codices españoles*

thèque léguée au chapitre de Séville par le fils de Colomb a fait l'objet de travaux importants : catalogue des imprimés, études sur les incunables par HARRISSE, travail récent de Jean Babelon sur le fonds français ⁽¹⁾. La Bibliothèque de l'Institut d'Études catalanes (Biblioteca de Catalunya) publie depuis 1914 un *Buttletti* consacré en grande partie à l'inventaire de ses fonds. Quelques bibliothèques municipales (Madrid, Jerez), universitaires ⁽²⁾ (Valence, Valladolid), ecclésiastiques (chapitre de Tolède) ⁽³⁾ ont publié de bons catalogues ; mais ce sont actuellement des exceptions. Mentionnons encore les luxueuses publications des ducs d'Albe et de Medinacœli sur les documents et les ouvrages rares conservés dans leur famille ⁽⁴⁾. Enfin, on n'oubliera pas que des catalogues modèles ont été consacrés par Alfred Morel-Fatio aux manuscrits espagnols de la Bibliothèque nationale de Paris, et par Gayangos à ceux du British Museum.

Des musées, le nombre a progressé depuis cinquante ans comme l'organisation. Les musées provinciaux d'archéologie et de beaux-arts, longtemps bien négligés, ont trié et classé leurs collections ; de nombreux musées sont nés sur des champs de fouilles ⁽⁵⁾, à l'ombre des cathédrales ⁽⁶⁾ ou grâce à des fondations particulières ⁽⁷⁾. Les catalogues se multiplient ; si les musées des beaux-arts de province en sont trop souvent

de la *Biblioteca del Escorial. I. Relaciones históricas*, 1917. — P. ZARCO CUEVAS, *Catalogo de los manuscritos castellanos de la Real Biblioteca del Escorial*, I, 1924.

(1) HARRISSE, *Excerpta Colombiana*, 1887 ; ARBOLI, *Catalogo de los impresos de la Biblioteca colombiana*, encore inachevé, 5 vol., 1888-1919 ; BABELON, *La bibliothèque française de Fernand Colomb*, 1914.

(2) On sait que les bibliothèques universitaires d'Espagne, notamment celle de Barcelone, ont des manuscrits et documents fort importants. Le *Catalogo de los manuscritos existentes en la biblioteca de la Universidad de Valencia*, 3 vol., 1914, par GUTIERREZ DEL CANO, est un modèle.

(3) Octavio de TOLEDO, *Catalogo de la libreria del Cabildo toledano*, 2 vol., 1903-06.

(4) *Documentos escogidos de la Casa de Alba*, 1891. — PAZ Y MELIA, *Documentos de la Casa de Medina Cœli*, 1^{re} série : *histórica*, 1916 ; 2^e série : *bibliografica*, 1922.

(5) Mérida, Numance (transféré depuis à Soria).

(6) Vich depuis trente ans, plus récemment Ségovie, Tarragone, Tolède.

(7) Musées du Greco à Tolède ; à Madrid Musée romantique, Musée de Valencia de D. Juan (peinture ancienne et surtout céramique), Musée Cerralbo (préhistoire et peinture), etc.

dépourvus ⁽¹⁾, la plupart des musées archéologiques ont des catalogues convenables et parfois excellents, comme celui du Musée de Vich, le premier d'Espagne pour les objets du Moyen Age ⁽²⁾.

A Madrid, il faut souligner l'importance des publications consacrées au Prado dans ces dernières années : mise à jour du catalogue de la peinture, travaux français de Robert Ricard sur les marbres antiques et de Marcel Nicolle sur la peinture française ; ouvrage de Sanchez Canton et Allende-Salazar, précieux pour les historiens, sur les portraits ⁽³⁾. Du musée archéologique, il n'existe que des guides sommaires et de bons catalogues des vases antiques et des terres cuites ⁽⁴⁾. En revanche les célèbres collections royales d'armes et de tapisseries ont de grands catalogues luxueusement édités ⁽⁵⁾.

3^o *Recueils de textes*. — Les publications de textes, très nombreuses depuis un demi-siècle, mais souvent conduites sans beaucoup de méthode, s'orientent de plus en plus vers des objectifs limités, en même temps qu'elles prennent un caractère plus scientifique. On a continué des collections d'un caractère général, entreprises avant 1875 ; ainsi la célèbre *Collección de documentos inéditos para la historia de España*, commencée en 1842 par quelques érudits, continuée jusqu'en 1895, et prolongée de 1892 à 1898 par une *Nueva colección* ; ses cent douze volumes, de valeur et d'intérêt très divers, contiennent des documents d'archives, des correspondances, des chroniques et mé-

(1) On peut citer d'ailleurs quelques heureuses exceptions, comme les catalogues des Musées de Séville, Murcie, Valladolid, et le récent et remarquable *Catálogo de la seccion de arte romanico*, 1926, du Musée de Barcelone.

(2) GUDIOL, *Catálogo del Museo arqueologico artistico-episcopal de Vich*, 1893.

(3) MADRAZO, *Catálogo de los cuadros del Museo del Prado*, 11^e éd., 1920. — BARRON, *Catálogo de la escultura*, 1910. — ALLENDE-SALAZAR et SANCHEZ CANTON, *Retratos del Museo del Prado*, 1917. — R. RICARD, *Marbres antiques du Musée du Prado*, 1923, dans *Bibl. École H. É. H.*, VII. — M. NICOLLE, *La peinture française au Musée du Prado*, 1925.

(4) *Guía del Museo arq. nacional*, éd. par *Rev. de archivos...*, 1918. — FR. ALVAREZ OSSORIO, *Una visita al Museo arq. nac.*, 2^e éd., 1925.

— G. LEROUX, *Vases grecs et italo-grecs du Mus. arch. de Madrid*, 1912.

— LAUMONIER, *Catálogo des terres cuites*, dans *Bibl. Éc. H. É. H.*, II.

(5) C^{de} de VALENCIA DE D. JUAN, *Catálogo... de la Real Armeria*, 1898 ; TORMO et SANCHEZ CANTON, *Tapices de la Corona de España*, 1919.

moires depuis le Moyen Age jusqu'au XVIII^e siècle. De même la *Biblioteca de autores españoles* de Rivadeneyra, surtout littéraire en principe, mais qui faisait une large place aux textes d'histoire (textes en général médiocrement établis). Arrêtée en 1880, elle fut reprise en 1905 par Menéndez y Pelayo ; les vingt-trois volumes de la *Nueva biblioteca* parus depuis lors sont très supérieurs à ceux de la première série. Il faut signaler également, parce que l'histoire y est bien représentée, les collections d'ouvrages anciens édités par diverses sociétés de bibliographes madrilènes et sévillans ⁽¹⁾, et la *Colección de escritores castellanos*, qui parut de 1880 à 1912.

L'Académie de l'histoire mène de front plusieurs publications importantes. Elle a continué son *Memorial histórico español*, qui publie, depuis 1851, de nombreuses chroniques et biographies. Elle a repris trois grandes collections : de 1885 à 1900, celle des documents inédits sur l'empire colonial espagnol, entreprise en 1866 par un groupe d'érudits ; plus récemment, la célèbre *España sagrada* de Florez, abandonnée, pendant tout le XIX^e siècle, à de médiocres compilateurs ; et, depuis 1899, la collection des Cortes de Castille. Enfin, depuis 1896, elle a mis en train la publication des Cortes de l'ancien royaume d'Aragon ⁽²⁾.

Parmi les publications régionales, il faut citer avant tout la belle collection de cartulaires et diplômes, *Fuentes de la historia de Castilla*, 4 vol. depuis 1906, publiée par les Bénédictins de Silos, et les collections catalanes et aragonaises, dont certaines sont de premier ordre. Outre la grande *Colección de documentos*

(1) Sociedad de bibliófilos españoles, 1866-1918 ; Sociedad de bibliófilos madrileños, 1909-13 ; Sociedad de bibliófilos andaluces, 1868-1907. — *Colección de libros españoles raros y curiosos*, 1871-96 ; *Libros de Antaño*, 1872-1888.

(2) *Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organizacion de las antiguas posesiones españolas de Ultramar*, 1^{re} série, 48 vol., 1864-84 ; 2^e série publ. par l'Académie, 13 vol., 1885-1900. — *Cortes de los antiguos reinos de Leon y Castilla, 1020-1576*, 8 vol., 1861-85, collection terminée. — *Actas de las Cortes de Castilla* (depuis 1563), commencée en 1861 et confiée pendant quelques années à la Chambre des députés ; avec le t. XLIV (1923), elle arrive au XVII^e siècle. — *Cortes de los antiguos reinos de Aragon y de Valencia y principado de Cataluña. 1064-1479*, 24 vol. parus.

inéditos del Archivo general de la Corona de Aragón, 41 vol., 1847-1910, commencée par Próspero de Bofarull et continuée jusqu'en 1910, des collections nouvelles et considérables ont paru, comme la *Colección de documentos para el estudio de la historia de Aragón* (du Moyen Age à la guerre de l'Indépendance), 41 vol. depuis 1903, par Ibarra y Rodríguez; les *Dietari de l'antic consell Barceloni, 1390-1658*, 16 vol., 1892-1918, édités par la municipalité; les *Documents historics catalans del segle XIV*, 1889, par Oliver, et surtout les *Documents per l'història de la cultura catalana mitgeval*, 2 vol., 1908-23, par Rubio y Lluch; enfin la collection d'importantes chroniques catalanes inédites que permettra de publier la fondation Romaguera, et dont un volume vient de paraître, *Croniques catalanes II : Gesta comitum Barcinonensium*, 1925 ⁽¹⁾.

Il faut signaler encore, comme des modèles d'éditions critiques, la collection de chroniques castillanes entreprise par le Centro, et les nombreux fueros publiés, avec un souci nouveau de comparaison et de classement, par Ureña ou sous les auspices du Centro ⁽²⁾.

4^o *Ouvrages généraux d'histoire*. — Trois grandes histoires d'Espagne permettent de jalonner le chemin parcouru depuis cinquante ans ⁽³⁾ : l'*Historia general de España escrita por individuos de numero de la Real Academia de la historia*, 18 vol., plus 4 incomplets, depuis 1890, œuvre collective, peut-être prématurée, qui, restée inachevée, est très inégale et souvent médiocre; l'*Historia de España y de la civilización española*, 4 vol., 1900-11, d'Altamira, grand manuel qui va des origines à

(1) D'autres publications importantes ont eu lieu pour la Navarre (ARIGITA, *Colección de documentos inéditos para la historia de Navarra*, 1900), la Galice, Valence.

(2) *Textos latinos de la Edad Media española*: *Cronica de Alfonso III* par le P. García VILLADA, 1918; *Cronica del obispo D. Pelayo* par SANCHEZ ALONSO, 1924. — UREÑA, *Fuero de Usagre*, 1907, etc. — CASTRO et ONIS, *Fueros leoneses*, I, 1916. — Galo SANCHEZ, *Fueros castellanos*, 1919. — Il faut citer encore, pour l'époque arabe, la *Biblioteca arabigo-hispana*, 10 vol., 1883-95, de CODERA, malheureusement interrompue depuis longtemps.

(3) L'*Historia de España* de LA FUENTE (dernière éd. continuée après la mort de l'auteur, 25 vol., 1885), longtemps classique, n'est plus utilisable (et avec précaution) que pour les temps modernes.

1808 et fait, pour la première fois, une large place à l'histoire économique et sociale ; l'*Historia de España y su influencia en la historia universal*, 4 vol. depuis 1919 (sera sans doute complète en 1927); de A. Ballesteros, bien informée, claire et vivante, le meilleur essai de synthèse qu'on puisse recommander actuellement.

Hors d'Espagne, rien n'est comparable à ces publications. Le livre de Diercks, le meilleur des ouvrages allemands, est bon, mais commence à dater ; le manuel anglais de Hume est commode, mais très superficiel ; l'ouvrage de Merriman, très supérieur, importe surtout pour l'histoire de l'expansion espagnole ⁽¹⁾. Les chapitres de la *Cambridge modern history* rendront des services, en particulier ceux d'Altamira sur le XIX^e siècle, qui complètent son livre. En France, nous n'avons que les chapitres du Lavis et Rambaud, très inégaux et souvent insuffisants. Quant aux manuels pour l'enseignement, longtemps détestables, ils s'améliorent, et l'on peut en recommander deux : celui de Ballester, et surtout celui d'Aguado Bleye, beaucoup plus développé ⁽²⁾, qui peuvent donner une bonne orientation générale. Il en est de même, à un point de vue un peu différent, des petits livres d'Altamira, l'*Historia de la civilizacion española*. 1903, et *Epitome de historia de España*, 1927.

Pour l'histoire provinciale, la grande collection historique et archéologique, *España, sus monumentos y artes, su naturaleza y historia*, 27 vol., 1884-91 ⁽³⁾, est très inégale, mais précieuse et n'a pas été remplacée ⁽⁴⁾. Quant aux monographies de provinces et de villes, elles sont en nombre tel qu'il est impossible

(1) DIERCKS, *Geschichte Spaniens*, 2 vol., 1895. — MARTIN HUME, *Spain, its greatness and decay*, 1898. — ROGER BIGELOW MERRIMAN, *The rise of the Spanish empire, in the old world and the new*, 3 vol., 1918-1925.

(2) BALLESTER, *Historia de España*, 1921; AGUADO BLEYE, *Manual de historia de España*, nouv. éd., 2 vol., 1924-25.

(3) C'est la refonte d'un ouvrage plus ancien dû à divers collaborateurs : *Recuerdos y bellezas de España*. Les volumes dus à QUADRADO sont les meilleurs.

(4) L'importante collection des catalogues monumentaux des provinces espagnoles, rédigés depuis le début du siècle par divers érudits et longtemps restés inédits, commence à voir le jour, par les soins du ministère de l'Instruction publique ; celui de Cáceres par RAMON MELIDA vient de paraître (1926) ; d'autres sont sous presse.

d'indiquer ici même les principales. Ce genre d'ouvrages, toujours très en faveur en Espagne, est plus cultivé que jamais ; pour la Catalogne, les provinces basques et l'Andalousie notamment, ils surabondent ⁽¹⁾. Trop souvent confus et peu critiques, il en est pourtant de remarquables, soit par la richesse documentaire, comme l'*Historia de la Santa Iglesia de Santiago de Compostela*, 11 vol., 1898-1909, de López Ferreiro, soit plus rarement par l'exposition, comme la grande *Historia nacional de Catalunya*, 3 vol. parus, 1922-24, de Rovira y Virgili, ou l'excellente *Historia de Catalunya*, t. I, 1922 (jusqu'à la fin du XIII^e siècle), de Valls Taberner y Soldevila.

Un manuel des institutions espagnoles — en attendant celui que prépare le Centro — fait cruellement défaut ; le bon ouvrage récent d'Ernest Mayer, *Historia de las instituciones sociales y políticas de España y Portugal durante los siglos V hasta XIV*, 1926, ne peut en tenir lieu que partiellement. Les histoires du droit, nombreuses, sont trop souvent de simples compilations à l'usage des étudiants. La plus remarquable, l'*Historia del derecho espanol*, 1887, d'Hinojosa, est inachevée et les nombreux travaux faits depuis cinquante ans laissent mieux voir l'étendue des lacunes qui subsistent ⁽²⁾. Sur l'histoire économique et sociale, à défaut d'une synthèse encore impossible, on signalera notamment l'*Historia de la propiedad comunal*, 1903, d'Altamira, le *Derecho consuetudinario y economia popular de España*, 2 vol., 1902, de Costa, l'*Ensayo sobre la historia del derecho de propiedad en España*, 3 vol., 1901-06, d'Azcarate, et quelques monographies remarquables comme l'étude de Klein sur la grande association des producteurs de laine, *The Mesta, a study in Spanish history, 1273-1836*, 1920, ou *Las antiguas ferias de Medina del Campo* de J. Paz et C. Espejo. Les grands ouvrages de Fernandez Duro sur la marine espagnole

(1) On en trouvera une bibliographie sommaire dans la *Bibliografía de la historia de España* de BALLESTER.

(2) Cf. dans *Cuestiones de historia del derecho*, 1912, d'ALTAMIRA, la mise à jour d'un article que cet auteur avait publié dans le *Bull. hispan.* de 1909. — Le meilleur manuel est celui de MINGUIJON ; il faut signaler dans un domaine plus spécial la remarquable *Historia de la literatura juridica en España* de UREÑA, et le livre de von REUCHHAUPT, *Geschichte der spanischen Gesetzquellen*, 1923.

sont intéressants pour l'histoire économique comme pour l'histoire militaire ⁽¹⁾.

L'histoire religieuse, un des aspects les plus passionnants de l'histoire d'Espagne, est aussi l'un des plus négligés. Aucun travail d'ensemble n'existe, et la déplorable histoire ecclésiastique de Vicente de La Fuente n'a jamais été remplacée. Même les monographies modernes des grands ordres religieux font défaut ; seuls, les Jésuites ont inspiré des travaux remarquables ⁽²⁾ ; sur l'Inquisition, depuis le pamphlet centenaire de Llorente, seul mérite d'être signalé l'ouvrage considérable, mais partial et décousu, de H. Ch. Lea.

En revanche pour l'histoire des idées et des lettres, les synthèses commencent à être possibles. Il en est de remarquables, comme les grands ouvrages de Menéndez y Pelayo sur les hétérodoxes et sur les idées esthétiques en Espagne ; l'histoire de la philosophie espagnole, malheureusement inachevée, de Bonilla ⁽³⁾ ; le petit, mais très beau livre, de Menéndez Pidal sur l'épopée castillane dans la littérature espagnole. Il faut signaler également, à côté des ouvrages déjà classiques de Fitz-Maurice Kelly et d'Ernest Mérimée, le manuel d'histoire littéraire commode et récent de Hurtado et Gonzalez Palencia ⁽⁴⁾.

De l'histoire de l'art, complètement renouvelée depuis un demi-siècle, la synthèse reste à faire en grande partie. Aucune histoire générale ne compte ⁽⁵⁾. Les meilleurs travaux

(1) Fernandez DURO, *La marina de Castilla*, dans *Hist. general... de... Acad. de la historia*, et *Armada española*, 9 vol., 1895-1903.

(2) L'*Historia de la Compañia de Jesus en su asistencia d'España*, 6 vol., 1912-22, et la grande publication collective, *Monumenta historica Societatis Jesus*, toutes deux en cours.

(3) MENÉNDEZ Y PELAYO, *Historia de las ideas esteticas en España*, 9 vol., 1883-91 ; *Historia de los heterodoxos españoles*, 1880-82, éd. remaniée en 3 vol. depuis 1911 ; cf. les articles réunis sous le titre de *La ciencia española*, 3^e éd., 3 vol., 1887-88. — BONILLA Y SAN MARTÍN, *Historia de la filosofia española*, 1911. — Il faut noter aussi l'importance des récentes monographies de grandes universités (Salamanque, Valladolid, Saragosse).

(4) MENÉNDEZ PIDAL, *L'épopée castillane dans la littérature espagnole*, seule éd. française, 1910. — FITZ-MAURICE KELLY, *Histoire de la littérature espagnole*, trad. française modifiée, 1910. — ERNEST MÉRIMÉE, *Histoire de la littérature espagnole*, nouv. éd., 1923. — HURTADO et GONZALEZ PALENCIA, *Historia de la literatura española*, 3 vol., 1919-22.

(5) A défaut, cf. le bon résumé d'Angel VEGÜE en tête de *Novisima guia de España*, 1923, celui de BERTAUX en tête du *Guide Bleu d'Espagne*, et,

d'ensemble portent sur l'architecture : ce sont les grands ouvrages solides et clairs de Lamperez y Romea, *Historia de la arquitectura cristiana española en la Edad Media*, 2 vol., 1908-09, et *Arquitectura civil española*, 2 vol., 1922 ⁽¹⁾. Sur la peinture, l'ouvrage estimable d'August Mayer ne rend pas inutiles les études, plus anciennes et plus sommaires, de Cossio. Pour la musique, l'ouvrage de Mitjana est un inventaire un peu aride, mais excellent ⁽²⁾.

III. — Histoire par époques.

1^o *Antiquité*. — Depuis une quarantaine d'années, les études sur l'Espagne antique et particulièrement sur l'Ibérie pré-romaine ont progressé à pas de géant. Elles jouissent d'une faveur méritée et, à côté des savants étrangers comme Pierre Paris, Bonsor, Schulten, Obermaier, une école remarquable d'archéologues espagnols s'est formée, parmi lesquels il y a des maîtres tels que Ramon Melida et Bosch Gimpera.

Pour suivre les fouilles, il faut se reporter aux mémoires publiés par la Junta superior de excavaciones, organe officiel qui accorde les autorisations ⁽³⁾, ainsi qu'aux *Anuari* de l'Institut d'Estudis catalans pour les colonies grecques (Ampurias) et carthaginoises (Ibiza) de la région méditerranéenne. On trouvera de bons exposés des principales découvertes et des controverses qu'a soulevées leur interprétation dans les premiers chapitres, très au courant, de l'histoire de Ballesteros, dans les *Promenades archéologiques*, 2 vol., 1910-11, de Pierre Paris, et dans l'appen-

pour la fin du Moyen Age et la Renaissance, les chapitres de BERTAUX dans l'*Histoire de l'Art* d'André MICHEL.

(1) On peut y ajouter, pour les époques plus récentes, SCHUBERT, *Geschichte der Barocke in Spanien*, 1908.

(2) A. MAYER, *Geschichte der spanischen Malerei*, 2^e éd., 1922, et le résumé commode, en espagnol, *La pintura española*, 1926. — COSSIO, *La pintura española*, dans *Encycl. Güllmann*, 1886. — MITJANA, *Espagne* (en français), t. IV de l'*Encyclopédie de la musique* de LAVIGNAC. — Le livre de DIEULAFOY, *La sculpture polychrome en Espagne*, 1908, vaut surtout par sa magnifique illustration.

(3) Chaque série de fouilles fait obligatoirement l'objet d'un mémoire ; 80 ont paru depuis 1916, dont certains d'une haute importance : cf. l'art. de Raymond LANTIER dans *Rev. hist.*, t. CLIV (1927).

dice joint par Bosch Gimpera à la traduction espagnole de l'*Hispania* de Schulten (1920). Il faut y ajouter quelques ouvrages d'ensemble, comme *El hombre fósil*, 2^e éd., 1925, d'Obermaier, le livre plus ancien, mais qui reste essentiel, de Pierre Paris, *Essai sur l'art et l'industrie de l'Espagne primitive*, 2 vol., 1903-04, celui de Bosch Gimpera sur *Los Celtas y la civilización celtica en la península ibérica*, 1921.

Pour l'époque romaine en particulier, il faut se reporter aux travaux des épigraphistes, Hübner et Fita ⁽¹⁾, qui précédèrent l'ère des grandes fouilles de Numance, Mérida, etc., aux comptes rendus de ces fouilles et au commode manuel, récent, de Melida, sur les monuments romains d'Espagne ⁽²⁾. Sur l'administration romaine, les travaux essentiels sont dus à des étrangers (Albertini, Bouchier).

2^o *L'époque wisigothique*. — L'histoire de cette époque, déblayée d'abord par de bons travaux allemands, a commencé d'attirer les savants espagnols vers la fin du siècle dernier. Elle a inspiré quelques ouvrages remarquables comme la *Invasión de los pueblos germanicos hasta la ruina de la monarquía visigoda* de Hinojosa (dans *Hist. general... de... Acad. de la historia*); *Historia de las instituciones sociales de la España goda*, 4 vol., 1896 (inachevée) de Pérez Pujol; *La legislación gótico-hispana*, 1905, d'Ureña. Malheureusement, ce mouvement n'a pas continué.

3^o *Espagne musulmane*. — Dans ce domaine, les savants espagnols ont beaucoup travaillé depuis un demi-siècle. Codera a fondé les études arabes en Espagne sur une base scientifique ⁽³⁾ et marqué de son influence tous les arabisants qui comptent aujourd'hui ⁽⁴⁾. A ses travaux sur l'histoire et la civilisation

(1) HUEBNER a publié dans le *Corpus* les inscriptions espagnoles; son manuel *La arqueología de España*, 1888, reste essentiel pour la partie gréco-romaine; les travaux de FITA ont paru surtout dans le *Boletín de la Acad. de la historia*.

(2) Cf. SCHULTEN, *Numancia*, 1905, et, pour les autres fouilles, les mémoires de la Junta. — MELIDA, *Los monumentos romanos de España*, 1926.

(3) Cf. sa *Decadencia y desaparición de los Almoravides de España*, 1899, et ses *Estudios críticos de historia árabe española*, 3 vol., 1903-17. Il a publié en outre de nombreux textes et des monographies régionales remarquables.

(4) Cf. l'*Homenaje a Codera*, 1904, recueil important de mélanges dus à ses disciples.

musulmanes, il faut ajouter ceux de Simonet, *Historia de los Mozarabes de España* (*Mem. Acad. historia*, XIII, 1897) ; de Velazquez Bosco, *Arte del Califato de Cordoba : Medina-Azzahara y Alamiriya*, 1912, surtout les études de Ribera et Asin Palacios, ses plus brillants disciples, sur le mouvement intellectuel. On notera que ces deux savants suivent de plus en plus les influences exercées par l'Espagne arabe sur l'Europe chrétienne : c'est ainsi que Ribera poursuit, non seulement dans les « cantigas » du roi Alfonse X, mais jusque dans les chansons des trouvères français ou des minnesinger allemands, la trace de la musique andalouse, tandis qu'Asin Palacios cherche celle des mystiques arabes dans la *Divine Comédie* de Dante. Il y a là des orientations neuves et passionnantes ⁽¹⁾.

Sur le royaume de Grenade, il faut signaler les publications de textes et les études de Gaspar Remiro et de son groupe (*Revista del Centro de Estudios históricos de Granada*) ; sur l'histoire des Morisques, les ouvrages de Lea (*The Moriscos of Spain*, 1901) et de Boronat (*Los Moriscos españoles y su expulsión*, 1902), aux conclusions contradictoires, mais à la documentation également riche, et la monographie modèle de Longas, *Vida religiosa de los Moriscos*, 1915.

4^e *Moyen Age chrétien*. — C'est la partie de l'histoire d'Espagne sur laquelle a porté le plus gros effort, et qu'on peut dire actuellement la mieux connue. En même temps que les publications de textes, les études sur l'historiographie ont pris un vif essor : des manuels commodes sur les sources ⁽²⁾, de remarquables travaux critiques comme ceux de Menéndez Pidal

(1) RIBERA, *Bibliotecas y bibliófilos en la España musulmana*, 1896, et nombreuses monographies de savants ou de philosophes musulmans ; *La musica de las cantigas*, 1922 ; *La musica andaluza medieval en las canciones de los trovadores y minnesinger*, 1923-25. — ASIN PALACIOS, *Abenrarrmsa y su escuela*, 1914 ; *La escatologia musulmana en la Divina Comedia*, 1919, etc. — Comme ouvrage de synthèse, rien n'a remplacé l'histoire classique de DOZY, mais on peut signaler un manuel récent et commode, la *Historia de la España musulmana*, 1925, de GONZALEZ PALENCIA.

(2) BALLESTER, *Las fuentes narrativas de la historia de España durante la Edad Media*, 1908. — MASSO TORRENTS, *Historiografia de Catalunya en catalán durant l'epoca nacional*, 1906.

ou de Cirot ont vu le jour ⁽¹⁾. L'histoire politique, et plus encore peut-être celle de la civilisation, ont rapidement progressé ; mais les résultats sont inégaux suivant les époques et les régions. Malgré des travaux remarquables comme ceux de Barrau-Dihigo sur *Le Royaume asturien*, 1922, ou de Serrano y Sanz, *Noticias y documentos históricos del condado de Ribagorza*, 1912, l'histoire des États primitifs reste fort obscure et compliquée ; la critique des légendes et des faux est rarement accompagnée d'un travail de reconstruction. Sur la civilisation, il faut citer les importants travaux de Sanchez Albornoz ⁽²⁾ et le beau livre de Gómez Moreno, *Iglesias Mozarabes*, 2 vol., 1919, essentiel pour l'histoire de l'architecture pré-romane. Si l'histoire de la Reconquête chrétienne au ^x^e siècle et au début du ^{xii}^e reste à faire en grande partie ⁽³⁾, l'histoire politique du royaume de Castille et Léon, de la fin du ^x^e au ^{xv}^e siècle, est mieux connue ; mais les travaux d'ensemble sont peu nombreux. Il existe un bon livre de Catalina Garcia sur les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, *Castilla y Leon durante los reinados de Pedro I, Enrique II, Juan I y Enrique III*, dans l'Histoire de l'Académie, mais les monographies de souverains sont très rares, et la remarquable *Historia del reinado de Sancho IV*, t I, 1922, de M^{me} Gaibrois de Ballesteros, est encore une exception ⁽⁴⁾. De même les ouvrages de synthèse manquent pour l'histoire du régime féodal et pour les grands ordres religieux ⁽⁵⁾. L'histoire

(1) CIROT, *Les histoires générales d'Espagne entre Alphonse X et Philippe II*, 1905, et nombreux articles du *Bulletin hispanique*. — MENÉNDEZ PIDAL, *La Cronica general del rey Alfonso el Sabio*, 1916 ; *Cronicas generales de España* (catal. Bibl. royale), 1918.

(2) Cf. notamment, *Estampas de la vida leonesa en el siglo X*, 1926 ; *Las Behetrias*, dans *Anuario hist. der. esp.*, t. I.

(3) Il faut souhaiter de voir exploiter par les historiens les suggestions très neuves de BOISSONNADE sur les croisades dans la région de l'Èbre (*Du nouveau sur la Chanson de Roland*, 1923).

(4) Pour les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, il existe des travaux importants sur des aspects particuliers de certains règnes, comme ceux de SIRGES, *Las mujeres del rey D. Pedro I*, 1910 ; *Enrique IV y la Beltraneja*.

(5) HINOJOSA n'a pu écrire l'histoire des institutions castillanes qu'il préparait ; ses disciples ont seulement publié l'important recueil, *Documentos para la historia de Leon y Castilla*, 1919, qu'il avait formé. Il n'existe que de nombreuses et parfois remarquables monographies. Pour la politique extérieure de la Castille, les travaux essentiels sont ceux de Georges DAUMET (*Biblioth. de l'École des Hautes Études*, n° 118).

littéraire est plus avancée. Les admirables travaux où Menéndez Pidal détermine l'influence des épopées sur la rédaction des chroniques — *La leyenda de los Infantes de Lara*, 1896, *Cantar de mio Cid*, 3 vol., 1908-11, — son livre récent sur les jongleurs, *Poesia juglaresca y juglares*, 1925, sont aussi précieux pour les historiens que pour les romanisants.

Les provinces basques et la Navarre n'ont guère été étudiées que par de consciencieux érudits locaux et par des historiens français (Brutails, Courteault, Boissonnade). En revanche les régions orientales de l'Espagne, surtout la Catalogne, sont celles qui ont été explorées avec le plus de zèle et de méthode ; des congrès pour l'histoire de la couronne d'Aragon ont donné d'importants résultats. Dans tous les domaines, les monographies solides abondent ; certains sujets, comme le régime seigneurial en Catalogne, l'architecture romane et la peinture catalanes, la conquête de la Grèce par les routiers catalans, ont inspiré des ouvrages de premier ordre ⁽¹⁾.

5^o *Les rois catholiques et les grandes découvertes*. — Sur cette époque, la plus brillante de l'histoire d'Espagne et l'une des mieux connues depuis longtemps, nul ouvrage d'ensemble n'a remplacé le vieux livre de Prescott ⁽²⁾. Par contre, l'étude de certains personnages importants du règne comme Jeanne

(1) Cf. les actes du *Congreso de historia de la Corona de Aragon*, 2 vol. 1909 (ceux du récent congrès de Valence sont en préparation). JIMÉNEZ SOLER, *Don Jaime de Aragon, ultimo conde de Urgel*, 1899; *La Corona de Aragon y Granada*, 1908, et *El poder judicial en la Corona de Aragon*, 1901. — RIBERA, *Origenes del justicia de Aragon*, 1897. — Ed. de HINOJOSA, *El regimen señorial y la cuestion agraria en Cataluña*, 1905. — PÉREZ PUJOL, *Instituciones gremiales de Valencia*, 1889. — Éditions de Ramon Lull par la Société lullienne de Majorque, et d'Auzias March par l'Institut d'Estudis catalans. — GUDIOL, *Nociones de arqueologia sagrada catalana*, 1902. — PUIG Y CADAFAELCH, *L'arquitectura romanica a Catalunya*, 3 vol., 1903-18. — *Las pinturas murales catalanas* par l'Institut d'Estudis catalans. — SANPERE Y MIGUEL, *Los cuatrocentistas catalanes*, 2 vol., 1906. — TORMO, *Jacomart y el arte hispano-flamenco cuatrocentista*, 1914. — RUBIO Y LLUCH, *Los Navarros en Grecia, el ducado catalan de Atenas*, 1886; *Grecia catalana* (*Anuari Inst. Est. catalans*, 1915-20), etc. Cet ensemble de travaux mériterait une étude spéciale que les brèves dimensions de cet article interdisent de lui consacrer.

(2) L'ouvrage de M^{me} DIEULAFOY, sur *Isabelle la Grande, reine de Castille*, 1924, est d'une valeur médiocre. En revanche le manuel déjà ancien de MARIÉJOL, *L'Espagne sous Ferdinand et Isabelle*, reste le meilleur travail d'ensemble sur le gouvernement et les institutions des rois catholiques.

la Folle ou le cardinal Ximenez Cisneros ⁽¹⁾ a progressé, et l'histoire des découvertes maritimes a été renouvelée. En dehors des érudits, qui, comme Hârrisse et Vignaud, se sont consacrés tout entiers à la « question Colomb », le quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique a donné une vive impulsion aux études colombiennes. Pour sa part, l'Espagne fournit l'importante *Bibliografia Colombina*, 1892, de l'Académie de l'histoire, le recueil d'études *El Continente americano*, 1892, et la revue temporaire *El Centenario*, 1892-93. Depuis lors, favorisés par le mouvement qui porte l'Espagne à se rapprocher, économiquement et spirituellement, de ses anciennes colonies, les travaux sur les expéditions maritimes se sont multipliés ; certains des contemporains et successeurs de Colomb ont inspiré de beaux livres, comme le *Vasco Nuñez de Balboa*, 1919, d'Altolaguirre, et *El descubrimiento del estrecho de Magallanes*, 2 vol., 1920, de Pablo Pastells. La création de centres de recherches américaines, comme celui qui dépend des archives des Indes à Séville, ou comme celui de l'*Archivo ibero-americano*, tout récent, mais fort bien organisé, des Franciscains, à Madrid, sont d'intéressants symptômes. D'autre part, les Espagnols ont pris une part importante aux travaux récents (cf. chap. *Amérique latine*) sur l'histoire d'Amérique qui amorcent une réhabilitation de l'œuvre coloniale de l'Espagne.

6° *L'époque des Habsbourg*. — En dépit de l'abondance des matériaux, l'état de l'Espagne pendant ces deux siècles, sauf pour l'histoire politique générale et l'histoire littéraire, est moins bien connu qu'on ne pourrait le croire. Il l'est d'autant moins qu'on approche du crépuscule de la dynastie.

L'historiographie de Charles-Quint a été bien étudiée par Fr. de La Iglesia dans ses *Estudios históricos*, 3 vol., 1908-19, et surtout par Alfred Morel-Fatio, *Historiographie de Charles-*

(1) Cf. R. VILLA, *Dona Juana la Lola*, 1892. — I. SERRANO, *Correspondencia de los Reyes catolicos con el Gran Capitan durante las campañas de Italia* (*Rev. archivos...*, 1909-13). — Édition des *Cronicas del Gran Capitan* par R. VILLA (*Nueva biblioteca de autores españoles*, 1908). — Cde de CEDILLO, *El cardinal Cisneros, gobernador del Reino*, 1921 (en cours). — Édition du *Memorial de la vida de Fr. Francisco Jimenez de Cisneros* de VALLEJO par Ant. de LA TORRE, 1913, etc.

Quint, 1913. Mais son gouvernement espagnol l'a été beaucoup moins que sa politique allemande ou flamande : l'attention des historiens espagnols s'est surtout portée vers l'insurrection des *Comuneros*, l'administration financière, la politique italienne ⁽¹⁾ ; pour l'ensemble du règne politique et économique, les principaux travaux sont encore dus à des étrangers comme Haebler, *Geschichte Spaniens unter den Habsburgen*. I. *Die Regierung Karls I.*, 1907, ou Gossart, *Charles-Quint, roi d'Espagne*, 1910. L'humanisme proprement dit a été bien étudié, notamment par Bonilla ; mais sur le mouvement de réforme religieuse il reste encore beaucoup à dire après Menéndez y Pelayo ⁽²⁾.

En revanche, Philippe II, roi strictement espagnol, attira toujours les historiens espagnols. Les nombreux travaux espagnols et étrangers qui, en étudiant sa vie privée, son entourage, ses goûts de constructeur et de collectionneur, l'ont complètement « réhumanisé », sont indiqués dans le *Philippe II, Roi d'Espagne*, 1912, de Bratli ⁽³⁾ ; mais on attend encore sur ce roi un livre qui remplace le vieux Prescott et le médiocre Forneron. Il reste aussi beaucoup à dire sur les agents d'exécution de Philippe II, même sur des protagonistes comme Antonio Pérez ou le duc d'Albe, sur son administration et sa politique financière ⁽⁴⁾. Ce n'est que pour les possessions flamandes et comtoises que cette étude a été poussée à fond par des étrangers (Gossart, Van Kalken, Febvre). Seuls, certains aspects de la politique étrangère ont inspiré de bons travaux espagnols : tels sont la conquête du Portugal, la

(1) Cf. DANVILA, *Historia de las comunidades de Castilla*, 6 vol., 1897-99 ; Fr. de La IGLESIA, *Estudios históricos*, t. I ; PACHECO Y DE LEYVA, *La política española en Italia (correspondencia de D. Fernando Marín con Carlos V)*, 1919.

(2) BONILLA Y S. MARTÍN, *Luis Vives*, 1903. Cf. les articles très suggestifs de Marcel BATAILLON, dans le *Bull. hispan.*, depuis 1922.

(3) Depuis l'apparition de ce livre, il faut signaler l'important ouvrage de Jean BABELON, *Jacopo de Trezzo et la construction de l'Escorial*, 1922, (*Bibl. Éc. H. É. H.*, VIII).

(4) L'Antonio Pérez, 1922, de Julia FITZ-MAURICE KELLY est commode et au courant. — Sur le duc d'Albe, cf. le discours de réception à l'Académie de l'histoire du duc actuel : *Contribucion al estudio de la persona del 3º duque de Alba*, 1919. — Carlos RIBA a donné des textes et études sur *El consejo supremo de Aragon en el reinado de Felipe II*, 1915.

grande Armada ⁽¹⁾, et surtout les relations avec la papauté, bien étudiées par Dom L. Serrano, dans *La Liga de Lepanto*, 2 vol., 1918-19, et *Correspondencia diplomatica entre España y la Santa Sede durante el pontificado de San Pio V*, 4 vol., 1914.

L'histoire de la Contre-Réforme catholique reste encore à écrire. Les Jésuites mis à part, seules quelques figures de premier plan commencent à être bien connues, comme Luis de Léon, sainte Thérèse, saint Jean de la Croix, qui ont inspiré, depuis un quart de siècle, une série d'ouvrages remarquables ⁽²⁾.

Pour le xvii^e siècle, tout le monde est d'accord sur la décadence espagnole, et c'est le titre donné par Canovas del Castillo à un livre déjà ancien, *Historia de la decadencia de España desde Felipe III hasta Carlos II*, nouv. éd., 1910, qui reste le seul ouvrage d'ensemble sur cette période ; mais sur les causes, les étapes, les limites de cette décadence, trop d'éléments d'information manquent pour autoriser des conclusions définitives ⁽³⁾.

Sur les gouvernements de Philippe III et Philippe IV, les ouvrages sérieux sont peu nombreux, et les meilleurs portent sur la politique extérieure ⁽⁴⁾ ; à part de trop rares monographies ⁽⁵⁾, la vie de cour madrilène et les vicissitudes des favoris ont été surtout envisagées d'un point de vue anecdotique et pittoresque.

En revanche, sur la littérature et l'art, les travaux d'histoire ont été si nombreux qu'on ne peut songer à indiquer ici, même les principaux. Notons seulement l'intérêt nouveau qui s'attache

(1) Cf. SUAREZ INCLAN, *Guerra de anexion de Portugal*, 2 vol., 1897-98 ; ALFONSO DANVILA, *Don Cristobal de Moura*, 1900 ; F. DURO, *La Armada invencible*, 2 vol., 1884-85.

(2) Cf. par exemple : BLANCO GARCIA, *Luis de Leon, estudio biografico*, 1904. — ALFONSO GETINO, *Vida y proceso de F. Luis de Leon*, 1907. — Le P. MIR, *Santa Teresa de Jesus*, 2 vol., 1912. Édition des œuvres de sainte Thérèse par le P. SILVERIO, dans la *Biblioteca mistica Carmelitana*, 6 vol., 1915-19. — G. ETCHEGOYEN, *Les sources de sainte Thérèse*, dans *Bibl. Éc. H. É. H.*, t. IV, 1923, et le livre si neuf et si riche de BARUZI, déjà cité.

(3) Cf. la brochure de Pedro SAINZ, *Evolucion de las ideas sobre la decadencia española*, 1924.

(4) Cf. le remarquable ouvrage de Rodriguez VILA, *Ambrosio Spinola*, 1905 ; CANOVAS DEL CASTILLO, *Estudios históricos*, 1888, et les travaux belges (cf. chap. *Belgique*).

(5) Comme celle de JUDERIAS, *Rodrigo Calderon. Un proceso politico en tiempo de Felipe III*, 1905-06.

à des méconnus, comme le poète Gongora ou le moraliste Gracian ; l'abondance de la littérature cervantiste et des publications consacrées au théâtre ⁽¹⁾ ; d'assez bonnes histoires des principaux centres de peinture : Madrid et Séville (mais non Valence) ; de bonnes études sur des maîtres toujours en vogue (Velasquez, Murillo) ou récemment réhabilités (Greco, Valdès Leal). Pourtant, il reste encore de graves lacunes : un Zurbaran n'a pas rencontré de biographe digne de lui ; et, s'il existe quelques solides monographies de sculpteurs, les grandes écoles de Valladolid et de Séville attendent encore leur historien ⁽²⁾.

Quant au règne mélancolique de Charles II, longtemps négligé, il a provoqué presque en même temps deux ouvrages fort utiles, sinon définitifs, et qui se complètent : *Carlos II y su corte*, 2 vol., 1911-15, par Gabriel Maura, et *España en tiempo de Carlos II el Hechizado*, 2 vol., 1912-18, par Juderias.

7^o *Les Bourbons*. — Après avoir abandonné longtemps aux Français ⁽³⁾ l'étude du XVIII^e siècle, ce siècle « afrancesado », les historiens espagnols semblent depuis quelques années s'y intéresser, et les successeurs de Philippe V leur ont inspiré de solides travaux ⁽⁴⁾. Mais de la renaissance économique et de

(1) Cf. notamment l'important ouvrage d'ARTIGAS, *D. Luis de Gongora y Argote*, 1925 ; COSTER, *Baltasar Gracian*, 1913 ; RENNERT et CASTRO, *Vida de Lope de Vega*, 1916 ; H. MÉRIMÉE, *L'art dramatique à Valencia*, 1913 (également précieux pour l'histoire littéraire et pour l'histoire des mœurs) ; pour Cervantes, un nom domine, celui de RODRIGUEZ MARIN, avec ses nombreuses études et son édition modèle du *Quijote* ; il faut y joindre celui de CASTRO, avec son récent et remarquable ouvrage de synthèse, *El pensamiento de Cervantes*, 1925.

(2) Il faut citer avant tout : les BERUETE, père et fils, avec Velasquez, 1898 ; *The School of Madrid*, 1909 ; Valdès Leal, 1917 ; GESTOSO y PEREZ, *La vida de Valdès Leal*, 1919 ; COSSIO, *El Greco*, 2 vol., 1908 (livre de premier ordre) ; Ricardo de ORUETA, *Berruguete*, 1916, et *La vida y la obra de Pedro de Mena*, 1914. A ces noms, il faut joindre ceux des Allemands JUSTI, KNACKFÜTZ et August MAYER.

(3) Il suffira de rappeler que le seul livre d'ensemble sur l'Espagne bourbonnienne est celui de DESDEVIZES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'Ancien Régime*, 3 vol., 1897-1904. Cf. en outre les ouvrages importants de LEGRELLE, de BAUDRILLART, Fr. ROUSSEAU, etc.

(4) Cf. notamment : ALFONSO DANVILA, *Luisa Isabel de Orleans y Luis I*, 1902 ; *Fernando VI y Doña Barbara de Braganza*, (1713-48), 1905. — MANUEL DANVILA, *Reinado de Carlos III*, et GOMEZ DE ARTECHE, *Reinado de Carlos IV*, dans *Hist. general... de... Acad. de la historia*. On peut y ajouter le livre de BAQUERO ALMANSA, *El conde de Floridablanca*, 1909.

la renaissance intellectuelle (plus critique à la vérité que créatrice) sous les Bourbons, l'histoire reste à faire en grande partie. De même, l'art du XVIII^e siècle est négligé par les historiens jusqu'à Goya, sur lequel les ouvrages surabondent ⁽¹⁾.

8^o *Le XIX^e siècle.* — C'est celui dont l'histoire est la moins avancée. La Guerre de l'Indépendance, très difficile à étudier à cause de sa complexité extrême et des passions qu'elle souleva longtemps, commence à l'être sérieusement. Si aucun bon ouvrage d'ensemble n'existe, du moins l'histoire militaire et certains aspects de l'histoire politique comme la Constitution de Bayonne, l'occupation française en Catalogne, les rapports anglo-espagnols sont aujourd'hui bien connus ⁽²⁾.

Ce qu'il faut souhaiter, c'est la multiplication de travaux sur la vie espagnole pendant la guerre, monographies de juntas insurrectionnelles, de villes occupées ³⁾ ou d'« afrancesados » notoires.

Quant au plein XIX^e siècle, son histoire reste entièrement à faire. Longtemps rendue impossible par la violence des luttes politiques, très confuse, assez triste, elle ne paraît guère tenter les historiens actuels. Aussi, avec des sources surabondantes, n'offre-t-elle guère, à part quelques sérieux travaux consacrés à la politique extérieure ⁽⁴⁾, que des ouvrages anecdotiques

(1) L'ouvrage capital est celui de BERUETE Y MORET, en 3 vol. : *Goya pintor de retratos*, 1916 ; *Goya : composiciones y figuras*, 1917 ; *Goya grabador*, 1918.

(2) Cf. GOMEZ DE ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, 14 vol., 1868-1903, qu'il faut compléter par les travaux de Ch. OMAN, *A history of the Peninsular War*, 5 vol., 1902-12, et du Ct. GRASSET, *La guerre d'Espagne*, 2 vol. parus, 1914-25 ; P. CONARD, *Napoléon et la Catalogne* (I. *La captivité de Barcelone*), 1909, et *La Constitution de Bayonne*, 1909 ; PEREZ BUA, *Publicacion y juramento de la Carta otorgada en Bayona*, 1911 ; VILLA URRUTIA, *Relaciones entre España e Inglaterra durante la Guerra de la Independencia*, 3 vol., 1911-14.

(3) De bons exemples de ces monographies trop rares sont les livres de GRAS Y ESTEVA, *Zamora en tiempo de la Guerra de la Independencia*, 1915, et de GALLEGO, *Granada en la Guerra de Independencia*, 1923.

(4) Comme les travaux consciencieux de Jeronimo BECKER, *Historia de las relaciones exteriores de España durante el siglo XIX*, 1924, et surtout le livre essentiel de MOUSSET, *L'Espagne dans la politique mondiale, 1873 à 1918*, 1923.

ou polémiques. Non seulement les livres d'ensemble manquent (l'histoire du carlisme, préparée par les vieilles et volumineuses publications de Pirala, reste à écrire), mais les bonnes monographies sont extrêmement rares ⁽¹⁾. Peut-être le retour de faveur que connaît depuis peu le romantisme littéraire et artistique exercera-t-il aussi quelque influence sur les historiens.

Ces indications trop sommaires montrent du moins l'importance et la variété du travail accompli depuis un demi-siècle. Il est certain qu'on travaille énormément dans l'Espagne d'aujourd'hui, et beaucoup mieux qu'il y a cinquante ans ; d'une production moyenne très honorable, quelques individus et quelques groupes supérieurement équipés se détachent. Sans doute, il faut reconnaître que la production récente a un caractère fragmentaire et formel, peut-être à l'excès. On est en plein dans l'ère des répertoires, des monographies et des spécialisations nécessaires, mais parfois ingrates. Les vues générales, le sens artistique font souvent défaut dans les meilleurs travaux espagnols actuels. Même pour l'histoire littéraire et artistique, les livres se contentent trop volontiers d'être des biographies et des inventaires ; et nous avons dit combien sont encore rares les études d'histoire religieuse vues « par l'intérieur ». L'abus de l'éloquence et de l'à peu près rendait une réaction vigoureuse absolument nécessaire ; mais cette crise de croissance inévitable paraît approcher du terme. Aux grandes constructions provisoires du dernier quart du xix^e siècle, une longue période de travail en profondeur permet de substituer, au moins dans certains domaines, de nouvelles synthèses plus nourries et plus stables. Les noms de Menéndez y Pelayo et de Menéndez Pidal symbolisent assez bien le point de départ et le point d'arrivée ; Pidal, construisant en 1925 son livre sur la poésie des jongleurs, recueille le fruit de trente années de patientes analyses. Ces travaux de construction, plusieurs jeunes historiens, professeurs d'univer-

(1) On peut citer par exemple : DELEITO Y PIÑUELA, *Fernando VII en Valencia el año 1814*, 1911, et *La emigracion politica en España durante Fernando VII* ; LÉONARDON, *Prim*, 1901.

sités, membres du Centro, semblent parfaitement en mesure de les entreprendre. On peut espérer qu'ils nous les donneront bientôt. Par les recherches à peine ébauchées, comme par celles dont il reste à faire la synthèse, l'Espagne est un des plus beaux champs qui s'offrent actuellement aux historiens.

FINLANDE

par

Gunnar SUOLAHTI

Professeur d'histoire des Pays du Nord à l'Université de Helsingfors

L'étude de l'histoire, au sens moderne du mot, remonte en Finlande à Henrik Gabriel Porthan, mort en 1804 comme professeur d'éloquence à l'Académie d'Abo. En appliquant les méthodes pratiquées à la fin du XVIII^e siècle, il soumit à un examen critique les sources dispersées et altérées de l'ancienne histoire de la Finlande. Son œuvre devint le point de départ des études historiques du siècle suivant ⁽¹⁾. Le plus remarquable des continuateurs de Porthan fut Gabriel Rein († 1867), qui s'attacha particulièrement au haut Moyen Age finlandais et montra l'intérêt que présentait l'étude de l'histoire économique et administrative. La découverte du *Kalevala*, épopée nationale finnoise (1^{re} éd., 1835, trad. en français par Léouzon Le Duc dès 1845), provoqua un vif enthousiasme national dont bénéficia aussi l'étude de l'histoire. Celle-ci s'appliqua surtout aux époques qui semblaient offrir un intérêt particulier au point de vue national, comme celles du duc Jean (vers le milieu du XVI^e siècle), de la conjuration d'Anjala (1788) et de la guerre de Russie (1808-1809). Les Archives d'État de Finlande, qui avaient été pillées par des collectionneurs d'autographes et de sceaux, furent mises en ordre. Edvard Grönblad, qui avait notamment classé les documents du XVI^e et du début du XVII^e siècle, publia, ainsi que A. I. Arvidsson et d'autres, plusieurs recueils de sources de cette époque. Y. S. Yrjö-Koskinen († 1903), qui commença par publier, en 1857-59, un ouvrage substantiel,

(1) Cf. G. SUOLAHTI, *Porthan historiantutkijana*, 1901 (*Porthan historien*) et *Porthan opettajana*, 1902 (*Porthan professeur*) ; M. G. SCHYBERGSON, *H. G. Porthan*, 1908-11.

Nuijasota, sur la révolte dite des Maillotins, 1596-1597, écrivit ensuite une *Suomen kansan historia*, 1869-73 (*Histoire de Finlande*), qui est son ouvrage le plus important. Vers la même date, la vie publique se réveilla, dans le cadre constitutionnel, grâce aux tendances libérales qui se firent jour sous le règne d'Alexandre II. Auparavant, l'histoire politique de la Finlande sous le régime russe était considérée comme un sujet trop délicat. Mais, sous Alexandre II, il fut possible d'y toucher dans certaines limites. Ainsi Robert Castrén († 1883) publia deux études sur *Finska deputationen 1809* (*La Députation finlandaise*) et *Borgäländtdag* (*La Diète de Borgä*); Edvard Bergh traita *Vär styrelse och våra landtdagar*, 1883-89 (*Notre administration et nos Diètes*). Lorsque la réaction se fit de nouveau sentir, J. R. Danielson-Kalmari, dans ses ouvrages (publiés en finnois et en suédois), *Suomen yhdistäminen Venäjän valtakuntaan*, 1890 (*L'Union de la Finlande avec la Russie*), *Suomen sisällinensittenäisyys*, 1892 (*L'autonomie interne de la Finlande*) et *Viipurin läänin palauttaminen muun Suomen yhteyteen*, 1894 (*Le retour de la province de Viborg à la Finlande*), interpréta, au point de vue historique, les bases de la vie politique finlandaise.

Au sein de la Société de littérature finnoise, qui était aussi l'organe central des études historiques, se constitua, en 1864, une section historique qui devint, en 1875, indépendante, sous le nom de Société historique, et se chargea de la continuation des *Historiallinen Arkisto* (*Archives historiques*), fondées par l'ancienne section de la Société de littérature finnoise. Ce périodique contient, depuis cinquante ans, une quantité d'études et de documents intéressant tous les domaines de l'histoire. La jeune génération d'historiens a créé deux nouvelles revues historiques : l'une, en langue finnoise, *Historiallinen Aikakauskirja*, a été fondée, en 1902, par Gunnar Suolahti, Kaarlo Blomstedt et K. R. Brotherus ; l'autre, en suédois, *Historisk Tidskrift för Finland*, est dirigée, depuis sa fondation en 1916, par P. O. v. Törne (1).

(1) Parmi les sociétés savantes, citons aussi la Société pour l'édition de l'histoire d'Abo, fondée en 1885 ; la Société archéologique de Finlande, fondée en 1870, qui a publié *Suomen muinaismuistoyhdistyksen Aika-*

C'est à la Société historique finnoise que nous devons la publication des premiers instruments de travail. Elle a publié, entre autres, un *Biografinen nimikirja*, 1879-83 (*Dictionnaire biographique*), un recueil de pièces fiscales des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, les tailles de cens pour l'année 1571, les procès-verbaux de l'Université d'Abo (de 1640-1685) dont la suite a été publiée par les soins de l'Université de Helsingfors, etc.

Sous les auspices des Archives d'État de Finlande, qui sont devenues un autre centre important d'études historiques, leur directeur Reinhold Hausen a publié de précieux recueils de sources, comme *Registrum ecclesiae Aboensis*, 1890, et, depuis 1910, les *Finlands medeltidsurkunder* (*Documents médiévaux de Finlande*). Adolf Neovius († 1913) s'est adonné à la critique des sources médiévales. Isak Fellman († 1919) a édité des pièces d'archives sur l'histoire de la Laponie. Un des ouvrages les plus importants de Kustavi Grotenfelt est son travail sur les *Suomenkielisiä historiallisia Asiakirjoja*, 1912 (*Documents historiques en langue finnoise de l'époque suédoise*). Sous les auspices de la Société finlandaise de littérature suédoise, créée en 1885, ont paru, entre autres, *Abo universitets lärdomshistoria*, 1890-1907 (*Histoire de l'érudition à l'Université d'Abo*), due à la collaboration de plusieurs savants, et, parmi de nombreux travaux d'histoire littéraire, quelques études d'histoire pure.

Dans le domaine de la généalogie, il faut citer d'abord l'ouvrage fondamental de E. R. Alcenius († 1875), *Genealogia Sur-silliana*, 1850, consacré aux plus importantes familles de pasteurs de l'Église protestante de Finlande. Oskar Wasastjerna a écrit l'histoire de la noblesse de Finlande (1880-83) et Axel Bergholm († 1924) un recueil de généalogies de familles roturières (1901). M^{me} Jully Ramsay († 1919) a donné, en 1909-16, un remarquable ouvrage en quatre livraisons, *Frälse-släkter i Finland intill stora ofreden* (*Familles nobles en Finlande jusqu'au début du XVII^e siècle*). Depuis 1917, il existe une Société généalogique, qui publie un annuaire. Jalmari Finne a réuni

kauskirja (*Revue de la Société archéologique de Finlande*), *Förteckningar öfver Finlands fornlämningar* (*Liste des trouvailles archéologiques de Finlande*), et deux revues populaires, *Finskt Museum* et *Suomen Museo*.

d'abondants matériaux pour la généalogie des familles paysannes.

Les questions d'histoire internationale ont suscité, entre autres, les ouvrages suivants : A. H. Virkkunen († 1924), *Itämeren suomalaiset itsenäisyytensä aikana*, 1894 (*Les Finnois des pays baltes à l'époque de leur indépendance*), et *Itämeren suomalaiset saksalaisen valloituksen aikana*, 1907 (*Les Finnois des pays baltes lors de la conquête allemande*) ; J. W. Ruuth, *Suomen ja Hansan välisistä suhteista ennen v. 1435*, 1882 (*Les rapports de la Finlande et de la Hanse avant 1435*). M. G. Schybergson a consacré des études particulières à l'époque de la guerre de Trente Ans, *Underhandlingarna om en evangelisk allians ären 1624-1625*, 1883 (*Négociations en vue d'une alliance évangélique en 1624-1625*), et *Sveriges och Hollands diplomatiska förbindelser 1621-1630*, 1880 (*Les relations diplomatiques entre la Suède et la Hollande en 1621-1630*). Hj. Crohns a étudié *Sveriges politik i förhållande till de federativa rörelserna i Tyskland 1650-1658*, 1894-1901 (*La politique de la Suède par rapport aux mouvements fédératifs en Allemagne, 1650-1658*) ; K. J. Hartman, *Aländska kongressen och dess förhistoria*, 1921-22 (*Le Congrès d'Åland et ses préliminaires*).

Les travaux d'E. G. Palmén († 1919), professeur d'histoire des Pays du Nord, révèlent l'intérêt particulier qu'il portait aux côtés économiques et sociaux des questions historiques. Son livre sur *Den svensk-finska handelslagstiftningens utveckling*, 1876 (*La législation commerciale suédo-finlandaise*), depuis Gustave Vasa jusqu'en 1766, a été suivi de nombreux travaux que ses élèves ont entrepris du même point de vue. C'est ainsi qu'ont paru : K. Grotenfelt, *Suomen kaupasta ja kaupungeista*, 1887 (*Du commerce et des villes de Finlande sous les premiers Vasa*) ; K. R. Melander, *Kuvaus Suomen oloista v. 1617-1634*, 1887 (*La situation de la Finlande de 1617 à 1634*) ; O. A. Hainari, *Kuvaus Inkerinmaan oloista*, 1890 (*L'Ingrie sous la domination suédoise*) ; J. H. Vennola, *Pohjois-Suomen maalaisvarallisuus*, 1900 (*La propriété dans les campagnes de la Finlande du Nord aux XVI^e et XVII^e siècles*) ; Carl. v. Bonsdorff, *Om donationerna och förläningarna samt frälse-*

köpen i Finland, 1886 (*Donations, fiefs et exemptions de l'impôt censitaire sous la reine Christine*). Les travaux d'Einar W. Juvelius, par exemple ceux qui traitent de *Suomen puolustusksymys*, 1919 (*La défense nationale de la Finlande en 1741-1747*) ou de *v. Rosenin määrääminen kenraalikuvernööriksi*, 1921 (*La nomination de von Rosen comme gouverneur général de Finlande*), touchent à l'histoire politique.

Par réaction contre la génération précédente, qui s'était presque exclusivement intéressée à l'étude des questions de politique et d'économie politique, une nouvelle école, depuis une quinzaine d'années, s'attache surtout à éclaircir les manifestations de la vie des classes bourgeoises et paysannes à différentes époques. Väinö Voionmaa, dans ses *Suomalaisia keskiajan tutkimuksia*, 1912 (*Recherches sur le Moyen Age finlandais*), a décrit, en grande partie d'après des livres de cens du ^{xvi}^e siècle, les formes médiévales de l'administration. Sa *Suomen karjalaisen heimon historia*, 1915 (*Histoire de la race carélienne*), est une étude approfondie de la vie sociale propre à cette race. Gunnar Suolahti, dans ses ouvrages sur *Suomen papisto* et *Suomen pappilat*, 1912-20 (*Le clergé de Finlande aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles* et *Les presbytères finlandais au ^{xviii}^e siècle*), a étudié l'histoire des familles de pasteurs luthériens, la composition et le recrutement de cette classe sociale, avec son aristocratie et son prolétariat, le rôle du clergé comme agent de civilisation et ses relations avec le peuple. Son étude sur *Elämä Suomessa 1700-luvulla*, 1909-18 (*La vie en Finlande au ^{xviii}^e siècle*), procède d'une inspiration analogue.

On retrouve le même souci de faire ressortir la situation économique et intellectuelle, les conditions d'habitation, l'instruction des classes bourgeoises et paysannes dans quelques-unes des monographies de villes finlandaises et surtout dans les études régionales, qui se sont particulièrement développées depuis environ 1880, et qui attachent une importance prépondérante à l'étude de la vie populaire. Il existe des monographies sur l'enseignement populaire, auquel l'Église luthérienne — grâce à laquelle il n'y a pour ainsi dire pas d'illettrés en Finlande — a pris une part si importante. Il en existe aussi sur l'agri-

culture finlandaise depuis l'époque des méthodes primitives jusqu'aux temps modernes. Parmi les monographies de villes, il faut citer celles de J. W. Ruuth sur Abo, depuis le Moyen Âge jusqu'au milieu du xvi^e siècle, sur Viborg et Björneborg (1899) ; celles de C. v. Bonsdorff sur l'histoire d'Abo au xvii^e siècle, et de V. Voionmaa sur Tampere (Tammerfors). Un luxueux ouvrage illustré sur *Herrgårdar i Finland* (Châteaux seigneuriaux en Finlande), par Gabriel Nikander, est en cours de publication.

Henri Biaudet († 1915), qui avait, par ses origines et son éducation, des attaches avec les pays du Midi, occupe une place à part dans la science historique finlandaise. Le résultat de ses recherches, faites notamment aux Archives du Vatican, est consigné dans une suite d'études, en français, sur la réaction catholique : *Le Saint-Siège et la Suède*, 1907 ; *Gustaf Eriksson Vasa, prince de Suède*, 1913, etc. Parmi les travaux de ses élèves, on peut mentionner : P. O. von Törne, *Ptolémée Gallio, cardinal de Côme*, 1907, et *Don Juan d'Autriche et les projets de conquête de l'Angleterre*, 1915 ; Mlle Liisi Karttunen, *Antonio Possevino*, 1908 ; A. Pärnänen, *Sigismund Vasa et la succession au trône de Suède, 1592-1594*, 1912. M. Gabriel Rein s'est, lui aussi, servi de pièces d'archives italiennes dans son *Paolo Sarpi und die Protestanten*, 1904.

J. R. Danielson-Kalmari est, entre tous les historiens finlandais, le plus remarquable. Après avoir débuté, en 1878, par deux travaux, *Voltaire Kaarle XII : nnen historian kirjoittajana* (Voltaire historien de Charles XII) et *Zur Geschichte der sächsischen Politik 1706-1709*, il a éclairci dans *Die Nordische Frage in den Jahren 1746-1751*, 1881, un point important de l'histoire commune des pays du Nord. D'autre part, on lui doit : *Bidrag till Englands socialpolitik och ekonomisk-sociala utveckling*, 1880 (Contribution à l'histoire économique et sociale de l'Angleterre du XIII^e au XVI^e siècle). Son livre, *Suomen sota ja Suomen solilaat* (La guerre de Finlande, 1808-1809), est un ouvrage de premier ordre où les événements militaires sont exposés à la lumière des événements internationaux et des conditions économiques et sociales de la Finlande.

D'importantes questions d'histoire générale sont traitées par Mlle Alma Söderhjelm dans *Le régime de la presse pendant la Révolution française*, 1900, et *La Suède et la Révolution française*, 1920-24 ; par Ola Castrén, dans *De sociala strömningsarna på Ludvig XIV : s tid*, 1911 (*Les tendances sociales en France sous Louis XIV*), et par U. L. Lehtonen, dans *Die polnischen Provinzen Russlands unter Katharina II*, 1906, et *Tilsköttet Hamnhamn*, 1908 (*De Tilsitt à Fredrikshamn*). L'ouvrage, en suédois, d'Yrjö Hirn sur le Dr Johnson et James Boswell (1923) occupe une place à part dans la littérature biographique par l'étude approfondie de l'époque et des caractères des personnages.

A la collaboration de nombreux historiens finlandais est due une *Maailman historia* (*Histoire universelle*), dont six tomes ont paru de 1912 à 1921.

Parmi les travaux consacrés à l'économie politique, nous citons seulement : *Fysiokratian vaikutus Ruotsi-Suomen kansantaloudelliseen kirjallisuuteen*, 1899 (*L'influence de la physiocratie sur la littérature économique de la Suède et de la Finlande dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*), par Heikki Renvall ; les *Studier i frihetidens nationalekonomiska litteratur*, 1910 (*Études sur la littérature économique de l'époque dite de la liberté, 1718-1740*), par Georg Schauman ; *Suomen torpparilaitoksen kehitys*, 1909 (*L'évolution de l'institution des tenanciers corvéables en Finlande*), par E. Gylling ; enfin deux ouvrages (en finnois) sur l'organisation des finances de Finlande après la Diète de Börgå, par Ernst Nevanlinna (1899 et 1907). Dans le domaine de l'histoire administrative et politique, on peut signaler un livre de K. O. Lindequist se rapportant au début du XVIII^e siècle et paru en 1919. Mais c'est surtout la période de l'organisation de la Finlande, au début du siècle suivant, qui a attiré l'attention des historiens. Une récente et abondante littérature en témoigne : *Abo Akademi och dess män*, 1912 (*L'Académie d'Abo, 1808-1828*), *Opinioner och stämningar*, 1918 (*Opinions en Finlande, 1808-1814*), *Statsmän och dignitärer*, 1921 (*Hommes d'État et dignitaires*), par Carl v. Bonsdorff, professeur d'histoire des Pays du Nord à l'Université de Hel-

singfors depuis 1915 ; *J. J. Tengström och stiftstyrelsen i Åbo stift 1808-1832*, 1924 (*J. J. Tengström et l'administration du diocèse d'Åbo en 1808-1832*), par Eric Anthoni ; *Carl Eric Mannerheim*, 1924, par Bruno Lesch. J. R. Danielson-Kalmari a fait connaître de nouveaux documents d'archives qui aident à l'intelligence de cette époque et commencé la publication d'une étude d'ensemble sur les origines de l'autonomie finlandaise. Cet ouvrage monumental, dont cinq volumes ont paru de 1920 à 1923, a une importance particulière, depuis que la Finlande s'est délivrée de la domination russe et s'est constituée en république indépendante.

Aujourd'hui, il serait nécessaire d'avoir un exposé d'ensemble sur la période de l'union de la Finlande avec la Russie qui vient de se terminer. En attendant, on en trouvera une ébauche dans *Finlands politiska historia, 1809-1919* (*L'histoire politique de Finlande depuis 1809 jusqu'en 1919*), de M. G. Schybergson, qui avait déjà fait paraître, dès 1903, une *Finlands historia* (*Histoire de Finlande*). Sur quelques points de l'histoire du XIX^e siècle finlandais, il existe de bonnes monographies, par exemple, celle de K. W. Rauhala sur *Keisarillinen Suomen senaatti*, 1915-21 (*Le Sénat impérial pour la Finlande, 1809-1909*), et celle de Sigurd Nordenstreng sur *Borgarståndets historia vid Finlands landtdagar*, 1920-21 (*Le Tiers État aux Diètes de Finlande, 1809-1906*). Dans *Kuvallinen Suomen historia* (*Histoire illustrée de Finlande*), en cours de publication, V. Voionmaa a traité l'époque préhistorique, O. A. Hainari le Moyen Age, K. Grotenfelt l'époque de la Réformation et, en collaboration avec Hainari, l'histoire des siècles suivants. Cet ouvrage, qui est au courant des dernières acquisitions de la science, est important pour l'historien.

La guerre de la liberté (1918) a été exposée dans plusieurs ouvrages, dont le plus autorisé est celui qui a paru, de 1921 à 1924, par les soins d'une commission officielle. Pour l'histoire des années qui la précédèrent immédiatement, quelques hommes politiques fournissent dans leurs mémoires des renseignements intéressants, notamment C. A. Armfelt, *Vid finska statssekreteriatet i St-Petersbourg*, 1920 (*Au Secrétariat d'État de Fin-*

lande à Saint-Pétersbourg) ; August Langhoff, *Sju år som Finlands representant inför tronen*, 1922-23 (*Sept années comme représentant de la Finlande auprès du trône*), et Edvard Hjelt, *Från händelserika år*, 1919-20 (*Années agitées*).

Nous ne pouvons ici retenir tous les travaux spéciaux sur l'histoire de l'Église et de la civilisation. Signalons seulement ceux d'entre eux qui intéressent aussi l'histoire générale, par exemple, les *Bidrag till belysande af kyrkans rättsliga ställning i Sverige och Finland*, 1900 (*Contribution à la connaissance de la situation juridique de l'Église en Suède et en Finlande*), par K. A. Appelberg ; les *Beiträge zur Geschichte des Buss- und Beichtwesens in der schwedischen Kirche des Mittelalters*, 1900, de Jaakke Gummerus ; diverses monographies sur les grands hommes de Finlande : *Johan Wilhelm Snellmann*, par Th. Rein ; *Johan Ludvig Runeberg*, par Werner Söderhjelm ; *Aleksis Kivi*, par Viljo Tarkisinen ; *Junahi Aho*, par Gunnar Castrén, etc. ; quelques études sur l'ancienne civilisation paysanne de Finlande : *Kuvalmia Itä-Suomalaisten vanhoista tavoista*, 1893-99 (*Vieilles coutumes des Finnois de l'Est*), par Johannes Häyhä ; *Suomen kansanomaista kulttuuria*, 1919-1921 (*Civilisation paysanne finnoise*), par U. T. Sirelius ; *Kainuun mailla*, 1922 (*Au pays de Kainuu*) et *Vanhaa Lappia ja Perä-Pohjaa*, 1923 (*La vieille Laponie et l'Ostrobothnie du Nord*), par Samuli Paulaharju. De ces travaux on peut rapprocher, outre les études de V. Voionmaa d'après les tailles de cens du xvi^e siècle, déjà citées, celles de Jalmari Jaakkola sur *Pirkkalaislückeén synty*, 1923 (*Origines du mouvement dit des Birkaliens*) et *Pyhän Eerikin pyhimystraditionin, kultin ja legendan synty*, 1921 (*Origines de la légende et du culte de saint Éric*).

FRANCE

par

Louis HALPHEN

Professeur à l'Université de Bordeaux

Les cinquante dernières années ont été pour la science historique française des années fécondes et décisives entre toutes. Elles ont vu la refonte complète de notre haut enseignement, la diffusion des méthodes sévères de recherche, de critique et de mise en œuvre dont en 1876, au premier volume de la *Revue historique*, Gabriel Monod déplorait qu'elles fussent si généralement méconnues ; elles ont vu naître, après cette revue, une foule de recueils savants, de sociétés, de groupements d'études, grâce auxquels des liens étroits ont pu se nouer entre historiens et qui ont permis la formation d'une sorte de conscience historique commune. Simultanément, le champ ouvert à la curiosité des érudits s'est élargi dans le temps et dans l'espace, les cloisons sont tombées entre l'histoire et des disciplines voisines, dont plusieurs naguère ignorées, comme la sociologie ou la géographie humaine, qui ont exercé l'une et l'autre une influence si profonde sur toute la génération actuelle. Enfin la matière historique elle-même s'est accrue à mesure que se poursuivaient l'inventaire et le classement de nos archives, de nos bibliothèques, de nos richesses d'art, que l'accès en était rendu plus facile au public des chercheurs, à mesure aussi que les découvertes archéologiques venaient fournir aux érudits de nouveaux et suggestifs documents.

De désordonné et souvent fantaisiste qu'il était encore en France il y a un demi-siècle, le travail historique s'est ainsi peu à peu discipliné, organisé. Des équipes d'historiens, doublés d'érudits, se sont constituées pour exploiter systématiquement des provinces entières de notre passé. Au lieu d'aller à tâtons,

l'on marche droit désormais, par de grandes routes largement frayées, où l'avance est rapide et les conquêtes de la science de jour en jour plus sûres et plus fructueuses.

I. — *Le haut enseignement de l'histoire.*

Il n'est certes pas excessif de faire honneur à notre haut enseignement d'une part notable des progrès qui ont été réalisés depuis un demi-siècle. Dans l'état misérable où il se trouvait encore au temps où Gabriel Monod fondait la *Revue historique*, son influence était faible, souvent nulle. Avec leur unique professeur d'histoire, sauf à Paris, où l'on en comptait deux, sans étudiants, sans livres, nos Facultés des lettres donnaient parfois asile à des historiens de grande valeur ; mais, condamnés à parler uniquement devant un public mondain, ils ne pouvaient guère prétendre à former des disciples. A l'École normale supérieure, tout l'effort était tendu vers la préparation pédagogique des futurs maîtres de l'enseignement secondaire. Le Collège de France, malgré ses trois chaires d'histoire générale, d'archéologie égyptienne et d'antiquités romaines, semblait moribond. L'École des chartes et l'École pratique des Hautes Études, alors à ses débuts (elle avait été fondée en 1868), étaient les seuls centres d'initiation à la recherche historique qui comptassent vraiment ; mais leur auditoire était réduit à l'extrême et, tandis que la première restreignait son programme d'études à la technique du travail d'érudition et du métier d'archiviste, la seconde, faute d'assurer à ses élèves un emploi utilitaire de leur savoir, voyait son action très étroitement limitée.

Ce n'est point le lieu de rappeler comment les témoins attristés de cette lamentable situation obtinrent enfin, à dater de 1876 précisément, le vote de crédits successifs qui permirent d'y porter peu à peu remède. Les chiffres ici ont leur éloquence : en l'espace de trois ans (de 1876 à 1879), le nombre des enseignements dans nos Facultés des lettres fut accru d'un coup de plus de deux cent cinquante unités. En même temps (1879), les Facultés étaient pourvues de bibliothèques ; puis les étu-

dians étaient incités par la réforme méthodique des programmes à fréquenter les salles de cours et bientôt, à dater surtout de la création du « diplôme d'études supérieures » (1894), à prendre contact avec les documents. L'École pratique des Hautes Études, elle-même élargie, dotée d'un budget modeste, mais que le désintéressement de ses professeurs rendait suffisant, fut mise en mesure de concourir à l'œuvre entreprise : les futurs maîtres de nos Facultés éprouvèrent pour la plupart le besoin impérieux d'y venir chercher un complément de formation scientifique pour mener à bien les thèses de doctorat que l'accroissement soudain du nombre des chaires d'enseignement supérieur les incitait à préparer ; de sorte que, par un heureux concours de circonstances, que Duruy avait d'ailleurs pressenties lorsqu'il avait fondé l'École pratique des Hautes Études, celle-ci se trouva être pendant de longues années, grâce à des hommes comme Gabriel Monod, qui y professa sans discontinuer de 1868 à 1905, la vraie pépinière de nos universités.

A côté de celles-ci et de l'École pratique des Hautes Études, fortifiée par l'institution de nombreuses maîtrises de conférences nouvelles et de toute une section supplémentaire consacrée aux sciences religieuses (1886), à côté de l'École des chartes, où l'apprentissage du métier d'historien a été sans cesse perfectionné, à côté du Collège de France, où d'opportunes créations ont permis à des savants d'une valeur éprouvée d'initier le public studieux aux spécialités historiques les plus diverses, il convient aussi de rappeler le rôle fécond joué par les Facultés de droit dans le progrès des études d'histoire juridique et économique, par l'École du Louvre (fondée en 1881) dans le renouveau des études d'histoire de l'art, ou par des écoles sans estampille officielle, comme celle des Sciences politiques, où la volonté et le talent d'un de ses plus illustres maîtres, Albert Sorel, ont réservé dès l'origine (1872) une place d'honneur à l'enseignement de l'histoire diplomatique.

Les résultats de ce magnifique effort, pour inférieurs qu'ils soient encore à ce qu'exigerait le développement pris par certaines disciplines historiques, n'en ont pas moins été remar-

quables. Il suffit de parcourir la liste des thèses de doctorat soutenues depuis un demi-siècle ⁽¹⁾ et de la comparer à celle du demi-siècle précédent pour être aussitôt édifié. Les sacrifices consentis au profit de notre haut enseignement n'ont certes pas été vains.

II. — *Les instituts de recherches ; les sociétés savantes ; les revues historiques.*

Rien n'aura été plus utile, pour seconder et prolonger l'action des professeurs de l'enseignement universitaire, que la création à l'étranger de toute une série d'instituts de recherches, organisés plus ou moins sur le prototype de l'École française d'archéologie d'Athènes, dont le gouvernement de Juillet avait eu le mérite de doter, en 1846, les études relatives à l'Antiquité classique. En 1876, l'École française d'archéologie et d'histoire était ouverte à Rome ; puis vint le tour de l'Institut d'archéologie orientale du Caire (1880), de l'École française d'Extrême-Orient à Hanoï (1901), de l'Institut de Florence (1908), bientôt complété par des succursales à Milan et à Naples, de l'École des Hautes Études hispaniques à Madrid (1909), de l'Institut de Saint-Petersbourg (1912), de celui de Londres (1913) et, plus récemment, de ceux de Damas (1922), de Prague (1920), de Sofia (1922), de Varsovie (1923), de Belgrade, de Zagreb et Ljubljana (1923). Si, pour les derniers en date, nous n'en sommes encore qu'à l'ère des espérances, bien tangibles sont les résultats obtenus par ceux d'entre eux qui ont eu le temps de donner leur mesure, ainsi que par leur aînée, l'École d'Athènes, surtout depuis qu'en 1892 des champs de fouilles particuliers ont pu lui être attribués à Delphes d'abord, à Délos ensuite. La collection, imposante déjà, de travaux historiques et archéologiques de longue haleine que les deux instituts d'Athènes et de Rome publient en commun depuis

(1) Voir le *Répertoire alphabétique des thèses de doctorat ès lettres des Universités françaises*, 1903, par Albert MAIRE ; et aussi le *Catalogue et analyse des thèses françaises et latines*, 4^e éd., 1880, par DELTOUR et MOURIER.

1877 sous le titre de *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome* en rend suffisamment témoignage.

A l'intérieur de nos frontières, tandis que se poursuivait et s'intensifiait le travail méthodique des anciennes compagnies savantes, telles que l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des sciences morales et politiques, l'Institut historique (fondé en 1833 et transformé en 1872 sous le titre de Société des études historiques), la Société asiatique, la Société des antiquaires de France, le Comité des travaux historiques et scientifiques institué auprès du ministère de l'Instruction publique, la Société de l'Histoire de France ou la Société de l'École des chartes, on a vu, au cours du demi-siècle écoulé, quantité d'autres groupements se constituer et se donner pour tâche de faire progresser la science sur un terrain délimité : par exemple, la Société de l'Histoire de la Révolution française (1888), la Société d'Histoire moderne (1901), la Société de l'Histoire de l'art français (fondée en 1872, mais réorganisée en 1906), la Société des Études robespierristes (1907), la Société d'Histoire du droit (1913), la Société d'Histoire ecclésiastique de la France (1914), la Société d'Histoire de la guerre (1919), etc., Toutes ces sociétés ont pris l'initiative de recherches et de publications qui ont rendu de signalés services ; elles ont contribué à rapprocher les historiens adonnés à des études voisines et stimulé leur énergie ; enfin il en est, comme la Société d'Histoire moderne, qui, en inscrivant au programme de leurs séances d'importantes questions de méthodologie et de critique, ont su prendre un ascendant marqué sur l'orientation même de tout le travail historique.

Les sociétés d'histoire régionale et locale ont joué aussi leur rôle, et souvent un rôle de premier ordre ; et ce sont presque toujours celles dont la naissance ne remonte qu'au dernier demi-siècle, ou à peu près, qui, en s'attelant, dès l'origine, à des tâches choisies avec discernement, se sont acquis les plus beaux états de services. Les grandes collections de documents éditées par la Société de l'Histoire de Normandie (1869), par la Société des Archives historiques du Poitou (1871), par la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis (1874), par

la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France (1874), pour ne citer que celles-là, ont été l'occasion et le point de départ d'une foule de travaux de valeur, fondés sur une connaissance solide des textes et sur une pratique prolongée des saines méthodes d'érudition (1).

Enfin les revues d'histoire se sont multipliées, apportant aux hommes du métier à la fois les informations précises qui leur faisaient jadis défaut, des vues d'ensemble, des suggestions de tous genres et des possibilités nouvelles de produire les conclusions de leurs recherches. Avant la *Revue historique*, c'est tout juste si l'on pouvait citer, outre la *Revue des questions historiques*, née en 1866, et la *Revue des études historiques*, inaugurée dès 1834, mais qui ne pouvaient guère alors ni l'une ni l'autre passer pour des revues d'informations, un petit nombre de périodiques très spéciaux, tels que le vénérable *Journal asiatique* pour l'orientalisme, la *Revue archéologique* pour l'Antiquité classique, la *Bibliothèque de l'École des chartes* pour le Moyen Age ou la *Revue historique de droit français et étranger* pour l'histoire juridique. Depuis lors, notre pays a vu une étonnante floraison de revues tout entières ou partiellement réservées aux études historiques. Quelques-unes sans doute n'ont eu qu'une existence éphémère ; d'autres, après avoir fourni une belle carrière, comme la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1899-1914, qui vient de renaître sous le titre de *Revue d'histoire moderne*, ont été contraintes de suspendre, au moins momentanément, leur publication ; mais la plupart ont fait preuve de vitalité et ont rendu, chacune dans son domaine spécial, les plus précieux services. C'est le cas pour les périodiques suivants : *Revue d'histoire des religions* (1880), *Révolution française* (1881), *Moyen Age* (1888), *Revue des*

(1) La *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France* a été dressée par R. de LASTEYRIE, avec la collaboration de E. LEFÈVRE-PONTALIS et A. VIDIER, en six volumes in-4° (1886-1916), complétés par huit fascicules (1905-1911) de *Bibliographie annuelle* pour les années 1901-1909. Ajouter les *Tables générales des Bulletins du Comité des travaux historiques et scientifiques*, II : *Bulletin historique et philologique*, 1925, par G. DE BAR, qui continuent pour les années 1882-1915 la *Table générale* publiée par O. TEISSIER en 1873.

études anciennes (1899), *Revue de synthèse historique* (1900), *Annales révolutionnaires* (1908), *Revue des études napoléoniennes* (1912) ⁽¹⁾, *Revue d'histoire de l'Église de France* (1910), *Revue de l'histoire des colonies françaises* (1912), etc., auxquelles s'ajoutent naturellement les grandes revues régionales : *Annales de Bretagne* (1886), *Annales du Midi* (1889), *Revue d'histoire de Lyon* (1902), *Revue du Nord* (1910), etc.

Certes, la multiplication des revues, des sociétés, des groupements d'études, pourrait, à la longue, n'être pas sans inconvénients et, à trop s'éparpiller, les efforts des historiens courraient le risque de devenir stériles. Mais jusqu'alors, de tant d'entreprises et de publications parallèles, la science historique a tiré surtout des bénéfices, et qui dépassent de beaucoup les plus belles espérances d'il y a cinquante ans.

III. — *Inventaire et publication des documents.*

Le travail accompli par les archivistes et les bibliothécaires pour faire connaître les documents dont ils ont la garde n'a pas été un des moindres facteurs des progrès réalisés. Le catalogue des manuscrits de nos bibliothèques publiques a été fait ou refait presque en entier. L'inventaire de nos archives départementales, communales et hospitalières, qui ne comptait guère plus d'une soixantaine de volumes imprimés vers 1875, en compte aujourd'hui plus de huit cents ; les archives de la période révolutionnaire, qui étaient alors à peine explorées, sont actuellement, tant à Paris qu'en province, parmi les mieux connues ; celles du ^{xix}^e siècle commencent à l'être. Des dépôts d'archives, naguère inaccessibles ou presque, ont ouvert largement leurs portes et livré leurs secrets : par exemple, ceux de nos ministères des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine ⁽²⁾. Au dehors, des mesures libérales, comme celles

(1) Les *Annales révolutionnaires* ont fusionné, depuis 1924, avec les *Annales historiques de la Révolution française*, et la *Revue des études napoléoniennes* a pris, en 1926, le titre de *Napoléon. La revue du XIX^e siècle*.

(2) Nous ne pouvons ici qu'indiquer d'un mot, faute de place, que l'inventaire de nos « richesses d'art » a été, parallèlement, repris sur des bases nouvelles et poursuivi avec la plus grande activité. Citons au moins

du pape Léon XIII, décidant d'accueillir aux archives du Vatican tous les chercheurs de bonne volonté, ont eu sur les études historiques, en France comme ailleurs, des effets incalculables.

Mieux armé pour remonter jusqu'aux sources de l'histoire, on s'est, comme de juste, préoccupé de les faire connaître par des recueils largement conçus et par des éditions critiques destinées à parer aux insuffisances de tous genres des anciennes publications. En ce qui concerne le Moyen Age et les temps modernes jusqu'en 1789, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, puis la Société de l'Histoire de France et la Commission ministérielle des Documents inédits sur l'histoire de France, fondées en 1833-1834, n'ont eu qu'à persévérer dans la voie où elles s'étaient déjà engagées ; mais elles ont été puissamment secondées dans leur œuvre d'édition de textes historiques par les plus actives des sociétés d'histoire locale, auxquelles on doit souvent des recueils documentaires d'un très vif intérêt ⁽¹⁾. En outre, des collections nouvelles ont été créées pour la mise au jour des documents les plus considérables de notre histoire, entre autres, en 1882, la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*, malheureusement disparue en 1914 après l'apparition de son cinquantième volume ⁽²⁾ ; le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution*, entamé en 1884 ; enfin, tout récemment, la collection des *Classiques de l'histoire de France au Moyen Age*, qui va bientôt atteindre son neuvième volume.

l'important *Répertoire d'art et d'archéologie* qui paraît depuis 1910 et rappelle la double création à Paris d'une Bibliothèque d'art et d'archéologie de l'Université de Paris, due à l'initiative de M. Doucet en 1909, et d'un dépôt d'Archives photographiques d'art et d'histoire au sous-secrétariat des Beaux-Arts (en 1922).

(1) Outre la collection publiée par la Société des antiquaires de Normandie (depuis 1869), celles des *Archives historiques du Poitou* (depuis 1872) et des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* (depuis 1874), auxquelles nous avons déjà fait allusion, citons, entre autres, les *Archives historiques de la Gascogne* (depuis 1883), les *Archives historiques du Maine* (depuis 1900) et le recueil plus ancien des *Archives historiques de la Gironde* (depuis 1858).

(2) Plus exactement, le cinquantième et dernier volume (t. III des *Commentaires* de Monluc) vient d'être mis en distribution, onze ans après le quarante-neuvième ; mais la *Collection* est bien morte depuis 1914.

Pour l'histoire de l'époque révolutionnaire, tout ou presque tout, il y a cinquante ans, était à créer. Les volumes de documents inédits publiés à partir de 1888 par la Société de l'Histoire de la Révolution française et surtout les magnifiques recueils dus soit à la Commission municipale de recherches sur l'histoire de Paris pendant la Révolution et l'époque contemporaine, instituée en 1887, soit, depuis 1889, au comité des Documents inédits sur l'histoire de France, soit enfin au comité central et aux comités départementaux institués en 1903 pour la publication des *Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française*, ont réellement marqué le début d'une ère nouvelle.

Ce sera sans doute l'œuvre des années qui viendront de doter enfin l'histoire du xix^e siècle de recueils dignes d'être mis en parallèle avec ceux dont l'histoire révolutionnaire a été ainsi d'ores et déjà amplement pourvue. Mais les érudits qui s'y consacreront trouveront le travail amorcé sur plus d'un point par les initiatives heureuses de quelques sociétés, comme la Société d'Histoire contemporaine, fondée en 1890, ou d'organismes officiels, comme la Section historique de l'état-major de l'armée, pour les documents d'ordre militaire (depuis 1882), ou, depuis 1910, la Commission des Archives diplomatiques pour ceux qui concernent les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*.

IV. — Les grands répertoires.

Après les inventaires et les publications de documents, rien n'est plus nécessaire à l'historien que de bons répertoires des ouvrages existants et des notions acquises. La France, il faut le reconnaître, était, à cet égard, il y a cinquante ans, en état d'infériorité flagrante par rapport à certains de ses voisins. Il a fallu compenser ce retard et, si toutes les lacunes passées ne sont pas encore comblées, il est de fait que le mal a été déjà pour une bonne part réparé.

Le besoin de répertoires bibliographiques était le plus pressant. Il a fallu pourtant attendre jusqu'en 1888 l'utile *Bibliographie de l'histoire de France... depuis les origines jusqu'en*

1789, de Gabriel Monod, qu'on a eu le tort de laisser vieillir sans en donner de temps à autre des éditions refonduës et augmentées. C'est seulement à dater de 1898 que cet inconvénient a été pallié en quelque mesure par la publication du *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France* de G. Brière et P. Caron ⁽¹⁾ et seulement en 1907-1908 qu'a paru la *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de la France depuis 1789*, de P. Caron ⁽²⁾, laquelle fait suite à celle de G. Monod, quoique conçue sur un tout autre plan. On peut espérer aujourd'hui qu'au nouveau *Répertoire bibliographique de l'histoire de France*, de P. Caron et H. Stein, dont le tome I^{er} (pour les années 1920 et 1921) a paru en 1925, on ne tardera pas trop à annexer une bibliographie rétrospective analogue à celle de G. Monod et dont les bibliographies annuelles permettront d'opérer aisément une refonte fréquente.

Mais si une bonne bibliographie générale de l'histoire de France reste encore à composer, le nombre et la qualité des répertoires bibliographiques de tous genres que, dans ces vingt-cinq ou trente dernières années, ont publiés des érudits comme Ch.-V. Langlois, H. Stein, A. Molinier, H. Hauser, É. Bourgeois, L. André, U. Chevalier, etc., sont de nature à satisfaire les plus exigeants.

On doit regretter que rien n'ait été fait pour remplacer les vieux dictionnaires biographiques de Michaud ou de la librairie Firmin-Didot et que la France n'ait pas encore, comme, par exemple, l'Allemagne, l'Angleterre ou la Belgique, doté la science d'une *Biographie nationale* digne des grands noms de son passé. Du moins doit-on au pays des Diderot et des d'Alembert une *Grande Encyclopédie* en 31 volumes (1885-1901), où l'histoire a été largement traitée; et quelques encyclopédies spéciales réservées à d'importantes fractions du domaine historique : c'est le cas du remarquable *Dictionnaire des antiquités grecques*

(1) En principe, annuel ; 10 volumes parus. Le t. VIII (années 1907-09) et le t. XII (années 1913-19) sont en préparation. Pour la suite, voir le *Répertoire bibliographique de l'histoire de France*.

(2) La bibliographie des travaux publiés dans cette même période sur l'histoire de la France de 1500 à 1789, par MM. MARTIN et SAULNIER, est sous presse.

et romaines, 1873-1918, de l'imposant *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie* de dom Cabrol et dom Leclercq (en cours depuis 1907), du non moins volumineux *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* publié sous la direction de Mgr. Baudrillart et de quelques autres (depuis 1909), et, tout récemment, du petit, mais substantiel *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 1923, de M. Marion.

Ce dernier volume est, malheureusement, un des rares répertoires qui aient été consacrés chez nous aux anciennes institutions. Une tentative faite il y a quarante ans pour créer une collection de « manuels » savants des institutions antiques, médiévales et modernes, n'a abouti qu'à la publication de deux volumes : le *Manuel des institutions romaines*, 1886, de Bouché-Leclercq, et le *Manuel des institutions françaises, période des Capétiens directs*, 1892, d'A. Luchaire. Les autres volumes de cette série, annoncés à diverses reprises, n'ont jamais vu le jour. On ne saurait cependant oublier les services rendus, pour l'Antiquité, par le *Manuel de philologie classique*, 1883-84, de S. Reinach et par le tout récent *Manuel des études grecques et latines*, 8 fasc., 1924-26, de L. Laurand.

De vieux répertoires comme l'*Art de vérifier les dates* ou la *Gallia christiana* ont été l'objet de refontes partielles dans le *Trésor de chronologie*, 1889, de L. de Mas-Latrie et la *Gallia christiana novissima* des chanoines Albanès et Chevalier (en cours de publication depuis 1901) ; mais c'est plutôt à des œuvres de moins longue haleine et plus maniables que les érudits ont désormais cru urgent de donner leurs soins. De là cette belle et déjà longue série de manuels de « sciences auxiliaires de l'histoire » (parus chez divers éditeurs), inaugurée en 1889 par le *Manuel de paléographie* (4^e édition en 1925) de M. Prou et qui s'est continuée depuis par le *Manuel de diplomatique* (1894, réimprimé en 1925) d'A. Giry, le *Manuel de bibliographie historique*, 1901-04, de Ch.-V. Langlois, le *Manuel de numismatique française*, 1912-16, d'A. Blanchet et A. Dieudonné, les *Manuels d'archéologie* de C. Enlart, J. Déchelette, Ch. Diehl, H. Saladin et G. Migeon, R. Cagnat et V. Chapot, etc. Enfin on peut dire que la suite incomparable des *Dictionnaires topo-*

graphiques publiés depuis 1861 par le Comité des travaux historiques et les ouvrages capitaux d'A. Longnon, notamment son grand *Atlas historique de la France* (jusqu'en 1380), permettent provisoirement d'attendre la publication du répertoire général de géographie historique française dont il faudra bien un jour que nous disposions.

V. — *Ouvrages d'érudition.*

Faute de pouvoir donner ici un relevé, même sommaire, des principaux ouvrages d'érudition parus depuis 1876, nous voudrions du moins dire en bref quels sont les domaines historiques qu'ils ont plus particulièrement contribué à défricher. Nous laisserons toutefois en dehors de cette rapide revue l'histoire ancienne et l'histoire orientale, dont il sera parlé en d'autres chapitres.

Notre connaissance des premiers siècles du Moyen Age français a été presque entièrement renouvelée à la suite des livres retentissants de Fustel de Coulanges. Plus encore par les problèmes qu'elle a soulevés que par les solutions, fort contestables, qu'elle a apportées, son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, dont le tome 1^{er} remonte à 1875, a été le point de départ d'une foule de travaux sur les institutions des temps mérovingiens et carolingiens et sur les origines des institutions féodales. Mais elle a ramené aussi fortement l'attention des érudits sur une des périodes les plus obscures, quoique en même temps une des plus décisives de notre histoire, celle où, dans l'écroulement de l'Empire de Charlemagne, la France a commencé à prendre corps et à s'organiser en un royaume distinct.

C'est à l'étude de cette période que se sont consacrés successivement Achille Luchaire (à partir de 1883), puis A. Giry (à dater surtout de 1887) et ses disciples, parmi lesquels M. Ferdinand Lot a mérité, dès 1891, une place d'honneur ; mais, tandis que Luchaire faisait porter sur l'histoire des *x^{ie}* et *xii^e* siècles le plein de son effort, c'est sur l'histoire des *ix^e* et *x^e* siècles que Giry et ceux qui suivaient son impulsion reportaient

le leur ; les nombreux volumes dont ces derniers ont enrichi la *Bibliothèque de l'École pratique des Hautes Études* prouvent assez que cet effort non plus n'a pas été vain.

Une autre initiative de Giry avait eu quelques années plus tôt pour effet de susciter parmi les jeunes historiens un vif mouvement d'intérêt en faveur de l'étude des institutions urbaines. En publiant dès 1877 son *Histoire de la ville de Saint-Omer* et surtout en orientant pendant plusieurs années (1874-1887) dans ce sens son enseignement à l'École pratique des Hautes Études, il eut la satisfaction de pouvoir, soit par ses propres travaux, soit par ceux des nombreux historiens qui furent ses élèves ou s'inspirèrent de son exemple, entraîner une révision d'ensemble de nos connaissances touchant l'origine et les conséquences de ce qu'on a appelé la révolution communale.

Cependant, autour de maîtres tels que M. Ch.-V. Langlois, l'histoire des institutions de la royauté capétienne et celle de la société française au temps de saint Louis et des derniers Capétiens directs était pareillement remise en chantier. L'exploration méthodique des dossiers d'archives, que les érudits de l'âge précédent n'avaient pas ou avaient mal utilisés, permettait de dissiper bien des obscurités, de substituer des données certaines aux théories aventurées dont l'histoire des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles était naguère encore encombrée, et de révéler la figure véritable de la monarchie française à l'époque où s'organisait déjà l'absolutisme royal.

Mieux connue depuis longtemps, la France des premiers Valois, de la guerre de Cent Ans et de Louis XI, n'a peut-être pas réservé aux érudits des nouveautés aussi marquantes. Néanmoins, l'histoire diplomatique et l'histoire religieuse de cette période ont tiré des bénéfices considérables des recherches entreprises dans les dépôts d'archives de l'étranger, et les multiples travaux dont l'histoire intérieure du pays a été l'objet nous ont rendus étonnamment familiers avec les mœurs et la vie sociale de ce temps. La création, en 1907, d'une *Bibliothèque du XV^e siècle*, qui compte déjà une trentaine de volumes, atteste, en outre, qu'il y a désormais un public pour ces sortes d'études.

Un autre champ que les médiévistes ont exploité avec le plus d'entrain et de bonheur est celui de l'histoire de nos anciennes provinces. Ils se sont appliqués, comme on l'a dit, à « décentraliser l'histoire » ou, pour parler plus exactement, à faire à l'histoire provinciale une place enfin proportionnée à son importance relative. C'est pourquoi ceux d'entre eux qui se sont spécialisés dans l'étude de l'ère féodale l'ont étudiée avec tant de soin ; et l'on sait quel profit l'histoire générale a pu tirer de leurs recherches.

Ajoutons enfin, avant de quitter le Moyen Age, que la contribution des érudits français à l'histoire étrangère a été sur plusieurs points décisive : l'histoire byzantine, brillamment remise en honneur par le *Constantin Porphyrogénète*, 1870, d'Alfred Rambaud, a été cultivée avec un rare bonheur par un groupe d'érudits au premier rang desquels s'est placé M. Ch. Diehl ; l'histoire de l'Angleterre à l'époque de la guerre de Cent Ans ; celle de l'Italie et celle de la papauté, que les membres de l'École française de Rome, Mgr Duchesne en tête, et les chapelains de l'église romaine Saint-Louis-des-Français ont si fortement aidé à corriger ou compléter, sont sans doute parmi celles auxquelles nos érudits se sont le plus utilement appliqués.

Dans l'histoire moderne et contemporaine, peu de périodes ont été aussi passionnément étudiées que celle de la Renaissance et de la Réforme. La révolution intellectuelle et religieuse du xvi^e siècle a donné matière soit à des recueils tels que la *Revue de la Renaissance* fondée en 1901, soit à des monographies pénétrantes et à quelques travaux d'ensemble, parfois contestables, tels que ceux de M. Imbart de la Tour, qui a eu du moins le grand mérite de poser d'une façon nouvelle et à la lumière de documents inconnus ou mal connus maint problème touchant les origines de la Réforme dans notre pays. Du même coup, toute l'histoire de la pensée religieuse en France depuis la fin des guerres de religion et plus particulièrement peut-être au xvii^e siècle s'est trouvée replacée dans un jour nouveau. Elle a été scrutée avec un redoublement de curiosité érudite qui nous a valu des livres révélateurs, parmi lesquels on peut retenir à

titre d'exemple ceux qu'on doit à la science subtile de M. l'abbé Bremond. C'est un signe des temps que des ouvrages comme les siens, qui jadis eussent été abandonnés aux théologiens, aient éveillé tant d'attention chez les historiens. Ceux-ci ne se croient, heureusement, plus autorisés à tenir l'histoire des doctrines, quelles qu'elles soient, pour étrangère à l'histoire proprement dite, et l'on observerait aisément, en parcourant un catalogue des travaux consacrés aux trois ou quatre derniers siècles, que la place faite tant à l'histoire des idées religieuses qu'à celle des idées politiques ou des idées sociales ou des théories économiques a depuis quelque temps été sans cesse grandissant.

Dans le domaine des faits, ce sont d'ordinaire moins les faits politiques que les faits sociaux et économiques qui ont fourni matière aux recherches. Conséquence normale de l'évolution même de nos esprits et de nos mœurs ; et la liste serait longue des historiens qui se sont fait ici un nom. Ce qui ne veut pas dire que les autres aspects de notre histoire moderne et contemporaine aient été négligés. Il est même dans notre passé des périodes décisives, celles des révolutions politiques dont est sorti notre régime actuel et, en particulier, la Révolution de 1789 et ses suites jusqu'à la chute de Napoléon I^{er}, qui ont été l'objet de travaux innombrables. La qualité en est, il est vrai, quelque peu inégale. Trop d'historiens improvisés ont cru pouvoir se mêler d'écrire l'histoire de la Révolution ; chez certains les passions politiques rétrospectives ont pu faire dévier parfois le jugement le plus droit. Mais que l'on compare seulement les ouvrages dus à la plume de MM. Aulard, Mathiez, Sagnac, Rod. Reuss et de tant d'autres spécialistes de l'époque révolutionnaire à ceux de leurs prédécesseurs, et l'on jugera du premier coup des immenses progrès réalisés au point de vue de la science et de la vérité impartiale.

L'énumération qui précède est loin d'épuiser la liste des grands sujets auxquels se sont attaqués les érudits du dernier demi-siècle. Il y faudrait ajouter notre histoire coloniale, dont des livres récents ont entamé l'étude méthodique ; notre histoire militaire, que les officiers de la section historique de l'état-major se sont employés avec succès à reprendre tout entière,

textes en mains, surtout depuis une trentaine d'années ; et aussi notre histoire diplomatique, enfin possible depuis que, chez nous et au dehors, les papiers qui la concernent ont cessé d'être tenus secrets. Il y faudrait ajouter aussi plusieurs tranches importantes d'histoire étrangère — en particulier celle de la Bohême, qui a été, avec celle de l'Empire allemand, la grande pensée d'Ernest Denis (mort en 1921).

Mais force est de nous borner et de conclure en faisant observer qu'une des caractéristiques de l'immense labeur fourni par les historiens de la période de cinquante ans qui s'achève est précisément sa variété même : non seulement les méthodes sont devenues plus rigoureuses, l'esprit critique s'est affermi ⁽¹⁾, mais l'horizon historique s'est élargi, et la curiosité des chercheurs tend désormais à ne connaître d'autres limites que celles qui lui sont imposées par l'état de la documentation.

VI. — *Les grandes synthèses historiques.*

Cet élargissement progressif des connaissances positives dues aux recherches des érudits a rendu plus nécessaire que jamais la composition de livres généraux, où les résultats de la science soient non pas seulement enregistrés comme dans les répertoires cités plus haut, mais fondus, éclairés les uns par les autres et encadrés dans l'ensemble des faits déjà acquis. Aussi, parallèlement au travail érudit, un travail de mise au point et de synthèse s'est-il poursuivi, depuis une trentaine d'années surtout.

Nous n'oublions certes pas les puissantes constructions d'un Renan, dont l'*Histoire du peuple d'Israël*, 1887-93, a été tout entière conçue durant notre période, ni d'un Taine, dont les *Origines de la France contemporaine* datent des années 1876-93, ni d'un Albert Sorel, dont *L'Europe et la Révolution française* a paru de 1885 à 1904 ; nous n'oublions pas davantage que la publication de la grande *Histoire de l'art dans l'Antiquité*

(1) Ici, nous nous permettrons, ne pouvant insister, faute de place, de renvoyer à notre volume, *L'Histoire en France depuis cent ans*, 1914.

de Perrot et Chipiez a commencé en 1882 et que les deux œuvres maîtresses de Victor Duruy, son *Histoire des Romains* en sept volumes et son *Histoire des Grecs* en trois volumes, n'ont vu le jour qu'entre 1876 et 1888. Mais la plupart de ces œuvres, sinon toutes, se rattachent plutôt aux traditions de l'époque antérieure et ne doivent que peu de chose aux recherches entreprises par les érudits des dernières générations.

Plus savante d'allure et inspirée d'un tout autre esprit est l'*Histoire des peuples de l'Orient classique*, 1892-1900, de G. Maspero dont le premier volume est à peu près contemporain du tome I^{er} de l'*Histoire générale*, 1892-1901, de Lavis et Rambaud. Celle-ci a représenté en France un type nouveau : la synthèse collective par des équipes disciplinées de spécialistes, attelés chacun à la rédaction de quelques chapitres correspondant à sa compétence stricte d'érudit. Soixante-dix historiens ont collaboré aux douze volumes dont elle se compose, ce qui est beaucoup sans doute ; mais le résultat a été jugé assez satisfaisant pour qu'une *Histoire de la langue et de la littérature françaises* et une *Histoire de l'art* du même modèle aient été peu après (1896 et 1905) entreprises sous la direction l'une de Petit de Julleville, et l'autre d'André Michel.

Néanmoins les inconvénients de ces types d'ouvrages, où l'ensemble est toujours plus ou moins sacrifié au détail, n'ont pas échappé à la clairvoyance de leurs rédacteurs mêmes, et plusieurs d'entre eux ont cru qu'il était possible de continuer à écrire des synthèses personnelles, marquées de l'empreinte de leur talent, sans cesser pour autant de faire œuvre scientifique. C'est ainsi qu'en 1896-97 M. Seignobos a publié son *Histoire politique de l'Europe contemporaine* (refondue en 1924-26) ou qu'en 1900-1901 M. Aulard a donné son *Histoire politique de la Révolution française* ; ainsi encore que M. Jullian a entamé en 1907 son *Histoire de la Gaule*, M. Albert Waddington en 1911 son *Histoire de Prusse*, M. Élie Halévy en 1912 son *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, M. Gsell en 1913 son *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*.

En même temps, sans renoncer aux synthèses collectives, on en a conçu d'un type mixte, formées de volumes indépendants,

quoique bâtis tous à peu près sur le même plan, subordonnés à une pensée directrice et groupés de façon à s'agencer en une suite ininterrompue. La belle *Histoire de France* en vingt-huit volumes, à la rédaction de laquelle Ernest Lavisse a présidé de 1900 à 1922, est le modèle du genre, et il est peu probable qu'il soit de longtemps surpassé. L'*Histoire de la nation française* de M. Hanotaux, actuellement en cours de publication, procède de la même méthode générale, encore que les matières y soient réparties d'une tout autre façon ; et il en est de même des nouvelles histoires générales qui ont commencé ces dernières années à paraître : l'*Évolution de l'humanité* en cent volumes, sous la direction de M. Berr, l'*Histoire du monde* en douze volumes, sous la direction de M. Cavaignac, l'*Histoire générale* en cinquante volumes, sous la direction de M. Glotz, *Peuples et Civilisations* en vingt volumes, sous la direction de L. Halphen et Ph. Sagnac. Ces diverses histoires diffèrent par leur plan et leur esprit ; mais elles se ressemblent toutes en ceci qu'elles cherchent à canaliser vers une fin commune, sans les annihiler, les efforts créateurs des historiens associés à l'œuvre en voie de réalisation.

Cette orientation nouvelle du travail collectif est, si nous ne nous trompons, l'indice d'un changement heureux qui achève de s'opérer dans le camp des historiens. Après avoir pu craindre un moment que l'histoire tout entière ne versât dans l'érudition stérile, on observe aujourd'hui un retour à des méthodes plus larges et plus compréhensives, avec ce correctif, dont nous sommes surtout redevables à l'expérience de ces cinquante dernières années, que l'esprit généralisateur ne doit plus travailler désormais que sur les données patiemment réunies par le labeur d'une érudition probe jusqu'à en paraître quelquefois méticuleuse.

Car entre l'érudition et l'histoire le danger d'un divorce, que certains jadis annonçaient comme imminent, semble définitivement conjuré. On n'accepterait plus aujourd'hui un livre d'histoire générale qui n'aurait point pour auteur un homme rompu à la pratique des textes et ayant fait ses preuves comme

érudit ; en revanche, le temps est passé définitivement des simples fureteurs de bibliothèques ou dénicheurs d'archives, à qui les émotions de la chasse aux documents procuraient, assure-t-on, des joies assez fortes pour leur faire perdre jusqu'à la notion même de ce que doit être l'histoire.

Entre les exigences rigoureuses de la recherche érudite et les nécessités de la synthèse prudente, mais suggestive, est-on parvenu enfin à établir un juste équilibre ? Ne reste-t-il pas à trouver des méthodes et des points de vue nouveaux, de nature à donner satisfaction plus complète aux sociologues que l'empirisme des historiens déconcerte et qui rêvent d'une histoire plus réellement « scientifique » ? Ceci est le secret de l'avenir. Tel qu'il est, le présent doit, semble-t-il, inspirer confiance : malgré les difficultés multiples dont, depuis l'ébranlement causé par la guerre, l'histoire, comme toutes choses, a matériellement pâti, il n'y a dans la production historique française ni ralentissement grave ni fléchissement ; peut-être même pourrait-on soutenir que les dures leçons de la guerre et de l'après-guerre n'ont pas été sans valoir aux historiens un supplément d'expérience dont leurs livres se ressentent déjà eux aussi.

GRANDE-BRETAGNE

par

Charles BÉMONT

Membre de l'Institut, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études

Le présent chapitre ne traitera pas seulement du Royaume appelé Grande-Bretagne et qui comprend l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse, il embrassera tout l'Empire Britannique avec l'Irlande, les colonies et les Dominions ; mais la plus grande partie sera prise par l'Angleterre proprement dite. Je parlerai d'abord des sources et de l'organisation du travail.

Depuis un demi-siècle, l'érudition historique a fait des progrès considérables dus à deux causes principales : d'abord aux facilités toujours accrues données aux travailleurs dans les archives et les bibliothèques ; ensuite à la création d'un enseignement supérieur, des deux côtés de l'Atlantique, qui a formé non seulement des groupements d'érudits initiés aux méthodes d'investigation et de critique, mais aussi un public capable d'en goûter et d'en encourager les productions.

Le plus grand dépôt d'archives est le Public Record Office. Le tableau des fonds qui le constituent a été dressé en dernier lieu par Giuseppi, *A guide to the manuscripts preserved in the P. R. O.*, 1923-24. Des inventaires numériques sont en outre publiés à des intervalles rapprochés dans une série de *Lists and Indexes*. Ajoutons-y deux ouvrages dus à Hubert Hall, *Studies in English official historical documents*, 1908, et *Repertory of British archives*. I : *England*, 1920.

Quant aux *Chronicles and memorials* ou collection dite du Maître des rôles (*Rolls series*), elle est virtuellement terminée après une production qui n'a cessé d'être abondante jusque dans les premières années du xx^e siècle.

Les archives locales et privées, dont l'accès est souvent dif-

ficile, ont été en partie inventoriées par les soins d'une R. Commission on historical manuscripts, fondée en 1869 ; elle a déjà édité une centaine de volumes remplis de documents sur toutes les époques de l'histoire.

Le British Museum contient, comme on le sait, un très grand nombre de livres imprimés et de manuscrits, sans compter d'admirables collections d'antiquités, de monnaies et de médailles, etc. Nombreux sont les guides et répertoires que l'administration met à la disposition du public et des travailleurs. Pour les manuscrits, le catalogue des anciens fonds est depuis longtemps terminé ; celui des acquisitions nouvelles est tenu au courant par des volumes d'*Additional manuscripts*. Pour les livres imprimés, on a le catalogue général complet en 103 vol. in-4° (1881-99), avec une vingtaine de volumes supplémentaires et, depuis 1901, le *Subject index of the modern works added to the library of the British Museum*. En outre, un *English catalogue of books*, 10 vol., dû à l'industrie privée, renseigne les travailleurs sur ce qui se publie chaque année en Angleterre, et en partie aussi aux États-Unis d'Amérique. Un *Catalogue of printed books in the library of the Foreign office* vient de paraître (1926). Depuis 1915, la Library Association fait paraître un *Subject index to Periodicals*, qui traite de tout sujet et de tout pays. Pour la géographie, on consultera le *Book of British topography*, 1881, de John P. Anderson, le *Catalogue of the maps and plans*, 1890, dressé par les soins de l'Ordnance Survey, et la première partie (*topographical*) d'un *Guide to the Reports on collections of mss.*, 1914, qui facilite les recherches dans l'infini domaine exploité par la Commission des manuscrits historiques. Disons tout de suite que le seul ouvrage de géographie historique utile pour les étudiants est celui d'Emil Reich, *A new student's Atlas of English history*, 1903, qui contient 55 cartes avec un commentaire ; une introduction historique accompagne également le *Historical Atlas of modern Europe, 1789-1922*, 2^e éd., 1924, par C. Grant Robertson et J. G. Bartholomew. Enfin on ne lira pas sans profit, bien qu'il soit un peu superficiel, le résumé présenté par Miss E.-H. Carrier, *Historical geography of England and Wales*, 1926. Dans l'*Atlas*

of the modern Europe, 1897-1902, de R. L. Poole, les cartes sont commentées par des spécialistes. Les collèges des universités ou affiliés à des universités possèdent aussi pour la plupart des collections de livres et de manuscrits dont on pourra trouver l'indication dans l'ouvrage de Ch. Gross, sur lequel nous reviendrons. Enfin, les publications des nombreuses sociétés savantes, indiquées dans ce même ouvrage, sont annoncées régulièrement par le *Year book of scientific and learned societies of Great Britain and Ireland* qui paraît depuis 1883. Pour la Royal Historical Society et la Camden Society, Hubert Hall a publié (1925) un précieux répertoire (*List and Index*) de leurs publications depuis 1840.

La British Academy publie des *Proceedings* et subventionne, depuis 1914, des publications de textes tels que les *Records of social and economic history*, sous la direction de P. Vinogradoff.

Une autre source de renseignements est fournie par les revues d'histoire. L'*English historical Review* (depuis 1886) rend d'incalculables services. Une Historical Association, fondée en pleine guerre, et dont le professeur Pollard fut le principal animateur, a fait paraître, depuis 1916, un périodique trimestriel, *History*, auquel s'ajoutent un *Annual Bulletin* et de courtes brochures (*Leaflets*) d'un caractère exclusivement bibliographique : on en compte déjà plus de cinquante. L'Institute of historical research, fondé en 1921 auprès de l'Université de Londres, donne dans un *Bulletin* tous renseignements utiles en ce qui concerne la publication des documents historiques et publie des corrections et additions au *Dictionary of national biography*. Depuis 1923, le *Cambridge historical Journal* est ouvert à des travaux qui s'étendent sur tout le domaine de l'histoire générale. L'*American historical Review* (depuis 1895) intéresse presque autant l'histoire de l'Angleterre que celle de l'Amérique ; de même les publications des grandes universités telles que Harvard, Johns Hopkins, Princeton, Yale, etc.

Le répertoire de Charles Gross, *Sources and literature of English history* (jusqu'en 1485), dont une deuxième édition a paru en 1915, est indispensable pour toute recherche sur l'histoire médiévale. Pour l'époque moderne, il sera continué par

une double équipe de bibliographes anglais et américains. En attendant, on peut mentionner le volume de James Th. Geroud, *Sources of British history 1603-1689*, 1921, répertoire qui contient seulement les ouvrages conservés dans la Bibliothèque de l'Université de Minnesota.

Ainsi, les matériaux, les instruments de travail abondent. La mise en œuvre de ces richesses est facilitée par le développement récent de l'enseignement supérieur. Il n'y a guère plus d'un demi-siècle que les vieilles universités sont entrées, de gré ou de force, dans la voie des réformes nécessaires ; sous le règne de Victoria, des universités nouvelles ont été fondées qui, n'étant pas entravées par des traditions séculaires, s'adaptèrent, dès le début, aux besoins nouveaux. On compte aujourd'hui onze universités au sud de la Tweed et soixante-sept dans tout l'Empire (voir W. H. Dawson, *The year book of the universities of the Empire*, 1925) ; encore faut-il ajouter à ce nombre celui de certaines universités américaines qui se sont promptement placées à côté des vieilles universités de l'Europe. Partout, ces établissements sont largement ouverts et les diplômes universitaires peuvent être obtenus sans aucune distinction de sexe ni de confession religieuse. Bien-faisante liberté, qui a considérablement accru le nombre des « skilled labourers » ; à l'Université de Londres, transformée maintenant en corps enseignant, et dans les collèges qui lui sont affiliés, jeunes gens et jeunes filles peuvent aujourd'hui, pour faire leur apprentissage, trouver des cours pratiques et techniques. C'est ainsi que s'est développé l'enseignement des sciences auxiliaires (paléographie, diplomatique, chronologie, bibliographie, etc.) ; en même temps se multipliaient les recueils de fac-similés qui sont indispensables à l'étude critique des documents écrits (voir Gross, chap. II).

En ce qui concerne la production historique, je parlerai d'abord des livres d'histoire générale, puis de ceux qui traitent seulement de certaines périodes ou de disciplines particulières.

Histoire générale. — L'*Encyclopædia Britannica*, 11^e éd., 29 vol., 1911, déborde en tous sens le domaine historique ;

les bibliographies qui complètent les articles consacrés à l'histoire sont de première utilité. En ce qui concerne proprement l'histoire d'Angleterre, les travaux d'ensemble, rédigés par des groupes de spécialistes, se sont multipliés pendant le dernier quart de siècle. Ce sont : *Political history of England*, 12 vol., 1905-10, publiés sous la direction de W. H. Hunt et de R. L. Poole; *A history of England*, 7 vol., 1905-15, sous celle de Sir Charles Oman; *Social England, a record of the progress of the people*, 6 vol., 1893-97 (une seconde édition, 1901-04, dirigée par de H. D. Traill et T. S. Man, doit être préférée, d'abord parce qu'elle est illustrée, ensuite parce que plusieurs chapitres ont été refaits); *Cassell's history of the British people*, 7 vol., 1925, etc. Dans chacune de ces compilations, la bibliographie tient une place appréciable. Le *Dictionary of national biography*, 63 vol., 1885-1900, réimprimé de 1908 à 1909 en 21 vol., plus trois volumes de supplément, doit être dans toutes les bibliothèques où l'on travaille. Le *Complete Peerage*, 8 vol., 1887-98, de G. E. Cokayne, est le meilleur répertoire des familles appartenant à l'aristocratie. Sous la direction de professeurs de Cambridge, ont été publiées, commencées ou annoncées d'autres compilations de vaste envergure : *Cambridge medieval history*, 5 vol. déjà parus, 1911-26; *Cambridge modern history*, 12 vol. et un atlas, 1902-12; *Cambridge history of English literature*, 14 vol., 1907-16, où plusieurs chapitres sont consacrés à l'histoire, etc.

Qu'un seul homme entreprenne de raconter toute l'histoire d'Angleterre et qu'il y réussisse, c'est un cas exceptionnel; il se produisit, en 1875, quand parut la *Short history of the English people* de J. R. Green. Aussitôt accueillie avec une vive admiration, tempérée d'ailleurs par de nombreuses critiques de détail, puis revue, augmentée jusqu'au point de compter quatre volumes richement illustrés (1892-94), elle a reçu sa forme presque définitive, en 1916, quand la veuve de l'illustre historien en poussa le récit jusqu'à nos jours. Une traduction française par Auguste Monod (1887) a mis à la disposition des lecteurs français cette œuvre originale, où, pour la première fois peut-être, un historien présentait, encore assez timide-

ment, l'histoire du peuple et non plus celle de la royauté ou des partis politiques. Des tentatives plus récentes : *A short history of the English commonwealth*, 2 vol. avec un atlas, 1920-22, de Ramsay Muir, *History of the people of England*, de Miss Greenwood, 3 vol., 1921-26 (le t. III s'arrête en 1834) ; *History of England*, 1926, de George M. Trevelyan, sont dignes d'attention.

Les étudiants n'ont pas été oubliés. C'est pour leur usage qu'ont été édités des morceaux choisis d'auteurs ou des extraits de documents originaux comme celui de William Stubbs, *Select charters*, 9^e éd., 1913, revue par H. W. C. Davis, pour le Moyen Age ; et, librement calqués sur ce modèle, ceux de G. W. Prothero, *Statutes and other constitutional documents*, 3^e éd., 1906, pour les années 1558-1625, et de Samuel R. Gardiner, *Constitutional documents of the Puritan Revolution, 1628-1660*, 1889, ou bien encore des textes traduits ou modernisés, par conséquent de valeur moindre, *Intermediate source-books of history*, publiés par des professeurs de l'Université de Londres ; *Helps for students in history*, par la Society for promoting christian knowledge. Aux étudiants encore sont destinés de bons manuels dus à des historiens réputés : celui de Samuel R. Gardiner, qui s'arrête en 1901, celui d'York-Powell et Th. F. Tout, qui va jusqu'à nos jours.

Abordons maintenant le détail, distribué d'abord par époques, puis par spécialités.

Préhistoire. — Le guide le mieux renseigné est toujours le *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine*, par J. Déchelette ; le tome I (1908) traite des monuments mégalithiques en général. Pour l'Angleterre, le Stonehenge soulève des problèmes qui sont loin d'être résolus ; était-ce un temple du Dieu Soleil, comme le suppose Sir Norman Lockyer (*Stonehenge*, 1906) ? A-t-il été construit tout d'un bloc ou à l'aide d'éléments d'époque différentes ? On ne sait ; quoi qu'il en soit, l'ouvrage de Herbert Stone, *The Stone of Stonehenge*, 1924, mérite d'être lu. Le folklore occupe une place peut-être excessive dans les livres de Harold Bayley, *Archaic England*, 1919, et d'O. G. S. Crawford, *The long barrows of the Costwolds*, 1925. Les peuples primitifs ont été étudiés par C. Burkitt, *Prehistory*, nouv.

éd., 1925. Dans un résumé des récentes découvertes, *The races of England and Wales*, 1923, H. J. Fleure va peut-être un peu vite en affirmant qu'après la période glaciaire, des émigrants venus de l'Europe orientale formèrent « cette race aristocratique, grande et belle, qui fut un noble élément de la vie anglaise jusqu'au jour où l'avènement de la ploutocratie industrielle et financière la fit disparaître ». L'origine orientale, milésienne ou troyenne, associée à la légende de Brutus, le héros éponyme de la Bretagne, a été récemment discutée par Flinders Petrie (British Academy, *Proceedings*, 1917) et par R. W. Chambers (*History*, 1919) ; de même aussi la question des Ibères qui, venus d'Espagne, semblent bien avoir apporté un appoint important pour la formation du peuple anglais. La Société des antiquaires de Londres, fondée en 1770, publie une revue, *Archæologia*, à laquelle sont venus s'adjoindre, en 1845, l'*Archæological Journal*, en 1880, l'*Antiquary*, et plusieurs autres qu'on ne saurait énumérer ici.

Avec les Celtes, dont la langue et la littérature sont connues, on est sur un terrain plus ferme. Le *Manuel pour servir à l'étude de l'Antiquité celtique*, 2^e éd., 1915, et les *Littératures celtiques*, 1924, par Georges Dottin servent aussi bien pour l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, que pour les peuples celtiques du Continent. Quant aux Celtes d'Albion ou Bretons, ils n'entrent dans le plein jour de l'histoire que depuis l'invasion de Jules César. Les *Origines Celticæ*, 1883, d'Edwin Guest, ont été tenues pendant longtemps pour une œuvre d'une valeur exceptionnelle, mais W. H. Stevenson a montré (*English hist. Review*, 1902) combien cette réputation est usurpée. Pour ce qui concerne la Bretagne romaine, la principale autorité est F. Haverfield, à qui l'on doit aussi plusieurs chapitres de la *Cambridge medieval history* (t. I, 1911 ; voir la bibliog. donnée p. 367 et 666) et de la *Victoria County history*. Sa *Romanization of Roman Britain* est un substantiel résumé qui en est à sa quatrième édition (1923). Pour les débuts des invasions anglo-saxonnes, l'autorité de Gildas a été fortement contestée ; celle de Nennius et de l'*Historia Britonum*, qui porte indûment son nom, a été, au contraire, raffermie par la critique pénétrante de Heinrich Zimmer,

Nennius Vindictus, 1893. De son côté, John Rhys a essayé de déterminer ce qu'on peut retenir pour l'histoire de la légende d'Arthur, *Studies in the Arthurian legend*, 1891. Le débat reste ouvert.

Les Anglo-Saxons. — Les documents originaux sont rédigés soit en latin, soit en anglo-saxon. A la plus haute antiquité se rapportent quelques poèmes épiques sur lesquels la *Cambridge hist. of literature* renseigne abondamment. Puis, on a des chartes et des lois rédigées en partie dans la langue nationale. Pour les chartes, le *Cartularium Saxonicum*, 3 vol., 1885-93, plus un index, 1899, par Walter de Gray Birch ne saurait faire oublier le *Codex diplomaticus aevi Saxonici*, 1839-48, de John M. Kemble, parce qu'il s'arrête inachevé à la mort du roi Edgar (975) ; il est utile, néanmoins, parce qu'il contient un certain nombre de textes inconnus de Kemble. Les chartes relatives à des concessions de terre ont été rééditées, avec un bon commentaire, par John Earle, *Landbook of land-charters*, 1888. Un mince recueil de dix-neuf chartes inédites formé par A. S. Napier et W. H. Stevenson, *The Crawford collection of early charters*, 1895, mérite une mention particulière à cause de son commentaire philologique et historique. Quant aux lois, l'édition qu'a donnée Félix Liebermann, *Die Gesetze der Angelsachsen*, 3 vol., 1903-16, peut être considérée comme définitive ; le t. II est un admirable dictionnaire des institutions anglo-saxonnes. Après lui, F. L. Attenborough ■ le mérite d'avoir mis à la portée des étudiants les plus anciens des textes établis par Liebermann, *The laws of the earliest English kings*, 1922. Il a été suivi par Miss A. J. Robertson, qui a édité et traduit *The laws of the kings of England from Edmund to Henry I*, 1925. Sous l'influence de la culture ecclésiastique, les annalistes et les chroniqueurs ont pris une valeur considérable. Un des premiers et le plus important de ces auteurs est Bède dit le Vénérable, auteur de l'*Historia ecclesiastica gentis Anglorum*, qui est la base même de l'histoire d'Angleterre ; la meilleure édition est celle de Ch. Plummer (2 vol., 1890). W. H. Stevenson a rendu un grand service d'un autre genre en réhabilitant la biographie d'Alfred le Grand par Asser, *Asser's life of king*

Alfred, 1914. La chronique anglo-saxonne qui, après le règne d'Alfred, a été continuée séparément dans des monastères différents, a bien mérité du même Ch. Plummer, qui a réédité les deux principales de ces rédactions avec une précieuse annotation, *Two of the Saxon chronicles parallel*, 1896-99.

Les origines germaniques des Anglo-Saxons ont été discutées à nouveau par Munro Chadwick dans un livre qui restera, *Origin of the English nation*, 1907 (réimp. 1924). La marche de leurs invasions a été suivie et comme projetée sur la carte par E. Thurlow Leeds, *The archæology of the Anglo-saxon settlements*, 1913. L'archéologie monumentale, étudiée avec une science consommée par G. Baldwin Brown, *The arts in early England*, t. I, 1903 ; t. II, 2^e éd., très remaniée, 1925, a pour ainsi dire rendu la vie à l'ancien passé de la race. Enfin l'étude des noms de lieu, depuis qu'elle est pratiquée d'après la méthode rigoureuse des Murray, des Bradley et autres éminents philologues, a permis de suivre les traces imprimées sur le sol par les Bretons et les Anglo-Saxons, puis plus tard, par les Scandinaves et les Normands de France. La fondation de l'English place-names Society et l'*Introduction to the survey of English place-names*, 1924, d'A. Mawer et de F. M. Stenton, marquent, à cet égard, le début de recherches pleines de promesses.

Moyen Age. — Le manuel de John Paetow, *Guide to the study of medieval history*, 1917, et la *Cambridge medieval history*, mentionnée plus haut, fournissent les références indispensables. Depuis le 1^{er} janvier 1926 paraît un périodique nouveau, *Speculum ; a journal of mediæval studies*, par les soins de la Mediæval Academy of America. — Cette nouvelle période s'ouvre par la bataille de Hastings ou de Senlac qui, pendant plusieurs années, fut l'objet d'une vive polémique entre les partisans et les admirateurs de Freeman, d'une part, et de l'autre, un critique singulièrement hardi et original, J. H. Round. Cette polémique a produit l'heureux résultat d'obliger les historiens à regarder de plus près les récits des chroniqueurs, à confronter les témoignages, à les corroborer par les chartes, dont les rédacteurs ne pouvaient recourir aux artifices littéraires. Puis, c'est le *Domesday book*, monument unique qui se dresse dans

sa majesté souvent énigmatique, au seuil du Moyen Age. La Commémoration de 1888 a suscité toute une suite de recherches érudites (*Domesday Studies*, 1888-91).

Au ^{xii}^e siècle, surtout à partir d'Henri II, commence la série, presque ininterrompue jusqu'à nos jours, des rôles financiers (*Pipe rolls*) ; sur ce domaine comme sur celui du *Domesday book*, les travaux de Round ont éclairé la voie. Il serait fort utile de continuer les *Regesta Regum Anglo-Normannorum*, 1913, de H. W. C. Davis et R. J. Whitwell, de terminer le *Recueil des actes de Henri II concernant les provinces françaises*, 2 vol., 1896-20, par Léopold Delisle, de donner la suite des *Rôles gascons*, 3 vol., 1885-1906, qui s'arrêtent en 1307. A partir du ^{xiii}^e siècle, la chancellerie anglaise déploie une activité qui ne devait plus se ralentir ; nous en connaissons les résultats par des publications donnant soit le texte, soit seulement l'inventaire analytique (*Calendar*) d'admirables séries telles que celles des « chartes », des « lettres patentes », des « lettres closes », des « rôles de la cour du roi », etc., dont l'importance est capitale pour l'histoire depuis Jean sans Terre jusqu'à Henri VII. Chaque volume étant muni d'un index très détaillé des noms de personnes, de lieux et même de matières, les recherches y sont faciles et rapides. Les *Chronicles and Memorials* complètent ce remarquable ensemble de documents ; on en trouvera la liste en appendice aux *Sources* de Ch. Gross. Aussi remarquable qu'abondante pendant trois siècles, la production des chroniques se ralentit au ^{xv}^e siècle pour s'anémier tout à fait au temps des troubles suscités par la rivalité d'York et de Lancastre. D'autant plus doit-on savoir gré à Ch. L. Kingsford d'avoir publié plusieurs chroniques de cette époque et consacré tout un livre à l'*English historical literature in the fifteenth century*, 1913.

A l'aide d'une telle masse de documents, l'histoire du Moyen Age a pu être remaniée de fond en comble. C'est à quoi travaillèrent Edward A. Freeman, *The history of Norman conquest of England*, 6 vol., 3^e éd., 1877-79, et *The reign of William Rufus*, 2 vol., 1882 ; Miss Kate Norgate, *England under the Angevin Kings*, 1887, *John lackland*, 1902, et *The minority of Henry III*, 1912 ; F. M. Powicke, *The loss of Normandy*, 1184-

1204, 1913; James H. Wylie, *History of England under Henry IV*, 4 vol., 1884-98 et *The reign of Henry V* (inachevée), 2 vol., 1914-19; Miss Cora Scofield, *The life and reign of Edward IV*, 2 vol., 1923; et l'on ne saurait omettre la réédition des *Collected historical works*, 10 vol., 1920-22, de l'éminent historien Sir Francis Palgrave, mis au point par son fils. Les huit volumes publiés en cinq parties sous différents titres par Sir James Ramsay, depuis 1892, remplacent désormais la *Geschichte von England* de Lappenberg-Pauli. L'agréable *Mediæval England* de Barnard doit être lue dans l'édition remaniée par Davis en 1924.

Les Tudors et les Stuarts. — A partir de 1507, la source principale découle des *State papers*. J. S. Brewer et James Gairdner en ont d'abord tiré la matière des *Letters and Papers, foreign and domestic*, 33 vol., 1864-1920, pour le seul règne d'Henri VIII; à partir de 1547 les *Calendars* ont constitué deux séries. la première, pour l'histoire intérieure (*Domestic*), commence en 1547 et en est actuellement à l'année 1702 (92 vol., 1856-1917); la deuxième, réservée aux relations extérieures (*Foreign*), comprend les années 1558-1586 (20 vol., 1863-1921). Ajoutez les *State Papers relating to Scotland and Mary Queen of Scots*, 1898-1916; les analyses de documents copiés dans les Archives de Vienne, Simancas et Bruxelles, *England and Spain, 1485-1553*, et *English Affairs, 1558-1603*; les documents de Venise, 1202-1632, 22 vol., 1864-1919, et du Vatican (*Rome*, t. I, 1558-1571, paru en 1917, auquel s'ajoutent les *Papal letters 1198-1455*, les *Petitions to the Pope*, t. I, 1342-1419). Un grand nombre d'écrits de circonstance, de pamphlets, ont été recueillis par Arber, *English Garner*, 8 vol., 1877-90, et réédités dans un ordre méthodique de 1902 à 1903. A. F. Pollard a refait, pour ainsi dire, le règne d'Henri VII en produisant avec commentaire des extraits de chroniques et documents de toute nature, *The reign of Henry VII from contemporary sources*, 3 vol., 1913-14. Le recueil de Roger B. Merriman, *Life and letters of Thomas Cromwell*, 2 vol., 1901, est indispensable pour la biographie du célèbre secrétaire d'Henri VIII. Le beau monument littéraire édifié par James A. Froude, *History of England*

from the fall of Wolsey to the defeat of the Spanish Armada, 12 vol., 1856-70, a été repris en sous-œuvre et en grande partie reconstruit par des historiens plus récents, mieux informés et moins partiaux, bien qu'appartenant à des partis opposés sur la question religieuse ; notamment A. F. Pollard, qui tient pour la Réforme, dom Henri N. Birt, *The Elizabethan religious settlement*, 1907, le P. John H. Pollen, défenseur circonspect de la papauté et de Marie Stuart. On ne saurait d'ailleurs indiquer ici les nombreuses biographies d'Henri VIII, de Marie Stuart, d'Élisabeth, ni de leurs principaux ministres. Mentionnons du moins, parmi les travaux plus récents, la suite donnée à Froude par le professeur américain Edward P. Cheyney, *A history of England from the defeat of Armada to the death of Elizabeth*, dont le t. II et dernier qui vient de paraître (1926) se termine à la mort d'Élisabeth, et un gros ouvrage de Conyers Read, *Mr. Secretary Walsingham and the policy of Queen Elizabeth*, 3 vol., 1925.

Survint la grande tourmente politique et religieuse qui ébranla le trône des Stuarts et qui, après l'essai avorté d'un régime puritain et républicain, finit par le renverser. Pour la première phase du drame, Samuel R. Gardiner, *History of England, 1603-1656*, 16 vol., 1883-1903, est un guide informé de première main ; son œuvre a été continuée avec autant d'érudition et plus de netteté par Ch. H. Firth, *The last years of the Protectorate*, 2 vol., 1909. Firth a, en outre, réédité plusieurs des mémoires les plus importants du temps, par exemple les *Clarke papers*, 4 vol., 1891-1901, montré comment ont été composées les deux grandes œuvres autobiographiques du chancelier Clarendon et quel degré de confiance on peut accorder à son témoignage, surveillé une belle réimpression du chef-d'œuvre de Macaulay (6 vol., 1913-15). Les lettres et discours d'Olivier Cromwell, jadis édités par Thomas Carlyle, seront consultés avec plus de fruit dans l'édition critique de S. C. Lomas (3 vol., 1904). L'ouvrage de David Masson, *The life of Milton*, 6 vol. et un index, 1881-94, est un vaste répertoire de faits, non seulement pour la biographie du grand poète, mais pour l'histoire politique, religieuse et littéraire de son temps.

Aux Puritains, qui se sont peu à peu séparés de l'Église anglicane, s'opposèrent les Cavaliers, soutiens de cette même Église. Ils donnèrent naissance à deux grands partis politiques, s'efforçant l'un de soutenir le trône, l'autre de limiter le pouvoir royal. Des histoires du parti tory, comme celle de Keith Feiling, *History of the tory party*, 1924, et l'étude de W. J. Wilkinson, *Tory democracy*, 1925, contribuent à mieux faire comprendre la politique intérieure de la Restauration et la chute des Stuarts. L'importance de la Révolution de 1689 n'exigeait peut-être pas le développement extraordinaire qu'elle a pris sous la plume d'Onno Klopp, *Der Fall des Hauses Stuart und die Succession des Hauses Hannover in Gross-Britannien und Irland*, 14 vol., 1874-88. On préférera, pour gagner du temps, lire Georges M. Trevelyan, *England under the Stuarts*, 1904. De Wolfgang Michael, *Englische Geschichte im XVIII. Jahrhundert*, le tome I^{er} seul est paru (1898).

La dynastie étrangère des rois hanovriens abandonne en fait le pouvoir au Parlement, corps essentiellement aristocratique où les Whigs et les Tories se disputent les suffrages des électeurs pour la Chambre des Communes et les ministères. Les uns et les autres pratiquent la même politique, de bascule en dedans, d'équilibre au dehors. L'histoire en a été faite avec une philosophie éclairée par W. H. Lecky, *History of England in the eighteenth century*, 7 vol., 1878-90, et *Leaders of public opinion in Ireland*, 1903. Quant à celle des quatre rois Georges, elle a été écrite par Mac Carthy (4 vol., 1886-1901). La période de 1714 à 1815 a été plus récemment étudiée par G. Grant Robertson, *England under the Hanoverians*, 1911 ; et l'on ne saurait omettre les deux volumes de Paul Vaucher, *Robert Walpole* et *La politique de Fleury, 1731-1742*, 1924.

La lutte contre la France révolutionnaire et napoléonienne a été menée soit par des hommes d'État comme Pitt, soit par des hommes de guerre comme Wellington et Nelson. A la rigueur, il suffit de rappeler ces noms autour desquels s'entassent les documents et les livres. Ajoutons seulement la *History of the Peninsular war*, 6 vol., 1902-22, de Sir Charles Oman, à cause des nombreux documents de caractère privé utilisés par l'auteur.

Après Waterloo, c'est Élie Halévy qui est le guide le mieux informé. Son *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, 3 vol., 1912-23, montre l'extrême variété de papiers d'État, de mémoires, de correspondances, de journaux politiques (*The Times*) ou satiriques (*Punch*), de romans même (ceux de Disraeli sont des pages d'histoire) que l'historien doit consulter, s'il veut essayer de comprendre et d'exposer l'infinie complexité d'une civilisation qui se transforme pour ainsi dire à chaque nouvelle génération sur la pente glissante de la démocratie. L'ouvrage d'Halévy s'arrête à 1845, mais un *Épilogue, 1895-1914*, est déjà commencé (1926). C'est également vers 1845, après le ministère de Robert Peel, que se terminent les quatre volumes de Moritz Brosch, *Geschichte von England*, 1890-95, continuant l'œuvre aujourd'hui périmée de Lappenberg et de Pauli. Ajoutons la brillante *British history*, 1922, par George M. Trevelyan, qui va de 1782 à 1901; *L'Angleterre et sa politique étrangère et intérieure*, 1925, de François Novion; enfin, les trois volumes de la *Cambridge history of British foreign policy, 1783-1919*, 1922-23, publiée par A. W. Ward et G. P. Gooch. Dans la masse énorme de matériaux, de publications officielles, de journaux qui croît chaque jour, une sorte de déblaiement provisoire est opérée par l'*Annual register* qui paraît depuis 1758. Pour la presse, incertain et puissant instrument d'action politique et d'information, voir H. R. Fox Bourne, *English newspapers; chapters in the history of Journalism*, 2 vol., 1887, et *La presse anglaise et ses grands quotidiens*, 1925, par François Novion.

Spécialités. — De toutes les institutions, la plus ancienne, la plus considérable par son caractère et sa pérennité est celle de l'Église. En Angleterre, l'Église a toujours été associée étroitement à l'État. Avant comme après l'établissement du régime féodal, son action morale, intellectuelle, sociale et politique ne diffère pas beaucoup de ce qu'on trouve sur le continent. Néanmoins l'Angleterre est peut-être le pays où se sont le mieux conservés les registres épiscopaux, si importants pour l'administration diocésaine. Actuellement, ces registres sont publiés par la Canterbury and York Society ou sous son patronage. Pour le mouvement à tendance hérétique du xiv^e siècle, on

possède les publications de la Wycliffe Society à laquelle ont collaboré surtout des érudits tchèques, appartenant à la patrie de Jean Hus. La Réforme, en brisant le lien qui rattachait l'Église d'Angleterre à Rome, a resserré celui qui l'unissait à l'État ; elle a pris un caractère plus spécifiquement national. Pour la nouvelle organisation diocésaine, l'administration des évêques, les visites épiscopales, si importantes pour maintenir le clergé sous la discipline, les trois volumes de W. P. M. Kennedy, *Elizabethan episcopal administration*, 1924, sont fort instructifs. Il faut d'ailleurs se bien pénétrer de l'idée qu'aux yeux de beaucoup d'Anglais, l'Église anglicane est la véritable Église catholique ; si, par la faute de Rome, une rupture s'est produite au temps d'Henri VIII et de ses enfants, ils estiment que la tradition s'est continuée, heureusement allégée d'innovations illégitimes. C'est de ce point de vue que, pendant longtemps, leurs historiens ont considéré le développement de cette Église. Il a par exemple inspiré les six volumes du chanoine Richard W. Dixon, *History of the Church of England from the abolition of Roman jurisdiction*, 1878-1902, qui s'arrêtent à l'année 1570 et qui sont en quelque sorte la contre-partie de Froude. Très utiles sont la *History of the English Church*, 9 vol., 1899-1910, publiée par plusieurs auteurs sous la direction de Stephens et Hunt, et aussi le *Dictionary of English Church*, 1912, par S. L. Ollard et Gordon Crosse. Pour l'organisation ecclésiastique dans son entier développement, il faut s'adresser à Félix Makower, *Die Verfassung der Kirche von England*, 1912 (trad. anglaise). Les étudiants trouveront commode le choix de textes publiés par Henry Gee et William Hardy, *Documents illustrative of English Church history*, 1896. En dehors de l'Église officielle, il faut compter, depuis la fin du xvi^e siècle, les sectes dissidentes : le puritanisme (voir A. F. Scott Pearson, *Thomas Cartwright and Elizabethan puritanism*, 1925), d'où germèrent le presbytérianisme écossais, puis, au xviii^e siècle, le méthodisme (voir John J. Simon, *John Wesley and the advance of methodism*, 1925). Ces religions rivales lui ont fait une redoutable concurrence ; et voilà un nouveau champ d'études, relatif aux Églises séparées ou hostiles, pour lequel les documents abondent. Toutes

ces Églises d'ailleurs ont une base commune, c'est la Bible en anglais, ce code d'impérialisme religieux qui a tant contribué à la formation morale de la nation britannique ; l'histoire en a été écrite par Alfred W. Pollard, *Records of the English Bible*, 1911. Les Anglicans y ajoutent le *Book of common Prayer*, dont la dernière édition (1920) contient des propositions et des suggestions propres à l'adapter aux exigences récentes des fidèles. Trait commun, en effet, à toutes ces Églises : elles évoluent. Rappelons enfin, que, depuis 1850, le catholicisme a pu se reconstituer en Angleterre. Cette Renaissance a été étudiée avec une érudition pieuse par Thureau-Dangin (3 vol., 1899-1905). Les huguenots français, les juifs, les francs-maçons ont aussi constitué des sociétés, ou publié des livres pour recueillir les souvenirs de leur histoire, qui, pour beaucoup d'entre eux, fut un long martyre.

Le gouvernement britannique a été maintes fois décrit. Une brillante esquisse a été donnée par Frédéric W. Maitland, *The constitutional history of England*, 1908, et un substantiel manuel par Julius Hatschek, *Englische Verfassungsgeschichte bis zum Regierungsantritt der Königin Victoria*, 1913 ; on préférera peut-être, pour l'enseignement, le tableau d'ensemble dressé par D. J. Medley, *A students' manual of English constitutional history*, 6^e éd. révisée, 1925 ; y joindre du même auteur, *Original illustrations of English constitutional history*, 1910. Pour le Moyen Age, l'ouvrage classique est toujours celui de Stubbs (1875) ; on préférera maintenant le lire dans la traduction française, de G. Lefebvre, qui contient de précieuses notes et additions critiques par le traducteur et par Charles Petit-Dutaillis (3 vol., 1907-27). Il faudra sans doute refaire un jour l'œuvre de Stubbs ; déjà l'influence des institutions normandes sur celles de l'Angleterre au xii^e siècle est beaucoup mieux mise en lumière par Charles H. Haskins, *Norman institutions*, 1918. Pour le xiii^e et le xiv^e siècle, Th. F. Tout a montré l'importance, à peine soupçonnée jusqu'ici, qu'ont eue les services de la Maison du Roi, même au point de vue politique (*Chapters in the administrative history of medieval England*, 2 vol., 1920). Pour l'époque moderne et contempo-

raine, on a de bons traités comme ceux du comte de Franqueville (5 vol., 1887-95) ; d'A. Lawrence Lowell (trad. franç., 2 vol., 1910) ; d'Anson, *Law and custom of the constitution*, 2 vol., 1892 et 1911, etc. Le roi gouverne, assisté au ^{xiii}^e siècle de sa cour (*curia*) d'où se sont détachés par la suite plusieurs cours supérieures ou tribunaux : tout d'abord le Conseil, pour lequel nous avons le bon livre de J. P. Baldwin, *The King's Council in England during the middle ages*, 1913, et l'œuvre posthume de George B. Adams, *Council and courts in Anglo-norman England*, 1926 ; les *Acts of the Privy Council, 1542-1604*, 32 vol., 1890-1907, publiés par J. R. Dasent ; pour le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle, les *Sources for the history of the Council*, 1924, avec une copieuse bibliographie critique, par E. R. Adair. La plus haute des cours supérieures de justice est la Chambre des lords, étudiée surtout à ce point de vue par L. O. Pike, *A constitutional history of the House of Lords*, 1894, et par Charles H. Mac Ilwain, *The High court of Parliament and its supremacy*, 1910. Les *Origines de la Chambre des Communes*, 1914, ont été présentées par D. Pasquet avec un succès tel qu'une traduction anglaise, mise au point, a été entreprise sous le contrôle de Gaillard Lapsley (1925). Enfin A. F. Pollard a retracé *The Evolution of Parliament*, 1920, avec une pénétration suggestive, parfois paradoxale. Les deux volumes d'Edward Porritt, *The unreformed House of Commons*, 1909, font connaître comment fonctionnait le régime représentatif avant la réforme de 1832, et Charles Seymour a exposé les modifications ultérieures, de 1832 à 1885, *Electoral reform in England and Wales*, 1915. Pour les ministres, Lila R. Dibben traite des *Secretaries in the XIII-XIV century* (*Engl. hist. Rev.*, 1910) ; Florence M. G. Evans, *The principal secretary of State*, 1923, va de 1558 à 1680 ; Clive Bigham parle des *Chief ministers of England*, de 920 à 1921, 2 vol., 1923. L'organisation locale de la paroisse, du « manoir » et du « bourg », depuis 1689, a été admirablement exposée par M. et M^{me} Webb (1906-08).

L'histoire du droit et de la jurisprudence a été étudiée par deux éminents juristes, Pollock et Maitland, *The history of English law before the time of Edward I*, 1895, nouv. éd. 1898.

W. S. Holdsworth, le premier, en a présenté d'une manière vraiment scientifique le développement complet depuis la conquête normande (8 vol., 1903-26) ; on lui doit aussi *Sources and literature of English law*, 1925. La Selden Society, fondée en 1887, publie les sources mêmes du droit, notamment les *Year-Books*, si précieux pour la connaissance de la pratique judiciaire et même des mœurs, quand on réussit à bien comprendre le jargon français dans lequel ils ont été rédigés ; un excellent traité de William C. Bolland, *A manual of Year-Book studies*, 1925, en donne la clef. Ajoutons les huit volumes d'*Oxford studies in social and legal history* publiés sous la direction de P. Vinogradoff.

Pour les finances, outre le *Dialogus de Scaccario*, dont une édition critique a été donnée, en 1902, par Hughes, Crump et Johnson, on a la belle série des *Pipe rolls* ou grands rôles de l'Échiquier, qui commence en 1154. La Pipe Roll Society a déjà fait paraître tous ceux du xii^e siècle qui étaient encore inédits. Cette précieuse source de documents financiers a été exploitée avec fruit par Sir James Ramsay pour un ouvrage qui a paru seulement après sa mort, *A history of the revenues of the kings of England 1066-1399*, 2 vol., 1925.

L'histoire militaire est bien traitée, mais surtout pour l'époque moderne, dans l'œuvre, riche en cartes et en croquis, de J. W. Fortescue, *A history of the British army*, 11 vol., 1899-1923. Pour l'art de la fortification médiévale, voir Ella S. Armitage, *The early Norman castles of the British Isles*, 1912. L'histoire navale n'a pas encore trouvé (depuis Nicolas) un historien digne d'elle, sauf pour les xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles où Julien Corbett pour les opérations militaires, et Oppenheim pour l'organisation des flottes, ont produit des œuvres très appréciées. N'oublions pas le puissant intérêt soulevé par le livre de l'amiral américain A. T. Mahan, *Influence of sea power upon history*, 1893. De nombreux et importants documents ont été publiés par la Navy Record Society. La Hakluyt Society n'a pas cessé d'éditer les récits des voyageurs à la recherche des pays nouveaux.

L'histoire économique a été étudiée avec tout le zèle et l'éru-

dition nécessaires quand il s'agit d'un pays où l'industrie et le commerce ont pris, à partir de 1760 environ, un développement inouï. Voir notamment W. Cunningham, *Growth of industry and commerce*, 3 vol., 1890-1903 ; W. J. Ashley, *An introduction to English economic history and theory*, 2 vol., 1888-93 ; Inglis Palgrave, *Dictionary of political economy*, 3 vol., 1894-99, nouv. éd. par Higgs 1925-26. En publiant son *Economic interpretation of history*, 1888, Thorold Rogers a frayé la voie à de nombreux travailleurs. Les trois volumes de *Tudor economic documents*, 1924, édités par R. H. Tawney et Eileen Power, intéressent aussi bien l'histoire sociale. Mentionnons enfin la très utile *Select bibliography for the study, sources and literature of English medieval economic history*, 1914, par Hubert Hall.

Les classes de la société, du moins celles qui produisent tout ce qui se fabrique, se vend et se consomme, ont fait aussi l'objet de nombreux travaux : la bourgeoisie des villes, les corporations religieuses et municipales, les guildes marchandes et les corporations d'artisans ont été étudiées par Charles Gross, *The guild merchant*, 1890 ; Ballard et Tait, *British borough charters, 1047-1307*, 2 vol., 1913-23 ; Morley de Wolf Hemmeon, *Burgage tenure in medieval England*, 1914. Voir en outre Ch. Gross, *A bibliography of British municipal history*, 1897. Le régime agraire à l'époque primitive, le régime seigneurial ou « manorial » au temps de la féodalité, ont fait l'objet d'originales recherches, par Frédéric Seebohm (4^e réimpr., 1926), et de substantiels volumes composés par Paul Vinogradoff. La vie sociale a été décrite avec une grande abondance de faits réels et de rapprochements parfois contestables par G. Coulton, *Social life in Britain from the conquest to the Reformation*, 1918, et *The medieval village*, 1925 ; la législation somptuaire par Frances Elizabeth Baldwin, *Sumptuary legislation and personal regulation in England*, 1926. Une histoire de l'éducation est esquissée dans l'introduction d'Arthur F. Leach à ses *Educational charters and documents*, 598-1909, 1911.

L'histoire littéraire possède maintenant un riche répertoire de faits, de renseignements bibliographiques et d'idées : *The Cambridge history of English literature*, 14 vol., 1907-16. *A lite-*

rary history of the English people, par J. J. Jusserand, est une traduction en partie remaniée de son excellente *Histoire littéraire du peuple anglais* parue en 1896-1906 ; elle est maintenant achevée en trois volumes (1925-26). *L'Histoire de la littérature anglaise*, 1924, par É. Legouis et L. Cazamian, est un manuel qui a été accueilli avec une juste faveur par les étudiants et par les maîtres. L'art du Moyen Age anglais est surtout représenté par l'architecture : *The arts in early England*, 4 vol., 1903-15 (le t. II, sur l'architecture anglo-saxonne, très remanié, 1925), par Baldwin Brown, témoigne d'une profonde érudition. *A guide to the English gothic architecture*, 2^e éd., 1925, par Samuel Gardner, est plutôt un livre d'enseignement. Ajouter : *Military architecture in England during the middle ages*, 1912, par A. H. Thompson. On peut attendre beaucoup de la R. Commission on historical monuments fondée en 1908 ; ses deux premiers volumes sont consacrés à Londres : le t. I, *Westminster abbey*, 1925, est une histoire richement illustrée de l'abbaye de Westminster, avec une introduction par R. M. James, et le tome II, *London West*, 1926, un admirable recueil de photographies sur les anciens monuments civils de la capitale. Pour la belle époque moderne de peinture, je renvoie aux indications fournies par *Social England*, ainsi que pour ce qui concerne les travaux publics, les moyens de transports (cf. W. T. Jackman, *The development of transportation in modern England*, 1916), l'hygiène, les sciences, etc.

Galles, Écosse, Irlande, Man. — Ce sont quatre principautés ou royaumes celtiques de langue et de coutumes traditionnelles. L'île de Man, longtemps possédée par des seigneurs qui portaient le titre de roi, rattachée à la couronne en 1765 et privée d'une partie seulement de ses droits souverains en 1829, a son histoire, dont les éléments sont recueillis par une Manx Society, qui, de 1858 à 1895, a déjà publié 33 volumes.

Le pays de Galles fut annexé à la suite d'expéditions maintes fois reprises, qui ont été racontées avec une érudition consommée par J. E. Lloyd, *A history of Wales*, 2 vol., 1911 (depuis les plus anciens temps jusqu'à la conquête par Édouard I^{er}), et par J. E. Morris, *The welsh wars of Edward I*, 1901. La condi-

tion des personnes et des terres au Moyen Age a été longuement exposée par T. P. Ellis, *Welsh tribal law and custom in middle ages*, 2 vol., 1926. L'annexion économique et administrative du pays par les nouveaux maîtres qui étaient les seigneurs de la Marche galloise et le Roi, a été habilement exposée par William Rees, *South Wales and the March. 1284-1415*, 1924 ; enfin, à l'époque des Tudors, par W. Llewelyn Williams, *The making of modern Wales*, 1919.

L'Écosse a perdu la plus grande partie de ses archives royales pendant les guerres civiles et étrangères. Ce qui en reste a été décrit par J. M. Thompson, *The public records of Scotland*, 1922. Charles S. Terry a résumé l'œuvre des sociétés savantes dans son *Catalogue of the publications of Scottish historical and kindred clubs and societies*, 1909, à quoi s'ajoute un *Index to the papers relating to Scotland*, documents inventoriés par la R. Commission on histor. manuscripts. Sur la liste des Record publications, figurent les registres du *Privy Council*, 30 vol., 1877-1916, les *Documents relating to Scotland*, 4 vol., 1881-88, de J. Bain d'après les Archives royales de l'Angleterre, les *Rotuli scaccarii regum Scotorum, 1264-1600*, 23 vol., 1878-1908, etc. Les *Early Scottish Charters prior to 1133*, 1905, et les *Annals* [de 1153 à 1214], 1910, ont été publiées et annotées par Archibald C. Lawrie. La chronologie des rois de 1005 à 1625 a été fixée, avec renvoi aux sources, par Archibald Dunbar, *Scottish kings*, 1899. L'histoire générale a été écrite d'après les documents originaux par Andrew Lang (5 vol.) et P. Hume Brown, « historiographe royal » (3 vol.), résumée par Mackie (1916) et Terry (1920) ; les institutions politiques et administratives jusqu'à la Réforme sont analysées par James Mackinnon, *The constitutional history of Scotland*, 1924. Sur les Parlements et les conseils, Robert S. Rait ■ écrit un ouvrage original et d'une grande portée, *The Parliaments of Scotland*, 1924.

L'histoire religieuse en Écosse pendant le Moyen Age doit beaucoup à John Dowden, *The medieval Church in Scotland*, 1910, et *The bishops of Scotland*, 1912, puis à John Herkless et Robert K. Hannay pour leurs biographies des archevêques de St. Andrews (5 vol., 1907-15). La Réforme, qui se concentre

d'abord, pour ainsi dire, sur le nom de John Knox, a conduit à l'organisation d'une Église presbytérienne qui a dominé l'État jusqu'à la « disruption » de 1843. Quant à Marie Stuart, sa vie et sa captivité, ses rapports avec Bothwell et Babington sont encore enveloppés de mystères que la sagacité des critiques (Henderson, Lang, le P. Pollen, A. Fr. Steuart, etc.) n'a pas réussi à dissiper complètement. Une bonne bibliographie est donnée sous son nom dans l'*Encyclopædia Britannica*. Le xvii^e siècle, le traité d'Union législative, signé en 1707 après d'épineuses négociations, le rapide développement économique et intellectuel d'un pays désormais pacifié, ont été exposés avec talent par P. Hume Brown, Mathieson, Mackinnon, etc.

Irlande. — La conquête a été commencée en 1169 d'abord par des bandes d'aventuriers anglo-normands, puis par Henri II en personne ; le pape Adrien IV avait d'ailleurs autorisé ce roi par la bulle *Laudabiliter* (sur laquelle on a beaucoup disserté), à restaurer l'Église et les mœurs du pays. A cette époque déjà, l'on ne comprenait rien au dehors à ce peuple qui avait été pourtant un ardent propagandiste de la foi chrétienne et qui avait produit de remarquables œuvres artistiques et littéraires, mais qui était resté pour ainsi dire en marge de la civilisation féodale et qu'on traitait de barbare. Erreur fatale, qui fut la cause initiale des maux endurés par l'Ile des Saints pendant des siècles ; elle a vicié l'histoire, mise trop souvent au service des préjugés nationaux et des intransigeances religieuses. On ne saurait sans injustice adresser ce reproche à G. H. Orpen, *Ireland under the Normans, 1216-1333*, 4 vol., 1911-20. Depuis le milieu du xiv^e siècle, une sorte de rapprochement parut s'opérer entre les deux peuples. Sans doute, le statut de Kilkenny (1337) avait pour objet d'interdire aux Anglais tout contact avec les Irlandais ennemis ; mais il était sans action au delà du « Pale », où la loi anglaise cessait d'être observée. La défiance réciproque ne disparut jamais. C'est donc avec précaution qu'on doit compulser les documents de provenance anglaise ; cependant on ne saurait se dispenser d'étudier de près les *Early Statutes of Ireland* qui vont du roi Jean à Édouard IV

(*Rolls series*, 3 vol., 1907-14); les *Justiciary rolls*, de 1295-à 1307, 2 vol., 1906-14; les *Documents relating to Ireland*, de 1271 à 1307, tirés des archives anglaises, 5 vol., 1775-1886, même le *Calendar des State papers, 1509-70*, 2 vol., 1860-1911. Les haines se réveillèrent après qu'Henri VIII eut pris (1542) le titre de roi d'Irlande pour mettre fin à la suzeraineté du pape, et que les protestants anglais et écossais, établis dans le pays depuis Élisabeth, commencèrent de persécuter les catholiques. Sous les Stuarts, les propriétaires indigènes du sol furent dépouillés au profit des marchands et des grands seigneurs anglais. Cette colonisation sournoise ou violente (voir Moritz Julius Bonn, *Die englische Kolonisation in Irland*, 1906) suscita des révoltes qui mirent le pays à feu et à sang (William F. Butler, *Confiscation in Irish history*, 1917). Sur les massacres d'Irlande, au temps de la Révolution puritaine, les témoignages écrits ont été recueillis par Miss Hickson (1884) et par Robert Dunlop (1913); ils ont suscité d'ardentes polémiques, tout autant que le gouvernement de Strafford et les repréailles d'O. Cromwell. Il n'en faut pas moins consulter Richard Bagwell, *Ireland and the Stuarts, 1603-90*, 2 vol., 1909-16, et confronter, par exemple, les bons résumés de Robert Dunlop, *Ireland from the earliest times*, 1922, et de Stephen Gwynn, *The history of Ireland*, 1923.

Au XVIII^e siècle, sous la pression des rois protestants de la dynastie hanovrienne et de l'Église officielle enrichie par les dépouilles des catholiques, sévissent les terribles « Penal Laws », dont l'action néfaste, étudiée par Lecky, a plongé l'Irlande dans l'ignorance et la misère; la persécution cessa quand les catholiques furent tolérés d'abord, puis rétablis dans leurs droits civils et politiques; mais, en dépit de lois réparatrices votées par le Parlement britannique, l'irréparable divorce s'est accompli sous nos yeux (voir Ernest Barker, *Ireland in the last fifty years, 1866-1918-19*).

Un mot encore sur les îles françaises que Philippe-Auguste négligea de prendre quand il conquît la Normandie. A la Société jersiaise, fondée en 1876, nous devons la publication de documents intéressants pour l'histoire juridique et

sociale, et d'*Ancient petitions of the Chancery and the Exchequer*, 1902, allant d'Henri III jusqu'en 1454. Julien Havet a exposé l'organisation des *Cours royales des Îles Normandes*, 1878, et dressé une liste critique des gardiens et seigneurs de ces îles de 1198 à 1461 (*Biblioth. de l'École des chartes*, 1876). Le *Cartulaire de Jersey, Guernesey et autres îles de la Normandie* vient d'être publié par Gruchy, Murett et Nicolle (1918-24).

Colonies. — Au P. Record Office, une section est naturellement réservée aux colonies; on trouvera donc dans la Colonial Series de ces Archives, 24 vol. de *Calendars* dont dix-neuf, allant de 1574 à 1712, se rapportent à l'Amérique et aux Indes occidentales (1860-1925), trois seulement aux Indes orientales, à la Chine et à la Perse de 1513 à 1624 (1862-92); depuis le t. XXIII, la série orientale est continuée par l'India Office. Il ne semble pas qu'on y apporte autant de soin qu'à Londres. Le gouvernement britannique vient de publier un *Handbook to the Records of the Government of India, 1748-1859*; le Bureau du commerce et de la colonisation a tenu des registres dont la publication est commencée: *Journals of the Board of trades and plantations, 1701-1720*, 4 vol., 1920-25. Il ne sera pas ici question des colonies d'Amérique, ni du Canada, qui sont traités dans des chapitres séparés; le reste est tellement vaste que, faute de place, on devra se borner aux mentions essentielles. C'est d'abord la *Historical geography of the British colonies*, rédigée par plusieurs auteurs sous la direction de Sir Charles Lucas (6 vol., 1903-07); un t. VII, par P. E. Roberts, se rapporte à la Compagnie des Indes orientales jusqu'à sa suppression en 1858; puis le t. I d'une Histoire coloniale par Gennaro Mondaini, *La colonizzazione inglese*, 1916, avec une bibliographie détaillée; un excellent résumé d'Albert Demangeon, *L'empire britannique; étude de géographie coloniale*, 1923; enfin *The British Empire*, en douze volumes rédigés par des spécialistes sous la direction de Hugh Gunn. Dans ce dernier ouvrage, on notera le t. I^{er} sur les « Dominions » et les « Dépendances »; le t. III sur la Constitution, l'administration et les lois, par Arthur B. Keith; le t. IX sur les races indigènes, par Sir Godfrey Lagden. Le gouvernement de ces États plus ou moins

autonomes a été savamment exposé par Keith, *Imperial Unity and the Dominions*, 1916. Dans cette fragile unité impériale, l'Australie avec la Nouvelle-Zélande forme un monde à part : l'Australasie, c'est une autre Angleterre, mais une Angleterre des Antipodes, d'un caractère à la fois très anglo-saxon et très démocratique. L'Australie a voulu avoir, elle aussi, son encyclopédie, *Illustrated Australian Encyclopædia*, dont le t. I vient d'être mis en vente. Quant à la bibliographie courante, on la trouvera dans l'*Official Yearbook* qui paraît à Melbourne.

Les plus graves problèmes sont posés aujourd'hui par les extrêmes disparates qu'offre cet empire démesuré ; une revue spéciale, *Round Table*, dont le 61^e numéro a paru en décembre 1925, a pour principal objet de les étudier. Une autre, moins directement intéressée dans la question, *Foreign Affairs, an american quarterly Review*, paraît à New-York depuis 1924. Le lecteur pressé trouvera au moins un tableau très suggestif de la situation de fait dans l'opuscule d'Alfred Zimmern, *The third British Empire*, 1926. Quant à la situation juridique, elle a été discutée dans la Conférence dite « impériale » des premiers ministres des Dominions (Londres, novembre 1926) ; un projet de loi, approuvé en seconde lecture le 9 mars 1927 et qui a reçu d'avance l'approbation royale, a modifié la rédaction des titres officiels désignant le Roi et le Parlement. Désormais Georges V sera appelé « roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Puissances au delà des mers, empereur de l'Inde » ; le Parlement sera celui « du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale ». Formules pleines de sens, qui caractérisent nettement la révolution pacifique accomplie sous nos yeux (voir *The Times*, 10 mars 1927).

Pour conclure, signalons la belle étude géographique d'Albert Demangeon, *Les Iles Britanniques*, 1927 ; on y trouvera le plus solide fondement de leur histoire, l'explication la plus rationnelle de leur énorme développement politique et social.

GRÈCE ⁽¹⁾

par

Éd. DRIAULT

Directeur de la revue Napoléon

et

Michel LHÉRITIER

*Rédacteur du Bulletin de la presse grecque au Ministère
des Affaires étrangères*

I. — *L'organisation du travail.*

La Grèce est à la fois un pays politiquement neuf et l'un des plus vieux du monde.

On comprend que, pour les Grecs modernes, le présent n'ait rien été auprès du passé, que leur esprit se soit tourné vers la Grèce classique et vers la Grèce byzantine. N'ayant pas de plus beau trésor à montrer et à exploiter, ils devaient se faire — on l'a dit justement — un *patrimoine* de leur histoire. Ne concevant pas de plus beau rêve que celui que leurs ancêtres avaient vécu, ils ne pouvaient que confier à l'avenir le soin de le réaliser encore. Ce fut leur *Grande Idée*.

Les Grecs d'il y a cinquante ans avaient le culte de leur passé. Les Grecs d'aujourd'hui l'ont encore. Il s'ensuit que l'histoire nationale, dans l'enseignement primaire, moyen ou secondaire, s'enseigne en Grèce un peu comme une religion ; elle a été

(1) Les éléments de cette étude nous ont été fournis en grande partie par MM. POLITIS, ancien ministre de Grèce à Paris ; LÉON MACCAs, chef du service de la presse à la légation de Grèce à Paris ; Sp. PAPPAS, chef de section au ministère grec des Affaires étrangères ; Costi PALAMAS, le grand poète grec, secrétaire général de l'Université d'Athènes ; KOU-GEAS, AMANTOS, VOLONAKIS, professeurs d'histoire à la même Université ; Al. PHILADELPHÉUS, ancien éphore des antiquités. Cf. William MILLER, *Modern Greek historians of modern Greece*, dans *History*, juillet 1925, p. 110-124.

fixée par la tradition dans une sorte de doctrine ; elle semble moins destinée à fournir aux adultes une matière de travail scientifique qu'à former le caractère de l'enfant, qu'à éveiller, à fortifier en lui le sens national ; elle n'exclut pas la légende, ni la mythologie.

Même à l'Université, l'histoire continue d'être englobée dans la culture générale ; elle fait à peine l'objet d'enseignements spécialisés, et c'est la plus petite place qui est le partage de l'histoire moderne. Sur les trois chaires d'histoire que compte la Faculté de philosophie, l'une est réservée à l'histoire ancienne, celle de M. Kougéas ; la seconde à l'histoire byzantine, celle de M. Amantos ; la troisième à l'histoire du Moyen Age et des temps modernes, celle de M. Volonakis ⁽¹⁾. L'histoire diplomatique de la Grèce est enseignée à la Faculté de droit, mais comme une science auxiliaire du droit et par un professeur de droit international, M. Séfériadès.

Pas plus que la Faculté de droit, la Faculté de philosophie ne délivre de diplôme spécial pour l'histoire. D'un côté comme de l'autre, l'histoire n'est qu'une des matières sur lesquelles les candidats aux examens sont interrogés. A la Faculté de philosophie, les examens de première année comportent une interrogation sur l'histoire ancienne ; ceux de seconde année, une interrogation sur l'histoire byzantine ; ceux de troisième année, une interrogation sur l'histoire du Moyen Age et des temps modernes ; enfin les examens de licence comportent une interrogation sur l'histoire de la nation grecque (Hellénisme). Les étudiants qui s'intéressent plus particulièrement à l'histoire se contentent de suivre, plus assidûment que leurs camarades, l'enseignement des professeurs d'histoire. Après quoi, il leur est loisible de terminer leurs études par une thèse traitant d'un sujet historique. Les thèses de ce genre sont d'ailleurs plutôt rares, et les sujets sont empruntés de préférence ou bien à l'histoire grecque ancienne, ou bien à l'histoire de l'Empire byzantin.

(1) Rompant avec l'usage établi, M. Volonakis s'est proposé de traiter cette année des sujets d'histoire générale, comme la Révolution, l'Empire, et même La Société des Nations.

C'est dire qu'en Grèce l'enseignement de l'histoire n'a que peu contribué à former des historiens, et que l'organisation du travail historique reste au delà de sa portée.

Ce travail a tout de même commencé de s'organiser en Grèce depuis des années déjà avec le concours de savants, qui, après avoir achevé leurs études à l'étranger, en France ou en Allemagne, sont devenus dans leur pays les fondateurs et les animateurs de plusieurs sociétés d'histoire.

La Société archéologique, Ἀρχαιολογικὴ Ἑταιρεία, fondée en 1837, est la plus ancienne. Depuis 1840, elle publie l'Ἀρχαιολογικὴ Ἐφημερίς. Elle a groupé, dès le début, les fervents de l'Antiquité grecque, non seulement dans le royaume hellénique, mais même dans les provinces grecques de Turquie. Avec l'appui du gouvernement et avec le concours des éphores, elle poursuit avec succès l'entreprise des fouilles.

Ensuite a été créée, en 1882, l'Ἱστορικὴ καὶ ἐθνολογικὴ ἑταιρεία τῆς Ἑλλάδος, qui se propose de recueillir et de rassembler tous les matériaux relatifs à l'histoire et à la littérature grecques, au Moyen Age et dans les temps modernes. Pour encourager les recherches et les travaux, elle institue des prix. Son bulletin, Δελτίον τῆς ἱστορικῆς καὶ ἐθνολογικῆς ἑταιρείας τῆς Ἑλλάδος (un fort volume in-8°, de plus de 500 p., t. VIII paru en 1923), contient des articles, des mémoires et des documents.

La Société d'archéologie chrétienne, fondée par Lambakis en 1884, se développa grâce au patronage de la reine Olga et publia un bulletin annuel ou bisannuel à partir de 1890. La mort de Lambakis, puis la guerre interrompirent son activité. Elle a repris la publication de son bulletin en 1924.

Les plus jeunes des sociétés historiques sont la Société des études byzantines fondée en 1919, avec M. Kalogeropoulos pour président, et la Société d'études crétoises fondée en 1924. Cette dernière, que préside M. Hadjidakis, comprend trois sections pour l'Antiquité crétoise, pour le Moyen Age et pour les temps modernes. Elle se propose d'entreprendre des recherches dans les archives des pays étrangers.

A mesure que ces sociétés se sont développées, sous leur impulsion, avec leur concours, et aussi avec ceux de l'État et de

savants isolés, les instruments de travail sont devenus en Grèce de plus en plus nombreux.

L'archéologie et l'histoire ancienne disposent de musées, sans cesse enrichis : Musée national, inauguré en 1874, achevé en 1889, avec ses collections d'art mycénien, de sculptures archaïques et funéraires, de vases peints, de terres cuites et de bronzes ; Musée de l'Acropole, construit en 1878, avec ses fameuses Korés ; Musée épigraphique, qui contient des milliers d'inscriptions, surtout attiques ; Musée numismatique, fondé en 1833, avec ses 215.000 pièces, ses collections uniques de monnaies de Crète et d'Attique, d'Alexandre le Grand et des Ptolémées ; musées provinciaux, dont certains, comme celui d'Olympie, renferment des merveilles. Les résultats des fouilles ont été exposés en détail, dans des publications nombreuses, par les éphores des antiquités : Cavvadias, Tsountas, Arvanitopoulos, Sotiriadis, Versakis, Kyrassis, Philadelphus.

Pour l'histoire du Moyen Age, les principaux instruments de travail sont le Musée byzantin fondé en 1914 ; le catalogue des manuscrits précieux que possède la Bibliothèque nationale, dressé en 1892, par J. et A. Sakkelion ; le catalogue des portraits impériaux et celui des manuscrits grecs du Mont Athos, rédigés par Lambros ; le catalogue des codes manuscrits publié par la Société d'archéologie chrétienne, et surtout les publications ou rééditions de documents que l'on doit à Sathas et à Lambros ⁽¹⁾.

En ce qui concerne l'histoire de la Grèce moderne, le travail est surtout préparé pour une question particulière, la guerre de l'Indépendance. Ce sont essentiellement les souvenirs de cette guerre qui remplissent le Musée historique et ethnographique, fondé par la Société du même nom en 1883. Ce sont aussi des manuscrits, des livres, des gravures et des estampes se rapportant à cette époque, qui font la richesse du Gennadion, que son fondateur, M. Gennadius, vient d'annexer à l'École archéologique américaine d'Athènes.

Sur l'ensemble de l'histoire moderne, la Grèce offre les res-

(1) Sur ces savants et sur les revues relatives au Moyen Age grec, cf. le chap. *Empire byzantin*.

sources de ses bibliothèques, dont deux sont particulièrement riches, la Bibliothèque nationale (330.000 vol.) et celle du Parlement (250.000 vol.). La première a des répertoires imprimés sur tous les sujets. La seconde n'a de répertoire que sur l'histoire grecque. Aux Archives nationales, les recherches sont facilitées par un catalogue sur fiches très complet. Pour la politique extérieure, nous avons, outre les Livres blancs publiés en français et en grec par le gouvernement sur les questions les plus importantes, des mémoires comme ceux de N. Dragoûmis, *Ἱστορικά ἀναμνηστικὰ*, 1890, de Ranghabé, *Ἀπομνημονεύματα*, 1894, ou du prince Ypsilanti, 1900 ; des publications particulières comme celle qui groupe tous les articles parus sur Tricoupis, *Περὶ Χαρίλαου Τρικούπη ἀνάλεκτα*, 1862-84, ou celle de Léon Maccas, *Cinq ans d'histoire grecque, 1912-17, discours de MM. Venizelos, Politis, etc.*, 1917.

II. — *L'œuvre historique.*

Bien que la préparation du travail n'y soit pas encore très avancée, le mouvement historique en Grèce depuis cinquante ans a été relativement considérable.

La cause en est dans le goût inné que les Grecs ont pour l'histoire, dans leur sens national qui est très développé, enfin dans leur penchant immodéré pour la politique. Histoire, nation, politique, leur esprit passe avec une facilité dont nous n'avons pas l'idée de l'un à l'autre de ces trois éléments qu'ils associent d'une façon étroite. Il leur plaît de demander à l'histoire, même la plus ancienne, des exemples, des leçons, des avertissements, surtout des justifications. De la même manière qu'ils mêlent à leurs propos les légendes du vieil Olympe, ils renforcent leurs arguments de tous ceux que les personnages de leur histoire sont capables de leur fournir, depuis Périclès jusqu'à Tricoupis, depuis Solon jusqu'à Venizelos. Ils mettent ainsi à l'appui de leur idéologie et de leur phraséologie la conscience de leur passé, qui est une sorte de raison historique.

Voilà pourquoi le grand public comme l'élite intellectuelle

ont tant de goût pour l'histoire, pourquoi les études d'histoire se publient en si grand nombre, jusqu'à faire une concurrence heureuse à la production des romans (1).

Le travail historique a évolué en Grèce comme partout. Depuis cinquante ans, les méthodes ont changé. Certains domaines de l'histoire sont délaissés, et d'autres sont mis en exploitation. Si l'on pouvait parler d'écoles, on dirait qu'à celle de Sathas et de Pappariopoule a succédé celle de Lambros, de Kyriakidès et de Carolidès, qu'à celle-ci a succédé celle d'Andréadès, de Politis, de Rados et de Streit, que suivent Kougéas, Amantos, Volonakis, et de plus loin encore Drossos, Colocotronis, Maccas, Economos et Lascaris. Dans cette évolution on pourrait être tenté d'indiquer des divisions chronologiques, mais ces divisions risqueraient d'être arbitraires. Bornons-nous à signaler en gros l'influence que les événements ont l'habitude d'exercer sur la science historique grecque.

Pour rendre compte de l'œuvre historique de la Grèce depuis cinquante ans, le plus sûr est encore d'en indiquer les principaux résultats, pour chaque période historique ou pour chaque question particulière.

Antiquité. — Les travaux importants et proprement historiques sont moins nombreux qu'on ne pourrait penser. Ce domaine est celui des archéologues ; il a surtout été exploité par les historiens étrangers (cf. chap. *Antiquité grecque*).

Citons seulement, par ordre de date : M. Dimitsa, 'Ο πολιτισμός της αρχαίας Ελλάδος, 1902 ; Ath. Johannidès, 'Η αρχαία Μακεδονία, 1911 ; Sfériadès, *Étude sur la proclamation annuelle de l'archonte éponyme*, 1917 ; S. Kougéas, 'Η ιδέα της Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν παρὰ τοῖς Ἕλλησι, travail couronné en 1921 ; J. Hazzidakis, *Étude de préhistoire crétoise, Tybissos à l'époque minoenne*, trad. franç., 1921.

Époque byzantine. — Les historiens grecs ont une prédilection marquée pour le Moyen Âge byzantin. Byzance reste toujours pour les Hellènes la vraie capitale ; leur patriotisme se plaît à l'évoquer au temps de sa splendeur. En dehors des études

(1) A ces œuvres d'ailleurs il faut ajouter la littérature historique grecque de l'étranger et de langue étrangère.

d'Andréadès sur les finances et d'Æconomos sur la vie religieuse (cf. chap. *Empire byzantin*), les principaux travaux sont : Bikela, *Περὶ Βυζαντινῶν μελέτη*, 1874 ; Paspatis, *Βυζαντιναὶ μελέται τυπογραφικαὶ καὶ ιστορικαί*, 1884, et *Πολιορκία καὶ ἄλωσις τῆς Κωνσταντινουπόλεως ὑπὸ τῶν Ὀθωμανῶν ἐν ἔτει 1453*, 1890 ; A. Miliarakis, *Ἱστορία τοῦ βασιλείου τῆς Νικαίας καὶ τοῦ δεσποτάτου τῆς Ἡπείρου, 1204-1261*, 1898 ; Karolidès, *Βυζαντινὴ Ἱστορία*, 1906 ; Dragoumis, *Χρονικῶν Μορέως ἱστορικὰ καὶ τοπωνυμικά*, extrait des *Ἀθηναί*, 1912 ; K. Amantos, *Μακεδονικά, Συμβολὴ εἰς τὴν Μεσαιωνικὴν ἱστορίαν καὶ ἐθνολογίαν τῆς Μακεδονίας*, 1920, et *Αἱ σχέσεις τῶν Ἑλλήνων πρὸς τοὺς Τούρκους ἀπὸ τῆς πρώτης αὐτῶν ἐμφανίσεως μέχρι τῆς ἀλώσεως τῆς Κωνσταντινουπόλεως* (sous presse) ; Zervos, *Un philosophe néo-platonicien du XI^e siècle, Michel Psellos*, 1920 ; Sp. Lambros, *Παλαιολογικά καὶ Πελοποννησιακά*, 1923 ; Ch. Macri, *L'organisation de l'économie urbaine dans Byzance*, 1925.

Époque moderne et contemporaine. — Nous croyons devoir distinguer les travaux relatifs à l'Indépendance, la première grande question que les historiens grecs se soient appliqués à approfondir, même avant 1876. Depuis cinquante ans, c'est surtout dans des articles que la question a été étudiée, comme ceux de Volonakis, *Συμβολαὶ εἰς τὴν ἱστορίαν τῆς νεωτέρας Ἑλλάδος*, t. I, 1925. Il faut y ajouter quelques ouvrages, notamment : A. Gennadius, *La Grèce moderne et l'insurrection grecque*, trad. franç., 1897 ; Drossos, *La diplomatie européenne et l'insurrection grecque*, 1908 ; T. Kandiloros, *Ὁ Ἀρματωλισμὸς τῆς Πελοποννήσου*, 1924 ; I. K. Kordatos, *Ἡ κοινωνικὴ σημασία τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπαναστάσεως τοῦ 1821*, 1924.

L'époque antérieure à l'Indépendance, celle de la *Turcocratie*, a sollicité l'attention des chercheurs, quand la période de l'Indépendance a été suffisamment explorée. Elle a été étudiée surtout dans les travaux suivants : Bikela, *Ἡ Ἑλλάς πρὸ τοῦ 1821*, 1884 ; P. Kontoyanni, *Οἱ Ἕλληνες ἐπὶ Αἰκατερίνης τῆς μεγάλης*, 1903 ; Ap. Dascalaki, *Ἡ Μάνη κατὰ τὴν Τουρκοκρατίαν*, 1924.

L'époque postérieure à l'Indépendance, qui embrasse le règne du roi Othon et celui du roi Georges, commence d'être bien connue. Elle a été beaucoup étudiée, surtout dans des

travaux d'ensemble. Elle constitue pour les Grecs leur histoire moderne. Sont à citer entre beaucoup : Moraïtinis, *La Grèce telle qu'elle est*, 1877 ; Bikela, 'Η σύστασις τοῦ Ἑλληνικοῦ βασιλείου καὶ τὰ ὅρια αὐτοῦ, 1887, et *La Grèce byzantine et moderne*, 1893 ; Meletopoulos, 'Η Ἑυρωπαϊκὴ διπλωματία ἐν Ἑλλάδι, 1888 ; Evangelidis, Ἱστορία τοῦ Ὁθωνος, βασιλέως τῆς Ἑλλάδος, 1893, et Ἱστορία Γεωργίου τοῦ Α', 1898 ; G. Philaretos, Ξενοκρατία καὶ βασιλεία ἐν Ἑλλάδι, 1821-97, 1897 ; Levidis, Ὁ Ἑλληνοτουρκικὸς πόλεμος, 1898 ; Nicolaidis, *Die neueste Phase der Macedonischen Frage*, 1903, et *Les Grecs et la Turquie*, 1910 ; A. Kyriakos, 'Η νέα Ἑλλάς, 1910 ; S. Rapti, Ἱστορία τοῦ Μακεδονικοῦ ἀγῶνος, 1911 ; Andréadès, Ἱστορία τῶν ἐθνικῶν δανείων, 1904, et *Les finances de la Grèce*, dans le *Journal des Économistes*, 1915 ; D. J. Drossos, *La proclamation de la Bulgarie en État indépendant*, 1918, et *Le schisme ecclésiastique bulgare*, dans la *Revue de Grèce*, 1919 ; S. Lascaris, *La politique extérieure de la Grèce avant et après le Congrès de Berlin, 1875-81*, 1924 ; P. Karolidès, Σύγχρονος Ἱστορία τῆς Ἑλλάδος, 1924 ; G. Aspréa, Πολιτικὴ Ἱστορία τῆς νεωτέρας Ἑλλάδος, 1923.

Quant à la période toute contemporaine, depuis 1912, l'histoire en a été écrite presque au jour le jour, et aucune étude ne peut être regardée comme scientifiquement définitive. Nous nous contentons de signaler : D. Apostolidès, Ὁ νικηφόρος Ἑλληνοτουρκικὸς πόλεμος, 1913 ; Oikonomopoulos, 'Η ἱστορία τοῦ Βαλκανοτουρκικοῦ πολέμου, 1913 ; T. Ambélas, *Histoire de la guerre gréco-bulgare*, 1914 ; Nikolaïdès, Ἱστορία τοῦ Ἑλληνο-Τουρκικοῦ πολέμου, 1915 ; Tsoudéros, *Le relèvement économique de la Grèce*, 1919-20 ; Kontoyanni, *Notre armée et les dernières guerres*, 1925 ; A. F. Frangulis, *La Grèce et la crise mondiale*, 1926 ; Kosmetatos Cosmin, *L'Entente et la Grèce pendant la Grande Guerre*, 1926.

Histoire de l'Hellénisme. — Il convient de mettre à part les travaux qui ont pour objet le mouvement général de l'Hellénisme.

L'Hellénisme est non seulement une grande question, mais toute une thèse, celle de l'unité de la nation et de l'histoire grecques, unité dans l'espace où s'associent à la Grèce ancienne

les provinces dites grecques de la Turquie, et même les colonies grecques situées en dehors de l'Empire ottoman ; unité dans le temps où s'enchaînent successivement la Grèce antique, la Grèce byzantine et la Grèce moderne.

Le premier historien grec qui ait écrit une histoire générale de l'Hellénisme est Pappariopoulos ; il l'a publiée en 1865-74, avec un supplément en 1876. Le professeur Karolidès en fait actuellement paraître une édition nouvelle, qui doit aller jusqu'à nos jours. De nombreux historiens ont suivi l'exemple de Pappariopoulos ; citons-en quelques-uns : Kyriakidès, *Ἱστορία τοῦ συγχρόνου Ἑλληνισμοῦ*, 1892 ; Lambros, *Ἱστορία τῆς Ἑλλάδος, ἀπὸ τῶν ἀρχαιοτάτων χρόνων μέχρι τῆς βασιλείας τοῦ Ὁθωνος*, 1885-88 ; Diomède Kyriakos, *Histoire ecclésiastique*, 1897 ; A. Ephtaliotis, *Ἱστορία τῆς Ῥωμιοσύνης*, 1902 ; Kremos, *Ἱστορία τοῦ σχίσματος τῶν δύο ἐκκλησιῶν ἐλληνικῆς καὶ Ῥωμαϊκῆς*, 1905 ; Brachnos, *Ἱστορία τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἐθνους ἀπὸ τῆς ἀλώσεως τῆς Κωνσταντινουπόλεως ὑπὸ τῶν Φράγκων*, 1204, μέχρι τοῦ 1913, 1914 ; M. Dendia, *Αἱ Ἑλληνικαὶ παροικίαι ἀνὰ τὸν κόσμον*, 1919 ; Nikolaïdès, *Ἱστορία τοῦ Ἑλληνισμοῦ*, 1923 ; ; Frangoudis, *L'Hellénisme en lutte contre l'Orient et l'Occident*, 1925.

Histoire locale. — La thèse de l'Hellénisme a encouragé les historiens à se consacrer à l'histoire locale, pour renouer la suite des temps dans un cadre restreint. Parce qu'elle pouvait ainsi servir à la fois la propagande nationale et le patriotisme régional, l'histoire locale a donné lieu en Grèce à de très nombreuses études. Non seulement l'histoire d'Athènes et des provinces les plus importantes a été approfondie, mais même de toutes petites îles ont pu trouver un historien. Les régions les plus étudiées ont été celles que l'Hellénisme a revendiquées comme siennes, sans pouvoir d'abord les obtenir. Nous citerons seulement (1) : P. Chiotès, *Ἱστορία τοῦ Ἰονίου Κρατοῦς*, 1815-1864, 1874-77 ; E. J. Stamatiadès, *Σαμιακὰ ἤτοι ἱστορία τῆς νήσου Σάμου*, 1881-91 ; Mauroyanni, *Ἱστορία τῶν Ἰονίων νήσων*, 1797-1815, 1889 ; Papadopetraki, *Ἱστορία τῶν Σφακιῶν ἤτοι μέρος τῆς Κρητικῆς ἱστορίας*, 1888 ; G. Frangoudis, *Κύπρος ἤτοι οἱ Κύπριοι τῆς σήμερον*, 1890 ;

(1) Sur EVANGELIDÈS, cf. chap. *Empire byzantin*.

Sakellarios, Τὰ Κυπριακά, 1890 ; Cophinioti, Ἱστορία τοῦ Ἄργους, 1892 ; Lamprynidi, Ἡ Νουπλία, 1898 ; Candiloro, Ἱστορία τῆς Γορτυνίας, 1899 ; Philadelphus, *Histoire d'Athènes sous la domination turque*, 1902 ; Vasileiou, Ἡ Ἐρμιόνη, 1903 ; Tsitseli, Κεφαλληνιακά, Σύμμικτα, 1904 ; Kalphoglou, Οἱ Ἕλληνες τοῦ Καυκάσου, 1908 ; Psilakis, Ἱστορία τῆς Κρήτης, 1909 ; Sannetou, Ἱστορία τῆς Κύπρου, 1910 ; Evangelidès, Ἱστορία τῆς Μυκάνου, 1912 (sur son *Histoire de Trébizonde*, cf. chap. *Empire byzantin*) ; Tsopotou, Ἐῖ καὶ Γεωργοὶ τῆς Θεσσαλίας κατὰ τὴν Τουρκοκρατίαν, 1912 ; G. Chondroniki, Ἡ Ἐπαρχία τῆς Περγάμου, 1915 ; L. Maecas, *L'Hellénisme et l'Asie-Mineure*, 1918 ; Colocotronis, *La Macédoine et l'Hellénisme*, 1919 ; Zervos, *Le Dodécanèse*, 1920 ; P. Kriaris, Ἱστορία τῆς Κρήτης, 1920 ; K. Papamichalopoulos, Ἡ Κωνσταντινούπολις Ἑλληνικὴ ἐπὶ 2577 ἔτη, 1920 ; Tafrali, *Thessalonique, des origines au XIV^e siècle*, 1919 ; Volonakis, *The island of Roses and her eleven sisters*, 1922 ; G. Zolota, Ἱστορία τῆς Χίου, 1923 ; Papandriou, Ἡ Ἥλεϊα διὰ μέσου τῶν αἰώνων, 1924 ; D. Paskali, *L'histoire d'une île, Andros*, 1925.

Biographies. — On pourrait penser que les Grecs, associant à leur patrie la mémoire de leurs grands hommes, prennent un plaisir particulier à composer des biographies. Cependant, dans l'œuvre historique de la Grèce, les biographes sont plutôt rares, comme si les Grecs étaient moins orgueilleux de leurs grands hommes qu'ils n'en seraient jaloux. Les quelques études à noter se rapportent surtout à des personnages anciens ou bien à des héros indiscutés de l'Indépendance : Andropoulo, Βίοι Πελοποννησίων ἀνδρῶν, 1888 ; Thériano, Ἀδαμάντιος Κοραΐς, 1890 ; Marco Renieri, Δοκίμιον περὶ τοῦ βίου καὶ τῶν συγγραμμάτων Μητροφάνους τοῦ Κριτοπούλου πατριάρχου Ἀλεξανδρείας, 1617-1628 ; Lambros, Rigas ; Evangelidès, Ἱστορία τοῦ Ἰωάννου Καποδιστρίου, 1894, et Ἡράκλειος ὁ αὐτοκράτωρ τοῦ Βυζαντίου, 1903 ; Constantin Papazi, Περὶ Δημητρίου τοῦ Φαληρέως καὶ τῶν Ἀθηνῶν, 1894 ; A. M. Idromenos, Ἰωάννης Καποδίστριας κυβερνήτης τῆς Ἑλλάδος, 1900 ; Papamichael, Ὁ ἄγιος Γρηγόριος Παλαμᾶς ἀρχιεπίσκοπος Θεσσαλονίκης, 1913 ; Kerofilas, *Un homme d'État, E. Venizelos, sa vie, son œuvre*, 1915.

En dehors de leur histoire nationale, les Grecs n'ont publié que peu de travaux. Ils se sont contentés de traduire les ouvrages

étrangers les plus importants, ou bien ils s'en sont servis pour des compilations sans intérêt. Très rarement ils ont composé sur des sujets, d'histoire étrangère des études originales. Ce domaine est le plus pauvre de leur œuvre historique ⁽¹⁾.

III. — *Les caractères de l'œuvre historique, et les historiens.*

L'œuvre des historiens grecs aurait peut-être été moins abondante, si elle ne présentait pas certains caractères que nous allons tenter d'analyser.

Ces caractères dépendent de facteurs multiples : non seulement des conditions que nous avons indiquées au début, c'est-à-dire de la conception et de l'enseignement de l'histoire, mais aussi, plus qu'on ne saurait le croire, du milieu physique, notamment du climat, et enfin des historiens eux-mêmes, de leur tempérament, de leurs tendances, de leur situation sociale.

A ce propos, il n'est pas indifférent de noter que la plupart des historiens grecs ne sont pas des professeurs d'histoire. Certes les professeurs d'histoire de la Faculté de philosophie ont publié de nombreux travaux. Mais l'on ne saurait dire que la Faculté de philosophie d'Athènes soit le centre du mouvement historique grec : s'il est des historiens grecs, et des meilleurs qui sont professeurs d'économie politique et de droit administratif ou international, plusieurs occupent des postes diplomatiques, tandis que d'autres sont hommes politiques ; beaucoup enfin sont des érudits, des chercheurs ou des hommes de lettres.

Parmi tous ces historiens, non seulement les spécialistes sont l'exception, mais encore bien rares sont ceux qui ne se consacrent qu'à l'histoire. La plupart sont très mêlés au monde. Ce sont des hommes d'action. Leur esprit est à tournure encyclopédique, et ils ne sont pas portés à distinguer nettement la science de la vie. Tel de ces historiens est en même temps auteur

(1) Ceux qui l'ont exploité ont composé des études très générales, comme KREMOS, KAROLIDIS, PAPAGOURGOPOULOS, KONTOYANNI, ou au contraire des études très particulières comme ANDRÉADÈS, auteur d'un ouvrage devenu classique sur la Banque d'Angleterre.

dramatique, ou encore il se plaît dans l'interprétation des tragiques anciens. Tel autre est dans les affaires, dans les banques ; il est en outre critique littéraire, critique dramatique et critique d'art.

Pour cette raison, et parce que les conditions du milieu physique, intellectuel et moral sont très particulières, l'histoire telle que l'écrivent les Grecs ne répond pas tout à fait aux exigences de la méthode scientifique.

L'impartialité et l'objectivité manquent parfois aux travaux des historiens grecs. Leur œuvre est très fortement marquée de l'empreinte nationale ; elle sert et elle doit servir à la propagande. Elle peut servir aussi à d'autres buts moins élevés, à des querelles de partis politiques. De toute manière, c'est une littérature de circonstance, une littérature pour le public. On traite les sujets qui présentent un intérêt actuel ; on s'adresse au lecteur ; on cherche à le convaincre. On a aussi en vue le placement du livre. Un critique d'histoire aussi sérieux que le professeur Karolidès reproche à un ouvrage de manquer de valeur subjective. Un historien grec reproche à un autre de s'adonner à des sujets qui n'intéressent plus personne, parce qu'ils datent de cinquante ans.

Il manque aussi aux historiens grecs le souci des règles de l'analyse et de la synthèse, de l'exactitude rigoureuse dans la présentation des faits, de la précision du détail, de la sobriété dans l'exposé, du sens de la chronologie. Quand on veut surtout intéresser le public, la vérité importe moins que l'attrait, la chaleur du discours est préférable à la rigueur de la déduction, et puis les dates sont gênantes. Dans l'exposé des faits, dans la reproduction des documents, les historiens grecs modernes se montrent certes plus scrupuleux et plus consciencieux que certains des historiens grecs de l'Antiquité. Ils sont plus près de la vérité, ils grossissent moins l'importance de ce qu'ils racontent. Mais tout de même, ils se contentent assez souvent de l'à peu près, et ils recherchent l'effet à produire.

Pas plus que les dates, les références et tout le reste de l'appareil scientifique ne sont susceptibles d'intéresser le public. Il s'ensuit que le plus souvent les historiens grecs n'y prêtent

qu'une attention médiocre. Peu préoccupés d'épuiser les sources, portés à se contenter des journaux comme éléments d'information pour l'époque moderne, ils n'ont donc pas et ne peuvent avoir l'habitude de citer les références d'archives. Pour les références d'ouvrages, le respect de la propriété intellectuelle leur est plus étranger qu'à nous ; leur législation même est assez peu stricte en la matière. Il arrive que certaines expressions, voire certains passages, se transmettent d'un historien à l'autre, sans qu'on puisse connaître leur véritable auteur. Des ouvrages fondamentaux, telle l'histoire de Kyriakidès, ont été ainsi exploités comme un bien commun, et il n'est pas certain que Kyriakidès lui-même n'ait pas utilisé pareillement le travail de ses devanciers.

L'histoire telle qu'on l'écrivait en Grèce naguère encore n'est donc pas rigoureusement scientifique au sens où nous l'entendons. Il nous est beaucoup plus difficile de dire de quelle manière l'ensemble des écrivains grecs la traitent, en tant qu'elle est un art. L'art a un caractère bien plus personnel que la science. En Grèce comme ailleurs, les talents diffèrent. A tel livre qui bouleverse à la fois l'ordre logique et l'ordre chronologique nous pourrions trouver un pendant où règnent l'ordre et la clarté. Les ouvrages historiques correctement composés, soigneusement écrits, et vivants, semblent même être plus nombreux en Grèce que les travaux parfaitement solides et sûrs.

D'une façon générale l'œuvre historique grecque fait l'effet d'une littérature qui serait située entre le roman historique et l'histoire scientifique, plus éloignée d'ailleurs de celle-ci que de celui-là. C'est proprement une *littérature*, à cause du public auquel l'auteur s'adresse, des égards qu'il a pour ce public, de l'intérêt commercial qu'il prend à son œuvre, et des autres buts nationaux ou politiques qu'il poursuit. C'est une littérature aussi, à cause de son attrait qui est indéniable, à cause de l'intérêt des récits, de la vivacité des descriptions, de l'éloquence des développements, à cause de l'impression de vie qui s'en dégage.

Pour bien connaître l'œuvre historique de la Grèce, pour dis-

cerner dans quelle mesure notre appréciation d'ensemble peut être justifiée, il faudrait étudier successivement chaque historien et ses travaux. Bornons-nous, faute de place, à en présenter quelques-uns, ceux qui nous semblent le plus représentatifs.

Voici d'abord Constantin Sathas, né en 1842. C'est le type de l'érudit, du chercheur. Après avoir fait des études de médecine, il vient à l'histoire. Le gouvernement grec le charge d'explorer les bibliothèques d'Europe et les archives des monastères. Toute sa vie ne sera qu'une longue recherche. Entre 1872 et 1894, il publie en deux grands recueils seize volumes de documents. Son œuvre scientifique est considérable, mais malheureusement, comme on l'a dit ⁽¹⁾, elle n'est pas définitive. Sathas était insuffisamment préparé au travail philologique, ainsi qu'au travail historique. Dans ses préfaces, il expose des théories généreuses, mais qui ne sont pas toutes acceptables. Son grand mérite a été de rattacher, l'un des premiers, avec Pappariopoulou, l'histoire byzantine à l'ensemble de l'histoire grecque.

Après l'érudit, le professeur. Sp. Lambros, comme Sathas, explora les archives et publia des documents. Mais il fut aussi et surtout un vulgarisateur. Il traduisit plusieurs ouvrages étrangers qui constituaient à ses yeux d'indispensables instruments de travail. Quant à sa production originale, elle est un peu trop souvent du genre des dissertations. C'est la rhétorique appliquée à l'histoire.

Lambros, qui n'était pas un homme d'action, se fourvoya dans la politique au dernier moment de sa vie. Georges Philaretos, par contre, a voué toute son existence à la fois au barreau, à la politique et à l'histoire. En politique, son nom restera attaché au développement de l'idée républicaine en Grèce. En histoire, on se souviendra de lui, comme de l'auteur de la *Xénocratie*, le premier ouvrage qui a montré nettement le tort fait à la Grèce par l'ingérence des étrangers. Il aime passionnément l'histoire, mais il l'aime surtout en publiciste. Le nombre de ses travaux est considérable. Sur tous les sujets, il a une thèse

(1) Cf. L. BRÉHIER, article nécrologique sur C. Sathas, dans la *Revue historique*, t. CXVI, 1914, p. 447.

à soutenir, et il l'appuie toujours d'arguments tirés de l'histoire. Ses travaux d'histoire pure ont l'ardeur et la vivacité des réquisitoires. Avec lui, le passé n'existe qu'en fonction du présent, et l'histoire n'a de sens qu'en vue de l'action.

Avec Constantin Rados, professeur extraordinaire à l'Université, professeur aussi à l'École navale, nous venons aux historiens qui traitent l'histoire tout à fait scientifiquement. Il a surtout étudié l'histoire de la marine grecque, et il est connu comme l'auteur d'un excellent travail sur la bataille de Salamine. Mais il s'est trouvé amené à préciser certains points des guerres de l'Indépendance, des rapports de la Grèce avec Napoléon. Soucieux des détails, des menus faits, s'efforçant aussi de discerner les causes et les effets, il a su appliquer à l'histoire la méthode de l'analyse. Aussi bien il a surtout traité des sujets assez restreints, comme si sa méthode même le gênait pour dominer les faits, pour façonner une trop abondante matière.

Le professeur Andréadès, qui enseigne l'économie politique à l'Université d'Athènes, est un de ces esprits encyclopédiques comme la Grèce en a encore. A l'occasion, il sait être un excellent critique dramatique. Il a composé plusieurs études d'histoire diplomatique. On lui doit surtout des travaux d'histoire économique et financière se rapportant également à l'Empire byzantin, à la Grèce moderne, voire à la Grande-Bretagne. Sa méthode d'économiste est impeccable, et elle lui sert beaucoup pour les travaux d'histoire. Il pratique aussi bien l'analyse que la synthèse. Ses appréciations sont ordinairement très justes. Certains de ses aperçus sont particulièrement suggestifs. Il sait faire des références l'emploi le plus judicieux. Il a créé en Grèce l'histoire économique (1).

Comme M. Andréadès est en même temps économiste et historien, MM. Politis, Kebedgy et Streit se sont montrés. À l'occasion, à la fois historiens et juristes. Leurs études sont vrai-

(1) Cf. H. L. ZOGRAPHOS, *Ἱστορία τῆς Ἑλληνικῆς Γεωργίας*, 1922-24; EULAMBIO, *The national Bank of Greece, a history of the financial and economic evolution of Greece*, 1924; ZOLOTA, *La Grèce dans la période de l'industrialisation*, 1926.

ment fortes et l'on regrettera que l'histoire ne les ait pas retenus davantage.

A l'heure actuelle, l'influence du droit continue de s'exercer sur l'histoire chez les plus jeunes des historiens grecs. Les moins nombreux sont toujours ceux qui sont venus directement à l'histoire et qui ne se consacrent qu'à elle, comme Œconomos, spécialiste de l'histoire byzantine, et comme Michel Lascaris, qui étudie les rapports de la Grèce et de la Serbie. Les plus nombreux sont les jeunes diplomates, qui ont quelquefois tendance à traiter l'histoire comme le droit ou comme la politique, Drossos et Colocotronis, Léon Maccas et St. Th. Lascaris.

IV. — *L'œuvre qui reste à accomplir.*

Les jeunes historiens grecs doivent beaucoup à leurs devanciers, mais il leur reste une grande œuvre à accomplir.

En ce qui concerne l'enseignement, une place beaucoup plus grande devrait être faite à l'histoire générale d'une part, d'autre part à l'histoire moderne et contemporaine. En outre, l'enseignement devrait tendre non seulement à la culture générale et à la formation de professeurs, mais encore à la formation d'historiens, de savants.

Beaucoup d'instruments de travail manquent encore à la Grèce, pour l'histoire moderne en particulier. En dehors des journaux qui ne peuvent pas s'intéresser à toutes les publications scientifiques, aucun périodique ne rend compte du mouvement historique. Ce rôle incomberait naturellement au *Bulletin de la Société d'histoire*, qui devrait paraître au moins tous les trois mois. Les bibliothèques et les archives auraient à établir ou à mettre au courant leurs catalogues et leurs inventaires ; certaines pourraient aussi fonctionner comme centres de documentation. Dans chaque province, il y aurait à créer des sociétés savantes pour organiser le travail historique, pour réunir les documents épars, pour constituer des bibliothèques là où elles font défaut. Les documents les plus importants de

l'histoire moderne devraient être publiés, comme l'ont été ceux de l'histoire du Moyen Age. En particulier le ministère des Affaires étrangères pourrait entreprendre, comme en France, la publication des *Instructions aux ambassadeurs*.

Quant aux questions qui restent à traiter, elles sont trop nombreuses pour que nous puissions les indiquer. Dans le domaine de l'histoire moderne en particulier, des études approfondies manquent sur presque tous les sujets, même sur les plus importants, comme la Révolution de 1843. La science historique grecque doit se consacrer à la production de monographies, dans le genre de celle que Paspatis a composée dès 1890 sur la prise de Constantinople. C'est seulement, semble-t-il, quand certaines de ces monographies auront été écrites, et quand des biographies s'y seront jointes, que des études d'ensemble pourront être entreprises avec fruit sur l'histoire intérieure, sur l'histoire économique, sur l'histoire des lettres et des arts ⁽¹⁾.

Enfin, sans que l'histoire se sépare tout à fait de la littérature — ce qui serait plutôt nuisible, parce qu'elle cesserait d'intéresser le grand public — il est à souhaiter qu'elle soit traitée comme une science au moins par un certain nombre d'historiens de métier. Le premier devoir de ces savants sera sans doute de se dégager d'un nationalisme par trop exclusif, et de cet esprit de parti qui est un mal endémique en Grèce. Ils devront appliquer strictement la double méthode de l'analyse et de la synthèse, prendre le goût de cet appareil scientifique qui est le complément indispensable d'un bon travail.

Avec le culte qu'ils ont pour l'histoire, les Grecs se doivent de l'élever au niveau le plus haut de leur production intellectuelle.

(1) Pour l'histoire diplomatique de la Grèce, nous nous sommes efforcés nous-mêmes de composer un traité à la fois d'ensemble et de détail, qui pourra servir de point de départ à d'autres travaux, *Histoire diplomatique de la Grèce depuis 1821 jusqu'à nos jours*, 5 vol., 1925-26.

HONGRIE

par

Henri MARCZALI

Ancien professeur à l'Université de Budapest

En Hongrie, comme partout ailleurs, les historiens n'ont pas tout d'abord formé un métier. C'est par l'impulsion reçue des études classiques et de l'exemple des pays occidentaux, et surtout par l'intérêt pris aux événements si changeants de la vie de la patrie, que beaucoup de bons esprits, mais autodidactes en ce point, ont été tournés vers nos études. Comme me l'a dit un jour Gabriel Monod : en Hongrie, les grands historiens n'ont jamais fait défaut.

La période de la guerre d'indépendance et du régime de Bach (1848-1860) n'était pas propre à l'éducation d'historiens strictement impartiaux. Les passions étaient encore trop vives de part et d'autre ; précisément l'homme qui a le plus fait pour la diffusion et la popularité des études historiques, l'évêque Michel Horváth, ministre de l'Instruction publique durant la Révolution, auteur de *Huszonöt év története*, 3 vol., 1864 ⁽¹⁾ (*Histoire de vingt-cinq ans, 1823-1848*), et de *A függetlenségi harc története*, 3 vol., 1865 ⁽²⁾ (*Histoire de la guerre de l'indépendance*), vécut dix-huit années en exil (1849-1867). C'est à son retour au pays que fut fondée la Société hongroise d'histoire, dont il fut pendant dix ans le président. Par la publication d'une revue mensuelle, *Századok* (*Les Siècles*), puis de *Történelmi Tár* (*Recueil historique*), cette société compléta l'action de l'Académie hongroise, libérée depuis 1865 de la censure autrichienne.

Sous ces auspices plus heureux, les études historiques prirent un essor jusqu'alors inconnu. L'Académie, fondée en 1825 par le « Grand Magyar », le comte Étienne Széchenyi, devait aux

(1) Paru à Genève ; 3^e éd., Budapest, 1886.

(2) Paru à Genève.

vicissitudes mêmes qu'avait subies la nation d'être regardée par elle comme un enfant chéri, et les ressources nécessaires à son travail étaient votées de grand cœur par le Parlement. Depuis 1855, elle possédait une Commission historique, qui publia les documents relatifs aux rapports turco-magyars. En 1874 commença la publication des *Monumenta comitialia regni Hungariae 1528-1608* par Guillaume Fraknoi ; elle embrasse aussi la législation des Diètes particulières, notamment de celle de Croatie. Une année plus tard suivit la collection des *Monumenta comitialia Transilvanica*, publiée par Alexandre Szilágyi. Celle-ci est complète (12 vol. parus de 1880 à 1883) ; mais l'autre, l'histoire parlementaire de la Hongrie, œuvre de haute valeur, est restée inachevée (20 vol. parus de 1880 à 1883). La faute originelle a été, ici, de ne pas commencer par les Diètes du ^x^e siècle.

S'il y a un pays où les monuments et les reliques de toutes les époques et des peuplades les plus différentes soient cachés sous le sol, c'est, certes, la Hongrie. Les études archéologiques ont marché, chez nous, du même pas que les études historiques. Vers 1600, Étienne Szamesközi inaugura la longue lignée des archéologues par ses *Analecta lapidum*, et des érudits de tous pays ont contribué à l'investigation et à l'interprétation des monuments, surtout de ceux qui viennent du temps des Romains. A notre époque, c'est surtout Floris Römer qui s'est occupé des fouilles, avec un grand talent pour discerner le vrai du faux. Au retour des exilés, François Pulszky devint le directeur habile et sagace de ces travaux, dont il élargit l'horizon en portant son attention aussi sur les fouilles préhistoriques et sur les reliques du temps de la grande migration des peuples, dans laquelle la Hongrie fut un vaste carrefour. Son œuvre fut complétée par Joseph Hampel, qui, avec plus de méthode, classa et décrivit les reliques et les monuments du temps de la conquête magyare.

Tel était l'état de l'historiographie en Hongrie vers le dernier quart du ^{xix}^e siècle, à l'époque où naquit la *Revue historique*. Sans doute, un large pas en avant avait été fait depuis les grands historiens jésuites du ^{xviii}^e siècle, Georges Pray et Étienne Katona ; mais cette évolution même rendait plus

sensible ce qui était encore nécessaire pour élever notre historiographie à la hauteur de ses sœurs aînées de l'Occident. L'étude des sources demeurait dans l'enfance ; la critique saine et solide, indispensable pour poser des fondements stables, commençait seulement à ébranler l'amas des préjugés en faveur et presque intangibles. Si, en France, en 1728 encore, on poursuivait un historien pour avoir nié que les Francs descendissent des Troyens, on peut bien pardonner aux Magyars d'avoir érigé en dogme qu'ils étaient les fils des Huns d'Attila ; et s'il se trouvait des esprits plus critiques pour en douter, les Sicules ⁽¹⁾ de Transylvanie, du moins, étaient sûrs d'être les vrais fils du « fléau de Dieu ».

Plus la nation sentait chez ses adversaires ou ses ennemis la volonté de lui arracher le présent et l'avenir, plus fortement elle s'accrochait à son passé. La critique de Schlözer, puis d'Engel ⁽²⁾ avait déjà entamé les traditions nationales : c'était un devoir patriotique de repousser ses attaques. La *Gesta Hungarorum*, par le notaire anonyme du roi Béla (xiii^e siècle), qui est le récit détaillé de la conquête de la Pannonie par les Magyars, devint le centre de batailles acharnées. Lorsque les historiens allemands, surtout Büdinger et Dümmler, se mirent à disséquer avec un grand appareil d'érudition, selon les principes des *Monumenta Germaniae*, les récits des plus anciens chroniqueurs, il fallut bien employer les mêmes moyens pour tenter d'en rétablir l'authenticité. Si la fureur polémique empêchait nos auteurs de voir clair, du moins ils ne se proposaient plus qu'un objet purement scientifique, et c'était déjà beaucoup de gagné. Dans ces polémiques, Arpád Kerékgyártó, professeur à l'Université, rendit un grand service en rassemblant les matériaux avec un zèle inlassable et en mettant en face les unes des autres les opinions des divers auteurs sur les questions, pour permettre aux lecteurs de juger par eux-mêmes ⁽³⁾.

(1) *Székelyek*, les Szekler des Allemands.

(2) L. A. SCHLÖZER, *Gesch. der Deutschen in Siebenbürgen*, 1795. — J. Ch. ENGEL, *Gesch. des ungar. Reichs und seiner Nebenländer*, Halle, 5 vol., 1797-1804 ; 2^e éd., Vienne, 6 vol., 1813.

(3) *Magyarország művelődésének története*, I et II (889-1114), 1859-1865. (*Histoire de la civilisation en Hongrie*).

Plus difficile encore à franchir était un second obstacle. Dès l'origine il y avait eu d'amples histoires de Hongrie, en nombreux volumes : celle d'Étienne Katona en compte quarante-deux en latin ; Engel-Fessler, puis Michel Horváth et Ladislas Száláy suivirent son exemple ⁽¹⁾. Le matériel historique était donc immense, mais très dispersé et inégalement présenté. Seul Horváth fit œuvre plus achevée en écrivant une histoire de l'industrie et du commerce en Hongrie pendant les trois derniers siècles, puis une monographie de Martinuzzi, une biographie d'Hélène Zrinyi, mère de François Rákóczi et, à la fin de sa vie, un tableau du premier siècle chrétien de la Hongrie ⁽²⁾. Chez lui, comme chez Kerékgyártó, l'influence de Guizot est remarquable. Avec toutes les qualités d'un historien, Horváth ne pouvait pas arriver au premier rang, car il ne se contentait pas d'exposer et d'élucider les faits, mais prêchait partout la doctrine du libéralisme et du nationalisme. Qu'il ne se sentît pas tout à fait à la hauteur de sa tâche, cela ressort de la modestie avec laquelle il légua au tout jeune homme que j'étais la mission de relier organiquement l'histoire nationale à l'histoire universelle.

Donc, une foule de documents, qui grossissait chaque année, des histoires nationales, des monographies même ; mais, si passionné que fût le Magyar pour l'histoire de son pays et de sa famille, point de livres historiques où pussent s'instruire ceux qui voulaient à l'agréable joindre l'utile. Tant que demeurèrent à vif les souvenirs de la guerre d'indépendance, tant que dura le conflit constitutionnel avec l'Autriche absolutiste, on

(1) ST. KATONA, *Historia critica regum Hungariæ*, 42 tomuli in 48 partibus. Pest, Presbourg, Cassovie, Buda, Kolozsvár, Vác, 1779-1817. — FESSLER, *Gesch. der Ungarn und ihrer Landsassen*, 10 vol., 1815-25 ; 2^e éd. revue par E. KLEIN, 6 vol., 1867-83. — M. HORVÁTH, *A magyarok története (Histoire des Magyars)*, I-IV, 1842-46 ; 3^e éd. en 8 vol. (jusqu'en 1815) 1871-73. — L. SZÁLAY, *Magyarország története (Histoire de Hongrie)*, 4 vol., Leipzig, 1851-54 ; t. V et VI, Pest, 1857-62 (s'arrête à 1707).

(2) M. HORVÁTH, *Az ipar és kereskedelem története Magyarországon a XVI. század közepéig*, 1842 (*Histoire de l'industrie et du commerce en Hongrie jusqu'au milieu du XVI^e siècle*) ; Zrinyi Ilona életrajza, 1869 (*La vie d'Hélène Zrinyi*) ; Fráter György, 1871 (*Frère Georges*) ; *A kereszténység első százada Magyarországon*, 1878 (*Le premier siècle du christianisme en Hongrie*).

dévora les livres de Horváth et on étudia les traités d'histoire constitutionnelle de Szálay, qui, avec les adresses de Deák, faisaient l'éducation politique de la nation. Mais dès que commencèrent à s'atténuer les souvenirs du passé et qu'un avenir heureux s'ouvrit pour la Hongrie, les polémiques cessèrent et l'impartialité prit la place qui lui appartient.

François Salamon est le premier historien hongrois sans parti pris. Né en Transylvanie, il se fit remarquer, tout jeune, à la célèbre école de Nagy-Enyed, par ses dons de mathématicien. Soldat de l'armée nationale dans la guerre d'indépendance, la catastrophe finale de la Révolution le jeta hors de la carrière à laquelle il se préparait. Maître d'enseignement secondaire dans une petite ville de province, il ne put pas supporter l'étroitesse de ce milieu et partit pour Budapest, où il se fit critique littéraire, puis journaliste. A la renaissance d'une vie politique ardente, depuis 1860, il adhéra aux idées de François Deák, qui usa largement de sa plume. De la politique, il n'y avait qu'un pas à franchir pour arriver à l'histoire. Dès ses études sur les Zrinyi, on remarqua chez lui le sens de la réalité et la clarté du style. Sa seule préparation historique était la lucidité de sa vision et son amour de la vérité. Son histoire du régime turc en Hongrie le montre déjà pur historien. Ce livre et son exposé de l'histoire militaire hongroise à l'époque des ducs, qui se fonde sur une étude approfondie des sources grecques, sont ses chefs-d'œuvre ⁽¹⁾. Son intuition le menait à l'étude des sources et, derrière la lettre des textes, il voyait bouillonner la vie réelle. Son goût, formé par la lecture des classiques, fit de lui un de nos meilleurs prosateurs. Partisan de Deák, rédacteur du *Journal Officiel* de Hongrie, il était d'une impartialité qui ne semble même pas être un mérite, tant elle est naturelle. C'est elle qui l'amène à ne jamais traiter l'histoire nationale qu'en liaison avec les mouvements généraux de l'Europe. La critique consciencieuse des témoignages et l'élé-

(1) *Az első Zrinyiek*, 1865 (*Les premiers Zrinyi*) ; *Magyarország a török hódítás korában* (*La Hongrie au temps de la conquête turque*), 1864 ; 2^e éd. 1886 (traduction allemande, *Ungarn im Zeitalter der Türkenherrschaft*, 1887) ; *A magyar hadi történelhez a vezérek korában*, 1877 (*Contribution à l'histoire militaire de la Hongrie au temps des ducs*).

gance du récit, et surtout la recherche ardente de la vérité, qui sont assurément les plus grandes qualités de l'historien, c'est dans Salamon, type du grand autodidacte, qu'elles ont été en Hongrie le plus brillamment réunies. Il n'abuse pas de la longue citation, mais peint en quelques traits caractéristiques l'image exacte d'une époque ou le portrait d'un personnage. Son plus grand mérite est de n'avoir pas considéré simplement les institutions et les classes supérieures : c'est lui qui a introduit le peuple dans notre histoire. La popularité qui s'acquiert par un patriotisme superficiel lui répugnait.

Dans les dernières décades du siècle passé, la Hongrie a eu tout un corps d'historiens, différents par le talent et par la tournure de leur esprit, mais tous également orientés vers la recherche. Ce fut le symptôme d'une ère nouvelle que de voir l'Académie mettre au concours un mémoire critique sur les sources du temps des Arpád. Le prix en fut décerné à l'auteur de ces pages, disciple de Waitz, de Wattenbach et de Monod ⁽¹⁾. Désormais, il y eut au moins un point de départ assuré pour cette sorte de travaux. De même, l'Académie décida de confier à plusieurs historiens la rédaction d'une histoire du XVIII^e siècle. En même temps, pour élargir et approfondir le champ des études historiques, l'Université créa trois chaires d'histoire universelle (Antiquité, Moyen Age, Temps modernes). De plus, Salamon fut appelé à occuper, à côté de Kerékgyartó, une chaire d'histoire nationale et, sous sa direction, le séminaire historique accueillit des disciples dignes de lui. Plus tard fut fondée aussi une chaire d'histoire de la civilisation en Hongrie.

Le millénaire de la conquête de la Hongrie par les Magyars approchait. La première tâche fut d'en déterminer la date précise. Après des polémiques acharnées, elle fut fixée à l'année 896. Sous la direction de Szilágyi parut une histoire en dix gros volumes, remarquablement illustrés, *A magyar nemzet története*, 1895-98 (*Histoire de la nation hongroise*) : œuvre de plusieurs auteurs, elle donne une idée exacte de l'état des

(1) MARCZALI, *A magyar történet kútjói az Arpádok korában*, 1880 ; traduit en allemand, *Ungarns Geschichtsquellen im Zeitalter der Arpáden*, 1882.

recherches et de la manière d'écrire l'histoire à cette époque. En même temps (1896) paraissait à Budapest la seconde édition, illustrée, de l'*Histoire générale des Hongrois* d'Édouard Sayous.

Parallèlement à l'œuvre dirigée par Szilágyi, un des membres les plus influents de l'Académie, Jules Pauler, publia une *Histoire de la Hongrie sous les rois de la première race*, puis l'histoire de la période plus ancienne, celle des ducs. Il avait fait les plus brillantes études de droit, mais n'ayant pas le don de la parole, il s'était tourné vers l'histoire. Directeur des Archives nationales, il a rendu de grands services par son travail intense et son exactitude poussée jusqu'à la minutie. Son premier essai sur la *Gesta Hungarorum* du notaire anonyme, où il s'efforçait de prouver que cet écrit, vu l'esprit chrétien qui y domine, ne peut être que du ^{xiii}^e siècle, du temps du roi Béla IV, est un début curieux, plein de promesses, mais qui jure avec toute son œuvre ultérieure. Ensuite, sur la base de recherches étendues, il donna en deux volumes l'histoire de la conspiration du palatin François Wesselényi et de ses complices, en 1664-1671, œuvre de grande érudition, mais où n'apparaissent en relief ni la situation du pays à cette époque, ni la politique impériale d'alors, ni les figures des chefs de la conjuration. Son œuvre principale, l'histoire des premiers rois hongrois, pleine de notes et d'appendices à la mode allemande, débute bien par un tableau de l'état général du royaume et des portraits des rois, mais la suite n'est formée que d'extraits des sources et des livres. Pour la Bulle d'Or de 1222, dont les trente et un articles sont autant de rébus qui demandent une solution scientifique, il se contente d'une explication spacieuse, en publiant une ancienne traduction en magyar. Ni les idées ni les institutions ne l'intéressent : par contre il s'enfonce dans les questions de généalogie. Dans les affaires qui touchent l'Église, il est d'une prévention éclatante. Profonde dans le détail, sa critique, peut-être précisément à cause de cette minutie, n'est pas toujours sûre dans les problèmes plus graves. Son dernier livre, l'histoire des ducs, atteste un déclin visible ; l'épigraphe de ce travail, *Historia scribitur ad narrandum, non ad proban-*

dum, montre clairement combien son point de vue est subjectif (1).

Koloman Thaly, l'historien et l'infatigable panégyriste du prince François Rákóczi, est une autre personnalité marquante de la science historique hongroise. Appliqué dès sa jeunesse à recueillir les documents, les lettres et les poèmes de cette époque héroïque, c'est une véritable bibliothèque qu'il a publiée. Mais son œuvre élaborée se borne au récit de la jeunesse de son héros. Si grand était son soin de parer le prince et son temps, que ce n'est pas sans raison que l'éminent professeur Frédéric Riedl le soupçonnait d'avoir mis de ses propres vers dans son recueil de poésies de l'époque. Chez lui le patriotisme était poussé à l'extrême (2).

Le dernier et peut-être le plus actif de ce groupe brillant est l'évêque Guillaume Fraknoi, le seul des trois qui ait été historien dès ses origines. Chercheur heureux, il sut trouver et recueillir les documents qui lui permirent d'écrire une histoire solide de l'époque la plus glorieuse du pays, celle de Mathias Corvin. Mais il donna aussi le tableau vrai et sincère des temps tristes qui suivirent cette gloire, et qui menèrent le pays à la décadence, à Mohács. Établi ensuite à Rome, où il fonda l'Institut historique hongrois, il s'occupa depuis lors beaucoup d'histoire diplomatique. Plein de grands projets il travailla jusqu'à sa mort. L'histoire de l'humanisme italien et de son influence sur l'humanisme hongrois l'intéressait particulièrement (3).

Le progrès, en Hongrie, n'a jamais été ni régulier ni continu. Toujours revient l'esprit des anciennes époques. Les représentants des degrés les plus différents de la civilisation se coudoient dans la vie publique et dans la littérature. Il n'en a pas été autre-

(1) *Wesselényi Ferenc nádor és társainak összeesküvés*, 2 vol., 1876 (*La conjuration du palatin François Wesselényi et de ses complices*) ; *A magyar nemzet története az Arpádok korában*, 2 vol., 1893 ; 2^e éd., 1895 (*Histoire de la nation hongroise à l'époque des Arpád*).

(2) *Rákóczi tár*, 2 vol., 1866-68 (*Recueil Rákóczi*) ; *Késmárki Thököly Imre naplói*, 2 vol., 1868-73 (*Journal d'Émeric Thököly de Késmark*).

(3) Ses œuvres principales, parues à Budapest sont : *Vitéz János érsek*, 1879 (*L'archevêque Jean le Brave*) ; *Mátyás Király* (*Le roi Mathias*), 1890 ; et trad. allemande, 1891 ; *Széchenyi Ferenc*, 1902 (*François Széchenyi*) ; *Pázmány Péter*, 1886 (*Pierre Pázmány*) ; *Martinovics és társainak összeesküvése*, 1880 (*La conjuration de Martinovics et de ses compagnons*).

ment pour l'histoire. Salamon, qui a sa place parmi les grands historiens du ^{xix}^e siècle, est contemporain de Pauler, épigone de nos grands historiens ecclésiastiques du ^{xviii}^e, et Thaly aurait dû vivre au temps de son prince adoré.

Nulle part la Grande Guerre n'a été propice à l'histoire. On a presque partout perdu le sens du vrai. Chez nous, dès 1920, une activité presque fiévreuse se fit sentir. On savait ce que l'histoire valait pour la Hongrie. Comme l'État ni l'Académie ne disposaient plus des ressources nécessaires, ce fut la société qui se chargea du travail. Mais la tendance dominante n'est plus celle d'un Salamon ou même d'un Fraknoi. En ce domaine aussi, c'est l'esprit de réaction qui triomphe. Le *schibboleth* de notre critique historique est, comme toujours, le notaire anonyme. On voudrait le faire remonter aussi haut que possible, pour pouvoir lui attribuer plus d'autorité. De même en ce qui concerne les Sicules de la Transylvanie. Il y a plus de trois cents ans, Szamesközi, qui les connaissait assurément mieux que nous, les déclarait Magyars, ni plus ni moins que les autres. Aujourd'hui, on veut faire d'eux des Bulgares, des Avars, des Péché-nègues, des Gépides même, — tout cela pour leur donner plus d'ancienneté. En fait, ils étaient une colonie magyare, placée dans les montagnes de l'Est pour garder la frontière contre les peuples nomades ⁽¹⁾. Quelques ouvrages, qui font exception honorable, méritent d'être notés : telle l'étude de M. Gy. Greppa, *A Csaba-monda és a székely hunhagyomány hagyomány*, 1922 (*La légende de Csaba et la tradition hunnique des Sicules*), ou le livre de M. Zoltan Tóth sur *Mátyás király idegen zsoldosserege* (*Les mercenaires étrangers du roi Mathias : l'armée noire*), 1925, œuvre de valeur durable, que l'Académie a honorée d'un prix.

Puisse la lignée de jeunes historiens que l'auteur de ces modestes notes a eu le bonheur de former remettre en honneur la tradition de recherche strictement impartiale et scientifique dont

(1) Cf. B. HOMAN, *A Székelyek eredete* (*L'origine des Sicules*), 1921 ; traduit en allemand, Berlin, 1922. — Géza FEHÉR, *Bulgarisch-ungarische Beziehungen in den V.-XI. Jahrhunderten*, 1921. — L. ERDÉLYI, *A Székelyek története*, 1921 (*Histoire des Sicules*). — E. JAKUBOVICS, *P. mester*, 1925 (*Maitre Pierre* [le notaire anonyme]).

il est fier que son premier travail ⁽¹⁾, vers le moment même où Gabriel Monod, l'un de ses maîtres, fondait la *Revue historique*, ait marqué l'inauguration, et dont il a tenu pour son devoir de professeur, d'historien et de patriote de ne jamais s'écarter !

(1) Si la fière et émouvante réserve de l'auteur de cet aperçu a voulu se contenter d'une aussi brève indication, la rédaction du *Livre du Cinquantenaire* se croit, elle, tenue de rappeler ici au moins les titres des principaux ouvrages par lesquels M. MARCZALI a, plus que tout autre, contribué à l'essor de l'histoire hongroise : avant tout *Magyarország története II. József korában* (*Histoire de la Hongrie sous Joseph II*), 3 vol., 1883-88 (adaptation anglaise du premier par M. TEMPERLEY, *Hungary in the XVIIIth century*, 1910), complétée par *A 1790/91 iki országgyűlés*, 2 vol., 1905 (*La Diète de 1790-91*) ; puis *Magyarország története*, 1908 (*Histoire de Hongrie*), et les deux volumes consacrés au droit public hongrois, *Ungarische Verfassungsgeschichte* et *Ungarisches Verfassungsrecht*, 1911 et 1912.

ITALIE

par

Georges BOURGIN

Archiviste aux Archives nationales

Il ne s'agit pas, dans cette courte notice, d'essayer de faire, même en raccourci, la bibliographie de l'historiographie italienne, depuis l'époque où la *Revue historique* a commencé d'enregistrer la production historique de la péninsule. Il existe à cet effet assez d'instruments de travail, et qui sont connus de tous les travailleurs.

Il ne peut être non plus question, dépassant la simple bibliographie, d'étudier en détail les grandes périodes et les grands courants de cette historiographie et de refaire ce qu'a magistralement fait M. Benedetto Croce dans sa *Storia della Storiografia italiana nel secolo decimonono*, 2 vol., 1921. C'est au livre de ce profond philosophe, qui est en même temps un grand érudit et un bon historien, qu'il faut recourir si l'on veut se rendre compte des transformations subies par la pensée italienne appliquée à l'histoire et mettre les noms de ceux qui ont le mieux dirigé cette pensée à la place qui leur revient logiquement dans l'évolution intellectuelle de l'Italie contemporaine.

Le point de départ de la véritable historiographie italienne, c'est l'unité, réalisée entre 1859 et 1870.

Avant cette date, il y a des Italies, et l'Italie n'est qu'une expression géographique. Si quelques esprits, en avance sur leur temps, prévoient, ou, violant en quelque sorte la passivité de leurs contemporains, préparent l'unité, c'est à peu près uniquement la vie régionale qui se manifeste des Alpes à l'extrémité de la Calabre. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que, dans les universités anciennes, ou bien l'enseignement

historique fasse défaut, ou bien les chaires se contentent d'un enseignement général, rhétorique et rudimentaire, d'histoire universelle. Au surplus, les gouvernements conservateurs ou réacteurs de la péninsule sont hostiles aux recherches, aux constructions historiques, qui risquent de renforcer les revendications tumultueuses des unitaires ou des fédéralistes.

C'est très lentement que certaines individualités, dans les diverses régions d'Italie, plus audacieuses ou plus pénétrantes, arrivent à mettre sur pied des institutions collectives d'érudition, qui, sur le plan scientifique, prépareront, bon gré mal gré, l'unification intellectuelle nécessaire à l'élaboration d'une véritable histoire de l'Italie. Mais dans le domaine de l'histoire, autant que dans le domaine politique ou économique, social ou religieux, linguistique ou vestimentaire, on constatera longtemps, on constate encore l'influence de ce régionalisme, de ce « campanilisme », mal résorbés dans l'unité extérieurement réalisée.

Sans insister sur les débuts de l'historiographie moderne d'Italie, rappelons qu'en 1799 le Gouvernement provisoire piémontais eut l'idée de créer une « Deputazione » chargée de recueillir les documents qui permissent d'écrire l'histoire du Piémont. Cette entreprise n'eut pas de résultats effectifs immédiats ; du moins s'y rattache-t-il, en 1836, la collection des *Historiæ patriæ monumenta*. Six ans plus tard, des érudits toscans fondaient le célèbre *Archivio storico italiano* ⁽¹⁾, et, peu à peu, à mesure que l'éveil des diverses régions de l'Italie à la vie moderne se faisait, à mesure que les curiosités intellectuelles naissaient, des créations analogues à Parme en 1854, à Gênes en 1856 montraient le goût des centres intellectuels locaux pour les études historiques. Une contre-épreuve nous est fournie par les échecs des savants de Naples et de Rome, que les diffi-

(1) Sur ces créations, cf. Pietro EGIDI, *La storia medioevale, Guide bibliografiche*, p. 8 sq. Joindre : Gosci, *Gli studi storici in Italia, dopo il 1859*, dans la *Rivista europea*, 1878, et, en particulier, pour la Deputazione piémontaise, A. MANNO, *L'Opera cinquantenaria della r. D. di st. patr.*, 1882, et, pour les efforts toscans, la publication collective *L'Arch. stor. ital. e l'opera cinquantenaria delle r. Deput. di stor. patria. per la Toscana*, 1916.

cultés suscitées par leurs gouvernements respectifs empêchèrent d'entreprendre des travaux analogues à ceux qui honoraient déjà Turin et Florence.

Avec l'unité, à mesure que les différentes régions prirent conscience de leur « italianité » au moins virtuelle, des institutions analogues à celles de Toscane ou de Piémont se formèrent et, dès 1860, on note une R. Deputazione per le province parmensi ; en 1862, il y a une Deputazione per la Toscana e per l'Umbria, d'où en 1863 dépendront les Marches ; en 1864, une Società per la storia di Sicilia ; en 1866, une Deputazione per la Venezia ; en 1874, une Società storica lombarda ; en 1876, enfin, les Sociétés de Rome et de Naples, sans compter les sociétés secondaires dont il serait vain ici de faire l'énumération ⁽¹⁾. Ce fut une floraison d'*Atti*, d'*Archivi storici*, de revues érudites et de publications savantes, où se révélaient diverses tendances méthodologiquement nouvelles. Deux de ces tendances méritent de nous arrêter un instant par leurs conséquences périlleuses.

On note, d'une part, dans la prodigieuse activité des historiens du dernier quart du XIX^e siècle, une dispersion considérable du travail scientifique : le « campanilisme », qui est, nous l'avons dit, un des traits essentiels de la vie italienne moderne, sévit en matière historique d'une façon intense. On a bien essayé de remédier à cette dispersion, de concentrer les efforts divergents et incoordonnés vers des tâches de large envergure, en créant l'Istituto storico italiano, fondé en 1883, et qui devait donner aux sociétés adhérentes un plan de travail d'ensemble, fournir des règles précises pour les recherches et les publications, mettre au jour les documents médiévaux d'intérêt national ; l'Istituto ne réussit pas à constituer ce centre organique qu'on avait espéré qu'il serait ; seulement, en commençant, à partir de 1890, de publier les *Fonti della storia d'Italia*, qui comptent aujourd'hui une cinquantaine de volumes, il put,

(1) Côme en 1878 ; Ferrare, 1883 ; Abruzzes, 1889 ; Marches, 1890 ; Terre de Bari et Ombrie, 1894 ; Società Subalpina e Alessandrina, 1895 ; Pistoie, 1898 ; Pavie, 1901 ; Sicile orientale, 1904 ; Sardaigne, 1905.

indirectement, en donnant l'exemple d'honorables publications de textes, agir sur les groupements régionaux qui avaient tâtonné à leurs débuts et qui pouvaient désormais suivre des modèles de critique et d'érudition. L'entreprise des congrès historiques, tenus entre 1877 et 1895, ne fut pas plus heureuse ou ⁽¹⁾, du moins, pas plus profonde dans ses résultats, qui furent temporaires.

On note, d'autre part, précisément dans la littérature historique de l'époque que nous considérons, un souci exclusif de l'érudition philologique, uniquement propre à élucider, par une méthode très affinée, des problèmes souvent minuscules et d'intérêt scientifique médiocre. L'influence germanique se fait nettement sentir dans l'enseignement et dans les œuvres de Giuseppe De Leva et de ses élèves, Giovanni Monticolo et Carlo Cipolla, de Schipa, Crivellucci, Ferrari. On constate même, dans cette période de l'historiographie italienne, la venue en Italie d'historiens allemands, y enseignant leurs disciplines propres et complétant ainsi l'œuvre des universités allemandes fréquentées par tant d'étudiants de la péninsule. Ce caractère d'érudition à l'allemande, la préoccupation de la bibliographie exhaustive et de la « littérature » intégrale des sujets se retrouvent dans la *Rivista storica italiana*, créée en 1884 par Rinaudo, dans les *Studi storici* de Crivellucci, comme dans le *Giornale storico della letteratura italiana* de Graf, Renier et Novati, ou dans l'*Archivio storico dell'arte* de Gnoli et Venturi. La critique minutieuse des sources, l'établissement scientifique des textes, l'élimination des légendes suspectes, entretenues par la paresse intellectuelle ou le traditionalisme patriotique, le répertoriage des archives et des bibliothèques, tels furent les résultats principaux, assurément très opportuns et immédiatement nécessaires, du vaste effort accompli par les historiens italiens, qu'il faudrait énumérer tous pour n'être injuste envers aucun et dont on ne peut même pas symboliser la tâche dans le nom de Pasquale Villari, d'une souplesse si parfaite, au cours d'une longue carrière (1827-

(1) Ch.-V. LANGLOIS, *Manuel de bibliographie hist.*, 1904, p. 512-520.

1917), qu'on a pu l'attacher, sans erreur ou injustice, aux principales et divergentes directions de la mentalité italienne moderne ⁽¹⁾.

Au reste, les qualités certaines, quoique étroites, de cette « micrologie » historique ⁽²⁾, ne se retrouvent point, au cours de cette période, dans les œuvres qui s'attachent à l'histoire du *Risorgimento* ⁽³⁾. Les écrivains qui se sont alors occupés du *Risorgimento* ne s'intéressent pas à l'action des masses, aux grands courants idéologiques, au substratum économique et social qui, en réalité, l'expliquent ; ils croient fermement que les individus ont une importance prépondérante et, comme ils ne savent pas toujours hiérarchiser le rôle de ces individus, ils risquent d'écraser les fortes personnalités sous le tas des comparses secondaires. Ils abordent, d'ailleurs, la biographie, les uns et les autres, dans un esprit de pieux patriotisme qui les apparente aux hagiographes : leurs récits sont pleins d'effusions lyriques, qui interdisent la critique et la synthèse.

La synthèse est le moindre souci des purs historiens de cette période, qui se contentent de recueillir tous les faits, sous prétexte qu'ils sont vraisemblablement tous utiles à la future synthèse ; cependant, chez tel d'entre eux, comme Cipolla ou Isidoro del Lungo, on aperçoit le dégoût de cette érudition abondante et presque inutile. C'est ainsi que Cipolla écrit : « On ne peut reconnaître le droit à l'existence à cette érudition qui se contente d'étudier les faits, sans qu'on puisse espérer tirer de ceux-ci des conséquences d'un ordre plus élevé ⁽⁴⁾ », et que Del Lungo se demande à quel moment on pourra achever les travaux de déblaiement et se mettre à édifier l'histoire nationale.

C'est à cette génération d'historiens positifs et érudits qu'appartiennent Villari, avec ses *Primi due secoli della storia*

(1) Cf. ce qu'en dit P. EGIDI, *op. cit.*, p. 21.

(2) Expression de l'historien Tari, citée par B. CROCE, *op. cit.*, t. I, p. 136.

(3) Qu'il me soit permis de me citer moi-même avec mes *Études relatives à la période du Risorgimento en Italie (1789-1870)*. Publications de la Revue de Synthèse historique, 1911.

(4) *Commemorazione di G. de Leva*, dans *Atti dell'Accademia di Torino*, 1875-76, t. XXXI, p. 789.

di Firenze, 1893, et son *Italia da Carlo Magno alla morte di Arrigo VII*, 1910 ; Giuseppe De Leva, avec son *Gaspari Contarini*, 1860, et sa *Storia documentata di Carlo V in correllazione all' Italia*, 1863-94 ; Malfatti, avec ses *Imperatori e papi ai tempi dei Franchi in Italia*, 1876 ; Comparetti, avec son *Virgilio nel medio evo*, 1872-96 ; De Blasiis, qui, dans *La insurrezione pugliese e la conquista normanna del secolo XI^o*, 1864-70, s'attaque, après Amari, à l'histoire de l'Italie méridionale, et Lanzani, dans *Storia dei comuni italiani dalle origini al 1913*, 1882, à celle des communes.

Les élèves, les continueurs de ces maîtres apparaissent encore plus secs, moins aptes à se dégager des entraves de la pure critique pour comprendre la réalité mouvante de l'histoire et édifier une interprétation de l'évolution : ce sont Cipolla, l'auteur de la *Storia delle signorie italiane del 1313 al 1530*, s. d. (la préface est de 1881), disciple de De Leva ; et, disciple de Comparetti, Graf, traitant de *Roma nella memoria e nelle immaginazioni del medioevo*, 1882-83 ; c'est Amedeo Crivellucci, exposant la *Storia delle relazioni tra lo Stato e la Chiesa*, 1885-86 ; ce sont les collaborateurs de la *Rivista storica italiana*, qui commence à paraître, à partir de 1884, par les soins de M. Rinaudo, sous l'égide des noms de Villari, De Leva et Fabretti. Les caractères, les qualités et aussi les défauts de cette historiographie, méthodique et érudite, mais souvent déconcertante par le faible intérêt de ses constatations et le mode même de présenter ses résultats, se retrouvent dans la critique littéraire ou esthétique contemporaine, lorsqu'elle s'attache à rechercher l'origine et l'évolution des formes par quoi s'expriment la pensée et l'art.

M. Benedetto Croce (*op. cit.*, p. 189-195) a admirablement montré les raisons qui devaient amener une réaction contre les abus de la méthode purement analytique et érudite. Mais ces raisons n'auraient peut-être pas joué si ne s'était exercée en Italie l'influence de la pensée marxiste ⁽¹⁾. Les hypothèses pré-

(1) Sur l'histoire du marxisme en Italie, on utilisera avant tout le travail de Roberto MICHELS, *Storia del marxismo in Italia*, 1910.

sentées par Marx et Engels sur les conditions réelles de l'évolution humaine, et qu'on a l'habitude de grouper sous l'expression de matérialisme historique, allaient vivifier une science que l'aride méthodologie jusqu'alors en honneur avait risqué de dessécher à jamais. C'était toute une philosophie de l'histoire qui réclamait sa place dans la pensée humaine, dans la pensée italienne en particulier, et qui sollicitait, pour s'affirmer et se vérifier davantage, des preuves empruntées à tous les domaines, à toutes les régions, à toutes les périodes de l'histoire humaine. A cet égard, on ne saurait donner trop d'importance aux fameux *Saggi sulla concezione materialistica della storia*, publiés par Antonio Labriola, professeur à l'Université de Rome, de 1895 à 1898 ⁽¹⁾, et aux travaux de Benedetto Croce lui-même, *Materialismo storico e economia marxista*, 1900.

Le marxisme séduisit assez d'intelligences italiennes pour que, désormais, les universités comptassent un grand nombre de maîtres socialistes, et surtout pour que, à l'attitude purement réceptive, à la conception purement analytique des historiens précédents, se substituât le désir de comprendre, d'organiser la matière brute fournie par les documents.

Ce n'est pas que l'érudition ait perdu quoi que ce soit par l'avènement de ces préoccupations nouvelles. A cet égard, l'activité multiforme de B. Croce, ses œuvres monumentales comme ses moindres notices dans la célèbre revue napolitaine la *Critica*, peuvent nous rassurer. De même, l'on constatera, dans cette période, la multiplication des inventaires d'archives ⁽²⁾ et des catalogues de bibliothèques ⁽³⁾; l'amélioration de la *Rivista storica italiana*, dont la nouvelle série débute en 1896; l'élaboration par Crivellucci et ses élèves, Monticcolo et Pintor, de l'*Annuario bibliografico della storia d'Italia dal sec. IV dell'era volgare ai giorni nostri*, 1903-11, par E. Calvi,

(1) I. *In memoria del manifesto dei Comunisti*, 1895; II. *Del materialismo storico*, 1896; III. *Discorrendo di socialismo e di filosofia*, 1898. Réunis et publiés en volumes en 1902, ils ont été traduits en français.

(2) Cf. G. MAZZATINTI-DEGLI AZZI, *Gli archivi della storia d'Italia*, à partir de 1897; le *Manuale storico archivistico*, 1910; et P. Romano Puccio, *Gli Archivi*, 1910.

(3) On se référera essentiellement à G. MAZZONI, *Avviamento allo studio critico delle lettere italiane*, 3^e éd., 1913.

des bibliographies qu'il constitua à l'occasion du Congrès historique international de Rome de 1903 ⁽¹⁾.

De même, l'activité des sociétés locales, des Deputazioni régionales ne se ralentit pas, et les *Archivi* continuèrent de paraître, abondamment nourris par les érudits de clocher de contributions de toute espèce, où, toutefois, on pouvait apercevoir le reflet, plus ou moins atténué, de l'idéologie marxiste.

Cette idéologie avait d'autant plus d'action dans la péninsule que l'influence de l'enseignement allemand s'y maintenait prépondérante : il y aurait lieu à cet égard de souligner le rôle des professeurs Inama-Sternegg, K. Lamprecht, Doren et Ludo Hartmann, en relations constantes avec les savants de la péninsule. C'est à l'Allemagne, également, que l'on empruntait le goût des études juridiques, si profondément renouvelées par l'école de Savigny ⁽²⁾.

Parmi les historiens nouveaux de l'Italie qui subirent le plus l'empreinte des facteurs précités, il convient de citer au premier rang MM. Gaetano Salvemini et G. Volpe. M. Salvemini s'est fait connaître par ses travaux sur Florence, sur la Révolution française, sur Mazzini ⁽³⁾, sans compter les études qu'il a fait paraître dans l'*Archivio storico italiano* et les *Studi storici*. M. Volpe s'est principalement occupé des institutions communales et de l'histoire des classes en Italie du Moyen Age au XVIII^e siècle ⁽⁴⁾. Derrière MM. Volpe et Salvemini, on aperçoit un groupe d'historiens qui se rattachent, si l'on peut dire, à leur école : MM. Caggese, qui s'est consacré à l'histoire de Florence ; Rodolico, à l'histoire religieuse et politique de la Toscane ; Anzilotti, qui a écrit un important ouvrage sur

(1) *Biblioteca di bibliografia storica italiana*. I. *Bibliografia di storia a stampa*. II. *Di storia manoscritta*. III. *Di statuti*, 1903. Un supplément paru en 1907.

(2) Cf. avant tout A. SOLMI, *La storia del diritto italiano*. Guide bibliografiche, 1922.

(3) *La dignità cavalleresca nel comune di Firenze*, 1896 ; *La Rivoluzione francese*, 1905 ; *Il pensiero religioso-politico-sociale di Giuseppe Mazzini*, 1905.

(4) *Studi delle istituzioni comunali a Pisa*, 1902 ; *Questioni fondamentali sull'origine e lo svolgimento dei comuni italiani*, 1904, et divers travaux parus dans les *Studi critici* et la *Critica*.

Gioberti ; G. Arias, G. Luzzato, Ugo Mondolfo, d'autres encore, comme P. Silva, abondant et fin essayiste. Les purs économistes eux-mêmes surent appliquer avec fruit à leurs travaux la nouvelle méthodologie historique, à la fois scientifique et souple ; c'est ainsi qu'on doit à MM. Einaudi et G. Prato, pour ne citer qu'eux, d'importants travaux entrepris au laboratoire d'économie politique de l'Université de Turin sur l'histoire économique, sociale et financière du Piémont aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (1).

Les tendances nouvelles de l'historiographie italienne pénétrèrent jusque dans des catégories où les préjugés de partis et l'hagiographie patriotique avaient particulièrement faussé le sens de la réalité. C'est en 1906 que se fondait à Milan la Società nazionale per la Storia del Risorgimento italiano, qui allait, deux ans après, faire paraître une excellente revue (2), la *Rassegna*. Ce nouvel organe, en effet, sans constituer, à proprement parler, à cause de ses limites chronologiques, l'outil central de travail historique qui faisait défaut à l'Italie, fut du moins le recueil où les historiens régionaux purent désormais faire paraître ceux de leurs travaux qui offraient des caractères de généralité assez poussés et débordaient sensiblement le cadre régional.

En somme, sans que la plupart, d'ailleurs, en eussent une plus claire conscience, les historiens italiens tendirent à rapprocher la méthode historique et la méthode plus spécifiquement sociologique. M. Salvemini ne craignit pas, dans *La storia considerata come scienza* (*Riv. ital. di sociologia*, t. VI, 1902), de voir dans l'histoire la « base même de la sociologie », tandis que M. G. Volpe, dans *Critica* (t. IV, p. 395 et t. V, p. 269), s'efforçait de déterminer, aussi scientifiquement que possible, le concept de causalité en histoire.

Lorsque, en 1911, se tint à Rome le Congrès international des sciences, il était possible aux savants italiens de faire un tableau vigoureux de l'activité scientifique de la péninsule

(1) En particulier, G. PRATO, *La vita economica in Piemonte a mezzo il secolo XVIII*, 1908 ; *L'evoluzione agricola nel secolo XVIII*, 1909.

(2) Cf. mon *Bulletin italien*, dans la *Revue historique*, 1908.

en matière historique ⁽¹⁾, et le vénéré directeur de la *Revue historique*, Gabriel Monod, pouvait y vérifier le jugement un peu anticipé qu'il avait porté, dans la *Revue historique*, dès 1903 : « Les études historiques et philologiques sont florissantes aujourd'hui en Italie. Les bons travailleurs sont nombreux dans les universités, dans les sociétés savantes et les commissions d'histoire nationale, dans les revues spéciales ».

De fait, au moment où la Grande Guerre éclate, avant l'instant où une ère de barbarie s'ouvre pour le monde, on compte, en Italie, quatorze Deputazioni ou sociétés historiques qui font partie de l'Istituto storico italiano, la plupart publiant des collections et des revues remarquables ⁽²⁾, une vingtaine de sociétés libres, dont certaines très actives, comme la Società di storia patria per la Sicilia orientale, la Società storica subalpina, la Società storica Comense ; dix-huit académies ou instituts, qui, non uniquement spécialisés dans les sciences historiques, contribuent, par des voies diverses, au profit de celles-ci, comme l'Académie des Lincei inaugurant la publication des statuts communaux et des assemblées politiques nationales ⁽³⁾, ou l'Istituto lombardo di scienze e lettere ; les *Archivi*, *Atti*, *Bollettini*, *Memorie*, *Miscellanea*, *Rassegne*, *Riviste* surabondent ⁽⁴⁾. Les investigations dans les bibliothèques ⁽⁵⁾ et dans les archives ⁽⁶⁾ sont facilitées par des

(1) Cf. la *Rivista d'Italia* de 1912 et surtout la *Rivista italiana di sociologia*, mars-avril 1912. Joindre la grande publication des Lincei, *Cinquant'anni di storia italiana*.

(2) Particulièrement la R. Deputazione per le antiche provincie e per la Lombardia, la R. D. per la Venezia, la Società napoletana et la Società romana.

(3) *Atti delle assemblee costituzionali italiane dal medioevo al 1831*, depuis 1912.

(4) Cf. G. FUMAGALLI, *La bibliografia. Guide bibliografiche*, 1923.

(5) Cf. surtout A. PAGLIANI, *Catalogo generale della libreria italiana*, en cours de publication depuis 1901, et le *Bollettino delle pubblicazioni italiane*, édité par la Bibliothèque nationale de Florence. — Pour les manuscrits des bibliothèques, on citera en premier lieu la grande publication d'A. SORBELLI, *Inventario dei manoscritti delle biblioteche d'Italia*, pub. à Forli.

(6) En dehors de l'ancienne *Minerva*, on consultera avant tout S. PIVANO, *Annuario degli istituti scientifici italiani* (2^e année, 1920) dont les notices fournissent, pour chaque dépôt d'archives, les renseignements bibliographiques indispensables.

instruments de travail multipliés. Des éditions et des rééditions de textes apparaissent, comme les *Rerum Italicarum scriptores* de Muratori, repris par G. Carducci et V. Fiorini (fasc. 1-177 depuis 1900) et la *Biblioteca del Risorgimento italiano*, où, avec Casini lui-même, V. Fiorini publie d'ineestimables trésors sur l'histoire moderne et contemporainé de l'Italie. Des éditeurs entreprenants, enfin, lancent des collections : Hoepli la *Collezione Villari*, où M. Lemmi traite des *Origini del Risorgimento italiano*, M. U. Balzani des *Cronache italiane nel medioevo*, M. P. Orsi de l'*Italia moderna* ; Bocca, la *Piccola biblioteca di scienze moderne* ouverte aux historiens avec les essais d'A. Lumbroso, *Attraverso la Rivoluzione e il Primo Impero*, 1907, et la *Biblioteca di storia contemporanea*, s'ouvrant, en 1908, par *I Cairoli* de M. Rosi ; la Società tipografica-editrice de Turin, la *Biblioteca storica* avec des recueils de textes, des biographies, des ouvrages généraux ; Signorelli, la *Biblioteca storica e geografica*, inaugurée en 1908 par l'édition de *La Rivoluzione francese* de G. Salvemini ; *Uomini e idee*, sous la direction de M. Codignola ; la *Collana storica* du même, qui publie des travaux originaux et des traductions ; la *Cultura contemporanea*, chez Corbaccio ; la *Cultura moderna*, chez Bemporad ; la collection des *Vite di Italiani e stranieri illustri*, chez Barbéra. L'État entreprend l'édition monumentale des *Opere* de Mazzini ⁽¹⁾ et les fonctionnaires de l'Ufficio storico dello stato maggiore se mettent eux-mêmes sérieusement à la tâche d'écrire l'histoire militaire de la péninsule.

Ainsi, sous l'impulsion de préoccupations méthodologiques nouvelles, facilitée par le développement des institutions unitaires, qui finissaient tout de même par créer le sentiment national, tout un mouvement intellectuel nouveau apparaît dans l'historiographie italienne de 1900 à 1914. Et nous pourrions insister, à coup sûr, sur d'autres aspects, plus ou moins secondaires, de ce mouvement. Nous n'en signalerons qu'un : la souplesse d'adaptation des historiens en qui le mouvement s'intégrait, et qui, pour avoir consciencieusement étudié paléo-

(1) Tout récemment, le gouvernement a commencé la publication de la correspondance de Cavour.

graphie et diplomatique, pour avoir été en état de mettre sur pied des monographies documentées, ne se considéraient pas par là même comme incapables de s'attacher à des problèmes contemporains, de s'intéresser à la vie actuelle, conséquence du passé qu'ils avaient étudié et qui leur permettait de mieux comprendre le présent.

Encore est-il que cette interprétation du présent, menée peut-être avec le souci de la plus grande objectivité, mais en fonction d'une formation intellectuelle et d'une sensibilité différentes selon les individus, a conduit les historiens italiens de l'ère marxiste à des solutions politiques actuelles qui ont modifié les conditions de l'historiographie italienne depuis la Grande Guerre.

Dans cette troisième période, on notera, sans doute, une sorte de rétrécissement de l'horizon intellectuel chez la plupart des auteurs. Si l'on excepte M. Benedetto Croce, qui, sans être le moins du monde favorable aux empires centraux, s'est efforcé de se maintenir à un diapason intellectuel supérieur et, en quelque sorte, « au-dessus de la mêlée », la plupart des historiens italiens ont pris fait et cause pour le programme de l'Entente. Il en est résulté une conséquence assez frappante : un effort pour dégager la pensée italienne de l'emprise traditionnelle de la pensée germanique, et c'est sans doute principalement pour répondre à cette préoccupation qu'un des jeunes maîtres de l'historiographie italienne, M. Corrado Barbagallo, fondait, en 1916, la *Nuova rivista italiana* ⁽¹⁾. Il y avait là, en même temps, une tentative pour doter la péninsule de cet organe de synthèse dont elle n'avait jamais été en possession, et dont l'absence aurait été encore plus gênante au temps où, par surcroît, disparaissait l'excellente *Rivista italiana di sociologia*.

C'est d'ailleurs M. Barbagallo qui a le mieux mis en lumière les conditions générales dans lesquelles se trouvait le travail

(1) Cf. sur les idées de M. BARBAGALLO son propre article, *Il metodo tedesco e le storiografia dei paesi latini*, dans la *Rivista delle nazioni latine*, juillet 1916. Joindre G. BOURGIN, *L'antigermanisme et la méthode historique en Italie*, dans la *Revue Bleue*, 20-27 avril 1918, et G. PREZZOLINI, *La culture italienne*, 1925, p. 208 sq.

historique lorsque le grand conflit s'est arrêté ⁽¹⁾. On peut être frappé de l'abondance de la production historique de l'Italie à partir de la paix, production qui porte principalement sur la dernière période de l'histoire de la péninsule, en particulier sur la formation de son unité, dont la guerre de 1915-18 semblait le couronnement, et dont peuvent donner une idée les derniers *Bulletins* que nous avons fournis, en 1920 et 1923, à la *Revue historique*. Non seulement de nouvelles collections paraissaient, dirigées par MM. V. Ojetti, G. Gallavresi, Codignola, G. Marchi, L. Salvatorelli, Giannini, mais, sous l'impulsion de M. P. Egidi, la *Rivista storica italiana* prenait plus d'ampleur, tandis que l'ancien *Archivio storico italiano* et la *Nuova rivista storica* s'efforçaient de donner des directions d'ensemble au mouvement historique. Il semblait même que l'histoire de la guerre pût être abordée dans un état d'esprit critique sympathique grâce à la fondation de l'Ufficio storico della mobilitazione italiana.

Directions d'ensemble, état d'esprit critique s'accordaient mal avec les conditions de la politique et de la vie sociale italiennes. Une partie des bénéfices intellectuels accumulés dans la période précédente a été dissipée pendant cette dernière période : l'hagiographie patriotique, le romantisme rhétorique, l'apologie sentimentale, la démonstration tendancieuse ont trop souvent reparu, et l'on a vu, d'autre part, des hommes comme G. Salvemini et G. Volpe, qui avaient collaboré à la formation d'une science historique nationale, s'opposer désormais, du fait qu'ils étaient les amis ou les adversaires du fascisme.

Une allusion au triomphe et aux méthodes du gouvernement fasciste ne peut pas en effet être écartée de ces pages où nous avons voulu donner un raccourci du mouvement historique italien depuis une cinquantaine d'années. Il ne s'agit pas ici de le justifier ou de le condamner. Nous voulons simplement souligner le fait que l'application de la loi sur le statut des fonctionnaires italiens risque d'enlever à la péninsule ses meilleurs savants, ceux qui estiment que le travail scientifique ne peut

(1) Dans des articles de la *Rivista d'Italia*, de janvier 1920, novembre 1921 et février 1922.

obtenir de fruits que dans une atmosphère de paix sociale et de liberté politique et morale ⁽¹⁾.

A coup sûr, il était bon que le concept de classes, qui a été peut-être trop uniquement le phare éclairant de la période antérieure, fût complété par le concept de nation — concept à la compréhension duquel l'histoire même de l'Italie préparait mal ses enfants et dont la Grande Guerre lui a fait comprendre la grandeur. L'entreprise annoncée d'une *Enciclopedia italiana* qui, sur le plan scientifique, serait l'affirmation de la grandeur nouvelle de la nation totalement « rédimée » ⁽²⁾, mérite sans nul doute d'être accueillie avec faveur ⁽³⁾. Réservons cependant notre jugement. A l'ère pré-unitaire et régionaliste et à l'ère économico-juridique en a succédé une autre que dominent les préoccupations nationales et impérialistes : nous attendrons de connaître les hommes et les œuvres qu'elle suscitera pour tenter de l'apprécier avec la même volonté d'objectivité que les précédentes.

(1) Nous nous contenterons de signaler que M. G. Salvemini, emprisonné déjà un certain temps pour prétendue collaboration à un journal « subversif » a, dès maintenant, quitté définitivement l'Italie pour s'installer en Angleterre. M. Volpe est député fasciste ; M. P. Fedele, ministre de l'Instruction publique.

(2) Les nouvelles provinces incorporées à l'Italie ont naturellement leurs sociétés et leurs publications. A signaler la récente formation (juin 1926) d'une Société dalmate à Zara.

(3) Réalisé en partie est déjà le programme de la Fondazione Leonardo qui, outre sa revue bibliographique, *Il Leonardo*, a publié, sous le titre générique de *Guida bibliografica*, une série de petites bibliographies, dont certaines sont de petits chefs-d'œuvre, qui cherchent à établir le bilan de l'intellectualité italiennne dans les diverses directions de l'invention humaine.

NORVÈGE

par

Edvard BULL

Professeur à l'Université d'Oslo.

I. — *Les historiens et leur œuvre.*

La science historique en Norvège a été fondée par la génération d'historiens dont les travaux ont paru pour la plupart dans le deuxième quart du siècle dernier. Les deux principaux noms de cette génération sont ceux de Rudolf Keyser et de P. A. Munch. Munch est le plus connu des deux, parce qu'il fut à la fois un savant éminent et l'une des personnalités marquantes de notre renaissance nationale. Les historiens de cette génération s'intéressèrent surtout à la grande période de l'histoire norvégienne, celle qui est comprise entre le ix^e et le xiii^e siècle. Par la publication de documents et par leurs travaux personnels, ils jetèrent, pour longtemps, les bases indispensables à son étude. La plupart de nos *sagas* et autres textes originaux furent publiés dans des éditions qui ont servi jusqu'à nos jours ; ce n'est que depuis dix ans qu'on a commencé à les remplacer par d'autres conformes aux exigences de la critique moderne. L'œuvre principale de Munch, *Det norske folks historie*, 8 vol., 1852-63, qui embrasse notre histoire depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'an 1397, reste le travail le plus complet que nous possédons sur le Moyen Age norvégien, et, quoique vieillie sous certains rapports, elle demeure cependant, par son érudition et par sa méthode critique, une mine inépuisable pour les travailleurs. Il est impossible d'énumérer ici les nombreux travaux de détail et éditions séparées publiés par Keyser et par Munch. Il importe cependant de citer au moins deux de leurs grandes publications de sources : d'abord

Norges gamle love, 3 vol., 1846-49 (*Les anciennes lois norvégiennes*), jusqu'en l'an 1387 ⁽¹⁾, ensuite le *Diplomatarium Norvegicum*, collection complète des chartes et documents publics et privés qui se rapportent à l'histoire de la Norvège jusqu'aux environs de 1570. L'initiative de cette imposante publication fut prise par le directeur des Archives nationales, Chr. Lange, en collaboration avec Carl Unger, linguiste éminent. Le premier volume fut imprimé en 1847 et, bien qu'il ait été suivi de vingt autres, la publication est encore loin de sa fin. A Chr. Lange on doit encore d'avoir amorcé la publication des *Norske Rigsregistrarer 1523-1660*, 12 vol., 1861-91, c'est-à-dire les registres de minutes des lettres royales expédiées pendant cette période. Cette première génération de travailleurs a donc eu le mérite de commencer les grandes publications de documents et d'en avoir donné l'interprétation critique. On lui doit aussi d'avoir organisé le travail historique. Keyser et Munch fondèrent l'enseignement scientifique de l'histoire à l'Université, Chr. Lange réorganisa les Archives nationales ⁽²⁾. En 1857, fut créé le Kildeskriftfond (Fonds des documents historiques), géré, depuis 1886, par la Commission des documents historiques qui est chargée de publier, aux frais de l'État, les textes et documents concernant l'histoire de la Norvège. Cette commission a fait paraître, outre les *Rigsregistrarer* déjà cités et un grand nombre de travaux particuliers, les *Norges indskrifter med de ældre og yngre runer* (*Inscriptions runiques de la Norvège*) et *Norske Herredags-Dombøger* (1^{re} série, t. I-VI, et 2^e série,

(1) L'édition de KEYSER et de MUNCH a été complétée, de 1885 à 1895, par un quatrième et un cinquième volume comprenant une description des manuscrits et un glossaire, par Gustav STORM et Eb. HERTZBERG. Enfin, en 1912, Abs. TARANGER a commencé une 2^e série des *Norges gamle love (1388-1604)* ; les deux volumes parus jusqu'ici vont jusqu'à 1482.

(2) Les anciennes archives du royaume, qui, pendant l'union avec le Danemark, avaient été conservées au château d'Akershus, y étaient restées dans un désordre complet ; de même les nombreux documents historiques envoyés de Copenhague après la séparation des deux pays n'étaient guère accessibles aux chercheurs. En 1850, des archives régionales furent créées à Trondhjem pour la Norvège septentrionale, et, en 1880, à Bergen, pour le diocèse de Bergen. Des archives analogues ont été fondées à Oslo pour les diocèses d'Akershus et de Kristiansand, et à Hamar pour le diocèse de Hamar.

t. I-V), recueil des jugements rendus par les tribunaux royaux.

Vers 1870, lorsque la génération de Keyser, Munch et Lange eut disparu, une nouvelle école historique se forma, caractérisée par un raisonnement plus pénétrant et plus philosophique, une méthode critique plus sûre. Elle a élargi le champ des recherches, remontant vers les temps de la préhistoire, et descendant d'autre part vers les derniers siècles de notre union avec le Danemark (1387-1814). Entre cette génération d'historiens et la suivante, dont la production commence avec le ^{xx}^e siècle, les différences sont beaucoup moins frappantes que celles qui séparaient l'esprit romantique des savants de 1840 et le réalisme des hommes de 1870. C'est pourquoi nous envisagerons d'ensemble la production historique depuis 1870.

Dès 1869, les hommes nouveaux se créèrent un nouvel organe de travail en fondant l'Historisk Forening. Cette Société historique, dont la principale activité a été la publication de l'*Historisk Tidsskrift* ⁽¹⁾, a été, depuis, le centre des recherches historiques ; toutefois, si les conditions de travail ont été notablement améliorées par ses différentes créations, il va sans dire que l'apport principal de cette époque résulte de l'activité personnelle de chacun des historiens.

Le plus remarquable d'entre eux fut Ernst Sars (1835-1917). Très influencé par les idées françaises et anglaises, notamment par celles d'A. Comte et de H. Spencer, il resta cependant, dans toute sa conception de l'histoire, d'une rare indépendance. Il joignait à cette qualité les dons d'un écrivain très pur et très vivant. Son œuvre principale, *Udsigt over den norske historie*, 4 vol., 1873-91 (*Vue générale de l'histoire de Norvège*), cherche avant tout à montrer la continuité dans l'évolution de la Norvège, alors qu'on avait été frappé jusque-là surtout par les solutions de continuité. Sars veut démontrer que l'apogée au temps des *sagas*, le déclin du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle, la régénération aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la nouvelle indépendance et la renaissance.

(1) Outre de nombreuses monographies, elle a publié 27 volumes de sa revue, en 5 séries. A l'occasion de son cinquantenaire, elle a édité un grand ouvrage collectif, *Norsk historisk videnskap i 50 aar*, qui donne un tableau très complet du développement des recherches historiques en Norvège pendant cette période.

sance nationale au xix^e, ont été déterminés par les mêmes forces agissantes : il voit des lois là où on ne voyait que des hasards. Son édifice, assis sur des recherches très approfondies, est construit avec une extrême vigueur logique ; il contient sans contredit de solides éléments de vérité qui garderont leur valeur. Son œuvre a contribué à former la pensée du peuple, à lui faire prendre conscience de soi-même, à un degré qui n'a peut-être été atteint par aucune œuvre correspondante dans aucun pays. Malgré toutes ses qualités, cette œuvre hors de pair porte la marque de son temps : à bien des égards, elle est aujourd'hui vieillie. Au temps de Sars, la vie publique en Norvège se concentrait principalement sur des problèmes purement politiques : il fallait arriver à une pleine indépendance nationale dans les relations avec la Suède ; il fallait, soit dans le cadre de l'union politique avec ce pays, soit en dehors de ce cadre, établir un régime parlementaire et, en même temps, rendre la Constitution plus démocratique, afin de faire passer le pouvoir politique de la bureaucratie à la classe paysanne. Sars lui-même joua un grand rôle dans cette lutte ⁽¹⁾, où le parti de gauche remporta une victoire complète, d'abord, en 1884, dans la politique intérieure, puis, en 1905, dans la politique extérieure. Du fait que ses conceptions historiques, politiques et nationales s'accordaient intimement, il fut amené à grossir l'importance des facteurs politiques, et à négliger toutes les autres forces qui jouent un rôle dans la vie d'un peuple. Il en vint aussi à insister avec quelque partialité sur l'importance de la classe paysanne dans le développement du pays. Néanmoins, son œuvre reste d'une richesse, d'une abondance qui en font un monument durable. Des historiens conservateurs comme Birkeland, Daae et Yngvar Nielsen lui ont opposé d'autres points de vue, ont tenté d'affaiblir son argumentation et de déplacer le centre de gravité de son système,

(1) Il a raconté cette lutte dans le sixième volume de la grande publication, *Norges historie (Histoire de la Norvège)*, dont il sera question plus loin. Son exposé ne rend guère justice aux conservateurs et n'envisage pour ainsi dire que l'évolution politique ; il garde néanmoins une certaine valeur comme source, grâce à la part prise par l'auteur lui-même dans la lutte.

en insistant surtout sur les conditions matérielles du pays. Mais aucun d'eux n'était capable d'arriver à une vue d'ensemble de l'envergure de la sienne. Quoique après eux de nombreux savants encore aient essayé d'exposer sur l'histoire de la Norvège des vues d'ensemble qui différeraient entièrement de celles de Sars, nul n'a réussi à élever un édifice qui puisse, même de loin, être comparé au sien.

Parmi les jeunes de 1870, le plus remarquable après Sars, mais qui travaillait dans une direction toute différente, est Gustav Storm (1845-1903), dont la production est restée dispersée en une infinité de mémoires et d'articles de revues de toutes dimensions. Professeur incomparable, il a, par son enseignement à l'Université, été pour toute une génération l'âme du travail historique en Norvège. Il fut le premier à pratiquer rigoureusement les méthodes scientifiques modernes, élaborées en Allemagne et en France. Avec autorité et sagacité, il fit la lumière sur les origines et la croissance de la littérature des *sagas* et sur l'interdépendance de différents monuments ; il suivit les traditions au cours de leur développement et parvint à les grouper ; il fonda définitivement la critique des sources de toute notre ancienne histoire, et les bases qu'il avait posées sont demeurées inébranlées en dépit des quelques modifications de détail qu'on a pu y apporter. La génération précédente, en Norvège et au Danemark, avait engagé une controverse assez vive sur l'origine norvégienne, islandaise ou scandinave de l'ancienne littérature nordique, sur les modalités de l'immigration en Norvège et sur des questions analogues. Storm trancha la discussion sur ces points ; par contre, il eut à soutenir pendant de nombreuses années une âpre polémique contre certains savants danois — notamment contre Johannes Steenstrup — sur la part des Norvégiens dans les expéditions des Vikings. Cette controverse montra une fois de plus que des préoccupations nationalistes se mêlaient aux raisons purement scientifiques ⁽¹⁾.

(1) Ce n'est pas pour des raisons purement scientifiques que la plupart des historiens danois considèrent Rollon (« Ganger-Rolv ») comme Danois, tandis que la plupart des Norvégiens le tiennent pour Norvégien (cf. les polémiques engagées, en 1911, dans les deux pays, à l'occasion du millénaire de la conquête de la Normandie). Sur d'autres points de l'histoire

Néanmoins, les thèses opposées s'appuyaient des deux côtés sur des arguments solides, de sorte que la polémique même de ces deux historiens, également pénétrants et érudits, aboutit, pour la première fois, à une compréhension nette de la nature des expéditions des Vikings. Storm s'occupa aussi avec succès de l'histoire de la géographie ; il renouvela l'étude de l'ancienne cartographie de l'Europe septentrionale, des idées et des connaissances des peuples du Midi sur les pays du Nord ; il passa au crible de la critique les récits de la découverte de l'Amérique (« Vinland ») par les Norrois ainsi que ceux de leurs autres voyages dans les mers du Nord. Sur ces points, ses recherches ont été continuées par le regretté savant danois, A. A. Björnbo (1874-1911), par Fridtjof Nansen, *Nord i Taakeheimen*, 1911, par l'Anglais Gathorne-Hardy, *The Norse discoverers of America*, 1921, et d'autres érudits, sans compter les nombreux amateurs, qui, avec plus ou moins de fantaisie, se sont adonnés à l'étude de ce domaine. Reconnaissons que les résultats de Storm sont sur certains points encore discutés et en partie sujets à revision. Il n'en est pas moins le premier à avoir mis un certain ordre dans les versions vagues et confuses de ces événements. Par la critique des sources, il tenta en outre d'élucider une foule d'autres questions particulières, importantes pour notre ancienne histoire. C'est ainsi qu'il essaya, d'après les poèmes des *skalds* contemporains et non, comme auparavant, d'après les récits des *sagas* postérieures de trois siècles, d'exposer à nouveau la bataille de Hafsrfjord, par laquelle Harald Haarfagre, pour la première fois, réunit toute la Norvège sous un seul sceptre. Il rejeta la description schématique que donnent les *sagas* de l'organisation politique introduite par Harald Haarfagre après la conquête, et il enleva ainsi toute base aux rapprochements que Sars, entre autres, avait faits avec les institutions carolin-

scandinave encore, des raisons d'ordre patriotique l'ont emporté sur les raisons scientifiques. Cela est manifeste au cours du dernier quart du XIX^e siècle, dans la discussion, entre les historiens norvégiens et suédois sur l'origine de l'union norvégo-suédoise, dans celle qu'ont menée les historiens danois et islandais au commencement de notre siècle à propos du développement constitutionnel de l'Islande, et dans celle qui a mis aux prises les historiens suédois et finlandais au sujet de l'histoire nationale et politique des îles d'Åland.

giennes. Il s'efforça de représenter la classe des seigneurs des ^{xii^e} et ^{xiii^e} siècles — les *lendmænd* — comme une oligarchie peu nombreuse de fonctionnaires et non comme une véritable aristocratie. Il éclaircit les questions de droit qui déterminèrent l'ordre de succession, lorsqu'au ^{xiv^e} siècle la famille royale se trouva manquer de rejeton mâle.

Les contemporains de Storm furent loin d'apprécier à leur juste valeur ses méthodes de critique historique. La même génération compte pourtant un autre savant doué lui aussi d'un remarquable talent de critique et de logicien ; mais Eb. Hertzberg (1847-1912) était, par sa formation, plutôt juriste qu'historien. Son goût le porta donc surtout à reconstituer notre ancien système judiciaire. Dans sa *Fremstilling af det norske aristokratis historie indtil kong Sverres tid*, 1869 (*Histoire de l'aristocratie norvégienne jusqu'au roi Sverre*), il accepte les dires des *sagas* comme dignes de foi au lieu de les soumettre à la critique. On peut faire le même reproche à son ouvrage sur la féodalité en Norvège, *Len og veizla i Norges sagatid*, 1893. Aussi ces deux travaux sont-ils tout à fait vieillis, tandis que d'autres études de Hertzberg gardent toute leur valeur, par exemple ses *Grundtrækkene i den ældste norske proces*, 1874 (*Principes de la procédure norvégienne primitive*), qui sont un exposé très clair et très pénétrant de la législation et de l'administration de la justice dans l'ancienne Norvège. Son *Norges gamle love* (*Glossaire des vieilles lois norvégiennes*) reste également un travail de grande valeur, très neuf à bien des égards. Hertzberg fut de même le premier à aborder sérieusement l'étude de notre histoire économique moderne, dans ses livres sur *Schweigaard i hans offentlige virksomhed, 1832-70*, 1883 (*Le professeur Schweigaard dans son action publique*) et sur *Den norske Kreditbank, 1857-1907*, 1907 (*La Banque norvégienne de crédit*) ⁽¹⁾.

Moins pénétrant que Hertzberg, mais disposant d'une érudition et d'une information encore plus vastes, T. H. Aschehoug

(1) Ce dernier travail a été écrit en collaboration avec N. RYGG, qui, depuis, lui a donné une suite dans *Norges Banks historie* (*Histoire de la Banque de Norvège*), t. I, 1918.

(1822-1909) a donné son œuvre capitale dans *Statsforfatningen i Norge og Danmark indtil 1814*, 1866 (*Les Constitutions de la Norvège et du Danemark jusqu'en 1814*), qui est probablement l'ouvrage le plus remarquable de l'école conservatrice combattue par Sars. Il a également décrit le droit municipal de la Norvège avant 1837 dans *De norske kommuners retsforfatning før 1837*, 1897. Il fut aussi, avec Sars, le premier à étudier le mouvement de la population ainsi que le développement économique aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, en se servant des rôles d'impôts et de documents analogues.

Ludvig Daae (1834-1910) fut, pendant de longues années, le collègue de Storm à l'Université. Son œuvre est également dispersée dans d'innombrables mémoires. Il était sous tous les rapports l'antithèse de Storm. Il ne s'imposait pas par une critique pénétrante, mais par son énorme érudition et par un talent d'exposition captivant. Il a traité toutes les périodes de l'histoire norvégienne, du ^{xi}^e siècle jusqu'au ^{xix}^e; son travail sur les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, l'époque de la plus sombre déchéance et en même temps la plus pauvre en sources de toute notre histoire, est d'une particulière importance. Le grand ouvrage de P. A. Munch s'était arrêté à l'an 1397; pour l'époque suivante, tout le terrain restait en friche. Les études de Daae, appuyées sur des recherches dans les archives norvégiennes, danoises et allemandes, doivent être considérées comme un véritable travail de défrichement qui, par la suite, redressa nos idées non seulement sur l'histoire de la Norvège, mais encore sur celle de toute la Scandinavie. Il publia aussi, dans *Et nyt bidrag til Danmarks Reformations historie*, 1867 (*Nouvelle contribution à l'histoire de la Réforme au Danemark*), un document qui prouva clairement que la révolution politique et la réforme de l'Église en 1536 furent une victoire non point, comme on le croyait, de la noblesse, mais de la royauté ⁽¹⁾. Daae avait un goût particulier pour l'étude de l'histoire ecclésiastique. L'his-

(1) Cette vue a été reprise et confirmée par l'historien danois Kr. ERSLEV, qui, dans *Konge og Lensmand i det XVI de Aarhundrede*, 1879 (*Rois et feudataires au ^{xvi}^e siècle*), démontre qu'au Danemark, comme partout ailleurs en Europe, la puissance de la royauté, surtout par rapport à la noblesse, ne cessa de croître au ^{xvi}^e siècle.

toire de la première Église norvégienne avait été traitée par R. Keyser, *Den norske Kirkes historie under catholicismen*, 2 vol., 1856-58 ; par Chr. Lange, *De norske klostres historie i Middelalderen*, 2^e éd., 1856, et par l'Allemand Konrad Maurer, *Die Bekehrung des norwegischen Stammes zum Christenthum*, 2 vol., 1855-56. De tous ces auteurs, Maurer avait été le seul à traiter son sujet en historien de la religion et non pas seulement en historien de l'Église. Daae le suivit dans cette voie avec son travail *Norges Helgener*, 1879 (*Les saints de la Norvège*), fruit d'une érudition immense, où il s'efforça de retracer la formation des mythes à base chrétienne dans la Norvège médiévale. Il montra, après d'autres savants danois et allemands, que cette formation fut en partie une continuation directe de la mythologie préchrétienne. Cette manière de voir est évidemment en relation étroite avec celle qui poussa le linguiste Sophus Bugge et le théologien A. Chr. Bang à soutenir que les mythes nordiques préchrétiens des Eddas avaient été fortement influencés par des éléments chrétiens. D'un côté comme de l'autre, on arriva à établir qu'au temps de l'introduction du christianisme — pendant plusieurs générations avant et après cet événement — avait eu lieu une large fusion des mythologies chrétiennes et non chrétiennes. Daae a en outre étudié dans le détail l'histoire des différents diocèses au temps du catholicisme ; il a suivi les traces des séjours d'études faits par des Norvégiens à l'étranger — par exemple à Paris — durant le Moyen Age, et il a largement contribué à nous faire connaître l'histoire de l'Église et des écoles après la Réforme. Ses travaux d'histoire religieuse sont en relation étroite avec ses études sur l'histoire de la civilisation, sur celle de la classe paysanne — notamment sur la question de savoir à quelle époque et par quels moyens les paysans norvégiens apprirent à lire et à écrire — et avec ses monographies d'histoire locale. Son plus grand ouvrage, *Det gamle Christiania*, 3^e éd., 1924 (*L'ancien Christiania*), est avant tout une contribution à l'histoire de la civilisation.

Y. Nielsen est à bien des égards de la même famille d'historiens que Daae. Son œuvre complexe et vaste embrasse toute

l'étendue de l'histoire de Norvège depuis le haut Moyen Age jusqu'à nos jours, et traite aussi bien de l'histoire politique et économique que de celle de la civilisation. Elle est riche en idées et apporte beaucoup de matériaux nouveaux. Toutefois les travaux de Nielsen n'épuisent pas toujours le sujet. Les principaux portent sur la rupture de l'union dano-norvégienne et sur l'origine (en 1814) et les débuts de l'union entre la Norvège et la Suède. Il y a mis en œuvre une quantité énorme de matériaux puisés dans les archives publiques et privées, non seulement de Norvège, de Suède et de Danemark, mais aussi des grands pays européens. Son ouvrage capital est la grande biographie, *Lensgreve J. C. H. Wedel-Jarlsberg, 1779-1840*, 3 vol., 1901-02. Il a ainsi contribué à répandre une nouvelle appréciation des hommes et des événements, qui a suscité bien des controverses ; ses jugements de politique conservateur nettement unioniste s'opposaient franchement aux vues plus nationalistes de Sars ⁽¹⁾.

Un savant, spécialisé dans l'archéologie et la toponomastique, déploya, en marge de l'histoire proprement dite, une activité très féconde en idées nouvelles et riche en suggestions pour les historiens. Oluf Rygh (1833-1899) fut le pionnier de l'archéologie préhistorique en Norvège, par son organisation et son classement du Musée archéologique de l'Université et par ses nombreux écrits. Ses vues extrêmement raisonnables et réalistes sur les méthodes et les buts de l'archéologie s'opposèrent aux conceptions romantiques de la préhistoire qu'avait eues l'ancienne école. Ardeur, solidité, probité, voilà les qualités qui le distinguaient à la fois comme homme et comme savant et qui lui permirent d'établir des fondations durables sur lesquelles ses successeurs ont pu asseoir leurs constructions. D'une méfiance instinctive pour les hypothèses gratuites, il habitua ses élèves et ses continuateurs au respect absolu du fait ; ce rude apprentissage a porté les meilleurs fruits dans le renouveau qu'ont connu les études archéologiques pendant les

(1) Le point de vue de NIELSEN sur l'union n'en a pas moins trouvé des contradicteurs en Suède, notamment dans l'école que le professeur Oskar ALIN (1846-1900) réunissait autour de lui à Upsal.

derniers vingt ans. Dans le domaine de la toponomastique, le labeur et l'érudition immense de Rygh ont produit un monument impérissable. Son grand recueil *Norske gaardnavne*, I-XVIII (*Les noms de domaines de la Norvège*), dont la publication n'a été achevée que plusieurs années après sa mort, suit, en en donnant l'explication étymologique, tous les noms de propriétés et de fermes, depuis leur première apparition dans les documents jusqu'à nos jours ; des suppléments étudient d'autres catégories de la toponymie, notamment les noms de rivières et de fjords.

Même dans ce domaine, le savant scrupuleux qu'était Rygh évitait de formuler les conclusions historiques auxquelles les faits semblaient le convier. Mais des successeurs plus hardis, notamment M. Magnus Olsen, linguiste et historien de notre ancienne religion, ont continué son œuvre en partant des matériaux recueillis et classés par lui. Ils ont prouvé que la toponymie peut être une mine de renseignements sur l'établissement de la population dans le pays, sur les conditions économiques à l'époque préhistorique et au Moyen Age, sur les plus anciennes organisations politiques et religieuses, sur les croyances et les cultes au temps du paganisme.

C'est aux alentours de 1900 qu'une génération de chercheurs a recueilli l'héritage des historiens dont nous venons de parler et pris la direction des études historiques.

Le doyen de cette génération est M. Alexander Bugge (né en 1870), dont l'œuvre considérable s'est concentrée sur le temps des Vikings. Mais ce sujet pose pour lui d'autres problèmes que ceux qui avaient occupé Storm. L'essentiel n'est plus à ses yeux d'éclaircir, par une critique serrée des sources, les événements particuliers et leur enchaînement ; il cherche avant tout à évoquer le milieu matériel et moral, à retrouver les manières de vivre et de penser des hommes du temps des Vikings, à saisir les influences qu'ils ont subies du dehors et celles qu'ils ont eux-mêmes exercées sur les peuples de l'Ouest de l'Europe. Il a été ainsi obligé, dans une large mesure, de recourir à des sources occidentales. Storm et Steenstrup

s'étaient servi, cela va sans dire, des annales françaises et des chroniques anglo-saxonnes. M. Bugge utilise, en outre, toute la riche littérature irlandaise du Moyen Age, en même temps que son père, Sophus Bugge, dans les *Norsk sagaskrivning og sagafortælling i Irland*, 1908 (*Sagas norvégiennes en Irlande*), cherche à démontrer que notre ancienne littérature des sagas a poussé une de ses racines les plus importantes dans les colonies des Vikings en Irlande et qu'elle a puisé de nombreux éléments dans les échanges qui s'étaient établis entre Norrois et Irlandais. Dans un ouvrage de vulgarisation sur les Vikings, *Vikingerne*, 2 vol., 1904-06, et dans une étude volumineuse sur *Vesterlandenes indflydelse paa nordboernes og særlig nordmændenes ydre kultur, levesæt og samfundsforhold i vikingetiden*, 1905 (*Influences de l'Occident sur la civilisation, les mœurs et la vie sociale des Scandinaves, en particulier des Norvégiens, au temps des Vikings*), M. Bugge a décrit en détail, pour la première fois, la vie étrange de cette période de fermentation et tout le va-et-vient des idées et des coutumes entre l'étranger et notre pays. En outre des documents écrits, il a tenté de tirer parti des monuments archéologiques ; mais sur ce point son travail a déjà quelque peu vieilli, à cause des grands progrès réalisés par les recherches archéologiques, et surtout en raison de l'immense accroissement de nos connaissances qui a suivi la découverte de la sépulture d'Oseberg ⁽¹⁾.

Les croisières des Vikings n'étaient pas uniquement des expé-

(1) Cette sépulture, qui est celle d'une reine du milieu du ix^e siècle, fut mise au jour en 1903. C'est la découverte archéologique la plus importante qui ait jamais été faite dans la Scandinavie tout entière. Son intérêt dépasse de beaucoup le cadre de l'histoire de la Norvège, par exemple, par les données qu'elle fournit sur l'art ornemental carolingien et sur l'ancienne histoire de nos animaux domestiques. La sépulture, qui était dans un parfait état de conservation, contenait, outre un navire entier, une série de traîneaux et de chariots richement sculptés et une foule d'objets plus petits ainsi que les squelettes de deux êtres humains et de plusieurs bœufs, chevaux et chiens. Un ouvrage contenant la description et le commentaire archéologique de la sépulture est en cours de publication ; il doit comprendre cinq volumes in fol. (les t. I et III ont déjà paru, 1917-20). La sépulture fut découverte dans la région (Vestfold) d'où partit la conquête unificatrice de Harald Haarfagre, et elle a sans doute été élevée pour recevoir les restes d'une princesse appartenant à la famille royale qui réalisa l'unité du pays.

ditions de pirates ; elles étaient aussi des voyages de trafiquants. Ses travaux sur les Vikings, dont le grand intérêt vient de l'importance qu'ils donnent au côté pratique de ces croisières, ont naturellement conduit M. A. Bugge à étudier l'histoire de notre ancien commerce jusqu'à l'époque (xiv^e siècle) où la Hanse s'appropriä pour ainsi dire tout le commerce du pays. Suivant la théorie admise avant lui, le commerce norvégien, qui se dirigeait principalement vers les Iles Britanniques, avait été surtout pratiqué par la couronne, le clergé et la noblesse, sans l'intermédiaire d'une classe commerçante proprement dite. La Hanse n'aurait donc fait que combler un vide quand elle prit en mains tout le commerce extérieur de la Norvège. Grâce à un examen plus approfondi de nos propres sources, grâce aussi aux rôles de douane anglais et à d'autres documents étrangers, M. Bugge montre que cette théorie est fausse et que la Norvège a bien possédé, aux xii^e et xiii^e siècles, une classe moyenne, comprenant au moins des commerçants et peut-être aussi des artisans. Il a également pu prouver que la vie urbaine en Norvège avait été beaucoup plus riche pendant cette période qu'on ne l'avait cru jusqu'ici. Il a été ainsi amené à modifier considérablement nos idées sur le rôle joué par la Hanse dans tout le développement économique de la Norvège. Il se peut que M. Bugge ait été tenté d'exagérer quelque peu la portée des documents nouveaux grâce auxquels il a pu décrire toute la vie commerciale qui s'est déroulée sur les rives de la Mer du Nord avant la Hanse. La plupart de ses résultats n'en restent pas moins définitivement acquis ; ils projettent une vive lumière sur le déplacement de nos échanges commerciaux qui, entre le xiii^e et le xiv^e siècle, abandonnent la route d'Angleterre pour la route d'Allemagne. Il a également abordé d'autres questions de notre histoire médiévale. Il a tenté de continuer le travail de Storm en remontant au delà des *sagas*, relativement récentes, jusqu'aux poèmes plus anciens des *skalds* ⁽¹⁾. A l'aide de l'archéo-

(1) Ce travail a été considérablement facilité par l'excellente édition des poèmes des skalds norvégiens et islandais, *Den norsk-islandske Skjaldedigtning*, 4 vol., 1912-15, publ. par le philologue islandais Finnur Jónsson.

logie et de la toponomastique, il a de même essayé d'éclaircir une série de questions concernant le peuplement du pays ; il a enfin utilisé avec succès les résultats de l'archéologie et de la science runique pour résoudre certains problèmes relatifs à la fondation des plus anciennes villes et à l'affinité de caractère entre les anciennes aristocraties des trois pays nordiques.

M. Halvdan Koht, né en 1873, bien qu'un peu plus jeune que M. Bugge, est de la même génération ; il a continué Storm dans la critique des sources, avec des vues un peu différentes. Avant tout, il s'est attaché à préciser les conditions dans lesquelles les différentes *sagas* ont été composées, à montrer que les conceptions de leurs auteurs portent en partie la marque d'une tendance politique déterminée, et en tout cas de l'esprit du temps où ils écrivaient. La presque totalité de la littérature des *sagas* est née à la fin du XII^e siècle et au commencement du XIII^e. On peut dire de tous les auteurs de *sagas* et plus particulièrement du plus grand d'entre eux, l'Islandais Snorre Sturlason, qu'ils n'étaient pas de simples chroniqueurs, mais de véritables historiens ; ils embrassaient les faits qu'ils racontaient dans une vue d'ensemble. Les *sagas* royales de Snorre, *Heimskringla*, qui traitent de l'histoire de la Norvège depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'an 1177, sont inspirées de l'idée que le trait fondamental de l'histoire des X^e, XI^e et XII^e siècles a été la lutte entre la royauté et l'aristocratie. Cette conception de Snorre a pour une grande part déterminé les opinions des historiens du XIX^e siècle. M. Koht, au contraire, a fait valoir que, si elle peut être juste pour la période qui a immédiatement précédé le temps de Snorre et pour celle qui l'a suivie, elle ne l'est plus pour la période traitée par Snorre ; celui-ci n'a donc fait que projeter en arrière l'état de choses qui existait en son temps, il a vu le passé à la lumière de sa propre époque. Après cette mise au point, M. Koht tente de justifier une nouvelle conception des traits fondamentaux de notre histoire à l'époque dont traitent les *sagas*. La caractéristique essentielle des IX^e et X^e siècles est, d'après lui, la lutte pour la suprématie qui divisa deux maisons, la famille royale et celle des comtes de Lade, tandis que le trait distinctif des XI^e et XII^e

siècles est la croissance des forces sociales qu'apporta l'organisation de l'État et de l'Église. La Suède et le Danemark ne disposent d'aucune source analogue aux *sagas*, si précieuses pour l'histoire de la Norvège. Les historiens du siècle dernier ont cru que cette différence dans les traditions se retrouvait aussi profonde dans la structure sociale et dans l'organisation politique des trois pays. On représentait en particulier la Norvège comme entrée dans la période historique, au ix^e siècle, avec une aristocratie bien plus développée que celle des pays voisins. M. Koht s'est élevé contre cette manière de voir en soulignant fortement au contraire le parallélisme très étendu du développement des trois pays nordiques. Il a exposé ses idées dans une série de mémoires pour la plupart réunis dans *Innhogg og utsyn i norsk historie*, 1921 (*Points de vue sur l'histoire norvégienne*). La vive discussion qu'elles ont soulevée est loin d'être terminée. M. Koht a également travaillé dans bien d'autres domaines ; c'est ainsi qu'il a essayé de montrer que l'action de la classe paysanne, dirigée à la fois contre les fonctionnaires et la bourgeoisie, action qui est un des éléments les plus importants de l'histoire politique de la Norvège au xix^e siècle, avait été préparée par les progrès qu'ont réalisés les paysans au xviii^e : il a décrit la politique paysanne depuis ses lointaines origines et il en a suivi les progrès et la victoire dans sa grande biographie de Johan Sverdrup (3 vol., 1918-25), le fondateur du parti des gauches et l'homme politique le plus éminent de la Norvège au xix^e siècle.

Le temps de la décadence a trouvé son historien en Oscar Albert Johnsen (né en 1876). Durant les siècles où notre pays est resté uni au Danemark, il n'a pour ainsi dire pas eu de vie politique propre. C'est pourquoi nos historiens ont négligé cette époque et pourquoi aussi la réunion et la première élaboration des matériaux qui s'y rapportent sont particulièrement difficiles. M. Johnsen nous a donné sur cette période une série d'ouvrages originaux qui abondent en faits nouveaux. Les plus importants traitent des fluctuations du droit de propriété rurale, du développement de l'administration, de la politique des rois de Danemark à l'égard de la Norvège et de l'attitude des

paysans norvégiens envers la royauté. Dans ces dernières années, M. Johnsen s'est tourné vers l'étude du temps des *sagas* ; il s'y montre plus conservateur que M. Koht. Comme président de la Société nationale pour l'histoire locale et directeur de *Heimen*, revue publiée par cette société, il a en outre déployé une activité considérable pour organiser les recherches d'histoire régionale et locale. L'histoire locale en Norvège est pour ainsi dire née avec le ^{xx}^e siècle. M. Johnsen a contribué lui-même à la créer par deux ouvrages de valeur. Elle finira sans doute par apporter à l'histoire des matériaux importants. Mais pour répartir les tâches et guider les travailleurs bénévoles, qui seront plus nombreux que les spécialistes à la pratiquer, une organisation est indispensable. Les efforts ⁽¹⁾ faits par M. Johnsen dans ce sens sont très méritoires.

L'œuvre historique du ^{xix}^e siècle a été résumée dans *Norges historie fremstillet for det norske folk*, 6 vol., 1907-17 (*Histoire de Norvège exposée au peuple norvégien*), due à la collaboration de Bugge, Hertzberg, Johnsen, Nielsen, Sars et Absalon Taranger ⁽²⁾. La seule histoire de Norvège moderne qui ait paru dans une langue universellement lue, *History of the Norwegian people*, 2 vol., 1915, par le Norvégien d'Amérique Knut Gjerset, est également fondée sur les résultats du travail scientifique accompli ; toutefois elle n'utilise les recherches les plus récentes qu'avec trop de circonspection.

II. — Les résultats acquis, les questions à traiter.

A bien des égards, les recherches historiques ont été orientées de façon assez unilatérale. Il est évident qu'elles ont surtout porté, peut-être dans une mesure exagérée, sur notre ancienne

(1) Nous leur devons une bibliographie assez complète des travaux se rapportant à l'histoire locale, dans *Norges topografi*, 1918, par Johan SCHWEIGAARD ; contribution d'autant plus intéressante que notre littérature scientifique compte peu de répertoires bibliographiques.

(2) TARANGER, né en 1858, est plutôt un historien du droit. De ses travaux, en partie en marge de l'histoire proprement dite, il convient de citer : *Den angelsaksiske Kirkes indflydelse paa den norske*, 1890 (*L'influence de l'Église anglo-saxonne sur l'Église norvégienne*), *Udsigt over den norske retshistorie*, 2 vol., 1898-1904 (*Aperçu de l'histoire du droit norvégien*).

histoire, qu'on a l'habitude d'arrêter à l'an 1319, au moment où, après l'extinction de la maison royale, le pays fut uni à la Suède. Néanmoins, même sur ce terrain, il faut reconnaître que plus d'un problème reste à résoudre.

C'est ainsi que l'archéologie, dont les matériaux sont chaque année accrus par des fouilles importantes, est loin d'avoir achevé l'inventaire systématique de nos monuments préhistoriques. Les problèmes relatifs à l'ancienneté du peuplement et à la possibilité d'une colonisation qui remonterait à la période glaciaire attendent encore leur solution ; ils ont été discutés dernièrement par M. Haakon Shetelig dans *Primitive tider i Norge*, 1922 ; mais on peut sans doute espérer que de nouvelles trouvailles apporteront encore de la lumière sur ces questions embrouillées. C'est à peine si l'on a essayé de dépasser le classement chronologique et typologique, la traditionnelle division en âges de la pierre, du bronze et du fer, et d'aborder la véritable tâche qui est d'arriver à une compréhension réellement scientifique de l'évolution de la civilisation préhistorique (1).

En se fondant sur l'archéologie et la toponomastique, tout en recourant à l'anthropologie, la géologie et la géographie végétale, M. A. M. Hansen brossa, il y a vingt ans, avec beaucoup d'imagination, un brillant tableau de la première immigration en Norvège, *Landnaam i Norge*, 1904. Il y fit évoluer deux races distinctes, dont la dernière, d'origine aryenne, aurait immigré à l'âge du bronze et se serait fixée sur des domaines dont les noms subsistent encore en grande partie. Cette théorie est aujourd'hui abandonnée, sauf sur certains points, mais elle a exercé un grand attrait sur les savants. A cet égard, l'ouvrage de M. Magnus Olsen, *Hedenske kultminder i norske stedsnavne*, 1914 (*Les vestiges culturels dans la toponymie de la Norvège*), marque un grand progrès ; il semble démontrer que l'établissement d'une population stable, tel qu'il nous est connu par la

(1) On trouvera un aperçu de la préhistoire norvégienne dans deux ouvrages parus dernièrement : *Préhistoire norvégienne*, éd. franç. 1926, de M. Haakon SHETELIG, écrit dans un esprit plutôt conservateur ; *Det norske folk i oldtiden*, 1925 (*Le peuple norvégien à l'époque préhistorique*), de M. A. W. BROEGGER, qui cherche à résoudre des questions d'ordre historique en s'appuyant sur des sources archéologiques.

toponymie, ne remonte guère, au contraire, au delà de l'ère chrétienne. On admettait généralement aussi que les colonisateurs primitifs de la Norvège se seraient déjà établis dans des domaines isolés, et non en villages comme dans les pays germaniques du Sud. D'accord avec le savant allemand Meitzen, MM. Taranger et A. M. Hansen ont essayé de prouver que la Norvège, ou du moins une grande partie du pays, a connu une colonisation par villages. Leurs arguments ont été réfutés avec force par M. O. Olafsen dans *Jordfælleskab og sameie*, 1914 (*Communisme agraire et co-propriété*). Cependant, il nous manque encore un travail d'ensemble sur les problèmes de la colonisation.

A cette question, il faut rattacher celle de la colonisation par les Norrois des îles de l'Atlantique, qui commence par les Orcades et les Shetland — probablement entre le ^{vii}e et le ^{viii}e siècle — et finit par l'Islande et le Groënland aux ^{ix}e et ^xe siècles. Adoptant la version donnée par les *sagas*, les historiens du siècle dernier établirent un rapport entre la réunion des différentes parties du pays sous le sceptre de Harald Haarfagre et la colonisation de l'Islande ; celle-ci aurait été peuplée par les seigneurs qui ne se résignaient pas à la perte de leur indépendance politique. Récemment, MM. Bugge et Koht ont soutenu que l'unification du pays n'a eu lieu que vers l'an 900, et non aux environs de 872, date transmise par la tradition. S'il en est ainsi, le peuplement de l'Islande était déjà avancé à l'époque de l'unification. D'autres arguments encore paraissent démontrer que la colonisation de l'Islande n'a pas eu des causes politiques, mais plutôt des raisons économiques. C'est dire que l'histoire de l'expansion norvégienne pendant cette période est à refaire sur de nouvelles bases.

La prétendue christianisation de la Norvège au ^{xi}e siècle soulève également des problèmes qui restent à résoudre. M. Edvard Bull a essayé de montrer dans *Folk og Kirke i Midaldderen*, 1912 (*L'Église et le peuple au Moyen Age*) que l'introduction du christianisme a eu surtout de l'importance par les modifications qu'elle a apportées à l'organisation sociale, par conséquent qu'elle a plus transformé les habitudes exté-

rieures qu'atteint le fond des âmes, et que, pour cette raison, les idées préchrétiennes se sont conservées chez le peuple norvégien du Moyen Age avec plus de ténacité que chez les peuples germaniques du Sud. A cette conception M. Fr. Paasche a opposé, dans *Kristendom og Kvad*, 1914 (*Le christianisme dans les poèmes des skalds*) des arguments d'un grand poids. A ses yeux, on serait en droit de considérer cet événement capital comme une véritable conversion : il a aussi été amené à insister fortement sur l'étroitesse des liens qui, au moins pendant les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, rattachaient la Norvège à la civilisation des grands pays de l'Occident. Sur ce dernier point, M. Paasche est certainement dans le vrai. Cependant si les traits essentiels de l'histoire ecclésiastique sont aujourd'hui définitivement établis, une étude méthodique et approfondie de la vie religieuse des Norvégiens au Moyen Age reste encore nécessaire.

Le développement de l'État norvégien offre aussi matière à des recherches nouvelles. L'organisation et l'administration militaires ont été assez bien étudiées, d'abord par E. Hertzberg, et dernièrement par M. Edv. Bull dans *Leding*, 1920 (*Organisation militaire*) ; mais la plupart des autres aspects de l'organisation de l'État n'ont jusqu'ici été traités que de façon superficielle et fragmentaire. Il en est de même de l'histoire économique, malgré les études de M. Bugge sur les échanges commerciaux et malgré l'ouvrage de M. Johnsen sur *Norges bønder*, 1919 (*Les paysans de la Norvège*) ; d'ailleurs, il reste à savoir si les documents dont on dispose permettront d'arriver jamais à une véritable connaissance de ces faits.

Un des problèmes capitaux de l'histoire de la Norvège est celui des causes de notre déclin aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Abordé par la plupart des historiens norvégiens, il a été traité en dernier lieu dans *Norgesveldets undergang*, 1924 (*Le déclin de la puissance norvégienne*), par M. Johnsen, qui a tracé un tableau très fouillé de la période 1319-1537 ; mais, pas plus que ses devanciers, M. Johnsen n'a pu aller au fond de toutes les questions que pose le problème. Le déclin du pays ne consiste pas seulement dans la perte de la dynastie nationale, qui amena

l'union avec la Suède et le Danemark et plus tard la dépendance à l'égard de ce dernier pays, dans la dissolution de l'ancienne organisation militaire et dans la mainmise de la Hanse germanique sur notre commerce, — chacun de ces phénomènes peut être expliqué sans trop de difficultés, — mais aussi, entre autres choses, dans la disparition de l'ancienne aristocratie et dans l'abaissement du prix des terres. Les ravages de la Peste Noire ne sauraient tout expliquer. De très nombreuses hypothèses ont été formulées : on a évoqué des causes d'ordre politique, économique et même physique (les variations du climat). Si, malgré tant d'ingéniosité dépensée, les résultats restent maigres, c'est peut-être que l'insuffisance des documents relatifs à cette époque nous condamne pour toujours à de simples conjectures. A partir de la date où les *sagas* nous abandonnent — seconde moitié du XIII^e siècle — jusqu'au moment où commencent les séries continues des documents d'archives — vers l'an 1600 — on est réduit, pour toute documentation, à quelques rares chartes et autres documents épars. Nous ne disposons même pas de la moindre chronique; c'est à peine si nous trouvons dans les annales étrangères quelques mentions isolées se référant à notre pays. Il est donc douteux que nous puissions jamais arriver à saisir la nature de l'évolution sociale de cette période, dont un des traits importants semble être l'extinction de l'ancienne noblesse nationale et son remplacement par des nobles suédois, danois et allemands. En revanche, des recherches plus poussées devraient pouvoir préciser le développement de l'administration et la naissance de la féodalité dite norvégique ⁽¹⁾. Une étude d'ensemble du rôle de la Hanse dans l'histoire de la Norvège apporterait également une contribution importante à notre connaissance de cette période.

Du coup d'État et de la Réforme de 1536 jusqu'à l'établissement de la monarchie absolue en 1660, la Norvège a été dans la vassalité du Danemark. Cette période n'en marque

(1) Il faut dire que la féodalité européenne n'a pénétré définitivement en Scandinavie qu'au XIV^e siècle et qu'elle y a subi des transformations profondes. — Cf. Mikael H. LIE, *Lensgrinsippet i Norden*, 1907 (*Le principe féodal en Scandinavie*), ouvrage qui en grande partie repose sur des recherches danoises.

pas moins un progrès important dans la vie intérieure du pays, notamment au point de vue économique. Les archives de cette époque étant assez bien conservées, la documentation, plus abondante, permet d'aborder une série de problèmes nouveaux, auxquels les sources de la période précédente n'auraient fourni aucune réponse.

La Réforme luthérienne n'a pas été introduite en Norvège après une préparation des esprits, mais sur un ordre royal lancé de Copenhague ; aussi n'est-ce qu'au cours du ^{xvii}^e siècle que le nouveau clergé réussit à donner au peuple une empreinte tant soit peu protestante. Les suites de cet événement furent donc en Norvège surtout politiques, économiques et nationales. D'une part, il accrut considérablement la puissance économique de la couronne, enrichie des biens de l'Église et mit, après la disparition du Conseil d'État norvégien, le gouvernement du pays aux mains du roi et du Conseil danois. D'autre part, il accentua l'étiollement de la vie nationale déjà languissante. C'est au Danemark, en effet, que fut instruit le nouveau clergé protestant, que se recrutèrent désormais les fonctionnaires civils et judiciaires. Le danois devint ainsi la langue de l'Église et des tribunaux ; les lois furent promulguées en danois. Cette transformation fut d'autant plus importante qu'à la même époque l'administration judiciaire populaire et l'autonomie locale furent très réduites au profit des fonctionnaires de l'État. Le ^{xvi}^e siècle marque donc un accroissement considérable de l'influence danoise. Cependant, c'est à cette même époque qu'on aperçoit les premiers signes d'une nouvelle poussée des forces nationales sur un terrain nouveau. La domination précédemment exercée par la Hanse sur le commerce norvégien se relâcha vers le milieu du ^{xvi}^e siècle, en partie à cause de la décadence des villes hanséatiques elles-mêmes, en partie à cause de la prospérité des Pays-Bas, qui permit aux villes néerlandaises de faire une concurrence ruineuse aux Allemands. En outre, de nouvelles possibilités économiques étaient nées en Norvège avec l'exploitation des mines de fer, de cuivre et, plus tard, d'argent, et surtout celle des forêts. Le développement de l'industrie minière, du commerce des bois et de la

navigation détermina peu à peu, au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la formation d'une classe sociale jusqu'alors presque inconnue en Norvège, la bourgeoisie. Cette bourgeoisie prit progressivement un caractère national très accusé, pour deux raisons. D'une part, comme les conditions naturelles et la vie économique différaient profondément en Norvège et au Danemark, elle suivit une politique économique foncièrement différente de celle des Danois. D'autre part, comme elle avait ses relations commerciales dans l'Ouest de l'Europe, c'est aux Pays-Bas, en France et en Angleterre, et non au Danemark et en Allemagne, qu'elle puisa également sa culture intellectuelle. Pour cette période, les principales questions qui se posent à l'historien sont donc d'ordre social et économique. Il s'agit de retracer dans le détail les formations de classes nouvelles, de déterminer dans la nouvelle bourgeoisie les rapports entre éléments nationaux et éléments étrangers, de suivre la lutte qui se produisit entre les éléments danois et norvégiens de la nouvelle classe de fonctionnaires, dont la croissance appartient d'ailleurs plutôt à l'époque qui suivit l'an 1860. En ce qui concerne les paysans, qui en Norvège ont toujours gardé leur liberté personnelle, il est important de rechercher d'abord comment, de fermiers qu'ils étaient, ils ont réussi, à partir de la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle, à s'établir en propriétaires sur les terres. Il conviendra ensuite d'étudier les progrès réalisés au ^{xviii}^e siècle par la classe paysanne, grâce au perfectionnement technique de l'agriculture même. Malgré un certain nombre d'excellents travaux notamment ceux de M. Johnsen, il reste sur ce terrain beaucoup à faire. Les études d'histoire locale, si développées depuis vingt ans, fourniront d'importantes contributions à cet égard. Sans doute, les résultats de ces études sont de valeur très inégale, les monographies de villes ⁽¹⁾ encore trop peu nombreuses ; il y a, dans l'Ouest et au Trøndelag, trop de communes (*bygder*) dont l'histoire

(1) Il est surtout très regrettable que nous manquions encore de travaux sur la principale ville de commerce, Bergen, et l'ancienne ville archi-épiscopale, Trondhjem. Pour la capitale, Oslo (Christiania), un ouvrage en 5 volumes est en cours de publication ; le t. I (par M. Edv. BULL) et le t. IV (par M. S. C. HAMMER) ont déjà paru.

n'a pas été écrite. Mais il est visible déjà que toutes ces recherches de détail nous conduiront un jour à une connaissance complète de la naissance et de la formation de la société norvégienne moderne.

La nouvelle structure que la société norvégienne avait peu à peu prise depuis la Réforme amena, au XVIII^e siècle, la naissance d'une nouvelle conscience nationale. Le remplacement du régime politique de la vassalité par le régime dit « des pays jumeaux » lors de l'établissement de la monarchie absolue, en 1660, fit de la Norvège, du moins théoriquement, l'égale du Danemark. En fait, sa situation vis-à-vis du Danemark s'améliora beaucoup, grâce à son plus rapide développement économique aux XVII^e et XVIII^e siècles ; l'écart qui avait jusque-là existé entre la population et la richesse des deux pays se trouva ainsi presque comblé. Si, longtemps encore, les Norvégiens continuèrent de se considérer avant tout comme citoyens de la monarchie dano-norvégienne, cet état d'esprit se modifia dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Un sentiment national puissant se fit jour d'abord sur le terrain littéraire, — ces changements ont été étudiés dernièrement dans le détail par M. Fr. Bull, dans *Fra Holberg til Nordal Brun*, 1916 (*De Holberg à Nordal Brun*), — un peu plus tard, dans le domaine politique, notamment sous l'influence de la Révolution française et des guerres napoléoniennes ⁽¹⁾. M. Jac. S. Worm-Müller, dans *Norge gjennem nødsaarene 1807-1810*, 1917-19 (*La Norvège pendant les années de détresse 1807-1810*), a écrit un chapitre important de l'histoire de ce sentiment, qui fit naître de plus en plus le besoin d'une indépendance politique et dont l'existence même fut comme une première réalisation partielle de cette indépendance. Le sujet est cependant loin d'être épuisé. De même il reste aussi à exposer la politique suivie par le gouvernement danois, sous la monarchie absolue, à l'égard de l'individualité nationale de la Norvège, et les réformes administratives qu'il accomplit dans cette période.

(1) Un exposé de cette évolution a été donné en français par M. Edv. Bull, *Formation de la nationalité norvégienne*, dans *Revue des Études napoléoniennes*, t. X, 1916, p. 5-54.

Bien mieux étudiée est la grande année qui vit la fin de l'union avec le Danemark, la nouvelle Constitution libérale et l'union forcée avec la Suède ; mais ici encore, des points importants restent à éclaircir. Ainsi, la nouvelle théorie, présentée dans plusieurs mémoires ⁽¹⁾ par M. Koht, d'après laquelle la caractéristique des événements politiques de cette année ne doit pas être cherchée dans l'opposition des diverses politiques nationales, mais dans la lutte pour la souveraineté populaire, n'a pas encore été soumise à un examen approfondi.

Pour la période qui a suivi l'an 1814, on peut dire que l'histoire de la civilisation et l'histoire politique sont connues dans leurs traits essentiels, tout en avouant que le point de vue du vainqueur, le parti de gauche, prédomine avec quelque excès dans la littérature historique. Par contre, l'histoire sociale et économique est tout entière à faire ; en dépit de quelques travaux préliminaires, on n'a pas jusqu'ici essayé de soumettre la matière à un examen scientifique sérieux. Il en est de même du processus extrêmement intéressant de l'irruption subite de l'industrialisme et du capitalisme modernes dans une société paysanne aux traditions antiques, et de la dissolution des anciennes formes de notre civilisation qui en a été la conséquence. Cette révolution sociale n'a pas encore trouvé son historien.

Cet exposé, si sommaire qu'il soit, montrera peut-être que les historiens norvégiens, malgré de nombreux travaux de valeur, ont encore devant eux de lourdes tâches. Les travailleurs ont été peu nombreux, l'organisation du travail défectueuse ⁽²⁾ ;

(1) Cf. surtout *Grundspørsmålet i 1814* (La question fondamentale de l'année 1814), dans *Hist. Tidsskrift*, 5^e série, t. III, 1914.

(2) Ajoutons quelques ouvrages de références, dont la mention n'a pas trouvé place dans les pages qui précèdent : 1^o *Norsk forfatter lexikon*, 6 vol., 1881-1908 (Dictionnaire des écrivains norvégiens, de 1814 à 1880), commencé par B. HALVORSEN, achevé, après sa mort, par M. H. KOHT, donne des biographies et des bibliographies complètes pour tous les écrivains norvégiens de cette période ; 2^o *Bibliotheca Norvegica*, 3 vol., 1899 sq. de M. H. PETTERSEN, renseigne sur tous les écrivains et tous les livres norvégiens d'avant 1814, ainsi que sur la Norvège et les Norvégiens dans les littératures étrangères ; 3^o *Norsk biografisk leksikon* (Dictionnaire biographique norvégien), publ. par MM. Edv. BULL, G. GRAN et A. KROGVIG, dont n'ont paru jusqu'ici que les deux premiers volumes, qui arrivent à la lettre C (Christian Fredrik).

de plus, la tradition des études historiques est encore récente. L'effort accompli, par le talent comme par la somme de travail dont il témoigne, mérite cependant le respect. Les historiens norvégiens ont su, à la fois par leur science et par leur art d'exposition, influencer sur la vie intellectuelle, sur toute la pensée du pays, si bien que la portée de leurs travaux a dépassé de beaucoup les limites d'une érudition purement livresque.

PAYS BALTES ⁽¹⁾

par

A. R. CEDERBERG

Professeur à l'Université de Tartu (Dorpat)

Les républiques indépendantes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie sont toutes récentes. L'organisation nationale de la recherche historique n'a pu encore y prendre toute l'ampleur souhaitable. Toutefois, la littérature historique concernant les provinces d'où elles sont nées est abondante et variée ⁽²⁾.

I. — Les sociétés savantes et les revues.

La Kurländische Gesellschaft für Litteratur und Kunst, fondée dès 1817, est la première en date. Ses *Sitzungsberichte* constituent une riche documentation historique. Ses *Jahrbücher für Genealogie, Heraldik und Sphragistik* sont en particulier indispensables à l'étude généalogique des familles baltes.

La Gesellschaft für Geschichte und Altertumskunde de Riga publie, depuis 1840, des *Mitteilungen aus der livländischen Geschichte* et, depuis 1873, des *Sitzungsberichte* qui sont un recueil immense de travaux scientifiques et de notices. La Gelehrte Estnische Gesellschaft de Dorpat, créée en 1838, publie des *Verhandlungen* et des *Sitzungsberichte*, qui renferment également de nombreux articles historiques.

(1) Dans cette brève revue de l'historiographie baltique, nous avons plus particulièrement parlé des travaux relatifs à l'Estonie, qui nous sont plus familiers.

(2) Cf. la rubrique *Liv-, Est- und Kurland*, dans *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*; E. WINKELMANN, *Bibliotheca Livoniae historica, Systematisches Verzeichnis der Quellen und Hülfsmittel zur Geschichte Esthlands, Livlands und Kurlands*, 2^e éd., 1878; *Die livländische Geschichtsliteratur...* publiée à Riga par A. PÖLCHAU, A. FEUEREISEN, etc., depuis 1880.

A Tallinn (Reval) l'Estländische litterarische Gesellschaft a montré une grande activité depuis 1842. Ses recueils, *Archiv für die Geschichte Liv-, Est- und Kurlands* et *Beiträge zur Kunde Est-, Liv- und Kurlands*, publiés depuis 1868, contiennent des travaux précieux pour l'histoire estonienne.

Signalons encore les *Jahresberichte* du Felliner litterarischer Verein et les sept volumes de *Sitzungsberichte* de l'Altertumsforschende Gesellschaft de Pernau, qui contiennent des études d'archéologie, d'ethnographie et d'histoire.

Enfin, depuis 1920, une Société académique d'histoire a été fondée à l'Université de Dorpat. Elle a pour objet l'étude de l'histoire estonienne et publie, depuis 1922, les revues suivantes : *Ajalooline Ajakiri* (*Revue historique*), *Toimetused-Scripta et opuscula*, et *Ajalooline Arhiiv* (*Archives historiques*).

Parmi les revues qu'on ne saurait se dispenser de consulter, il y a la remarquable *Inland*, 1836-63, la *Baltische Monatsschrift*, 1859-1914, et *Eesti Kirjandus* (*Littérature estonienne*), qui paraît depuis 1906.

II. — La publication des sources.

L'étude de l'histoire des provinces baltiques a été grandement facilitée par une ample publication de documents et de sources. Il faut citer en premier lieu les *Monumenta Livoniae antiquae*, 5 vol., 1835-47, puis les *Scriptores rerum Livonicarum*, 2 vol., 1846-52, qui ont en partie vieilli, mais auxquels il faut toujours avoir recours. A Friedrich Georg von Bunge, on doit une publication fondamentale, *Liv-, est- und kurländisches Urkundenbuch*, recueil de documents historiques dont la table des matières facilite l'emploi. De la première série, qui va jusqu'en 1472, douze volumes ont paru ; de la deuxième, consacrée à la période de 1494 à 1510, il n'existe que trois volumes. La guerre mondiale a interrompu la publication de cet important recueil ; il faut espérer qu'elle pourra être prochainement reprise. Von Bunge et le baron von Toll ont fait paraître *Est- und livländische Brieflade*, quatre parties, en six volumes, contenant des

chronologies, des descriptions de sceaux et de monnaies, une collection de documents sur l'histoire de la noblesse et des domaines en Estonie et en Livonie. Les *Güterurkunden* publiées par von Bruiningk, en deux parties, ont un caractère analogue ; elles présentent une grande importance surtout pour l'histoire économique de l'Estonie et de la Livonie. On ne saurait passer sous silence les *Akten und Rezesse der livländischen Ständetage, 1304-1460*, livr. I-II ; *1494-1535*, livr. III, qu'Oscar Stavenhagen et Leonid Arbusow jeune avaient entrepris d'éditer, mais qui, malheureusement, n'ont pas été achevés.

III. — Histoires générales et monographies.

Si, dans les années précédant la période que nous considérons ici, l'effort avait surtout porté sur l'édition ou la réédition d'ouvrages anciens ⁽¹⁾, quelques travaux d'érudition pourtant avaient été entrepris, qui ont conservé une grande valeur.

Tels étaient, parmi les travaux d'ensemble, les ouvrages de von Richter et von Rutenberg. La *Geschichte der deutschen Ostseeprovinzen* d'Alexandre von Richter, parue en deux parties, à Riga, en 1857-58, reposait sur une connaissance approfondie des documents imprimés et inédits. La *Geschichte der Ostseeprovinzen Liv-, Est- und Kurland*, 2 parties, 1859-61, d'O. von Rutenberg, était le résultat de recherches personnelles et témoignait de jugements indépendants. Écrite dans un esprit libéral, on lui a reproché, de divers côtés, mais à tort, d'être tendan-

(1) Cf. sur les débuts de la christianisation du pays, le *Chronikon Lyvoniae* du missionnaire HEINRICH, dont la meilleure édition a été donnée par W. ARNDT, dans les *Monumenta Germaniae historica* (t. XIII des *Scriptores*) ; — sur la fin de l'indépendance livonienne dans la seconde moitié du xvi^e siècle, *Livländische Historien* (neuf livres d'histoire livonienne) de Johann RENNER, imprimées à Göttingen, pour la première fois, en 1876 ; — sur la fin du xvi^e siècle et le début du xvii^e, l'*Historica Livonica* de Dionysius FABRICIUS imprimée dans *Script. rer. Livon.*, t. II, l'*Aelteste livländische Geschichte* de Moritz BRANDIS, parue dans *Monumenta Livon. antiqu.*, t. II ; — sur le xvii^e siècle, l'*Est-, liv-, lettländische Geschichte*, de Thomas HIERNE, *ibid.*, t. I ; la *Liefländische Geschichte* de Christian KELCH, dont la première partie fut imprimée en 1695 ; la deuxième, restée manuscrite, a été publiée seulement en 1875,

cieuse. Par contre, la *Geschichte Liv-, Est- und Kurlands*, 2 vol., de Carl Cröger, publiée à Saint-Pétersbourg et Leipzig, en 1867-70, est très démodée et à peine utilisable aujourd'hui.

Parmi les travaux spéciaux, *Geschichtliche Entwicklung der Standesverhältnisse*, 1838, *Das Herzogthum Estland unter den Königen von Dänemark*, 1875, de von Bunge; *Studien zur Geschichte Liv-, Est- und Kurlands*, 1858, de von Brevern, qui contiennent notamment le *Liber census Daniae* et le commencement de l'Histoire de Harrien et Wirland; les recherches de von Busse, qui portent sur la disparition de l'État de l'Ordre des Chevaliers et sur le « roi livonien » Magnus, étaient des œuvres estimables.

Mais c'est à Karl Schirren que la science historique baltique doit vraiment son développement. Professeur à l'Université de Dorpat, Schirren était un érudit remarquablement doué, chez qui le talent d'exposition s'alliait au sens critique. Il sut en outre former toute une série d'élèves qui ont continué son œuvre. Son étude critique la plus forte est son *Beitrag zum Verständnis des « Liber census Daniae »*, paru en 1860, dans les Mémoires de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg. En dehors de ses études historiques, on lui doit de nombreuses publications de documents d'archives, comme les *Quellen zur Geschichte des Untergangs livländischer Selbständigkeit*, et les *Neue Quellen zur Geschichte...*, qui furent publiées à Reval en 11 volumes, de 1861 à 1885. Beaucoup d'autres de ses travaux mériteraient d'être cités, notamment *Die Rezesse der livländischen Landtage aus den Jahren 1681 bis 1711*, 1865.

A la suite d'une publication dirigée contre le journaliste russe Samarin, dans laquelle il exprimait ses idées avec une grande indépendance, il fut expulsé, en 1869, par les autorités russes et il ne reprit plus son enseignement à l'Université de Dorpat. Il fut nommé, plus tard, professeur d'histoire à l'Université de Kiel où il ne mourut qu'en 1910. Après son expulsion de la patrie baltique, il se mit avec une extrême énergie à rassembler des documents pour l'histoire de la grande guerre nordique en s'adressant à toutes les archives importantes de l'Europe. S'il n'a pu utiliser ces documents dans un travail

d'ensemble, du moins a-t-il publié dans différentes revues scientifiques quelques précieux articles et comptes-rendus, qui montrent clairement combien profondément il avait pénétré dans l'histoire de cette époque.

L'élève le plus connu de Schirren est Richard Hausmann. Lui aussi fut professeur à l'Université de Dorpat. Il représente la tendance historique moderne, qui fonde ses travaux sur une méthode exacte de critique des sources. Sa production est assez restreinte et ne comporte pas de travaux de grande étendue. Citons entre autres son *Das Ringen der Deutschen und Dänen um den Besitz Estlands bis 1227*, 1870. Par la suite, il a donné une série d'études scientifiques sur l'archéologie des provinces baltiques et il est devenu l'initiateur dans cet ordre de recherches.

La meilleure présentation de l'histoire baltique se trouve dans l'ouvrage de Theodor Schieman, *Russland, Polen und Livland bis ins XVII. Jahrhundert*, I-II, 1886-87. C'est un exposé très clair, écrit avec un sens critique très avisé. Schieman, très familier avec les archives des provinces baltiques — il fut pendant un temps archiviste à Reval —, a également classé les archives ducales de Mitau. Outre son ouvrage d'ensemble, il a composé un certain nombre de monographies sur le même sujet ⁽¹⁾. Devenu plus tard professeur à Berlin, il a fini par orienter entièrement son effort scientifique vers l'histoire de Russie, et donné, dans ce domaine, un ouvrage fondamental sur Nicolas I. Il est mort en 1921. A côté de Schieman, il faut faire une place au baron Hermann von Bruiningk, qui s'est consacré avant tout à l'étude de l'histoire livonienne au Moyen Age, et s'est fait remarquer par des publications de pièces d'archives. Parmi ses travaux, on peut citer *Messe und kanonisches Stundengebet*, paru à Riga, en 1904.

Entre les savants plus récents qui se sont occupés de l'histoire baltique, Axel von Gernet († 1920) est un des plus notables. Ses premiers travaux sont consacrés à l'histoire baltique au

(1) Cf. notamment ses *Historische Darstellungen und archivalische Studien. Beiträge zur baltischen Geschichte*, 1886; *Charakterköpfe und Sittenbilder aus der baltischen Geschichte des sechzehnten Jahrhunderts*, 1877.

Moyen Age, tels : *Verfassungsgeschichte des Bistums Dorpat bis zur Ausbildung der Landstände*, 1896, et *Forschungen zur Geschichte des baltischen Adels*, I-II, 1893-95. Nous lui devons aussi une très précieuse étude d'histoire agraire, *Geschichte und System des bäuerlichen Agrarrechts in Estland*, 1901, qui est une contribution importante à l'histoire de l'Estonie au XIX^e siècle. Les *Beiträge zur Lebensgeschichte Johann Reinhold Patkuls*, 1893, d'Anton Buchholtz, satisfont aussi à toutes les exigences scientifiques. Le savant finlandais A. H. Wirkkunen s'est consacré à la plus ancienne histoire de l'Estonie. L'érudit danois W. Møllerup a écrit un bon ouvrage sur *Dänemarks Beziehungen zu Livland vom Verkauf Estlands bis zur Auflösung des Ordenstaates, 1346-1561* (publ. en danois en 1880, en allemand en 1884). Les historiens suédois Westling et Lundström se sont spécialisés dans l'étude de l'époque suédoise des provinces baltiques. Parmi les savants baltes, il faut nommer Arnold Feuersen et Leonid Arbusow jeune. Nous devons au second *Die Einführung der Reformation in Liv-, Est- und Kurland*, 1921 ; ce grand et savant ouvrage est une des contributions les plus précieuses à l'histoire de la Livonie ⁽¹⁾. L'ouvrage de P. Johansen, *Untersuchungen über Siedlung und Agrarwesen der Esten im Mittelalter*, 1925, est aussi digne d'attention.

Outre un précis, *Baltische Geschichte im Grundriss*, 1908, E. Seraphim a publié une *Geschichte Liv-, Est- und Kurlands von der « Aufseglung » des Landes bis zur Einverleibung in das russische Reich*, 3 vol., 1897-1904, et une *Geschichte von Livland*, t. I, 1905. On doit à C. Mettig une *Geschichte der Stadt Riga*, 1897, et *Baltische Städte, Skizzen a. d. Geschichte Liv-, Est- und Kurlands*, 2^e éd., 1905.

A ces travaux écrits en allemand se sont ajoutés, depuis cinquante ans, des œuvres publiées en langue estonienne. Le plus connu des érudits qui ont écrit en estonien est Villem Reiman. Son histoire du peuple estonien, *Eesti Ajalugu*, est, à vrai dire, une compilation, mais elle dénote une sûre intuition historique et est imprégnée d'un profond sentiment patrio-

(1) Signalons aussi de L. ARBUSOW sen., *Grundriss der Geschichte Liv-, Est- und Kurlands*, 1889, 4^e éd., 1918.

tique. Reiman († 1917), de son état pasteur, a fourni un grand nombre de brèves études sur l'histoire de la culture estonienne, dont les principales sont sa *Eesti Piibli umberpanemise lugu*, 1889 (*Histoire de la traduction de la Bible estonienne*), une monographie sur B. G. Forselius, des travaux sur l'organisation de l'école primaire en Estonie, une monographie sur Adrian Virginus, des études sur Fr. R. Fählmann, R. Fr. Kreutzwald et leur rôle civilisateur. Sur l'histoire de la littérature estonienne il existe un livre très couramment utilisé, *Eesti kirjanduse peajooned* (*Les traits principaux de la littérature estonienne*), dû à M. Kampmann. Le développement de la littérature estonienne, depuis 1632, date à laquelle fut imprimé le premier livre en langue estonienne, jusqu'à nos jours, y est exposé avec beaucoup de clarté. Le pasteur Martin Lipp, érudit aussi et grand travailleur, est l'auteur d'une histoire de l'Église et de la civilisation, *Kodumaa kirikuja hariduse lugu*, et d'une étude généalogique très fouillée sur la famille Masing, l'une des plus connues du pays. Parmi les travaux les plus récents en langue estonienne, les plus remarquables sont ceux de Johann Köpp, entre autres son *Eesti üliõpilaste seltsi ajalugu*, 1925 (*Histoire de la Société des étudiants estoniens à Tartu*), ainsi que l'enquête de Hans Kruus sur l'occupation allemande en Estonie, *Saksa okkupatsioon Eestis*, 1920, et ses recherches sur la guerre livonienne dans les années 1558 à 1561, *Vene-Lüvi sõda, 1558-1561*, 1924.

Mentionnons enfin Mme Helmi Neggo, fille de Villem Reiman, qui a écrit une étude sur Johann Reinhold Patkul (1920), et A. Kruusberg qui a publié *Esiisade enneajalooline õigus*, 1920, très intéressante étude sur les coutumes juridiques des anciens Estoniens.

Cette brève revue permet d'affirmer qu'une grande somme de travail érudit a été fournie dans le domaine de l'histoire baltique. Les collections de documents et de sources sont extraordinairement riches. Les études d'ensemble et les monographies sont nombreuses. On notera tout d'abord que l'effort s'est surtout porté sur l'exploration de l'ancienne histoire baltique jusqu'à l'effondrement de l'État de l'Ordre des Chevaliers,

que les époques des dominations polonaise, suédoise et russe ont été laissées au second plan. On remarquera d'autre part que l'histoire économique a été moins approfondie que l'histoire politique. Il faut espérer que les jeunes générations d'érudits sauront mettre à profit les archives d'État, actuellement classées et qui abondent en matériaux désormais accessibles, et qu'ils tourneront leur attention vers les domaines encore négligés.

PAYS-BAS

par

P. J. BLOK

Professeur émérite à l'Université de Leyde

La période pendant laquelle la *Revue historique* a exercé jusqu'à nos jours une influence si salubre sur le développement de l'histoire scientifique dans la France et dans le monde a été féconde aussi aux Pays-Bas ⁽¹⁾.

Sous la direction de Bakhuizen van den Brink, Groen van Prinsterer, Fruin et Moll, depuis environ 1840, une étude réellement scientifique de l'histoire s'était substituée à un dilettantisme fécond en œuvres et inspiré des plus nobles sentiments patriotiques, mais pernicieux à la longue pour l'histoire. Bakhuizen avait donné l'exemple dans ses études sur les sources de l'histoire de l'abbaye d'Egmond, *Nederlandsch Rijksarchief*, I, 1857 ; sur celles de la guerre contre l'Espagne, *Cartons voor de geschiedenis van den Vryheidsoorlog*, 3^e éd., 1898 ; dans son inventaire général des archives du royaume, *Overzicht van het nederlandsch Rijksarchief*, 1854. Groen, dans son édition magistrale des *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, 12 vol., 1841-61, avait donné un modèle, pour son temps remarquable, de publication de sources historiques. Fruin avait publié son précieux volume sur les dix ans décisifs (1588-1598) de la guerre d'Espagne, *Tien Jaren uit den 80 jarigen oorlog*, 8^e éd., 1923. Moll avait écrit son œuvre fondamentale sur l'histoire ecclésiastique des Pays-Bas au Moyen Age, *Kerkgeschiedenis van Nederland in de Middleeeuwen*, 6 vol., 1841-71 ; les *Bijdragen*

(1) Voir pour la bibliographie de l'histoire des Pays-Bas depuis le XIII^e siècle : P. J. Blok, *Geschichtschreibung in Holland*, 1924. Sur les sources, on a les *Aanhangsels* dans les 4 vol. de sa *Geschiedenis van het nederlandsche volk*, 3^e éd., 1923-26.

voor nederlandsche geschiedenis en oudheidkunde, rédigées par Nijhoff, Fruin, etc., depuis 1837, publiaient des articles de fond. Les *Werken* (*Œuvres*), la *Kronijk* (*Chronique*) et les *Berigten* (*Nouvelles*) de la Société d'histoire d'Utrecht, depuis 1845, révélaient des sources en grand nombre. La Société de littérature néerlandaise de Leyde avait donné, dans son précieux *Repertorium* (depuis 1860), une classification systématique et assez complète des articles et documents publiés sur l'histoire des Pays-Bas. Des sociétés historiques provinciales s'associèrent à l'œuvre nouvelle. La revue *De Gids* publia des articles de vulgarisation dont les plus brillants furent ceux de Fruin, qui popularisèrent les résultats obtenus (cf. ses *Verspreide Geschriften*, 10 vol., 1900-05).

Ainsi, aux approches de la période qui nous occupe, on pouvait déjà noter une activité scientifique remarquable dans le domaine de l'histoire, inspirée en général par le mouvement historique qu'avaient créé en Allemagne les Niebuhr, les Ranke, les Pertz, et, plus tard, par l'œuvre brillante de Motley contre lequel Groen van Prinsterer écrivit son *Maurice de Nassau et Barneveldt*, 1875. Chez Thiers, Michelet, Macaulay, on admirait plutôt le style et la conception historique que la méthode, qui semblait plus littéraire que scientifique. L'École des chartes de Paris était encore peu connue aux Pays-Bas.

L'activité historique se portait avant tout sur la période héroïque de la fondation de la République, dont on se souvenait volontiers aux jours anniversaires des grands épisodes de la guerre contre l'Espagne. La Ligue des Nobles (1565), la prise de Brielle par les Gueux de mer (1572), le siège de Leyde et la fondation de son Université (1574-75), la bataille de Mook (1574), la Pacification de Gand (1576), l'union d'Arras et celle d'Utrecht (1579), la mort de Guillaume le Taciturne (1584), la prise de Groningue (1594), la bataille de Nieuport (1600), la mort d'Oldenbarneveldt et le sort de Grotius (1619), leurs procès, leurs correspondances ⁽¹⁾, etc., donnaient prétexte à publier

(1) *Gedenkstukken von Oldenbarneveldt*, éd. Van DEVENTER, 3 vol., 1860-65. — Sur Grotius, une grande publication de ses œuvres et lettres est en préparation depuis 1920.

des sources, des articles, des livres sur chacun de ces événements importants. Souvent l'opposition des historiens catholiques aux conceptions historiques des écrivains protestants provoqua des discussions assez âpres. Le livre de l'historien catholique Nuyens, *Geschiedenis der nederlandsche beroerten*, 4 vol., 1865-69, sa *Geschiedenis van het nederlandsche volk*, 20 vol., 1871-82, les brochures et articles de ses coreligionnaires Thym, Schaepman, Brouwers, etc., défendirent vaillamment leurs vues contre celles de Bakhuizen, Fruin, Groen, Blok, etc.

Parallèlement aux grandes publications belges de Gachard, Reiffenberg, Kervyn de Lettenhove, Piot, etc., une publication véritablement monumentale des sources historiques de cette période fut entreprise, qu'ont complétée les *Resolutiën der Staten-Generaal*, 7 vol., depuis 1915, publiées par M. Japikse, et la *Correspondance de Marguerite de Parme*, publiée par M. Theissen (t. I, 1924). Toutes ces publications d'ailleurs s'intéressaient beaucoup plus aux questions politiques, diplomatiques, religieuses, ou militaires (cf. les articles du général Knoop) qu'aux questions économiques. D'autre part, c'était presque exclusivement l'histoire nationale qui attirait les historiens hollandais; ils touchaient rarement à l'histoire générale ou à l'histoire spéciale des autres États. C'était un défaut de l'école de Fruin, le fameux professeur d'histoire nationale, dont P. L. Muller, Blok, Bussemaker à Leyde et Groningue, S. Muller Fz. à Utrecht, Rogge à Amsterdam, les principaux historiens et archivistes néerlandais, étaient les élèves reconnaissants.

S. Muller Fz., archiviste d'Utrecht et secrétaire de la Société historique, dont il fut l'âme pendant 49 ans, se fit une place à part en se vouant à l'histoire économique (cf. sa thèse de doctorat *Mare Clausum*, 1872, sa *Noordsche Compagnie*, 1874, et ses articles sur le commerce néerlandais) et en commençant d'étudier, avec une critique pénétrante, la période médiévale, si intéressante, de sa ville et de l'ancien évêché d'Utrecht. On lui doit aussi d'avoir posé, avec ses collaborateurs Feith et Fruin, les bases d'une organisation des archives néerlandaises d'après les principes français et allemands qu'il avait étudiés à l'École des chartes de Paris et dans les dépôts allemands

(*Handleiding voor het ordenen van archieven*, 1898, traduit en plusieurs langues, 3^e éd., 1909). Après l'*Oorkondenboek van Holland en Zeeland*, 2 vol., 1866-73, de Van den Bergh, après ceux de la Gueldre par Hoet (2 vol., 1872-76), de Groningue et de la Drente par la Société historique de Groningue (2 vol., 1896-99), qui sont des travaux plus ou moins modernes, il commença de publier son *Oorkondenboek van Utrecht*, t. I, jusqu'à 1200, 1921-24. Il cultiva, en outre, avec le même succès l'histoire de l'art néerlandais qui lui doit de nombreux articles, des livres sur la cathédrale d'Utrecht (1906), sur le *Tagebuch* de Dürer (en collaboration avec le peintre Veth) et les *Anciennes maisons*, 1891, de sa ville, dont le passé n'était pas autrefois aussi étudié que celui de la Hollande. C'est à son initiative qu'il faut enfin attribuer une grande partie des publications de la Société d'Utrecht. Comme Fruin († 1900) à Leyde, Muller († 1922) a été, à Utrecht, aussi bien par ses publications de sources que par ses travaux originaux, le promoteur d'une activité historique féconde.

Les élèves de Fruin suivirent le maître, sans toutefois perdre leur indépendance. P. L. Muller, cousin de l'archiviste, avec la collaboration de Diegerick, archiviste de Gand, entreprit la publication, copieusement annotée, des *Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas*, 5 vol., 1889-99, et, seul, écrivit l'histoire de l'État néerlandais et de sa formation, *Wording van den Staat der Vereenigde Nederlanden*, 2^e éd., 1878, et *Unie van Utrecht*, 1879. Il faut aussi citer de lui son livre plutôt populaire et abondamment illustré, *Onze Gouden Eeuw*, histoire de la civilisation aux Pays-Bas au xvii^e siècle (2^e éd., 2 vol., 1908), ses *Verspreide Geschriften*, 1906, recueil d'études sur l'histoire générale et celle des Pays-Bas.

P. J. Blok inaugura, en 1881, son œuvre historique par sa *Hollandsche Stad (Leiden) in de Middeleeuwen en den bourgon-dischen tijd*, 2^e éd., 2 vol., 1910-12, que complétèrent plus tard deux volumes sur l'histoire de la même ville sous la République et pendant la période moderne (2 vol., 1916-18). Il s'adonna ensuite à l'histoire de la guerre d'Espagne en publiant la *Correspondentie van Lodewyk van Nassau*, 1887,

fondement de son *Lodewyk van Nassau*, 1889. Sur cette période, outre de nombreuses études d'histoire politique et économique, il écrivit son *Willem I, Prins van Oranje*, 2 vol., 1919-20, et son *Frederik Hendrik*, 1925. Professeur d'histoire à Groningue (1884-1894), successeur de Fruin à Leyde (1894-1925), il eut quelque influence sur la vie nationale aux Pays-Bas et sur l'activité de la dernière génération des historiens néerlandais. Comme professeur, il se préoccupait de donner une signification nationale à sa chaire académique, la seule de ce genre qui existât aux Pays-Bas. A cet égard, il jugea nécessaire la publication d'un ouvrage d'ensemble sur l'histoire nationale des Pays-Bas ; il l'écrivit sous le titre de *Geschiedenis van het nederlandsche volk*, 1^{re} éd., 8 vol., 1891-1908 ; 3^e éd., 4 vol., 1923-26 ; traduit en allemand, 6 vol., 1904-18 ; abrégé en anglais, 5 vol., 1898-1912.

Les historiens néerlandais n'utilisaient que trop rarement les sources manuscrites des archives étrangères, quoique Bahkuizen et Groen s'en fussent déjà servis. Persuadé que l'opinion étrangère est nécessaire pour apprécier les faits historiques et le caractère d'un peuple, et pour remédier aux inconvénients d'un emploi trop exclusif des sources nationales, Blok commença, en 1885, à publier, dans une série de rapports (*Verslagen*), les résultats de ses études et de celles de ses collaborateurs sur les sources de l'histoire des Pays-Bas dans les archives d'Allemagne, d'Angleterre, de France, de Russie, d'Autriche, des pays scandinaves et baltiques, d'Espagne, d'Italie. Ses *Relazioni Veneziane*, 1909, donnèrent un exemple de ce que l'on pouvait tirer de ces archives. Il fonda un *Istituto storico neerlandese* à Rome (1904), qui, sous la direction successive de Brom, Hensen et Hoogewerff, publia une série de *Verslagen* (depuis 1913), de *Bescheiden* (depuis 1921) et de *Mededeelingen* (depuis 1921) non seulement sur l'histoire politique et ecclésiastique, mais aussi sur l'histoire de l'art néerlandais et italien et sur l'archéologie classique et médiévale.

En dehors de ses études magistrales sur la période de la guerre d'Espagne, Fruin avait donné le branle à l'étude scientifique

de la seconde moitié du xvii^e siècle, la période fameuse connue sous le nom d'« Age d'or » (Gouden Eeuw) ; c'est le temps de Frédéric-Henri, de Jean De Witt et de Guillaume III d'Orange. Ses articles sur cette période ont été rassemblés dans ses *Verspreide Geschriften* déjà cités ; le tome V est tout un livre consacré en entier à Guillaume III. De la correspondance de Jean De Witt, il fit un dépouillement resté inédit, qui, après sa mort, a été la base d'une grande publication de Kernkamp et Japikse, les *Brieven van en aan Johan De Witt*, 6 vol., 1906-22, suivie par le *Johan De Witt*, 1915 (trad. allemande, 1917) de Japikse. Dans son autobiographie de Conrad Droste, *Geheughenis van Droste*, 2 vol., 1879, Fruin lui-même avait consacré une série de ses notices à cette période, la dernière qu'il ait étudiée à fond, ses articles sur l'histoire du Moyen Age néerlandais et sur le xviii^e et le xix^e siècles étant plutôt fragmentaires.

La seconde moitié du xvii^e siècle est la période qui, après celle de la guerre d'Espagne, a le plus attiré les historiens néerlandais. Ils lui ont consacré une foule de travaux, de recueils de documents spéciaux, de lettres, de mémoires, d'articles de revues, de livres, entre lesquels il faut citer : les *Lettres et mémoires de Marie d'Angleterre*, 1880, par la comtesse Bentinck ; le livre de M. Krämer, *Marie II Stuart*, 1890, et celui de P. L. Muller, *Willem III von Oranien und G. F. von Waldeck*, 2 vol., 1873-80 ; la *Correspondance* de Constantin Huygens le père, publiée par Worp, les *Journaux* de son fils Constantin (4 vol., 1876-88), les *Œuvres* (et lettres) du célèbre Christian Huygens (15 vol., depuis 1888) ; les notices du bourgmestre d'Amsterdam Bontemantel sur la *Regeeringe van Amsterdam*, 2 vol., 1891, publiée par Kernkamp ; les études très larges d'Elias sur la *Vroedschap van Amsterdam*, 2 vol., 1903-05 ; les documents sur les *Zeeoorlogen* de cette période par Colenbrander (2 vol., 1919) ; les études de Godée Molsbergen sur les relations diplomatiques avec la France, 1648-1662 (1902) et de Japikse sur celles avec l'Angleterre de 1661 à 1665 (1900) ; celles de Rogge sur les lettres et mémoires du comte d'Estrades ; les *Schetsen uit*

het nederlandsche Zeewezen, 2 vol., 1916-23, d'Elias, qui renouvelle l'histoire de la marine néerlandaise après le grand livre fondamental de De Jonge, *Geschiedenis van het nederlandsche Zeewezen*, 2^e éd., 5 vol., 1858-62. Sur l'histoire de l'armée de la République, nous avons la grande publication du Krijgsarchief de La Haye, *Het Staatsche Leger*, 5 vol., 1913-21, jusqu'à 1672. Sur l'histoire de Guillaume III, de qui l'on n'a pas encore une biographie suffisante, la publication par Japikse, pour la Société d'Utrecht, des papiers de Bentinck-Portland jettera une vive lumière. Les revues historiques néerlandaises, les *Bijdragen*, qui forment actuellement 52 volumes, et le *Tijdschrift voor Geschiedenis* (depuis 1885), qui est à la fois une revue d'histoire et de géographie générales, ainsi que les nombreuses revues locales et provinciales, les *Bijdragen en Mededeelingen* (annuels) de la Société d'Utrecht et les *Verslagen en Mededeelingen* de l'Académie des sciences d'Amsterdam, auxquelles les principaux historiens des Pays-Bas collaborent régulièrement, sont remplies d'articles sur cette période.

Dans l'étude de l'histoire du xvii^e siècle, celle du commerce et de l'industrie néerlandais occupe une place spéciale. Avant la fin du siècle dernier, pour cette période, c'est surtout l'histoire politique, diplomatique, militaire qui avait été étudiée ; déjà cependant Van Rees, dans sa *Geschiedenis der Staathuishoudkunde in Nederland*, 2 vol., 1865-68, avait donné une esquisse générale de l'histoire économique. De Jonge, dans son *Opkomst van het nederlandsch gezag in Oost Indië*, 13 vol., 1862-1909, non seulement écrivit l'histoire générale des Indes néerlandaises, mais encore publia des notices et documents sur l'histoire du commerce oriental, comme l'avait fait Netscher pour les Indes occidentales dans ses *Hollandais au Brésil*, 1853, et sa *Geschiedenis van Demerary en Essequibo*, 1888, Klerk de Reus, dans son *Geschichtlicher Ueberblick*, 1894, nous avait fourni un aperçu documenté de l'histoire intérieure de la Compagnie des Indes orientales, depuis sa fondation en 1602 jusqu'à sa fin vers 1800 ; Fruin, dans ses *Tien Jaren*, nous avait donné un chapitre magistral sur les origines du commerce mondial de la République naissante. Après Fruin, Kernkamp,

professeur d'histoire à Amsterdam et à Utrecht, et son successeur à Amsterdam, Brugmans, qui avec leurs thèses de doctorat sur les *Sleutels van de Sont*, 1890, et les relations entre *Engeland en Nederland*, 1892, s'étaient déjà orientés dans cette voie, se consacrèrent à l'histoire économique. Le premier, dans la série des *Verslagen*, étudia les sources baltiques de l'histoire néerlandaise dans ses *Scandinavische Archivalia*, 1903, et ses *Baltische Archivalia*, 1909 ; il écrivit, en outre, quelques études intéressantes sur l'histoire de l'industrie textile en Hollande. Le second nous renseigna sur l'histoire du commerce néerlandais dans son *Opkomst en bloei van Amsterdam*, 1911, et sa *Geschiedenis van Amsterdam*, 1925 (époque moderne). Plusieurs auteurs collaborèrent à l'œuvre monumentale et splendidement illustrée, *Amsterdam in de 17^{de} eeuw*, 2 vol., 1901-04. Par Kernkamp et Brugmans, l'histoire du commerce fut pour ainsi dire introduite dans l'enseignement universitaire, comme le prouvent plusieurs thèses de doctorat soutenues sous leur patronage. Une publication très importante sur le commerce néerlandais du Levant est due à Heeringa dans son étude fondamentale, *De levantsche handel*, 2 vol., 1910-17. Un livre de Poelman, *Bronnen tot de geschiedenis van den oosterschen handel*, t. I, 1911, doit être rapproché des rapports de Kernkamp sur les archives scandinaves ; celui de Ligtenberg sur le célèbre *Willem Usselinx*, 1914, celui de Stoppelaar sur *Balthasar de Moucheron*, 1901, surtout la grande série de la *Linschoten Vereeniging* (depuis 1909) intéressent le commerce et la navigation des Néerlandais pendant le Grand Siècle. Des études de sources sur le commerce avec la France, l'Espagne et l'Angleterre sont en préparation ; plusieurs jeunes auteurs en ont déjà donné des fragments dans des articles de revues. Citons encore, pour le commerce anglais, Te Lintum's, *Merchant adventurers*, 1905, et Rooseboom, *Scottish Staple*, 1910. Diferec a déjà tâché d'écrire une histoire générale du commerce néerlandais dans sa *Geschiedenis van den nederlandschen handel*, 1905-08. Nous parlerons plus loin des études sur le commerce des Pays-Bas au Moyen Age.

Sur l'histoire de l'industrie, outre plusieurs articles de revues

(pour ceux-ci voir le *Repertorium van nederlandse geschiedenis*, 2 vol., 1907-13, publié par la Société de littérature de Leyde jusqu'à 1910, et dont la suite est en préparation), parus surtout dans l'*Economisch Archief* (depuis 1921) et les *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis*, on a maintenant la grande publication de Posthumus, professeur d'histoire économique à Amsterdam, *Bronnen voor de geschiedenis der Leidsche textielnijverheid*, 6 vol., 1910-23, et sa thèse sur le même sujet, l'industrie de Leyde (1908). Le grand économiste néerlandais du xviii^e siècle, Pieter de La Court, a été étudié par Driessen dans son édition du *Welvaren van Leiden*, 1911, ouvrage remarquable par les idées très modernes qu'on y trouve.

Le xviii^e siècle a été une époque de décadence pour la République des Provinces Unies. C'est pourquoi il n'avait jamais eu beaucoup d'attrait pour les historiens néerlandais; mais, vers 1900, on se tourna vers lui, évidemment un peu par esprit de réaction contre l'attention très vive qu'on avait donnée aux époques de la guerre d'Espagne et de la prospérité nationale, et aussi contre la masse presque accablante de documents, de livres et d'articles de revues publiés sur la période antérieure.

Fruin, dont le nom revient sans cesse sous la plume quand on retrace le mouvement historique aux Pays-Bas, avait déjà consulté les principales sources de cette époque pour ses cours universitaires, qu'il avait coutume de commencer par la période bourguignonne (vers 1400) et d'arrêter à la fin de la République (1795). Son cours sur les *Staatsinstellingen van Nederland*, 2^e éd., 1922, fut publié après sa mort par son élève Colenbrander, de même qu'une partie des sources qu'il y avait utilisées, les *Dépêches* de Thulemeyer, envoyé prussien à La Haye (1912), et celles d'Affry (1755 à 1762) au gouvernement français (*Berichten en Mededeelingen hist. Genootschap*, 1905). Le professeur Jorissen d'Amsterdam avait donné quelques études de vulgarisation sur ce siècle dans ses *Historische Studiën en Bladen*, 6 vol., 1889-92; de même W. H. de Beaufort, l'homme d'État connu, dans ses *Geschiedkundige Opstellen*, 4 vol., 1893-1911, *Brieven van Van Goens*, 3 vol., 1884-90, *Brieven van Van der Ca-*

pellen tot den Poll, 1879, que J. A. Sillem avait complétées en 1883; Hartog avait appelé l'attention sur les pamphlets du temps dans ses *Patriotten en Oranje*, 1882; D. C. Nijhoff avait, dans son *Hertog van Brunswijk*, 1889, étudié l'histoire du régent et tuteur de Guillaume V d'Orange d'après ses archives à Wolfenbüttel. Ce fut Colenbrander qui, dans son *Patriottentijd*, 3 vol., 1897-99, inaugura l'étude scientifique des derniers temps de la République. La thèse volumineuse de De Jong sur *Van der Capellen*, 1921, exposa les vues de ce chef du parti anti-orangiste.

En 1902, Colenbrander créa une institution très importante pour la publication systématique des sources de l'histoire néerlandaise depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, à savoir la Commissie van Advies voor de nederlandsche Geschiedkundige Publicatiën, dont la première idée remonte au temps de Groen van Prinsterer et de Thorbecke (1825). L'*Overzicht*, 1904, composé par cette Commission, dont les principaux historiens actuels des Pays-Bas sont membres, exposait un grand projet de publication méthodique des sources historiques des Pays-Bas. Sous la direction du secrétaire-directeur, Colenbrander, depuis 1902, et celle de son successeur Japikse, depuis 1915, deux grandes séries ont déjà paru, qui font plus de 70 volumes, tandis qu'une trentaine d'autres sont en préparation. Plusieurs en ont été mentionnés plus haut. C'est dans cette collection que Colenbrander lui-même a donné ses volumineux *Gedenkstukken voor de algemeene geschiedenis van Nederland, 1795-1840*, 10 vol., en 20 t., 1905-22, recueil qui est désormais la base de toute recherche sur l'histoire moderne des Pays-Bas depuis la fin de l'ancienne République jusqu'à 1840.

En dehors de cette publication monumentale, on peut citer la continuation de Groen, *Archives de la Maison d'Orange-Nassau*, par Krämer et Bussemaker, depuis 1688 jusqu'à 1789 (trois séries, 11 vol., 1907-15). La première série complète celle de Van der Heim, *Archief van den raadpensionaris Heinsius*, 3 vol., 1867-80. Les grands pensionnaires du XVIII^e siècle, Van Flingelandt et Van de Spiegel, ont eu leurs biographes en Goslinga, qui publia, en anglais, un livre intéressant sur le premier et ses relations étroites avec l'Angleterre (thèse

de 1906), et Van der Meulen qui étudia les dernières années du second dans ses *Studiën over het ministerie van Van de Spiegel*, 1905. Sur le fils de Bentinck-Portland, l'ami et collaborateur de Guillaume III, Bentinck-Rhoon, qui joua un rôle prépondérant sous Guillaume IV d'Orange, la Princesse Gouvernante et le duc de Brunswick, M^{lle} Van Huffel a écrit une thèse remarquable (1923). Guillaume IV et sa femme, la Princesse Gouvernante Anne d'Angleterre, ont trouvé un biographe dans le professeur d'histoire néerlandaise à Londres, M. Geyl. Dans son *Willem IV en Engeland*, 1924, et dans des articles publiés soit dans les *Bijdragen* soit dans l'*English historical Review*, M. Geyl a soutenu la thèse que, depuis Frédéric-Henri, les mariages anglais des princes d'Orange eurent une influence funeste sur l'histoire de la République, parce qu'ils tendaient à une politique dynastique.

Sur l'histoire diplomatique depuis la paix d'Utrecht, le professeur Bussemaker de Leyde († 1915) a publié quelques études remarquables dans la revue *De Gids* et dans les *Bijdragen*. Ses élèves, Goslinga, M^{lles} Drossaers, Kalshoven ont pris pour sujet de leurs thèses de doctorat la diplomatie néerlandaise entre les paix d'Utrecht et d'Aix-le-Chapelle.

L'histoire économique du XVIII^e siècle, spécialement celle du commerce, a été, ces derniers temps, plus pratiquée qu'auparavant. Manger, dans sa thèse, *Recherches sur les relations économiques entre la France et la Hollande, 1785-1795*, 1923, donne des chiffres et des exposés plutôt statistiques sur cette matière, comme en avaient déjà fourni Blok, De Beaufort et Van der Meulen. Sur le XVIII^e siècle, qu'on regardait comme une période de décadence générale, ce qui est sans doute exagéré, l'opinion des historiens néerlandais s'est modifiée, même pour le commerce. Les études sur la littérature, l'art et la civilisation néerlandaise dans cette période témoignent d'un pareil revirement.

Plus encore que le XVIII^e siècle, le XIX^e était, il y a vingt-cinq ans, fort négligé par les historiens. Seule, la « période française », c'est-à-dire celle qui est comprise entre 1795, où finit l'ancienne République, et 1813, où le pays fut délivré du joug

napoléonien, les avait intéressés. Vers 1870, Jorissen, professeur à Amsterdam, avait été le premier à y appeler l'attention, surtout par son *Ondergang van het Koninkrijk Holland*, 1871. Ce qui importait avant tout, c'était de publier les sources, dont une grande partie se trouvait, depuis l'annexion de 1810, aux Archives nationales à Paris. Blok, dans son *Verslag* de 1897, montra ce qu'on pouvait trouver d'intéressant dans ces Archives pour l'histoire des Pays-Bas en général. C'est là que M^{lle} Naber, après le livre de Wichers, *De regeering van koning Lodewijk Napoleon*, 1892, écrit d'après les sources exclusivement néerlandaises, puisa les éléments de sa *Geschiedenis van Nederland tijdens de inlijving by Frankrijk*, 1905 (2^e éd., 1909, sous le titre *Overheersching en vrijwording*).

Cependant les sources de cette période, comme le montrent le t. IV de la *Geschiedenis van het nederlandsche volk* de Blok, et le livre analogue de l'écrivain catholique Nuyens, *Geschiedenis van het nederlandsche volk tot in onze dagen*, 4 vol., 1883-86, faisaient toujours défaut, en dépit d'une série de biographies presque contemporaines des principaux hommes d'État et de guerre. La lacune fut comblée par la grande publication des *Brieven en Gedenkschriften van Gijsbert Karel Van Hogendorp*, 6 vol., 1866-1902, les *Mémoires de D. Van Hogendorp*, 1890, etc., surtout par les premiers volumes des *Gedenkstukken* de Colenbrander. Aux documents, Colenbrander, depuis 1925 successeur de Blok à Leyde, ajouta bientôt une série de livres : *Bataafsche Republiek*, 1908, *Schimmelpenninck en Koning Lodewijk*, 1911, *Inlijving en Opstand*, 1913, sans compter sa réédition, en 1913, de la *Wedergeboorte van Nederland* du professeur Tellegen de Groningue.

En 1913, la célébration du centenaire de la délivrance nous valut, entre beaucoup d'autres publications, le grand ouvrage rédigé par le général Koolemans Beynen, déjà connu par ses études sur la campagne de 1799 dans la province de Nord-Hollande contre l'invasion anglo-russe (dans le *Militaire Spectator*, 1891-95), et sur les négociations diplomatiques pendant cette campagne (*Handelingen Maatschappij der Letterkunde*, an. 1897 sq.). Ses quatre volumes richement illustrés d'un

Historisch Gedenkboek, 1913, 1912-13, formèrent une collection assez complète d'études générales et locales, par des auteurs compétents, sur les événements arrivés aux Pays-Bas en 1813 et relatifs au rétablissement de l'indépendance du pays. L'intéressant rapport de l'intendant général français d'Alphonse, *Aperçu sur la Hollande*, 1811, a été publié dans les *Bijdragen tot de statistiek*, t. I, 1900. L'histoire de la Maison d'Orange-Nassau pendant cette période malheureuse est représentée par les premiers volumes du général De Bas, *Prins Frederik der Nederlanden*, 6 vol., 1887-1914, à qui l'on doit en outre, avec la collaboration du général belge De Wommerson, un grand ouvrage sur la bataille de *Waterloo*, 2 vol., 1908.

Sur le gouvernement du premier roi des Pays-Bas, Guillaume I^{er}, la grande publication déjà citée de Colenbrander, les *Gedenkstukken*, a donné plusieurs volumes de sources pour l'histoire politique, diplomatique et économique de ce règne, qui, auparavant, n'était guère connu que par la *Staatkundige geschiedenis van Nederland voor 1830*, 2 vol., 1868-71, et la suite, *na 1830*, 5 vol., 1873-82, œuvre magistrale du professeur de droit public d'Amsterdam, De Bosch Kemper. Une autre publication de Colenbrander, *Ontstaan der Grondwet*, 2 vol., 1908-09, contient les documents relatifs à la genèse de la première Constitution donnée au nouveau royaume. Outre les *Brieven en Gedenkschriften* de Hogendorp, déjà mentionnés, nous avons maintenant la grande publication de Gerretson, *Brieven van Groen Van Prinsterer*, t. I, 1925, et la biographie de *J. M. Kemper*, un de ses principaux collaborateurs, par Naber (1913). La figure du premier roi a beaucoup gagné à ces publications, ainsi qu'aux études récentes sur les efforts remarquables qu'il fit pour rétablir l'industrie et le commerce néerlandais (cf. Mansvelt, *Geschiedenis der nederlandsche Handelmaatschappij*, 1924-25, et le *Gedenkboek*, 1924, de cette grande société commerciale, fondée par le roi lui-même). La révolution belge de 1830-1839, par laquelle le royaume des Pays-Bas a été coupé en deux, a suscité un petit livre de Colenbrander, *Belgische omwenteling*, 1905, et plusieurs monographies sur la campagne dite des dix jours, le « *Tiendaagsche Veldtocht* » (août 1831) du prince Guillaume d'Orange en Bel-

gique, telles celles de Knoop (1857), de Wuppermann (1881), de Den Beer Poortugael (1906), du général De Bas (1907). Après la Grande Guerre, les difficultés avec la Belgique au sujet des Wielingen, de l'Escaut et d'autres questions relatives au traité de 1839 qui fonda le royaume de Belgique, ont provoqué du côté néerlandais une série de brochures (1920 sq.), dont nous mentionnerons seulement celle de Brugmans, *De Wielingen*, 1921. Sur l'histoire des Indes néerlandaises sous Guillaume I^{er}, après la continuation du livre déjà cité de De Jonge par Van Deventer, Van der Kemp a donné une série de volumes (8 vol., 1910-19) et plusieurs articles de revue ; Louw et De Klerck une grande publication sur le *Java-Oorlog*, 4 vol., 1894-1906, crise épouvantable dans l'histoire du gouvernement néerlandais dans les Indes, comparable à la guerre d'Atjeh dans les dernières années du siècle dernier.

Pour ce qui est du court mais important règne du roi Guillaume II (1840-1849), après le livre de De Bosch Kemper déjà cité et la biographie remarquable de ce roi-soldat par Bosscha (1852), on s'est surtout occupé de la genèse de la Constitution de 1848. Les biographies annuelles des membres de la Société de littérature de Leyde nous ont renseignés sur le rôle des principaux hommes d'État de cette période ; celle du ministre Van Hall par Gleichman (1904), les *Bijdragen* de Colenbrander (dans les revues *Onze Eeuw*, 1904-05, et *De Gids*, mars 1903) sur les événements politiques de 1848 aux Pays-Bas, permettent maintenant de connaître à fond cette genèse. On a prêté aussi une attention spéciale aux débuts du mouvement libéral à la même époque, à l'activité politique remarquable des catholiques sous Guillaume II et pendant les premières années du règne de Guillaume III (cf. surtout le livre d'Albers, *Geschiedenis van het herstel der hierarchie*, 2 vol., 1903-04), au mouvement religieux dit « le Réveil » parmi les protestants (cf. Pierson. *Oudere Tijdgenooten*, 1898, et Naber, *Allard Pierson*, 1897).

Depuis 1848, l'histoire constitutionnelle et parlementaire du pays a été traitée par Van Welderen Rengers, *Schets eener parlementaire geschiedenis van Nederland*, 2^e éd., 2 vol., 1905-06 ;

l'histoire générale par De Bruyne dans sa *Geschiedenis van Nederland in onzen tijd*, 5 vol., 1891-1901, continuée par la *Staatkundige geschiedenis van Nederland, 1887-1917*, 1918, de Japikse ; l'histoire diplomatique, par Van Hamel dans son *Nederland tusschen de Mogendheiden*, 1918, qui remonte jusqu'au xvi^e siècle. Ce dernier ouvrage contient un chapitre sur la grande question européenne à laquelle les Pays-Bas ont été alors mêlés de près, celle du Luxembourg ; elle avait déjà été traitée par De Beaufort dans un article remarquable de ses *Nieuwe geschiedkundige opstellen* (op. cit., t. II), où il utilisa les papiers du ministre Van Zuylen, qui y joua un rôle important. Les *Parlementaire redevoeringen*, 6 vol., 1865-66, de Thorbecke, complétées par Van der Hoeven, 6 vol., 1900-10 ; les *Parlementaire Studiën en Schetsen*, 3 vol., 1865, de Groen Van Prinsterer, complétés par ses *Adviezen*, 4 vol., 1860-69 ; les *Vijf en twintig jaren* de Van Houten, 5 vol., 1913-15 ; les *Studiën*, 2 vol., 1893-94, du professeur de droit public Buys, ont illustré la vie parlementaire. La crise parlementaire et religieuse de 1853, celle de 1866-1868, la question toujours brûlante de l'enseignement, surtout de l'enseignement primaire, les revisions de la Constitution en 1887 et 1917, les dangers des crises européennes de 1866 et 1870 ont suscité de nombreuses brochures et articles parus dans des revues et dans des journaux, mais aucun livre de fond n'a paru jusqu'ici sur le sujet. Van Koetsveld dans ses *Politieke partijen*, 1904, décrit la naissance et les principes des partis politiques. La longue guerre d'Atjeh aux Indes (1873-1903) a été racontée par Kielstra, *Atjeh-Oorlog*, 3 vol., 1883-85, et par De Klerck, *Atjeh-Oorlog* (le t. I, 1912, seul paru, est fondé sur des documents officiels). L'intéressante publication sur l'état politique, social et intellectuel des Pays-Bas pendant la seconde moitié du xix^e siècle, *Een halve eeuw*, 2 vol., 1898, publiée par les soins du journal amsterdamois *Het Nieuws van den Dag*, et composée par plusieurs auteurs néerlandais connus, avec une introduction générale par P. J. Blok, est le meilleur aperçu général de cette période du gouvernement libéral jusqu'à l'avènement de la reine Wilhelmine. Les deux *Gedenkboeken*, d'ins-

piration assez naturellement officielle, (1923), pour le vingt-cinquième anniversaire de son règne, le continuent jusqu'à nos jours. La Grande Guerre de 1914-1918 a donné naissance à quantité de brochures et d'articles et à plusieurs livres, dont ceux de Treub, *Oorlogstijd*, 1916, et *Economische branding*, 1920, et celui de Japikse, *Die Stellung Hollands im Weltkrieg*, 1921, ont été écrits sous l'influence des faits et des conséquences funestes qu'ils ont eues aussi pour la Hollande. Les Conférences de la Paix de 1899 et 1907 à La Haye et plus encore les guerres des Boërs contre les Anglais de 1880-1881 et de 1899-1902 ont suscité des brochures intéressantes. La première guerre anglo-boër a trouvé son historien principal en Leyds, ancien secrétaire d'État du Transvaal sous Krüger, *De eerste annexatie van de Transvaal*, 1906; la dernière a été étudiée, d'une manière magistrale, par Leyds encore, dans son *Insluiten van de Boeren-Republiek*, 2 vol., 1914, et, avec une multitude de renseignements précieux, par Van Everdingen, dans son *Oorlog in Zuid-Afrika*, 4 vol., 1899-1915.

Jusqu'à nos jours, la part de l'histoire générale est toujours restée très restreinte dans la production historique des Pays-Bas, si l'on excepte des ouvrages de bonne vulgarisation comme ceux de Brugmans et Kernkamp qui ont écrit une grande *Algemeene Geschiedenis*, 4 vol., 2^e éd., depuis 1921, et les livres consacrés aux événements auxquels le pays fut directement ou indirectement mêlé. De Huizinga, professeur d'histoire générale à Leyde depuis 1915, on a pourtant une œuvre magistrale, *Herfsttijd der Middeleeuwen*, 2^e éd., 1921, éd. all., 1924; *Mensch en Maatschappij in Amerika*, 2^e éd., 1920, et un *Erasmus*, 1924, éd. angl., 1924. Il est à remarquer que, dans ces dernières années, quelques thèses de doctorat, soutenues dans les universités, et plusieurs articles dans le *Tijdschrift voor Geschiedenis* prouvent qu'à cet égard il y a progrès.

Dans l'étude de la préhistoire, des antiquités nationales, du Moyen Age, il y a eu également, depuis cinquante ans, un développement remarquable aux Pays-Bas.

La préhistoire doit beaucoup à J. H. Holwerda, directeur du

Musée des antiquités à Leyde, qui, il y a vingt-cinq ans, reprit méthodiquement les fouilles interrompues depuis 1840. Dans les *Oudheidkundige Mededeelingen* (depuis 1907) de son Musée, dans plusieurs articles de revue et surtout dans son livre *Nederlands vroegste geschiedenis*, 2^e éd., 1925, il a exposé les résultats de ses recherches, en corrigeant et en complétant les données des sources littéraires, jusqu'alors presque exclusivement utilisées. En Frise et Groningue, Boeles et Van Giffen ont suivi un exemple dont on peut encore attendre beaucoup.

Dans les études médiévales, le fait essentiel est l'introduction de l'étude critique des chartes par l'école du professeur d'Utrecht, Oppermann, depuis 1909. On s'était généralement borné jusqu'alors dans cette matière à suivre la méthode dite purement historique. C'est dans cet esprit qu'avaient travaillé plusieurs médiévistes remarquables, historiens du droit comme Kappeyne Van de Coppello, Pols et Fockema Andreae (cf. Andreae, *Bijdragen tot de nederlandsche rechtsgeschiedenis*, 4 vol., 1888-1900, et *Overzicht den oud-nederl. rechtsbronnen*, 2^e éd., 1923), comme Pynacker Hordyk, éditeur de la *Quaedam narracio*, 1888, d'Alpertii *Mettensis Chronicon*, 1908, et de *Wilhelmus Procurator*, 1904, ou historiens purs comme Brill, éditeur de *Melis Stokes Rymkroniek*, 2 vol., 1885, et Fruin. Quant aux sources, on se bornait généralement, soit à éditer des chroniques anciennes et des comptes du xiv^e siècle, comme l'avaient fait Hamaker, *Rekeningen van de grefelijkheid van Holland en Zeeland*, 5 vol., 1875-79, et S. Muller, *Registers en rekeningen van Utrecht*, 2 vol., 1889-91, soit à étudier les institutions politiques, ecclésiastiques et sociales, comme S. Muller, dans ses *Schetsen uit de Middeleeuwen*, 2 vol., 1900-14, et dans son *Claustraliteit*, 1890.

Quant aux chartes, on les recueillait dans des *Oorkondenboeken* déjà cités, des *Cartularia*, comme celui d'Utrecht par S. Muller (1892) et celui de l'abbaye de Marienweerd en Gueldre par De Fremery (1890) ; on en discutait à l'aide d'arguments purement historiques comme on fit pour celle de Thierry V, comte de Hollande (1083), dans les *Bijdragen* (3^e série, t. IV, V, VIII) ; on s'occupait sérieusement des questions de chronologie (*Nederl. Archievenblad*, depuis 1892), mais on faisait peu

de cas de la diplomatie. Oppermann et ses élèves s'engagèrent sur une voie nouvelle, en appliquant à l'étude des chartes médiévales la méthode allemande de critique. Dans ses *Untersuchungen zur nord-niederl. Geschichte des X. bis XIII. Jahrhunderts*, 3 vol., 1920-23, Oppermann essaya de montrer que les chartes et les chroniques de l'abbaye hollandaise d'Egmond, jusqu'alors considérées comme la base de l'histoire du comté de Hollande, comme aussi celles de l'évêché d'Utrecht, du comté de Gueldre, fourmillaient de falsifications. Dans *Die Grafschaft Holland und das Reich*, 1921, il entreprit une reconstruction assez hardie de l'histoire médiévale de la Hollande, dont l'importance avait été considérablement exagérée par des historiens hollandais au détriment de celle de l'évêché d'Utrecht, centre de l'histoire de ces contrées depuis le VIII^e jusqu'au XIII^e siècle, comme l'avaient déjà démontré S. et P. L. Muller. Ses élèves, formés dans son « Historisch Instituut », écrivirent dans le même esprit des thèses de doctorat sur l'histoire médiévale du comté de Hollande et de l'évêché d'Utrecht ; celles par exemple de Tenhaeff, *Diplomatische Studiën*, 1913, de Coster, *Johannes de Beka*, 1914, de Brandt, *Hollandsche Stadrechten*, 1921, d'Enklaar, *Het bestuur van het Sticht Utrecht, 1456-1496*, 1922, de Berkelbach Van den Sprenkel, *Bisdom Utrecht, 1281-1315*, 1923, de Kienast, *Deutsche Fürsten im Dienst der Westmächte*, 1924. Contre la méthode critique de l'école d'Utrecht, plusieurs médiévistes néerlandais se sont élevés ; tels Gosses, professeur d'histoire à Groningue, auteur de livres remarquables sur cette période : *Stadsbezit in grond en water*, 1903 ; *De vorming van het graafschap Holland*, 1915, et *Rechterlijke organisatie van Zeeland*, 1911 ; tel surtout Huizinga dans son *Noodwendig vertoog* (*Bijdragen*, 5^e série, t. X) contre lequel Oppermann dans ses *Opmerkingen*, 1923, ses élèves dans le *Nederlandsch Archievenblad* et le *Tijdschrift voor Geschiedenis*, se sont vaillamment défendus.

Dans l'activité historique des Pays-Bas, on ne saurait oublier celle de disciplines spéciales, comme l'histoire de l'art, l'histoire des sciences, des lettres, l'histoire ecclésiastique.

Sur l'art néerlandais, Bredius et Hofstede de Groot, en pre-

mier lieu, nous ont donné une série d'études magistrales et de grandes publications de sources. Nous possédons des livres fondamentaux de Martin sur les peintres du xvii^e au xix^e siècle; de Hoogewerff, sur les rapports des peintres néerlandais, depuis le xv^e siècle, avec l'Italie; de Kalf et S. Muller, sur l'art néerlandais au Moyen Age; du professeur Vogelsang, directeur de l'Institut d'histoire de l'art à l'Université d'Utrecht, sur les Primitifs. La revue *Oud-Holland*, depuis 1883, ainsi que d'autres revues, continuent de donner de nombreuses études sur ce côté intéressant du génie néerlandais. L'histoire de la musique nationale dispose, depuis 1885, d'une revue remarquable, le *Tijdschrift voor noord-nederlandsche muziekgeschiedenis*, et des publications de la Société d'histoire musicale; l'histoire militaire, du *Militaire Spectator*; l'histoire navale, du *Marineblad*. Sur cette matière, De Bas a d'ailleurs donné un *Repertorium voor krijgsgeschiedenis*, 1905.

Sur l'histoire des sciences, il faut citer les études du professeur Jaeger de Groningue, *Historische Studiën*, 1919, et une série de travaux sur le célèbre médecin et chimiste Boerhaave, comme ceux des professeurs Van Leersum d'Amsterdam et Ernst Cohen d'Utrecht. La Société pour l'histoire des sciences, fondée en 1913, édite, ainsi que les revues médicales, des publications périodiques. Il faut citer aussi le nouvel *Historische Atlas van Nederland*, composé, depuis 1913, sous les auspices d'une commission dont Blok est le président et le cartographe Beekman le secrétaire-directeur. Cet Atlas, qui doit être achevé en quelques années, comprendra dix-sept cartes principales et plusieurs cartons, tous dessinés par Beekman, accompagnés de notices écrites par les auteurs les plus compétents.

Sur l'histoire littéraire, les livres de Kalf, *Geschiedenis der nederlandsche Letterkunde*, 6 vol., 1906-12, et de Te Winkel, *Ontwikkelingsgang der nederlandsche Letterkunde*, 4 vol., 1908-25, fournissent des notices bibliographiques en abondance.

Pour l'histoire ecclésiastique, on peut tout d'abord renvoyer à la *Bibliotheek van nederlandsche Kerkgeschiedenis*, 1886, de Sepp, et à la *Nederlandsche Bibliographie van Kerkgeschiedenis*, 1889, de Knuttel. Pour la suite, les livres de Reitsma,

Geschiedenis der Kerkhervorming en der hervormde Kerk, 3 vol., 1913-16, de Knappert, *Geschiedenis der nederl. hervormde Kerk*, 2 vol., 1911-12, et *Protestantisme in de Nederlanden*, 1924, ainsi que les revues spéciales comme les *Doopsgezinde Bijdragen*, donneront des renseignements bibliographiques sur les Églises protestantes. Sur l'Église catholique, on consultera la revue *De Katholiek* (depuis 1842) et les *Studiën* de la Compagnie de Jésus (depuis 1868).

Acquoy, professeur à Leyde († 1897) nous a donné dans son *Klooster van Windesheim*, 3 vol., 1875-80, un livre de premier ordre sur les frères et sœurs de la « vie dévote » aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Sa magistrale *Handleiding tot de Kerkgeschiedvorsching*, 2^e éd., 1910, est une étude critique hautement appréciée. Son élève Pyper s'est adonné à l'histoire ecclésiastique générale ; il a publié : *Geschiedenis van boete en biecht*, 2 vol., 1891-1908 ; *Middeleeuwsch Christendom*, 1907 ; *Kloosters*, 1916 ; *Marte-laarsboeken*, 1924 ; *Geschiedenis des Christendoms*, 1924.

Le *Nederlandsch Archief voor Kerkgeschiedenis*, fondé en 1842 par Kist et Rooyards, continue à donner des articles sur l'histoire ecclésiastique sous la direction de professeurs de Leyde et de Groningue ; à Eekhof, on doit plusieurs études sur l'histoire des Églises protestantes en Angleterre et en Amérique, surtout les *Pilgrim Fathers* et *Hervormde Kerk in Amerika*, 2 vol., 1913. Les élèves de Moll et d'Acquoy ont écrit, sous forme de thèses de doctorat, de nombreuses biographies de personnages ecclésiastiques du ^{xiv}^e jusqu'au ^{xix}^e siècle.

Cette revue du mouvement historique néerlandais ne prétend certes pas être complète. Elle n'indique que les lignes générales, que les publications les plus importantes. Elle ne dit rien notamment des publications d'histoire locale, qui sont pourtant fort nombreuses et des plus intéressantes, ni des recherches sur l'Antiquité, qui appartiennent à un autre chapitre. Telle quelle, elle suffira, je l'espère, à montrer l'ampleur et la variété du mouvement historique aux Pays-Bas depuis cinquante ans. Elle aura son utilité, car nous manquons encore d'une bibliographie de l'histoire néerlandaise analogue à celles

de Monod pour la France et de Pirenne pour la Belgique. Le *Repertorium* de la Société de littérature néerlandaise donne l'indication systématique des articles de revues sur cette matière. La *Bibliotheca Historica-Neerlandica*, 1871-78, 2^e éd., sans date [vers 1902], publiée par l'éditeur de La Haye, Martinus Nijhoff, est précieuse pour l'histoire des Pays-Bas depuis les temps les plus reculés jusqu'au début du xx^e siècle, mais elle indique seulement les livres, non les articles et mémoires.

POLOGNE ⁽¹⁾

par

Marcel HANDELSMAN

Membre de l'Académie polonaise, professeur à l'Université de Varsovie

I. — *L'enseignement supérieur.*

L'année 1876 est une date critique pour la Pologne. La russification de la partie russe de la Pologne est accomplie, et la partie prussienne subit un nouvel assaut acharné du germanisme. L'une et l'autre sont dorénavant entièrement privées d'écoles supérieures polonaises. L'Université russe à Varsovie, puis, à partir de 1903, l'Académie allemande à Posen, bien qu'elles puissent de temps en temps s'enorgueillir de noms célèbres tels que ceux de Kareev ou de Petruževskij, deviennent de plus en plus les foyers d'une action uniquement antipolonaise.

Tout l'effort d'enseignement polonais se concentre dès lors, avec une intensité d'autant plus grande, dans les deux universités polonaises d'Autriche. Quelques années d'autonomie les ont déjà rendues plus fortes, et bientôt il en sortira une école historique polonaise, munie d'une belle méthode d'investigation. C'est à Lwów (Léopol) qu'appartient le grand honneur d'être entrée la première dans la voie nouvelle, et c'est surtout à Liske ⁽²⁾ († 1891) que revient le mérite d'avoir fondé en Pologne le premier « séminaire » historique proprement dit. De cet

(1) Pour ne pas revenir sur les questions que j'ai traitées plusieurs fois (cf. *La méthodologie de l'histoire dans la science polonaise*, dans *Rev. de synthèse hist.*, 1922, t. XXXIV, p. 73 sq., et *Les études d'histoire polonaise et les tendances actuelles de la pensée historique en Pologne*, *ibid.*, 1925, t. XXXIX, p. 65 sq.), je me bornerai à indiquer dans cet article les cadres d'organisation de notre science historique et les principaux problèmes qu'elle discute, tout en soulignant le progrès des études d'histoire générale en Pologne.

(2) Voir la biographie de Xavier Liske dans *Kwartalnik historyczny* (*Revue trimestrielle d'histoire*), 1891, p. 465-548.

institut de hautes études pratiques sont sortis tous les historiens éminents de l'avant-dernière génération. Bientôt, à côté de Liske, de plus jeunes se rangèrent : Finkel, qui, bien que professant officiellement l'histoire de l'Autriche, fonda avec ses élèves la bibliographie de l'histoire polonaise ⁽¹⁾ ; Balzer, professeur de droit polonais et autrichien, mais initiateur et maître de toute une équipe de savants qui, comme Dabkowski et Siemienski surtout, étudièrent, à côté du droit public et privé, l'histoire des institutions économiques et sociales ; plus tard, Askenazy, qui s'adonna avec ardeur aux études d'histoire contemporaine et, pendant des années, exerça une grande influence intellectuelle sur la jeunesse ; enfin Stanislas Zakrzewski qui, formé à l'étude du Moyen Age italien ⁽²⁾, renouvela, à l'aide d'une solide connaissance des sciences auxiliaires, l'étude du Moyen Age polonais. Bientôt Cracovie imita l'exemple de Lwów. L'Académie des sciences et des lettres y joua un rôle parallèle à celui de l'Université, préparant par ses publications une nouvelle génération de chercheurs. Ulanowski, qui professa l'histoire du droit polonais et du droit canon, surtout Krzyzanowski et Vincent Zakrzewski, par la précision de leur méthode et leur esprit critique, éveillèrent chez leurs élèves le sens de la responsabilité scientifique et les poussèrent vers l'étude du Moyen Age. Zakrzewski, qui étendit ses recherches à l'histoire moderne et qui fut longtemps le directeur des publications de l'Académie, a été l'un des meilleurs professeurs polonais des trente dernières années. Récemment, Semkowicz, successeur de Krzyzanowski († 1917) à l'Université, y a introduit l'étude de la généalogie et de la géographie historique comme sciences auxiliaires de l'histoire.

(1) *Bibliografja historii polskiej*, 3 vol. et 3 suppl., 1891-1914. Cet ouvrage capital porte sur les sources, l'histoire du droit, de l'Eglise, de la civilisation et l'histoire politique de la Pologne jusqu'à 1815. On en prépare la continuation pour la période de 1815 à 1865.

(2) Cf. *Malowidła w podziemnej Bazylice św. Klemensa w Rzymie* (Les peintures dans la Basilique souterraine de Saint-Clément à Rome) ; *Opactwo Benedyktynskie św. Bonifacego i Alexego na Awentynie w latach 977-1085* (L'Abbaye bénédictine des saints Boniface et Alexis sur le Mont Aventin), dans *Rozprawy wydziału historyczno-filozoficznego Akademii Umiejętności*, t. XLV, 1905 (Trav. de la classe d'hist. et de philos. de l'Académie).

Pendant ce temps, Varsovie, où la science historique était presque interdite, se voyait réduite à des moyens de fortune, et l'indomptable esprit polonais cherchait sans cesse à créer des centres de travail qui pussent, en même temps, tenir lieu de centres d'études. Ainsi naquit *Słownik geograficzny Królestwa Polskiego i innych Krajów Słowińskich*, 15 vol., 1880 sq. (*Dictionnaire géographique du royaume de Pologne et des autres pays slaves*) ; ainsi furent publiées, dans *Biblioteka ordynacji Krasińskich*, 22 vol., 1870-1907 (*Bibliothèque des comtes Krasiński*), les sources historiques, et fondée *Wielka Encyklopedia Ilustrowana* (*Grande Encyclopédie polonaise illustrée*), à laquelle collaborèrent tous les savants les plus éminents, Korzon, Jablonowski, Smoleński, et où débutèrent les plus jeunes, Kochanowski, Wachowski et autres. Ainsi encore put être organisé, grâce à une subvention de la Caisse Mianowski, société de secours pour les œuvres scientifiques, le *Poradnik dla Samouków*, 1890, 2^e partie, histoire (*Conseiller des autodidactes*). La *Grande Encyclopédie polonaise illustrée* et le *Conseiller des autodidactes* tinrent lieu, à la fin du xix^e siècle, d'université proprement dite et de cours publics. Après la révolution de 1905, une Société de cours libres fut fondée et, pour la première fois depuis plus de quarante ans, l'enseignement supérieur de l'histoire fut donné à Varsovie en polonais. En 1915, l'Université de Varsovie, dont les professeurs russes s'étaient retirés à Rostov, revint en des mains polonaises. L'enseignement polonais y fut introduit à titre provisoire en novembre 1915 ; elle fut définitivement repolonisée, après l'écroulement de l'occupation allemande, en mars 1919. Une vive activité historique s'y manifesta immédiatement, qui se porta de préférence vers le Moyen Age ; l'enseignement des sciences auxiliaires, avec Kochanowski et Ketrzynski, et de l'histoire du haut Moyen Age français, avec Handelsman, d'une part, de l'histoire des idées politiques aux xviii^e et xix^e siècles avec Dembiński, Smoleński et Handelsman, d'autre part, y fut introduit.

Poznań (Posen), qui, dans les derniers temps du régime allemand, avait essayé de créer des conférences historiques polonaises, a vu son Université, fondée en 1919, se consacrer,

surtout avec Tymieniecki, à l'étude des confins polono-germaniques et du Moyen Age. Wilno, dont l'Université, aussitôt la ville réincorporée à la Pologne, fut restaurée sous son nom antique d' « Université Étienne Batory », s'oriente, surtout avec Koneczny, Kościalkowski et Chodyncki, vers l'histoire de la Lituanie, la paléographie et la diplomatie paléoslaves.

Les sections d'histoire des Facultés des lettres (Poznań, Wilno, Lwów) ou des Facultés de philosophie c'est-à-dire lettres et sciences (Varsovie et Cracovie) comptent vingt-six chaires ⁽¹⁾. En dehors des cours et des conférences, le principal de l'enseignement est consacré aux travaux pratiques qui se font dans les instituts historiques, dits séminaires. A côté des étudiants proprement dits et des membres des séminaires, dont le nombre est plus restreint, mais atteint seize cents dans nos universités d'État, une grande masse d'auditeurs s'intéresse aux cours d'histoire. A la fin de leurs études, les étudiants présentent des thèses et passent les examens de doctorat. Ils préparent aussi l'agrégation de l'enseignement secondaire. Depuis 1926, il y a deux grades universitaires : la maîtrise, correspondant à la licence française, et le doctorat auquel on ne pourra se présenter que quelques années après la fin des études universitaires.

II. — *Les sociétés savantes.*

C'est grâce aux sociétés savantes que l'histoire proprement scientifique s'est développée. Elles sont de deux sortes : générales ou spécialement historiques.

Parmi les premières, l'Académie de Cracovie, actuellement Académie polonaise des sciences et des lettres, tient la première place. Dans les séances de sa classe d'histoire, dans ses com-

(1) Sans compter les chaires d'histoire de l'art. L'histoire des religions fait partie des Facultés de théologie catholiques, évangéliques ou orthodoxes ; l'histoire des institutions politiques, des Facultés de droit ; l'histoire économique, à Poznań, relève de la Faculté de droit. Il faut noter aussi que les Universités libres de Varsovie et de Lublin (celle-ci catholique) ont une dizaine de chaires d'histoire.

missions d'histoire, d'histoire du droit, de l'art et des sciences. elle a étudié les problèmes les plus divers et préparé l'édition des sources. Ses publications, comptes rendus, documents d'archives et sources de toute nature, ont, à partir de 1872, posé les bases de notre science historique ⁽¹⁾. Après elle, c'est la Société des sciences et des lettres de Varsovie, fondée en 1907, qui occupe la place la plus distinguée. Son organisation, ses travaux, ses publications rappellent ceux de l'Académie. Ces deux sociétés savantes ont d'ailleurs des commissions et des publications communes. La Société des sciences et des lettres de Lwów, qui est sortie de l'ancienne Association pour l'encouragement des sciences et dont l'œuvre d'édition est remarquable, a été reformée après la guerre ; elle est actuellement l'égale des deux autres. Il faut nommer ensuite la Société philomatique de Poznań, créée en 1857, qui s'est modifiée sous l'influence de l'Université, et a organisé une commission d'histoire, devenue le centre principal de son activité et de ses publications ; la Société de Wilno, très active, et l'ancienne Société régionale de Toruń (Thorn) qui vient de célébrer son cinquantenaire.

Parmi les secondes, on citera la Société polonaise d'histoire à Lwów, qui a des filiales à Cracovie et à Poznań, et la Société des amis de l'histoire de Varsovie. Toutes deux ont leur revue historique ; Lwów publie, depuis 1887, le *Kwartalnik historyczny* (*Revue trimestrielle d'histoire*), 39 vol. parus avec une table des matières, et Varsovie, depuis 1905, le *Przegląd historyczny* (*Revue historique*), 25 vol. parus avec une table des matières. Elles sont des foyers d'organisation et des centres de travail purement historiques. Séparées autrefois par les frontières politiques, elles se sont fédérées, en 1925, en une seule société, qui groupe

(1) Outre les *Monumenta antiquissimi juris Polonici*, qu'elle a continués (12 vol., 1856-1921), l'Académie a publié, depuis 1870, les séries suivantes : *Scriptores rerum Polonicarum*, 22 vol., 1872-1917 ; *Acta historica res gestas Poloniae illustrantia*, 13 vol., 1878-1910 ; *Monumenta mediæ ævi historica*, 18 vol., 1879-1918 ; *Collectanea ex archivo collegii historici*, 1^{re} série, 12 vol., 1878-1919, et 2^e série, 1 vol., 1923 ; *Collectanea ex archivo collegii juridici*, 9 vol., 1895-1921 ; *Monumenta Poloniae Vaticana*, 4 vol., 1913-15 ; *Corpus juris Polonici*, 2 vol., 1906-10 ; *Zródła do historii sztuki i cywilizacji w Polsce*, 4 vol., 1911-17 (*Sources de l'histoire de l'art et de la civilisation en Pologne*).

l'ensemble des historiens polonais et les représente à l'intérieur comme à l'extérieur.

En 1880 fut organisé un congrès d'histoire qui devait se réunir tous les dix ans, mais qui, en fait, ne se tint pas depuis 1900. En 1920, une conférence des délégués des différents centres d'études eut lieu à Varsovie, où l'on était en train de préparer un congrès. Celui-ci ne put avoir lieu à cause de l'invasion bolchévique. C'est seulement en décembre 1925 que la Société d'histoire a pu réunir à Poznań le quatrième congrès d'histoire. Il compta plus de cinq cents membres, et entendit plus de cent quarante communications. Deux nouvelles sections scientifiques y firent leur apparition : histoire de la Grande Guerre et de la guerre polonaise et histoire de l'Antiquité, ainsi qu'une section pratique, consacrée à l'enseignement de l'histoire ⁽¹⁾. Il faut aussi souligner, comme un trait assez caractéristique du mouvement actuel, la création d'une société et d'une revue, *Reformacja w Polsce* (*La Réforme en Pologne*), douze fascicules parus depuis 1924, sous la direction de Kot, spécialement consacrées à l'histoire de la vie religieuse depuis les sectes du Moyen Age jusqu'aux libres penseurs du XVIII^e siècle, et le développement des études d'histoire régionale dans tous les domaines, surtout dans ceux de l'art, de la géographie et de l'histoire. L'Université populaire du régionalisme, des publications scientifiques, comme *Ateneum wileńskie* (*L'Athénée de Wilno*), depuis 1923, ou de vulgarisation comme *Ziemia* (*La Terre*), depuis 1910, l'existence de Sociétés des amis des différentes villes comme Lwów, Cracovie, Varsovie, Poznań, Przemyśl, etc., leurs *Bibliothèques* et *Chroniques* témoignent de la faveur récente dont jouit l'histoire locale.

On peut enfin mentionner le mouvement d'organisation qui groupe la jeunesse universitaire des différentes écoles supérieures en cercles d'étudiants d'histoire, fédérés en une union. Dans ses conférences périodiques, depuis 1924, cette union

(1) Premier congrès, Cracovie, 1880, compte rendu dans *Scriptores rerum Polonicarum*, 1881, t. VI ; deuxième congrès, Lwów, 1890 ; troisième congrès, Cracovie, 1900, comptes rendus publiés séparément ; conférence de Varsovie, 1920, compte rendu dans *Przegląd histor.*, t. XXII ; quatrième congrès, Poznań, compte rendu paru séparément.

étudie des questions d'intérêt commun, des projets d'instruments de travail généraux, tels que manuels de références, index de publications savantes historiques, etc., dont la plupart ont été entrepris avec le concours des professeurs.

III. — *Les conceptions méthodologiques et les travaux d'histoire nationale.*

Quelle a été, dans ce cadre général, l'évolution de l'historiographie polonaise ? Les études historiques ont progressé, mais en se transformant sans cesse. Les domaines qui furent exploités simultanément, histoire des institutions, histoire politique, histoire des idées, de l'enseignement et des écoles, offraient un vaste champ de recherches à l'histoire nationale. Ces recherches ne s'inspirèrent d'abord que de préoccupations purement scientifiques. Puis, surtout depuis la Grande Guerre et plus encore depuis le rétablissement de la République, elles ont été dominées par des préoccupations pédagogiques. Par suite de l'afflux de la jeunesse dans les écoles supérieures, de l'augmentation du nombre des étudiants en histoire, le problème pédagogique et celui de l'organisation scientifique se sont posés dans toute leur ampleur. Dans leurs anciens congrès, les historiens tâchaient de préciser les résultats acquis et de déterminer les recherches à entreprendre dans un esprit purement historique. Aujourd'hui, ce qui les préoccupe avant tout, c'est le problème de l'enseignement national dans son ensemble et celui de l'enseignement supérieur. Toutefois, quel qu'ait été leur point de vue, ils ont toujours voulu procéder avec méthode, adopter des solutions considérées comme définitives et susceptibles de servir de base à une organisation nouvelle des études.

Mais on ne s'accorde jamais sur ce qui peut passer pour acquis définitivement ; c'est pourquoi les systèmes, les méthodes de l'historiographie polonaise ont souvent été remis en discussion ; d'ardentes polémiques marquent les étapes caractéristiques de son évolution.

La période que nous envisageons ici s'ouvrit par une grande

polémique qui eut un profond retentissement chez les historiens polonais et dura de longues années. L'analyse des textes, habile, exacte, précise, telle qu'on la pratiquait alors depuis une dizaine d'années, n'avait pas seulement montré sous un jour nouveau des faits qui passaient pour établis ; elle avait aussi, conformément aux idées positivistes alors dominantes, orienté la curiosité et les recherches vers l'histoire des institutions, dans l'espoir de réaliser ce qu'on croyait être la « véritable » tâche de l'histoire en tant que science exacte, c'est-à-dire de pouvoir déterminer les lois de l'évolution. D'autre part, l'analyse pure et simple apparaissait insuffisante. On aspirait à la synthèse qui, tout en restant scientifique, pourrait, au sortir de la débâcle de 1863, fournir un guide pratique à la nouvelle génération, légitimer historiquement un programme politique que l'on croyait solidement fondé sur un jugement impartial, mais sévère, de tout le passé national. Toutes ces préoccupations apparurent nettement dans le *Dzieje Polski w zarysie*, 1879 (*Précis de l'histoire de Pologne*), l'œuvre capitale de Bobrzyński, auteur de nombreuses monographies, juriste de premier ordre, partisan d'un système positiviste de l'évolution sociale et politique, dont l'absolutisme — inconnu à la Pologne, et, d'après lui, pour son malheur, — serait une étape nécessaire. Cette œuvre provoqua un ample mouvement de controverse qui remit en discussion les questions de théorie ⁽¹⁾, de méthode, la manière de traiter les détails et l'ensemble d'un sujet, détermina le courant qu'on a nommé l'« école de Cracovie », suscita, au congrès de 1900 (interventions de Balzer et de Korzon), de vifs débats dont un écho attardé se retrouve encore dans les discussions de ces derniers temps sur l'ensemble de l'histoire nationale.

L'influence de ce *Précis*, justement contesté, sur l'évolution de l'histoire en Pologne a été considérable. Il confirmait notre penchant très prononcé pour l'histoire des institutions et du droit polonais. En troublant, par ses jugements sévères

(1) Cf. SMOLKA, *Szkice historyczne*, t. I, 1882 (*Essais historiques*), et notre article sur *La méthodologie de l'histoire dans la science polonaise*, dans *Revue de synthèse historique*, t. XXXIX, p. 88-91.

ou injustes sur la décadence politique au XVIII^e siècle, la conscience du grand public, il imposa la nécessité de reviser nos idées sur le XVI^e siècle, l'« âge d'or » de l'histoire polonaise, qui devint, dès lors, pour une dizaine d'années, le champ préféré des études historiques ⁽¹⁾. En présentant une nouvelle théorie sociologique soi-disant applicable à l'histoire nationale, il soulevait la question de la méthode sociologique en histoire. Il incita les historiens, même ceux qui l'avaient critiqué, comme Smoleński ⁽²⁾, à entreprendre des études comparées de notre vie parlementaire du XIV^e au XVIII^e siècle qui aboutirent soit à la théorie de Pawiński, appliquant aux études historiques une formule biologique *a priori*, soit à la conception de Rembowski, étudiant la Pologne par comparaison avec d'autres nations occidentales ⁽³⁾. Les grandes synthèses furent abandonnées pour des études minutieuses et, à mesure que ces études progressèrent, ce furent des problèmes plus limités qui devinrent, à chaque moment, l'objet principal des discussions générales.

Vers 1881, une polémique très âpre s'engagea sur la question des origines de la vie sociale et politique en Pologne. Bobrzyński lui-même et Piekosiński se placèrent surtout au point de vue juridique ; Smolka posa la question sur le terrain purement historique qui lui était plus familier et sur lequel l'analyse des sources historiographiques lui a permis d'arriver à des résultats très sérieux ⁽⁴⁾.

Si la polémique n'a abouti à aucune conclusion décisive,

(1) Cf. surtout les éditions de textes de V. ZAKRZEWSKI et de T. WIERZBOWSKI ; *Zróżła Dziejowe* (Les sources de l'histoire), 23 vol., 1876-1911, de PAWIŃSKI et JABLONOWSKI. — Cf. aussi la série des comptes rendus des Diètes polonaises dans *Scriptores rerum Polonicarum*. — Pour les monographies, cf. la bibliographie de l'histoire politique de Pologne, publ. par l'Académie polonaise dans *Encyklopedia Polska*, t. V, 2^e part., 1923, art. de HALECKI, p. 119-123.

(2) *Szkoły historyczne w Polsce*, 1887 (Les écoles historiques en Pologne).

(3) PAWIŃSKI, *Sejmiki ziemskie, 1374-1505*, 1895 (Les diétines en Pologne) ; REMBOWSKI, *Konfederacja i Rokosz*, 1896 (Les confédérations et les révoltes organisées, dites Rokosz). — Cf. aussi notre article sur Alexandre Rembowski, dans *Kwartal. histor.*, 1906.

(4) BOBRZYŃSKI, *Geneza społeczeństwa polskiego na podstawie Kroniki Galla i dyplomatów XII wieku* (Les origines de la société polonaise d'après la chronique du Gaulois et les diplômes du XII^e siècle) ; PIEKOSIŃSKI, *O powstaniu społeczeństwa polskiego w wiekach średnich i jego pierwotnym ustroju* (Les origines de la société polonaise du Moyen Age et son organisa-

elle détermina les historiens, tels Ulanowski, Potkański, Stanislas Zakrzewski, Bujak, à limiter leurs recherches à des sujets restreints tout en les rendant de plus en plus pénétrantes ⁽¹⁾, à élargir leurs moyens d'investigation en recourant parallèlement à l'interprétation des sources purement historiques et des sources juridiques, à la méthode comparative, aux données de l'archéologie et de la géographie historique et surtout, comme Semkowicz ⁽²⁾, à l'étude très approfondie de la généalogie.

Vingt ans plus tard, le problème des origines était toujours actuel. Il a été dernièrement repris, quant à la méthode et quant au fond par Tymieniecki. Cet auteur, auquel on doit *Procesy, twórcze formowania się społeczeństwa polskiego w wiekach średnich*, 1921 (*Le processus de la formation de la société polonaise au Moyen Age*), a cherché un élément d'explication dans des survivances psychologiques conservées dans les sources du x^v^e siècle et a donné une attention particulière aux questions

tion primitive), dans *Rozprawy...* (*Trav. de l'Acad.*), t. XIV, 1881. — Pour Smolka, cf. surtout *Polnische Annalen bis zum Anfange des XIV. Jahrhunderts*, 1873, et une série de travaux d'analyse en polonais, *Uwagi o pierwotnym ustroju społecznym Polski piastowskiej* (*Remarques sur l'organisation sociale primitive de la Pologne à l'époque de la dynastie des Piasts*), dans *Rozprawy...*, t. XIV, 1881.

(1) Cf. ULANOWSKI, *O założeniu klasztoru Sw. Andrzeja w Krakowie i jego najdawniejszych przywilejach* (*La fondation du couvent de St-André à Cracovie et ses plus anciens privilèges*), dans *Pamiętnik* (*Mémoires*) de l'Académie, t. VI, 1887; *O dacie przywileju Bolesława Mazowieckiego rzekomo z roku 1278* (*Sur la date d'un privilège de Boleslas de Masovie, soi-disant de 1278*), dans *Rozprawy* de l'Académie, t. XVII, 1884; *O uposażeniu biskupstwa plockiego* (*Les donations faites à l'évêché de Plock*), id., t. XXI, 1888, etc. — POTKANSKI, *Zagrodowa szlachta i włodczyce rycerstwo w województwie Krakowskiem w XV i XVI wieku* (*La petite noblesse et les chevaliers dits wlochy dans le palatinat de Cracovie*) id., t. XXIII, 1888; *Kraków przed Piastami* (*Cracovie avant les Piasts*), id., t. XXXV, 1898; *Opactwo na Leczyckim grodzie* (*L'abbaye du château de Leczyca*), id., t. XLIII, 1902, etc. — S. ZAKRZEWSKI, *Nadania na rzecz Chrystiana biskupa pruskiego w latach, 1217-1224* (*Donations faites à Chrétien, évêque de Prusse*), id., t. XLII, 1902; *Ze studjów nad bulla z roku 1136* (*Quelques études sur la bulle de 1136*), id., t. XLIII, 1902, etc. — BUJAK attache une importance particulière aux faits d'ordre économique; cf. notamment ses études sur le peuplement de la Petite Pologne, *Studja nad osadnictwem Małopolski*, id., t. XLVII, 1905.

(2) Cf. entre autres : Rod Palukow (*La Maison de Paluki*) dans *Rozprawy* de l'Académie, t. XLIX, 1907; *Rod Awdanców* (*La Maison de Awdancy*), 1920; *Wlodycy polscy na tle porównawczem słowiańskim* (*La petite noblesse polonaise des wlochy d'après l'histoire comparée des Slaves*), dans *Kwartal. histor.*, t. XXII, 1908.

d'organisation, de justice, de privilèges des communes rurales et des villes ⁽¹⁾. D'autre part, l'initiative de Semkowicz a trouvé dans la jeune génération des continuateurs dont la méthode, comme celle d'Arnold, repose essentiellement sur l'interprétation des données géographiques tirées de sources historiques, de la carte géographique elle-même étudiée d'une manière critique, de la toponymie, et sur les comparaisons linguistiques. De nouveau discutés, les mérites de l'« école de Cracovie » ont rencontré des défenseurs et, pour la plupart, les solutions des problèmes partiels posés par cette école, confirmées, comme l'a montré Grodecki, par de nouveaux critères de comparaison, conservent toujours leur valeur ⁽²⁾.

A côté du grave et toujours intéressant problème des origines de la société et de l'État polonais, ceux qui ont le plus retenu l'attention et soulevé la controverse sont ceux de notre histoire moderne et contemporaine. L'étude scientifique de l'histoire moderne, c'est-à-dire du XVIII^e siècle polonais, a été pour ainsi dire inaugurée par Korzon et Smoleński ⁽³⁾; celle de l'histoire contemporaine, par Askenazy. Contrairement à ses devanciers, qui traitaient surtout des sujets d'histoire intérieure et pour ainsi dire impersonnels, l'histoire, pour Askenazy et son école, est tout entière faite de personnes vivantes, de leurs actions et de leurs intrigues; elle s'occupe surtout des questions diplo-

(1) Cf. notre article de la *Rev. de synth. hist.*, t. XXXIX, p. 70-74, et TYMIENIECKI, *Sadownictwo w sprawach Kmiecych, a ustalenie sie stanów na Mazowszu pod koniec wieków średnich*, 1922 (*La juridiction rurale et l'établissement de classes sociales en Masovie vers la fin du Moyen Age*); *Prawo niemieckie a imunitet sadowy i jurysdykcja patrymonjalna w Polsce średniowiecznej*, 1920 (*Le droit allemand et l'immunité juridique ainsi que la juridiction patrimoniale dans la Pologne médiévale*).

(2) ARNOLD, *Moznowladztwo polskie XI i XII wieku i jego podstawy gospodarczo-społeczne* (*La domination seigneuriale en Pologne aux XI^e et XII^e siècles et ses bases économiques et sociales*), dans *Przegląd histor.*, t. XXV, 1925. — Voir la polémique entre Tymieniecki et Grodecki, dans *Kwartal. histor.*, t. XXXVII, 1923.

(3) Cf. parmi les nombreux travaux de ces deux historiens : SMOLEŃSKI, *Ostatni rok Sejmu Wielkiego*, 1897 (*La dernière année de la Grande Diète*); *Konfederacja Targowicka*, 1903 (*La Confédération de Targowica*); *Przewrót umysłowy w Polsce wieku XVIII*, 1891, nouv. éd., 1923 (*La transformation de l'esprit public en Pologne au XVIII^e siècle*). — KORZON, *Wewnętrzne dzieje Polski za Stanisława Augusta*, 6 vol., 1882, nouv. éd., 1897 (*Histoire intérieure de la Pologne à l'époque de Stanislas Auguste*); *Kosciuszko*, 1894.

matiques, elle excelle dans le portrait humain et, ce qui est le plus essentiel, puisqu'elle est l'histoire du XIX^e siècle, elle est pour la première fois largement puisée dans les archives polonaises et étrangères. C'est grâce à lui que l'histoire contemporaine est devenue une branche de l'histoire scientifique, mais ce résultat n'a pas été obtenu sans lutte. Le tempérament combatif d'Askenazy — tempérament normal chez les protagonistes d'une nouvelle école — a d'ailleurs contribué beaucoup à entretenir les polémiques. On discuta de la possibilité même d'écrire l'histoire contemporaine qui, pour beaucoup, ne relevait encore que du journalisme ; de la méthode à appliquer dans l'utilisation des documents d'archives concernant cette époque (Krzemiński, Dembiński, Smoleński, Konopczyński, etc.), et surtout de la manière d'envisager l'ensemble de notre histoire après les démembrements, fortement empreinte d'une série de « légendes », à la plupart desquelles Askenazy lui-même apportait un fondement documentaire. Askenazy et ses nombreux élèves, adonnés surtout à l'histoire napoléonienne, et d'autres spécialistes d'histoire moderne comme Sobieski, reprirent à fond l'étude d'une question posée autrefois par Bobrzyński. Au pessimisme avec lequel on jugeait l'histoire de tout notre passé succéda un optimisme qui cherchait sa justification dans une connaissance plus approfondie et mieux documentée des relations internationales ; mais cette tendance, l'histoire ayant cessé, surtout pendant la guerre, d'être une explication pour devenir une apologie, a provoqué une réaction bien naturelle. St. Zakrzewski a opposé à cette idéalisation une appréciation réaliste du passé. Certains historiens ont même poussé si loin la pure recherche scientifique et la stricte impartialité qu'ils se sont exposés à tomber dans une autre exagération. Les débats qu'a soulevés la « question Kosciuszko » au congrès de Poznań, où les détracteurs du chef révolutionnaire de 1794 ont dû abandonner beaucoup de leurs affirmations, en est la preuve éclatante ⁽¹⁾.

(1) ASKENAZY, *Książce Józef Poniatowski* (*Le prince J. Poniatowski*), 1^{re} éd., 1905 ; dernière éd., 1922 ; *Lukasiński*, 2 vol., 1908, et *Napoléon à Polska*, 3 vol., 1918-19. — ST. ZAKRZEWSKI, *Historjografia polska wóbec wskrzeszenia państwa* (*L'historiographie polonaise en face de la Pologne*

Une discussion approfondie s'engagea en même temps sur l'ensemble de l'histoire des institutions politiques de la Pologne. Cette branche d'études, plus développée que les autres, grâce à l'effort collectif de savants de premier ordre comme Piekosiński, Ulanowski, Balzer, Abraham et Kutrzeba, manquait d'une œuvre d'ensemble susceptible de donner une idée complète de l'évolution de notre ancienne république. Kutrzeba se chargea de combler cette lacune. Son histoire des institutions, *Historja Ustroju Polski w zarysie*, 4 vol., 5^e éd., 1925, précis extrêmement sobre, mais très bien documenté, paru en 1905, souleva de vives critiques de la part de Balzer. A la conception purement conventionnelle d'une division en périodes, qu'acceptait Kutrzeba, Balzer opposa un autre mode de division qu'il donna comme la formule de la synthèse historique; il contesta quelques détails relatifs aux temps modernes, au xvi^e siècle surtout, rejeta la conception de l'État médiéval polonais de Kutrzeba, qui admettait que l'unité politique s'était reformée au xiv^e siècle, et soutint que cette unité s'était continuée à travers le xiii^e siècle. La thèse de Kutrzeba a été défendue surtout par un diplomate, Ketrzyński. D'autres historiens comme Krzyzanowski, Luba-Radzyński, Tymieniecki ont produit quelques preuves en faveur de l'une et de l'autre. Balzer a entrepris la revision de tous ces problèmes, qu'il a poursuivie de longues années; son gros traité sur le royaume de Pologne de 1295 à 1370, paru en 1920, utilise la méthode comparative et donne un tableau très développé de la Pologne médiévale d'après ses institutions politiques et sociales (1).

ressuscitée), dans *Kwartal. histor.*, t. XXXVII, 1923. — Sur les études napoléoniennes en Pologne, cf. mon bulletin dans *Rev. des Ét. napoléoniennes*, août 1920; sur les polémiques entre Askenazy et Dembiński, cf. *Kwartal. histor.*, t. XVII, 1903; entre Askenazy et Krzemiński, cf. *Ogniwo*, 1903; entre Askenazy et Konopożyński, cf. *Kwartal. histor.*, t. XXIV, 1910; sur la tendance synthétique dans l'histoire polonaise, cf. *Rev. de synth. histor.*, t. XXXIX, p. 89-91. Sur la « question Kosciuszko », cf. SKALKOWSKI, *Kosciuszko w swieterle nowszych badan 1924* (*Kosciuszko d'après les dernières recherches*) et la communication de SOBIESKI au Congrès de Poznań.

(1) BALZER, *Z powodu nowego zarysu historji ustroju Polski* (Quelques remarques sur un nouveau précis d'histoire des institutions de la Pologne) dans *Kwartal. histor.*, t. XX, 1906. — KUTRZEB, *Kilka kwestyj z historji ustroju Polski* (Quelques problèmes d'histoire des institutions de la

C'est aussi à partir de 1904 qu'une autre controverse, moins importante, mit aux prises, à propos de saint Stanislas (XI^e siècle), l'esprit religieux offensé par la constatation de certains faits historiques et l'esprit d'indépendance représenté pourtant par des historiens de conviction purement catholique. Elle portait sur la question de la trahison du saint envers le roi Boleslas. Elle intéressa les historiens et les paléographes, les philologues et les juristes. Si elle n'a pas tranché définitivement le débat, du moins a-t-elle contribué à perfectionner la méthode d'interpréter les textes du haut Moyen Age ⁽¹⁾.

Tout dernièrement, en même temps qu'on discutait des responsabilités encourues par certains chefs militaires dans la direction de la guerre, on s'est demandé dans quelle mesure les sources écrites peuvent être interprétées et utilisées pour l'histoire de la guerre. Bien que menée avec une aigreur peu habituelle, cette polémique, à laquelle participèrent l'ancien chef de l'État, le maréchal Pilsudski, le général Szeptycki, le général Kukiel et quelques historiens de profession, a eu l'appréciable avantage de préciser les règles essentielles de cette discipline relativement neuve qu'est en Pologne l'histoire militaire des temps récents ⁽²⁾.

Pologne, id., ibid. — BALZER, *O kilku kwestjach spornych z historii ustroju Polski (Sur quelques questions controversées...)* et *Państwo polskie w pierwszym siedemdziesięcioleciu XIV i XVI wieku (L'État polonais dans les 70 premières années du XIV^e siècle et du XVI^e siècle)*, id., t. XXI, 1907. — KETRZYŃSKI, *O Królestwie Wielkopolskiem (Le Royaume de Grande Pologne)*, dans *Przegląd histor.*, 1909, et *Zapis Kazimierza Wielkiego dla Kazimierza Bogusławowica (Le legs de Casimir le Grand à Casimir, fils de Boguslas)*, id., t. XIV, 1912. — KRZYŻANOWSKI, *Regnum Poloniae*, dans *Comptes rendus de l'Académie*, 1909, 1913. — ELJASZ RADZIKOWSKI, *Regnum Poloniae w oświeceniu sfragistyczno-heraldycznym (Le Royaume de Pologne d'après les sources sphragistiques et héraldiques)*, dans *Kwartal. histor.*, t. XXVIII, 1914. — ŁODYŃSKI, *Regnum Poloniae w opinii publicznej XIV wieku (Le Royaume de Pologne d'après l'opinion publique au XIV^e siècle)*, id., t. XXVIII. — BALZER, *Królestwo polskie 1295-1370*, 3 vol., 1919-20 (*Le Royaume de Pologne de 1295 à 1370*). — TYMIENIECKI, *Odnowienie dawnego Królestwa polskiego (La rénovation de l'ancien royaume de Pologne)*, dans *Kwartal. histor.*, t. XXXIV, 1920.

(1) WOJCIECHOWSKI, *Szkice historyczne XI wieku (Études d'histoire du XI^e siècle)*, 1904, nouv. éd., 1925; *W sprawie Św. Stanisława dyskusja*, 1909 (*La Question de saint Stanislas*); *Plemie Kadlubka*, dans *Kwartal. histor.*, t. XXIV, 1909. — KRZYŻANOWSKI, *Na marginesie Galla (En marge de la chronique du Gaulois)*.

(2) PILSUDSKI, 1920, 1924. — SZEPTYCKI, *Front litewsko-białoruski 10 III-1919, 30-VII 1920, 1925 (Le Front lituano-blanc-russe...)*. — KUKIEL

IV. — *Les études d'histoire générale.*

L'histoire générale est loin d'avoir été autant pratiquée en Pologne que l'histoire nationale, qui intéresse particulièrement le grand public comme les savants.

Les enseignements de l'histoire de l'Antiquité et de la philologie classique furent longtemps confondus dans les universités. La première chaire d'histoire de l'Antiquité n'a été fondée à Cracovie, qu'en 1908 ; mais celui qui devait l'occuper, Waszyński, mourut tragiquement la même année. C'est seulement pendant la guerre, en 1915, que le premier enseignement spécial de l'histoire ancienne a été effectivement organisé à Varsovie. Professé d'abord par Kreczmar, il l'est aujourd'hui par Walek, dont les études portent surtout sur l'époque hellénistique. Actuellement, l'histoire de l'Antiquité est en outre enseignée à Cracovie par un ancien philologue, Piotrowicz, à Poznań par Gumowski et, depuis 1913, à Lwów par Chylinski.

Si l'on excepte l'histoire du monde slave, surtout des Slaves occidentaux, qui a toujours été assez régulièrement cultivée ⁽¹⁾, l'histoire du monde moderne extra-polonais n'intéressa d'abord que les juristes préoccupés d'étudier l'histoire des institutions ⁽²⁾. Peu à peu, les historiens, à mesure qu'ils comprenaient

Pierwsza wytyczna operacji warszawskiej, 1920 (*Les points de départ de l'opération de Varsovie*), dans *Bellona*, 1925 ; *Dokumenty do historii planu operacji warszawskiej* (*Les documents concernant l'histoire du plan d'opération de Varsovie*), id., 1925.

(1) Cf. Guł. BOGUSŁAWSKI, *Dzieje słowiańszczyzny północno-zachodniej*, 4 vol., 1887-1900 (*Histoire des Slaves du Nord-Ouest*). — Ed. BOGUSŁAWSKI, *Historja Słowian*, 2 vol., 1888-99 ; *Dowody autochtonizmu Słowian*, 1912 (*Les preuves de l'origine autochtone des Slaves*) ; *Einführung in die Geschichte der Slaven*, 1904, etc. — WACHOWSKI, *Słowiańszczyzna zachodnia*, 1903 (*Les Slaves de l'Ouest*). — TYMIENIECKI, *Ludność wiejska w krajach połabskich i pomorskich*, 1920 (*La population rurale dans les pays slaves de l'Elbe et de la Baltique*). — NAMYSŁOWSKI a écrit plusieurs études sur l'histoire du droit des Yougoslaves.

(2) Des études documentées, approfondies, sur des questions compliquées, comme le sont celles de DEMBIŃSKI, étaient des exceptions. Cf. *Rzym i Europa przed rozpoczęciem trzeciego okresu Soboru Trydenckiego* (*Rome et l'Europe avant la troisième période du Concile de Trente*), dans *Rozprawy...* t. XXVII, 1891 ; *Wybor Piusa IV* (*L'élection de Pie IV*), id., t. XX, 1887 ; *Rosja a rewolucja francuska* (*La Russie et la Révolution française*), id., t. XXIII, 1896, etc.

la nécessité d'embrasser l'ensemble de la vie internationale, lui ont donné plus d'attention ; toutefois, la plupart ne l'ont pas traitée pour elle-même, mais dans ses rapports avec l'histoire de la civilisation et de l'État polonais.

C'est ainsi que Wierzbowski et Nanke ont étudié le ^{xvi}^e siècle, Sobieski et Szelagowski le ^{xvii}^e, Konopczynski le ^{xviii}^e. C'est ainsi qu'Askenazy et tous ceux qui se sont adonnés à l'histoire de l'époque napoléonienne, Tokarz en tête, ont abordé le domaine de l'histoire politique, que Kochanowski a écrit des études d'histoire comparée sur la vie sociale au Moyen Age, que Ptasnik nous a donné ses beaux livres sur l'élément italien en Pologne et Kot ses monographies si largement documentées ⁽¹⁾.

Toutefois, depuis une vingtaine d'années, cette tendance est moins marquée. Chledowski, dont l'œuvre littéraire a été si favorablement accueillie en Occident, a trouvé un continuateur dans un écrivain très distingué, Zdzislaw Morawski ⁽²⁾. L'his-

(1) WIERZBOWSKI, *Dwie kandydatury na polskij prestol, 1574-1575, 1889* (Deux candidatures au trône de Pologne) ; Vincent Lauréo, évêque de Mondovi, *nonce apostolique en Pologne, 1574-78, 1889, etc.* ; la liste des travaux de cet auteur comporte plus de 200 numéros. — NANKE, *Z dziejów polityki Kurji Rzymskiej wobec Polski, 1587-89, 1921* (Sur la politique du Saint-Siège envers la Pologne). — SOBIESKI, *Henryk IV wobec Polski i Szwecji, 1602-1610, 1906* (Henri IV, la Pologne et la Suède) ; *Zabiegi Dymitra Samozwańca o korone polska* (Les efforts du pseudo-Démétrius pour obtenir la couronne de Pologne), dans *Rozprawy...*, t. LXII, 1909 ; *Zółkiewski na Kremlu, 1921* (Zolkiewski au Kremlin). — SZELAGOWSKI, *Walka o Bałtyk, 1544-1621, 1904* (La guerre pour la Baltique) ; *Śląsk i Polska wobec powstania czeskiego, 1904* (La Silésie et la Pologne devant l'insurrection de la Bohême) ; *Rozkład Rzeszy i Polska za panowania Władysława IV, 1907* (La Pologne sous Ladislas IV et la désagrégation de l'Empire) ; *Z dziejów współzawodnictw Anglii i Niemiec, Rosji i Polski, 1910* (A propos de la concurrence entre l'Angleterre et l'Allemagne, la Russie et la Pologne). — KONOPCZYŃSKI, *Polska w dobie wojny Siedmioletniej, 2 vol., 1909-11* (La Pologne à l'époque de la guerre de Sept Ans) ; *Polska a Szwecja, 1924* (La Pologne et la Suède). — TOKARZ, *Ostatnie lata Hugona Kollataja, 2 vol., 1904-05* (Les dernières années d'Hugues Kollataj). — KOCHANOWSKI, *Nad Renem i nad Wisłą, 1913* (Sur les bords du Rhin et de la Vistule). — PTASNIK, *Kultura włoska wieków średnich w Polsce, 1922* (La culture italienne du Moyen Age en Pologne) ; *Kultura wieków średnich, 1925* (La civilisation du Moyen Age). — KOT, *Andrzej Frycz-Modrzewski, 1919* ; *Rzeczpospolita Polska w literaturze politycznej Zachodu, 1919* (La République polonaise dans la littérature politique de l'Occident) ; *Dzieje wychowania, 1924* (Histoire de l'instruction publique), etc.,

(2) CHLEDOWSKI, *Siena, 1904* ; *Dwór w Ferrarze, 1907* (La cour de Ferrare) ; *Rzym, Ludzie Odrodzenia, 1910* (Rome, les hommes de la Renaissance), etc. — MORAWSKI, *Sacco di Roma, 1921* ; *Epilogi krucjat, 1922* (Les épiques des Croisades).

toire de nos voisins attire tout particulièrement l'attention de nos savants : Dabrowski se consacre à l'histoire du Moyen Age hongrois, Grzegorzewski à celle des Balkans, Koneczny à celle de la Russie ; Kucharzewski, avec un remarquable talent de narrateur, a essayé de faire la synthèse de l'évolution de l'esprit russe contemporain ⁽¹⁾. De même le haut Moyen Age occidental devient de plus en plus la matière des recherches de notre jeunesse savante ; aux côtés d'un éminent érudit, dont l'œuvre se situe entre l'histoire des religions et l'histoire de la civilisation générale, d'un celtisant distingué par la critique française, S. Czarnowski, se range la dernière génération formée à ce que je me permettrai d'appeler mon école mérovingienne ⁽²⁾. On peut même dire que cette génération, avec Arnold, Silnicki, Tyc ⁽³⁾, témoigne d'un goût de plus en plus vif pour l'histoire purement étrangère et qu'elle orientera nos études historiques dans une nouvelle direction ⁽⁴⁾.

(1) DABROWSKI, *Ostatnie lata Ludwika Wielkiego 1370-82*, 1919 (*Les dernières années de Louis le Grand*) ; Władysław I Jagiellończyk na Węgrzech 1440-44, 1922 (*Ladislas I Jagellon en Hongrie*). — GRZEGORZEWSKI, *Z źródeł rumelijskich epoki wyprawy wiedeńskiej*, 1912 (*Édition des sources turques sur l'expédition de Vienne*). — KONECZNY, *Historja Rosji*, t. I, 1922 (*Histoire de la Russie*). — KUCHARZEWSKI, *Od białego caratu do czerwonego*, 2 vol., 1923-25 (*Du tsarisme blanc au tsarisme rouge*).

(2) BIRKENMAYER, *Vermischte Untersuchungen zur Geschichte der mittelalterlichen Philosophie*, 1922 ; *Bibliotheka Ryszarda de Fournival*, 1922, etc. — MICHALSKI, *Les courants philosophiques à Oxford et à Paris pendant le XIV^e siècle*, dans *Bull. de l'Académie*, classe de philologie, 1919-20. — S. CZARNOWSKI, *Le culte des Héros*, 1919 ; *Hercules galijski*, dans *Przegląd histor.*, t. XXV, 1925. — Tadeusz MANTEUFFEL, *Polityka unifikacyjna Chłotara II*, 1925 (*La politique d'unification de Clotaire II*). — SEREJSKI, *Idea Imperium Romanum w Galji merowińskiej wieku VI-go* (*L'idée de l'Empire romain en Gaule mérovingienne*), dans *Przegląd histor.*, t. XXV, 1925. — HANDELSMAN, *T. zw. praeceptio 614 r.* (*Le soi-disant précepte de 614*), *id.*, t. XXV, 1925.

(3) St. ARNOLD, *Stosunek Longobardów do Rzymian we Włoszech polnocnych w okresie inwazji*, 1924 (*Les rapports entre Lombards et Romains en Italie du Nord à l'époque de l'invasion*). — Cf. les communications de SILNICKI et TYC au Congrès de Poznań.

(4) J'omets à dessein dans ces études d'histoire générale, les travaux concernant les pays qui ne font plus partie de la Pologne actuelle, mais relèvent de l'histoire de la Pologne, tels les nombreux travaux de G. MANTEUFFEL sur la Livonie polonaise, et les excellentes études de CHODYNICKI, FIJALEK, HALECKI, KAMIENIECKI, KOLANKOWSKI, KUTRZEBA et autres sur la Lituanie (cf. l'article de HALECKI, *L'histoire de l'Europe orientale*, dans *La Pologne au cinquième Congrès d'histoire*, 1923).

PORTUGAL

par

Marcel BATAILLON

Directeur de l'Institut français de Lisbonne

Depuis Alexandre Herculano, qui a tenu dans son pays une place aussi éminente qu'isolée, la production historique portugaise, par ailleurs si digne d'égards, n'a eu qu'un caractère fragmentaire. Herculano est mort en 1877 ; mais, dès 1859, découragé par l'incompréhension hostile des traditionalistes, il avait renoncé à l'histoire. Sa définitive abstention a privé le Portugal de vingt ans de travaux et d'influence féconde.

La génération qui arrivait à maturité vers 1870, et à laquelle les lettres portugaises doivent un si vif éclat, allait soumettre le passé national à une critique infiniment moins sereine et plus corrosive que celle d'Herculano. Était-ce bien encore de critique historique qu'il s'agissait, et n'était-ce pas plutôt de critique politique appliquée au passé lointain mais retentissant vite sur le présent ? Un Teófilo Braga, un Oliveira Martins veulent résoudre cette antinomie, qui leur est posée par l'histoire de leur pays, d'un essor prodigieux promptement suivi de décadence. Ils croient y parvenir en magnifiant le peuple aux dépens des rois, en accentuant le rôle funeste de la Compagnie de Jésus, en recourant aux vertus occultes de la race. Plus ou moins consciemment, ils opèrent dans les esprits la révolution qui, en 1910, descendra dans la rue pour instaurer la république radicale. De Teófilo Braga, adonné surtout à l'histoire littéraire, nous ne pouvons, ici, qu'indiquer l'importance de l'œuvre, d'ailleurs plus volumineuse que dense, et d'une érudition par trop peu sûre. A Oliveira Martins on ne peut, pas plus qu'à Taine, refuser le nom d'historien. Peut-être surpasse-t-il Taine par l'ampleur du cercle où il se meut. Ingénieur avant d'être écrivain, il apporte

dans l'histoire et dans la politique le sens des réalités économiques ; dans sa courte carrière, il trouve le temps de se révéler homme d'État. Il était surtout puissamment doué pour embrasser des ensembles et pour animer dramatiquement l'histoire. A cet égard on peut mettre hors de pair son *Historia da Republica Romana*, « cœur de ses œuvres », comme il disait, et où son idéologie historique est immédiatement déchiffrable. Mais son *Historia da civilização ibérica* et son *Historia de Portugal* ont beaucoup plus fait pour sa gloire. De ce dernier ouvrage, un critique récent ⁽¹⁾ a pu dire que ce fut « son livre à effet, son livre politique, son livre formidable » : il semble bien que cette courte histoire, où il y a du reste des éclairs de génie, ait imposé aux Portugais, pour un quart de siècle, une certaine vision dramatique de leur passé. Le même critique a dénoncé excellemment les mirages que cette vision comporte, les dangers de la synthèse portant sur des faits dont le détail est mal connu, de l'entraînement oratoire au fil des métaphores, des explications tirées de forces collectives et anonymes. Mais il y aurait injustice à juger sur ce seul ouvrage Oliveira Martins historien ; après cette tentative pour édifier une philosophie de l'histoire du Portugal, on le voit attiré de plus en plus par les fondateurs de la grandeur portugaise. Sa *Vida de Nun'Alvares*, 1894, son livre sur *Os filhos de D. João I*, 1891, après lequel il préparait une vie de D. João II (*O Principe perfeito*, posthume, 1896), sont d'admirables pages d'histoire vivante, aussi sûres qu'elles pouvaient l'être, reposant sur la seule base des chroniques. Un bon juge ⁽²⁾, et qui ne suit pas aveuglément Oliveira Martins, voit dans un livre tel que *Os filhos de D. João I* un monument durable, en dépit des rectifications de détail que les progrès de l'investigation pourront y apporter. Peut-être serait-il équitable d'appliquer à ce génial écrivain prématurément disparu un mot de Camille Jullian sur Taine : « il marchait insensiblement à l'histoire ».

(1) Antonio SERGIO, Introduction du t. I des *Dispersos* d'Oliveira MARTINS, p. XIII, éd. de la Bibl. nat. de Lisbonne, 1924.

(2) David LOPES, *Historia de Arzila* (Publ. de l'Acad. des sciences de Lisbonne), 1925, p. 7 sq.

Mais ce maître de la fresque n'a pas eu le temps de pratiquer la technique moderne de l'histoire. Seul, peut-être, parmi ses contemporains, un Alberto Sampaio a donné l'exemple d'une érudition à la fois minutieuse et dominée de haut, en des études longuement fouillées, mais malheureusement trop restreintes. Bien que nous voulions, en cette première esquisse, ne nommer que des morts, il y aurait injustice à ne pas faire une exception pour M. João Lúcio d'Azevedo en raison de l'importance des sujets auxquels il s'est attaqué et qu'il a traités en des livres clairs et solides. Quelques autres savants administrent l'héritage d'Herculano et se montrent fidèles à son esprit. Mais si l'on cherche vainement, dans ces cinquante dernières années, un grand historien, le Portugal n'a pas manqué de grands érudits, et cette tradition, qui remonte plus haut que le vicomte de Santarem, n'est pas près de s'éteindre. L'œuvre d'un Sousa Viterbo ou d'un Braamcamp représente un énorme service rendu aux études d'histoire ; le grand travail de Gama Barros sur les institutions médiévales est un monument digne de respect. Il importe de signaler la valeur d'exemple qu'a eue l'œuvre de M^{me} Carolina Michaelis de Vasconcelos, Allemande de naissance et Portugaise d'adoption ; dans le champ de l'histoire littéraire et de la philologie, l'érudition vaste et minutieuse de ses travaux a fait époque. A l'étranger, les études portugaises semblent avoir, depuis quelques années, un renouveau d'activité ; des chaires spéciales ont été créées dans les Universités de Paris et de Londres. L'histoire proprement dite en profitera, en profite déjà ⁽¹⁾.

Il ressort assez de ce qui précède que le Portugal n'a pas eu, à l'époque contemporaine, d'école historique. Les universités, comme telles, et quelle qu'ait pu être la contribution personnelle de nombreux maîtres aux progrès de la recherche, n'ont pas constitué des séminaires d'investigation. La création de l'enseignement supérieur de l'histoire au Curso Superior de Letras de Lisbonne date de 1859. Malgré une évolution

(1) Signalons aux Français la Bibliothèque portugaise (96, boulevard Raspail), annexée à la chaire de l'Université de Paris.

constante de l'ampleur oratoire, aujourd'hui complètement abandonnée, vers la précision scientifique, l'enseignement ne comporte pas encore comme partie intégrante une initiation effective au travail historique. Après la révolution de 1910, l'enseignement supérieur a été refondu. A côté de l'antique Université de Coïmbre, où la Faculté de philosophie fut scindée en deux Facultés des sciences et des lettres, deux universités nouvelles furent créées à Lisbonne et à Porto, englobant les écoles supérieures déjà existantes qui devinrent Facultés. A Porto, une Faculté des lettres fut créée de toutes pièces. Celle de Lisbonne fut l'élargissement du Cours supérieur fondé en 1859. Un nouveau plan d'études, inspiré des universités allemandes, institua des sections, dont une pour les « sciences historiques et géographiques » : la licence d'histoire et de géographie que décernent les Facultés des lettres de Lisbonne, de Coïmbre et de Porto suppose quatre ans d'études. Mais les étudiants, qui, en règle générale, se destinent au professorat des lycées, sont initiés d'une part à l'histoire toute faite, de l'autre aux méthodes et aux sciences auxiliaires de l'histoire, sans que, sauf de rares exceptions, ces deux parties de l'enseignement se rejoignent dans un apprentissage pratique ; les thèses de licence sont rarement des travaux originaux fondés sur l'étude directe des sources.

En 1796 avait été fondée à Coïmbre, pour João Pedro Ribeiro, une chaire de diplomatique et de paléographie, qui fut, en 1801, transférée à Lisbonne, aux Archives nationales de la Torre do Tombo. Un décret du 29 décembre 1887 la rattacha à un ensemble d'études institué au Cours supérieur de lettres de Lisbonne en vue du diplôme de « bibliothécaire archiviste » ; l'enseignement de la diplomatique devait continuer à être donné aux Archives, de même que ceux de la numismatique et de la bibliographie étaient localisés à la Bibliothèque nationale. Ce cours technique, réorganisé il y a quelques années, n'a guère eu qu'une existence théorique. La vérité oblige à dire que la plupart des grands érudits auxquels le Portugal doit les progrès récents de son histoire n'ont pas été orientés vers la recherche par l'enseignement d'une école ; c'est dans leur

âge mûr, quelquefois même à un âge avancé, que la curiosité et le patriotisme ont éveillé en eux cette vocation, et ils se sont formés tout seuls.

L'atmosphère dans laquelle ils ont respiré a été non celle des séminaires d'enseignement supérieur, mais celle des académies, des sociétés savantes. A cet égard, l'Academia das sciências de Lisbonne, fondée en 1779, a une importance considérable; les principales publications de sources inédites sont dues à l'initiative de sa Segunda Classe (aujourd'hui Classe de Letras) qui correspond à la fois à l'Académie française de notre Institut et à nos Académies des inscriptions et des sciences morales. La Sociedade de Geografia de Lisbonne, fondée en 1875 par Luciano Cordeiro, doit être aussi mentionnée ici, ayant été instituée pour l'étude et le culte du passé maritime du Portugal non moins que pour le maintien de son présent colonial; ses publications sont abondantes, et certaines sont indispensables ⁽¹⁾. A Coïmbre, l'Instituto, fondé en 1853, a rendu de réels services, en particulier par sa revue.

Si *O Instituto*, le *Boletim da Segunda Classe* de l'Académie des sciences (et sa collection d'*Historia e Memorias*) et le *Boletim da Sociedade de Geografia*, depuis 1877, constituent des recueils de première importance, c'est que le Portugal, pendant de longues années, n'a pas eu de périodique spécialisé dans les questions d'histoire. La première et la plus importante revue de ce genre a été l'*Arquivo historico portuguez* fondé à Lisbonne, en 1903, par Anselmo Braamcamp Freire et disparu depuis bientôt dix ans (t. I à VIII, 1903-10; t. IX, 1914; t. X, 1916). Le professeur Joaquim de Carvalho (de Coïmbre) veut le continuer par un *Arquivo de historia e bibliografia* dont le premier volume est sous presse.

La *Revista de Historia*, dirigée par M. Fidelino de Figuei-

(1) Le plus récent *Catálogo geral das publicações da Academia das sciências* est de 1924. Une bibliographie historique faisant défaut, et les publications académiques constituant une part importante de la production portugaise, ce catalogue peut être utile. Il en est de même du *Catálogo de Vendas* de la Société de Géographie (1900), complété par un appendice en 1916. La Société a sous presse une bibliographie complète de ses publications de 1875 à 1925.

redo, est une importante publication, fondée en 1912, et qui compte déjà treize volumes.

L'archéologie, l'anthropologie et l'histoire de l'art n'ont pas manqué de périodiques sérieux : *O Arqueólogo português*, depuis 1895 ; *Portugalia, materiais para o estudo do povo português*, t. I, 1899-1903 ; t. II, 1905-08 ; *Terra Portuguesa*, depuis 1916 ; *Boletim de arte e arqueologia*, depuis 1921 ; *Boletim da associação dos arqueólogos portugueses*, 1874-1921, continué, depuis 1922, par *Arqueologia e Historia*. Dans un autre ordre d'idées, il faut citer les *Anais das Bibliotecas e Arquivos*, excellente publication de la Bibliothèque nationale, fondée, en 1920, comme suite aux *Anais das Bibliotecas e Arquivos de Portugal*, 2 vol., 1914-17.

Parmi les revues moins spéciales qui font une place importante aux questions historiques, il faut mettre hors de pair la *Revista de Portugal* que dirigea le grand romancier Eça de Queiroz et qui ne vécut que quatre ans (Porto, 4 vol., 1889-92), et *Lusitania, Revista de estudos portugueses*, fondée en 1924.

Ajoutons-y les périodiques universitaires suivants : *Revista da Universidade de Coïmbra*, t. I, 1912 ; t. IX, 1925 ; *Arquivo da Universidade de Lisboa*, t. I, 1914 ; t. IX, 1923 ; *Revista da Faculdade de Letras do Porto*, 3 vol., 1920-23, et, depuis 1924, la *Revista de Estudos historicos*, publiée par la même Faculté ; *Biblos (Boletim da Biblioteca da Faculdade de Letras de Coïmbra)*, fondé en 1925. Mentionnons encore trois publications provinciales qui contiennent d'utiles travaux d'érudition : le *Boletim do Arquivo Distrital*, de Braga, la *Revista de Guimarães*, depuis 1884, et l'*Arquivo dos Açôres*, 1878-1904.

Les sources d'archives sont difficilement utilisables. Elles constituent, rien qu'aux Archives nationales de la Torre do Tombo, une masse énorme, presque inexplorée, et devant laquelle beaucoup de chercheurs s'arrêtent découragés, faute de guides sûrs. On trouvera un aperçu de ces richesses mal connues dans P. de Azevedo et A. Baião, *O Arquivo da Torre do Tombo, sua historia, corpos que o compõe e organização*, 1905 ;

Antonio Ferrão, *Os Arquivos e as Bibliotecas em Portugal*, 1920 ; A. Mesquita de Figueiredo, *Arquivo nacional da Torre do Tombo. Roteiro prático*, 1922.

Les inventaires partiels jusqu'ici imprimés par l'établissement se réduisent à deux : *Inventario dos livros das portarias* [ordonnances] *do Reino*, t. I (1639-53), 1909 ; t. II (1653-61), 1912 ; *Inventario dos livros de matriculas de Moradores da Casa Real* [personnel de la maison du roi], t. I (1641-81), 1911 ; t. II (1681-1744), 1917. Il faut y ajouter l'Index chronologique des dénonciations au Saint Office (Inquisitions de Lisbonne et de Coïmbre) publié dans l'*Arquivo historico português*, t. VI sq., par M. António Baião, aujourd'hui directeur des Archives.

Les divers inventaires ou index manuscrits qui existent à la Torre do Tombo pour certaines séries ont été établis à des époques très différentes, sans aucune unité de méthode. Ils ne forment pas un système clair, à la portée des chercheurs. Les fonds les plus importants pour l'histoire générale sont celui des *Gavetas* ou « tiroirs » (plus de 5.000 documents dont certains très anciens) ; le *Corpo cronológico* (près de 83.000 documents en 525 liasses) qui comprend, entre autres, la correspondance des ambassadeurs, et qui va du milieu du xii^e siècle à la fin du xvii^e ; les *Chancelarias Reais*, actes de la chancellerie royale depuis le règne d'Afonso Henriques jusqu'à celui de D. Pedro IV (environ 1.100 registres). Il n'existe aucun catalogue moderne de ces collections.

La documentation de la Torre do Tombo doit être complétée par les archives des différents ministères, où le service de consultation n'est pas organisé et où l'on n'est admis que sur autorisation spéciale. Si l'on voulait étudier les relations extérieures du Portugal depuis la restauration de son indépendance, il faudrait avoir accès non seulement au *Corpo cronológico* et à d'autres fonds de la Torre do Tombo, mais aussi aux archives du ministère des Affaires étrangères (certains fonds, comme celui de la légation de Paris, remontent à 1668), et à certaines collections, non cataloguées, de la Bibliothèque d'Ajuda (Lisbonne). L'*Arquivo dos Feitos findos*, dans l'ancien monastère d'Estrêla,

est une dépendance des Archives nationales ⁽¹⁾; on y conserve 900.000 procès civils et criminels et plusieurs fonds d'importance capitale pour l'histoire économique, tels que ceux de la *Casa da Mina* (Guinée) et de la *Casa da India*. En outre, la section des manuscrits de la Bibliothèque nationale comprend l'important *Arquivo de Marinha e Ultramar* (anciennes archives du Conselho Ultramarino créé en 1642 et supprimé en 1833).

Enfin il existe en province des archives départementales (arquivos distritais) qui ne sont pas, en général, organisées pour la recherche. Signalons l'importance exceptionnelle de celles de Braga, héritières de très riches fonds ecclésiastiques, et qui publient le Bulletin déjà cité.

A côté de cette énorme documentation inédite, les publications de sources et les répertoires font assez maigre figure. On les doit pour la plupart à l'initiative de l'Académie. Pour le Moyen Age, la collection essentielle reste celle des *Portugaliae monumenta historica a saeculo octavo post Christum usque ad quintum decimum*, entreprise par Alexandre Herculano et qui n'a pas fait grands progrès depuis sa mort ; aux *Scriptores*, t. I ; aux *Leges et Consuetudines*, t. I et II ; aux *Diplomata et Chartae*, t. I, tous parus de 1856 à 1873, on n'a ajouté, de 1878 à 1917, que six fascicules d'*Inquisitiones*, t. I (Publ. de l'Acad.). Pour l'histoire des relations extérieures, il faut toujours recourir, malgré son insuffisance, au vieux *Quadro elementar das relações politicas e diplomaticas de Portugal com as diversas potencias do mundo desde o principio da monarchia portugueza até os nossos dias*, 18 vol., 1842-60 (Publ. de l'Acad.), par le vicomte de Santarem, L. A. Rebelo da Silva et J. da Silva Mendes Lial ⁽²⁾. Un vaste recueil, le *Corpo diplomatico português... desde o seculo XVI até os nossos dias*, a été entrepris par l'Académie, en 1872, pour remplacer ce répertoire sommaire ; la publication en est malheureusement suspendue

(1) Voir à son sujet un article de Pedro d'AZEVEDO, dans *Anais das Bibl. e Arq.*, 1925, t. I, p. 191-203.

(2) Cf. aussi *Collecção de tratados... entre a corôa de Portugal e as mais potencias desde 1640*, 30 vol., par Borges de CASTRO et J. BIKER.

depuis 1910. Les quatorze volumes parus contiennent les « Relations avec la cour de Rome », de 1501 à 1667.

Quelques séries de documents ont été publiées qui convergent autour de la période glorieuse d'expansion maritime : *Documentos remetidos da India, ou livro das Monções*, 4 vol., 1880-93 (Publ. de l'Acad.) ; *Cartas de Albuquerque seguidas de documentos que as elucidam*, 6 vol., 1884-1915 (Publ. de l'Acad.) ; *Alguns documentos do Arch. nac. da Torre do Tombo acerca das navegações e conquistas portuguesas*, 1893, publication due à l'initiative gouvernementale ; *Documentos das Chancelarias Reais*, t. I, 1915, sous la direction de Pedro d'Azevedo (Publ. de l'Acad.). Les Archives nationales préparent la publication de deux séries intitulées : *Documentos do Corpo cronológico sobre Marrocos* et *Documentos sobre a India e Molucas*.

L'intérêt semble se ranimer d'heureuse façon autour des sources narratives de la même période. Grâce, en partie, aux publications de l'Imprimerie universitaire de Coïmbre, dirigée par le professeur J. de Carvalho, les chroniques sont mises à la portée des travailleurs : l'*Historia do descobrimento e conquista da India* de Fernão Lopes de Castanheda a été revue et préfacée par P. d'Azevedo ; un volume a paru, qui contient les livres I et II ; la suite est sous presse ainsi que les chroniques de D. Manuel et de D. João III par Damião de Goes, dont le texte a été revu par David Lopes. Dans la même collection, M. A. Baião prépare une édition des *Decadas* de J. de Barros et Diego do Couto. Une autre série des *Scriptores rerum Lusitanarum*, également éditée par l'Imprimerie de l'Université de Coïmbre, comprend le *De rebus Emmanuelis gestis*, 3 vol., de Hieronymo Osorio, les *Comentarios do Grande Afonso d'Albuquerque*, préfacés par M. A. Baião qui en a revu le texte sur la 2^e édition, et des *Itinerarios quinhentistas da India a Portugal*, publiés par le même érudit qui annonce encore l'*Itinerario da Terra Santa* de Fr. Pantaleão de Aveiro. Déjà l'Académie avait publié, en 1882, le *Roteiro de Lisboa a Goa* de D. João de Castro, annoté par J. de Andrade Corvo. On lui doit aussi l'impression de quelques relations inédites telles que les *Lendas da India* de Gaspar Correia et la *Decada 13 da Historia da India* d'Anto-

nio Bocarro. Parmi les publications de la Société de Géographie, nous ne citerons que l'*Esmeraldo de situ orbis* de Duarte Pacheco, dont l'édition critique a été faite par Epiphanio da Silva Dias.

Le Portugal ne possède pas encore une Histoire générale digne de ce nom, qui remplacerait le livre vieilli de Schaefer. Celle de Pinheiro Chagas est une improvisation qui ne peut être rappelée que pour mémoire. A un étudiant qui voudrait prendre une vue d'ensemble de l'histoire du Portugal, une vue à la fois large et pourvue des indispensables repères chronologiques, on recommanderait de préférence une *Esquisse* en soixante pages due à M. António Sérgio, *Bosquejo da historia de Portugal*, 1923 (Publ. de la Bibl. nat.). Mais, à qui veut entrer dans le détail, il est nécessaire de recourir à l'*Historia de Portugal* de M. Fortunato de Almeida ⁽¹⁾. C'est l'œuvre d'un laborieux érudit qui a mis à profit tous les travaux de détail existants, et les fautes de proportion qu'offre l'ouvrage sont en relation évidente avec le caractère fragmentaire des résultats acquis. Les notes renferment une abondante et utile bibliographie.

Certains aspects de l'histoire du Portugal ont fait l'objet de travaux d'ensemble : on doit à M. F. de Almeida une *Historia da Igreja em Portugal* ⁽²⁾ ; à M. Cristóvão Aires, une *Historia, organização e politica do exercito portuguez*, 1896. Pour l'histoire de l'art, on pourra utiliser les chapitres consacrés au Portugal par MM. Émile Bertaux et Pierre Paris dans la grande *Histoire de l'Art* dirigée par André Michel, et aussi l'introduction artistique de M. Reynaldo dos Santos au *Guia de Portugal* ⁽³⁾.

Une très regrettable lacune, étant donné les destinées historiques du Portugal, est l'absence d'une histoire économique. Signalons à ce sujet d'intéressants aperçus de M. A. Sérgio, un

(1) Actuellement en cours de publication à Coïmbre : t. I [1922], *Desde os tempos preistóricos até a aclamação de D. João I, 1385* ; t. II [1924], *de 1385 à 1580* ; t. III [1925], *Instituições políticas e sociais de 1385 à 1580*.

(2) Huit vol., t. I, jusqu'en 1325 ; t. II, 1325-1495 ; t. III, en 2 vol., 1495-1750 ; t. IV, en 4 vol., dont un sous presse, 1750-1910.

(3) Excellente publication entreprise par la Bibliothèque nationale de Lisbonne sous la direction de Raúl PROENÇA et avec de nombreux collaborateurs. Le t. I, *Generalidades, Lisboa e arredores*, a paru en 1924.

des esprits qui ressentent le plus vivement ce qui manque ⁽¹⁾.

Il ne peut être question ici d'établir une bibliographie des travaux historiques parus depuis cinquante ans sur le Portugal. Rien n'a été tenté en ce genre depuis la *Bibliografia historica portugueza*, 1850, de Figanière. Tout au plus a-t-on fait quelques bibliographies partielles dont on trouvera l'indication dans A. Anselmo, *Bibliografia das bibliografias portuguesas*, 1923 (Publ. de la Bibl. nat.). Les indications qui suivent ne visent nullement à combler cette lacune, mais simplement à montrer dans quelles directions on a travaillé depuis un demi-siècle.

La préhistoire et la protohistoire sont parmi les domaines où l'on a réalisé le plus de progrès. A cet égard, le Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques, tenu à Lisbonne en 1880, marque une date importante parce qu'il fit entrer dans la science européenne les résultats obtenus par des travailleurs jusqu'alors isolés, comme Martins Sarmento, Pereira da Costa, Carlos Ribeiro, Nery Delgado, résultats que Cartailhac compléta par ses recherches personnelles et mit au point dans *Les âges préhistoriques de l'Espagne et du Portugal*, 1886. Une autre date fut la création, en 1893, du Musée ethnographique, dirigé par M. Leite de Vasconcelos, et la fondation, par ce savant, en 1904, de la revue *O Arqueólogo português*. La collection de ce périodique, complétée par les autres revues spéciales indiquées plus haut, permet de mesurer l'importance du travail accompli par des fouilleurs tels que MM. Leite de Vasconcelos, Joaquim Fontes, Francisco Gentil, Vergilio Correia, etc. Beaucoup des résultats obtenus sont recueillis dans le grand ouvrage de M. Leite de Vasconcelos, *As religiões da Lusitania*, t. I, 1897 ; t. II, 1905 ; t. III, 1913. M. Mendes Corrêa, directeur de l'Institut d'anthropologie à la Faculté des sciences de Porto, a récemment tenté une synthèse de l'anthropologie du Portugal primitif, *Os povos primitivos da Lusitania*, 1924.

L'*Historia de Portugal* d'Herculano reste la base indispensable pour les origines et les premiers siècles de la nationalité por-

(1) Voir en particulier *Antologia dos economistas portugueses, seleção, prefacio e notas*. 1^{er} vol., 1924, (Publ. de la Bibl. nat.).

tugaise ⁽¹⁾. Alberto Sampaio, que son patriotisme local a poussé à mettre en relief le rôle historique des populations du Nord (voir *O Norte marítimo*), a fait un intéressant effort pour préciser le peuplement et la structure sociale du Portugal septentrional à l'époque des invasions germaniques ⁽²⁾.

Sa science d'arabisant a permis à M. David Lopes, en des annotations critiques à l'œuvre d'Herculano, de faire une lumière nouvelle sur bien des problèmes relatifs au séjour des Arabes en Portugal ⁽³⁾.

La connaissance des institutions médiévales a fait de grands progrès grâce au labeur de Gama Barros, *História da administração pública em Portugal nos séculos XII a XV*, 4 vol., 1885-1922. L'histoire de la société, non moins que celle de la poésie portugaise, a été éclairée par l'ouvrage de M^{me} C. Michaelis sur *O Cancioneiro da Ajuda*, publié à Halle en 1904. Mais on peut déplorer qu'aucun des souverains de la première dynastie n'ait fait l'objet d'une monographie sérieuse. Le livre du général Moraes Sarmento sur *D. Pedro I e sua época*, 1924, ne tient malheureusement pas la promesse du titre ⁽⁴⁾.

Le principal effort des investigateurs et des essayistes s'est concentré sur la seconde dynastie et sur la splendeur maritime que ses princes ont valu au Portugal, avant de le conduire à la perte de son indépendance (1385-1580). Tandis qu'O. Martins brossait ses grandes fresques, une importante publication de documents d'archives, *Alguns documentos da Torre do Tombo*, 1893, déjà citée, venait préciser les données des chroniqueurs. L'importance du commerce des factoreries royales pouvait être mesurée grâce aux *Noticias da Feitoria de Flandres*, 1920, de Braamcamp Freire. La société de cette grande époque était

(1) Consulter de préférence la 7^e éd. illustrée, donnée par MM. David LOPES et Pedro d'AZEVEDO, 8 vol., 1914-16.

(2) Cf. *As vilas no norte de Portugal*. Ces études, d'abord esquissées dans la *Revista de Guimarães*, puis dans la *Revista de Portugal*, ont été approfondies dans la revue *Portugalia* et sont recueillies dans *Estudos históricos e económicos*, 1923.

(3) *Os Arabes nas obras de Alexandre Herculano*, tirage à part du *Bol. da Seg. Classe da Acad. das sciências*, t. III et IV, 1910-11.

(4) Sur l'arbitraire de la critique à laquelle il soumet le texte du chroniqueur Fernão Lopes, voir un article de Gonçalves CEREJEIRA dans *Biblos*, t. I, 1925, p. 156-181 et 201-228.

étudiée par Costa Lobo, *Historia da sociedade portuguesa no seculo XV*, 1903 ⁽¹⁾. Surtout, un ardent patriotisme poussait les érudits à reprendre l'histoire des navigations portugaises ; la conviction se généralisait qu'elles avaient découvert des terres américaines avant Colomb, et que ni les exigences de D. João II au traité de Tordesillas, ni la découverte du Brésil sept ans plus tard n'avaient été le résultat d'impulsions hasardeuses ⁽²⁾.

La question de la culture scientifique des navigateurs portugais fut véritablement renouvelée, en 1912, par le livre de M. Joaquim Bensaude, *L'astronomie nautique au Portugal à l'époque des grandes découvertes*, paru à Berne, et par la résurrection, grâce à lui, des monuments de la cosmographie portugaise des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles ⁽³⁾. Bientôt M. Luciano Pereira da Silva rejoignait cette même science portugaise en partant de Camoens ⁽⁴⁾. De plus en plus les entreprises de découverte, d'Henri le Navigateur à D. Manuel I^{er}, apparaissent comme l'exécution méthodique de desseins scientifiquement conçus, et 'on s'éloigne des éloquentes explications raciales d'O. Martins, pour qui le grand moteur des découvertes avait été l'esprit d'aventure des Celtes d'Ibérie. L'idée du secret de ces desseins croît en importance et amène un Jaime Cortesão à lire les chroniques d'un regard neuf, défiant, comme des documents suspects dont les anomalies de composition, les contradictions mêmes peuvent nous faire entrevoir ce qu'ils entendaient cacher ⁽⁵⁾. Prolongeant l'histoire des découvertes, l'*Historia da colonização portuguesa do Brasil*, entreprise à Rio-de-Janeiro en 1921, par M. Malheiro Dias, fait honneur au Portugal.

(1) Un deuxième volume consacré au Roi est resté inachevé : fragments posthumes dans *Anais das Bibliot. e Arquiv.*, t. I, 1915.

(2) Sur le *Problème de la découverte du Brésil*, voir une bonne mise au point, avec abondante bibliographie, par Robert RICARD, dans *Bull. hispanique*, janvier 1923.

(3) Six vol. de reproductions photographiques publiés par ordre du gouvernement portugais, et dont le premier contient, avec une introduction de M. BENSAUDE, le *Regimento do Estrolabio* conservé à la Bibl. royale de Munich, (publ. à Munich, 1914).

(4) Ses beaux travaux sur l'astronomie des *Lusiades* ont paru dans la *Rev. da Univ. de Coïmbra*, 1913-15. — Cf. *Lusitania*, t. II, 1925, p. 263-289 : *A concepção cosmológica nos Lusiadas*.

(5) Voir *Lusitania*, n° 1, 1924, p. 45-81 : *Do Sigilo nacional sobre os descobrimentos*, article qui est l'amorce d'un travail plus vaste.

Les expéditions marocaines sont étudiées avec le souci d'en pénétrer l'esprit. Un essai de M. A. Sérgio, *A conquista de Ceuta* (dans *Ensayos*, t. I, Rio-de-Janeiro, 1920), posait le problème en termes économiques. Depuis, M. David Lopes, à qui l'on devait déjà la publication en deux volumes des *Anais de Arzila* de Bernardo Rodrigues (Publ. de l'Acad.), s'est demandé à son tour : « Qu'avons-nous été faire au Maroc ? » Tel est le titre de l'introduction de sa récente *Historia de Arzila durante o dominio português*, 1924 (Publ. de l'Acad.). Il met l'accent sur la guerre contre l'infidèle et montre, sur le cas particulier d'Arzila, comment l'abandon des places d'Afrique, au milieu du xvi^e siècle, devenait pour le Portugal une nécessaire mesure de sagesse.

La découverte, par M. José de Figueiredo ⁽¹⁾, des admirables triptyques de la Vénération de saint Vincent, dus au pinceau de Nuno Gonçalves, peintre du roi Alphonse V, a apporté sur le Portugal conquérant que chantent les *Lusiades* un témoignage plastique d'une valeur incomparable : princes, chevaliers, clercs, moines, hommes du peuple y communient gravement dans le sentiment d'une haute tâche.

L'Inquisition, dont l'établissement sous Jean III a été magistralement étudié par Herculano, a fourni à M. A. Baião la matière de très utiles publications ⁽²⁾. On doit au même érudit un aperçu, d'après les documents originaux, de certains procès particulièrement intéressants pour l'histoire intellectuelle, *Episodios dramaticos da Inquisição portuguesa*, 2 vol., 1919-24. La persécution et l'exode des Juifs, déjà étudiés dans de bons travaux par M. Mendes dos Remedios, *Os Judeus em Portugal*, 1895, et *Os Judeus portugueses em Amsterdam*, 1911, ont été traités d'ensemble par M. J. L. d'Azevedo, *Historia dos Christãos Novos portugueses*, 1922. M. Guilherme Henriques, à qui l'on doit aussi, dans *Ineditos Goesianos*, 2 vol., 1896-98, la publication du procès du chroniqueur royal Damião de

(1) Cf. son livre, *O pintor Nuno Gonçalves*, 1910 ; et BERTAUX, dans *l'Histoire de l'Art* d'André MICHEL.

(2) Dans *l'Arq. hist. port.*, t. VI sq. Documents relatifs à l'organisation inquisitoriale et liste chronologique des procès des Inquisitions de Lisbonne et de Coïmbre.

Goes, ami d'Érasme et des humanistes italiens, a fait connaître (*Arq. hist. port.*, t. IV) le procès de Buchanan, João da Costa et Diogo de Teive, professeurs au Collège des arts de Coïmbre; grâce à lui s'éclaire un très important chapitre de l'histoire de l'Université, celui qui a pour dénouement la remise du Collège des arts entre les mains des Jésuites ⁽¹⁾. L'*Historia da Universidade de Coïmbra*, 4 vol., 1892-1902, de T. Braga, est un livre à refaire. On trouve un utile aperçu de la culture humanistique portugaise au xvi^e siècle dans G. Cerejeira, *O renascimento em Portugal*; *Clenardo*, 2 vol., 1917-18.

La personne du roi Sébastien, triste héros du désastre d'Alcacerquebir, a été récemment le centre d'une polémique qui appartient à l'histoire morale du Portugal d'aujourd'hui, mais dont l'histoire du xvi^e siècle n'a retiré d'autre bénéfice que certaines publications de textes ⁽²⁾. Quant au sébastianisme, foi messianique dans le retour du roi disparu et dans la résurrection de la patrie, M. J. L. d'Azevedo l'a étudié en relation avec ses précédents et ses suites éloignées ⁽³⁾.

Des livres importants ont paru sur deux grandes figures du temps de la restauration nationale : Edgar Prestage, *D. Francisco Manuel de Mello, esboço biographico*, 1914 (Publ. de l'Acad.); J. L. d'Azevedo, *Historia de Antonio Vieira*, 2 vol., 1918-21 ⁽⁴⁾.

L'histoire diplomatique de cette époque commence à être connue d'après les sources. On doit à Carlos Roma du Bocage des *Subsidios para o estudo das relações exteriores de Portugal em seguida à Restauração, 1640-1649*, 1916 (Publ. de l'Acad.) et, en collaboration avec E. Prestage, une édition annotée de la *Relação da embaixada a França em 1641* par João Franco Barreto (*Ibid.*, 1918). M. Queiroz Velloso, qui a fait de lon-

(1) Sur ce point, abondante documentation dans la publication récente de Mario BRANDÃO, *O Colegio das artes, 1547-1555*, 1925.

(2) A. SÉRGIO, *O Desejado, Depoimentos de contemporaneos*, 1924; A. FERREIRA de SERPA, *Cronica de El Rei Dom Sebastião pelo Padre Amados Rebelo*, 1925.

(3) *A evolução do sebastianismo*, 1918. Cf. A. SÉRGIO, *Interpretação não romantica do sebastianismo*, in *Ensaio*, t. I., Rio de Janeiro, 1920.

(4) Cf. la publication, par le même érudit, des *Cartas de A. Vieira*, Publ. de l'Impr. univ. de Coïmbre, t. I, 1925.

gues recherches aux Archives de Simancas, annonce un volume d'*Estudos historicos* sur la crise de l'Indépendance (Publ. Impr. univ. Coïmbre) ⁽¹⁾.

Sur le XVIII^e siècle, le livre le plus important est encore de M. J. L. d'Azevedo, *O Marquês de Pombal ■ a sua época*, 2^e éd., 1922.

M. A. Ferrão vient de publier, d'après les Archives de l'Intendance générale de Police, un livre sur l'invasion du Portugal par Junot, *A primeira invasão francesa*, 1925 (Impr. univ. Coïmbre).

Enfin la plus attachante figure de la monarchie constitutionnelle a été étudiée par M. Julio de Vilhena, *D. Pedro V e ■ seu reinado*, 3 vol., 1921-22 (Publ. de l'Acad.) ⁽²⁾.

Cette très rapide revue par époques a négligé, inévitablement, un certain nombre d'ouvrages qui relèvent de l'histoire locale ⁽³⁾ ou des sciences auxiliaires de l'histoire, comme l'héraldique ⁽⁴⁾, la généalogie ⁽⁵⁾ et la numismatique ⁽⁶⁾.

Telle quelle, elle suffira peut-être à montrer la physionomie un peu indécise des études historiques dans le Portugal contemporain, les progrès qu'elles ont déjà, incontestablement, réalisés ou qu'il leur reste encore à accomplir.

(1) Cf. du même auteur, sur la politique dynastique à l'égard de la Castille, d'Alphonse V à Jean III, *A rainha D. Catarina de Austria e a união de Portugal ■ Espanha*, dans *Asociación española para el progreso de las ciencias*, *Congreso de Coimbra*, Madrid, 1925, p. 143-161.

(2) Cf du même auteur, la publication de *Cartas ineditas da rainha D. Estefania*, 1922 (Publ. de l'Acad.).

(3) Citons parmi les plus utiles : sur Lisbonne, Freire de OLIVEIRA, *Elementos para a historia di municipio de Lisboa*, 10 vol., 1885-1911 ; Julio de CASTILHO, *Lisboa antiga*, 2^e éd., 5 vol., 1902-04 ; Matos SEQUEIRA, *Depois do Terremoto*, 3 vol., 1918-22 (Publ. de l'Acad.) ; — sur Evora, Gabriel PEREIRA, *Documentos historicos da Cidade de Evora*, 1885-95 ; — sur l'Algarve, nombreux travaux monographiques d'Ataide de OLIVEIRA ; — sur Viana do Castelo, José CALDAS, *Historia de um fôgo morto*, éd. définit., 1919.

(4) Cf. BRAAMCAMP FREIRE, *Livro primeiro dos Brasões da Sala de Sintra* (Publ. Impr. univ. de Coïmbre) et *Livro segundo...* (sous presse) ; G. L. dos SANTOS FERREIRA, *Armorial português*, 2 vol., t. I, 1920 ; t. II (gravures), 1923.

(5) Afonso de DORNELAS, *Historia e genealogia*, 12 vol. de mélanges, 1913-24.

(6) J. LEITE de VASCONCELOS, *Numismatica em Portugal*, 1923 (Vol. 9 de l'*Arquivo da Universidade de Lisboa*) ; Artur LAMAS, *Medalhas portuguesas e estrangeiras referentes a Portugal*, 1916.

ROUMANIE

par

N. IORGA

*Membre de l'Académie roumaine, correspondant de l'Institut de France,
professeur à l'Université de Bucarest*

L'historiographie roumaine n'a pas seulement progressé, dans des proportions inattendues étant donné les difficultés du travail et de la publication, mais elle s'est totalement renouvelée, au double point de vue de l'information et de la conception même de l'histoire.

Vers 1870, les historiens ne disposaient, comme sources imprimées, que de deux grands recueils de chroniques — plus une réédition de certaines sources étrangères — et deux seules tentatives avaient été faites pour publier ces documents de propriété qui, conservés par centaines de mille, constituent pour la vie sociale et économique des Principautés roumaines un trésor que pourraient leur envier des pays d'une civilisation de beaucoup supérieure.

Un grand homme d'État, Michel Kogălniceanu (« de Kogalnitchan » dans ses ouvrages en français), qui avait publié à Berlin, au moment où il sortait à peine de l'adolescence, une histoire de sa nation, avait fait imprimer les *Letopisițe* (*letopis*, en slavon : chronique) ou *Annales* (et Chroniques) de sa petite patrie moldave ; pour la Valachie, un Transylvain, Auguste Tr. Laurian, s'était associé à un Bucarestois, Nicolas Bălcescu, le futur auteur d'une grande histoire de Michel le Brave, pour réunir les maigres narrations qui concernaient cette autre Principauté roumaine. Un autre émigré de la Transylvanie, pays qui appartenait alors à l'empereur d'Autriche, Papiu Ilarian, ayant recueilli dans la Bibliothèque royale de Berlin des récits, difficiles

à trouver, relatifs aux événements des deux pays roumains libres, s'en était servi pour composer une publication très soignée, son *Tesaur de documente*, en trois volumes, contenant aussi de bonnes traductions roumaines du texte étranger.

Un zélé fonctionnaire et publiciste moldave, Théodore Codrescu, qui n'avait aucune préparation historique et auquel on doit jusqu'à une grammaire française, ayant eu accès aux archives de Iassy, en avait tiré les matériaux de son *Uricariul* (*Le Diplomatiste*), qu'il continua, d'un petit volume à l'autre, avec des documents recueillis au hasard et publiés à l'aventure. Tout autre est la valeur d'une publication parue à Bucarest, en trois volumes de grand format, dont l'auteur, venu de Bessarabie, Bogdan Petriceicu Hasdeu, homme d'un grand talent, d'une originalité hardie et toujours renouvelée, apportait, dans un milieu fanatique de latinisme, la connaissance, absolument nouvelle, de l'ancien slavons et des langues slaves modernes. Son *Archiva istorica a României* (*Archives historiques de la Roumanie*) comprend des centaines d'actes, datés du ^{xiv}^e et surtout des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, qui donnent une large idée des coutumes du vieux droit roumain; il y ajouta de nombreux renseignements sur l'histoire politique et militaire de la nation. Philologue d'instinct plutôt que de préparation, Hasdeu donnait des textes fixés avec une critique sûre et délicate que les contemporains n'étaient peut-être pas en état d'apprécier à sa juste valeur ⁽¹⁾. Se montrant historien non moins que philologue dans l'édition de ces textes anciens, auxquels des collaborateurs de hasard en ajoutèrent d'autres, il termina son recueil par des études étendues sur les documents publiés, qui constituent une *Histoire des Roumains*, dont le caractère est bien différent de celui des manuels scolaires dus à des Transylvains, pénétrés des souvenirs romains, comme Florian Aaron et surtout Laurian. Accumulant une documentation des plus variées, il garda toujours l'ambition, qu'il était bien capable de réaliser, d'arriver à la solution la plus difficile à démontrer. Écrit à la façon romantique d'un Lelewel, son ouvrage, collection de chapitres

(1) Cette publication devait être continuée dans des périodiques comme *Traian* (*Trajan*) et *Columna lui Traian* (*Colonne de Trajan*).

presque disparates, fit mieux que fixer la vérité historique : il suscita aussi, par les riches sources qu'il révélait, une immense curiosité pour le passé roumain.

La fondation de l'Académie roumaine, dont une section fut consacrée à l'histoire, devait donner un nouvel essor aux études historiques.

Au début, son activité fut hésitante ; elle s'absorba trop longtemps dans le travail d'un dictionnaire de latinisation à outrance et d'un *Glossaire* contenant le vrai trésor de la langue. Au bout d'une vingtaine d'années, l'erreur ayant été reconnue, Hasdeu reçut la mission de reprendre l'œuvre qu'il conçut à la façon du *Rječnik* serbe de Daničić, en y faisant entrer les noms propres ; ainsi le *Magnum etymologicum Romanix* (arrêté au second volume) donna de véritables articles d'histoire.

La première grande entreprise historique de l'Académie fut l'édition des œuvres du prince Démétrius Cantemir, le grand érudit moldave qui ouvre pour les Roumains le xviii^e siècle. On donna dans une série de volumes son *Histoire de l'Empire ottoman*, son roman allégorique, son livre de polémique contre le prince valaque Brâncoveanu, sa *Vie de Constantin Cantemir* (en latin) et sa belle *Descriptio Moldaviæ*. Quant à son principal ouvrage de critique et de synthèse, *Cronicul Româno-Moldo-Vlahilor* (*Chronique des Roumains Moldo-Valaques*), il ne devait être republié, d'après le manuscrit, que bien plus tard, par Grégoire Tocilescu. La publication a été généralement très mal faite ; aussi l'œuvre de cet homme digne d'attention, et même d'admiration sous plus d'un rapport, attend encore d'être présentée d'une façon convenable. L'édition de l'œuvre du chroniqueur Miron Costin (seconde moitié du xvii^e siècle) par V. A. Urechîă ne répond pas davantage aux exigences de notre époque. Georges Sion, qui d'ailleurs est un poète, fut chargé de donner une version roumaine de l'histoire de la Dacie par le Grec Denis Photinos et du rapport sur la Valachie dû à Michel Cantacuzène et publié à Vienne après 1800 par les frères Tounousli ; une traduction du célèbre voyage en Chine par le spathaire moldave Nicolas Miclescu (fin du xvii^e siècle)

lui fut aussi demandée par l'Académie. Pendant qu'Urechîă éditait, dans les *Mémoires de l'Académie*, telle chronique phanariote, Hasdeu faisait connaître la manifestation nationale, sous la forme d'un récit historique contemporain, du « Roumain zélé » (*Zilot Românul*), et un érudit de l'ancienne école, infatigable chercheur de vieux livres et de manuscrits, Constantin Erbicéanu, auquel on doit la réunion des actes relatifs à la métropole de Iassy, publiait, dans ses *Cronicarii greci*, les récits en grec de cette époque des Phanariotes et s'occupait du naïf réformateur, influencé par l'idéologie de ses contemporains les nationalistes de Transylvanie, que fut le moine Naum Râmnicéanu. En dehors de l'essai manqué d'Urechîă, on s'en tenait pour les chroniques moldaves au recueil de Kogălniceanu, qui avait fait publier de ses *Letopisițe* une seconde édition en caractères latins, moins soignée. Quant aux chroniques valaques, sauf l'intéressante, l'anachronique œuvre de critique des origines due au stolnic Constantin Cantacuzène († 1716), que Kogălniceanu avait reproduite dans sa réédition, elles restaient perdues dans la vieille collection du *Magazin istoric pentru Dacia* ou dans le recueil *Istoria Moldo-României*, constitué par le libraire Ioanid.

Après ses propres fondateurs, l'Académie est surtout redevable à Démètre Sturdza, un des chefs de la vie politique roumaine. Elle n'eut pas seulement en lui un protecteur utile, mais aussi un actif collaborateur, et c'est lui surtout qui l'orienta vers l'histoire. Il ouvrit lui-même la voie aux études de numismatique et d'iconographie par son article sur les portraits des princes. Son principal mérite à cet égard fut cependant d'avoir recueilli l'héritage d'un Bucovinien, quelque peu son parent, Eudoxe Hurmuzaki, qui avait obtenu le privilège d'explorer pour l'histoire de sa nation les riches archives de Vienne. Ses résumés, la mise en œuvre qu'il avait faite d'une partie des matériaux, et surtout ses copies, permirent d'entreprendre de magnifiques publications qui allaient renouveler la connaissance du passé roumain, les *Documente privitoare la istoria Românilor* (*Documents concernant l'histoire des Roumains*), dont une trentaine de volumes, sans compter plusieurs réédi-

tions ont paru depuis 1876 ⁽¹⁾. — C'est seulement après 1890 que l'Académie se laissa entraîner dans une voie nouvelle ouverte par une école qui avait adopté les conceptions et pratiquait les méthodes scientifiques de l'Occident.

Il ne faut pas oublier les publications de documents que l'évêque Melchisédec, formé en Russie, à Kiev, consacra aux évêchés de Huși et de Roman, *Cronica Hușului*; *Cronica Romanului*; il avait préparé une *Chronique* de la métropole de Iassy, et, sous le titre de *Notițe*, donné le premier recueil d'inscriptions prises dans les églises et les couvents moldaves. Pour la Valachie, depuis la visite, vers la moitié du xvi^e siècle, du métropolitain Néophyte, nous n'avions que les *Visites* (après 1880) de l'évêque de Râmnic, Gennadius, qui se fit aussi l'éditeur du « Registre saint » de la métropole de Bucarest, *Condica sfântă* ⁽²⁾.

Sur la Bucovine devenue autrichienne, il n'existait presque rien, et sur la Bessarabie, qui appartenait aux Russes, sauf des travaux dus à des étrangers qui s'occupèrent aussi plus ou moins de son histoire, nous avions moins encore. Quant à la Transylvanie, elle nous était surtout connue par les documents latins et les chroniques en latin et en allemand édités par des Saxons comme Trausch et Trauschenfels, ou des Magyars comme Kemény. Quelques documents avaient été publiés dans l'*Archiv* de Cipariu et dans la revue *Transilvania*. Georges Baritiu, l'historien de sa petite patrie, n'avait fait paraître que des *Părți alese* (*Parties choisies*) ; telles quelles, celles-ci, qui témoignent d'une solide documentation et d'une critique pondérée, offraient le seul moyen d'information sur la vie laïque des Roumains transylvains, dont l'histoire religieuse n'était présentée, comme dans les travaux du futur évêque Nicolas Popea, que sous l'angle des polémiques acerbes entre orthodoxes et uniates ⁽³⁾.

(1) Sur toute l'activité de l'Académie roumaine, cf. notre étude : *Hommage à D. A. Sturdza*, dans le *Prinos Sturdza*, 1903, p. 1-126.

(2) Nous avons publié celui d'Iassy dans la collection de la Commission historique de Roumanie.

(3) Nous avons donné, dans les vol. XII et XIII de nos *Studii Și Documente*, des inscriptions et des documents transylvains.

L'enseignement de l'histoire, établi sur de nouvelles bases dans les écoles secondaires et disposant de deux chaires dans les Universités de Bucarest et d'Iassy ⁽¹⁾, devait susciter de nouvelles publications.

Une petite histoire de la littérature roumaine avait été déjà publiée par Urechiă. Elle avait été suivie de l'*Introduction* à cette même histoire par Alexandre Philippide, alors professeur dans un lycée d'Iassy, et de l'*Histoire de la littérature roumaine* par le suppléant de la chaire, le Transylvain Aarôn Densusianu. Mais les principaux représentants de ce courant, provoqué par les leçons et les cours de l'école, furent le Valaque Grégoire G. Tocilescu et le Moldave Alexandre D. Xenopol.

Le premier, élève de Hasdeu et ensuite des professeurs de Prague, donna un bon manuel d'histoire pour les lycées, dont les éditions se succédèrent rapidement. Il a été l'initiateur des études d'archéologie ancienne. Il mit au jour le *Tropaeum Trajani* dans la Dobrogea et publia le catalogue du Musée de Bucarest, après s'être essayé dans la lourde compilation intitulée *Dacia innainte de Romani* (*La Dacie avant les Romains*) ⁽²⁾; on lui doit la *Revista pentru archeologie, istorie și filologie*, luxueuse publication qui compta parmi ses collaborateurs presque tous les érudits de l'époque.

La largeur de vues, l'esprit de synthèse, le sens philosophique, le scrupule de la forme, qui manquaient complètement à Tocilescu, se trouvèrent heureusement réunies dans la personnalité si remarquable de Xenopol. C'est également pour répondre aux besoins de l'enseignement que Xenopol, devenu professeur d'histoire à l'Université d'Iassy, entreprit sa grande *Histoire des Roumains*. Cette histoire est la première qui embrasse tout le développement des États que la nation avait créés et des conditions politiques dans lesquelles elle avait vécu; la première aussi qui se soit préoccupée des idées géné-

(1) L'Université bucovinienne de Cernăuți-Czernowitz avait bien la chaire de littérature roumaine qui permit à Jean SBIERA de rédiger les chapitres de son histoire littéraire, mais le passé des Roumains restait confondu avec celui des autres peuples du Sud-Est européen.

(2) Un esprit bizarre, Nicolas DENSUSIANU, donna une collection d'hypothèses aventureuses dans sa *Dacie*, publiée après sa mort.

rales et appuyée sur l'analyse critique des sources. Son titre, *Istoria Românilor din Dacia Traiană*, montre que l'auteur entendait, comme jadis Kogălniceanu, présenter les gestes de toute la race sans distinction de provinces ; il ne laissait de côté — et encore se ravisa-t-il au cours de son travail — que les Roumains, assez nombreux jusqu'aujourd'hui, qui vivent dans la péninsule des Balkans. C'était encore une nouveauté que cette préoccupation de l'unité qui, depuis longtemps, n'orientait plus la pensée directrice des historiens. Xenopol, qui avait fait d'excellentes études de droit à Berlin, où il présenta une thèse sur un sujet d'institutions romaines, avait débuté, avant son départ pour l'Allemagne, par des considérations sur l'œuvre de Buckle. Il regarda toujours Buckle comme un modèle, sans accorder toutefois, comme l'historien anglais, une place prépondérante ou exclusive aux explications tirées de l'influence du milieu géographique. Dans des travaux préliminaires, il avait analysé la poussée de la Russie vers Constantinople et le rôle des Roumains dans la formation de l'« empire » de Joannice le Valaque, créateur d'un tsarat bulgare. Les problèmes économiques l'avaient aussi attiré et, rompu à la polémique juridique, il se livra à une vigoureuse attaque, dans laquelle le bon sens et la divination eurent plus de part que l'information, contre les théories d'un Rössler qui cherchait à nier la permanence de l'élément roumain sur la rive gauche du Danube, dans la forteresse transylvaine et ses dépendances.

L'*Histoire des Roumains* fut beaucoup lue et il fallut donner une édition populaire de ces cinq gros volumes si pleins de faits, d'une bonne forme littéraire, auxquels s'ajoutèrent deux volumes de supplément allant de 1859 à 1866, puis deux autres sur les *Partis politiques* et leur évolution. Un résumé français en deux volumes trouve encore de nombreux lecteurs, surtout à cause des détails qu'il fournit et qu'on ne rencontrerait pas ailleurs. Xenopol, qui devait finir sa carrière par un ouvrage de philosophie historique (en roumain, en français, même en espagnol), *Les lois fondamentales de l'histoire*, très apprécié, crut, plus tard, devoir reprendre son œuvre capitale pour la mettre au courant des recherches. Son manuscrit était terminé

au moment où une terrible maladie le terrassa; jusqu'ici il n'en a été publié que la partie qui s'arrête au commencement du xvii^e siècle (une troisième édition est en cours de publication).

On ne saurait méconnaître l'importance scientifique, littéraire et nationale de ce grand effort poursuivi avec tant de ténacité jusqu'à cette refonte dont le labeur fut fatal à son auteur. S'il y a, çà et là, quelques négligences dans les détails de l'œuvre, les vues générales en sont amples et claires; le style, sans trop de couleur, en est facile et agréable; on y sent partout une intelligence très vive, cherchant avec passion l'explication intégrale. Mais l'auteur travaillait dans un milieu trop dépourvu d'instruments de recherches et il n'eut pas le loisir d'aller les chercher à l'étranger. Il n'avait pas, par des études personnelles, poussé à fond la préparation des chapitres de cette histoire qu'il se sentait de force à embrasser. Presque toujours, pour la partie ancienne, il est à la remorque de quelqu'un, sinon pour l'interprétation, qui est bien sienne, du moins pour la connaissance des sources. Il doit beaucoup sous ce rapport à Hasdeu, qui avait si généreusement, parfois si inutilement, semé les renseignements bibliographiques; il ne doit pas moins à un Français, ancien secrétaire du prince Charles de Roumanie, Émile Picot, qui, en republiant d'après Kogălniceanu, pour les besoins de son cours de l'École des langues orientales vivantes, cette chronique d'Ureche (il écrit : Ouréki), allant des origines de l'État moldave à la fin du xvi^e siècle, avait accumulé, en notes, des extraits de chroniques occidentales. Dans un pays où, comme je l'ai déjà remarqué, les archives privées contiennent des masses imposantes d'inédits, Xenopol n'avait guère tiré parti de tout ce que révélaient au moins les principaux dépôts, tout particulièrement celui de l'Académie roumaine, qui enrichissait chaque jour son chartrier, aujourd'hui malheureusement transporté en Russie et illégalement retenu par le gouvernement soviétique. Enfin la publication des *Documents Hurmuzaki* avait à peine débuté par des actes autrichiens du xviii^e siècle. Aussi l'*Histoire des Roumains* devait-elle paraître bientôt périmée, sans pouvoir d'ailleurs

être remplacée, car l'enseignement du maître n'avait pas fait naître cette école de modestes et de laborieux chercheurs qu'il eût fallu pour arriver à la connaissance d'un passé à peine fouillé dans la plupart des domaines.

Pour reprendre, sur d'autres bases, l'analyse critique et, en même temps, pour constituer ces bases elles-mêmes par des publications de chroniques et de documents, il n'y eut même pas, à proprement parler, d'école, mais seulement rencontre fortuite, consolidée par d'étroits rapports d'amitié, de chercheurs formés à des écoles différentes et cultivant aussi des domaines différents de recherches.

C'est l'école de Vienne qui prit, dès avant 1890, l'initiative de reviser et d'accroître les connaissances acquises. Alors que l'esprit de Ranke dominait encore à Berlin, à l'époque où Xenopol en fréquentait l'Université, celui de Sickel inspirait les études à l'Université de Vienne. L'examen minutieux et la critique attentive des textes, une pratique du doute poussé au delà de la négation dûment imposée, mais sans dépasser les limites de la *Forschung*, l'absence d'horizon, le dédain de la pensée philosophique aussi bien que de la forme littéraire, le souci d'une exposition soignée, d'une précision presque mathématique, suivant toujours le document, accepté comme source de vérité, telle était la méthode de Sickel.

Un jeune Bucovinien, nourri de cette discipline, Démètre Onciul, dont le père était curé dans le voisinage de ce beau cloître de Putna où reposent les ossements du plus grand prince roumain, Étienne le Grand — où toute la jeunesse universitaire roumaine s'était réunie jadis et où Xenopol avait prononcé le discours de commémoration —, fut chargé d'analyser la *Théorie de Rössler*, que venait de publier le professeur d'Iassy. Il aboutit à un travail original qui redressait à chaque pas les conclusions de son prédécesseur ; ce travail est malheureusement resté enseveli dans les numéros dispersés de la principale revue roumaine de cette époque, qui s'occupait aussi d'histoire, les *Convorbiri literare* (*Entretiens littéraires*). Ses devoirs de professeur à l'École normale de Cernăuți l'empêchèrent de pour-

suivre ses recherches qui, comme on pouvait l'attendre d'un fils de cette Bucovine toute pleine des plus beaux monuments du passé moldave, devaient s'orienter, souvent contre Xenopol, vers l'époque plus obscure des origines de la Moldavie. Pour réappliquer son activité critique à ce vaste domaine et à celui, plus large, de l'histoire générale des Roumains, il lui fallut l'impulsion d'un nouveau mouvement, qui ne pouvait pas surgir de Bucovine, et les exigences de la chaire d'histoire ancienne de la nation qui lui fut confiée, après 1890, à l'Université de Bucarest. Là, le professeur d'histoire des Roumains, Urechiă lui-même, s'engageait dans la publication, peu soignée, mais néanmoins très utile, des registres des princes phanariotes et les présentait, non sans un peu de naïve prétention, comme une histoire des Roumains à l'époque moderne (le recueil, une vingtaine de volumes, va de 1774 à 1821).

Sous le patronage de Sturdza, Jean Bogdan, qui avait débuté par des essais pédagogiques, fut envoyé à Vienne, puis en Russie, pour y poursuivre des études slaves. Il signala, dans des articles de revue, les sources inédites trouvées au cours de ses voyages avant de publier les *Vechile cronici innainte de Ureche* (*Les anciennes chroniques avant Ureche*), ouvrage capital qui, pour l'histoire de la Moldavie, substituait à la compilation d'Ureche les originaux eux-mêmes en slavon. Plus tard seulement, de nouvelles découvertes lui permirent d'y ajouter un second volume, la chronique d'Azarius, par où se complète la série qui devait paraître dans les *Annales de l'Académie roumaine*. Nous ne dirons pas ce qu'il a fallu d'efforts à cette société pour se détacher des tendances qui avaient présidé à ses origines et accepter, avec les formes slavonnes de la transmission historique, un point de vue assez différent du latinisme initial. Bogdan continua son œuvre philologique avec la préoccupation d'établir des textes critiques impeccables. Il édita les récits saxons et russes sur l'« Empaleur » valaque, Vlad Tepeș, et, sans parler de contributions moins importantes, il publia les lettres roumaines en slavon, conservées dans les archives transylvaines de Brașov-Kronstadt (textes édités en 1905, après un volume de traductions). de Sibiu-Hermann-

stadt et de Bistrița-Bistritz ; le beau recueil, en deux volumes, des *Documentele lui Ștefan-cel-Mare*, 1913 (*Documents sur Étienne le Grand*) ; son Album paléographique valaque et les admirables planches de l'Album contenant les documents moldaves (édité après sa mort, en 1926).

L'école française, telle qu'elle s'était formée, vers 1890, à l'École des chartes et à l'École pratique des Hautes Études, ne fut pas sans exercer une influence sur la nouvelle historiographie roumaine qui, précisément à ce moment, fixait sa voie. C'est après des études à Paris que l'auteur de ces pages, qui venait de publier son *Philippe de Mézières et la croisade au XIV^e siècle*, ainsi qu'un *Thomas III, marquis de Saluces*, présenté comme thèse de doctorat de Leipzig, orienta ses recherches vers l'histoire des Roumains. La pratique de l'histoire médiévale ainsi que la passion de l'inédit l'amenèrent à publier dans ses *Actes et fragments*, puis dans les volumes X, XI, XII, XIV et XV de la collection Hurmuzaki — collection qui continuait son cours en faisant connaître des documents recueillis par d'autres chercheurs que l'historien de Bucovine — plusieurs séries d'*acta externa*, tirés soit des archives allemandes et italiennes, soit de différentes bibliothèques de l'Occident. Ses *Studii și documente*, commencés en 1901, comptent actuellement une trentaine de volumes. Des archives de famille lui ont fourni les *Documents Callimachi* et les *Documents Știrbei* ⁽¹⁾. En même temps, dans une série d'études de détail, il présentait le passé roumain en le traitant avec la même méthode que les sujets médiévaux et en le plaçant, par une innovation, dans le cadre de l'histoire générale.

L'Université de Bucarest, où s'étaient réunis les créateurs du « nouveau courant », devenait le centre du mouvement destiné à rénover l'histoire des Roumains. A Iassy, seuls se poursuivaient, par les soins de Georges Ghibănescu, le vieux recueil de l'*Uricariul*, puis la série des *Surete și izvoade* (*Versions et*

(1) Alexandre Sturdza publia à Paris, avec des documents nouveaux, l'histoire des familles régnantes Sturdza et Maurocordato ; le gros volume de documents sur les Brâncoveanu n'a pas été mis en vente.

copies) ; le même auteur y publiait aussi des *Ispisoace și zapise* (Actes et contrats).

Ce courant gagna bientôt l'Académie. Pendant des années, ses *Annales* publièrent des recherches de détail portant sur presque tous les points du passé, mais surtout sur des sujets et problèmes relevant de l'histoire politique. De même, en province, Ștefulescu rassemblait les actes concernant son district oltenien de Gorj, dans une série de volumes : *Le monastère de Tismana*, *Le Gorj historique et pittoresque*, et plusieurs monographies de couvents ; le prêtre Antonovici faisait connaître les documents de Bârlad, etc.

Dès 1890, la nécessité de nouvelles synthèses s'imposait. De courts travaux d'ensemble y répondirent d'abord. D'une série de conférences données à l'Athénée roumain de Bucarest sortirent l'essai de synthèse que furent les *Origines des Principautés roumaines* d'Onciul, enrichies de notes substantielles (1) ; les notes sur la civilisation slavonne dans les pays roumains et les guerres des Roumains contre les Turcs de Bogdan ; la carrière de Michel le Brave et la valeur de la civilisation sous les Phanariotes par N. Iorga.

L'Académie suscita, par ses concours annuels, une large étude de ce dernier historien sur les ports de la Moldavie méridionale, Chilia et Cetățea-Alba, *Studii istorice asupra Chiliei și Cetății-Albe*. Ces concours encore le déterminèrent à rédiger une *Histoire de la littérature roumaine au XVIII^e siècle*, 2 gros vol., 1900 (2). Presque au même moment, le *Prinos lui D. A. Sturdza* (*Hommage à D. A. Sturdza*) réunissait presque tous les représentants de la nouvelle génération de chercheurs. Sur l'histoire du droit, les travaux du Bucovinien Georges Popovici, ainsi que ceux de Jean Nădejde, les études de Pașcanu et de

(1) Les *Convorbiri* publièrent ensuite des articles du même auteur sur *Les titres de Mircea l'Ancien*. L'Exposition de 1905 fournit à Onciul l'occasion de condenser l'histoire des Roumains dans un opuscule qui eut deux éditions : *Din istoria Românilor*, important surtout pour la partie ancienne.

(2) Cet ouvrage, qui contient des chapitres sur les sources historiques antérieures, fut continué, pour le xix^e siècle, jusqu'en 1866, par trois autres volumes et par un volume sur la littérature religieuse. Il a été refondu en 1926 ; le premier volume de cette nouvelle édition a paru.

P. Negulescu suivirent; tout récemment, Georges Fotino soutenait à Paris sa thèse sur une *Contribution à l'étude des origines de l'ancien droit coutumier roumain*; Jean Tanoviceanu se faisait le généalogiste des familles moldaves, pendant qu'Étienne Greceanu établissait la descendance des familles valaques dans un ouvrage dont une partie seulement fut publiée après sa mort.

A l'étranger, avait cessé l'activité du Français Émile Picot, qui avait continué l'œuvre d'un Ubicini, témoin des tentatives révolutionnaires de 1848. L'Allemagne ne s'intéressait qu'à la philologie roumaine. Hasdeu avait aussi publié des témoignages de vieux roumain dans ses *Cuvente den bătrâni* (*Paroles des anciens*). Bien que Xenopol eût donné le résumé français, cité plus haut, de son *Histoire*, le besoin d'un nouvel ouvrage de caractère général, répondant aux progrès de l'information et représentant le point de vue de la génération de 1890, se faisait sentir. Lamprecht offrit de l'accueillir dans la collection des *Geschichten der europäischen Staaten*, dont il avait pris la direction.

Notre *Geschichte des rumänischen Volkes im Rahmen seiner Staatsbildungen*, qu'une *Geschichte des osmanischen Reichs*, en cinq volumes, devait suivre dans la même collection, n'utilise pas seulement toutes les nouvelles publications, mais aussi des documents inédits, qui seront publiés plus tard. Elle considère le peuple roumain comme un seul et même organisme et présente son développement sur un plan unique; les divisions dynastiques de Xenopol ont été abandonnées pour faire saisir le mouvement des masses; l'anecdote historique et la chronologie pour elle-même ont été écartées; la part de l'époque nouvelle a été réduite par rapport à celle de l'ancienne, libre et féconde. Les institutions, la vie du village et du centre urbain se sont vu donner une large place. Cette synthèse a été reprise, pendant la guerre, sur le désir d'un éditeur français, qui finit par renoncer à l'entreprise, dans l'*Histoire des Roumains et de leur civilisation*, 1919; 2^e éd., 1924. Cet ouvrage présente l'histoire des Roumains brièvement, sous le rapport de la civilisation et d'une façon dynamique, en montrant l'évolution des tendances et des idées et leur réalisation dans les faits.

Une longue série de monographies du même auteur accompagna et suivit, surtout après la guerre, ces deux ouvrages d'orientation. L'évolution de l'Église roumaine a été traitée par lui en deux volumes. Le passé roumain a été exposé sous forme d'esquisses dans une histoire *în chipuri și icoane* (*Histoire des Roumains en portraits et en scènes*) et dans l'*Istoria Românilor prin călători* (*Histoire des Roumains par les voyageurs*). Après une *Histoire des littératures romanes* en trois volumes et des *Prologomènes* à une histoire générale qui paraît en ce moment à Paris (État autrichien, rôle de l'Allemagne, Papes et Empereurs, États et dynasties, Révolutions et nations, Institutions européennes), il a consacré différents volumes à Étienne le Grand, à Michel le Brave, à *La vie agraire des Roumains*; à l'*Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie* (également parue en français), à la Bessarabie, à l'*Histoire de l'armée roumaine*, à l'*Histoire du commerce roumain*, à l'*Histoire des métiers en Roumanie*, à la *Politique extérieure de Charles I^{er}*, ainsi qu'à sa *Correspondance* (en français), à l'*Ancien art roumain* ⁽¹⁾, à l'*Art populaire en Roumanie*. Les inscriptions furent recueillies en deux volumes, *Inscripții din bisericile României* (pour la Bucovine on dispose du recueil en allemand de Kozak, *Inskriften aus der Bukovina*). André Radulescu publia (surtout dans les *Annales de l'Académie roumaine*) des études de droit et le général Radu Rosetti (dans les mêmes *Annales*) s'occupa du système militaire moldave. La description des vieux livres roumains ou des livres slaves pour les Roumains fut faite dans un admirable recueil illustré, la *Bibliografia veche română*, 2 vol. suivi de fascicules, par le bibliothécaire de l'Académie roumaine, Jean Bianu, et son collaborateur Nerva Hodoș.

En Transylvanie, en Bucovine, même en Bessarabie et chez les Roumains de Macédoine — parmi ceux qui s'étaient établis dans le royaume — ce mouvement détermina des travaux parallèles.

(1) En collaboration avec Georges BALȘ, auteur de recherches sur les églises moldaves, sur celles de Serbie, de Mésembrie, du Mont Athos et tout récemment de l'ouvrage d'ensemble, *Bisericile lui Ștefan-cel-Mare* (*Les Églises d'Étienne le Grand*).

Le premier historien transylvain qui suivit les règles de la critique moderne fut le chanoine Augustin Bunea, dans ses *Vechile episcopii* (*Anciens évêchés*), qui traitent du seul développement possible de cette partie de la nation, celui de l'Église, et dans son recueil d'observations sur la *Hiérarchie* ecclésiastique de ses concitoyens. Pendant que l'ancienne école se bornait, après Popea et Moldovanu, à réunir les actes sur la lutte des Transylvains pour la liberté (cf. *Cartea de aur* ou *Livre d'or* de Păcățianu), la nouvelle tendance gagnait la jeunesse. C'est ainsi qu'on eut bientôt les travaux d'un Jean Lupaș, qui plus d'une fois a scruté la vie religieuse de ses conationaux d'outre-monts et a fini par en donner une histoire ecclésiastique, qui a aussi écrit, pour les écoles, une histoire des Roumains où il cherche à faire une plus large part à l'activité des Transylvains ; ceux d'un Zénobius Păclișanu sur l'Église uniате, d'un Sylvius Dragomir sur l'Église orthodoxe et ses rapports avec la Russie des tsars, sur la vie des Roumains du Balkan ; ceux surtout d'un Étienne Meteș, auquel on doit une étude du commerce roumain avec la Transylvanie, des documents sur la vie sociale des Roumains de cette province, un opuscule sur les pâtres et la vie pastorale, le premier volume d'une histoire des Roumains, tout à fait au courant des derniers résultats acquis.

A Jean Nistor est dû le réveil des études historiques en Bucovine. Sa préparation historique s'était faite à Vienne tout aussi bien qu'à Bucarest où il était venu prendre place sur les bancs de l'Université. C'est en allemand que le futur professeur à l'Université de Cernăuți donna une *Geschichte des moldauischen Handels*, un *Handel und Wandel* consacré au même sujet, une étude sur le système douanier moldave. Plus tard, il a publié en roumain un travail sur *Roumains et Ruthènes*, et, après la guerre même, une histoire de la Bessarabie. Il a assumé la tâche de publier, dans la collection Hurmuzaki, les rapports des consuls d'Autriche.

En Bessarabie, un Nakko (Nacu) avait écrit en russe une histoire de cette province. Des matériaux, tirés du trésor conservé à Chișinău (Kișinev) furent mis au jour, avec des notes

en russe, par les soins de Halippa. Des Bessarabiens, comme Syrko (Sârcu), Jacimirskij, s'occupèrent de la littérature roumaine, surtout des manuscrits slaves, pendant que d'autres écrivaient sur les antiquités romaines et différents sujets, en russe encore, en attendant qu'Étienne Ciobanu, après la guerre, se fît, en roumain, le biographe du métropolite Dosithée et de Démétrius Cantemir, l'historien de la littérature et de la pensée roumaines en Bessarabie.

L'histoire des Roumains de la « Grande Valachie » thesaliennne fut écrite par le Macédonien Georges Murnu, professeur à Bucarest et auteur de quelques travaux de détail. Mais les érudits roumains venus des Balkans furent surtout des philologues laborieux et témoignèrent souvent, comme Péricle et Take Papahagi, Théodore Capidan, d'une tendance marquée aux hypothèses nouvelles et hardies qui intéressent aussi l'histoire.

Une nouvelle école devait se constituer ; elle se forma en suivant la méthode de critique « philologique » des Viennois, grâce surtout à la sévère discipline et à l'infatigable ténacité, à l'esprit de suite d'Onciul. Il avait à peine commencé son enseignement quand Jean Ursu, le futur auteur de la *Politique orientale de François I^{er}* et d'un ouvrage sur la participation de la Roumanie à la guerre (en français), ainsi que de recherches sur les règnes d'Étienne le Grand et de Pierre Rareș, consacra, après que les rapports entre les pays roumains et la Hongrie avaient été déjà étudiés par Conduratu, une thèse aux rapports des Roumains avec la Pologne, que devait étudier, plus tard, Wędkiewicz, professeur à l'Université de Cracovie. Constantin Giurescu, le meilleur des élèves du maître, commença par publier, en collaboration avec Nicolas Dobrescu — le futur historien de l'Église roumaine et professeur de son histoire à l'Université de Bucarest —, des documents sur le règne de Constantin Brâncoveanu et sur la domination autrichienne en Olténie ; il se consacra ensuite à la critique pénétrante, parfois excessive, des chroniques roumaines et, enfin, à celle de l'institution du servage en Valachie, qu'il considère,

contrairement à ses prédécesseurs, mais bien à tort, comme datant de l'époque la plus ancienne. Alexandre Lapedatu s'occupa des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles valaques; mais cet érudit, doublé d'un remarquable écrivain, réserva la plus grande part de son activité à la Commission des monuments historiques qui commença la publication de son beau *Bulletin illustré*, repris après la guerre. Nicolas Popescu succéda à Dobrescu, mort jeune, à la Faculté de théologie de Bucarest (son étude sur le patriarche constantinopolitain Niphon peut servir de modèle); il avait fait, lui aussi, des études à Vienne. D'autres élèves d'Onciul rédigèrent des monographies sur les princes roumains. L'un d'eux, Élie Minea, qui traita de la politique de Louis le Grand, roi de Hongrie (en magyar), de celle de l'empereur roi Sigismond, et enfin des chroniques moldaves, succéda à Xenopol dans la chaire d'assy. Un subordonné d'Onciul, qui était devenu directeur et organisateur des Archives de Bucarest, Stoica Nicolaescu, publia des *Documents slavons-roumains*.

L'heureux découvreur des tombes princières d'Argeş (tombes du ^{xiv}^e siècle; cf. l'ouvrage collectif *Curtea domnească din Argeş*, paru en 1924), Virgile Drăghiceanu, auquel on doit, outre le beau catalogue des icônes, toute une série de travaux sur l'art roumain ancien, appartient au même groupe.

Vasile Pârvan, qui avait débuté dans le séminaire d'Onciul par des recherches sur une partie du ^{xv}^e siècle moldave et par des travaux de bibliothécaire, revint d'Allemagne avec une belle thèse sur les « negotiatores » romains, avec les matériaux de son Marc-Aurèle et de son étude sur l'œuvre des missionnaires latins convertisseurs en Dacie, qui fixèrent sa réputation. Professeur à l'Université et directeur du Musée d'archéologie de Bucarest, il se consacra aux fouilles; celles-ci, aussi bien dans la Dobrogea (cf. ses chapitres sur Ulmetum et Histria) que dans la plaine valaque, et celles de ses nombreux élèves en Transylvanie, déterminèrent des constatations toutes nouvelles sur la valeur de l'élément autochtone thrace dont le rôle, de même que celui d'une colonisation romaine avant Trajan et sous son règne, avait été déjà fortement affirmé dans nos synthèses. Son ouvrage d'ensemble, *Getica*, 1926, fait ressortir

le résultat de longs et laborieux travaux qui ont donné une place estimable à la nouvelle école archéologique roumaine dont il est le chef.

C'est en dehors de l'école que s'est développée l'activité ininterrompue de Jean C. Filitti. Formé en France, diplomate de profession, il s'essaya d'abord dans un travail en français sur le Règlement Organique, poursuivit ses recherches dans un ouvrage fondamental sur cette époque, *Domniile regulamentare*, et termina par des publications de documents (sur le catholicisme chez les Roumains, sur les agents français dans les Principautés), par des généalogies et par des études d'institutions (dans l'*Archiva socială* du sociologue Démètre Gusti). Jean Sârbu (mort comme prêtre dans le Banat après la guerre), auteur d'une étude en allemand sur les relations extérieures du prince valaque Mathieu, *Die auswärtigen Beziehungen Mateiu-Voda Basarabă's*, et d'une *Histoire de Michel le Brave* (2 vol. parus en roumain) est resté, lui aussi, par la minutie de ses recherches, présentées dans une forme quelconque, tout à fait en dehors de l'évolution de l'histoire en Roumanie même.

Radu Rosetti et Georges Panu qui, au moment des réformes agraires, livrèrent une lutte acharnée sur la question des origines de la propriété en Roumanie, appartiennent au groupe des autodidactes indigènes, ce qui, tout en diminuant la valeur critique de leurs études ⁽¹⁾, ne les rend pas moins caractéristiques. Des travaux de l'archéologue Tafrali, seul son *Trésor de Putna*, publié à Paris en 1926, et qui est une belle collection de planches, peut nous intéresser.

Peu avant la guerre, J. Bogdan pensa à concentrer, en dehors de l'Académie, le travail de cette nouvelle génération qui surgissait. La Commission historique de Roumanie, créée en 1910, se proposait de donner des éditions soignées des chroniques et des documents et de les soumettre à une pénétrante critique de détail. Son président, Bogdan, donna, dans un recueil très

(1) Cf. du premier : *Pământul, sătenii și stăpânii în Moldova, 1907* (La terre, les paysans et les maîtres en Moldavie); du second : *Cercetări asupra stării țăranilor în veacurile trecute, 1910* (Recherches sur l'état des paysans pendant les siècles passés).

soigné, les *Documents d'Étienne le Grand*, et collabora à son *Bulletin* qui a été continué après sa mort et dont quatre volumes ont paru jusqu'à présent. Il fut aidé par Giurescu, qui essaya d'établir un autre texte de la Chronique d'Ureche, qu'il avait cru pouvoir attribuer à un simple compilateur, le « didascale » Siméon, et par Démosthène Rouso, philologue distingué, qui publia une chronique grecque du XVIII^e siècle presque au moment où un érudit grec, établi à Saint-Petersbourg, Papadopoulos-Kérameus, enrichissait la collection Hurmuzaki de tout un gros volume grec (deux autres furent bientôt ajoutés par N. Iorga).

Après la guerre, bien plus que les universités allemandes, qui n'ont donné que des ouvrages comme *Die Gepiden*, 1924, où un Constantin Diculescu, élève de Kossina, émet l'hypothèse bizarre que les Roumains descendent en partie des Gépides, les « Écoles roumaines » de Fontenay-aux-Roses et de Rome ont contribué essentiellement à former — sans compter ceux qui en France ont traité des sujets d'histoire littéraire française — une troisième génération de chercheurs, spécialisés dans l'étude des rapports entre les Roumains et leurs voisins. Constantin Marinescu, se consacrant à l'histoire générale, découvre des inédits de la plus haute valeur dans les archives de Barcelone ; Georges Bratiano étudie à Gênes les archives de Péra et se signale par des travaux de détail minutieux (entre autres sur la colonie génoise de Vicina, sur le Bas-Danube) ; P. P. Panaitescu se distingue par des études très fouillées sur les relations avec les Polonais (cf. aussi son étude sur Nicolas Mănescu). C. C. Giurescu, fils de l'éditeur d'Ureche, s'attache à l'exposé des institutions ; Nicolas A. Constantinescu à celui des conditions sociales dans l'Empire byzantin, alors que toute une école d'archéologues (surtout Mateescu) reprend, à Rome, la question des Thraces et que de nouveaux matériaux d'histoire moderne sont recueillis dans les collections romaines. Les *Mélanges de l'École roumaine en France* (trois séries) et l'*Ephemeris daco-romana* se sont imposés à l'attention des érudits. A Bucarest, deux revues sont consacrées à présenter un répertoire du travail historique : la *Revista istorică* et le *Bulletin*

de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale, fondé en 1914, devenu la *Revue historique du Sud-Est européen*. A Iassy, en dehors de l'Annuaire de Minea, *Cercetări istorice* (*Recherches historiques*), un groupe de chercheurs fait paraître un recueil d'études et surtout de documents dans le périodique *Ion Neculce*, qui porte le nom du charmant chroniqueur moldave, conseiller de Cantemir ⁽¹⁾. Les *Archivele Olteniei* (*Archives Olténiennes*), paraissant à Craiova, ne négligent pas l'histoire.

Les travaux de bibliographie sont dus au chroniqueur de la *Daco-Romania*, Georgescu Tistu, puis à Joachim Crăciun et à Jean Lupu (années 1923 et 1924). On trouvera une orientation générale, avec des références précises, dans une étude compréhensive de C. C. Giurescu parue dans la *Revista istorică*, n° de juillet-septembre 1926. Pour l'inédit, le guide essentiel est le *Catalogue des manuscrits de l'Académie roumaine*, en 2 volumes, par J. Bianu et ses collaborateurs, auxquels s'est ajouté tout dernièrement l'historien littéraire Nicolas Cartoian, auteur d'un travail sur la forme roumaine du « roman d'Alexandre » et d'une collection de fac-similés paléographiques. Les nouvelles acquisitions sont notées dans la *Creșterea Colecțiilor* (*Accroissement des collections*). Les plus anciens documents roumains ont été publiés dans deux fascicules par J. Bianu et A. Lapedatu. Une bibliographie des journaux périodiques a été établie par Nerva Hodoș et Al. Sadi Ionescu, *Publicațiunile periodice românești*. G. Adamescu a fourni une bibliographie littéraire. Litzica a publié le catalogue des manuscrits grecs de l'Académie. Pour les Archives de l'État à Bucarest, dont le directeur est le numismate Constantin Moisil, directeur d'une riche *Revista Arhivelor*, et dans lesquelles est installée une École de paléographie, on n'a pas de répertoire moderne.

Des centres nouveaux d'études se sont formés, après la réunion des provinces irrédentes, à Cluj, à Cernăuți, où les uni-

(1) Il remplace la *Teodor Codrescu*, baptisée du nom de l'éditeur de l'*Uricariul*, et l'utile *Revista genealogică* de l'excellent généalogiste moldave, qu'est devenu le Bucovinien Sévère Zotta, directeur des Archives de l'État à Iassy.

versités ont été roumanisées, à Chişinău aussi, où il y a une direction des archives et une section de la Commission des monuments historiques, qui publie, sous la direction de Cio-banu, un Bulletin à part (la section transylvaine a également donné quelques rapports sur des sujets avant tout archéologiques). De plus grands moyens financiers permettent non seulement aux philologues de Cluj, dont le gros recueil annuel, la *Daco-Romania*, touche d'ailleurs très souvent à l'histoire, mais aux historiens de cette haute école d'éditer des Mélanges scientifiques : l'*Annuaire de l'Institut d'histoire* de cette ville, dirigé par les professeurs Lapedatu et Lupaş, s'est aussitôt fait remarquer. Alors que Sextile Puşcariu y donnait une claire histoire de la plus ancienne littérature roumaine (le premier volume a paru), Georges Bogdan-Duică, professeur de littérature roumaine, a fait imprimer son cours sur les poètes valaques du xix^e siècle. A Cernăuţi, sous le titre de *Codrul Cosminului* (*La forêt de Cozmin*), qui rappelle une victoire d'Étienne le Grand, le professeur Nistor publie un recueil similaire. A l'Université d'Iassy, Minea et Georges Boratian ont renouvelé les études historiques; enfin, pendant que le philologue Philippide dépense un labeur énorme pour aborder lourdement des problèmes d'histoire dans un travail farci de questions personnelles, *Originea Românilor*, t. I, les séminaires des jeunes professeurs adoptent, en matière de recherches historiques, les méthodes occidentales.

RUSSIE

par

N. KARÉEV

Professeur à l'Université de Leningrad

Depuis le dernier quart du ^{xix}^e siècle, la science historique russe a fait des progrès considérables. Elle en est redevable à l'évolution générale de la société et de sa culture intellectuelle qui date des mémorables « années soixante », époque de l'abolition du servage (1861) et des autres « grandes réformes », parmi lesquelles il faut citer les lois qui donnèrent plus de liberté à l'enseignement supérieur (1863) et à la publication des livres scientifiques (1865). La science historique en Russie est avant tout l'œuvre des universités : ce sont leurs professeurs qui ont publié la majeure partie des travaux sur le passé plus que millénaire de ce vaste pays aussi bien que sur l'histoire des autres peuples. C'est particulièrement dans ce demi-siècle que la pratique de cette dernière histoire a atteint son développement actuel, grâce aux nombreuses missions scientifiques de jeunes savants à l'étranger et à l'accroissement du nombre de chaires d'histoire universelle dans les universités. La formation historique de la jeunesse universitaire a été aussi grandement facilitée par l'introduction des « exercices pratiques » empruntés aux séminaires historiques des universités allemandes. Toutefois les sciences auxiliaires de l'histoire sont restées trop négligées. Ce n'est qu'en 1916 que, sur l'initiative et par les soins de M^{me} O. Dobiaš-Roždestvenskaja, élève de J. Greaves et Ch. V. Langlois, a été créé, à l'Université de Saint-Pétersbourg (actuellement Leningrad), un cabinet spécial de paléographie latine et française.

Avant d'exposer le travail demi-séculaire des universités russes, il nous faut signaler les autres institutions intéressant les études historiques.

I. — Les archives, les sociétés savantes et les revues.

La Russie est très riche en archives officielles et privées. Les plus importantes d'entre elles étaient, avant la révolution de 1917, celles de l'État (à Saint-Petersbourg); les deux Archives du ministère des Affaires étrangères (à Moscou pour les documents antérieurs à 1800); les Archives du ministère de la Justice et celles de la cour impériale (toutes les deux à Moscou); celles du Conseil d'État, du Sénat dirigeant, du « Très-Saint » Synode, de la Douma de l'Empire, de la « chancellerie privée » de Sa Majesté, du Conseil des ministres, de l'état-major de l'Armée, de la Marine, des ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Finances (toutes à Saint-Petersbourg). Il y avait encore de grandes archives centrales dans les principales provinces, à Kiev, à Kharkov, à Tiflis, à Varsovie et à Vilno. Plusieurs d'entre elles publiaient des recueils de documents. Depuis la révolution de 1917, toutes les archives russes sont placées sous la direction d'une administration centrale (Glavarkhiv); réunies, elles constituent les différentes divisions d'un conservatoire centralisé (Centrarkhiv), et sont réparties, pour les affaires intérieures, en deux principales catégories : archives du gouvernement suprême et archives économiques, juridiques et relatives à la civilisation (comportant des fonds privés).

En outre, la révolution ouvrit aux historiens les archives restées jusqu'alors secrètes, surtout les archives policières, et en créa de nouvelles (Archives révolutionnaires) qui déploient aujourd'hui une grande activité, dont témoignent leurs nombreuses publications. Une quantité considérable de manuscrits se trouvent encore dans les bibliothèques publiques (nationales) des deux capitales et dans les bibliothèques des universités, des académies ecclésiastiques (supprimées depuis la révolution), dans la Bibliothèque synodale (à Moscou), etc.

Les archives privées appartenaient à plusieurs grandes

familles (Kurakin, Rajevskij, Turgenev, Šuvalov, Šeremetev, Vijazemskij, Voroncov, etc.), dont quelques-unes ont publié leurs documents ; par exemple, depuis 1870, les Archives Voroncov ont édité 40 gros volumes, les Archives Kurakin, 10, etc. Pour préparer des archivistes compétents, on avait créé en 1877, à Saint-Petersbourg, à l'instar de l'École des chartes de Paris, un Institut archéologique, qui avait aussitôt commencé de publier un recueil, le *Messenger d'archéologie et d'histoire*. Depuis 1907 un Institut analogue, qui a aussi entrepris plusieurs publications, existe à Moscou.

À côté des Archives, des commissions archéographiques indépendantes s'adonnaient à la publication des documents et aux recherches historiques. La Commission archéographique centrale, créée en 1834, a publié, en 16 gros volumes in-4^o, le recueil complet des chroniques, des chartes et autres « actes » officiels, des terriers cadastraux des xv^e-xvii^e siècles, des vies des saints, etc. De semblables commissions furent ensuite fondées à Kiev pour la Russie méridionale (Ukraine), à Vilno pour les provinces de l'Ouest (Lituanie et Russie Blanche), à Tiflis pour le Caucase ; elles ont fait aussi beaucoup de publications. Notons encore la Société des écrits anciens, fondée à la fin du xix^e siècle, qui a aussi édité quelques matériaux. À partir de 1884 furent organisées dans plusieurs chefs-lieux départementaux des commissions techniques chargées de rassembler les archives locales, de classer les documents, de les décrire, de publier des travaux d'histoire, d'ethnographie et d'archéologie locales.

Les sociétés et les congrès archéologiques ont de même grandement aidé la science historique. Si la fondation des premières de ces sociétés à Odessa (1839), à Moscou (1844), à Saint-Petersbourg (1846) et à Tiflis est antérieure à la période qui nous occupe, c'est seulement au cours du demi-siècle dernier que furent créées les sociétés archéologiques de Kazan (1878), de Pskov (1880), de Novgorod (1894), de Tver (1895), etc., sans compter plus de vingt sociétés d'archéologie ecclésiastique. De toutes ces sociétés, ce sont celles des deux capitales qui ont le plus publié. Quant aux congrès archéolo-

giques, ils datent de 1869. Leurs programmes, fort vastes, comportaient aussi des questions purement historiques. Chaque congrès publiait ses travaux. Citons encore la Commission archéologique, créée en 1859 pour effectuer les fouilles et les recherches archéologiques ; elle a publié plus de 30 volumes de travaux et environ 40 livraisons de son Bulletin. Après la Révolution, elle a été réorganisée en Académie d'histoire de la civilisation. Avant la guerre de 1914-1918, il existait encore, depuis 1895, un Institut russe d'archéologie à Constantinople, qui a fait des fouilles dans les Balkans, en Asie Mineure, en Syrie, en Palestine, et publié plusieurs volumes de travaux. Si le projet de créer un semblable institut à Rome ne s'est point réalisé, l'Académie des sciences a, depuis 1903, un correspondant permanent auprès des Archives du Vatican.

Outre ces institutions archéographiques et archéologiques qui ont contribué aux progrès de la science historique, il reste à signaler plusieurs sociétés purement historiques. La plus ancienne d'entre elles, la Société d'histoire et d'antiquités russes, fondée à Moscou en 1804, a publié jusqu'ici près de 260 volumes de *Čtenija* (Lectures). Une autre grande société, créée en 1866 sous le nom de Société historique russe, a édité près de 150 gros volumes de documents des ^{xvii}^e-^{xix}^e siècles, tirés des archives russes ou étrangères comme celles de Berlin, de Dresde, de Londres, de Paris, de Vienne. On lui doit une autre entreprise importante, un énorme *Dictionnaire biographique russe* auquel ont collaboré plusieurs savants et dont quelques biographies forment des livres entiers. Les sociétés historiques des Universités de Kiev (sous le vocable « du chroniqueur Nestor », 1873), de Kharkov (1876), de Kazan (1878), de Saint-Petersbourg (1889), etc., ont également publié leurs travaux, mais sont loin d'avoir eu la même activité. Les revues d'histoire ne datent que de la seconde moitié du siècle passé. Longtemps les historiens ne purent faire paraître leurs articles que dans les revues ordinaires ou dans le *Journal du ministère de l'Instruction publique* qui leur fut toujours très hospitalier. Ce n'est qu'en 1863 et 1870 que deux revues historiques,

Russkij Arkhiv (Les Archives russes) et *Russkaja Starina* (L'Antiquité russe) furent fondées pour publier des mémoires, des journaux intimes, des correspondances et autres documents des XVIII^e et XIX^e siècles, ou même des articles de fond et de bibliographie. Elles rencontrèrent une vive faveur dans le grand public. Deux revues analogues *Byloe* (Le Passé) et *Golos Minušego* (La Voix du Passé) ont obtenu le même succès ; fondées après la révolution de 1905, elles ont publié des documents et des travaux relatifs aux mouvements d'opposition et aux mouvements révolutionnaires depuis les « décembristes » de 1825. A ces publications se sont ajoutées, depuis la Révolution de 1917, *Krasnij Arkhiv* (Les Archives rouges), *Arkhiv russkoj Revoljucii* (Archives de la Révolution russe), publiées à Berlin, *Katorga i Sylka* (Le Bagne et l'Exil), etc. Toutes ces revues ne s'intéressaient qu'à l'histoire nationale. Il manquait à la Russie une revue analogue à la *Revue historique* ou à d'autres publications étrangères. L'*Istoričeskij Vestnik* (Le Messager historique) qui commença à paraître en 1880, était plutôt un organe de vulgarisation que de science sérieuse. A la veille de la guerre mondiale parut, sous notre direction, le *Naučnij istoričeskij Žurnal* (Revue d'histoire scientifique) ; il a péri, comme ont péri d'autres entreprises pareilles de ces dernières années, *Les Nouvelles historiques*, la *Revue historique russe*, *Les Siècles*, etc., à cause de la grande crise de la librairie. Les *Annales* qui débutèrent, en 1922, sous les auspices de l'Académie des sciences et sous la direction d'Uspenskij et Tarle, sont devenues un simple annuaire.

A côté de tous ces instruments de travail, il convient de citer les encyclopédies russes qui renferment quantité d'articles historiques dus très souvent aux historiens les plus connus. Tels sont les dictionnaires encyclopédiques de Beresin (16 vol. 1873-76), de Brockhaus-Efron (84 vol., 1890-1907 ; une nouvelle édition s'est arrêtée à la lettre D), de Meyer (22 vol., 1899 sq.), de Granat (depuis 1896 ; 40 vol. de la septième édition ont paru). Depuis 1926 paraît une *Bolšaja Sovetskaja Enciklopedija* (Grande Encyclopédie soviétique). Il existe en outre quelques encyclopédies spéciales, *Encyclopédie théo-*

logique, *Encyclopédie hébraïque*, etc., auxquelles on peut ajouter plusieurs dictionnaires biographiques des professeurs des universités russes avec bibliographies complètes de leurs travaux.

II. — Les « historiens russes » et l'histoire nationale.

Nos professeurs d'universités se divisent officiellement en « historiens russes », qui étudient notre passé, et en « historiens universels », spécialisés dans l'histoire des autres peuples. C'est en effet un des traits caractéristiques de la production historique russe, depuis cinquante ou soixante ans, qu'elle est moins limitée que dans beaucoup d'autres pays à l'histoire nationale, qu'elle embrasse toute l'Europe.

Ici, ce sont moins les livres que les hommes que nous voudrions faire connaître ; aussi ne citerons-nous les travaux d'histoire publiés depuis 1876 qu'en parlant des principaux représentants de la science historique russe que nous allons passer en revue. Dans la plupart des différentes entreprises ci-dessus citées, ce sont les professeurs des universités dont le concours était indispensable même aux plus importantes d'entre elles qui, il faut bien le noter, ont pris la direction du travail, et ce sont les universités des deux capitales d'avant la Révolution, Moscou et Saint-Petersbourg, qui ont été à la tête du mouvement scientifique. A la fin de la période qui précède celle qui nous occupe, alors que vivait et travaillait encore S. Soloviev, c'est l'Université de Moscou qui, dans le domaine de l'histoire nationale, tenait la première place. Soloviev, le plus productif et le plus influent de ceux qui se sont consacrés depuis le milieu du XIX^e siècle à l'histoire nationale, mourut en 1879, après avoir publié 28 volumes de son *Histoire de la Russie depuis les temps les plus reculés* (commencée en 1851 ; un 29^e volume a paru après sa mort). Avec ses contemporains, trois professeurs de droit, J. Belajev, K. Kavelin et B. Čičerin, il a posé les bases de l'histoire des institutions politiques et administratives, de l'ancienne Russie. Il s'intéressait avant tout

au développement de l'État et était admirateur de Pierre le Grand — ce qui lui valut la réputation d'« étatiste » (*gosudarstvennik*) et d'« occidentaliste » (*zapadnik*), tandis que les slavophiles dénigraient l'œuvre du tsar-réformateur au profit de l'ancienne Moscovie. Mais en général la fameuse querelle des slavophiles et des occidentalistes s'éteignit avant la fin de la période antérieure à 1876, et l'on renonça, dans la période suivante, aux deux philosophies de l'histoire russe pour travailler sans idées préconçues. La grande histoire de Soloviev, arrêtée à la deuxième moitié du XVIII^e siècle, resta inachevée; mais deux de ses nombreux ouvrages, *La chute de la Pologne* et *Alexandre I^{er}*, peuvent être considérés comme en formant des suppléments. Un peu avant 1875, la chaire d'histoire russe à l'Université de Saint-Petersbourg fut occupée, pendant quelques années seulement, par N. Kostomarov. Cet auteur († 1885) a écrit plusieurs monographies historiques dont le plus grand intérêt est de décrire non pas l'État, mais la vie du peuple et le passé des provinces — surtout aux temps de leur indépendance — comme les républiques de Novgorod et de Pskov, et particulièrement l'Ukraine, d'où il était lui-même originaire. On l'accusa injustement de séparatisme et l'on vit dans son *Histoire de Russie sous forme de biographies...*, 1872 sq., comme une œuvre destructrice des gloires patriotiques. Kostomarov ne laissa pas d'élèves à l'Université de Saint-Petersbourg; néanmoins son influence fut assez grande, surtout à l'Université de Kiev, où, comme nous le verrons plus loin, se forma plus tard toute une école d'historiens locaux. Le successeur de Kostomarov à l'Université de Saint-Petersbourg, K. Bestužev-Rjumin († 1897), qui partageait les conceptions historiques de Soloviev, mit au premier plan de son enseignement l'étude critique des sources et de l'historiographie. Son œuvre principale, intitulée *Histoire russe*, 2 vol., 1872 et 1885, resta inachevée: elle s'arrête au XVI^e siècle. C'est un compendium des principaux faits, scientifiquement vérifiés, dont la partie la plus précieuse est un excellent précis d'historiographie qui n'a été dépassé que vingt ans plus tard par l'*Opyt russkoj istoriografii* (*Essai d'historiographie russe*), de V. Ikon-

nikov († 1923), professeur à l'Université de Kiev. Cet *Essai*, paru en 1891-92 et 1908 en quatre parties, contient 4.400 pages, qui en font la plus complète historiographie russe que nous possédions. Il faut ajouter que la littérature relative aux nombreuses chroniques (annales, *letopisi*) est extrêmement abondante et que Bestužev-Rjumin leur a consacré un ouvrage.

Tels étaient, quand A. Rambaud écrivit son *Histoire de la Russie*, 1877, les trois principaux maîtres de la génération des historiens russes appartenant à la période qui nous occupe : Soloviev, historien de l'État ; Kostomarov, historien du peuple et de la vie locale, et Bestužev-Rjumin, historien-bibliographe. Dans la chaire de Moscou, le premier d'entre eux eut comme successeur, de 1879 à 1911, V. Ključevskij, qui approfondit et développa les idées de son maître, tout en mettant d'ailleurs au premier plan l'histoire économique et sociale. Parmi ses très nombreux travaux sur différentes questions spéciales (le servage, la représentation des classes sociales, les monastères, etc.), sa thèse de doctorat, *Bojarskaja Duma*, 1882, sur le Conseil d'en haut des anciens princes et tsars, occupe la place capitale, mais c'est son *Cours d'histoire russe* qui est le plus renommé et qui a exercé la plus grande influence. Tout d'abord, et pendant longtemps, ce cours n'exista que sous forme de notes prises et rédigées par les auditeurs du professeur et reproduites en plusieurs éditions lithographiées, ce qui n'empêcha pas cette œuvre magistrale de se répandre dans toute la Russie et d'être lue par tout le monde. Ce n'est qu'après vingt-cinq ans d'enseignement, en 1904, que Ključevskij publia lui-même son *Cours* en quatre volumes ; le cinquième, paru après sa mort, est la reproduction des éditions lithographiées. A une grande érudition, Ključevskij, dont on peut citer encore le *Manuel abrégé*, 1899, joignait un remarquable talent littéraire, grâce à quoi non seulement ses élèves immédiats, mais plusieurs jeunes historiens en dehors de Moscou subirent son influence. L'analyse des rapports sociaux, de leur base économique et de leurs conséquences politiques, est le trait essentiel de cette école historique dont les représentants s'adonnaient principalement à l'histoire agraire, administra-

tive et financière de l'État moscovite aux xvi^e et xvii^e siècles et à l'époque de Pierre le Grand. Après Soloviev, Ključevskij est celui des historiens russes qui a, jusqu'à sa mort exercé le plus d'influence. Il a formé toute une école de spécialistes, comme P. Miljukov, M. Bogoslovskij, J. Gautier, A. Kizeveter, M. Ljubavskij, A. Jakovlev, Bakhrušin, etc. Cela ne veut pas dire que les disciples de Ključevskij aient eu une conception commune quelconque du processus historique considéré *in abstracto*, d'autant plus que lui-même n'a jamais formulé ses idées théoriques. Ils ne se sont pas attachés aussi systématiquement que leur maître commun à l'interprétation économique des faits historiques. Cette tendance est particulièrement frappante chez l'un de ses élèves, M. Miljukov (le futur membre du premier gouvernement provisoire en 1917), auteur d'une grande thèse sur la réforme de Pierre le Grand, des *Očerki istorii russkoj kultury*, 3 vol., 1895 sq. (*Essais d'histoire de la civilisation russe*), qui ont été traduits en d'autres langues, notamment en français, et d'un ouvrage historiographique, d'une grande valeur scientifique, *Glavnye tečenja...*, 1893-95 (*Les principales directions de la pensée historique russe*). Notons ici encore le nom de M. Ljubavskij comme auteur d'une histoire générale de la Russie. C'est aussi l'influence de Ključevskij que subirent, au début de leur activité scientifique, M. Pokrovskij, actuellement substitut du Commissaire de l'Instruction publique, et N. Rojkov, mais par la suite ils renoncèrent à sa manière pour adopter le matérialisme économique de Marx ; c'est de ce point de vue nouveau qu'ils écrivirent, outre d'autres travaux spéciaux, deux vastes ouvrages, le premier une *Histoire de la Russie*, 4 gros vol., 1910 sq., le second, une grande histoire en 10 volumes. Chez tous deux domine l'idée de la lutte de classes, avec en outre, chez Rojkov, la préoccupation de comparer l'histoire de la Russie et celle d'autres pays.

Si Ključevskij a continué la tradition de Soloviev, le vrai continuateur de Kostomarov, comme historien de l'Ukraine, a été V. Antonovič († 1908), professeur à l'Université de Kiev depuis 1870. Historien de la « Petite Russie » (Ukraine)

et de son *Kozačestvo* (la « cosaquerie », si l'on me permet l'expression), V. Antonovič a été aussi un ethnographe (comme l'était d'ailleurs Kostomarov), et un archéologue distingué. Ses assez nombreux élèves (A. Andrjašev, D. Bahalej, M. Hruševskij, M. Dovnar-Zapoleskij, N. Molčanovskij) ont poursuivi ses recherches sur le passé lointain des différentes « terres » de l'ancienne Russie méridionale. Deux historiens de cette école ont publié des ouvrages d'une portée générale. M. Hruševskij, professeur, depuis 1894, à l'Université de Lwów (en Galicie), commença en 1898 la publication en langue ukrainienne ⁽¹⁾ de l'*Istorija Ukrajny-Rusi* (*Histoire de l'Ukraine-Russie*), dont huit gros volumes ont paru jusqu'à la guerre. La thèse de Kostomarov, qu'adoptait aussi Antonovič, sur les deux nationalités russes et leur intérêt ethnographique, s'y trouve très complètement développée, en même temps qu'y est critiquée la conception grand-russienne d'une histoire unitaire et centraliste. Un autre élève de V. Antonovič, D. Bahalej, professeur (depuis 1883) à l'Université de Kharkov, a aussi entrepris une grande histoire de Russie, dont le premier volume date de 1909.

A l'Université de Saint-Petersbourg, Bestužev-Rjumin a laissé plusieurs élèves, dont quelques-uns ont débuté par des travaux historiographiques (Zamyslovskij, Šmurlo, Sere-donin, etc.). Son successeur à la chaire d'histoire russe (depuis 1888) fut S. Platonov, actuellement membre de l'Académie des sciences (1920), auquel on doit un grand nombre de travaux et plusieurs élèves. Le premier de ses ouvrages, conçu dans l'esprit des thèses du temps de Bestužev-Rjumin, fut une étude de certaines sources narratives (chroniques et mémoires) de l'histoire du fameux *Smutnoe Vremja* (« Temps des troubles » 1598-1613) qui précéda l'avènement de la dynastie des Romanov. Ensuite, en partie sous l'influence de l'école moscovienne de Ključevskij, il se tourna vers l'étude des mouvements sociaux et politiques de cette période, à laquelle Kostomarov avait déjà consacré l'une de ses grandes monographies. En

(1) Il en a donné un résumé en russe, *Očerk istorii ukrajnskogo naroda*, 1905.

1888, il publia son principal ouvrage, *Essai sur l'histoire des troubles dans l'État moscovite aux XVI^e et XVII^e siècles*. Après avoir élaboré son cours universitaire, il le publia en un volume qui fut traduit en anglais. Un peu plus tard, en 1891, A. Lappo-Danilevskij, qui devint membre de l'Académie des sciences en 1905, et est mort en 1919, commença sa carrière professorale. Comme historien, il s'apparente davantage aux historiens du droit russe, et s'est occupé en même temps beaucoup d'archéologie, de diplomatie et de méthodologie historique. Les séminaires de Platonov et de Lappo-Danilevskij furent les deux principales écoles d'où sortirent plusieurs historiens. On peut dire qu'à Saint-Pétersbourg et à Moscou dominaient les mêmes préoccupations scientifiques et la même méthode d'étudier l'histoire agraire, administrative et financière à l'aide des documents d'archives. Parmi les autres professeurs contemporains, en partie disciples et collègues de Platonov et de Lappo-Danilevskij, comme Čečulin, Roždestvenskij, Pavlov-Silvanskij, Zaozerskij, Priselkov, Vasenko, Polievktov, Ljubomirov, il faut particulièrement mentionner A. Presnjakov, avec son livre récent, *Obrazovanie Velikorussskago Gosudarstva*, 1918 (*La formation de l'État grand russe*). Cet ouvrage, fruit des plus minutieuses recherches, s'appuie sur quantité de sources jusqu'alors négligées. Il est une revision critique des formules traditionnelles de Soloviev et autres, et n'est pas sans s'inspirer des opinions émises par l'historien ukrainien Hruševskij. A la même époque, Presnjakov a aussi publié une esquisse d'ensemble, sous le titre *Moskovskoe Carstvo*.

En dehors de leurs universités, les deux capitales ont encore compté un certain nombre d'historiens notables d'une grande activité scientifique. En premier lieu on doit citer J. Zabelin († 1908), qui a travaillé pendant environ soixante-dix ans et publié une série de monographies sur l'archéologie, l'ethnographie, l'histoire des mœurs, des usages, etc. Sa grande *Istorija russkoj žizni* (*Histoire de la vie russe*), largement conçue, est restée inachevée. D'un autre historien moscovien, D. Illovajskij († 1920), nous avons aussi une *Histoire de Russie* dont les cinq volumes, parus entre 1876 et 1905, vont jusqu'à la fin

du XVIII^e siècle. L'activité déployée par ce savant comme publiciste réactionnaire a beaucoup nui à sa popularité et à son influence. Presque toute sa vie, A. Pypin († 1904) est resté au contraire un simple « savant privé » ; à cause de son libéralisme, ce n'est qu'à la fin de sa longue vie laborieuse que ce grand érudit devint membre de l'Académie des sciences. Ses travaux sur l'histoire de la littérature et de l'ethnographie russes et sur l'histoire des mouvements politiques dans la première moitié du XIX^e siècle sont très importants. V. Semevskij († 1916) a connu le même sort ; il ne put devenir professeur d'université, en dépit des nombreux travaux historiques qu'il publia pendant quarante ans. Ses recherches dans les archives firent de lui le plus grand spécialiste de l'histoire des paysans russes, des mouvements constitutionnels et de l'opposition dans la société russe aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Dans les universités provinciales, les historiens de la Russie ont été moins nombreux et moins influents. Ils se sont, comme ceux de Kiev, de Kharkov (outre Bahalej, Bucinskij et Savva), de Kazan (les deux Firsov, D. Korsakov), d'Odessa (Markovič, Peretjatkovič) surtout occupés d'histoire locale. A côté de ces purs historiens, plusieurs professeurs d'histoire du droit russe ont accompli un grand travail historique. Les juristes moscoviens de la période précédente, que nous avons cités en même temps que Soloviev, comptent parmi les fondateurs de l'histoire scientifique de Russie. Pour la période postérieure à 1875, une foule d'historiens-juristes d'un grand mérite ont donné de nombreux travaux sur l'évolution des institutions politiques, administratives, judiciaires, financières, sur celle du droit privé en Russie. Nous n'indiquerons que les plus connus, comme V. Sergeevič († 1910), A. Gradovskij († 1899), J. Ditjatin († 1892), Diakonov († 1919), Latkin à Saint-Pétersbourg, Mroček-Drozdovskij, Filippov à Moscou, M. Vladimirskij-Budanov et Romanovič-Slavatinskij à Kiev, Zagoskin à Kazan, Leontovič à Odessa, etc. Les points de vue, les méthodes de ces juristes ne diffèrent guère de ceux des historiens proprement dits. Parmi les professeurs d'économie politique, ceux qui ont fait œuvre d'historien ont été moins nombreux

(M. Tugan-Baranovskij, P. Struve, J. Kulišer, Pagitnov à Saint-Petersbourg, J. Miklaševskij à Kharkov, etc.).

Des quatre Académies ecclésiastiques, sorte de Facultés de théologie supprimées par la Révolution, relevaient les études sur l'histoire de l'Église russe, qui a joué un rôle considérable en Russie avant Pierre le Grand. Ce que Soloviev a fait pour l'histoire de l'État russe, le métropolite Macaire († 1882) l'a fait pour l'histoire de l'Église russe dans les 13 volumes de son œuvre magistrale, quoique beaucoup de ses conclusions aient été infirmées par le professeur E. Golubinskij († 1912), auteur d'une autre *Histoire de l'Église russe*, 1880 et 1900, et devenu, en 1902, membre de l'Académie des sciences. Chose curieuse, ce fut Macaire qui assumait les frais d'édition de l'énorme ouvrage de Golubinskij, dont il n'ignorait pourtant pas les critiques.

Il ne nous est pas possible, dans cette courte esquisse, d'énumérer toutes les questions, tous les problèmes que se sont posés les historiens de la Russie, dans ce dernier demi-siècle. Bornons-nous à en donner une vue générale, en ne retenant que les plus importants.

La question des origines de l'État russe par exemple, fondé, selon la tradition, par les Normands ou Varègues, est une de celles qui, jadis, ont provoqué le plus de théories contradictoires et même de polémiques acharnées. Depuis le grand ouvrage de Gedeonov, *Varjagi i Rus*, 1876, (*Les Varègues et la Russie*) et les *Recherches sur les origines de la Russie*, 1876 et 1882, de D. Illovajskij, elle a perdu son acuité d'antan, sans cesser d'occuper la curiosité scientifique ⁽¹⁾. En général, le passé le plus reculé de la Russie n'attire plus beaucoup l'attention des historiens. C'est seulement au début du ^{xx}e siècle que les recherches célèbres de Sergeevič sur les rapports mutuels du pouvoir du prince (*knjaz*) et de l'assemblée populaire (*veče*), publiées en 1867, ont été complétées par Presnjakov, dans un livre sur le *Knjažoe pravo*, le « droit princier » dans l'ancienne

(1) Cf. par exemple le travail de feu l'académicien ŠAKHMATOV, *Les destinées primitives du peuple russe*, 1919.

Russie (1909), et par Diakonov, dans ses *Études sur les institutions politiques et sociales...*, 1912, de la même époque.

La christianisation du pays est maintenant mieux connue que jadis, grâce à plusieurs études byzantines de Vasiljevskij (t. I et II de ses *Travaux*), à l'esprit critique de Golubinskij (*op. cit.*), et aux recherches récentes de Priselkov et de Parkhomenko.

Tout l'effort de l'histoire nationale se concentre maintenant sur les temps qui suivent le xiv^e siècle, où les « terres russes » se trouvèrent divisées entre deux grands-duchés, celui de Moscovie qui fut un État grand-russien, et celui de Lituanie qui possédait la Petite Russie (Ukraine) et la Russie Blanche et qui s'unit à la Pologne. C'est Antonovič qui a commencé à étudier spécialement l'histoire du grand-duché lituanien dans une série de petits travaux réimprimés dans ses *Monographies sur l'histoire de la Russie occidentale* et dans sa thèse de doctorat, *Histoire du grand-duché lituanien jusqu'à la mort d'Olgerd*, parue en 1878. Plusieurs autres historiens (Barbašov, Leontovič, Linničenko, Lappo, etc.) ont étudié les institutions, les classes sociales, le droit, la vie économique de cet État dont la majeure partie de la population, comme la civilisation, était russe, la polonisation n'ayant commencé que plus tard. De l'« État russo-lituanien », M. Ljubavskij, professeur à l'Université de Moscou, nous a donné une histoire générale (1910). En dehors des travaux des élèves du professeur Antonovič sur la vie des terres russes avant le xiv^e siècle et du grand ouvrage de Hruševskij, l'histoire de l'Ukraine et de la Russie Blanche sous la domination lituano-polonaise a suscité des travaux de plusieurs autres savants, Kojalovič, Vladimirskij-Budanov, Daškevič, Lazarevskij, Rusov, etc. L'incorporation de l'Ukraine dans l'Empire moscovite a été l'objet d'études de Kostomarov, Antonovič, Kuliš, Lazarevskij, Bucinskij, Karpov, etc., d'après lesquelles B. Nolde a écrit son petit livre, traduit en français, *L'Ukraine sous le protectorat russe*, 1915. Les républiques municipales de Novgorod et de Pskov, qui furent quelque temps un objet de discorde entre la Moscovie et la Lituanie et qu'avait déjà étudiées Kostomarov, ont été le sujet favori du professeur russe à l'Université

de Varsovie, A. Nikitskij († 1886), dont les travaux publiés entre 1869 et 1884 n'ont pas encore été dépassés.

Beaucoup plus riche est la littérature historique relative à l'État moscovite, titre officiel de la Grande Russie qu'avaient « rassemblée » les grands-ducs et tsars de Moscou. Le processus de ce « rassemblement » de petites principautés, dont traite le livre déjà cité de Presnjakov, pose la question du caractère féodal de l'organisation politique et sociale de l'ancienne Russie depuis l'époque du grand-duché kievien. Un jeune historien, élève de l'Université de Saint-Pétersbourg, N. Pavlov-Silvanskij, mort prématurément en 1910, l'a discutée, en s'aidant de la méthode comparative, dans deux livres sur la féodalité en Russie, où il conclut dans le sens affirmatif. Sa démonstration, bien documentée, a soulevé quelques critiques, mais le problème est posé et il a attiré l'attention des historiens (Taranovskij, Belaev, Kareev). Un des professeurs de l'Université de Saratov, S. Juškov, a récemment publié un grand article sur le même sujet (1925). Les historiens marxistes (Pokrovskij et Rojkov) s'occupent aussi de la féodalité en Russie, ce qui n'était pas auparavant *communis opinio doctorum*.

Sur la question des *zemskie sobory*, sorte d'États généraux qui ont existé dans l'État moscovite du milieu du xvi^e siècle jusqu'à la fin du xvii^e, on est arrivé à plus de résultats positifs. La littérature relative à ces assemblées représentatives est considérable, car elles ont été étudiées par nombre d'historiens et de juristes dont nous ne citerons ici que Sergeevič, Vladimirskij-Budanov, Latkin, Ključevskij, Platonov, Roždestvenskij, Zaozerskij, Avaliani, Stratonov. Il y eut, auprès des princes, grands-ducs et tsars russes, jusqu'à la fin du xvii^e siècle, une autre institution, la *bojarskaja дума*, sur laquelle nous avons cité l'œuvre magistrale de Ključevskij. Mais ni les Sobors, ni la Douma ne purent enrayer le développement du *samoderžavie* (autocratie, absolutisme) tsarien. Pour connaître l'idéologie autocratique de l'époque, on peut se reporter aux livres de Diakonov, *Le pouvoir des princes moscovites*, 1889; de Savva, *Les tsars moscovites et les Βασιλεῖς byzantins*, 1901; de Deržavin, *L'élément théocratique dans les idées politiques de*

l'État moscovite, 1916, et de Waldenberg, *Les idées de l'ancienne Russie sur les limites du pouvoir royal*, 1916.

D'abondants travaux, comme nous l'avons déjà dit, ont été consacrés à l'administration et aux finances, au droit et à la justice, à l'état agraire et au commerce moscovites, surtout pendant le *xvii^e* siècle. Cette époque est maintenant bien connue. On a démêlé les causes et les conséquences du « Temps des troubles » pour lequel nous avons les ouvrages de Platonov et de Ljubomirov. Djakonov a étudié la crise agraire du *xvi^e* siècle, Ključevskij et Miljukov l'origine du servage des paysans, etc. Pour les époques suivantes, plus nous nous rapprochons de notre temps, plus la production historique russe se fait abondante; plus les problèmes deviennent compliqués, plus les monographies sont spéciales. Pour apprécier ce travail de tant d'historiens, il faudrait raconter les événements, tels que l'avènement de la nouvelle dynastie (les Romanov), le schisme dans l'Église russe (le *raskol*), la révolte de Stenka Razin, etc., en énumérant les nombreux auteurs qui les ont décrits et analysés. L'époque de Pierre le Grand, à elle seule, comporte une énorme littérature. Dans la grande *Histoire de Russie* de Soloviev, ce règne occupe six volumes (t. XIII-XVIII), le règne de Catherine II neuf (t. XXI-XXIX). A la fin du siècle passé, V. Bilbasov avait entrepris une histoire de cette impératrice en douze grands volumes, dont il a paru les deux premiers (1890 et 1891); le dernier est consacré à l'historiographie du règne de Catherine II, déjà abordée par Brückner (1882). Si les ouvrages spéciaux abondent sur le *xviii^e* siècle, il nous manque des synthèses pour les différentes périodes de ce siècle. Pour le *xix^e*, outre les biographies de Paul I^{er}, par Kobeko et par Kločkov; d'Alexandre I^{er}, par N. Schilder (4 vol.) et par le grand-duc Nicolas Mikhaïlovič; de Nicolas I^{er}, par Schilder, par Polievktov; d'Alexandre II, par Tatiščev (2 vol.); celles encore de quelques hommes d'État, tels que Stroganov, Speranskij, Mordvinov, Kiselev, etc., nous avons un grand ouvrage collectif, publié sous la direction de M. Pokrovskij, l'*Histoire du XIX^e siècle*, 9 vol., 1907, et un *Cours d'histoire du XIX^e siècle* de A. Kornilov, récemment traduit en

anglais. Dans la « période pétersbourgeoise » de l'histoire russe, les savants des universités ont principalement, comme pour l'époque de l'État moscovite, étudié la législation, les organes de l'administration centrale et locale, les « ordres » de la société (*soslovija*), l'état agraire, l'organisation des impôts, etc., depuis Pierre le Grand et ses réformes. C'est ainsi que Gradovskij (1866), Petrovskij (1875), Filippov (1895 et 1911), Zeil (1898), Platonov (1911) ont écrit l'histoire du « Sénat pétroviën » ; Danevskij (1859) et Ščeglov (1892-95), celle du Conseil d'État (*Gosudarstvennyj Sovët*) qui date du règne d'Alexandre I^{er} ; V. Popov (1881), T. Barsov (1896-97), M. Gorčakov (1899), etc., celle du Très Saint Synode, créé par Pierre le Grand pour remplacer le patriarche de Moscou ; Romanovič-Slavatinskij (1859), Andreevskij (1864), Gradovskij (1868), Miljukov (1892), M. Bogoslovskij (1902), etc., celle des réformes administratives de Pierre le Grand ; Seredonin, celle du Comité des ministres (1902) ; Roždestvenskij ⁽¹⁾, celle de l'instruction publique (1902) ; Pakhman (1875), Latkin (1887), Šeršenevič (1891), Lappo-Danilevskij (1893) et Florovskij (1910), celle de la codification législative. Sur l'histoire des villes russes au xviii^e siècle, notons les travaux de Ditjatin (1875), de Kizevetter (1903 et 1909), de V. Gauthier. Sur la noblesse depuis ses origines, et spécialement aux xviii^e et xix^e siècles, il y a quelques études de Romanovič-Slavatinskij (1870) et de Korff (1906).

Quant aux paysans et à leur émancipation en 1861, leur histoire a particulièrement intéressé les savants et les publicistes russes. Le premier qui ait publié un livre sur le passé des paysans russes a été un professeur de droit à Moscou, J. Belaëv ; après lui, K. Pobedonoscev nous a donné (1876) une des premières et des meilleures monographies sur le servage en Russie ; les livres du prince S. Volkonskij (1898) et de P. Struve sur le servage et ses conditions économiques sont aussi à citer ; mais c'est surtout Semevskij, dont il a été question plus haut, qui a beaucoup fait pour l'histoire des paysans aux xviii^e

(1) Nous n'avons pas la place d'énumérer les ouvrages sur l'histoire des différents ministères, parmi lesquels ceux de SEREDONIN et de ROŽDESTVENSKIJ sont des plus sérieux.

et xix^e siècles. L'émancipation des serfs en 1861 a fait l'objet d'un grand nombre de travaux dont nous ne citerons que ceux de Skrebetskij (4 vol., 1862-68), J. Ivanjukov (1882), N. Semenov (1889-91), Kornilov (1905) et P. Semenov-Tiančanskij (1911). En 1911, sous la direction de Dživelegov, parut, en six gros volumes, un recueil d'articles de différents auteurs, *La grande réforme du 19 février*. L'intérêt pratique que présentait l'existence du communisme agraire (le *mir*, l'*obščina*) avait provoqué, au milieu du xix^e siècle, une grande polémique sur les origines historiques de ce régime en Russie et sur son rôle économique. Dans ce dernier demi-siècle, au lieu de faire, comme auparavant, des hypothèses, on a étudié la première de ces questions directement d'après les documents d'archives (travaux de Sokolovskij et de Kuplevaskij en 1887, Dovnar-Zapolskij, en 1897, Voroncov et Kavelin en 1892, Kaufmann en 1908 et de deux érudites, M^{me} Efimenko et M^{lle} Ostrovskaja).

C'est plus tardivement, à peu près dans le dernier quart du xix^e siècle, que nos historiens se sont occupés des courants d'opposition et des mouvements révolutionnaires en Russie. L'initiative en revient à Pypin et à Semevskij, dont nous avons déjà parlé. Ce dernier, en collaboration avec Bogučarskij, auteur d'un livre sur l'histoire des crimes politiques en Russie, édité à l'étranger (1903), et avec Ščegolev, publia en 1905 un recueil d'articles sur la révolte des décembristes (Décabristes) en 1825. Après la Révolution de 1905, il parut un grand nombre d'ouvrages sur ce mouvement : tels ceux de Dovnar-Zapolskij (3 vol. 1905), Kotljarevskij (1907), Semevskij (1909), Pavlov-Silvanskij (1910), Ščegolev (1913), Modzalevskij (1925), etc. (1). En général, les révolutions de 1905 et de 1917 ont fait naître, avec un grand intérêt historique pour les mouvements révolutionnaires en Russie, une énorme et sérieuse littérature (documents, mémoires, correspondances, biographies des révolutionnaires russes plus ou moins célèbres). Depuis celle de 1917, l'étude des précédentes révolutions est, pour ainsi dire, à l'ordre du jour.

(1) Signalons encore un grand recueil d'articles, *La guerre patriotique de 1812 et la société russe*, 7 gros vol., 1912.

Notons, en terminant ce paragraphe, que les livres de Barsov, Seredonin, Spicyn, Kuznecov traitent de la géographie de la Russie, mais qu'il n'existe pas encore de bon atlas historique; celui de Zamyslovskij, qui date de 1885, est assez superficiel. Ljubavskij en prépare un qui promet de répondre à l'état actuel de la science historique.

III. — *Les « historiens universels » et l'histoire étrangère.*

Passons maintenant aux « historiens universels » ⁽¹⁾. Il y a une soixantaine d'années, très rares étaient, dans les chaires d'« histoire universelle », les spécialistes capables d'un travail scientifique. Parmi les premiers « historiens universels », seuls ont eu une véritable valeur M. Kutorga († 1886), professeur à l'Université de Saint-Petersbourg (depuis 1835), qui publia en français quelques-uns de ses travaux sur l'histoire grecque, et T. Granovskij († 1855), professeur à l'Université de Moscou (depuis 1839), qui s'occupa du Moyen Age occidental. Ces deux savants laissèrent des élèves qui se spécialisèrent dans des domaines différents. A Kutorga, l'on doit Th. Sokolov († 1909), qui a formé à l'Université de Saint-Petersbourg toute une école d'hellénistes-épigraphistes, et V. Vasiljevskij († 1899), qui fut un byzantiniste distingué et a laissé de nombreux élèves médiévistes. Granovskij, à Moscou, eut pour successeurs ses élèves Kudriavcev († 1858) et Eševskij († 1865), deux savants de premier ordre, auxquels succéda, en 1865, V. Guerrier († 1919), dont l'enseignement ■ fourni beaucoup de maîtres aux chaires d'histoire universelle de Moscou et d'ailleurs. Avec quelques autres devenus professeurs d'histoire universelle à Kiev (Fortinskij et Lučickij), à Kharkov (Nadler et Petrov), à Kazan (Osokin), etc., Sokolov, Vasiljevskij et Guerrier appartenaient à la génération des jeunes savants qui

(1) C'est parce qu'ils sont particulièrement nombreux, et aussi parce qu'ils sont peu connus en Occident, où l'on ne lit guère le russe, que nous avons tenu, contrairement au plan général de cet ouvrage, à consacrer une partie de notre étude aux travaux russes d'histoire étrangère.

furent, dans les années soixante, envoyés en mission scientifique à l'étranger, et dont les thèses, écrites à l'étranger, parurent la plupart au cours des années soixante et dans la décade suivante. Quelques-uns d'entre eux eurent des élèves qui devinrent bientôt eux-mêmes professeurs, tels les premiers élèves de Guerrier, le médiéviste P. Vinogradov, professeur à Moscou et à Oxford († 1925), N. Kareev (d'abord à Varsovie, puis à Saint-Petersbourg) ; tel l'élève de Lučickij, N. Ljubovič (à Varsovie et à Rostov), etc.

Le caractère dominant des études historiques sur l'Antiquité et l'Europe occidentale, dont nous venons de retracer l'origine en Russie, est leur grande diversité.

Nous ne parlerons pas ici des études orientales ; plus linguistiques et littéraires, plus ethnographiques et géographiques qu'historiques, qui sont le propre des académiciens russes et des anciens professeurs de la vieille Faculté des langues orientales de Saint-Petersbourg ; mais nous ne pouvons passer sous silence la création, à l'Université de cette même ville, d'une véritable école d'égyptologues par B. Turaev (professeur depuis 1896). Élu peu avant sa mort (1920) membre de l'Académie, Turaev est l'auteur d'un excellent livre, *L'Orient classique*, en 3 volumes, qui ferait honneur à n'importe quel pays. Pendant une vingtaine d'années, il a formé plusieurs élèves comme Volkov († 1920), Hess († 1921), Struve, M^{lle} Flitner, etc. Moscou a eu aussi un professeur d'histoire de l'Antiquité orientale, M. Nikolskij, assyriologue auquel on doit beaucoup d'études spéciales. Notons encore l'assyriologue Šilejko ⁽¹⁾.

Les études sur l'Antiquité classique ont commencé plus tôt et ont pris une plus grande extension. Sans doute la plupart des hellénistes et des latinistes russes s'adonnent principalement à l'étude des langues et des littératures, de l'archéologie, de l'art, etc., mais quelques-uns de ces philologues ont été de vrais historiens. Un de leurs sujets favoris a été la colonisation grecque dans les régions scythes. Depuis le comte Uvarov († 1884), qui avait publié son grand ouvrage sur les anti-

(1) L'égyptologue russe Goleniščev, qui a publié quelques-uns de ses travaux en français, n'était pas professeur.

quités scythes, en russe et en français, au milieu du xix^e siècle, plusieurs historiens, « russes » ou « universels » (Zabelin, Ilovajskij, Lappo-Danilevskij, Brunn, Miščenko), des archéologues (comte Ivan Tolstoï et Kondakov), des linguistes (Vsevolod Miller, N. Marr) ont étudié la question scythé. Les derniers travaux sur la Scythie sont ceux de M. Rostovcev, *Les Iraniens et les Grecs au sud de la Russie* (trad. angl., 1922), et *La Scythie et Bospor*, 1925. L'intérêt que portent les savants russes à la Scythie vient de ce qu'elle a formé une partie du territoire russe. C'est pour la même raison que la colonisation grecque a attiré l'attention des travailleurs. Un des élèves de l'épigraphiste Sokolov, l'académicien Latyšev († 1921), a publié un recueil des *Inscriptiones antiquae orae septentrionalis Ponti Euxini*, 4 vol., 1885, 1890, 1901. A la même école épigraphique appartiennent encore les académiciens Nikiteskij et Rostovcev. Ce dernier, que nous avons déjà cité, maintenant professeur aux États-Unis, est membre associé de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; il a déployé une grande activité scientifique, comme archéologue, numismate, épigraphiste et aussi comme pur historien ; il est bien connu hors de Russie grâce à la traduction de ses travaux en allemand et en anglais. Le philologue classique de Saint-Petersbourg, Th. Zielinski (passé à Varsovie), a connu une semblable notoriété. Un des derniers représentants de l'école épigraphique de Sokolov est S. Gebelev, qui a étudié l'histoire politique de la Grèce à partir du iii^e siècle avant notre ère et l'histoire de l'art grec. A Moscou, au contraire, si l'on excepte l'enseignement de R. Vipper, dont le *Cours d'histoire grecque*, 1905, et le *Cours d'histoire romaine*, 1908, dénotent un point de vue économique et une certaine modernisation, les études philologiques l'ont emporté sur les recherches historiques. Parmi les professeurs provinciaux, il faut tout d'abord nommer V. Buzeskul, professeur d'histoire à Kharkov (depuis 1880) et membre de l'Académie des sciences (depuis 1922), dont un des travaux, *L'Introduction à l'histoire de la Grèce*, 1903, peut être regardé, à cause de son ampleur, comme une œuvre unique dans son genre (il y en a une traduction tchèque, 1909). Th. Miščenko,

de l'Université de Kiev (plus tard à Kazan), est l'auteur d'une foule de recherches hellénistiques et le traducteur des historiens grecs. M. Khvostov († 1920), élève de l'Université de Moscou, professeur à Kazan, a surtout traité de l'histoire économique. Les derniers travaux russes sur la Grèce antique sont de Tjumenev, qui a écrit une histoire générale du point de vue marxiste, et de l'économiste Kulišer, auteur d'une histoire économique.

La question des origines du peuple et de l'État romains, si souvent traitée par les historiens occidentaux, a été abordée par quelques savants russes : P. Alandskij (1882), J. Kulakovskij (1888), tous deux professeurs à Kijev, D. Azarevič (1875) et surtout V. Modestov ⁽¹⁾. L'époque républicaine a été, en général, assez peu étudiée en Russie ⁽²⁾. C'est la période impériale, les origines de l'Empire, sa constitution, sa vie économique, sa place dans l'histoire universelle qui, comme avant 1875 (Eševskij et Dragomanov), ont surtout intéressé nos historiens ⁽³⁾.

L'histoire du christianisme a été, jusqu'à la Révolution, le monopole des académies ecclésiastiques, qui ont compté d'ailleurs quelques professeurs d'une grande érudition, bien connus de leurs collègues étrangers, comme Bolotov († 1900) ou Glubokovskij. C'étaient aussi les élèves de ces académies qui enseignaient l'histoire de l'Église dans les Facultés des lettres; les plus célèbres ont été Ivancov-Platonov († 1894) à Moscou, Troitskij à Saint-Petersbourg, Ternovskij à Kiev. L'histoire

(1) MODESTOV est l'auteur d'une grande histoire de la littérature romaine. Son premier ouvrage est une thèse sur l'écriture romaine à l'époque des rois (trad. all., 1871); son dernier, une grande *Introduction à l'histoire romaine*, 2 vol., 1902 et 1904 (trad. franç., 1907).

(2) On ne peut citer que les histoires du droit romain de MUROMCEV, POKROVSKIJ, etc., et le livre de NETUŠIL sur les institutions politiques de Rome (1894 et 1897).

(3) A l'Université de Saint-Petersbourg, ROSTOVCEV a étudié l'histoire de l'établissement de l'Empire (1898) et son histoire financière (1899); E. GRIMM, le développement du pouvoir impérial (2 vol., 1900 et 1901); J. GREAVES, la formation de la grande propriété foncière dans l'Empire comme base de la féodalité du Moyen Age (1901). Dernièrement, ROSTOVCEV a publié en anglais un gros volume avec de nombreuses illustrations et un très érudit commentaire : *The social and economic history of the Roman empire*, 1926.

de l'Église byzantine a été récemment explorée dans un sens plus libre qu'autrefois par Gidulanov et J. Andreev, *Les patriarches de Constantinople*, et A. Lebedev, *Le schisme de l'Église aux IX^e-XI^e siècles*.

Les études médiévales furent inaugurées à Moscou, avant 1875, et renouvelées par V. Guerrier qui, après 1880, céda l'enseignement de l'histoire du Moyen Age à son élève P. Vinogradov. Ce savant, qui débuta par deux thèses sur la féodalité en Italie (1880) et l'histoire sociale de l'Angleterre ⁽¹⁾ (1887), enseigna pendant plus de vingt-cinq ans à Moscou, où il eut beaucoup d'élèves (Savin, Khvostov, Dživelegov, Egorov, etc.). C'est grâce à lui que Moscou devint le centre des études d'histoire anglaise que dirigea, dans ces derniers temps, D. Petruševskij. Le rôle qu'ont joué à Moscou Guerrier et Vinogradov, Vasiljevskij et son élève, J. Greaves, l'ont exercé à Saint-Petersbourg. Greaves, devenu professeur d'histoire du Moyen Age en 1890, a traité, dans ses cours, les sujets les plus variés; son enseignement a été très fécond: ses élèves, M^{me} Dobiaš-Roždevenskaja, Krusmann, Karsavin, Ottokar, Fedotov, se sont distingués par leurs travaux. A vrai dire, Vasiljevskij n'a rien écrit sur le Moyen Age occidental. Après avoir débuté, sous l'influence de Kutorga, par une thèse sur la Grèce à l'époque de sa décadence, il se consacra aux études byzantines qui lui ouvrirent les portes de l'Académie des sciences. Avant lui l'histoire du Bas-Empire avait été le monopole des académies ecclésiastiques, que dominaient les préoccupations religieuses. Vasiljevskij n'a laissé aucun grand ouvrage, mais beaucoup d'études sur différentes questions spéciales, dont l'Académie des sciences commença la publication en 1908. Dans son séminaire, il a formé nombre de byzantinistes comme P. Bezobrazov († 1918), Pančenko, Regel, A. Vasiljev, Loparev, etc., qui ont eux-mêmes beaucoup publié. Un autre byzantiniste distingué est J. N. Uspenskij ⁽²⁾, qui, après une longue série de

(1) Cette dernière thèse, publiée en anglais sous le titre *Villanage in England*, 1892, établit sa notoriété en Angleterre où il fut appelé, en 1903, à une chaire d'Oxford. Ses autres travaux ont paru en anglais.

(2) Élève de l'Université de Saint-Petersbourg, professeur à Odessa depuis 1875, directeur de l'Institut archéologique russe à Constanti-

travaux où se mêlent les études byzantines et slaves, a entrepris une grande *Histoire de Byzance* ⁽¹⁾. Parmi les byzantinistes des académies ecclésiastiques, notons Th. Kurganov, qui a traité des rapports entre l'État et l'Église à Byzance (1880) et Skabalanovič, qui a décrit l'État byzantin au ^x^e siècle (1884). L'archéologue N. Kondakov († 1925), dont l'*Histoire de l'art byzantin*, 1886-91, a été publiée en français, a beaucoup contribué à faire connaître l'art byzantin ⁽²⁾.

Les médiévistes russes se sont bien moins occupés des peuples slaves que des peuples romans et germaniques. Devant l'impossibilité d'énumérer ici tous les ouvrages parus en Russie depuis 1876 sur l'histoire des principaux de ces derniers peuples, bornons-nous aux indications les plus importantes. Les institutions féodales ont été étudiées par P. Vinogradov (Italie et Angleterre), J. Greaves (derniers temps de l'Empire romain, France et Italie), D. Petruševskij (Angleterre), M. Kovalevskij (Europe en général), etc.; les villes, par J. Smirnov, N. Ottokar, Bondarenko, Berkut; les corporations d'arts et métiers, par Graciânskij; les paysans, par Udalcov (sous les Carolingiens), N. Kareev (en France en général), D. Petruševskij et M. Kovalevskij (la révolte de 1381 en Angleterre), V. Piskorskij (en Catalogne); l'évolution économique en général, par M. Kovalevskij et Kulišer; les assemblées représentatives, par Piskorskij (Cortès de Castille), Goldin (Prusse), Krusmann (Angleterre du ^{xiv}^e siècle), etc.; le catholicisme, par Guerrier (saint Augustin, saint François...), le prince E. Trubeckoj et Vjazigin (Grégoire VII), M^{me} Dobiaš-Roždestvenskaja, dont les deux thèses ont été également publiées en français, *La vie paroissiale en France au XIII^e siècle*, 1911, et *Le culte de l'archange Michel*, 1922; les mouvements hérétiques, par Osokin, Karsavin, Vulfius, Egorov; le pape Gerbert, par

nople (depuis 1894), dont il rédigeait les *Izvestia*, membre de l'Académie des sciences (depuis 1900).

(1) Sur cette histoire et sur celles de J. KULAKOVSKIJ et A. VASILJEV, sur la revue russe *Vizantiiskij Vremennik*, cf. chap. *Empire byzantin*.

(2) Quelques hellénistes russes, comme les épigraphistes LATYŠEV et NIKITSKIJ (hagiographie byzantine) et plusieurs professeurs de droit canonique, ont aussi participé aux études byzantines.

N. Bubnov, professeur à Kiev ⁽¹⁾; Salimbene, par Bicilli.

Quant aux études slaves, qui remontent à la fin de la première moitié du XIX^e siècle, elles furent d'abord surtout des études de philologie, d'ethnographie, de folklore, de littérature, c'est-à-dire de slavistique; les études purement historiques s'organisèrent plus tard en s'affranchissant de la tutelle philologique. Le créateur de la première école historique slaviste a été V. Lamanskij († 1914), professeur à l'Université de Saint-Petersbourg depuis 1865, membre de l'Académie des sciences, grand érudit, qui a laissé quantité de travaux dont *Les secrets d'État de Venise*, publiés en français en 1884. Le byzantiniste Uspenskij est son élève; il avait commencé par étudier la formation des premiers États slaves avant de se vouer aux études byzantines après un travail sur la Bulgarie. Un autre de ses élèves, devenu professeur à Kiev, T. Florinskij († 1919), a fait porter ses premières recherches sur les rapports slavo-byzantins. Trois professeurs russes à l'Université de Varsovie, Th. Zigel (Siegel), K. Grot et A. Pogodin, puis son successeur à la chaire de Saint-Petersbourg, N. Jastrebov († 1919), bien connu en Tchécoslovaquie, furent aussi des élèves de Lamanskij. A la même école appartenait enfin Palmov, historien des Églises slaves. En dehors de cette école, il faut nommer J. Pervolf, Tchéque d'origine, qui fut professeur de slavistique à Varsovie (1871-1894) et a laissé un grand ouvrage en 4 volumes, *Les Slaves, leurs rapports et liaisons mutuels*, qui est une véritable encyclopédie historique du monde slave. Chez les slavistes de Moscou prévalurent au contraire les préoccupations philologiques, et ce furent des « historiens russes » (N. Popov et M. Ljubavskij) qui firent des cours d'histoire slave. Une des particularités de l'historiographie slaviste en Russie est l'abondance des travaux historiques sur le sort et la germanisation des Slaves polabes et pomores (cf. ceux de Hilferding, Fortinskij, Kotljarevskij, Pavinskij, Pervolf, Egorov, Brečkevič). Ce sont

(1) Cf. son *Recueil des lettres de Gerbert, comme source historique, d'après ses manuscrits*, 3 gros vol., 1889-90; la série de ses études sur les connaissances scientifiques de ce pape, notamment son édition, en 1899, des *Opera mathematica* de Sylvestre II.

ensuite les rapports russo-polonais qui ont le plus intéressé les historiens russes (V. Novodvorski, G. Karpov, J. Filevič, Kojalovič, etc.), et pas du tout, si l'on excepte le livre de N. Kareev sur la Diète polonaise, les institutions politiques de la Pologne. Les institutions médiévales tchèques n'ont tenté qu'un historien russe, A. Jasinskij, auteur de deux livres sur la Diète tchèque (1895) et sur l'histoire sociale et économique de la Bohême (1901). Par contre, Jean Hus et le hussitisme avaient fortement attiré l'attention de nos historiens dans la période qui précède celle qui nous occupe (Hilferding, Novikov, Bilbasov), alors qu'on expliquait l'apparition de Hus par l'influence de l'Église orthodoxe. Plus près de nous, le hussitisme a trouvé des historiens en Duvernois, Vengerov, Palmov, Jastrebov, Serebrjanskij.

La première école supérieure où l'on ait commencé à travailler sur l'histoire moderne et contemporaine, dont l'étude avait été presque délaissée avant 1876 ⁽¹⁾, a été la Faculté des lettres de Moscou, d'où sortirent les thèses de Guerrier sur la guerre polonaise de 1733 (1863) et sur l'Allemagne au temps de Leibnitz (1870), celles de Tračevskij sur le premier interrègne en Pologne (1869) et le Fürstenbund (1877). Ces deux savants se spécialisèrent dans l'histoire moderne. Au premier, l'on doit d'avoir formé des spécialistes dans son séminaire où on étudiait par exemple les sources de l'histoire de la Révolution française. Ses élèves, outre le médiéviste Vinogradov, ont été P. Fortunatov, N. Kareev, M. Korelin (professeur à Moscou), R. Vipper (d'abord à Odessa, puis à Moscou, aujourd'hui à Riga), E. Ščepkin (à Odessa), P. Ardašev (à Juriev-Dorpat et à Kiev), S. Kotljarevskij (à Moscou), A. Savin (à Moscou; a été aussi élève de Vinogradov). A la même époque, J. Lučickij commença sa carrière professorale à Kiev; l'un de ses premiers élèves, N. Ljubovič, ■ été longtemps

(1) L'enseignement en était même souvent, dans les universités, confié à des professeurs qui ne lui consacraient aucune de leurs recherches personnelles. C'est ainsi qu'à Saint-Petersbourg le cours d'histoire moderne fut professé, de 1869 à 1884, par V. BAUER, dont les principaux ouvrages traitent de l'histoire grecque et qui n'eut qu'un élève, G. FORSTEN, un de ceux qui lui succédèrent dans sa chaire d'histoire moderne.

professeur d'histoire moderne à Varsovie ; plus tard il a eu comme disciples V. Piskorskij, professeur à l'Université de Kazan, et E. Tarle (maintenant à Leningrad). M. Kovalevskij († 1916) a occupé une place à part. Officiellement professeur de droit aux Universités de Moscou (1877-1887) et de Saint-Pétersbourg (1906-1916), il a été réellement un historien et un sociologue, bien connu à l'étranger grâce aux séjours prolongés qu'il y fit et aux traductions de ses travaux. Il a énormément produit aussi bien sur l'histoire moderne que sur l'histoire du Moyen Age ⁽¹⁾.

Ce qui caractérise tous ces historiens, c'est d'abord qu'ils ont beaucoup travaillé dans les archives et les bibliothèques de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Suède, etc. C'est ensuite que, à quelques exceptions près, la plupart de leurs travaux et de ceux de leurs élèves portent sur l'histoire intérieure, l'histoire politique, sociale et économique, l'histoire de la civilisation des nations européennes. L'histoire diplomatique, en effet, n'a sollicité que peu d'historiens, parmi lesquels Forsten a exposé, en 2 volumes, la lutte pour la mer Baltique ; Ščepkin, l'alliance russo-autrichienne pendant la guerre de Sept Ans ; Tračevskij, le Fürstenbund et la politique de Vergennes ; Mitrofanov, la politique extérieure de Léopold II. La Renaissance, la Réforme, la Contre-Réforme, l'Ancien Régime, la Révolution française, voilà les sujets qui ont été le plus traités. Sur la Renaissance, outre *L'humanisme italien et son historiographie*, 2 vol., 1892, de Korelin, — ouvrage unique par son ampleur dans toute la littérature consacrée à la Renaissance en Italie, — il faut citer *Les origines de la Renaissance italienne*, de Dživelegov ; l'étude sur Pomponius Lætus, de Zabugin (en italien Zabughin), devenu professeur à l'Université de Rome ⁽²⁾.

Sur la Réforme protestante et la réaction catholique, les travaux sont assez nombreux : ce sont ceux de Lučickij sur

(1) Son ouvrage, *La croissance économique de l'Europe* (au Moyen Age) a été traduit en allemand, 7 volumes.

(2) Les ouvrages de VESELOVSKIJ sur Pétrarque et Boccace relèvent de l'histoire littéraire.

le protestantisme en France (3 vol.), de Ljubovič (2 vol.) et de Kareev sur la Réforme et la Contre-Réforme en Pologne, de Jukovič sur le cardinal Hosius, de Vipper sur Calvin, de Sokolov sur la Réforme anglicane (2 vol.), de Budrin sur l'antitrinitarisme, de Nalimov sur le concile de Constance, de Savin sur la sécularisation en Angleterre (a été traduit en anglais), etc. D'une façon générale, c'est le côté politique et social de la Réforme qui a le plus intéressé les historiens russes.

Le XVIII^e siècle, beaucoup plus que le XVII^e, a attiré leur attention. La chute de la Pologne a été étudiée par Soloviev, D. Ilvajskij, Kostomarov, Kareev ⁽¹⁾; l'Allemagne par Guerrier (cf. supra), Tračevskij avec son *Allemagne à la veille de la Révolution française*, 1875 et 1897, et surtout Mitrofanov, dont l'ouvrage sur la politique intérieure de Joseph II (1907), composé d'après de nombreux documents d'archives, a été traduit en allemand.

Les travaux russes sur la France de l'Ancien Régime et de la Révolution sont si importants qu'on a pu, en France, parler d'une « école russe » d'histoire révolutionnaire. Quelques-uns, ceux de Kareev, de Lučickij, de Kovalevskij, de Tarle, d'Onu, de P. Ardašev, d'Afanasiev, de Kropotkin, ont été traduits en français; les autres ne sont connus en France que par de courtes analyses faites par Kareev dans trois articles de *La Révolution française*, 1902, du *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1912, et des *Annales historiques de la Révolution française*, 1925. Parmi les ouvrages qui n'ont pas été traduits, notons *Le droit public positif de la France sous l'Ancien Régime*, 1911, de Taranovskij, et *La doctrine de la représentation nationale en France au XVII^e siècle*, 1912, d'Ustinov. De ces travaux il faut rapprocher toute une série de livres de Guerrier ⁽²⁾, Kovalevskij, Alexeev, Vipper, Vulpius, Novgorodcev, Gurvič, Popov-Lenskij, analysant les idées politiques du XVIII^e siècle, surtout celles de Rousseau.

(1) Son livre, publié en 1889, contient l'analyse des travaux sur la question; il a été traduit en polonais. Cf. le résumé de ses travaux, dans *Revue historique*, 1891.

(2) Cf. son livre en français, *L'abbé de Mably*, 1886.

Par contre, l'étude du xix^e siècle européen ne fait que commencer. Des archives, Tarle a tiré deux grands ouvrages : *Le blocus continental*, 1913, où la question est pour la première fois envisagée au point de vue économique, et *Le royaume d'Italie*, 1915. V. Butenko, maintenant professeur à l'Université de Saratov, a écrit, d'après des documents des Archives nationales de Paris, une thèse sur le parti libéral sous la Restauration (1913) et S. Kotljarevskij, deux thèses sur La Mennais et Saint-Simon. Nazimov a étudié *La réaction en Prusse*, 1886; Gradovskij, *La Constitution allemande*, 2 vol., 1875 et 1886; Janžul, la liberté de commerce en Angleterre (1876 et 1882); M. Ostrogorskij, l'organisation des partis politiques (ce livre a aussi été édité en français). N. Kareev a consacré les t. IV, V et VI de son *Histoire moderne*, à l'histoire générale du xix^e siècle, et le t. VII à celle des quatorze premières années du xx^e. Enfin, une histoire collective du xx^e siècle en plusieurs volumes avait été commencée avant la guerre sous la direction de Kovalévskij et Timiriasev.

Les historiens russes ont aussi pratiqué l'histoire des pays asiatiques. Bornons-nous à rappeler les noms d'arabisants, comme le baron Rosen et Krymskij; de turcologues, comme V. Grigorjev († 1884), N. Veselovskij († 1918), Barthold, Smirnov (le célèbre Radlov n'est qu'un linguiste et un ethnologue); de mongolisants, comme les deux frères Pozdneev; de sinologues, comme Vasiljev († 1900), Gorgievskij († 1893), O. Rosenberg, etc.

Enfin les travaux de méthodologie et de philosophie de l'histoire tiennent, dans la production russe depuis 1876, une place que nous ne saurions négliger d'indiquer. Tels sont par exemple ceux de N. Kareev, *Les questions fondamentales de la philosophie de l'histoire*, 2 vol., 1883, et *Leçons de théorie générale de l'histoire*, 2 vol., 1913 et 1915; de V. Khvostov, *Théorie du processus historique*, 1911; de Lappo-Danilevskij, *Méthodologie de l'histoire*, publiée par l'Académie des sciences; de R. Vipper, deux recueils d'articles; de L. Karsavin, *Philosophie de l'histoire*. Tels sont aussi les nombreux ouvrages historico-philosophiques du célèbre émigré politique et grand

érudit P. Lavrov († 1900). Sur la doctrine du matérialisme économique, qui a commencé d'être exposée en Russie à partir de 1894 ⁽¹⁾, nous avons aujourd'hui une vaste littérature, notamment les livres de Bukharin, de Dborin, de Lénine, de Plekhanov, etc., qui tous sont marxistes.

Dans cette rapide revue, nous avons surtout cherché à souligner la part capitale des universitaires dans les études historiques et la place, plus récente, mais plus grande que dans beaucoup d'autres pays, faite à l'histoire étrangère. Telle quelle, nous souhaitons qu'elle puisse donner une idée de l'ampleur et de la variété d'une production, qui n'est pas aussi connue qu'elle le mérite.

(1) Cf. nos *Études critiques sur le matérialisme économique*, 1896.

SUÈDE

par

Samuel E. BRING

Conservateur de la Bibliothèque de l'Université

et

Georg WITTROCK

Professeur à l'Université d'Upsal

I. — *L'organisation des recherches historiques* (1).

1^o *Les sociétés savantes et les revues.* — Une des étapes les plus importantes dans le développement des recherches scientifiques sur l'histoire de Suède, depuis une cinquantaine d'années, est marquée, sans aucun doute, par la constitution, le 10 mai 1880, de la Svenska historiska Föreningen (Société de l'histoire de Suède). Cette société, devenue le foyer des études historiques en Suède, comprend les spécialistes aussi bien que les amis de l'histoire nationale. Depuis sa création, elle a été la promotrice éminente des études historiques nationales et elle a puissamment contribué à stimuler l'intérêt pour ces études. Elle fait éditer, depuis 1881, la *Historisk Tidskrift*, sa publication principale où paraissent des mémoires, des études, des articles susceptibles d'élucider quelque problème de l'histoire de Suède et qui tient le public au courant des travaux parus, en Suède comme à l'étranger, sur l'histoire des pays scandinaves. Pour la discipline historique, cette revue reste le modèle et l'organe dirigeant, parce que, dans l'exposé des problèmes traités, elle garde toujours un caractère rigoureusement scientifique, un esprit critique, une stricte objectivité. Cette haute

(1) Cette partie est l'œuvre de M. Samuel E. BRING.

tenue est due pour beaucoup à l'archiviste du royaume, Emil Hildebrand, qui a été le rédacteur en chef de la revue de 1881 à 1905, et qu'ont remplacé dans cette fonction d'abord M. Torvald Höjer, ministre de Suède auprès de la cour de Norvège, puis, depuis 1921, M. Sven Tunberg, professeur à l'Université de Stockholm.

La Société de l'histoire de Suède a, d'autre part, aidé au progrès de la science historique soit en éditant elle-même, soit en subventionnant des ouvrages historiques. Parmi ceux-ci, il faut surtout mentionner les excellentes listes bibliographiques de la littérature historique qui se rapporte à notre pays. A partir de 1876, Carl Silfverstolpe fit paraître, dans la *Historisk Bibliotek*, 1875-80 — la devancière de la *Historisk Tidskrift* — une bibliographie annuelle des ouvrages sur l'histoire de Suède. Il poursuivait lui-même jusqu'en 1890 ce travail, continué depuis par M. Kristian Setterwall. Depuis 1891, celui-ci a collationné, noté et publié chaque année, dans la *Historisk Tidskrift*, une bibliographie de la production historique de la Suède et de l'étranger pendant l'année précédente, dressée par ordre des matières. Dans ces bibliographies sont classés non seulement les ouvrages et les études d'ordre purement historique, mais encore tout ce qui concerne les sciences auxiliaires de l'histoire, et même les publications relatives à des disciplines spéciales et voisines, comme l'histoire de l'Église, celle de l'Université et des écoles, l'histoire des mœurs, etc. M. Setterwall a réuni les bibliographies annuelles de la période 1875-1900 dans un sommaire très bien fait et très apprécié des historiens, *Svensk historisk bibliografi 1875-1900*, 1907, dont la continuation, *Svensk historisk bibliografi 1901-1920*, a paru en 1923. Ces remarquables instruments de travail rendent les plus grands services aux savants comme à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire nationale.

En dehors de la Société de l'histoire de Suède, de nombreuses sociétés se sont formées pour favoriser les études historiques. Mais elles ne se proposent pas d'étudier toute l'histoire du pays. Elles consacrent leurs efforts soit à élucider l'histoire d'une période restreinte, soit à retracer celle d'une

ou de plusieurs provinces ou bien d'une ville déterminée. Un institut suédois pour l'étude de l'histoire urbaine s'est ainsi constitué. Il projette de seconder les savants qui étudient scientifiquement l'histoire des villes suédoises et de publier des monographies sur l'histoire urbaine suédoise. A côté de ces groupements, il y a, en outre, un grand nombre de sociétés locales d'archéologie et de protection des monuments historiques qui tâchent de maintenir vivantes l'histoire et la tradition des différentes contrées. Elles éditent aussi des publications périodiques d'un grand intérêt pour l'historien. Les plus importantes parmi ces revues historiques locales et spéciales sont la *Historisk Tidskrift för Skåneland*, organe de De skånska landskapens historiska och arkeologiska Förening (Société historique et archéologique des provinces scaniennes), publiée, depuis 1903, par Lauritz Weibull, dont le programme comporte l'histoire des trois provinces les plus méridionales de la Suède ; la *Karolinska Förbundets Årsbok* (depuis 1910), annuaire de la Karolinska Förbundet (Union caroline), qui vise à approfondir particulièrement l'histoire de la période 1654-1718 ; la *Personhistorisk Tidskrift* (depuis 1898), organe de la Personhistoriska Samfundet (Société de l'histoire personnelle), qui s'occupe de biographie, de généalogie et de science héraldique, et enfin *Upplands Fornminnesförenings Tidskrift* (depuis 1871), organe de l'Upplands Fornminnesförening (Association pour l'étude des monuments antiques d'Upland) dont le but est de protéger et d'expliquer les monuments historiques dans une des provinces les plus anciennement peuplées de notre pays.

2^o *L'organisation des archives.* — Depuis cinquante ans, l'organisation et les méthodes de travail des archives et des bibliothèques se sont profondément transformées par l'application des principes modernes. Cette transformation, qui a beaucoup favorisé le rapide progrès des recherches historiques, a commencé dès 1878 dans les Archives du royaume, auxquelles est confiée la conservation des documents de l'État, et où les particuliers peuvent déposer les leurs. Les Archives reçurent alors une administration indépendante ayant pour chef l'archiviste du royaume. A peu près à la même époque, les collec-

tions furent divisées en une section administrative et une section historique, cette dernière subdivisée elle-même en deux groupes, comme on l'avait proposé quelques années auparavant. Cette organisation resta en vigueur jusqu'en 1910, date où, conformément à un décret du 10 décembre 1909, les Archives du royaume furent réparties entre quatre sections ayant chacune comme chef un premier archiviste. Le point de vue administratif s'étant de plus en plus accentué pendant les derniers lustres, la nécessité d'une nouvelle organisation se fit bientôt sentir. Le nouveau régime, provisoirement appliqué depuis le début de 1921, a été définitivement établi par les textes législatifs du 8 septembre 1924 concernant les Archives nationales. Ces textes soulignent nettement que les Archives du royaume doivent être l'autorité centrale chargée des archives officielles et des documents de l'État, mais ils prescrivent aussi qu'elles doivent favoriser les recherches historiques. La dernière ordonnance publiée insiste encore davantage sur ce dernier point.

Les anciennes archives des ministères sont en général déposées dans les Archives du royaume; celles qui appartiennent au Kammarkollegium, appelées Kammararkivet (Archives de la Chambre), font exception à cette règle; elles relèvent pourtant, depuis 1921, des Archives du royaume, bien que leurs collections soient conservées ailleurs. Ce dépôt est, après les Archives du royaume, la plus importante de nos collections documentaires. Il contient en abondance des pièces pour l'étude de l'histoire administrative et économique de la Suède proprement dite, surtout en ce qui concerne les ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Au point de vue historique, les documents les plus anciens des Archives de la Chambre sont les plus précieux. C'est surtout le cas pour les pièces du ^{xvi}^e siècle, qui sont relativement rares, parce qu'un grand nombre de documents de cette époque ont été détruits dans l'incendie du palais royal en mai 1697.

Les premières bases des Archives de la Guerre furent jetées dès 1805, mais c'est seulement à partir de 1876 que l'on peut considérer ces Archives comme fondées. L'ancien

Krigskollegium, le précurseur du ministère de la Guerre, ■ abandonné à ces Archives ses vieux documents et les archives des régiments suédois. On y trouve aussi les rôles de l'armée, les rapports, les instructions, les livres de comptes et les actes des chancelleries de campagne. Les Archives de la Guerre relèvent directement du chef de la section d'histoire militaire de l'état-major suédois, et leur gestion est confiée aux soins d'un archiviste de la guerre. Même dans ce dépôt, on a commencé, ces dernières années, un regroupement des collections en s'inspirant des principes modernes.

L'organisation des archives provinciales marque un autre progrès important. Le premier dépôt d'archives provinciales a été créé dès 1899. En 1903, il en fut organisé trois nouveaux, en 1905 un autre encore. En 1908, une loi, tout en ordonnant une nouvelle répartition des districts qui devaient déposer leurs actes dans les Archives provinciales, prescrivit l'établissement de deux nouveaux dépôts, dont l'un a commencé à fonctionner dès 1911, tandis que l'autre, auquel devaient être confiés les documents appartenant aux provinces septentrionales, n'a pas encore été organisé par suite de divers empêchements. Le règlement actuel des Archives provinciales date du 8 septembre 1924. Administrées chacune par un archiviste de province, elles ressortissent à l'archiviste du royaume, qui en a la haute surveillance. Leur but principal est de recueillir et de conserver les documents anciens appartenant aux autorités civiles et administratives locales dans les districts qui leur sont assignés et de les tenir à la disposition du public. La plupart des documents qu'elles conservent proviennent des gouvernements provinciaux, des tribunaux de première et de seconde instance, des bureaux des *kronofogdar* et des *härads-skrivare* (fonctionnaires à qui incombent le maintien de l'ordre et la perception des impôts), et enfin des registres de l'état civil que tient, en Suède, le clergé. Cependant plusieurs villes et un grand nombre de paroisses sont autorisées à conserver leurs archives lorsque celles-ci ont été installées dans des locaux satisfaisants. Mais il faut qu'elles soient gérées avec soin, et leur gestion peut être soumise à l'inspection de l'archiviste

du royaume. Ces exceptions concernent surtout la ville de Stockholm, dont bien des archives paroissiales ne sont point centralisées.

3^o *La publication des sources.* — Les Archives du royaume, comme nous l'avons déjà fait remarquer, sont aussi une institution qui doit favoriser les recherches historiques. Cette fonction, qu'elles avaient déjà depuis le milieu du ^{xix}^e siècle, n'a pris toute son importance que dans les dernières années, parallèlement au progrès des études historiques, et à la croissance chez les historiens du souci de revenir aux sources originales et de les utiliser. Dès 1859, l'archiviste du royaume avait été chargé de diriger la publication de recueils de sources pour l'édition desquels le Riksdag avait, quelques années auparavant, voté les crédits nécessaires. En même temps avait été fait un plan général de publication des sources historiques qui, depuis lors, a été suivi dans son ensemble. De nombreux documents extrêmement importants pour l'histoire de Suède ont été publiés avec les ressources limitées dont on dispose. Ces publications de l'État incombent principalement aux fonctionnaires des Archives du royaume ; mais d'autres savants compétents y participent également.

Les Archives du royaume ont, dès le début, fait porter tout le travail de publication sur quelques domaines principaux et nettement déterminés, avant tout sur des documents des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, et dernièrement sur quelques pièces du ^{xviii}^e. C'est ainsi qu'ont été publiés tous les documents émanés de la chancellerie royale sous le règne de Gustave Vasa, de 1521 à 1560, *Konung Gustaf I: s registratur*, I-XXIX, 1861-1916 ; les procès-verbaux rédigés aux séances des conseillers d'État, entre 1621 et 1656, *Svenska riksrådets protokoll*, I-XVI, 1878-1923 ; tous les actes des sessions du Riksdag, conservés depuis 1521 jusqu'en 1597, *Svenska riksdagsakter jämte andra handligar, som höra till statsförfattningens historia under tidehvarfvet 1521-1718*, I-III ; IV, fasc. 1, 1887-1909 ; enfin les écrits adressés au roi par le Riksdag et sa commission la plus importante pendant les années 1719-1734, *Svenska riksdagakter. Ser. 2. Tidehvarfvet, 1719-1800. Rikets ständers och sekreta uskottets skrifvelser till*

Kungl. Maj. : t. I-II; III, fasc. 1, 1909-17. Ces séries de publications ne sont point terminées, mais seront continuées. Vers 1870, les Archives du royaume furent en outre chargées de continuer la publication des documents suédois du Moyen Age, dont l'édition avait commencé en 1829. Les divers tomes du *Diplomatarium Svecicum* ⁽¹⁾, publiés au cours des cinquante dernières années, sont une source précieuse pour l'étude de la langue et de l'histoire suédoises.

Les Archives du royaume ne sont pas la seule institution officielle qui fasse publier des documents historiques. Bien d'autres, comme elles, travaillent à favoriser les recherches historiques. L'Utrikesdepartementet (ministère des Affaires étrangères), par exemple, fait publier les traités conclus entre la Suède et les puissances étrangères. Cette publication, *Sve- riges traktater med främmande makter jemte andra dithörande handlingar*, I-V; VI, fasc. 1; VIII, X-XIV, 1877-1921, n'est pas encore terminée. La Vitterhetsakademien (Académie des belles-lettres), dont le programme comprend aussi l'histoire, a commencé à prendre part au travail de publication des textes historiques. C'est ainsi que, sous son patronage, on édite, depuis 1888, les écrits du chancelier du royaume, Axel Oxenstierna, comprenant sa correspondance privée, son journal autographe, des rapports, des lettres et des documents diplomatiques qu'il a envoyés ou reçus, *Rikskansleren Axel Oxenstierns skrifter och brefväxling*. De cet ouvrage qui présente un intérêt non seulement suédois mais vraiment européen, dix-huit volumes ont paru (*Förre afdelningen*, I-VII; *senare afdelningen*, I-XI, 1888-1926).

La Société pour la publication des manuscrits relatifs à l'histoire des pays scandinaves édite de même des textes manuscrits intéressant l'histoire de Suède. Fondée en 1815, cette

(1) *Svenskt diplomatarium*, utgifvet af Riksarkivet, t. I-V, 1829-65; t. VI, fasc. 1 genom E. HILDEBRÄND; fasc. 2-4 genom S. TUNBERG, 1878-1921 (comprenant les années 1348-1355). *Svenskt diplomatarium. Ort-, person- och sakregister*, t. I-II, 1910, utarbetadt af K. H. KARLSSON. *Svenskt diplomatarium från och med år 1401*, utgifvet af Riksarkivet genom, C. SILFVERSTOLPE, t. I-III, 1875-1902 (comprenant les années 1401-1420). *Svenskt diplomatarium från och med år 1401*, t. IV. *Supplement till åren 1401-1420*, utgifvet genom K. H. KARLSSON, fasc. 1-2, 1903-04.

Société publie une série de recueils intitulée *Historiska handlingar* (*Documents historiques*), qui fait suite à une ancienne série ; les vingt-sept volumes actuellement parus contiennent des documents importants pour l'histoire intérieure et extérieure de la Suède à différentes époques. Elle a aussi fait publier les registres de la ville de Stockholm, *Stockholms stadsböcker*.

En dehors de cette société et de l'État, plusieurs autres sociétés, aux programmes desquelles figure l'histoire, ont collaboré à la publication des sources. Même des particuliers ont apporté leur concours à cette œuvre en faisant paraître des documents détachés.

En résumé, au cours des cinquante dernières années, les publications de documents se sont poursuivies avec une intense activité dont les recherches historiques ont tiré un large profit.

III. — *Les travaux d'érudition* (1).

Les recherches historiques en Suède, depuis cinquante ans, se sont étendues à toutes les périodes de l'histoire extérieure ou intérieure du pays. Elles ont donné lieu soit à de vastes ouvrages d'ensemble, soit à un grand nombre de travaux plus spéciaux sur des sujets variés. Les ouvrages d'ensemble ont paru au début de l'époque que nous considérons ici. Ils avaient posé les fondements généraux de l'étude de plusieurs grandes périodes. Cette circonstance, ainsi que les exigences rigoureuses de la critique historique, telle qu'elle s'est développée dans tous les pays, a contribué à ramener l'attention des historiens suivants sur des sujets plus restreints. Peut-être la synthèse a-t-elle été en conséquence un peu négligée, ou bien se trouve-t-elle dans des œuvres collectives fondées sur les résultats de la recherche scientifique, mais qui, visant un public plus large, sont pour cette raison plus sommaires et écrites d'une manière plus populaire (2).

(1) Cette partie est l'œuvre de M. Georg WITTROCK.

(2) L'œuvre collective *Sveriges historia från äldsta tid till våra dagar*, 6 vol., 1877-81, a été suivie de *Sveriges historia intill tjugonde seklet*, 10 par-

La production historique présente des traits communs qu'on pourrait appeler caractéristiques, au moins en pensant aux noms les plus éminents ; tout en suivant les modèles et les règles critiques reconnus par toute l'Europe, elle a néanmoins, dans le choix de ses sujets comme dans sa conception générale, une tendance nationale marquée : elle s'est surtout intéressée à l'État suédois, à son développement dans les diverses sphères de la vie politique et à sa place dans le système des États européens, dont autrefois l'action de la Suède a si fortement modifié les destinées. Fredrik Ferdinand Carlson († 1887), dont on peut dire que la grande œuvre sur l'histoire de la Suède sous les rois de la maison Palatine (1654-1706) — à côté de celle de Malmström — marque le commencement de l'époque que nous envisageons, était un disciple d'Erik Gustaf Geijer, le fondateur de la science historique suédoise moderne, laquelle, depuis Carlson, a profité également de l'influence de Ranke ⁽¹⁾. Moins spéculatif que Geijer, qui, même dans son métier d'historien, restait toujours philosophe, Carlson est pourtant pénétré d'une conviction idéaliste, mais il s'intéresse principalement aux faits purement politiques. Les guerres de Charles X Gustave en Pologne et en Danemark, qui ne donnèrent pas la Prusse à la Suède, mais qui arrondirent son territoire péninsulaire des provinces scaniennes, la chute de l'aristocratie et la fondation de la souveraineté caroline depuis 1680, les premières années de la grande guerre du Nord sous Charles XII, tels sont les sujets d'un ouvrage remarquable par l'ampleur de ses vues sur tous les aspects de la vie politique d'alors, par la netteté de l'ordonnance, par la clarté et la fermeté du style, qui, à l'occasion, atteint au dramatique. Si sa documentation ne satisfait pas toujours à des exigences légitimes, il faut en attribuer en partie la cause aux fonctions publiques, qui

ties en 5 vol., 1903-10, publ. par EMIL HILDEBRAND ; une nouvelle édition de cet ouvrage, en partie écrite par de nouveaux auteurs, est intitulée *Sveriges historia till våra dagar*, publ. par EMIL HILDEBRAND et LUDVIG STAVENOW (jusqu'ici 11 vol. parus, 1919 sq.).

(1) *Sveriges historia under konungarne af pfalziska huset*, 7 vol., 1854-85 (il existe une édition en allemand). L'œuvre, qui devait aller jusqu'à 1718, étant restée inachevée, le récit s'arrête à l'année 1706 ; le fils de l'auteur, ERNST CARLSON, dans un 8^e vol. paru en 1910, l'a continué jusqu'à 1710.

pendant de longues années détournèrent Carlson de ses travaux scientifiques — de 1863 à 1873, il fut à deux reprises ministre de l'Instruction publique et des Cultes. — L'appréciation peu favorable qu'il porte sur Charles XII comme homme d'État et comme général a rencontré plus tard une critique vigoureuse ; c'est une controverse, qui dure toujours. D'ailleurs le jugement de Carlson, quand il dispose de renseignements suffisants, est mûr et juste. Ce qu'il a donné est un tableau d'ensemble de grand mérite, quoiqu'il ne faille pas admettre ses assertions sans les confronter avec les résultats d'études plus récentes.

Carl Gustaf Malmström († 1912) succéda à Carlson comme professeur à l'Université d'Upsal ; son exposé de l'histoire de la Suède pendant la période dite de « la liberté » (1718-1772) est aussi en quelque sorte une continuation de l'œuvre de son prédécesseur ⁽¹⁾. Ce n'est plus la royauté qui occupe ici la place prépondérante ; la perte de la grandeur extérieure fut accompagnée d'une révolution intérieure, qui mit le pouvoir entre les mains des États et inaugura une époque marquée par de grands progrès intellectuels et matériels, mais remplie aussi par des luttes de partis qui donnèrent aux puissances étrangères, surtout à la Russie, l'occasion d'une ingérence menaçante pour la dignité du royaume et même pour son indépendance. De ce temps mêlé de lumière et d'ombres, Malmström, dans un style correct, sobre et précis, sans aucun ornement, a donné un récit positif, impartial et solide, fondé sur des recherches étendues dans les archives nationales et étrangères ; il est le premier des grands historiens de la Suède qui ait pleinement satisfait aux exigences modernes d'objectivité, de pénétration critique, de recherche indépendante et complète. Si on ne trouve pas chez lui de tableaux vivants et riches en couleurs, si les portraits intéressants et frappants des personnages éminents y font défaut, si enfin son exposé se tient sévèrement dans le cadre de l'histoire politique, les fondements qu'il pose sur ce terrain n'en sont que plus stables. En même temps, il

(1) *Sveriges politiska historia från konung Karl XII : s död till statshvälfningen 1772*, 6 vol. ; 1^{re} éd., 1855-77 ; 2^e éd., revue, vol. I-II refondus, 1893-1901.

est le premier qui ait mis en lumière la connexion réelle des choses et réparti avec justice l'éloge et le blâme dans son jugement d'une période jusqu'alors peu connue et très diversement appréciée, mais qui a pourtant, aussi bien que celle de la grandeur extérieure, exercé à sa manière une influence durable sur la formation de la société suédoise.

Son successeur comme chef des Archives du royaume, Clas Theodor Odhner (auparavant maître de conférences à Upsal et professeur à l'Université de Lund, † 1904), n'a pas autant que lui concentré son activité sur un seul et vaste champ de recherches. Il a présenté un solide exposé du gouvernement intérieur de la Suède sous les tuteurs de la reine Christine (1632-1644) et, à l'aide des documents des archives suédoises, allemandes et vénitiennes, expliqué la participation du pays au Congrès des traités de Westphalie. Plus tard il consacra ses efforts au règne de Gustave III, étudiant dans un premier volume la révolution de 1772 et l'époque des réformes intérieures jusqu'à 1778, dans le suivant les années troublées de 1778 à 1786, les difficultés et les projets de guerre contre le Danemark et la Russie ; du troisième volume qu'il projetait, on publia après sa mort un fragment, qui mène jusqu'à la fin de la première année de la guerre de Russie en 1788 ⁽¹⁾. Ni par sa conception générale de l'histoire, ni par ses mérites de savant, Odhner ne diffère beaucoup de Malmström ; il est impartial, positif, sérieux et patriote comme lui. Mais, admirateur ardent de Ranke, il a en même temps un sens très fort de la connexion internationale des événements historiques, de la réciprocité ininterrompue d'action entre tous les membres du système politique de l'Europe. Dans le tableau qu'il donne de ce temps, brillant, mais agité, que fut l'époque dite « gustavienne », comme chez l'historien du temps de « la liberté », on pourrait quelque peu regretter le manque de couleur et de vie ; mais les renseignements et les récits contradictoires sont examinés avec une grande sûreté, et les rapports

(1) *Sveriges inre historia under drottning Christinas förmyndare*, 1865 ; *Sveriges deltagande i westfaliska fredskongressen och grundläggningen af det svenska väldet i Tyskland*, 1875 ; *Sveriges politiska historia under konung Gustaf III : s regering*, 3 vol., le 3^e inachevé, 1885-1905.

intimes des choses sont analysés avec un calme élevé, que ne troublent ni les sympathies ni les antipathies exprimées avec si peu de retenue dans les mémoires contemporains.

Profondeur des idées, critique pénétrante, érudition très vaste, talent d'écrivain compréhensif et, dans l'enseignement de l'histoire, un succès peu commun, tous ces traits distinguent Harald Hjärne († 1922), qui, pendant un quart de siècle, occupa la chaire de Geijer, de Carlson et de Malmström à Upsal, et qui a exercé une influence évidente sur un grand nombre de disciples comme aussi sur un large public hors de l'Université. Tout d'abord aussi familier avec l'Antiquité classique qu'avec les Germains des anciens temps, il donna plus tard une attention particulière au monde slave, en étudiant pourtant, avec un zèle infatigable et un sens ouvert à tous les faits de conséquence, toutes les périodes de l'histoire jusqu'aux plus récentes. Les fruits de ses recherches, de sa lecture étendue et de sa réflexion originale se trouvent consignés dans un grand nombre d'écrits, souvent articles de revues ou même de journaux, dont beaucoup ont été plus tard réunis en volumes. Dans la *Revue suédoise*, dont il était alors l'éditeur, il publia ainsi, dans les années 1875-76, deux articles, où certains traits principaux de sa conception apparaissent avec une grande vigueur ⁽¹⁾. C'est exclusivement du point de vue du droit qu'il envisage ici l'histoire ancienne des peuples scandinaves : le maintien et aussi le développement de la loi positive sont des obligations envers l'État, envers la loi même, qui, dans la mesure de ses forces, s'impose avec une responsabilité inévitable à tout homme libre indépendant comme au roi. Il ne s'agit pas de droits et de libertés individuelles, d'intérêts revendiqués par les particuliers : ces intérêts existent, ils ne peuvent pas être extirpés, mais il faut qu'ils se présentent comme des points de droit : « La vie de l'État appartient au droit seul. » Ce n'est guère avec moins de force que le devoir envers la société est mis en relief dans l'exposé, un peu antérieur, de la genèse et de la formation de la Diète suédoise : il ne faut pas la concevoir à

(1) *Våra ständsriksdagar*, dans *Svensk Tidskrift*, 1875 ; *Skandinavisk laghistoria*, *ibid.*, 1876.

son origine et dans les temps les plus anciens comme une représentation d'Ordres, qui prétendent faire valoir comme un droit leurs demandes et leurs doléances ; d'abord et assez longtemps ces assemblées publiques sont un fardeau qu'impose le souverain en exigeant du peuple qu'il prenne sa part de responsabilité dans le maintien de la loi et le gouvernement du royaume ; le roi ne se dépouille pas de son pouvoir en usant de l'aide et des conseils de ses serviteurs. Dans tout cela il y avait sans doute, à côté d'une vérité évidente, une certaine exagération, atténuée plus tard et remplacée, sous l'impression d'études sans cesse continuées, par une vue clairement réaliste de la vie, si complexe et si variée des âges et des peuples divers. Mais, en général, toute l'œuvre historique de Hjärne a pour base la conviction que la preuve décisive de la vitalité d'un peuple se trouve dans sa faculté d'établir, par une liberté soumise aux lois et sous la responsabilité de tous, une forte organisation politique. Si cette pensée lui est commune avec ses grands prédécesseurs, elle trouve en tout cas, chez lui, une expression très personnelle et très frappante.

De ses écrits postérieurs, on ne peut citer ici qu'un petit nombre. Il faut signaler son étude serrée sur Gustave II Adolphe, homme d'État suédois et champion du protestantisme ; sa judicieuse description de la crise orientale de 1697-1703, où il pose des questions nouvelles sur l'histoire de Charles XII ; ses conférences, publiées en deux livres, sur la Révolution sur Napoléon, sur le problème des relations entre l'État et l'Église, qu'il tient dans une certaine mesure pour insoluble. Il a fortement contribué à frayer la voie à des recherches plus profondes sur la grande lutte entre Charles XII et Pierre le Grand, et conduit ainsi à une appréciation plus juste des qualités et de l'œuvre du premier. Son esquisse si concise de l'histoire du Japon, travail fondé sur la littérature européenne ⁽¹⁾ est un autre témoignage de sa vaste curiosité.

(1) *Gustaf Adolf, Protestantismens förkämpe*, 1901 ; *Karl XII. Omstörtningen i Osteuropa 1697-1703*, 1902 ; *Revolutionen och Napoleon. Några drag och synpunkter*, 1911 ; *Stat och kyrka. Historiska utkast*, 1912 ; *Japan. Historisk öfversikt*, 1923 (d'abord paru comme article d'encyclopédie en 1910).

Plusieurs contemporains de Hjärne se sont distingués dans le même domaine. Tel Hans Forssell (homme d'État, † 1901), qui, encore jeune, publia un travail excellent sur l'histoire intérieure de la Suède sous Gustave Vasa ; Martin Weibull († 1902), qui a écrit l'histoire de Gustave II Adolphe ; Simon Boëthius († 1924), qui a traité de la situation de l'aristocratie pendant l'union avec la Pologne sous le roi Sigismond et donné de la Révolution française un exposé populaire méritoire pour son temps ; Emil Hildebrand († 1919), dont on a vu plus haut le rôle comme chef des Archives, qui a soigneusement retracé le développement de la Constitution suédoise et en outre donné de la période de la Réforme en Suède un très bon exposé, fondé en grande partie sur ses propres publications documentaires ; Hans Hildebrand († 1913), dont la grande œuvre sur le Moyen Age de la Suède a étudié la civilisation du pays en général ; Carl Gustaf Styffe († 1908), qui, dans une collection de documents concernant les derniers siècles de la même période et accompagnée d'introductions assez larges, s'est placé au point de vue politique ⁽¹⁾.

Parmi les disciples de Hjärne, on doit nommer en premier lieu Ludvig Stavenow (professeur à Göteborg, plus tard successeur de son maître à Upsal). Il a consacré le principal de son œuvre d'historien au XVIII^e siècle, période assez moderne, où, dans la Constitution comme dans la civilisation en général, on aperçoit avec plus de clarté qu'auparavant les commencements du développement ultérieur de la société suédoise. Ses premières publications ont été des études

(1) H. FORSSELL, *Sveriges inre historia från Gustaf den förste med särskildt afseende på förvaltning och ekonomi*, 2 vol., 1869-75. — M. WEIBULL, *Gustaf II Adolf*, dans *Sveriges historia från äldsta tid till våra dagar*, t. IV, 1881. — S. BOËTHIUS, *Om den svenska högadeln under konung Sigismunds regering*, publ. à part, 1877, et dans *Hist. Bibliotek*, t. IV, 1877 ; *Hertig Karls och svenska riksrådets samregering 1594-1596*, dans *Hist. Tidskrift*, 1884-86 ; *Den franska Revolutionen. Dess orsaker och inre historia*, 1887. — E. HILDEBRAND, *Svenska statsförhållningens historiska utveckling från äldsta tid till våra dagar*, 1896 ; *Gustaf Vasa 1521-1560, Gustaf Vasas söner 1560-1611*, dans *Sveriges historia intill tjugonde seklet*, t. III, 1903, études revues dans *Sveriges historia till våra dagar*, t. IV-V, 1920-21. — H. HILDEBRAND, *Sveriges medeltid. Kulturhistorisk skildring*, 3 vol., 1884-1903. — C. G. STYFFE, *Bidrag till Skandinaviens historia ur utländska arkiver*, 5 vol., 1859-84.

sur les formes constitutionnelles, sur la lutte des partis et l'origine des doctrines politiques pendant la domination des États, bientôt suivies de précis réfléchis et d'exposés plus larges du temps de « la liberté » (1718-1772), ainsi que des règnes de Gustave III et de Gustave IV Adolphe (1772-1809). Il faut y ajouter plusieurs mémoires de ces dernières années, eux aussi relatifs en grande partie aux changements et au caractère de la Constitution, mais dans lesquels il y a également un aperçu d'une lucidité convaincante sur la formation de l'empire baltique de la Suède (1560-1660). Tous ces travaux sont exécutés avec soin et présentés dans un style sobre et clair. Ils donnent l'impression d'un jugement mûr, d'une appréciation intelligente et juste des tendances et des personnages en conflit, d'une attention sympathique à tous les aspects d'une civilisation en progrès. Aussi son analyse du caractère complexe et contesté de Gustave III porte-t-elle l'empreinte d'une modération prudente. Les préoccupations philosophiques de Stavenow se révèlent surtout dans son esquisse de l'évolution de la science historique suédoise depuis le temps des lumières jusqu'à Geijer ⁽¹⁾.

L'histoire a été pratiquée pendant les dernières décades par un nombre croissant d'auteurs distingués, parfois éminents. Nils Edén (professeur à Upsal, président du Conseil des ministres en 1917-1920) a donné dans deux livres solides et bien ordonnés un tableau très clair du développement de l'administration centrale depuis Gustave I^{er} jusqu'à l'achèvement du système collégial en 1634 ; il a aussi, avec la même sûreté, discuté les causes de l'attaque de Charles X Gustave contre la Pologne, attaque qui visait certainement à l'agrandissement de l'empire baltique par l'acquisition de la Prusse, mais qui tendait d'abord et surtout à prévenir l'avance menaçante des Russes ⁽²⁾.

(1) Parmi les écrits de STAVENOW, on peut citer : *Frihetstiden, dess epoker och kulturlif*, 1898 ; *Konung Gustaf III*, 1901 ; *Frihetstiden 1718-1772, Den gustavianska tiden 1772-1809*, dans *Sveriges historia intill tjugonde seklet*, t. IV, 1903-05 (ces ouvrages ont été revus dans *Sveriges historia till våra dagar*, t. IX-X, 1922-24, et *Frihetstiden* a été traduit en allemand) ; *Den moderna vetenskapens genombrott i svensk historieskrifning*, 1913 ; *Det svenska stormaktsväldets uppkomst*, 1918.

(2) N. EDÉN, *Om centralregeringens organisation under den äldre Vasatiden 1523-1594*, 1899 ; *Den svenska riksstyrelsens reorganisation 1594-1602*,

Sam Clason (professeur à Lund, chef des Archives du royaume, † 1925) a posé, dans une thèse de grand mérite, les bases solides de toute recherche future sur la grande réduction des fiefs de la noblesse effectuée sous Charles XI à partir de 1680 (commencée en partie sous Charles X en 1655), et qui a eu des effets profonds, tant sociaux que politiques. Plus tard il s'est adonné à l'étude du temps de Napoléon et de la Restauration européenne ; il a défendu contre le blâme des contemporains et de la postérité la politique de résistance de Gustave IV Adolphe et éclairci sur plusieurs points sa conduite et celle de ses ennemis. Enfin il a écrit un précis du règne de Charles XIV Jean ⁽¹⁾.

Arthur Stille (professeur à Lund, † 1922) a fait porter le meilleur de ses efforts sur l'histoire militaire. Ses études sur les guerres dano-suédoises de 1657 à 1710, en Scanie et dans les pays voisins, témoignent de beaucoup de discernement et d'une intime connaissance des lieux ; dans un autre traité, il a voulu faire ressortir les pensées directrices de la stratégie d'Éric XIV pendant la guerre de sept ans du Nord (1563-1570). Son étude la plus remarquée a été son analyse des plans de campagne de Charles XII lors de sa grande attaque contre la Russie en 1707-1709, dans laquelle, critiquant vigoureusement l'opinion énoncée par les deux Carlson (père et fils), il soutient avec beaucoup de force que les opérations de Charles XII, déterminées dans une grande mesure par le système des voies et par la nature du pays, furent méthodiquement conçues et exécutées, et qu'elles eurent des chances de succès sérieuses jusqu'au désastre de Poltava et de Perevoločna sur le Dnêpr ⁽²⁾.

dans *Hist. Tidskrift*, 1901 ; *Den svenska centralregeringens utveckling till kollegial organisation i början af sjuttonde århundradet 1602-1634*, 1902 ; *Grunderna för Karl X Gustafs anfall på Polen*, dans *Hist. Tidskrift*, 1906.

(1) S. CLASON, *Till reduktionens förhistoria. Gods-och ranteafsöndringarna och de förbudna orterna*, 1895 ; *Gustaf IV Adolf och general Moore*, dans *Hist. Tidskrift*, 1912 ; *Gustaf IV Adolf och den europeiska krisen under Napoleon*, 1913 ; *De stora hvälfningarna 1809-1815. Fredens uppgifter 1815-1844 (Karl XIII och Karl XIV Johan)*, dans *Sveriges historia intill tjugonde seklet*, t. V, 1910 (ouvrages revus dans *Sveriges historia till våra dagar*, t. XI, 1923).

(2) A. STILLE, *Kriget i Skåne 1709-1710*, 1903 ; *De ledande idéerna krigsföringen i Norden 1563-1570*, 1918 ; *Karl XII : s fjäلتågsplaner 1707-*

Quand, en 1910, la Société caroline fut instituée pour l'étude de tous les problèmes concernant la grande guerre du Nord, Stille occupa le poste de secrétaire et d'éditeur d'une publication historique annuelle qui parut sous sa direction jusqu'à sa mort. S'il reste encore beaucoup à faire, et si ces questions sont de celles où l'on ne doit pas s'attendre à voir jamais s'accorder toutes les opinions, il est en tout cas incontestable que, grâce à l'initiative stimulante de Hjärne (dès 1897) et au travail approfondi des dernières années, on a acquis pour la discussion de tout le sujet des données nouvelles et fécondes.

Sur l'histoire de Charles XII, on a aussi des contributions de Carl Hallendorff. Pour une époque un peu antérieure (la révocation de la décharge des tuteurs de Charles XI, la guerre avec le Brandebourg et le Danemark en 1675-1679), on peut citer les travaux d'Otto Varenius et de Nils Wimarson. Hallendorff a plus tard passé à d'autres recherches, étudiant la politique suédoise pendant la guerre de Crimée et sous Charles XV, et composant pour la Banque de Suède la plus grande partie de l'ouvrage qui a été publié pour célébrer ses 250 ans d'existence ⁽¹⁾.

Si nous considérons maintenant les historiens dont l'activité (à quelques exceptions près) appartient toute au dernier quart de siècle, nous pouvons dire que le travail de recherche s'est, pendant cette période, assez également réparti sur les différentes époques de l'histoire de la Suède et des pays voisins.

1709, 1908. Cf. C. BENNEDICH, *Karl XII : s krigföring 1707-1709 och krigsskådeplatsens natur och kultur*, dans *Karolinska Förbundets Årsbok*, 1911, et le grand ouvrage de l'état-major suédois, rédigé par BENNEDICH, sur la tactique de Charles XII, *Karl XII på slagfältet. Karolinsk slagledning sedd mot bakgrunden af teknikens utveckling från äldsta tider*, 4 vol., 1918-19.

(1) C. HALLENDORFF, *Oscar I, Napoleon och Nikolaus. Ur diplomaternas privatbrev under Krimkriget*, 1913 ; *Rikens ständers bank 1718-1766* (t. II de l'œuvre collective : *Sveriges riksbank 1668-1918, Bankens tillkomst och verksamhet*, 3 vol., 1918-20) ; *Bankens öden från mössvöldet till den andra realisationen 1766-1803* (*ibid.*, t. III). Les autres parties actuellement parues de l'histoire de la Banque sont l'œuvre de Sven BRISMAN, qui a exposé la période de 1656 à 1718 (publ. en 1918), et d'Arthur MONTGOMERY qui a traité des problèmes monétaires de 1719 à 1778 (publ. en 1920). O. VARENIUS, *Räfssten med Karl XI : s förmyndarestyresle*, 2 vol., 1901-03 ; N. WIMARSON, *Sveriges krig i Tyskland 1675-1679*, 3 vol., 1897-1912.

Une critique systématique des sources et des traditions littéraires concernant les destinées des peuples scandinaves pendant la transition de l'âge des Vikings au Moyen Age a été entreprise avec une intrépide énergie par les frères Lauritz et Curt Weibull. Ils ont fortement montré comment l'art littéraire des auteurs des sagas islandaises n'avait qu'en apparence accru la documentation. L'aîné des deux, dont la thèse de doctorat racontait les négociations de Gustave II Adolphe avec Charnacé, a aussi étudié le prétendu cadastre du roi Walde-mar II de Danemark (sorte de liste des revenus à l'usage de l'administration centrale) ; parmi les écrits de l'autre, on peut citer son analyse du célèbre ouvrage historique du clerc danois Saxon ⁽¹⁾. Les origines du Sénat suédois ou, en d'autres termes, du Conseil du roi et du royaume, ont été élucidées par Karl Gustaf Westman, qui s'est tourné plus tard vers l'histoire du droit. Sur l'origine de l'immunité de l'Église et de la noblesse militaire, on a des articles excellents de Sven Tunberg, auquel on doit en outre des études sur l'ancienne division judiciaire du pays (en *härad* et en *hundare*), sur la Diète de réformation de Västerås, en 1527, sur les relations du roi Sigismond avec la Suède, en 1597-1598, et sur certaines questions relatives à l'exploitation des mines suédoises dans l'ancien temps. Torvald Höjer, successeur d'Emil Hildebrand comme éditeur de la *Historisk Tidskrift* (1906-1920), a consciencieusement débrouillé l'histoire du couvent de Vadstena et de l'Ordre des Brigittines jusqu'au milieu du xve siècle. L'époque de transition du Moyen Age au temps de la Réforme fait le sujet de l'œuvre de Gottfrid Carlsson. Hemming Gadth, prélat et homme d'État, dont il a fait la biographie, était un contemporain et un partisan des administrateurs nationaux du royaume des deux maisons de Sture, qui pendant cinquante ans luttèrent contre l'union avec le Danemark (1470-1520). Dans plusieurs articles

(1) LAURITZ WEIBULL, *De diplomatiska förbindelserna mellan Sverige och Frankrike 1629-1631*, 1899 ; *Kritiska undersökningar i Nordens historia omkring år 1000*, 1911 ; *Liber census Daniæ. Kung Valdemars jordebok*, 1916. CURT WEIBULL, *Saxo. Kritiska undersökningar i Danmarks historia från Sven Estridsens död till Knut VI*, 1915 ; *Sverige och dess nordiska grannmakter under den tidigare medeltiden*, 1921.

de revues, Carlsson a mis en lumière certains côtés de la politique de Gustave Vasa envers l'Église et envers ses voisins au sud de la Baltique ⁽¹⁾.

Parmi les disciples de Hjärne, Helge Almquist (professeur à Göteborg, chef des Archives du royaume en 1926) est le seul qui, avec une connaissance approfondie de la littérature polonaise et russe, ait suivi son exemple en étudiant des problèmes qui intéressent à la fois le Nord et l'Est de l'Europe. On a de lui des ouvrages solides et bien écrits sur l'élection royale de Pologne en 1587 (l'élection de Sigismond Vasa, roi de Suède en 1592, mais écarté en 1599), sur l'intervention de la Suède dans la crise russe pendant le temps troublé qui suivit l'extinction de la maison de Rurik et sur l'élection du tsar en 1613, où il démontre que Charles-Philippe, frère de Gustave II Adolphe, était réellement le candidat du parti des boïars. Il a en outre étudié la politique holsteinoise dans les vicissitudes de la grande guerre du Nord, en 1713-1714 ⁽²⁾.

C'est aussi au règne de Gustave-Adolphe que s'arrête le consciencieux travail du conseiller d'archives Johan Axel Almquist — auquel on doit d'ailleurs des livres sur l'histoire de l'industrie ou autres questions économiques ; — c'est un exposé détaillé et, à l'exception de l'introduction, en forme de tableaux, qui illustre l'administration locale de la Suède avec ses changements pendant un siècle (1523-1630) jusqu'au moment où l'administration des gouverneurs de province acheva de se consolider comme instance intermédiaire effective au-dessus

(1) K. G. WESTMAN, *Svenska rådets historia till år 1306*, 1904. — S. TUNBERG, *Studier rörande Skandinaviens äldsta politiska indelning*, 1911 ; *Västeras riksdag 1527. Några kritiska anmärkningar*, 1913 ; *Sigismund och Sverige 1597-1598*, 1917-18 ; *Stora Kopparbergs historia*. I. *Förbere-dande undersökningar*, 1922 ; articles dans *Historiska Studier*, tillägnade Harald Hjärne, 1908, et dans *Hist. Tidskrift*, 1907 et 1917. — T. HÖJER, *Studier i Vadstena klostets och Birgittinordens historia intill midten af 1400-talet*, 1905. — G. CARLSSON, *Hemming Gadh. En statsman och prelat från Sturetiden*, 1915 ; *Johannes Magnus och Gustaf Vasas polska frieri*, dans *Kirkohistorisk Årsskrift*, 1922 ; *Wulf Gyler i svensk tjänst*, dans *Hist. Tidskrift*, 1922-24.

(2) H. ALMQUIST, *Sverige och Ryssland 1595-1611*, 1907 ; *Tsarvalet år 1613. Karl Filip och Mikael Romanov* dans *Historiska Studier*, op. cit., 1908 ; *Den politiska krisen och konungavalet i Polen år 1587*, 1916 ; *Holstein-Gottorp, Sverige och den nordiska ligan i den politiska krisen 1713-1714*, 1918.

de la multitude des baillis. Deux historiens ont pris pour sujet la politique extérieure du roi : pendant que Nils Ahnlund discute les préparatifs et les causes de la participation de Gustave-Adolphe à la guerre de Trente Ans, Bertil Boëthius suit l'évolution de ses plans pour l'avenir pendant le cours de la guerre. Tous deux se sont fait remarquer aussi par des travaux méritoires dans d'autres domaines : Boëthius a traité de l'exploitation métallurgique et de l'économie forestière ; Ahnlund a fait de la vie économique et communale d'une ville norrlandaise (Sundsvall) un tableau qui est sans doute le meilleur que nous ayons dans ce genre ⁽¹⁾.

Le rôle qu'a joué la « compagnie du cuivre » dans la politique financière de Gustave II Adolphe est le sujet d'un livre de Georg Wittrock ; en cette matière, il faut aussi signaler l'œuvre utile de l'ancien chef de la Bibliothèque royale de Stockholm, Erik Dahlgren, sur Louis de Geer, le grand pionnier néerlandais de l'industrie suédoise. La politique financière des tuteurs de Charles XI, examinée en détail par Wittrock, est jugée par lui à certains égards plus favorablement que par ses prédécesseurs ; dans ses articles sur les différentes phases de la politique polonaise de Charles X Gustave, il s'occupe spécialement des relations avec l'électeur de Brandebourg comme duc de Prusse ⁽²⁾. Le rôle de la Prusse a été étudié avec la même attention particulière dans l'œuvre de Nils Herlitz sur la guerre de Charles XII en Pologne, 1703-1704, complétée plus tard par un précis populaire de toute l'époque de 1697-1707 ; mais ensuite Herlitz s'est consacré à l'histoire administrative des villes suédoises : citons le livre récent où il traite de dix années

(1) J. A. ALMQUIST, *Den civila lokalförvaltningen i Sverige 1523-1630. Med särskild hänsyn till den kamerala indelningen*, 4 vol., 1917-23. — N. AHN Lund, *Gustaf Adolf inför tyska kriget*, 1918 ; *Sundsvalls historia*, I-II, 1921. — B. BOËTHIUS, *Svenskarne i de nedersachsiska och westfaliska kustländerna juli 1630-november 1632. Till belysning af Gustaf II Adolfs tyska politik*, 1912 ; *Ur de stora skogarnas historia*, 1917 ; *Robertsfors bruks historia*, 1921. A citer aussi la biographie de Johan Baner par le général Gustaf Björlin, 3 vol., 1908-10.

(2) G. WITTROCK, *Karl XI : s förmyndares finanspolitik*, 2 vol., 1914-17 ; *Svenska handelskompaniet och kopparhandeln under Gustaf II Adolf*, 1919 ; articles dans *Karolinska Förbundets Årsbok*, 1920-22. — E. DAHLGREN, *Louis de Geer, 1587-1652. Hans lif och verk*, 2 vol., 1923.

du règne de Charles XIV Jean. Per Sörensson, qui a apporté plusieurs contributions à la connaissance de la politique extérieure pendant les dernières années de Charles XII (1715-1718), s'est, dans un autre mémoire, occupé du service de cavalerie de la noblesse après la fin du Moyen Age ⁽¹⁾.

Les travaux les plus remarquables sur l'histoire des deux derniers siècles portent en grande partie sur la Constitution en général ou des questions constitutionnelles spéciales. C'est ainsi que Fredrik Lagerroth a défendu dans un gros volume le parlementarisme et la lutte des partis au temps de « la liberté » contre des critiques pourtant fondées, et qu'il a dans son introduction résumé, dans le même esprit, l'évolution antérieure tout entière. Axel Brusewitz — nous ne considérons ici que son œuvre d'historien — a concentré son attention sur la question de la représentation et sur les idées politiques à la Diète de 1809-1810. La discussion ultérieure de la même question, — préparation théorique de la réforme de la Diète de 1866, — comme aussi le conflit au sujet du pouvoir financier sous Charles XIV Jean, a été analysée par Gunnar Rexius ⁽²⁾. A d'autres domaines se rapportent les exposés d'Arnold Munthe sur les guerres navales de la Suède, en particulier sous Gustave III, et l'examen qu'a fait Oscar Alin de la formation de l'union entre la Suède et la Norvège ⁽³⁾.

Nous avons eu, dans les pages qui précèdent, l'occasion d'indiquer quelques exemples des travaux consacrés à l'histoire

(1) N. HERLITZ, *Från Thorn till Altranstädt. Studier öfver Karl XII:s politik 1703-1706*. I. 1703-1704, 1916 ; *Svensk stadsförvaltning på 1830-talet*, 1924. — P. SÖRENSSON, *Sverige och Frankrike 1715-1718*, 3 parties, 1909-21 ; articles dans *Hist. Tidskrift*, 1922 et 1924.

(2) F. LAGERROTH, *Frihetstidens författningshistoria*, 1915. — A. BRUSEWITZ, *Repräsentationsfrågan vid 1809-1810 års riksdag*, 1913 ; *Studier öfver 1809 års författningskris. Den ideopolitiska motsättningen*, 1917. — G. REXIUS, *Det svenska tvåkammarssystemets tillkomst och karaktär med särskild hänsyn till principernas grundläggning 1840-1841*, 1915 ; *Studier rörande striden om finansmakten under Karl XIV Johan*, 1917.

(3) A. MUNTHE, *Svenska sjöhjältar*, 14 vol., 1898-1923. — O. ALIN, *Den svensk-norska unionen*, 2 parties, 1889-91 ; *Carl Johan och Sveriges yttre politik 1810-1815*, 1899. Voir aussi les nouveaux livres du général Lars TINGSTEN sur la guerre et la politique dans les années 1809-1814 (1923-25).

économique de la Suède. La place nous manque pour rendre compte d'une production qui est assez abondante. Contenue en grande partie dans des publications officielles qui portent par exemple sur les impôts, sur les chemins de fer ou sur les modifications du système douanier, elle comprend aussi bon nombre de travaux méritoires sur l'industrie du fer, l'exploitation des bois, les progrès de l'agriculture, le développement de certaines grandes banques, etc. La plupart de ces ouvrages sont dus à l'initiative de sociétés qui ont voulu célébrer une période remarquable de leur existence et de leur activité. Bornons-nous à signaler, outre les brillantes études sur le xvi^e siècle de Hans Forssell déjà citées, les livres solides de Nils Wohlin sur l'histoire agraire, de Sven Brisman sur les banques, et les travaux d'Eli Heckscher relatifs à l'ordonnance sur les produits de 1726, analogue à l'Acte de navigation anglais, et au système continental de Napoléon ⁽¹⁾.

Il importe aussi de signaler au moins sommairement, le développement des recherches d'histoire juridique et religieuse ⁽²⁾.

L'histoire des sources du droit suédois a été exposée par Karl Gustaf Westman, celle de son développement général par Gunnar Bergman dans deux manuels sommaires, mais commodes. En dehors de la monumentale collection des anciennes lois, éditées par Carl Johan Schlyter († 1888) — dont le dernier volume a paru en 1877, mais dont les linguistes et les philologues ont peut-être, jusqu'ici, tiré plus de fruit que les juristes eux-mêmes — et de quelques travaux d'étrangers comme Beauchet, Amira, Lehmann, le droit médiéval a attiré l'intérêt de plusieurs juristes suédois distingués. C'est ainsi qu'Alfred Winroth († 1914)

(1) N. WOHLIN, *Den svenska jordstyckningspolitiken i de 18: de och 19: de århundradena jämte en översikt af jordstyckningens inverkan på bondeklassens besutenhetsförhållanden*, 1912. — S. BRISMAN, *Sveriges affärsbanker. Grundläggningstiden*, 1924. — E. HECKSCHER, *Produktplakatet och dess förutsättningar*, dans *Historiska Studier*, op. cit., 1908; *Kontinentalsystemet. Den stora handelsspärrningen för hundra år Sedan*, 1918 (éd. anglaise 1922). Ce dernier livre est un résumé des travaux sur la question et un essai d'explication économique des faits.

(2) MM. ÅKE HOLMBÄCK et EMANUEL LINDERHOLM, professeurs à l'Université d'Upsal, ont bien voulu me fournir des indications à ce sujet.

a étudié la responsabilité des héritiers pour les obligations de leurs donnant droits et le droit matrimonial; Wilhelm Sjögren, les infractions aux contrats et les poursuites pour dettes; Carl Björling, la peine d'amende; Johan Thyrén, les dettes des époux; K. G. Westman, l'origine du jury dans les tribunaux scandinaves; Carl Delin, la situation des enfants illégitimes; Åke Holmbäck, la famille et l'héritage. Sur le droit moderne, auquel s'étendent aussi les ouvrages déjà cités de Winroth et de Thyrén, nous avons une publication de sources remarquable, l'édition par Sjögren des travaux préparatoires de la loi du royaume de Suède de 1736 (approuvée par les États en 1734), qui remontent jusqu'à l'année 1686. Les monographies de Birger Ekeberg sur certains droits seigneuriaux (*frälseränta*), de Bergman et de Holmbäck sur le droit testamentaire, celle de Karl Benckert sur l'institution de l'hypothèque s'appuient sur des documents d'archives des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Récemment, les procès soutenus par la Couronne pour prouver ses droits sur les chutes d'eau, si importantes pour les établissements industriels et électriques, ont donné lieu à des recherches approfondies qui ont surtout porté sur le ^{xvii}^e siècle. En général, le droit de disposer des mines, des eaux et des forêts, a été discuté par Hjalmar Hammarskjöld, Herman Dahlberg, Adolf Aström, Carl Kuylenstierna.

Les débuts de l'histoire scientifique de l'Église suédoise remontent aux savants de la génération de 1830 à 1890, qui entreprirent une nouvelle étude des sources. L'archevêque Henrik Reuterdahl († 1870), savant de premier ordre, avait décrit la vie de cette Église de 830 à 1533; Lars Anton Anjou († 1884), étudié la période de 1520 à 1693; Carl Cornelius († 1893), traité, en un style précis et sobre, de l'histoire religieuse suédoise aussi bien que de l'histoire des Églises chrétiennes en général; Johan Wilhelm Beckman († 1873), composé sa *Svensk psalmhistoria*, qui est restée classique; Henry Tottie († 1913), écrit la biographie du père du célèbre Emanuel Swedenborg, l'évêque Jesper Svedberg, et Hans Forssell celle du brillant archevêque Erik Benzélius fils († 1743). Mais c'est dans la dernière décade du ^{xix}^e siècle que les études d'histoire reli-

gieuse ont pris un vif essor. Elles se sont étendues à toutes les parties de ce domaine et ont abouti à de grandes et solides monographies sur les événements, les époques, les personnages importants. Le mouvement inauguré par Tottie a été continué par Herman Lundström, qui publia une biographie de l'archevêque Laurentius Paulinus († 1646) et fonda, en 1900, *Kyrkohistorisk Årsskrift* (*La Revue d'histoire ecclésiastique*), qu'il a dirigée jusqu'à sa mort, en 1917. De nombreuses études remarquables, dues à des théologiens ou à des laïcs, ont mis en lumière toutes les phases du développement de l'Église. Nous en avons cité plus haut quelques-unes ⁽¹⁾. Ajoutons-y, pour le Moyen Age, les ouvrages de Knut Westman sur sainte Brigitte, sur l'évolution de l'Église suédoise, de saint Bernard à Innocent III; les mémoires d'Yngve Brilioth sur les taxes levées par le Saint-Siège en Suède, sur les relations entre l'Église, la royauté et la papauté de 1363 à 1444. La Réforme et l'époque de la grandeur extérieure de la Suède ont particulièrement retenu l'attention. Parmi les contributions de l'étranger, le *Gustave Vasa et la Réforme*, 1906, de Jules Martin, mérite d'être cité à côté du résumé général de l'évêque John Wordsworth, *The national Church of Sweden*, 1911. L'introduction de la Réforme en Suède (1520-1530) a été décrite par Knut Westman; les grands évêques du xvii^e siècle, les Joh. Rudbeckius, Joh. Matthiæ, Joh. Ferserus et d'autres encore, ont trouvé des biographes diligents dans Rudolf Hall, Hjalmar Holmquist, Rurik Holm. En étudiant les grands procès de sorcières (1668-1676), Emanuel Linderholm nous a révélé un aspect plus sombre de la civilisation de ce même siècle. Pour le xviii^e siècle, il nous a fait connaître le piétisme du temps de « la liberté », personnifié, dans sa forme radicale, par Sven Rosén. Professeur à Upsal et théologien radical, Linderholm s'est aussi adonné à l'étude d'ensemble des croyances et de la piété populaires depuis l'époque préchrétienne (*Urnordisk magi*, 1917) jusqu'aux mouvements religieux les plus récents. Depuis 1920, il est direc-

(1) Voir les noms de Hans HILDEBRAND, Sven TUNBERG, Torvald HÖJER, Gottfrid CARLSSON; Lauritz WEIBULL a étudié l'histoire de l'Église scandinave du x^e au xii^e siècle.

teur de *Kyrkohistorisk Årsskrift*. Hjalmar Holmquist, professeur à Lund, s'est plutôt spécialisé dans l'histoire générale de l'Église; nous lui devons un exposé assez développé, sous forme de manuel, de l'état de l'Église ancienne et médiévale, des études sur la réforme luthérienne, sur les luttes de tendances dans l'Église anglaise aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, sur l'histoire de la papauté de 1800 à 1920.

Nous n'avons pu indiquer ici que les traits essentiels des progrès et des résultats du travail scientifique de l'histoire en Suède. Ces progrès et ces résultats sont très appréciables. L'œuvre accomplie depuis cinquante ans a été féconde; nos connaissances se sont étendues et précisées. S'il reste encore beaucoup de matériaux à mettre en œuvre, du moins ne peut-on guère dire, pour ce qui est de l'histoire politique surtout, qu'une période, si ce n'est peut-être le ^{xix}^e siècle, ait actuellement plus qu'une autre besoin de recherches et de discussions approfondies.

SUISSE

par

A. GUILLAND

Professeur à l'École polytechnique fédérale

et

E. GAGLIARDI

Professeur à l'Université de Zurich

Quand on étudie l'histoire suisse de ces cinquante dernières années, on est frappé par la multiplicité des travaux qui surpassent en importance et en étendue ceux qui ont paru dans les époques précédentes. Tous ces travaux ont pu être menés à bien grâce à la publication des sources de l'histoire suisse, entreprise à la fois par la Confédération, les Cantons et les sociétés d'histoire.

Des Archives fédérales ⁽¹⁾, qui datent de la République helvétique (1798), le gouvernement fédéral a fait publier la collection des Actes du gouvernement helvétique (1798-1803) par Strickler et un Répertoire des recès de 1814 à 1848 par Fetscherin. La Confédération, d'autre part, a dirigé la publication des recès ou protocoles des Diètes avec pièces annexes ou *Beilagen*, pactes, accords, traités de paix, d'alliance ou de combourgeoisie et généralement tous les actes les plus anciens du droit suisse ⁽²⁾.

(1) Installées d'abord à Fribourg, *Vorort* de la République, ces Archives furent, sous l'Acte de Médiation, transférées à Berne, où elles sont restées. Elles comprennent trois divisions : les Archives helvétiques, allant de 1798 à 1803, les Archives de la Diète, de 1803 à 1848, et les Archives de l'Administration fédérale depuis 1848. On y trouve aussi les copies de documents ayant trait à l'histoire suisse, faites à Venise, Paris, Milan, Londres, Vienne, etc.

(2) *Ämtliche Sammlung der ältern eidgenössischen Abschiede 1245-1798* herausgeg. auf Anordnung der Bundesbehörden unter der Direktion des Eidgen. Archivars. La Confédération aussi a pris soin de recueillir les documents concernant les antiquités suisses, *Anzeiger für schwei-*

L'Allgemeine Geschichtsforschende Gesellschaft a publié de son côté beaucoup de documents et de sources. Fondée en 1840 à Baden, en vue « de grouper les érudits et les historiens de tous les cantons et, par des réunions, travaux, bulletins et publications, de favoriser les recherches d'histoire nationale », elle a fait paraître de 1843 à 1875, 20 vol. d'*Archiv für schweizerische Geschichte* ; de 1877 à 1920, 45 vol. d'un *Jahrbuch für schweizerische Geschichte* ; 21 vol. en deux séries de 3 et 18 tomes d'un *Anzeiger für schweizerische Geschichte*, « destiné à servir de point de ralliement pour toutes les communications historiques pouvant offrir de l'intérêt aux amis et aux protecteurs des études historiques ». Depuis 1921, l'*Annuaire* et le *Bulletin* ont été remplacés par une revue trimestrielle, *Zeitschrift für schweizerische Geschichte*. En dehors de ces périodiques, la Société a édité, jusqu'à 1906, 25 vol. de *Quellen zur Schweizergeschichte*, comprenant des chroniques, correspondances, bulles et brefs, chartes et documents de toute espèce. Depuis 1908, ces *Sources* paraissent sous trois rubriques : Chroniques, Actes, Correspondances, auxquelles on en a joint une quatrième, Manuels, dont le premier est la *Bibliographie der schweiz. Geschichte*, 3 vol., 1914-15, par M. Hans Barth ⁽¹⁾.

A la dernière réunion annuelle de la Société, le Comité a émis le vœu qu'un des prochains volumes des *Sources* fût consacré aux documents relatifs aux origines de la Confédération. On sait que cette question, qu'on croyait résolue après les travaux de Kopp, H. Wartmann, Wilhelm Vischer, Albert Rilliet, Pierre Vaucher, etc., s'est rouverte à la suite de recherches du professeur Karl Meyer, qui croit pouvoir réhabiliter le récit légendaire et rend même la vie à Guillaume Tell ⁽²⁾.

zerische Altertumskunde. Alte Serie, 8 vol., 1868-98, *Neue Serie* (depuis l'ouverture du Musée national à Zurich), 26 vol. édités par la direction du Musée, 1899 sq.

(1) Elle comprend seulement les ouvrages d'histoire suisse. Pour les périodiques et les essais, cf. le *Repertorium über die in Zeit- und Sammel-schriften der Jahre 1812-90 enthaltenen Aufsätze und Mittheilungen*, 1892, de J. L. BRANDSTETTER, et sa continuation pour les années 1891-1900 par Hans BARTH (1906). Pour les années 1900-25, voir les Bibliographies dans l'*Anzeiger* et dans la *Zeitschrift für schweiz. Geschichte* par F. HEGI, F. BURCKHARDT et Helen WILD.

(2) Voir *Zeitschrift f. schweiz. Geschichte*, 4^e année, 1924.

Parmi les publications et les travaux historiques intéressant la Suisse entière, il faut citer : Rudolf Rahn, *Geschichte der bildenden Künste in der Schweiz*, 1876 ⁽¹⁾ ; Jacob Bächtold, *Geschichte der deutschen Literatur in der Schweiz*, 1892 ; G. von Wyss, *Geschichte der Historiographie in der Schweiz*, 1895 ; Paul Schweizer, *Geschichte der schweiz. Neutralität*, 1895 ; l'*Histoire militaire de la Suisse*, qui se publie en deux langues sur l'ordre du chef de l'état-major général ⁽²⁾ ; Andreas Heusler, *Schweizerische Verfassungsgeschichte*, 1920 ⁽³⁾ ; Fritz Fleiner, *Geschichte des schweiz. Bundesstaatsrechts*, 1922 ; le *Schweiz. Künstler-Lexikon*, 4 vol., 1905-17 ; le *Dictionnaire historique suisse*, en cours de publication en allemand et en français (3 vol. jusqu'à présent) ; le *Schweiz. Archiv für Volkskunde* (depuis 1897) ; les *Jahresberichte der schweiz. Gesellschaft für Urgeschichte* (depuis 1909).

Plusieurs de ces publications ont été aidées par les sociétés cantonales d'histoire qui, depuis 1832, se sont multipliées en Suisse. En y comprenant les sociétés auxiliaires d'histoire, celles des traditions populaires, de préhistoire, de protection des monuments historiques, d'héraldique et de numismatique, on n'en compte pas moins de trente et une. Sans doute l'activité de toutes n'a pas été très considérable ; du moins chacune fait-elle paraître une revue, un annuaire ou un bulletin. Les travaux qui y paraissent ont le plus souvent un caractère local ; mais, si, comme le dit très justement le professeur Castella, « les cantons suisses jusqu'à l'époque contemporaine ont été des États souverains qui traitaient de puissance à puissance avec leurs confédérés et avec les voisins du corps helvétique », il s'ensuit que leur histoire a fréquemment été dans le passé presque de l'histoire générale. On comprend dès lors l'intérêt que ces sociétés ont eu à publier les sources de leur histoire,

(1) RAHN a aussi entrepris et dirigé l'inventaire des monuments de la Suisse.

(2) Ses collaborateurs sont des historiens suisses allemands et suisses romands ; sur 12 fascicules que comprendra l'œuvre, 9 ont paru (Berne, 1915-21).

(3) HEUSLER a dirigé aussi la publication des *Schweizerische Rechtsquellen*.

car les archives de certains cantons, par exemple celles de Zurich, Berne, Lucerne et Bâle, sont très riches en documents depuis le ^x^e et le ^{xii}^e siècles. Soleure viendrait ensuite, puis Fribourg. Malheureusement les archives de la Suisse centrale — surtout celles de Schwitz, d'Unterwald et d'Uri — ont été détruites en grande partie par des incendies, comme celui d'Altdorf.

Les États cantonaux se bornent le plus souvent, il est vrai, à prêter leur concours aux sociétés. Ainsi à Zurich, l'*Antiquarische Gesellschaft*, fondée en 1832, a fait paraître, avec l'appui du gouvernement, les *Stadtbücher*, les *Steuerbücher*, un *Zürcher Urkundenbuch*, et a aidé à la publication d'un *Schweizerisches Idiotikon*, qui intéresse la Suisse au double point de vue linguistique et historique ⁽¹⁾. Elle a en outre publié, jusqu'en 1925, 30 vol. in-4° de *Mitteilungen*, traitant des sujets d'histoire les plus divers. Une publication de caractère purement local est le *Zürcher Taschenbuch*, édité par une société d'amateurs d'histoire : sa nouvelle série (depuis 1870) comprend 45 vol. Les nombreuses sociétés de la ville et du canton publient des *Neujahrsblätter* (*Feuilles d'étrennes*), qui renferment parfois des études d'un intérêt général. Cette coutume se retrouve dans d'autres cantons.

Les historiens zurichois ont étudié de préférence, dans leur propre histoire, la Réforme (cf. Hermann Escher, W. Köhler, E. Egli et O. Farner qui ont entrepris une édition critique des *Œuvres de Zwingli* et de sa *Correspondance*), la Révolution zurichoise et, actuellement, le ^{xix}^e siècle (cf. les biographies d'*Alfred Escher*, 1919-20, par E. Gagliardi, et de *Paul Usteri*, 1^{er} vol., 1924, par G. Guggenbühl). La plus récente histoire de Zurich est celle de Karl Dändliker, *Geschichte der Stadt und des Kantons Zürich*, 3 vol., 1908-12.

(1) Une publication semblable, le *Glossaire des patois romands*, dont le 1^{er} fasc. a paru en 1924, a été entreprise pour la Suisse française par des romanistes suisses comme les professeurs GAUCHAT, TAPPOLET, JEAN-JAQUET, MURET, etc. — IUD prépare la publication d'un *Atlas linguistique de la Suisse italienne*, avec la collaboration de MM. MERLO, SGANZINI, GUALZATA. — Gasper PULT est rédacteur en chef du *Glossaire rhéto-roman*.

A Berne, le *Historischer Verein des Kantons Bern*, fondé en 1843, a fait paraître, depuis 1848, 27 vol. d'*Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern* qui contiennent des documents relatifs à la ville et au canton. Aux *Fontes rerum Bernensium*, 9 vol., il faut joindre les Chroniques officielles de Justinger, de Tschachtlan, de Valerius Anselme et de Diebold Schilling ; cette dernière a été éditée par Gustave Tobler qui, en collaboration avec R. Steck, a publié l'*Aktensammlung zur Geschichte der Berner Reformation, 1521-1532*, 2 vol., des *Bernische Biographien* ; un *Taschenbuch des Kantons Bern* ⁽¹⁾, ainsi que les pièces que reproduit un troisième périodique trimestriel, *Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde* ⁽²⁾, complètent ces recueils de documents.

A Bâle, la Historische und antiquarische Gesellschaft a publié, à partir de 1839, des Mémoires sur l'histoire de Bâle ; à partir de 1843, des *Mitteilungen* ; à partir de 1890, l'*Urkundenbuch der Stadt Basel*. Dans la *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* ont paru des documents, complétés par ceux qu'elle a édités sur l'administration de la ville au Moyen Age, le concile de Bâle, la bataille de Saint-Jacques, les imprimeries bâloises et, tout récemment, l'*Aktensammlung zur Geschichte der Basler Reformation in den Jahren 1519 bis Anfang 1534*, t. I, 1921, publiée par E. Dürr. Sept volumes de Chroniques ont été édités aussi par la Société. D'importants travaux sur l'histoire de la ville ont paru dans le *Basler Jahrbuch*. Les plus récentes histoires de Bâle sont celles d'Andreas Heusler, *Geschichte der Stadt Basel*, 3^e éd., 1918, et la grande *Geschichte der Stadt Basel*, 4 vol., 1907-24, par Rudolf Wackernagel, œuvre de tout premier ordre, que la mort de son auteur a interrompue.

Saint-Gall tient une place tout à fait à part dans la littérature historique suisse par les travaux de trois de ses historiens : le landamann Hungerbühler (1805-1884), Johannes Dierauer

(1) Il contient une bibliographie historique du canton de Berne par W. J. MEYER.

(2) Voir aussi *Bärndütsch als Spiegel bernischen Volkstums*, par Em. FRIEDLI, 6 vol., 1905-22.

(1845-1920) et Hermann Wartmann. Outre ces travaux, notamment la correspondance du réformateur Vadian, publiés dans les *Mitteilungen zur vaterländischen Geschichte* que fait paraître le Historischer Verein des Kantons St Gallen, des sources ont été éditées avec l'appui du gouvernement : *Urkundenbuch der Abtei St Gallen* ; *Urkundenbuch zur St Gallischen Handels- und Industriegeschichte*.

Les historiens de la Suisse primitive, berceau de la Confédération, se sont, de tout temps, intéressés aux origines du pacte qui lia les Waldstädten, et c'est un historien lucernois, Kopp, qui le premier étudia scientifiquement ces origines. Le Historischer Verein der fünf Orte fait paraître, depuis sa fondation en 1840, une revue, *Der Geschichtsfreund*. Parmi les historiens de cette partie de la Suisse, il faut citer Antoine Philippe de Segesser, homme politique, savant d'une grande originalité et d'une valeur incontestable. Dans son livre sur Ludwig Pfyffer, il a montré l'importance de la Suisse catholique dans les guerres que la couronne de France mena contre les huguenots. Son œuvre principale, consacrée à sa ville natale, est la *Rechtsgeschichte der Stadt Luzern*, 1850-57. Ses autres écrits historiques ont été réunis en trois volumes, *Sammlung kleiner Schriften*. Un autre historien très compétent des cantons primitifs est Robert Durrer, du Nidwald ; il a surtout étudié les origines d'Unterwald et Nicolas de Flue. En dehors de son canton, il s'est occupé des monuments historiques et artistiques de la Suisse.

Pour l'histoire de Soleure, il faut consulter les *Mitteilungen des historischen Vereins des Kantons Solothurn* et, sur la fin du XVIII^e siècle, le récent livre de Hermann Büchi, *Vorgeschichte der helvetischen Revolution*, 1^{re} partie, 1925.

Pour l'Argovie, consulter la revue *Argovia* ; *Jahresberichte der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau*, et les travaux de Walter Merz sur les châteaux et « burgs » du pays au Moyen Age (*Mittelalterliche Burganlagen und Wehrbauten des Kantons Aargau*), sur les sceaux et les armoiries de la noblesse et des villes.

En Thurgovie, la Société d'histoire a fait paraître des *Thur-*

gauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte. Voir aussi les publications du Verein für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung.

La Société d'histoire de Schaffhouse publie aussi des *Beiträge zur vaterl. Geschichte*. La Bibliothèque de la ville possède les manuscrits de Jean de Müller et sa correspondance. Karl Henking a publié la première partie d'une biographie de cet historien, *Johannes von Müller*, t. I, 1752-80, 1909.

Sur l'histoire de Glaris, consulter le *Jahrbuch des historischen Vereins*, et sur celle d'Appenzell les *Appenzellische Jahrbücher*. Des sources de cette dernière histoire, *Appenzeller Urkundenbuch*, ont paru par les soins du bibliothécaire T. Schiess. Pour celle des Grisons, outre les Mémoires publiés par les revues historiques du canton, *Jahresbericht der histor. antiquarischen Gesellschaft* et *Bündnerisches Monatsblatt*, *Zeitschrift für Geschichte des Landes und Volkskunde*, on a les matériaux réunis par Fritz Jecklin, *Materialien zur Standes- und Landesgeschichte der III Bünde, 1464-1803*, 2 vol., 1907 et 1909. Comme histoires particulières de ce canton, voir : Constanz et Fritz Jecklin, *Der Anteil Graubündens am Schwabenkrieg*, 1899 ; Joh. G. Mayer, *Geschichte des Bistums Chur*, 2 vol., 1907-14 ; P. C. Planta, *Geschichte Graubündens* (3^e éd., par C. Jecklin, t. I, 1913), etc.

Le Tessin, qui n'a fondé une société d'histoire qu'en 1924, faisait paraître depuis longtemps un bulletin, riche mine pour son histoire, *Bolletino storico della Svizzera italiana*, dirigé par E. Motta. Pour l'histoire ancienne des vallées, voir K. Meyer, *Blenio und Leventina*, 1911, et *Die Capitanei von Locarno im Mittelalter*, 916 ; E. Gagliardi, *Der Anteil der Schweizer an den italienischen Kriegen*, t. I, 1494-1509, 1919 ; Ch. Kohler, *Les Suisses dans les guerres d'Italie*, 1897 ; Eligio Pometta, *Come il Ticino venne in potere degli Svizzeri* ; enfin, pour l'histoire contemporaine, H. Gubler (1830-41) et E. Weinmann (1841-48) ⁽¹⁾.

Sans prétendre avoir joué dans le développement de l'histoire nationale un rôle comparable à celui de la Suisse allemande,

(1) On annonce la publication à Milan d'un *Archivio storico della Svizzera italiana*, dirigé par Arrigo SOLMI.

la Suisse romande n'en a pas moins apporté sa pierre à l'édifice commun. La première société historique qui s'y fonda en 1837, la *Société d'histoire de la Suisse romande*, fait paraître des *Mémoires et Documents* qui, jusqu'à cette année, forment en deux séries une collection de 52 tomes, 39 pour la première et 13 pour la seconde. Les sujets traités se rapportent presque tous au pays romand : monuments du canton de Vaud, histoire de Fribourg et de ses origines par P. de Zurich ; histoire de la Gruyère par Hisely et l'abbé Gremaud (5 vol.) ; histoire du Valais par l'abbé Gremaud (10 vol.).

A Genève, la Société d'histoire et d'archéologie, créée en 1838, avait l'ambitieux programme d'étudier, à côté de l'histoire de Genève et l'histoire suisse, « les sciences historiques et archéologiques dans toutes leurs branches ». Elle a pu le réaliser, grâce à ses nombreux érudits, parmi lesquels il faut citer Charles Le Fort, Théophile Heyer, Édouard Malet, J. J. Chaponnière, J. B. G. Galiffe, Jean Gaberel, Alfred Cartier, Edmond Pictet, Amédée Roget, Pierre Vaucher, Théophile Dufour, Léon Gautier, Albert Rilliet, Lucien Cramer, Édouard Favre, Victor Van Berchem, Louis Blondel, Hippolyte Aubert et d'autres encore. Leur activité ne s'est pas bornée à renouveler l'histoire de leur ville ⁽¹⁾ par des recherches sur l'émancipation de la cité et la Réforme, puis sur l'époque romaine et burgonde, ensuite sur l'Académie de Calvin et la Restauration, et actuellement tout particulièrement sur l'histoire de l'époque révolutionnaire (Henri Fazy, Edmond Pictet, Éd. Chapuisat, Marc Peter, Frédéric Barbey et Édouard Burnet) ⁽²⁾; ils ont porté aussi leur attention sur les civilisations les plus anciennes et les pays les plus divers, l'Inde et les Aryens avec Ferdinand de Saussure et Paul Oltramare, l'Égypte ancienne avec Édouard Naville, l'Assyrie avec Alfred Boissier ; sur les palimpsestes grecs et la

(1) Une bonne histoire de Genève manque encore. Celle d'Amédée ROGET, *Histoire de Genève depuis la Réformation jusqu'à l'Escalade*, 8 vol., 1870-85, est fragmentaire.

(2) Il conviendrait maintenant d'aiguiller les recherches sur le XVIII^e siècle, si riche en luttes politiques et si mal connu, particulièrement la révolution de 1782, dans laquelle jouèrent un rôle Étienne Dumont, Reybaz et Clavière, les futurs collaborateurs de Mirabeau. Voir sur ce sujet, Philippe PLAN, *Un collaborateur de Mirabeau*, 1874.

papyrologie avec Jules Nicole ; sur le monde arabe avec Édouard Montet et Max Van Berchem ; sur l'épigraphie latine avec Charles Morel et tant d'autres. Ce qu'on voit aussi en parcourant le *Bulletin* de la Société et le *Mémorial*, dressé à deux reprises par Édouard Favre, en 1888 et en 1913, c'est la quantité d'érudits modestes qu'a fournis Genève, renseignés sur tout, devenant les collaborateurs de tous les chercheurs, s'oubliant pour obliger les autres et ne trouvant jamais le temps d'écrire le livre qu'on attendait d'eux ⁽¹⁾.

La Société d'histoire de Genève a fait paraître des *Mémoires et Documents*, 39 vol. en deux séries ; des *Registres du Conseil*, 8 vol. ; le *Regeste Genevois* avec cartes et tableaux généalogiques ; des *Documents sur l'Escalade* tirés des Archives de Simancas, Turin, Paris, Milan, Rome et Londres ; l'*Histoire de Genève des origines à l'année 1691* de J. H. Gautier, très précieuse pour sa valeur documentaire ; *La seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603*, 2 vol., par Louis Cramer ; la *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont, 1814-1815*, 2 vol., 1914, etc.

Les Archives d'État, fort riches et classées méthodiquement depuis 1835, n'ont été que partiellement utilisées ⁽²⁾. La Société d'histoire possède aussi une précieuse collection de manuscrits dont l'inventaire sommaire se trouve au tome IV du *Bulletin* (p. 240-241) ; enfin à la Bibliothèque publique et universitaire, il y a plusieurs fonds intéressant l'histoire du protestantisme français depuis ses débuts jusqu'à 1750 (43 vol.) ; les papiers d'Antoine Court, d'Alphonse Turretini, de Reybaz, de Francis d'Ivernois ; les correspondances de Mallet-Dupan et d'Eynard-Lullin et la collection Édouard Favre : Archives de la Maison d'Altamira ⁽³⁾.

Dans le canton de Vaud, la Société vaudoise d'histoire (1903)

(1) Le prototype de ces savants est Théophile DUFOUR (1844-1922), l'érudit universel auquel M. Édouard FAVRE a consacré une notice dans le *Bulletin* de la Société, t. IV, p. 499-522.

(2) Le *Bulletin* de la Société d'histoire, t. II, p. 38, en donne l'énumération sommaire.

(3) Cette collection très importante pour l'histoire d'Espagne aux ^{xv}e, ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles a été inventoriée par Léopold MICHEL, dans le *Bulletin hispanique*.

fut précédée d'une *Revue historique vaudoise* que fonda M. Eugène Mottaz en 1893. Dans ce canton agricole, riche en souvenirs historiques et où le patriotisme local est très vivace, les historiens, parmi lesquels on doit citer Louis Vuillemin, François Forel, F. de Gingins, Félix Chavannes, L. de Charrière, B. Van Muyden, A. de Montet, Maxime Reymond, Charles Gilliard, se sont surtout occupés de généalogie, d'armoiries des communes, des monuments du pays (couvents, abbayes, églises et châteaux), des bourgades et des villes ⁽¹⁾, des Vaudois illustres, comme le major Davel et les patriotes qui travaillèrent à l'émancipation de leur pays ⁽²⁾. L'histoire du canton a été écrite à plusieurs reprises par des historiens vaudois ; la plus récente est celle de Paul Maillefer, *Histoire du canton de Vaud dès les origines*, 1 vol., 1903. Des documents sur l'histoire du pays de Vaud ont été publiés dans les *Mémoires et Documents* de la Société d'histoire de la Suisse romande, grâce aux subventions accordées par l'État, mais il en est beaucoup d'inédits, dans les archives de Lausanne et des villes, pour l'époque de l'occupation bernoise et des temps qui suivirent. Pour l'époque antérieure à cette occupation, l'historien est obligé de consulter les archives de Turin. On trouve aussi à la Bibliothèque cantonale et universitaire des manuscrits intéressant l'histoire vaudoise et l'histoire suisse, entre autres les *Mémoires* de Boisot, qui prit une part active à la Révolution de 1798, les papiers de Fréd. César de La Harpe, du doyen Bridel, d'Abraham Ruchat, du landamann Auguste Pidou et de l'homme d'État Druey ⁽³⁾.

(1) Des associations se sont même fondées dans ces villes pour étudier leur histoire : le *Vieux Lausanne*, le *Vieux Moudon*, *Pro Aventico*. Cette dernière, la plus importante en raison de l'intérêt qui s'attache à la vieille ville romaine, a recruté des adhérents dans d'autres cantons et même en dehors de la Suisse, ce qui lui a permis de faire des fouilles fructueuses, de créer un musée archéologique et de publier, dès 1887, un *Bulletin* qui renseigne sur l'œuvre accomplie.

(2) Sur Davel, voir le recueil, publié en 1923, à l'occasion du deuxième centenaire de sa mort ; il contient six études d'historiens vaudois, qui ont utilisé diverses archives, en Hollande, à Berne et à Turin, et plusieurs collections particulières.

(3) Ces derniers ont été utilisés par M. E. DERIAZ, dans sa biographie de Druey (1920). — Sur La Harpe, voir la récente biographie de A. БОЕНТ-ЛИНК (1925), non exempte d'erreurs.

La Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel fut précédée par une revue, *Le Musée Neuchâtelois*, qui, dès 1864, s'occupa de l'histoire du pays et de ses rapports avec les cantons combourgeois. Cette Société a fait paraître dans le recueil des *Mémoires et Documents* : la *Chronique des Chanoines*, les *Procès-verbaux des audiences générales*, *Documents inédits sur Guillaume Farel et la Réformation dans le pays de Neuchâtel*, publiés par Arthur Piaget, en 1895, l'*Histoire de la Révolution neuchâteloise*, 3 vol., par le même auteur. Elle vient d'inaugurer une nouvelle série de *Mémoires* dont le tome I^{er} est consacré aux *Traités d'alliance et de combourgeoisie* de Neuchâtel avec les villes et cantons suisses de 1290 à 1815 ⁽¹⁾. En raison des multiples gouvernements qu'eut cet État, les sources de son histoire sont fort dispersées ; une partie se trouve dans les archives des cantons combourgeois, surtout Berne, Soleure, Lucerne et Zurich ; pour l'époque des relations de Neuchâtel avec la Bourgogne, il faut aller à Dijon, Lille, Besançon et Dôle ; pour la période des princes français, aux Archives nationales et au ministère des Affaires étrangères à Paris. Pour l'époque prussienne, le fonds Neuchâtel à Berlin est de première importance. Un *Inventaire raisonné* de ces archives existe à Neuchâtel (15 vol. in-fol.), ainsi qu'un *Répertoire général par matières* (4 vol. in-fol.), tous deux manuscrits.

Le canton bilingue de Fribourg a deux sociétés d'histoire, l'une française, Société d'histoire et d'archéologie, l'autre allemande, Geschichtsforschender Verein des Kantons Fribourg. La première publie des *Archives*, 12 vol. de 1845 à 1921 ; la seconde, des *Geschichtsblätter*, 30 vol. Comme documents, la première a fait paraître : le *Mémorial de Fribourg*, 6 vol., 1854-59 ; les *Étrennes* et les *Nouvelles Étrennes fribourgeoises*, 58 vol., 1865-1925. En 1913, sous l'impulsion de l'abbé Ducrest, ont été fondées les *Annales fribourgeoises* (14 vol. jusqu'en 1925). Comme sources imprimées, il existe un *Recueil diplomatique du canton de Fribourg*, 8 vol., 1839-77 ; le *Regeste fri-*

(1) Publiés par Jules JEANJAQUET, avec une préface de M. Arthur PIAGET en 1923. Le t. II de cette série, dont le 1^{er} fasc. vient de paraître, sera consacré au *Parler neuchâtelois et suisse romand* par M. Pierre HUMBERT

bourgeois, 515-1350, par Max de Diesbach ; le *Regeste de l'abbaye de Hauterive, de l'ordre de Cîteaux, 1138-1449*, 1923, par le P. J. Gummy ⁽¹⁾. Fribourg a possédé quelques bons historiens, Berchtold, Daguet, l'abbé Gremaud, l'abbé Ducrest, qui se sont surtout occupés de l'histoire du canton ; la plus récente histoire est celle du professeur Castella, *Histoire de Fribourg*, 1923, neuve en bien des parties et munie de bibliographies par chapitres.

Dans le Valais, il y a aujourd'hui deux sociétés d'histoire, celle du Haut Valais allemand, Geschichtsforschender Verein von Ober-Wallis, celle du Bas Valais de langue française, Société d'histoire du Valais romand, fondée en 1915. La première publie *Blätter aus dem Walliser Geschichtsforschenden Verein*, l'autre des *Annales Valaisannes* (9 vol.). L'histoire du Valais, peu connue, n'a jusqu'à présent été que partiellement traitée ; les archives des villes et des communes sont riches, surtout celles de l'évêché et du chapitre de la cathédrale de Sion, de l'abbaye de St-Maurice, qui possédait déjà sous les rois de Bourgogne un droit de chancellerie. On trouve aussi des documents dans les archives de Turin et pour l'époque de l'Acte de Médiation dans les Archives fédérales ⁽²⁾.

L'ancien évêché de Bâle, annexé au canton de Berne en 1815, a une histoire à part, que cultive surtout une société locale, la Société jurassienne d'émulation, précisément fondée en 1847 pour la faire connaître. Elle en a réuni les matériaux dans 28 vol. d'*Actes*, et elle a entrepris la publication d'autres documents, entre autres, le *Journal de Guélat*, 2 part., 1906 et 1923, publié par M. G. Amsteg, important pour l'époque révolutionnaire. Parmi les historiens jurassiens, le plus remarquable est X. Kohler. Une histoire générale du pays, *Histoire du Jura bernois*, 1914, a été écrite par Virgile Rossel.

(1) Sur l'histoire dans ce canton, voir la brochure de A. BÜCHI, *Die freiburgische Geschichtschreibung in neuerer Zeit*, 1905.

(2) L'histoire du Valais a été écrite en français par Hilaire GAY (1888-91), qui a publié aussi des *Mélanges d'histoire valaisanne*. — Ajouter l'étude historique et sociologique de Louis COURTHION, *Le peuple du Valais*, 1903, avec préface d'Edmond DEMOLINS.

Ce travail multiple et intensif des sociétés cantonales a permis d'étudier scientifiquement et de renouveler l'histoire suisse pendant ces cinquante dernières années. Elle diffère du tout au tout de celle qu'on concevait autrefois ; non seulement les matériaux dont on dispose ont changé, mais le point de vue s'est modifié. Actuellement on s'attache aux problèmes économiques, au développement de l'art et de la littérature autant qu'à l'histoire politique et militaire qui, jadis, intéressait seule les historiens. D'autre part, bien des questions qu'on ne comprenait pas alors nous sont devenues claires, par exemple l'influence que l'étranger a exercée sur notre histoire, et nous sommes arrivés à mieux sentir les raisons économiques qui forcèrent notre peuple à louer ses services à des puissances étrangères. On s'explique ainsi mieux l'attachement que la plupart des cantons eurent pour la France ⁽¹⁾ et aussi comment des infiltrations politiques ont pu se faire d'Italie en Suisse, par les passages des Alpes, au Moyen Age ; on ne saurait donc plus considérer la Suisse exclusivement comme une partie intégrante de l'Empire germanique, ainsi que le croyaient les anciens historiens (cf. les travaux de Karl Meyer depuis 1915).

Chaque génération se forme du passé une idée qui correspond à ses convictions. C'est du point de vue libéral que les historiens suisses, depuis 1875, ont conçu l'histoire suisse. Le mouvement a été si général qu'une personnalité de la valeur d'A. Ph. de Segesser n'a pas réussi à faire prévaloir auprès du grand public son point de vue catholique fédéraliste. Ce fut un désavantage pour l'histoire suisse, à la fois une et diverse, c'est-à-dire susceptible de comporter les opinions politiques et religieuses les plus opposées ⁽²⁾. Or c'est ce que n'ont pas parfois compris les centralistes qui, trop uniformes dans leurs jugements, n'ont pas toujours su rendre ce qu'il y a souvent d'irrationnel dans l'histoire. Ces réserves faites, il faut rendre justice à la grande œuvre accomplie par l'historiographie libérale, dont l'apogée est marqué par la *Geschichte der schwei-*

(1) Voir les ouvrages d'Éd. Rott, notamment son *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, 1900-04.

(2) Cf. Gonzague de Reynold, *La Suisse une et diverse*, 1923.

zerischen Eidgenossenschaft bis 1848, 5 vol., 1887-1917, par Johannes Dierauer ⁽¹⁾, et la *Geschichte der Schweiz im XIX. Jahrhundert, 1798-1830*, 2 vol., 1903-13, par Wilhelm Oechsli ⁽²⁾. L'*Histoire de la Confédération suisse* de Dierauer est la synthèse d'innombrables travaux de toute une génération. L'historien saint-gallois, le premier, a tracé des avenues au milieu de cette forêt vierge de documents, défriché les grandes lignes du sujet trop souvent négligées par les minutieuses explorations locales, marqué les points culminants, tout en indiquant dans de nombreuses notes les travaux particuliers, donnant ainsi sur chaque sujet une bibliographie exacte et complète. Pour étudier l'histoire suisse dans son ensemble, il n'est pas de meilleur guide que Dierauer. Sans doute l'ampleur du récit masque parfois les proportions de l'ensemble, mais le détail a toujours une extrême netteté de contour. On pourrait peut-être aussi reprocher à l'historien quelque sécheresse, ou, si l'on préfère, une passion de vérité qui frise parfois la froideur. Dierauer n'aimait pas la rhétorique, il ne voulait qu'un exposé nu des faits.

Tout autre est l'ouvrage d'Oechsli, très personnel et qui révèle une nature droite et franche, tout imbue de l'esprit du *Kulturkampf* des années soixante-dix et quatre-vingt. Certes son récit n'est pas toujours équitable et il a peine à comprendre le parti qui fut vaincu dans la guerre du Sonderbund ; mais, si le libéralisme d'Oechsli empêche parfois l'historien d'être juste envers l'esprit conservateur et catholique, dont le rôle fut si grand dans la Suisse du passé, du moins fait-il admirablement comprendre les forces génératrices et vivifiantes qui, depuis 1798, ont renouvelé l'État suisse ⁽³⁾. Doué d'un talent plastique remarquable, Oechsli rend la vie au passé ; nul comme lui ne

(1) Les premiers volumes ont été revus. Une traduction française de cette œuvre, par Auguste REYMOND, révisée et augmentée, a paru à Lausanne, 1911-19, en 5 volumes.

(2) Cette œuvre, arrêtée par la mort de son auteur, sera continuée jusqu'en 1848 par Ernest GAGLIARDI.

(3) L'*Introduction* du premier volume retrace dans un raccourci puissant et lumineux la manière dont la Confédération des treize cantons fut formée, en marquant fortement ce qui constitue l'individualité de chacun.

sait trouver des traits concrets pour caractériser les institutions et les formes d'État diverses d'un pays extrêmement bigarré par ses traditions et ses mœurs. Son livre est sans doute l'œuvre historique la plus artistique qu'on ait écrite en Suisse depuis *l'Histoire des Confédérés* de Jean de Müller.

Pour compléter ce tableau sommaire de la vie historique en Suisse pendant ces cinquante dernières années, il faut dire un mot de l'enseignement de l'histoire dans les universités suisses.

Ces universités sont nombreuses, on pourrait même dire trop nombreuses, si l'on considère l'exiguïté du pays et la modestie de ses ressources. La plus ancienne, celle de Bâle, créée en 1460, après avoir connu une période de déclin au XVIII^e siècle, s'est relevée au milieu du XIX^e avec Jacques Burckhardt. A l'encontre des professeurs germaniques de son temps, Burckhardt avait un grand mépris pour le travail fastidieux des séminaires qu'il appelait « la boutique (*Kram*) de l'histoire ». Sa méthode de recherche, « toute française », comme le remarque Émile Dürr, était, selon le même auteur, « un retour à l'historiographie de l'*Aufklärung* du XVIII^e siècle ». A un étudiant qui lui demandait conseil pour une thèse de doctorat, Burckhardt répondit : « Prenez un grand sujet et traitez-le largement. » Il forma à Bâle quelques bons historiens, entre autres Rudolf Wackernagel, qui ■ tracé un beau tableau de la renaissance de la ville d'Érasme. Actuellement les chaires d'histoire sont occupées par les professeurs Adolf Baumgartner, Hermann Bächtold et Émile Dürr.

A l'Université de Berne, l'histoire suisse, qui fut enseignée tour à tour par Basile Hidber et Gustave Tobler, ■ aujourd'hui comme titulaire Richard Feller. Une chaire particulière d'histoire bernoise fut occupée, il y a quelques années, par W. F. de Mülinen, un des éditeurs des *Fontes rerum Bernensium* et auteur d'une *Histoire de Berne*, 1892.

L'histoire générale à l'Université de Zurich se développa grâce à Max Büdinger et à Gerold Meyer de Knonau, qui, outre ses recherches dans le domaine de l'histoire suisse, se spécialisa dans le Moyen Âge allemand. Les sept volumes de ses *Jahr-*

bücher des deutschen Reiches unter Heinrich IV und V, 1890-1909, ont une réelle valeur. Les autres professeurs remarquables de cette université furent Paul Schweizer et, dans le domaine de l'histoire suisse, Georges de Wyss (1854 à 1894), qui exerça son action dans toute la Suisse en devenant, comme dit Pierre Vaucher, « le conseiller et le collaborateur bénévole de tous ceux qui s'occupaient sérieusement d'histoire nationale ». Son successeur, Wilhelm Oechsli, a formé une équipe de bons historiens : Ernest Gagliardi, qui occupe actuellement sa chaire, est son disciple ⁽¹⁾. La chaire d'histoire du Moyen Age a comme titulaire M. Karl Meyer qui cherche à renouveler l'histoire médiévale de la Suisse ; il a fait en particulier ressortir l'importance historique qu'ont eue les passages des Alpes centrales.

L'histoire à l'Université de Genève, longtemps représentée par un seul professeur, Pierre Vaucher ⁽²⁾, a aujourd'hui plusieurs chaires : une d'histoire du Moyen Age et de l'époque moderne (Francis de Crue, qui enseigne aussi l'épigraphie et la paléographie), une d'histoire ancienne et d'histoire contemporaine (Charles Seitz) et une d'histoire suisse et d'histoire de Genève (Charles Borgeaud). Ce dernier est en outre chargé d'un cours à la Faculté de droit sur le droit international.

L'Université de Neuchâtel, qui remplaça, en 1909, l'ancienne Académie, a fait, depuis ce moment, de notables progrès dans l'enseignement de l'histoire, grâce à un ancien élève de l'École des chartes, Charles Robert († 1918), qui étudia le premier l'histoire d'une manière scientifique. Sa succession a été recueillie par James Paris, qui professe un cours d'histoire générale et

(1) Les ouvrages de M. GAGLIARDI sur l'histoire suisse sont : *Dokumente zur Geschichte des Bürgermeisters Hans Waldmann*, dans les *Quellen zur schw. Geschichte. Akten I et II* ; *Hans Waldmann und die Eidgenossen bis zum Abschluss der Mailänder Kriege*, 1912 ; *Novara und Dijon*, dans *A. H. S.*, 1907 ; *Der Anteil der Schweizer an den italienischen Kriegen*, 1919 ; *Alfred Escher*, 1920 ; *Geschichte der Schweiz*, 2 vol., 1920. Cette dernière œuvre vient d'être traduite en français par M. Auguste REYMOND (*Histoire de la Suisse*, 2 vol., 1925).

(2) La plupart des écrits de Pierre VAUCHER se rattachent à l'histoire suisse et à l'histoire de Genève. Voir entre autres ses excellentes *Esquisses d'histoire suisse, 1291-1531*, 1882. Pierre VAUCHER rédigea longtemps le Bulletin suisse de la *Revue historique*.

un d'histoire suisse. Un cours d'archéologie ancienne est donné par le professeur de philologie classique, Jéquier, et l'archéologie préhistorique est enseignée par P. Vouga. M. Arthur Piaget fait aux Archives des exercices paléographiques et donne à l'Université un cours libre sur la Révolution neuchâteloise dont il écrit l'histoire.

L'Université de Fribourg ne compte pas moins de onze chaires d'histoire : histoire ancienne et médiévale, en français (Barrault); histoire médiévale, en allemand (Schnürer); histoire suisse et histoire générale moderne, en allemand (Büchi, qui rédige aussi la *Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte*, organe de la science catholique en Suisse) ⁽¹⁾; histoire suisse, en français (Castella); égyptologie et assyriologie, en français (Dévaud); sciences auxiliaires de l'histoire, en allemand (Steffens); chaires d'histoire ecclésiastique existant à la Faculté de théologie.

Si les universités suisses ont contribué à refaire l'histoire depuis cinquante ans, c'est surtout en formant les historiens et les professeurs d'histoire des écoles supérieures et moyennes; c'est en provoquant de nombreux travaux, surtout des thèses de doctorat, particulièrement dans les universités suisses allemandes. Ces travaux forment aujourd'hui un fonds très précieux pour la recherche historique et constituent des matériaux inestimables pour la synthèse, laquelle du reste ne saurait être l'œuvre d'organisations, si parfaites qu'on les suppose, mais demande avant tout de puissantes individualités.

(1) M. BÜCHI a publié, dans les *Sources de l'histoire suisse*, éditées par la Société générale suisse d'histoire, *Korrespondenz und Akten zur Geschichte des Kardinals Matth. Schiner*, 2 vol. 1920-25. (Voir aussi sa biographie du cardinal, t. I. 1923).

TCHÉCOSLOVAQUIE

par

J. SUŠTA

Professeur à l'Université de Prague

Lorsqu'en 1876 mourut Palacký, le grand historien tchèque, il ne laissait pas seulement une œuvre historique admirable, à laquelle il avait travaillé jusqu'à son dernier souffle. C'était encore un legs de lui à son peuple que l'exceptionnel intérêt que toutes les classes instruites de la nation prenaient à l'histoire nationale, leur conviction qu'elle offrait aux Tchèques un appui particulièrement sûr dans le rude combat qu'ils menaient contre le germanisme et le centralisme de Vienne, pour les droits de leur nation et de leur État. A ce moment, les études historiques étaient en vérité la branche la plus avancée de la science tchèque ; mais les instruments de travail dont pouvaient disposer les chercheurs tchèques demeuraient assez pauvres. Les Allemands conservaient une prédominance sensible dans la vieille Université Charles-IV de Prague, dans le corps professoral de laquelle les Tchèques faisaient figure de minorité tolérée plus que d'égaux, et l'Université, d'ailleurs, n'avait pas encore d'institut historique qui répondît aux exigences de la science. L'État ne prenait aucun souci de l'organisation scientifique de ses archives dans les pays tchèques ; il les considérait plutôt comme des annexes des services administratifs et judiciaires, et négligeait même le plus souvent d'en assurer l'exacte conservation. La Diète de Bohême avait bien, sur l'initiative de Palacký, fondé, en 1862, les Archives provinciales du royaume de Bohême, en leur assignant pour première mission de recueillir les sources nécessaires au travail des historiens. Mais elles n'en étaient encore qu'au stade initial de leur développement et, après le grave échec de la politique

du droit d'État en 1871, la Commission provinciale ⁽¹⁾, où dominaient les Allemands, supprima la subvention affectée à la continuation de la publication de *Český Archiv* (*Archives de Bohême*), l'important recueil de sources fondé par Palacký en 1840. En outre, la dépression économique générale qui caractérise le milieu des années soixante-dix détournait les éditeurs de toute grande entreprise. C'est ainsi qu'il fut impossible de continuer la publication du recueil des *Monumenta historiae Bohemica* (*Staré paměti dějin českých*), où avaient déjà paru les mémoires de Slavata, les décrets de l'Unité des Frères, les actes du Consistoire et d'autres sources précieuses. L'importante publication des *Reliquiae tabularum terrae* était également arrêtée depuis 1872. Il ne restait donc à Prague, comme foyers de recherche et de publications historiques, que le Musée de Bohême et la Société royale des sciences, associations privées, auxquelles les subventions sur fonds publics étaient très chichement mesurées, toutes deux utraquistes au point de vue national, comme l'Université, mais avec une majorité tchèque marquée. La Moravie avait un centre du même genre dans les Archives provinciales de Brno, dirigées par un excellent connaisseur de l'ancien droit et de la littérature tchèques, Vincent Brandl († 1901); leur principale publication, commencée en 1836, était un important recueil de chartes, *Codex diplomaticus et epistolaris Moraviae*. Grâce à Brandl, la Commission provinciale de Moravie subventionnait aussi d'autres publications de documents, surtout pour l'histoire du droit en Moravie, et d'autre part la société *Matice moravská* (*La Mère morave*) tenait une place importante par sa revue consacrée à l'étude de la province et par de remarquables publications de sources, telle l'édition des œuvres de Charles de Žerotín.

Ces conditions assez mauvaises du travail historique tchèque dans les années soixante-dix s'améliorèrent peu à peu sous divers rapports. Tout d'abord, l'année 1882 émancipa définitivement les Tchèques de la tutelle allemande à l'Université de Prague. L'Université tchèque indépendante, sans perdre

(1) *Zemský výbor* ou *Landesausschuss*, commission permanente qui était l'organe exécutif de la Diète.

en rien sa liaison avec le passé glorieux qui remontait jusqu'au temps de Charles IV, devint dès lors un centre nouveau, extrêmement actif, d'effort scientifique tchèque, et les sciences historiques y reçurent une nouvelle impulsion méthodique, surtout grâce au rapide essor du séminaire historique fondé par Jaroslav Goll et Joseph Emler. En même temps se précisa avec une croissante efficacité le rôle des Archives provinciales de Prague comme importante institution de publication. Leur grande édition des *Diètes de Bohême*, dont le premier volume, paru en 1875, commence en 1526, et qui en est aujourd'hui déjà au début du xvii^e siècle ⁽¹⁾, a donné à la recherche historique un recueil fondamental de sources, qui éclaire en particulier les rapports des États du royaume avec le souverain sous le règne de la maison de Habsbourg en Bohême. D'autre part, par l'exploration méthodique des fonds indigènes et étrangers, les Archives réunissaient une vaste collection de documents, et elles ont servi aussi de principal conseil technique à la Commission provinciale à partir du moment (début des années quatre-vingt), où celle-ci s'est mise à encourager plus activement qu'auparavant le travail historique. En particulier, c'est alors qu'a commencé l'envoi méthodique à Rome de savants tchèques pour explorer soit les archives du Vatican, soit d'autres dépôts. De ces missions sont sorties avant tout deux publications essentielles. L'une, les *Monumenta Vaticana Bohemiae*, contient les documents pontificaux adressés aux pays tchèques aux xiv^e et xv^e siècles; quatre volumes ont déjà paru, et d'autres sont en préparation. La seconde, *Acta S. Congregationis de propaganda fide*, est un recueil de sources extrêmement précieuses pour la restauration du catholicisme en Bohême et en Moravie après la Montagne Blanche; il n'en a encore paru qu'un seul volume. Ces expéditions scientifiques tchèques à Rome ont eu en outre

(1) Les dimensions de cet article nous interdisent tout détail bibliographique et nous imposent de nous borner même pour les publications capitales à des indications tout à fait générales. Le lecteur qui en désirera de plus précises les trouvera sans peine dans les *Bulletins* si bien faits où M. GOLL a, de 1877 à 1905, donné à la *Revue historique* le tableau de la production historique tchèque. L'auteur du présent article les a continués pour le travail des années 1904 à 1924 dans la *Revue*. t. CXL.

une grande importance pour la formation technique des jeunes historiens tchèques et pour l'élargissement de leur horizon. La Commission provinciale de Bohême a encore facilité, par son concours financier, d'autres publications historiques, comme la reprise des *Archives de Bohême*, qui, sous la direction de Joseph Kalousek, élargirent leur programme pour devenir un recueil de documents et d'actes relatifs à l'histoire tchèque des temps modernes en général; cette nouvelle série compte déjà plus de trente volumes. C'est aussi son appui qui a permis de commencer la publication, selon la méthode critique la plus stricte, d'un recueil de diplômes pour la plus ancienne époque de l'histoire tchèque; les deux volumes jusqu'ici parus de ce *Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae*, publiés par M. Gustave Friedrich, vont jusqu'à l'année 1230; ils ont marqué un progrès important dans le domaine de la diplomatique et de la paléographie tchèques. A son exemple, la Commission provinciale de Moravie a eu le mérite d'aider les recherches historiques. Si la Moravie n'a pas de publication telle que les *Diètes de Bohême*, le concours de la province a du moins permis à F. Kameníček de donner son ouvrage en trois volumes sur les Diètes de Moravie dans la période qui précéda la Montagne Blanche, et rendu possibles encore d'autres éditions précieuses, par exemple le recueil des correspondances des jésuites de la Moravie, œuvre de B. Navrátil.

La recherche historique dans les deux principaux pays de la couronne de saint Venceslas trouvait donc dans l'aide de l'administration provinciale autonome une compensation au moins partielle à l'indifférence ou à l'hostilité du gouvernement central de Vienne. De plus, à partir de 1890, les moyens d'action de la science tchèque dans son ensemble et de l'histoire tchèque en particulier s'élargirent sensiblement grâce à la fondation de l'Académie tchèque des sciences et des arts, née de la noble donation d'un patriote, et à laquelle le gouvernement ne put pas refuser tout appui. L'Académie n'a pas seulement donné place dans ses comptes rendus et travaux à de grandes monographies spéciales, souvent aussi vastes que le travail de M. Pekař sur Albrecht de Valdštejn, le livre de M. F. Hrejsa sur

la Confession bohême ou les importantes publications de M. J. Kvačala, un Slovaque, sur J. A. Comenius, et qui auraient eu peine à trouver ailleurs un éditeur. Elle a aussi créé, pour la publication des sources, un recueil à elle, *Historický Archiv* (*Archives historiques*), qui compte aujourd'hui 45 numéros, et aidé d'autre manière encore la recherche historique dans des entreprises qui visiblement étaient au-dessus des forces d'individus isolés. C'est elle, par exemple, qui a fait les frais de la publication de la monumentale bibliographie de l'histoire tchèque, où M. Č. Zibrt a groupé en cinq gros volumes une matière qui va des temps les plus anciens jusqu'en 1679. Elle a également donné ses soins à la publication de catalogues scientifiques des plus importantes collections de manuscrits tchèques. Dans ce domaine, il faut citer entre autres les catalogues critiques des trésors conservés dans la bibliothèque de l'Université de Prague et dans le chapitre métropolitain de Prague, œuvres méritoires de MM. Joseph Truhlář et A. Podlaha, qui nous ont fait connaître et apprécier tout autrement qu'on ne faisait avant elles la production littéraire tchèque du temps du hussitisme. L'Académie a d'ailleurs encore contribué à la connaissance de cette époque en groupant un certain nombre de spécialistes chargés de publier méthodiquement les traités de Hus et de ses contemporains ; de même, c'est elle qui a pris l'initiative de faire réunir les monuments de l'époque de la Contre-Réformation. Une autre de ses commissions s'est occupée avec succès de publier un catalogue détaillé, par districts, des monuments artistiques de la Bohême.

Toute cette activité de l'Académie éclipse un peu sa sœur aînée, la Société royale des sciences, moins largement pourvue de moyens d'action. L'œuvre de la Société n'en a pas moins, dans la période qui nous occupe, été féconde pour le bien de la recherche historique. Elle a publié des études dans son *Bulletin* (*Věstník*) et dans le recueil des travaux honorés de prix des fondations gérées par elle ; elle a également fait paraître dans ce recueil des monographies très étendues, par exemple les études de M. Zd. Nejedlý sur l'histoire de la musique en Bohême, le livre de M. F. Tadra sur les relations intellectuelles

de la Bohême avec l'étranger à l'époque préhussite, etc. Parmi les éditions de sources parues sous son patronage, les plus importantes sont celles de Joseph Emler († 1899), archiviste de la ville de Prague et professeur de sciences auxiliaires de l'histoire à l'Université Charles-IV, en particulier les trois volumes du recueil *Regesta diplomatica nec non epistolaria Bohemiae et Moraviae*, qui résument, au moyen d'extraits bien choisis, le trésor de nos chartes des années 1253 à 1346, et *Decem registra censuum Bohemica*, de grande valeur pour les temps anciens de l'histoire agraire en Bohême.

L'inlassable activité d'Emler comme éditeur de sources trouva en même temps une féconde occasion de s'exercer dans Historický Spolek (La Société historique), groupement qui, après avoir publié un certain nombre de sources concernant l'histoire religieuse de la Bohême ancienne, se consacra, plus tard, surtout à gérer la fondation Palacký, fondation créée par le grand historien, au moyen du don national reçu par lui en 1868, pour publier les sources de l'histoire tchèque. C'est à elle qu'est dû le recueil des *Fontes rerum Bohemicarum*, œuvre d'Emler et d'autres savants, dont les six volumes publiés offrent aujourd'hui le meilleur ensemble de chroniques tchèques du Moyen Age.

A côté de ces centres capitaux, des foyers secondaires ont contribué heureusement au progrès de la recherche historique. Il faut surtout citer la bibliothèque de la *Matice Česká*, annexée au Musée de Bohême, les collections créées par l'initiative du clergé, tels *L'héritage de saint Procope* et *L'héritage de saint Jean Népomucène*, et les publications du chapitre de Prague, dont M. Podlaha a été l'animateur. A tous, on doit nombre de livres remarquables, par exemple l'histoire, par Thomas Bilek, des confiscations opérées sous Ferdinand II, la *Poselkyně* (*Messagère*) de J. Beckovský et les mémoires du chroniqueur villageois de la fin du XVIII^e siècle, F. J. Vavák. Enfin — fait important — à partir de 1880, l'essor économique et social du peuple tchèque a permis à des éditeurs particuliers de se risquer avec succès à publier de vastes ouvrages spéciaux, qui ont rendu de grands services. Grâce à l'esprit d'entreprise de la maison Simáček, le

laborieux érudit Auguste Sedláček a pu commencer, en 1882, la publication, richement illustrée, de son œuvre monumentale, *Hrady, zámky a tvrze v království českém* (*Les forteresses, châteaux et châteaux-forts du royaume de Bohême*), dont les quatorze volumes sont notre instrument de travail essentiel dans le domaine de la topographie historique et de la généalogie bohêmes. Les autres ouvrages de Sedláček, notamment son dictionnaire de géographie historique, qui est un modèle du genre, rendent des services analogues. Aussi importante, dans un cadre, il est vrai, beaucoup plus large, est l'initiative de la maison Otto, qui, vers 1885, a entrepris de remplacer la vieille *Encyclopédie* de Rieger par une autre, plus étendue, le *Slovník naučný* d'Otto. Celui-ci, dont le vingt-septième et dernier volume a paru en 1904, est bien vite devenu l'auxiliaire indispensable du travail historique, en grande partie parce que nombre d'articles originaux de valeur y attestent la perfection technique acquise par la science historique tchèque. La recherche scientifique a tiré aussi beaucoup de profit de la multiplication des périodiques qui publient ou signalent des articles historiques; le nombre en a grandi avec l'épanouissement progressif de la vie nationale tout entière et avec l'intensité croissante du mouvement politique et littéraire.

Il convient d'en signaler ici quelques-uns. *Časopis Musea českého* (*La Revue du Musée de Bohême*) a, depuis 1828, été l'organe historique le plus important; à côté de l'histoire, elle a, d'ailleurs, toujours fait une place à d'autres disciplines, surtout la philologie et l'histoire littéraire. *Časopis Matice moravské* (*La Revue de la Matice morave*) a joué le même rôle en Moravie en dépit d'une longue interruption (1882-1890). Les tentatives pour fonder une revue purement consacrée à l'histoire, faites à plusieurs reprises, notamment dans les années quatre-vingt, par le professeur Antoine Rezek, n'aboutirent qu'en 1895, quand il se fut associé M. J. Goll, en qui il trouva un vrai réalisateur. Depuis lors, *Český časopis historický* (*La Revue historique tchèque*) n'a plus cessé de paraître, d'abord chez un éditeur, plus tard par les soins de l'actif Club historique: exclusivement consacrée à l'histoire, elle fait, à côté de l'histoire

nationale, une large place à l'histoire générale ; elle donne le compte rendu critique de l'ensemble de la production historique tchèque, et, depuis 1905, elle publie en supplément annuel une bibliographie méthodique de l'histoire tchèque. Les trente années jusqu'ici parues de la revue, qui se développe en indissoluble association avec le séminaire historique de l'Université Charles-IV, et qu'en complètent d'autres, plus spécialisées pour certaines régions ou certains domaines, sont la plus frappante démonstration des progrès que, dans le demi-siècle écoulé depuis la mort de Palacký, l'essor général de la nation a permis d'accomplir en ce qui concerne la richesse et l'ampleur des moyens du travail historique.

Le caractère général de ce travail, ses tendances méthodologiques, ses objets et ses lignes directrices se sont en même temps modifiés.

Palacký n'avait pas laissé de disciples, au sens ordinaire de ce mot ; le groupe de spécialistes sur qui sa grande œuvre a exercé une action profonde et durable était formé, pour la plus grande partie, de personnalités mûres et bien tranchées. Leur doyen d'âge était V. Vl. Tomek († 1905), professeur d'histoire de l'Autriche à l'Université de Prague. Auteur d'un bref mais très bon manuel d'histoire tchèque, Tomek a néanmoins, dans l'œuvre maîtresse de sa vie, reçu son inspiration surtout du génie local de la capitale. Avec un zèle inlassable, il a établi la topographie historique de l'ancienne Prague, posé le fondement solide d'une histoire de l'Université, et enfin raconté en douze volumes, avec une exceptionnelle exactitude de détail, l'histoire de la ville depuis ses origines jusqu'en 1608. Mais cet ample ouvrage, dont Palacký n'a vu paraître que les trois premiers volumes, est plus qu'une simple monographie urbaine ; c'est plutôt le tableau de l'histoire du peuple tchèque vue du principal centre de la nation. Aussi est-il, en plus d'une de ses parties, comme une réplique de l'histoire de Bohême de Palacký. Tomek a l'esprit pénétrant et le sens historique, mais aussi une certaine sécheresse un peu froide, qui l'incline à rechercher l'exactitude des détails plutôt que les grandes vues. Conservateur de tempéra-

ment, il a su cependant observer une rigoureuse impartialité. C'est ainsi que la grande valeur de son travail est due en particulier à son exposé de la période hussite. Il y a certaines ressemblances entre lui et l'historien de la Moravie, le bénédictin Beda Dudik († 1890), notamment le goût de la précision minutieuse ; mais Dudik a beaucoup moins d'intelligence historique ; son histoire du margraviat de Moravie, en dix volumes, ne dépasse pas l'année 1346.

Antoine Gindely († 1892) était une tout autre personnalité. Il a été l'un des fondateurs des nouvelles Archives provinciales ; ses travaux sur l'histoire des Frères bohêmes et sur l'époque de Rodolphe II l'ont longtemps fait paraître à ses contemporains comme le continuateur désigné de l'œuvre de Palacký, arrêtée, on le sait, en 1526, à l'avènement des Habsbourg. Mais Gindely ne remplit pas ces espérances ; il s'attacha à des travaux de caractère plutôt monographique sur l'histoire de l'insurrection de la Bohême et de la guerre de Trente Ans et, plus tard, au tableau de la recatholicisation violente des pays tchèques au xvii^e siècle. Lors du partage de l'Université, il demeura du côté allemand et, vers la fin de sa vie, il était devenu presque étranger au milieu tchèque de son temps. Joseph Kalousek, au contraire († 1915), le premier professeur d'histoire de Bohême à la nouvelle Université nationale, tenait à ce milieu par toutes les fibres de son âme. Il éprouvait vraiment pour Palacký comme le sentiment du disciple pour son maître et, comme lui, il vit avant tout dans l'histoire nationale un des éléments essentiels de l'éducation de la nation. Assez jeune encore, il publia, en 1871, *České státní právo* (*Le droit public de Bohême*), son œuvre maîtresse, dont une nouvelle édition, sensiblement enrichie et améliorée, parut en 1892. Durant des années, il recueillit les matériaux de la grande histoire générale des paysans de Bohême qu'il avait en projet ; mais il n'arriva pas à l'écrire, et dut se contenter de publier un choix de ses documents dans quelques tomes du *Český Archiv*. Par contre, on a de lui de nombreux articles ou brochures sur diverses questions d'histoire tchèque, surtout dans la période ancienne ; il choisissait de préférence des sujets controversés et mettait

beaucoup de vigueur polémique au service des vues indiquées par Palacký.

Pendant que cette génération ancienne de travailleurs, grandie sous l'autorité de la puissante personnalité de Palacký, continuait à produire, une autre, orientée dans une direction sensiblement différente, trouvait dans l'Université nationale, récemment fondée, un centre et un champ d'action particulièrement féconds. Elle a eu un représentant caractéristique dans Antoine Rezek († 1909), qui d'ailleurs tenait encore par plus d'un lien à la génération précédente. Esprit très vif, à qui l'histoire tchèque doit des travaux solides et alertement écrits sur les débuts du règne de Ferdinand I^{er} et sur l'histoire politique du xvii^e siècle, il a laissé, en outre, un ouvrage remarquable, consacré au mouvement religieux populaire dans les campagnes tchèques, et des éditions de sources précieuses pour l'histoire moderne du pays, telles que la chronique de Beckovský ou les mémoires de la famille Dačický. Mais, au même moment, la nouvelle génération historique de l'Université trouvait son chef dans Jaroslav Goll.

Cet historien éminent, que des amis, avec qui il s'était lié durant ses études à Göttingen, mirent dès sa jeunesse en relations avec Gabriel Monod, apporta à l'étude de l'histoire tchèque la préparation exceptionnelle due à ses longs séjours de recherches à l'étranger et à une formation méthodique. Il en donna les premiers témoignages dans des monographies consacrées à des questions d'histoire politique de l'Europe occidentale. Ensuite vint son plus important travail d'histoire tchèque, publié partie en tchèque, partie en allemand, les études sur l'Unité des Frères et les rapports de la Réforme tchèque avec les influences étrangères, spécialement celle des Vaudois ; elles se distinguent par la pénétration de la critique et l'intelligence des plus fines nuances d'une évolution complexe. Mais il n'y a pour ainsi dire pas un domaine de l'histoire tchèque auquel M. Goll n'ait touché au moins par quelques pages, que ce soit l'épisode bien connu de Samo, ou l'époque ancienne des ducs, ou la publication et l'appréciation des chroniques des temps hussites, ou les périodes de Marie-Thérèse et du réveil

national. Partout son art tout particulier d'analyse critique a exercé l'action la plus fécondante. Cependant, il n'est pas, bien qu'on le prétende parfois à tort, demeuré un pur analyste ; car, encore que son œuvre abondante ne comporte pas de manuel général d'histoire tchèque, sa faculté de concevoir synthétiquement tous les phénomènes historiques dans la chaîne d'une évolution continue se révèle, même quand son étude a pour sujet une question de pur détail. Cela est déjà particulièrement net dans son charmant livre sur les relations de la Bohême avec la Prusse et la Pologne au Moyen Age, ou encore dans le plus récent de ses travaux, l'étude sur les événements européens de 1740-1741; et cela est apparu de façon plus frappante encore dans son enseignement à l'Université.

Nous avons déjà indiqué qu'il a été le véritable fondateur du séminaire historique ; il a été aidé d'ailleurs en cela par Rezek, qui s'occupait principalement des questions modernes, et par Emler qui, en dehors des exercices du séminaire, donnait encore aux étudiants la possibilité de s'instruire pratiquement en paléographie aux Archives municipales dont il était le directeur. Tout en s'efforçant de familiariser ses élèves avec les méthodes les plus nouvelles du travail historique, M. Goll s'attachait à élargir leur horizon, à leur faire voir dans l'histoire tchèque surtout un chapitre de l'histoire de l'Europe, à leur faire apprécier l'importance des faits qui résultent des mouvements généraux européens ou des phénomènes ayant leurs analogues à l'étranger. C'est dans cet esprit qu'il voulait que fût entièrement revisée toute la conception de l'histoire tchèque élaborée par Palacký et sa génération ; peu lui importait que cette révision détruisît mainte illusion chère au sentiment patriotique et qui, à l'époque précédente, avait plus d'une fois servi d'appui efficace au mouvement de réveil national.

Cette attitude, d'ailleurs, est caractéristique de l'atmosphère où vivait à ce moment la science tchèque. Dotée désormais d'un foyer central, l'Université indépendante, elle était arrivée à la conviction que l'œuvre de la renaissance nationale était déjà assez avancée pour pouvoir se passer du manteau protecteur des illusions patriotiques, et qu'il fallait au contraire,

toujours et partout, regarder froidement en face la réalité, si rude qu'elle pût être. A la cause générale de cette évolution — c'est-à-dire au mouvement d'idées qui, du romantisme épuisé, entraînait l'Europe vers les conceptions plus sèches du réalisme — s'ajoutait en Bohême l'action d'un changement dans la politique. En effet le bouleversement d'équilibre qu'avaient entraîné les succès de Bismarck avait contraint les chefs politiques tchèques, Rieger et le parti vieux-tchèque, à quitter, dans les années quatre-vingt, leur attitude des temps héroïques, l'opposition passive au nom du droit d'État contre le dualisme et contre le centralisme viennois; ils durent se résigner à reconquérir les droits de la nation par une politique d'activisme, pas à pas, en des luttes de détail, sur le terrain du Parlement de Vienne, et en alliance avec le parti conservateur, qu'on appelait la droite. Mais la modestie des résultats de cette nouvelle tactique suscita bientôt l'âpre critique du parti d'opposition, les Jeunes-Tchèques. Ceux-ci réussirent d'autant mieux à attirer à eux la masse de la nation que la vague démocratique, dont l'irrésistible puissance était attestée par les extensions successives du droit de suffrage, assurait en Bohême, comme ailleurs, un succès plus facile aux gestes bruyants du radicalisme qu'à l'opportunisme des hommes d'État. Au cours de cette lutte tumultueuse, les éléments les plus cultivés de la nation commencèrent à laisser paraître quelque dégoût d'un système de partis tout dominé par la phrase, tout occupé à se battre pour des formules de pure politique, et à incliner vers une méthode où les objectifs de la nation seraient déterminés plutôt par une étude scientifique totale que selon des impulsions sentimentales. C'est surtout parmi les professeurs de la jeune Université que cette tendance trouva faveur; elle donna naissance à l'école dite réaliste, qui n'attendait un avenir meilleur que d'une revision loyale de toutes les idées fondamentales de la nation. A côté de Goll, cette école trouva des adeptes enthousiastes dans l'éminent slaviste Jean Gebauer, l'esthéticien O. Hostinský, le philologue classique Joseph Král et surtout le philosophe Thomas Garrigue Masaryk. L'action de M. Masaryk en particulier s'est fait puissamment sentir sur toute l'orientation intellectuelle

des Tchèques, grâce à son éblouissant savoir, puisé en partie dans le milieu de Vienne, où il avait longtemps vécu, en partie dans le monde anglo-saxon. De celui-ci, spécialement, il avait rapporté en Bohême les méthodes nouvelles de la sociologie et les conceptions nouvelles de l'esprit démocratique occidental nuancées, il est vrai, chez lui, par le vif intérêt qu'il prenait aux problèmes de la Russie contemporaine, alors en pleine fermentation révolutionnaire, et vers laquelle la diffusion des romans russes tournait l'attention croissante du public tchèque. La revue *Athenæum* devint le principal organe de ce groupe de savants, dont la campagne pour l'adoption de nouvelles méthodes de travail scientifique et national eut bientôt ses répercussions jusque dans le grand public, surtout lorsqu'en 1886 éclata la bruyante querelle des manuscrits, controversée sur l'authenticité des glorieux monuments de la vieille littérature tchèque, les manuscrits dits de Zelená Hora et de Králův Dvůr. Pour la défense de l'authenticité de ces monuments, bases essentielles de la croyance romantique en l'existence dès le haut Moyen Age d'une culture littéraire tchèque remarquable et originale, toute la science tchèque, à de rares exceptions près, se lança dans la lutte contre les sceptiques, avec d'autant plus d'ardeur que ceux-ci étaient en majorité des Allemands, qui ne cachaient pas leur joie maligne de pouvoir convaincre de falsification le réveil national tchèque. De ce fait, la défense des manuscrits paraissait au nationalisme tchèque être comme un pieux devoir envers le passé national ; c'est pourquoi beaucoup de fidèles de la vieille génération laissèrent éclater leur indignation, lorsqu'un groupe de jeunes savants, ayant à leur tête Gebauer, Masaryk et Goll, admit et fortifia par des arguments nouveaux la thèse de l'inauthenticité, et proclama que tout parti pris national devait s'effacer devant l'impartiale connaissance scientifique. Il s'en suivit une lutte très dure, qui a eu, notamment, le grand intérêt d'opérer dans la science tchèque un classement méthodique des esprits, et dont M. Goll a lui-même raconté les phases dans la *Revue historique*, 1887, t. XXXIII. La démonstration irréfutable de l'inauthenticité avait d'autant plus d'importance pour l'histoire tchèque que

les manuscrits étaient le principal argument invoqué en faveur d'une conception inexacte de l'organisation sociale ancienne des Slaves en général et des Tchèques en particulier, et que l'abandon de cette conception était la condition essentielle d'une vue nouvelle, plus juste, des périodes anciennes de l'histoire tchèque. Pour M. Goll, l'affaire présentait d'autant plus d'intérêt que, dans le domaine de la méthode, il ne tenait pas seulement à la plus grande précision dans la détermination des détails du cours de l'histoire, mais considérait comme nécessaire de fonder l'étude de l'histoire politique sur une plus exacte connaissance des institutions, de l'économie, et des faits d'ordre social. Non qu'il fût à aucun degré sous l'empire des thèses marxistes, ni qu'il s'efforçât, à l'aide de spéculations hâtives et de prétendues lois sociologiques, d'enlever à l'État et à sa structure politique, où s'exprime l'unité d'action de l'histoire, leur place au centre de la connaissance historique. Mais il éveillait dans ses élèves l'intelligence de l'histoire économique et sociale, alors en rapide essor à l'étranger, et il attachait un prix particulier à l'étude comparée des institutions, qui était, à ses yeux, un important moyen de parvenir à distinguer ce qu'il y avait dans l'évolution tchèque de vraiment original et ce par quoi, au contraire, elle était liée à celle des pays voisins et de toute l'Europe.

Dans ce milieu tout bouillonnant d'idées nouvelles, les « jeunes » devaient naturellement arriver à se grouper autour d'un chef. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, depuis la fondation de la *Revue historique tchèque*, on peut vraiment parler de l'école de Goll, c'est-à-dire d'un groupe de travailleurs plus ou moins pénétrés des mêmes conceptions de méthode. Comme l'essentiel de ces conceptions était que l'historien doit s'efforcer de connaître l'évolution du passé telle qu'elle s'est vraiment déroulée, sans se soumettre d'avance à aucune idée directrice *a priori*, qu'elle soit patriotique, religieuse, politique ou sociale, il n'y a rien d'étonnant que sous le drapeau de l'école aient pu trouver place des personnalités très diverses, et que le mot même d'école n'implique ici nullement une sorte d'uniformité de secte ni l'acceptation de telle ou telle solution précise des problèmes du monde. Parmi ces disciples

de M. Goll, la première place revient sans conteste à M. Joseph Pekař, le successeur de Rezek dans la chaire d'histoire de l'Autriche, en qui un sens des problèmes historiques, dont la singulière vivacité va parfois jusqu'à l'impulsivité, s'allie au don du style et à un savoir d'une exceptionnelle étendue. Son livre sur Valdštejn, déjà cité, a été le grand succès de sa jeunesse et, dans la suite, il est plus d'une fois revenu au ^{xvii}^e siècle par d'excellents travaux sur l'évolution de la société tchèque à cette époque si critique pour la nation. Ces travaux se relient à ses vastes études sur l'histoire agraire tchèque qui, très remarquables au point de vue de la méthode, ont non seulement projeté sur la condition des paysans dans les pays tchèques depuis le Moyen Age jusqu'au ^{xix}^e siècle une lumière nouvelle, mais encore sensiblement étendu notre connaissance du régime habsbourgeois des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, surtout sous ses aspects fiscaux. Il a aussi été attiré par les énigmes de la primitive histoire tchèque, l'époque des martyrs légendaires, qu'il a fait paraître sous un jour nouveau, surtout en tirant la légende de Christian du tombeau où l'enfermaient jusque-là les exagérations de l'hypercritique. Il a donné, de plus, divers travaux précieux pour l'intelligence de la période hussite ; il a présenté une conception originale de l'époque des lumières et de l'évolution politique du ^{xix}^e siècle en Bohême ; il s'est fait le biographe de Palacký et de son groupe, et, d'une façon générale, il a pris une position personnelle, souvent assez polémique, dans pour ainsi dire toutes les questions controversées qui ont été, dans les dernières années, au premier plan de l'histoire tchèque. Enfin, il a rendu d'éminents services comme organisateur, infatigable à assurer, d'abord aux côtés de M. Goll, puis, après lui, la publication de la *Revue historique tchèque*, avec un succès que ne peuvent nier même ceux qui ont eu à soutenir contre lui des controverses scientifiques, politiques ou religieuses. Parmi les autres disciples de M. Goll, M. Václav Novotný, successeur de Kalousek comme professeur d'histoire tchèque, travailleur extrêmement zélé, attentif aux moindres détails, a donné le plus gros de son effort à l'étude des sources de la période hussite. Il a consacré à Hus, outre de nombreuses

études préparatoires, une grande monographie en deux volumes, et publié une édition critique de sa correspondance et de quelques-uns de ses écrits ; en même temps, plusieurs ouvrages étendus attestent l'intérêt qu'il prend à la période primitive de l'histoire tchèque et au temps des Přemyslides. M. Jaroslav Bidlo a suivi la trace de M. Goll dans ses précieux travaux sur l'unité des Frères au xvi^e siècle ; avec l'aide de la *Matice morave*, il a entrepris la publication méthodique du document le plus important pour l'histoire de l'Unité, les fameux in-folio de Herrnhut. L'étude des rapports de l'Unité avec la Pologne l'a conduit à celle de l'histoire des Slaves en général, puis de l'Europe orientale et sud-orientale, dont il est devenu le meilleur connaisseur, et à laquelle est consacrée sa chaire à l'Université. Parmi les disciples de M. Goll entrés aux Archives de Prague, MM. J. B. Novák et Camille Krofta se sont fait une place à part ; ils ont été les principaux collaborateurs des recherches faites dans les registres du Vatican et de la publication des *Diètes de Bohême*, qui leur doit d'avoir pu se conformer, dans ses derniers volumes, aux méthodes modernes les plus parfaites et élargir sensiblement son programme. M. Novák a, de plus, contribué à faire mieux connaître l'époque des derniers Přemyslides, notamment en publiant le formulaire nouvellement découvert de l'évêque Tobie, et il s'est occupé aussi de périodes assez différentes, en particulier dans son étude sur Schwarzenberg, le vainqueur de Leipzig. M. Krofta a fait faire de grands progrès à l'histoire religieuse des Tchèques, tant par ses études sur les relations de la cour de Rome avec les pays tchèques au Moyen Age que par ses travaux sur l'utraquisme et la Réforme tchèque du xvi^e siècle. Il serait tentant d'énumérer en détail toute la longue série des travaux accomplis dans le domaine de l'histoire nationale tchèque par les disciples de M. Goll, parmi lesquels se range aussi l'auteur de ces lignes, surtout avec ses études sur l'histoire économique et politique de la Bohême au temps des Přemyslides et des Luxembourg. Mais la place nous manque pour montrer comment l'œuvre de M. Zd. Nejedlý a bouleversé les conceptions anciennes sur l'histoire de la musique tchèque au Moyen Age et ses rapports avec la liturgie hussite ; combien M. Vlasti-

mil Kybal, auteur également de vastes études monographiques sur le roi de France Henri IV, a contribué à faire connaître les précurseurs de Hus et la théologie hussite ; quel riche apport aux études sur l'époque de la Contre-Réforme ont été les publications de textes et les monographies de MM. B. Navrátil et J. Glücklich, et quelle ampleur ont prise les recherches de M. R. Urbánek sur l'époque de Georges de Podiěbrad.

Des auteurs qui ne se rattachent pas à l'Université, et qui ont subi d'autres influences ou d'autres suggestions que celles de M. Goll, ont aussi produit des travaux précieux. A ce groupe appartiennent H. Toman († 1898), avocat, auteur d'un grand ouvrage sur l'art de la guerre des Hussites ; Jean Sedlák († 1924), chanoine d'Olomouc, dont l'infatigable ardeur a exhumé et publié nombre de sources jusqu'alors inconnues de l'histoire de l'époque de Hus, et qui de plus a écrit une grande biographie du martyr de Constance ; Thomas Bilek († 1900), avec ses travaux sur les confiscations et sur les Jésuites ; M. Fr. Vacek, qui s'occupe de l'histoire sociale tchèque au Moyen Age ; M. Fr. Mareš, dont l'attention se porte sur des questions d'histoire locale de la Bohême méridionale ; M. Ferdinand Hrejsa, à qui l'on doit des ouvrages importants sur le néo-utraqisme et la Confession tchèque au xvi^e siècle.

Il faut mettre à part le groupe des historiens de la civilisation. Dans les milieux scientifiques tchèques, comme dans ceux de beaucoup d'autres pays, s'est affirmée, dans la seconde moitié du xix^e siècle, une conception qui demande à l'histoire de se détourner de l'ennuyeux détail de la vie politique, et spécialement des actions militaires et diplomatiques, pour s'attacher surtout à l'étude des grandes manifestations de la civilisation qui caractérisent telle ou telle période, ou qui exercent une influence profonde sur la vie quotidienne de la masse entière de la nation. La doctrine de cette école était qu'il faut étudier le milieu général, et ne pas se contenter de connaître les cimes de l'État et de la société ; par cette méthode, elle espérait faire enfin de l'histoire une véritable science, tout comme, au même moment, diverses écoles sociologiques proclamaient que c'est seulement en s'attachant à l'étude des

forces collectives et de leur déterminisme que les sciences de l'esprit pourront s'élever au niveau que celles de la nature ont atteint en partant de l'idée de la causalité. Le milieu historique tchèque, il est vrai, n'a pas, du moins au début, subi très fortement l'influence de Taine, de Comte, de Buckle, ni des autres Occidentaux qui ont proclamé la nécessité d'un changement révolutionnaire dans la conception de l'histoire. C'est plutôt d'Allemagne qu'il a reçu ses impulsions en ce sens, par les Janssen ou les Riehl, qui, à l'histoire politique, ont opposé l'histoire de la civilisation, considérée comme la somme du savoir érudit en matière d'antiquités privées nationales ou comme une mosaïque d'extraits de textes relatifs aux aspects les plus typiques de la vie dans les diverses classes sociales. Le principal représentant de cette tendance a été Sigismond Winter († 1912), qui a su tracer de charmants petits tableaux des siècles lointains, et en même temps réunir avec beaucoup de soin, dans de grands ouvrages, une surprenante abondance de détails sur la civilisation des villes tchèques, leur vie industrielle et commerciale, les écoles, les cérémonies religieuses, et autres manifestations du même ordre. Il a eu pour disciple parmi les jeunes surtout M. Čeněk Zíbrt, qui a collaboré avec lui à un bon livre sur l'histoire du costume tchèque, et publié une masse d'ouvrages et d'articles d'histoire de la civilisation, en même temps qu'il se faisait le propagateur en Bohême de la science occidentale des *survivals*, et devenait avec un rare bonheur le pionnier des études de folklore. Le manque d'espace ne nous permet pas d'insister sur le développement de ces études et des recherches ethnographiques et anthropologiques avec lesquelles elles sont étroitement liées, non plus que de donner un aperçu du développement de l'archéologie préhistorique tchèque. Il suffit d'indiquer que, chez nous comme ailleurs, de très intéressantes controverses sur la méthode et les conceptions fondamentales de ces sciences se sont produites entre les anciens, dont le représentant le plus en vue était J. L. Pič († 1911), auteur d'un ouvrage monumental sur la préhistoire des pays tchèques, et les jeunes, parmi lesquels il faut faire une place exceptionnellement importante à M. L. Niederle, plus connu

encore, il est vrai, par le volumineux ouvrage sur l'évolution de la race et de la civilisation des anciens Slaves, où il a réalisé sous maints rapports ce qu'avait, au milieu du xix^e siècle, tenté de faire le grand P. J. Šafařík.

Parmi les autres disciplines historiques, c'est surtout dans l'histoire du droit et dans l'histoire littéraire que les progrès ont été remarquables. Nous ne pouvons d'ailleurs que les mentionner brièvement.

Palacký, déjà, avait mis au premier rang des problèmes étroitement liés à l'ensemble de l'histoire nationale l'histoire du droit public de l'État bohème. A côté de Kalousek et de Brandl, H. Jireček († 1910) a été, parmi l'ancienne génération, le principal représentant de cette histoire : au mérite d'avoir donné un précieux exposé général du droit slave dans les pays tchèques, il joint celui d'une inlassable activité consacrée à la publication des monuments juridiques tchèques, dont il a, en particulier, reproduit un grand nombre dans son *Codex juris Bohemici*. A l'Université tchèque, les plus éminents historiens du droit ont été J. Čelakovský († 1914), qui s'est occupé surtout du droit municipal, et B. Rieger († 1907), le fils du grand chef national, à qui l'on doit, avec des lumières nouvelles sur l'organisation des cercles dans l'ancien État tchèque, les fondements solides d'une exacte connaissance des luttes que l'idée de l'État bohème a dû soutenir aux xviii^e et xix^e siècles contre le centralisme habsbourgeois. L'œuvre de ces savants a été le point de départ des travaux d'une phalange d'historiens du droit tchèque, parmi lesquels M. K. Kadlec se distingue par une connaissance étendue de la vie juridique et constitutionnelle de toute l'Europe centrale et orientale.

L'histoire de la langue et de la littérature tchèques n'était guère représentée, au temps de Palacký, que par des recueils bibliographico-biographiques, tels que le grand manuel de Joseph Jireček († 1888). C'est dans les années quatre-vingt que se marqua un heureux effort nouveau. La grande grammaire historique de Jean Gebauer et son dictionnaire vieux-tchèque,

malheureusement interrompu par sa mort, ont donné à l'histoire de la langue des assises toute nouvelles, pendant qu'avec MM. Jaroslav Vlček, Jean Jakubec et Arne Novák apparaissait une école d'historiens de la littérature doués d'un véritable sens historique, capables d'apprécier exactement l'importance des œuvres et des périodes, et de les mettre à leur juste place dans l'évolution de la pensée et de l'art en Europe.

Dans le domaine de l'histoire de l'art, les progrès d'une conception vraiment historique aux dépens du tour d'esprit purement érudit n'ont pas été moins remarquables, grâce surtout aux leçons de Max Dvořák († 1921). Si Dvořák, dont les premiers travaux avaient apporté en particulier des vues toutes nouvelles sur la peinture tchèque du xiv^e siècle, a respiré plus tard, à Vienne, un air étranger, il n'en a pas moins, jusqu'à sa mort prématurée, exercé une action positive sur le développement de la science tchèque.

A l'essor de l'histoire dans les pays tchèques, on ne saurait oublier que la science allemande a pris une part substantielle. Les pays tchèques ont fait trop longtemps partie du Saint Empire ou de la monarchie habsbourgeoise pour que les travaux des historiens allemands sur l'une ou l'autre de ces deux puissances puissent les négliger ; par contre le savoir des historiens tchèques a souvent profité de ces travaux, particulièrement des études d'un Friedrich Bezold sur le hussitisme et sur l'empereur Sigismond, ou de celles d'un Theodor Lindner sur Venceslas IV. Plus important encore est, du point de vue du présent exposé, le fait que les pays tchèques eux-mêmes ont vu, au cours du xix^e siècle, se former sur leur territoire un groupe intéressant d'historiens allemands, qui, s'attachant surtout à l'histoire de ces pays, ont leurs points d'appui dans l'Université allemande de Prague, et leur principal organe dans les *Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Deutschen in Böhmen*. Ce groupe et celui des historiens tchèques, durant le dernier demi-siècle, se sont presque toujours épiés jalousement et n'ont pas cessé de se livrer des escarmouches individuelles. Quelques auteurs se sont distingués, dans ces controverses, par un esprit

particulièrement agressif. Parmi eux citons Ad. Bachmann († 1914), auteur, entre autres, de monographies étendues sur l'histoire de la seconde moitié du x^v^e siècle et d'une histoire générale, en deux volumes, de la Bohême jusqu'en 1526 ; il s'est systématiquement appliqué à combattre, sur des points de détail, les vues de Palacký et de son école, sans réussir en vérité à s'en émanciper pour l'essentiel. Le désir de miner les positions capitales de l'historiographie nationale tchèque est plus apparent encore chez son continuateur, M. B. Bretholz, archiviste provincial de Moravie ; cet auteur, auquel on doit diverses études de valeur, en est arrivé à construire une théorie toute nouvelle des premières périodes de l'histoire des pays tchèques, en prétendant que la Bohême n'a jamais été purement slave, mais que, dès les temps les plus reculés, l'élément allemand a exercé une influence décisive sur la formation et sur toute l'organisation de l'État bohême. Cette théorie, qui dénie toute importance à la colonisation allemande en Bohême et en Moravie au xiii^e siècle, M. Bretholz l'a soutenue et continue à la soutenir, avec une étrange obstination, en dépit de tous les arguments contraires des spécialistes, non seulement tchèques, mais aussi allemands. Si remplis d'esprit polémique et si évidemment hostiles aux Tchèques que soient les travaux de M. Johann Loserth, qui s'est surtout appliqué à démontrer que dans Hus et le hussitisme il n'y a, au fond, rien d'autre qu'une répétition mécanique des doctrines de Wycliffe, il est incontestable que son œuvre, qui touche encore à beaucoup d'autres questions de l'histoire tchèque, a, sur bien des points, enrichi notre savoir autant qu'elle a contribué à une plus exacte connaissance du grand réformateur anglais. D'autres Allemands des pays tchèques ont encore apporté d'importantes contributions à l'histoire tchèque : ainsi J. Lippert († 1910), qui a considéré surtout l'histoire sociale ; K. Werunsky, qui a étudié l'époque de Charles IV ; A. Zycha, dont l'attention s'est portée sur le droit minier et le développement des villes. Les polémiques qui résultent fatalement du fait que l'histoire du même pays est ici envisagée de deux points de vue nationaux opposés et avec deux partis pris sentimentaux contraires ne peuvent natu-

rellement pas se dérouler sans vivacité ; mais elles n'ont pas été sans profiter à l'exacte connaissance des faits.

L'histoire tchèque se trouvait donc, au début du xx^e siècle, toujours en progrès. Toutefois, dans les dernières années, plus d'une critique s'était élevée contre elle dans la nation. On lui reprochait avant tout de ne pas s'appliquer énergiquement à une synthèse et de céder au goût universitaire du travail purement monographique. Il est exact que la fin du xix^e siècle n'a vu naître dans le pays aucune œuvre de quelque étendue qui donnât au grand public, sous une forme accessible, le tableau d'ensemble de l'histoire nationale, ou du moins d'une de ses grandes périodes. Cette lacune s'expliquait sans doute par une tendance générale, commune à tous les pays, et par la difficulté d'accomplir, en l'absence de recherches suffisantes pour certaines périodes, et surtout dans le domaine des problèmes politiques et sociaux, un travail synthétique qui satisfît aux exigences de la science moderne. Le public tchèque n'en accueillit qu'avec plus de joie les grands ouvrages où un Français, l'inoubliable Ernest Denis, a donné de l'histoire moderne et contemporaine des Tchèques un tableau d'un art achevé, en même temps que d'une remarquable largeur de vues et d'une grande sûreté de documentation dans le détail. En particulier, sa *Bohême depuis la Montagne Blanche*, 1903, était un don d'autant plus précieux que, peu avant qu'elle parût, quelques écrivains tchèques (J. Svátek et J. V. Prášek) avaient essayé sans succès de donner, en partant des travaux de Rezek sur l'époque des Ferdinand et de Léopold I^{er}, une chronique continue de l'histoire moderne des Tchèques. La grande œuvre de Denis ne fit d'ailleurs que rendre plus vif le désir de voir mettre entre les mains des lecteurs tchèques une histoire générale de la nation, complète et au courant des derniers résultats de la recherche scientifique. Des tentatives ont déjà été faites en ce sens, très remarquables certes, mais dont l'achèvement demeure encore lointain. C'est ainsi que l'éditeur Laichter a entrepris de publier, sous la direction de M. Novotný assisté d'un certain nombre de collaborateurs, une grande histoire tchèque,

analogue à l'*Histoire de France* de Lavisé. Il en a déjà paru quatre volumes, deux de M. Novotný et deux de M. Urbánek. Sur un plan plus modeste, l'assidu chercheur qu'est M. J. V. Šimák s'est proposé de raconter l'histoire de la nation tchèque en quelques volumes où le solide appareil scientifique se dissimule sous le ton de la haute vulgarisation. Le bref manuel d'histoire tchécoslovaque de M. Pekař peut rendre des services à d'autres qu'aux élèves des établissements d'enseignement secondaire pour lesquels il a été écrit.

Au reproche de n'avoir pas le goût de la synthèse s'en ajouta, vers la fin du XIX^e siècle, un autre. Jusque-là, certains adeptes de l'histoire de la civilisation avaient accusé l'historiographie tchèque de ne pas posséder le sens de la culture du passé; désormais, on se plaignit qu'elle s'enfermât avec indifférence dans la spécialité, et qu'elle ne sût pas, par manque de profondeur philosophique et d'éducation sociologique, être la colonne de feu montrant à la nation le chemin d'un avenir meilleur. Au temps de Palacký et de ses amis, disait-on, l'histoire nationale avait fait œuvre autrement éducatrice. Ce fut surtout l'ancien compagnon d'armes de M. Goll dans la bataille des manuscrits, M. Masaryk, qui s'efforça de donner à la pensée historique tchèque de nouveaux principes directeurs. Dans une série d'essais politico-sociologiques de circonstance, et aussi dans des ouvrages tels que son ample biographie de Karel Havlíček, l'un des éveilleurs de la nation, il s'efforça de montrer que c'est l'humanitarisme pacifiste et l'héritage religieux de la Réforme tchèque qui donnent à l'histoire tchèque son véritable esprit; rejeté violemment dans l'ombre par la Contre-Réforme catholique et son évangile, c'est cet esprit pourtant, dit M. Masaryk, qui, au moment du réveil national, a de nouveau sauvé l'âme tchèque, et c'est lui qui doit donner toujours à la nation sa règle d'action. Cette construction et cette interprétation trop pragmatiste de la mission de l'histoire provoquèrent des contradictions. M. Pekař principalement défendit une conception du passé tchèque tout à fait différente de celle de M. Masaryk et de ses disciples. Ces polémiques, nées surtout d'une divergence fondamentale de vues sur le rôle et les vraies méthodes de

la science, n'ont pas abouti à concilier des opinions contraires ; mais elles ont eu du moins pour résultat de tourner fortement l'intérêt des savants vers l'étude de l'histoire nationale du temps des lumières et du xix^e siècle, qu'ils abordent désormais avec des idées plus nettement arrêtées. Depuis le début du xx^e siècle, d'ailleurs, presque chaque année a vu paraître les mémoires ou la correspondance de quelqu'un des chefs politiques de l'époque qui venait de se terminer ; en même temps, la jeune génération, qui marchait à sa maturité dans l'excitation croissante des années d'avant la guerre, prenait un intérêt toujours plus ardent aux événements politiques et sociaux contemporains. La preuve en est soit dans les travaux monographiques de quelques jeunes savants, tels que Jean Heidler, mort prématurément, soit dans de grands ouvrages encyclopédiques comme le manuel de politique tchèque en cinq volumes publié par M. Zd. V. Tobolka, exposé d'ensemble des conditions politiques où se trouvent à l'heure actuelle les pays tchèques.

Les résultats de la Grande Guerre ont mis la science tchèque en face de problèmes tout nouveaux, dans l'État indépendant où désormais est réunie à l'antique groupe historique des pays de la couronne de saint Venceslas la terre-sœur de Slovaquie, jusqu'alors partie du royaume de saint Étienne. L'histoire tchèque se trouve, par là, en présence d'une situation toute nouvelle, qui augmente ses moyens d'action, mais lui impose aussi des devoirs accrus. Avant tout, elle dispose d'ateliers plus nombreux, grâce à l'ouverture des nouvelles Universités tchécoslovaques de Brno et de Bratislava, toutes deux pourvues dès leur début d'un séminaire historique. Les archives publiques s'enrichissent de nombreux fonds qui vont, au moins dans certaines de leurs parties, être ramenés de Vienne à Prague ; en même temps apparaît la nécessité de réorganiser toute la conservation des monuments écrits en assurant la formation scientifique du personnel et en établissant de bonnes règles administratives. La nouvelle école d'archivistes instituée auprès de l'Université de Prague, qui rend de grands services à cet égard, est en même temps un important centre d'études pour toutes les sciences auxiliaires de l'histoire. On s'intéresse

davantage aux relations scientifiques avec l'étranger dans le domaine de la recherche ; c'est ainsi qu'a été créé à Rome un Institut historique tchécoslovaque, et que la science historique tchèque porte aussi grand intérêt à l'Institut d'Études slaves de Paris, dans l'organisation duquel un historien français, fort bien renseigné sur l'histoire moderne et contemporaine des Tchèques, M. Louis Eisenmann, a eu un grand rôle. En Slovaquie également, la science historique tchécoslovaque trouve de nouveaux et importants domaines de recherche, car, sous le régime magyar, les Slovaques étaient hors d'état de travailler librement et fructueusement à bien connaître leur passé. L'ample travail, récemment paru, de M. V. Chaloupecký, professeur à l'Université de Bratislava, sur la géographie historique de la Slovaquie ancienne et sur la place du pays dans le cadre de l'État hongrois d'autrefois, montre que la science tchèque n'hésite pas à aborder ce terrain nouveau avec la ferme volonté d'y accomplir une œuvre. Il n'est pas davantage douteux que la situation nouvelle où le peuple tchèque se trouve désormais à l'égard de l'étranger, et la part plus grande de responsabilité qu'il a aujourd'hui dans la détermination de ses propres destinées, en un temps où les problèmes sociaux agitent si vivement toute l'Europe, ne seront pas sans exercer leur action sur la marche future de la science. Celle-ci, quand elle mesure du regard le chemin parcouru dans le dernier demi-siècle, dont cette brève esquisse ⁽¹⁾ n'a pu que donner une idée très incomplète, est certes en droit d'envisager avec confiance les tâches plus vastes où l'appelle l'avenir.

(1) Elle pourra être complétée par le Bulletin que nous avons publié dans la *Revue historique*, t. CXLIX, p. 212 sq., et t. CL, p. 67 sq.

TURQUIE ⁽¹⁾

par

Jean DENY

Professeur à l'École des langues orientales vivantes

I. — *Les peuples turcs.*

Bien que la présente notice ait pour objet l'histoire de la Turquie ou ancien Empire ottoman, il a paru opportun de donner d'abord un rapide aperçu ⁽²⁾ de l'historiographie du peuple turc en général.

Les origines des Turcs sont encore très obscures et l'étude en demeure liée intimement à la philologie et à la linguistique. Les documents ou ouvrages susceptibles de projeter quelque lumière dans cette obscurité sont écrits en des langues fort variées. A moins d'avoir une érudition aussi vaste que celle de Pelliot ou de Marquart, on est obligé de se limiter, ou d'utiliser des traductions, quand il y en a. Il faudrait savoir le chinois, l'arabe, l'arménien, le syriaque, le mongol, le grec, être iranisant, sans compter la nécessité de connaître, en plus des langues scientifiques de l'Europe occidentale, le russe et le hongrois pour pouvoir suivre les ouvrages parus sur la question.

(1) Les publications les plus récentes sur l'historiographie turque sont : ETTORE ROSSI, *Gli studi di storia ottomana in Europa ed in Turchia nell'ultimo venticinquennio, 1902-1925*, dans *Oriente Moderno*, août 1926, p. 443-460 ; J. H. KRAMERS, *Over de Geschiedschrijving bij de osmaansche Turken*, Leiden, 1922, 20 p., in-8 ; SOUBHI EDEH, *Târîkh ve muverrikhler (L'histoire et les historiens)*, Constantinople, 1917. L'excellent ouvrage de BARTHOLD sur *l'Histoire des études orientales en Europe et en Russie*, 1925, (en russe) ne consacre que peu de pages, d'ailleurs substantielles, à la Turquie (p. 150) et l'Asie Mineure (p. 105 et 124).

(2) Voir aussi le chap. *Chine et Asie centrale*.

Si grande que soit la tâche, l'impulsion est donnée et, après avoir quelque peu piétiné sur place depuis l'ouvrage important mais périmé de Deguignes ⁽¹⁾, l'érudition a fait un bond considérable en 1893, grâce au déchiffrement par Vilhelm Thomsen de l'écriture runiforme (ou kœk-turk, ou de l'Orkhon, nom d'une rivière en Mongolie). Les inscriptions rédigées en cette écriture sont les monuments épigraphiques et linguistiques les plus anciens connus pour la langue turque (VIII^e s. de notre ère).

Le commencement de ce siècle a vu paraître les travaux d'un autre déchiffreur de mérite, F. W. K. Müller (déchiffrement du manichéen ou estrangelo modifié qui a été utilisé pour écrire le sogdien et le turc ; identification de la filiation exacte de l'écriture ouïgoure). Sur les textes turcs rédigés dans ces diverses écritures d'origine sémitique, voir les travaux de Radloff, Chwolson, von Le Coq, Kokovcov, Bang, etc.

Toute une série de missions en Asie centrale venaient apporter à Müller et à ses émules une abondante moisson de documents : les missions allemandes de Grünwedel (1902-1903), de von Le Coq (1904-1905) et de ces deux savants réunis (1905-1907), la mission française de Paul Pelliot (1906-1909) et la mission japonaise de Tachibana (1908). Bien que de nature différente, la mission Grothe en Asie antérieure (1906-1907) a son importance au point de vue de l'ethnographie turque. En ce moment même le gouvernement de l'U. R. S. S. organise un vaste plan d'exploration de ses territoires asiatiques.

Il serait trop long d'énumérer tous les savants dont les travaux touchent de plus ou moins près à l'étude des origines turques. On peut dire que tous ceux qui s'occupent de l'histoire de l'Asie centrale y contribuent tant soit peu. Indépendamment de Pelliot et de Marquart, déjà nommés, citons Chavannes, Charles Schefer, Cordier, Radloff, Bang, Franke, Richthofen, De Groot, Tomaschek, Karabacek, Hirth, Parker, Wylie, Stein, Zabrowski, Kotschera, Blochet, Ligeti, etc. En Hongrie notamment,

(1) *Histoire générale des Huns, Turcs, Mongols et des autres Tartares occidentaux...*, 1756-58. J. SENKOWSKI a publié en 1824 (St-Petersbourg) un *Supplément* à cet ouvrage.

depuis Vambéry, ces sortes d'études ont de nombreux représentants. On y possède des organes périodiques de turcologie, comme le *Körösi Csoma-Archiv*, *Zeitschrift für türkische Philologie und verwandte Gebiete* ⁽¹⁾, 1925, et le *Túrán*, 1918. L'importante revue *Keleti Szemle* a disparu pendant la Grande Guerre.

On peut donc espérer que nos descendants auront un jour des idées assez précises sur les anciennes migrations du peuple turc et sauront peut-être la place qui lui revient dans la filiation des différentes populations asiatiques dont quelques-unes, notamment les Mongols, paraissent se rattacher à une origine commune.

Dans ce domaine, les savants turcs ont jusqu'ici peu collaboré avec leurs confrères occidentaux. Nedjîb 'Âsim n'est pas sorti du rôle de vulgarisateur : il a traduit, entre autres, l'*Introduction à l'histoire de l'Asie, Turcs et Mongols : des origines à 1405* de L. Cahun, parue en 1896, qui a bien des qualités, mais qui est composée un peu trop selon les procédés des romans historiques. Keuprulu-zâde Mehemet Fouâd s'est parfois occupé de l'histoire primitive de certaines peuplades turques. Il faut noter aussi le signalé service que les Turcs ont rendu à la science en publiant le très important ouvrage de Mahmoud Kachghari, vocabulaire turc-arabe où abondent des informations sur les peuples turcs, composé à Kachghar, comme le *Qoutadghou Bilig* (*Sagesse Fortunée*), et à la même époque (xii^e siècle de notre ère). Cet ouvrage, découvert par feu 'Ali Emîri, a été publié pendant la guerre (1917-19) par Kilisli Rif'at sous les auspices de Chukri bey, alors ministre de l'Instruction publique, pendu en 1926 à Angora (procès du complot de Smyrne).

L'ignorance où nous sommes de l'histoire des Turcs à date relativement ancienne — nous les atteignons d'une façon certaine seulement au vi^e siècle de l'ère chrétienne — fait sentir ses effets même à une plus basse époque. Elle complique l'his-

(1) Cf. dans le t. II, cahier 3, du 31 décembre 1926, de ce périodique, une *Ungarische Bibliographie der Turkologie und der orientalisch-ungarischen Beziehungen 1914-1925*, par Julius MORAVCSIK.

toire des États ou hordes turques de l'Asie centrale dont se sont occupés divers savants russes, notamment M. Barthold qui est l'érudit actuellement le plus compétent en cette matière ⁽¹⁾.

II. — *La Turquie.*

Ouvrages occidentaux. — L'histoire de l'Empire ottoman est assurément mieux connue, mais ici encore, pour bien comprendre la formation de cet État, il serait utile d'être renseigné plus exactement sur les migrations et l'histoire des ancêtres des Osmanlis, les Oghouz.

Quant aux prédécesseurs immédiats des mêmes Osmanlis en Anatolie, à savoir les Seldjoucides (mieux Seltchoukides), on pourrait tenter dès maintenant d'écrire leur histoire, en utilisant notamment des matériaux comme ceux que publie, à Leyde, depuis 1886, M. Houtsma, dans son *Recueil de textes relatifs à l'histoire des Seldjoucides*. D'autres histoires des Seldjoucides, écrites principalement en persan, sont encore inédites. M. Laurent (Nancy) et M. Iorga (dans un chapitre de sa *Geschichte des osmanischen Reiches*, 5 vol., 1908) ont traité ce sujet intéressant, sans d'ailleurs puiser directement aux sources orientales.

Avec le passage des Turcs en Europe et surtout la prise de Constantinople, les informations se multiplient et se précisent ; mais il faut reconnaître que l'historiographie de l'ancien Empire ottoman n'a pas beaucoup avancé en Europe durant ces cinquante dernières années. Malgré les progrès partiels réalisés, comme nous allons le voir plus loin, dans l'ensemble, nous en sommes toujours au stade que Joseph von Hammer-Purgstall a marqué de sa vaste érudition au commencement du

(1) Son important ouvrage (en russe) sur le Turkestan à l'époque mongole est sur le point d'être publié en traduction anglaise. Parmi les autres savants qui se sont occupés de l'Islam turc de l'Asie centrale, citons GRECARD (en France), ACHMARIN, SAMOILLOVICH, etc. (en Russie), Sir Dennison Ross, Mlle BEVERIDGE (Angleterre), feu Martin HARTMANN (Allemagne). — La Crimée turque a eu pour historien feu V. SMIRNOV. Sur les très nombreux ouvrages russes concernant l'Asie russe, et l'histoire de sa conquête, voir MEJOV, *Sibirskaja bibliografija*, 1871-92 ; MUŠKETOV, *Turkistan*, 1886 (2^e édit. 1915) ; BARTHOLD, *Hist. des études orientales...*, fin des chap. XII sq.

xix^e siècle ⁽¹⁾. Son histoire s'arrête au traité de Kutchuk Kaïnardji (1774). Depuis, on s'est contenté en somme de démarquer son œuvre en la résumant ou en la complétant sur divers points particuliers. Les Turcs eux-mêmes l'ont traduite dans leur langue et l'on peut trouver sous la plume de tel de leurs historiens de fausses leçons d'un nom propre qui est revenu en Turquie après avoir été déformé par la plume de Hammer ⁽²⁾.

M. Iorga a fait, avec l'aisance qu'on lui connaît, le plus grand effort d'originalité en utilisant divers ouvrages et documents, notamment balkaniques, que Hammer a ignorés, mais les sources orientales lui ont été fermées également.

En France, M. de La Jonquière a publié en 1881 une histoire de l'Empire ottoman qui, au début, n'est qu'un résumé de celle de Hammer, mais où les passages concernant les relations franco-turques ont été développés davantage. Ce travail a été ensuite continué jusqu'à la Révolution jeune-turque (2^e éd., en 2 vol., 1914). Dans l'*Histoire générale du IV^e siècle à nos jours* qu'il dirigeait avec Lavis, Rambaud a donné de bons articles sur la Turquie (t. VI à IX ; les articles des tomes X à XII sont dus à Debidour, Malet et Cahun). Nous possédons en outre quelques monographies relatives surtout à la diplomatie et aux ambassadeurs français en Turquie : de Zeller sur la diplomatie vers le milieu du xvi^e siècle (1881), de Pingaud sur Choiseul-Gouffier (1887), de Grosjean sur Sémonville (1887), de Vandal sur les voyages du marquis de Nointel (1900), sur la mission du marquis de Villeneuve (1887), et le pacha Bonneval (1885), de Boppe sur Gédoyen le Turc (*Journal et correspondance de Gédoyen le « Turc », consul de France à Alep, 1623-1625*, 1909)

(1) *Geschichte des osmanischen Reiches*, 2^e éd., 4 vol., 1834-35 ; traduite en français par HELLERT, *Histoire de l'Empire ottoman*, 18 vol., 1835-41, et par DOCHEZ, en 3 vol., 1840-42. — Pour la période précédente, cf. F. BABINGER, *Die türkischen Studien in Europa bis zum Auftreten Josef von Hammer-Purgstalls*, dans *Die Welt des Islam*, t. VII, p. 103 sq. ; AUSSERER, *Zur Frühgeschichte der osmanischen Studien*, dans *Der Islam*, 1922, p. 226-231.

(2) La traduction turque a été faite par 'Arâ bey, d'après la version française de HELLERT ; 9 vol. seulement ont paru entre 1335 et 1341 (1911-17 de notre ère).

et les consulats du Levant (1902), d'Herbette sur une ambassade turque sous le Directoire (1902), de Bonneville de Marsangy sur l'ambassade du chevalier de Vergennes (2 vol., 1894), de Louis Rousseau sur *Les relations diplomatiques de la France et de la Turquie au XVIII^e siècle*, 1908. Girard de Rialle a été chargé par le ministère des Affaires étrangères de préparer le volume relatif à la Turquie dans la collection des instructions aux ambassadeurs de France ⁽¹⁾. Engelhardt a traité du Tanzîmât (1882-83); A. Sorel, Driault et J. Ancel, de la question d'Orient. Omont nous renseigne sur les missions scientifiques en Turquie. Quelques études maritimes concernant la Turquie nous ont été laissées par Jurien de La Gravière. Thuasne s'est occupé du malheureux sultan Djem et du peintre Bellini à la cour de Mehemet II ⁽²⁾. Plus récemment, en 1925, Jean Serres a écrit un ouvrage bien documenté sur *La politique turque en Afrique du Nord sous la Monarchie de Juillet*.

En Angleterre, Ad. Gibbons est l'auteur de *The foundation of the Ottoman Empire*, 1918, dont on consultera la bibliographie avec profit.

En Allemagne, on peut citer aussi des monographies comme celles de Brosch, Levec, etc.

Nous faisons abstraction ici des travaux parus sur les différents pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman; on y trouve, bien entendu, des informations importantes sur l'histoire de la Turquie ⁽³⁾.

(1) Cf. aussi les *Mémoires sur l'ambassade de France en Turquie par le comte de Saint-Priest*, et le *Mémoire historique sur l'ambassade de France à Constantinople par le marquis de Bonnac*, publ. par M. Ch. SCHEFFER, les premiers en 1877, le second en 1894.

(2) Cf. A. SOREL, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, 1878. — E. DRIAULT, *La question d'Orient*, 8^e éd., 1921, et *La politique orientale de Napoléon : Sébastiani et Gardane*, 1904, etc. — ANCEL, *Manuel historique de la question d'Orient*, 2^e éd., 1926. — H. OMONT, *Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII^e et XVIII^e s.*, 1903. — JURIEU DE LA GRAVIÈRE, *Les corsaires barbaresques et la marine de Soliman le Grand*, 1887, et *La guerre de Chypre et la bataille de Lépante*, 1888. — L. THUASNE, *Djem-Sultan, fils de Mohammed II, frère de Bayézid II, 1459-1495*, 1892, et *Gentile Bellini et sultan Mohammed II*, 1888.

(3) Faute de place, nous ne pouvons indiquer les travaux relatifs au commerce de l'Europe avec la Turquie. Bornons-nous à signaler les

Ce qui manque, répétons-le, dans toute cette production, c'est une histoire puisée aux sources turques. Le malheur veut que les historiens de profession ignorent le turc et que les turcologues, du moins chez nous, ne consacrent que peu de temps à l'étude de l'histoire (Barbier de Meynard a traduit à peine quelques extraits de Djevdet pacha ; Huart s'est rarement occupé de l'histoire de la Turquie). On attend toujours le successeur de Hammer, un successeur qui n'aura pas seulement utilisé — et avec plus de méthode — les historiens turcs, mais aussi les archives turques.

Dans ces derniers temps, il est vrai, la situation tend à s'améliorer. L'Allemagne possède des savants qui, connaissant la langue turque, traitent divers sujets d'histoire (il n'y a pas de travaux d'ensemble) : Mordtmann, Giese, Babinger, Taeschner, Forrer. La Suisse a Tschudi, la Russie avait Smirnov, l'Ukraine a Krymskij, la Hongrie, depuis la mort de Karácson, a Németh, Mészáros, etc. Des textes historiques turcs inédits ont été publiés (Giese, Babinger). Des documents des archives d'Europe en langue turque sont édités et traduits dans la revue *Der Islam* (Jacob, Brockelmann et Neumann), dans le recueil *Deutsche Uebersetzungen türkischer Urkunden* du Séminaire oriental de Kiel (1920). L'Italien Bonelli, les Polonais Grzegorzewski et Kowalski, le Russe Smirnov ont fourni des travaux analogues. En Autriche, patrie de Hammer, Kraelitz et Wittek publient, depuis 1912, l'importante revue *Mitteilungen zur osmanischen Geschichte*. On voit donc que, malgré tout, des progrès sont réalisés, sinon en Europe en général, du moins en Europe centrale.

Ouvrages turcs. — Mais où en est l'historiographie turque en Turquie même ?

Notre génération a pu assister à la fois au déclin de l'« historiographie » officielle et à la formation de la méthode historique proprement dite dans ce pays. Le dernier cinquantenaire

ouvrages généraux de Paul MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e s.*, 1896, et *Histoire du commerce français... au XVIII^e s.*, 1914 ; de HEERINGA, *De levantsche handel*, 2 vol., 1910-17, qui ont complété et précisé l'*Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe*, 2 vol., 1830, de G. B. DEPPING.

s'ouvre précisément sur l'activité d'Ahmed Djevdet pacha (né en 1822-3, mort le 24 mai 1895), qui personnifie bien cette période de transition. Historiographe officiel de l'Empire ottoman et juriste musulman, il possédait une large culture de caractère scolastique, à laquelle toutefois il joignait des qualités qui le rapprochaient déjà davantage du type de l'historien moderne.

Il serait injuste de méconnaître les mérites non seulement de Djevdet pacha, mais aussi de ses prédécesseurs. Les Turcs, annalistes par tempérament, ont eu de bonne heure le louable souci d'avoir des historiographes appointés, vaq'anuvîs, dont le premier serait, d'après les uns, le Nichandjî (garde des sceaux) Abd-ur-Rahmân pacha, désigné en 1077 (1663-4 de notre ère) et, d'après d'autres, Na'imâ (1592-1659). Les vaq'anuvîs succédaient eux-mêmes à une série de châhnâmedjî ou auteurs d'histoires panégyriques écrites tantôt en vers, tantôt en prose rimée ⁽¹⁾.

Indépendamment de ces historiens régulièrement rétribués, il y en avait beaucoup d'autres qui écrivaient pour leur compte. Plusieurs de ces vieux historiens furent des hommes de valeur. L'historiographe Na'imâ était un écrivain d'un talent incontestable qui a su faire de ses annales un récit attachant et qui ne mérite pas le reproche de sécheresse que lui a adressé Barbier de Meynard ⁽²⁾. 'Âlî et Ibrâhîm Petchevi (xv^e siècle) sont intéressants également. Le célèbre polygraphe Hâdjî Khalfa, le « K'âtîb Tchelebi » des Turcs, a aussi écrit des ouvrages historiques, notamment une *Chronologia historica*... Tous ces historiens, comme nous l'avons vu plus haut, constituent à peu près la seule source orientale qui ait été utilisée jusqu'à présent (par Hammer) pour l'histoire de la Turquie. Pour surannée qu'elle puisse paraître, l'œuvre des « historiographes » turcs avait du moins l'avantage de donner des résultats tangibles et continus. Depuis l'an 1000 de l'hégire (1591-2 de notre ère), ils n'ont cessé de consigner les événements, année par année, et on

(1) D'où leur nom emprunté à celui du poème de FIRDOWSI. Cf. sur les châhnâmedjî un article de NEDJIB 'ÂSİM dans la revue de l'Institut d'histoire turque, *Türk târîkh endjumeni medjmoû'asî*, 1^{re} année, p. 424-431.

(2) *Journal asiatique*, août 1862, p. 183.

ne cite qu'une lacune, celle de l'an 1142 (27 juillet 1729 au 16 juillet 1730). Leur œuvre se poursuit ainsi jusqu'à l'éphémère sultan Mourâd V qui régna trois mois en 1876. Djevdet pacha n'a pas été, en effet, le dernier annaliste officiel; il renonça assez vite, dès 1281 (1864-5 de notre ère), à son titre et eut pour successeurs Loutfi Efendi et Abd-ur-Rahmân Cheref bey; celui-ci, le dernier de la série, est mort seulement le 18 février 1925, mais sans avoir publié d'annales.

Quant à l'éclosion de la science historique moderne, elle subit une éclipse momentanée avec la disparition de Djevdet pacha. De son vivant même, Loutfi, son remplaçant au poste d'historiographe, était revenu à la méthode simpliste des auteurs d'annales. Le règne de 'Abd-ul-Hamîd II, ennemi juré de toute véracité gênante pour sa politique, fut désastreux pour les études désintéressées. La renaissance ou, si l'on veut, la naissance des études historiques proprement dites en Turquie date de la chute de ce sultan et de la Révolution jeune-turque. C'est en 1910, en effet, qu'a été fondé à Constantinople l'Institut d'histoire ottomane (aujourd'hui Institut d'histoire turque).

Cet institut créa une revue historique, *Târîkh-i-osmâni endjumeni medjmoû'asî*, dont le titre actuel est *Turk târîkh endjumeni medjmoû'asî*; elle en est à sa seizième année d'existence, presque un record pour un périodique turc. Les premiers membres actifs (au nombre de douze) de cet institut furent : Abd-ur-Rahmân Cheref bey, l'historiographe déjà nommé, sénateur, son président; Ahmed Tevhîd bey, du bureau des traductions du ministère des Affaires étrangères; Ahmed Refîq bey, capitaine d'infanterie; Ahmed Midhat efendi, ancien président du Conseil de la santé; 'Ali Seyyidi bey, inspecteur civil, un lexicographe; Diran Kelekian efendi, professeur à l'Université, rédacteur au journal *Sabâh* (Arménien); Efsal-ed-din bey, professeur à l'Université, directeur au ministère de l'Intérieur; Iskender Yango Houdji bey, conseiller d'État; Karolidi efendi, député (Grec); Mehemet 'Ârif bey, chef de bureau au ministère des Finances; Nedjîb 'Âsim bey, professeur à l'Université et colonel d'infanterie; Zuhdi bey, ancien président de la Cour des comptes. Il y avait en outre vingt membres adhé-

rents parmi lesquels nous nommerons 'Ali Emîri efendi, un bibliophile, Khalîl Edhem bey, directeur du Musée impérial, le capitaine de frégate Safvet bey, Tâhir bey, député de Brousse, le colonel 'Ali bey, Fâîq Rechâd bey, ancien directeur du *Taqvîm-i-veqâî*, 'Ârifî pacha, vali de Qonya, Chukri bey, professeur et spécialiste d'histoire navale, Moûsa K'âzim, ancien mutessarif de Qozan, l'écrivain Suleyman Nazîf bey, alors vali de Bassora, Ephrem Rahmâni, patriarche syrien-catholique, et Mystakidis efendi, conservateur au Musée impérial (Grec). Quoique de formation assez disparate, cette équipe, animée d'un vif amour pour les études historiques, devait donner à la revue de l'Institut des contributions d'un grand intérêt. Le président actuel de l'Institut et le successeur d'Abd-ur-Rahmân Cheref bey est Ahmed Refîq, auteur de diverses monographies sur des sujets d'histoire turque ou occidentale. Quelques-uns de ses travaux sont le résultat de recherches faites dans les archives : telles sont *La vie à Constantinople au X^e siècle de l'hégire*, parue en 1917 dans la collection (*kulliyât*) de l'Institut, et des études sur Rákóczy et Lamartine en Turquie.

Certains membres du même Institut cultivent avec succès les sciences auxiliaires de l'histoire. Khalîl Edhem, le distingué directeur du Musée de Constantinople, est un spécialiste de l'épigraphie turque. Tevhîd et 'Ali sont des numismates dont les travaux ont succédé à ceux d'Ismâ'il Ghâlib, auteur de catalogues importants de monnaies turques et turcomanes. Les mêmes savants ont trouvé dans les inscriptions et les monnaies de quoi étendre nos connaissances sur les dynasties locales d'Anatolie, comme celles des Aydin, Menteche, Isfendyar, Germiyan de Kutahya, Pervânè-zâdè et Ghâzi Tchelebi de Sinope, Tchoban bey de Qastamouni (par Tevhîd bey), des Qaraman (par Khalîl Edhem bey). Pour l'épigraphie d'Angora et d'autres villes de l'Anatolie, on consultera les récentes monographies de Mûbarek Ghâlib, de Behdjet et d'Ismâ'il Haqqi.

L'Institut n'a pas entièrement absorbé l'activité des historiens turcs. La bonne revue *Millî Tebebbû'ler medjmoû'asî* (*Revue des études nationales*) a trop vite disparu (1915), mais son

ancien directeur, Keuprulu-zâdè Mehemet Fouâd, doyen de la Faculté des lettres de Constantinople, est à la tête de *Turkiyyât medjmoû'asî* (*Revue de turcologie*), dont le n° 1 a paru récemment. La Faculté des lettres de Constantinople possède aussi une revue où l'on trouve, comme dans les précédentes, des articles d'histoire importants et intéressants. Bien que spécialisé dans l'histoire de la littérature, Mehemet Fouâd a été amené peu à peu à s'occuper de celle du peuple turc en général et de sa religion. Il est l'auteur de divers travaux sur le mouvement religieux de l'Anatolie à l'aube de la formation de l'Empire ottoman et nous promet de nouvelles études sur le même sujet.

Le groupe de jeunes auteurs qui s'est formé autour du sociologue feu Ziyâ Gök Alp a traité occasionnellement différentes questions d'histoire dans la *Yeni Medjmoû'a* (*La Nouvelle Revue*), qui a été une revue assez brillante pendant les dernières années de la Grande Guerre. L'organe du turkisme, le *Turk Yourdou* (*Le Foyer turc*), interrompu par l'armistice de 1918, ressuscité depuis, fait relativement peu de place aux questions d'histoire.

Le Te'lif vè terdjemè endjumeni (Comité de rédaction et de traduction) a publié, dans la Collection du ministère de l'Instruction publique ou *Me'ârif vek'âleti kulliyâtî*, un certain nombre d'ouvrages : tels sont le *Mer'ach târîkhi* (*Histoire de Marache*), de Tahsin, et le *Turk târîkhi*, 12 vol., 1924-25 (*Histoire des Turcs*), de Riza Noûr, adapté aux tendances du nationalisme actuel. Parmi les manuels de vulgarisation, il faut citer celui de l'essayiste Ahmed Râsim. Parmi les histoires locales : celle d'Adalia, par Suleyman Fikret (1340 de l'hégire) et celle d'Amasya, par Huseyn Husâm-ed-dîn (1327-1330 de l'hégire). Il faut nommer aussi le savant M. Kemâl-ed-dîn.

A défaut d'encyclopédies proprement dites, les Turcs possèdent un certain nombre de dictionnaires biographiques, comme celui de Surreyâ bey intitulé *Sidjill-i-'Osmâni*, 1313 = 1895-6 (*Notices biographiques ottomanes*), ou historiques et géographiques comme celui de Rif'at bey et surtout celui de Chems-ed-din Sâmî bey Fraschery, *Qâmoûs-ul-a'lâm*, 6 vol., 1306-1310 = 1880-1898 (*Dictionnaire des noms propres*).

Quelle est la tâche qui attend les historiens turcs actuels ou à venir ?

Ils doivent coordonner, en la complétant et en l'utilisant avec méthode, l'œuvre de leurs prédécesseurs. Ils doivent aussi exploiter les archives.

L'utilisation faite par Hammer des anciens historiens turcs a été forcément incomplète et parfois hâtive. Il faudrait reprendre ce travail d'une façon plus scientifique et, pour cet objet, donner des éditions critiques des « historiographes » et des historiens particuliers qu'ils ont exploités souvent. Les « historiographes » et un grand nombre des historiens privés ont été imprimés, parfois en plusieurs éditions, mais aucune de celles-ci ne peut être qualifiée de critique. Il leur manque pour cela d'avoir été faites d'après les manuscrits autographes ou les plus anciens possible, de comporter des indications des sources, de donner des notes, un index des noms propres et des termes techniques. Il y aurait lieu également, comme l'a suggéré M. Iorga, de traduire les annalistes turcs dans une langue occidentale ; il est vrai que ce dernier soin ne doit pas incomber aux Turcs.

Certains progrès ont été réalisés dans cet ordre d'idées. On cherche du moins à retrouver ou éditer pour la première fois les historiens les plus anciens en date, que des compilations plus modernes ont fait oublier. Tel est 'Achiq-pacha-zâde publié à Constantinople par 'Ali bey en 1332 = 1916 ⁽¹⁾. Dans toutes ces rééditions ou éditions, les historiens devront éviter eux-mêmes et empêcher les protes d'obéir à la tendance, fort invétérée en Turquie, d'accommoder les textes à l'orthographe du jour.

Les historiens modernes devront aussi faire une étude raisonnée des institutions politiques et de la vie sociale de leurs

(1) En Allemagne, il y a eu des publications analogues. BABINGER a édité l'histoire d'OUROUDJ BEN ADIL (1925) et GIESE a publié et traduit un historien anonyme (1922-25). Quant à NECHRI, des extraits en ont été donnés par NÖLDEKE dès 1859. L'histoire de YAKHCHI-FAQH n'a pas été encore retrouvée. Les difficiles problèmes que pose la question des premiers historiens turcs ont fait l'objet de nombreuses études dont on trouvera l'énumération dans les articles d'Ettore ROSSI (*Oriente Moderno*, août 1926, p. 459) et de BERGSTRÄSSER (*Orientalistische Literatur — Zeitung*, juin 1926). Cf. aussi *Mitteilungen zur osmanischen Geschichte*, II (1923-26), p. 247.

ancêtres. Par ce dernier mot nous entendons les Turcs ottomans, l'histoire des origines turques présentant des difficultés insurmontables dans l'état actuel de la science. Le vocabulaire, en quelque sorte technique, des termes historiques turcs, nécessiterait aussi une revision et ne deviendrait précis que moyennant ce travail préliminaire.

Il tombe sous le sens que ces études ne pourront être menées à bonne fin que si l'on a recours à la documentation directe, c'est-à-dire aux archives. Or l'utilisation des archives turques n'est pas bien avancée. A vrai dire elles ne sont même pas classées ou le sont seulement en partie. Le travail a du moins commencé et l'on a vu plus haut que plusieurs savants publiaient des extraits de documents originaux, dont ils respectaient généralement l'orthographe. Dans sa séance du 28 mai 1925, l'Institut d'histoire turque a pris d'importantes décisions. Husâmed-din efendi a été chargé de publier les waqfiyyè ou constitutions de donations pieuses antérieures à Bayezîd II (1481-1512 de notre ère). Ahmed Refîq devait éditer les documents de l'époque du Tanzîmât relatifs à l'Égypte ⁽¹⁾. Il faut espérer que les archives turques ne tarderont pas à être ouvertes libéralement, non seulement aux savants turcs, mais aussi à leurs collègues étrangers. Le meilleur moyen de faire de bonne besogne, c'est de travailler dans une atmosphère de mutuelle confiance et d'entr'aide. Certains turcologues ont déjà obtenu l'accès des archives de Top-Qapou Serâyi : feu l'abbé hongrois Karácson, au lendemain de la Révolution jeune-turque, et M. Kàrl Süsseim, envoyé par l'Académie de Munich, pendant la Grande Guerre.

III. — *Les archives turques.*

Etant donné l'importance historique des archives turques nous croyons utile de donner ici un aperçu de leur contenu d'après les renseignements puisés dans les deux premiers numé-

(1) Le hasard a fait qu'une mission analogue et formant comme une contre-partie à celle d'Ahmed Refîq a été confiée, un an plus tard, par S. M. le Roi Fouâd, au signataire de la présente notice qui est chargé de recherches dans les archives turques de l'époque de Mehemet Ali au Caire.

ros de la revue de l'Institut d'histoire turque et complétés par des informations que nous a fournies oralement Mukrimin Khalil, bibliothécaire de cet Institut ⁽¹⁾.

Les archives turques comprennent sept fonds principaux :

1^o *Archives de la Sublime Porte et du Divân impérial* (Divân-i-humâyoûn). — Elles comprennent : a) les traités internationaux ; b) les firmans et rescrits divers (berât, menchoûr), émis au nom des sultans ; c) les khatt-i-humâyoûn ou édits autographes des sultans et les annotations marginales qu'ils inscrivaient sur les rapports — 'Abd-ul-Medjid (1839-1861 de notre ère) fut le dernier souverain ayant écrit des édits de sa propre main ; — d) la correspondance avec les commandants des armées et de la flotte ; e) les ahk'âm defterleri ou registres contenant les décisions et ordres émanant du divân-i-humâyoûn, sortes de recueils de décrets et de règlements ⁽²⁾ ; f) les mevâdjib defterleri ou registres de solde des troupes tenus trimestriellement jusqu'à la destruction des janissaires, sous Mahmoûd II ; g) la correspondance avec les vâli ou gouverneurs généraux ; h) les timâr defterleri ou registres des fiefs militaires qui sont très importants ; i) les dossiers relatifs à diverses affaires courantes.

(1) Mukrimin Khalil bey, actuellement en mission d'étude en France où il dépouille les manuscrits historiques arabes, persans et turcs, est en passe de devenir le spécialiste de l'histoire de l'Anatolie turque.

(2) Moûsa K'âzim, chargé d'étudier les registres sur lesquels ont été recopiés les écrits émanant du Divân, donne, dans le numéro 2 de la Revue de l'Institut d'histoire ottomane (du 1^{er} haziran 1326 = 14 juin 1900), les renseignements suivants sur ces documents appelés divân-i-humâyoûn qouyoudâtî ou qouyoûd-i-divâniye. Ces registres sont au nombre de 1.592 et la série en commence en 961 (1554) pour se continuer jusqu'à la Révolution jeune-turque (avec des lacunes entre les années 961-974 de l'hégire). Chaque registre contient environ 300 documents et embrasse une année ou une demi-année. Moûsa K'âzim divise ces registres en un certain nombre de catégories dont voici les principales : muhimmè ou « affaires importantes » (263 registres) ; ordou ve rik'âb, « armée et campagnes » — les ordres édictés au camp étaient reversés au Divân après le retour du sultan à Constantinople — (14 registres) ; mektoûmè, « affaires secrètes » (15 registres) ; Roumeli (185 registres) ; Nâme-i-humâyoûn, « épîtres impériales » (14 registres) ; ouhoûd, « traités » (42 registres). D'autres registres renferment des firmans, des irâdè prescrivant des punitions (qisâs), des condamnations (hukm) à l'exil, à la réclusion, etc. Un registre est consacré à l'église du Saint-Sépulcre. — Les spécimens cités commencent par la formule : « hukm (ordre) à un tel », ce qui fait supposer qu'il s'agit des ahk'âm defterleri dont il est question ici, d'après 'Abd-ur-Rahmân Cheref bey.

Ces archives étaient réparties entre deux fonds, celui de Top-Qapou Serâyi et celui de la Sublime Porte proprement dit. Le premier, l'ancien fonds du vieux palais de la pointe du Sérail dit Top-Qapou Serâyi, avait été entassé dans des dépôts attenant à la « coupole » (qoubbè alti) sous laquelle se réunissait le Divân impérial. Il a été visité seulement après la Révolution par 'Abd-ur-Rahmân Cheref bey qui le trouva dans un état pitoyable et en voie de décomposition chimique. Le dessus s'était converti en charbon, mais cette couche carbonisée avait protégé le reste. Cinq cent dix-huit charretées de ces papiers ont été transportées, sous la surveillance de 'Abd-ur-Rahmân Cheref bey, à la bibliothèque de la Sublime Porte. Le reste, laissé dans une mosquée désaffectée du Sérail, pouvait être évalué à quelque deux cents charretées, ce qui représenterait un total probable d'environ 500.000 documents. Ce fonds considérable attend toujours un classement et pourrait réserver d'importantes trouvailles. On en a déjà extrait des documents, en petit nombre, il est vrai, remontant au règne du conquérant de Constantinople, Mehemet II.

Le fonds de la Sublime Porte proprement dit fut transporté, après l'incendie de 1168 (1754-5 de notre ère), dans un dépôt situé près de la prison de Mehterkhânè et où se trouvaient déjà les archives des Finances. En 1262 (1846 de notre ère) ⁽¹⁾, le grand vizir réformateur Rechîd pacha créa un local spécial pour ces « archives » (Khâzine-i-evrâq) à la Sublime Porte ; à partir de cette date, celles-ci ont été tenues en ordre et classées par départements (ministère de la Guerre, depuis 1275 = 1853-4, ministère des Affaires étrangères, etc.). Sur l'ordre du grand vizir 'Âli pacha, on a déménagé dans ce local une partie des archives conservées au dépôt de Mehterkhânè. Le fonds ainsi transporté comprenait 62.312 documents se rapportant à la période d'environ 110 ans allant du commencement du règne de Mahmoûd I^{er} (1730 de notre ère) à la fin de celui de

(1) C'est à la même époque qu'on a commencé à dater les notes soumises à l'approbation du sultan ('arz tezkereleri, tezâkir-i-ma'rouza) et les hâmiş (voir plus loin). Les khatt-i-humâyoûn dont il a été question plus haut n'étaient pas datés non plus.

Mahmoûd II (1839). Il a été classé en 1885 par Sa'îd pacha et en 1894 par Djevâd pacha. Les minutes sont copiées sur des registres classés par affaires, les pièces volantes (firmans et lettres reçues) sont enfermées dans des cartons.

Le fonds laissé par Rechîd pacha et complété par 'Âli pacha n'a cessé de s'accroître et, en 1910, il a atteint le nombre de 350.000 documents, tous classés et faciles à retrouver ;

2^o *Archives de l'administration des Finances* (Mâliyye). — Elles sont conservées dans un local « en pierre » situé près de la prison de Mehterkhânè et comprenant vingt-cinq pièces sur deux étages ; celles de l'étage supérieur sont surmontées de douze coupoles ;

3^o *Archives du cadastre* (Defter Khâqâni). — Conservées au local dit Defterkhânè, elles sont, en général, en ordre. Elles comprennent deux dépôts dont l'un, relatif aux transferts et cessions des terrains, est dans un état pitoyable, mais l'autre, plus important, est fort heureusement dans un ordre parfait. Il contient les inscriptions d'origine du cadastre qui ont été faites sous Soliman le Magnifique et qui sont consignées dans environ 600 registres, d'après Moûsa K'âzim (970 d'après Mukrimin bey). Chaque kaza a son registre. Ces documents, qui indiquaient le nombre de foyers, servaient en même temps pour le recensement de la population. Ils sont, par conséquent, de la plus grande importance au point de vue ethnographique, notamment à cause des renseignements qu'ils donnent sur les diverses tribus ;

4^o *Archives* (Khâzine-i-evrâq) *des fondations pieuses* (evqâf). — Il en existe deux fonds.

Le premier est déposé dans un medresè (école), près de l'ancien ministère des Evqâf et contient environ 600 ballots de registres dont 70 sont formés de registres de vaqfiyyè ou actes constitutifs de donation, distribués en trois catégories : Constantinople, Anatolie, Roumèlie (Turquie d'Europe). D'après Moûsa K'âzim, le plus ancien de ces documents est un vaqfiyyè de 694 (1294-5). Les autres registres contiennent les djihât, c'est-à-dire l'indication de la succession des divers détenteurs de vaqouf (dressés par vilâyets).

Le deuxième dépôt se trouve dans une dépendance de Sainte-Sophie. Ce sont des documents et des registres relatifs pour la plupart aux biens en déshérence (par exemple, par suite de la mise à mort d'un vizir ou d'un haut fonctionnaire). On y rencontre aussi des pièces de comptabilité des mosquées et des registres de solde des janissaires ;

5° *Archives du Cheykh-ul-islâmat*. — Elles contiennent différents documents comme les listes des grands juges, qazasker de Roumélie et d'Anatolie, etc., les registres des fetvas (décisions juridiques de droit canon), des nominations et destitutions des qadis, etc. Un incendie a détruit une partie de ce fonds en 1926 ;

6° *Archives de la marine*. — Ce fonds entreposé à l'ancien ministère de la Marine est très important, les kapitan pacha ayant compté dans leur ressort les possessions médiates de la Méditerranée comme les Régences barbaresques ;

7° *Archives des tribunaux religieux* (cher'iyye). — Elles étaient en désordre avant même la récente suppression des tribunaux en question (3 mars 1924). Nous ignorons quel est leur sort actuel.

Cet ouvrage était sous presse quand a paru un livre important de M. BABINGER, *Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke*, Leipzig, 1927, qui s'étend jusqu'à la fin de l'Empire ottoman.

YUGOSLAVIE

par

É. HAUMANT

Professeur à l'Université de Paris

Dans les différents pays de la Yougoslavie proprement dite (royaume des Serbes, Croates et Slovènes), le mouvement qui, au xix^e siècle, a renouvelé les études historiques a été plus tardif que dans l'Europe occidentale ou centrale. Si l'on peut dire qu'en Croatie il a commencé dans les années quarante du siècle passé, en pays serbe ses effets ne se sont manifestés qu'une vingtaine d'années plus tard ; entre les deux courants, d'ailleurs, il n'y a eu, longtemps, aucun lien. Par la force des choses — séparation politique et parfois opposition des tendances — il s'est créé deux centres d'études : Zagreb d'une part, Belgrade de l'autre. Ljubljana, restée Laybach jusqu'en 1919, et entraînée dans le courant d'études des Universités de Vienne et de Graz, n'a eu, malgré les efforts des érudits locaux, qu'une importance restreinte. Son Université ne date en effet que de 1919, tandis que celles de Zagreb et de Belgrade sont déjà anciennes, et que dans l'une et l'autre de ces deux capitales il s'était créé, avant même les Universités, des institutions scientifiques dotées de ressources considérables : à Zagreb, grâce à l'illustre évêque Strossmayer, l'Académie yougoslave ; à Belgrade, l'Académie serbe. Dès leur naissance, elles ont eu leurs publications, leurs bibliothèques ; les archives d'État ont été réunies et rendues accessibles ; une opinion publique, passionnément intéressée et par l'histoire elle-même, et par les conclusions politiques qu'elle en attendait, les a constamment soutenues.

Dire quel centre a joué le rôle le plus important, de Belgrade ou de Zagreb, serait difficile. Il faut donc s'en tenir à l'ordre des dates.

I. — *L'histoire de la Croatie.*

Le mouvement historique actuel, en Croatie, a commencé sous l'influence directe des contestations avec le royaume de Hongrie. Les Magyars visant à la destruction de l'autonomie croate, les Croates se défendent en démontrant, à l'aide de leurs archives, qu'elle n'est pas un abus né de la ruine de la Hongrie au temps des invasions turques, mais un fait légal, régulier, reconnu dès le premier jour de l'*association*, non de l'*union* des deux royaumes, et que d'autres actes légaux ont confirmé, de siècle en siècle, jusqu'au xix^e. De là l'exhumation de nombreux documents jusqu'alors plus ou moins oubliés, et leur réunion dans des recueils qui n'ont d'ailleurs été achevés, pour la plupart, que dans la seconde moitié du siècle ou même plus tard. La Croatie n'a pas été sans devoir beaucoup, pour leur mise en train, à la longue période de silence qui a suivi la crise de 1848, sous le régime absolutiste du ministre autrichien Bach.

Le premier recueil à citer est celui de J. Chmel, *Aktenstücke zur Geschichte Croatiens und Slavoniens in den Jahren 1326-1524*, 1846. Il est suivi, aussitôt après la chute de Bach, par le recueil de Šulek, *Naše pravice*, 1860 (*Nos privilèges*), puis par ceux d'Ivan Kukuljévić, *Jura regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae*, I-III, 1861, et *Acta Croatica*, 1863. Les travaux du chanoine Rački, le père de l'histoire croate, sont, pour la plupart, d'une époque plus tardive ; les *Documenta historiae Croaticae periodam antiquam illustrantia* n'ont paru qu'en 1877, à Zagreb comme les précédents, et leur suite, par le professeur Smičiklas, *Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae*, II-XIII, qu'en 1911-16. L'une et l'autre collection, éditées par l'Académie yougoslave, ne sont pas terminées ; leur dernier volume s'arrête en 1367.

Entre temps, Rački († 1897) a publié, la plupart dans les *Rady* (*Travaux...*) et les *Starine* (*Antiquités...*) de l'Académie yougoslave, un grand nombre d'études et de monographies, sur toutes les périodes anciennes de l'histoire croate : sur les origines des Croates et des Serbes, l'activité des apôtres slaves, Cyrille

et Méthode, l'écriture slave, et notamment la *glagolitique* employée longtemps sur la côte de l'Adriatique, les Bogomiles (patarins) et l'expansion de leurs doctrines dans les pays slaves, les sources de l'histoire croate, les luttes des Slaves du Sud contre leurs voisins grecs, bulgares ou magyars, l'origine du royaume de Croatie et sa vie intérieure jusqu'au xii^e siècle, la participation des Croates à la bataille de Kossovo, la conjuration du comte Zrinski, au xvii^e siècle, etc. Il faut, d'autre part, mentionner sa collaboration constante aux recueils de matériaux relatifs à l'histoire de la littérature croate et aux coutumes des Slaves du Sud ⁽¹⁾. Ces publications, continuées après sa mort, atteignaient déjà, en 1900, le chiffre imposant de 303 volumes.

De ces précurseurs, Kukuljévić était un ancien officier devenu, par patriotisme, homme politique, puis érudit ; Rački était prêtre ; Chmel et Šulek n'étaient pas d'origine croate. Dans la génération qui les suit, la plupart des historiens sont des professeurs de l'Université de Zagreb, et le rôle de l'Académie yougoslave s'en trouve légèrement diminué ; d'autre part le caractère des œuvres tend à changer. Si les publications de documents continuent, des histoires générales les accompagnent, et la préoccupation politique tend à s'atténuer ; la Croatie n'en est plus, en effet, à démontrer que son histoire nationale existe.

Nous avons cité déjà le nom de Smičiklas ; il donne, à partir de 1877, sa *Povjest Hrvatska* (*Histoire de Croatie*), que suit, de 1899 à 1911, la *Povjest Hrvata* (*Histoire des Croates*) de Klačić. En 1916, le professeur Šišić publie une courte, mais excellente *Revue de l'histoire du peuple croate* (jusqu'en 1873), qu'il a depuis reprise dans une volumineuse *Histoire des Croates*, dont le premier volume (jusqu'en 1102) a paru en 1917. De 1912 à 1916, il a édité les *Acta comitialia regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae*, I-III (1526-1577), les *Fundamenta juris publici regni Croatiae*. A V. Bogišić, on doit un recueil des coutumes juridiques chez les Slaves du Sud, principalement en

(1) Sur l'activité de Rački, cf. la thèse de doctorat d'Université, de Paris, de V. ZAGORSKI, *François Rački et la renaissance scientifique et politique de la Croatie*, 1909.

Dalmatie (1874), et, d'autre part, *Acta conjurationem Petri a Zrinio et Francisci de Jakopan illustrantia*, 1888 ; à Laszowski, les *Monumenta historica nobilis communitatis Turopolje*, I-IV, 1904. A ces publications de documents s'en sont jointes d'autres, entreprises par des érudits hongrois ; les archives de famille des magnats croates Babonić-Blagaiski et Frankopan ont été éditées par S. Barabas, *Codex diplomaticus comitum de Blagay, 1200-1378*, 1897, et *Codex diplomaticus comitum de Frankopanibus*, 1910-13, et par A. Horváth, *Codex diplomaticus comitatum Dubicza, Orbasz et Lyana, 1214-1710*, 1912, et *Banatus, castrum et oppidum Jajcza*, 1915.

De nombreuses études ont porté sur des points particuliers de l'histoire croate, et notamment sur ceux qui, jusqu'à la fin de l'association avec la Hongrie, sont restés en litige ; nous ne pouvons citer ici que les *Beiträge zum ungarisch-kroatischen Bundesrechte*, 1886, de Pliverić, et *Kralj Koloman i Hrvati*, 1902 (*Le roi Koloman et les Croates*), de Šišić. On ne peut oublier enfin les *Contributions au Dictionnaire historique et juridique de la Croatie*, 1903-22, de Vladimir Mažuranić, et leurs derniers *Dodaci (Compléments...)* édités en 1923 par l'Académie yougoslave.

L'histoire de la Croatie et des pays croates a été abordée aussi par les historiens du dehors. Il faut mentionner les nombreux travaux de Constantin Jireček, pour la plupart publiés à Vienne ou dans l'*Archiv für slawische Philologie* de Jagić, notamment ses études sur la Dalmatie et Raguse ; sa *Geschichte der Serben bis 1373*, 1909, intéresse aussi l'histoire des Croates. En Russie, Kulakovskij a étudié le mouvement politique et littéraire de l'illyrisme dans *Illirizm*, 1894, avant le Croate Šurmin, auteur de *Hrvatski preporod*, 1903 (*La Renaissance croate, 1790-1836*),

La littérature française sur les sujets croates est peu abondante ; il faut rappeler des articles de Louis Leger, épars dans ses nombreux volumes et particulièrement son étude sur Georges Križanić (*Nouvelles études slaves*, 1880) ; puis le livre de l'abbé Pisani, *La Dalmatie de 1797 à 1815*, 1892. En anglais, les ouvrages de M. Seton-Watson, notamment *The Southern Slav Question*, ne concernent que les derniers des conflits entre Croates et Magyars.

Aujourd'hui, après les secousses qui ont amené l'incorporation du royaume de Croatie dans celui des Serbes, Croates et Slovènes, le mouvement historique ne paraît pas ralenti, encore qu'il lui manque plusieurs des stimulants de l'époque précédente, mais les questions juridiques et politiques vont passer au second plan ; l'histoire sociale prendra plus d'importance. Comme par le passé, Zagreb restera un centre, mais sans doute, avec une participation de plus en plus grande de Belgrade.

II. — *L'histoire de la Serbie.*

On peut faire dériver le mouvement serbe de l'œuvre du comte Georges Branković, dans ses vingt-deux années de captivité à Vienne et à Eger (1689-1711) ; sa *Chronique sloveno-serbe*, bien que restée manuscrite, a eu son influence sur tous les Serbes de Hongrie qui, au XVIII^e siècle, ont voulu, en ressuscitant l'histoire de leur peuple, le défendre contre les entreprises des Autrichiens et des Magyars. Mais leurs œuvres, sans critique et sans connaissance des documents, n'ont d'importance qu'au point de vue du développement des idées ; la seule qu'il soit utile de rappeler, est celle de Rajić, *Histoire des différents peuples slaves, notamment des Bulgares et des Serbes*, parue, à Vienne, en 1794.

Il n'y a pas de lien direct entre ce premier effort et l'historiographie serbe proprement dite qui commence dans la Principauté affranchie du joug des Turcs, dans la première moitié du XIX^e siècle. Les Serbes, à peine libérés, négligent en effet leur Moyen Age, dont ils n'ont qu'une connaissance purement légendaire ; l'histoire de leur insurrection récente leur offre une matière plus facile et plus directement intéressante. Le nom à citer, à cette époque, est celui de Vuk Stefanović Karadžić, qui est pourtant beaucoup plus philologue et folkloriste qu'historien. Mais il a vu à l'œuvre la plupart des chefs de la révolte ; les biographies qu'il en a données, son histoire du peuple serbe sous Karageorges (1804-1814), qu'il a annoncée en 1849, mais dont il n'a paru que des fragments, et son *Histoire de Miloš*

Obrenović, 1828, ont été le point de départ de toutes les histoires serbes parues en Europe au XIX^e siècle ; c'est en s'aidant des récits et des papiers de Vuk que Ranke a publié, en 1829, *Die serbische Revolution aus serbischen Papieren und Mittheilungen*, que Saint-René Taillandier, dans *La Serbie*, 1872, et beaucoup d'écrivains occidentaux ont plus ou moins démarquée. D'autre part, ses études d'ethnographie, ou plus exactement de vie populaire, et sa publication des chants serbes, ont ouvert une large voie aux historiens postérieurs (cf. *Collection des écrits historiques et ethnographiques de V. Karadžić*, 1898 sq.).

D'autres œuvres de la même époque, et notamment des mémoires, n'ont paru que tard dans le siècle. Il faut citer particulièrement ceux du protopope Matija Nenadović (1893), qui jettent une vive lumière sur l'état de la Serbie, non seulement pendant la révolte, mais au XVIII^e siècle sous les Turcs.

Vuk Karadžić, bien que né au fond de la Serbie, avait travaillé presque constamment à l'étranger, surtout à Vienne ; il n'était pas facile, en effet, — du moins en sa jeunesse — de trouver en Serbie des instruments de travail, fût-ce simplement du papier et de l'encre. Mais, peu à peu, sous Miloš Obrenović et sous Alexandre Karadjordjević, la situation y change ; des écoles se sont ouvertes, voire une vague université (la Grande École) ; il y a au moins une librairie, une imprimerie d'État. Les Serbes de Hongrie, qui affluent dans la Principauté, y apportent des besoins et aussi des connaissances nouvelles ; avec eux, le centre de la vie intellectuelle qui s'est déjà déplacé de Buda-Pest à Novisad (Neusatz) passe de Novisad à Belgrade. La *Srpsko učeno društvo* (Société savante serbe) se fonde ; l'Académie royale de Serbie lui succède, enfin la Grande École devient Université. Des fondations nombreuses, dues à la libéralité des patriotes tels que les Čupić, Radivojević, Khristić, Djordjević, etc., permettent la publication des documents et des œuvres nouvelles. Des revues se fondent, parmi lesquelles il faut citer, en première ligne, le *Glas* de la Société savante, puis le *Glasnik* de l'Académie. Bien entendu, au fond de ce mouvement, comme en Croatie, il y a la préoccupation politique, — il faut préparer l'avenir du peuple en illustrant

son passé, — mais elle prend, en Serbie, une forme autre qu'en Croatie, plus variée. Le passé serbe est moins riche en documents, en effet, et les Serbes qui n'ont pas, comme les Croates, une Constitution « millénaire », ne peuvent attacher la même importance aux discussions juridico-politiques.

Le renouvellement des études historiques, dans la seconde moitié du siècle, commence avec Hilarion Ruvarac, un Serbe de Hongrie, qui ouvre la période de l'histoire critique, « anti-patriotique », dit-on en Serbie, car il détruit nombre de légendes sur lesquelles ont vécu les générations précédentes, celles, par exemple, de la trahison de Vuk Branković à Kossovo et de la liberté éternelle des Monténégrins jamais soumis aux Turcs. Du côté des Serbes de la Principauté, puis du Royaume, il faut mettre en première ligne Stojan Novaković, dont les innombrables travaux, sur toutes les parties de l'histoire serbe, se répartissent sur près d'un demi-siècle. Il y a, dans le nombre, des publications de documents, *Zakonski spomenici srpskih država srednjega veka*, 1912 (*Documents juridiques des États serbes du Moyen Age*), des impressions d'œuvres des Serbes de Hongrie restées manuscrites depuis le xvii^e siècle, une histoire littéraire de la Serbie ; des études sur le temps de Nemanja et des Nemanides ; sur la vie des classes en ce temps — notamment *Selo*, 1891 (*Le village*) ; la lutte contre les Turcs, *Srbi i Turci XIV u XV veku*, 1893 (*Les Serbes et les Turcs aux XIV^e et XV^e siècles*) ; les époques récentes, *Tursko carstvo pred srpski ustanak*, 1906 (*L'Empire turc avant la révolte serbe*), *Ustanak na dahije* (*La révolte contre les Dahis*), *Vaskrs državne srpske*, 1904 (*La résurrection de l'État serbe*), *Dvadeset godina ustavne politike u Srbiji*, 1912 (*Vingt années de politique constitutionnelle en Serbie*), *Balkanska pitanja* (*Questions balkaniques*) etc., voire un roman historique, *Kaludžer i hajduk*, 1913 (*Le moine et le Hajduk*). Son activité a été assez variée et assez abondante pour qu'on puisse comparer son rôle, du côté serbe, à celui de Rački du côté croate.

Sous son influence, il s'est formé une génération d'historiens dont les œuvres s'échelonnent dans ces trente dernières années. Les collections de documents n'y tiennent toujours qu'une place

restreinte ; après les biographies des rois serbes imprimées, dès 1877, par Ivan Pavlović, *Domaći izvori za srpsku istoriju* (*Les sources serbes de l'histoire serbe*), il n'y a plus guère à citer que le recueil épigraphique de Ljub. Stojanović, paru de 1903 à 1923. Par contre, les études originales et les histoires de longues périodes sont nombreuses. Celle des Serbes de Hongrie, déjà traitée, en français, par Émile Picot (1873), a été refaite par Ivić (1914) ; Jovan Radonić en a étudié l'épisode le plus important dans *Grof Džordže Branković i njegovo vreme*, 1911 (*Le comte Georges Branković et son temps*) ; Mijatović l'avait touchée, en même temps que l'histoire de la Serbie propre, dans *Despot Džuradž Branković*, 1880 (*Le despote Georges Branković*). Les mouvements des Serbes, tant sous la domination des Magyars que sous celle des Turcs, ont fait l'objet d'innombrables études de Jovan Tomić, parues à Belgrade ou à Novisad. Leurs rapports avec l'Europe pendant la même période, encore incomplètement éclaircis, ont été abordés, encore par Jovan Tomić, à propos, surtout, des Serbes de l'Adriatique ; par Radonić, dans *Zapadna Evropa i balkanski narodi*, 1905 (*L'Europe occidentale et les peuples des Balkans en face des Turcs, au XV^e siècle*) ; par Dragomir Pavlović, dans *Srbija u vreme poslednjeg austrijsko-turskog rata, 1788-1791*, 1910 (*La Serbie au temps de la dernière guerre austro-turque, 1788-1791*), etc.

Le temps de la révolte de Karageorges a fourni matière à de nombreux et volumineux travaux : *Istorija srpskog ustanka*, 1898 (*Histoire de la révolte serbe*), d'Arsenjević-Batalaka ; le *Karageorges*, I-II, 1907-12, de Vukićević ; la *Résurrection de la Serbie*, 1907, de Grégoire Jakšić. Les documents européens qui s'y rapportent ont été, en partie, dépouillés et publiés, notamment par M. Gavrilović dans *Ispisi iz pariskih Arhiva*, 1904 (*Extraits des Archives de Paris*) ; ceux de Russie, moins accessibles, ont été utilisés, jusqu'en 1860, par M. Popov, *Rossija i Srbija*, I-II, 1869 (*La Russie et la Serbie*). Pour l'époque suivante, il faut citer : *Miloš Obrenović*, I-III, 1902-09, de M. Gavrilović ; *Iz Srbije kneza Milocha*, 1922 (*La Serbie sous le prince Miloš*) de Tikhomir Dzordžević ; les *Ustavobranitelji*, 1912

(*Les Constitutionnalistes*), *Druga vlada Miloša i Mihajla, 1858-1868* (*Le second règne de Miloš et celui du prince Michel*) et *Vlada Milana Obrenovića, 1925* (*Le règne de Milan jusqu'en 1878*), par Slobodan Jovanović. Les études littéraires de Jovan Skerlić, notamment *l'Omladina, 1906* (*La Jeunesse serbe, 1848-1871*), ont également, pour la connaissance du temps, une valeur de premier ordre.

A côté des œuvres relatives aux pays serbes proprement dits, il y en a d'autres nées des contestations au sujet de pays voisins, la Bosnie et l'Herzégovine, d'un côté, la Macédoine de l'autre; même le rôle des émigrés serbes en pays croate a donné matière à polémiques. Son histoire a été faite par M. Ivić, *Migracije Srba u Hrvatsku, 1923* (*Les migrations des Serbes en Croatie*). M. Mal s'est occupé des Uskoks en pays slovène (1924); M. Kostić les a suivis jusqu'en Russie, *Nova Srbija i Slavenosrbija, 1923* (*La Nouvelle Serbie et la Slavioserbie*). La querelle serbo-bulgare, de son côté, a suscité toute une littérature, de valeur fort inégale. M. Prokić a prouvé le caractère purement macédo-slave de l'État de Samuël, dit second Empire bulgare (dans le *Glas*, fasc. 48-50, 52-76); M. Džerić a démontré, à l'encontre des érudits bulgares, la perpétuité du nom serbe en Macédoine jusqu'à nos jours. En deux volumes parus à Paris, en 1919, sous le même titre *La Macédoine*, les professeurs Džordžević et Belić ont repris et résumé les arguments de cette longue polémique.

Il convient enfin de mentionner des œuvres qui, sans être spécialement historiques, ont contribué aux progrès de l'histoire, et notamment les *Naselja srpskih zemalja* (*Populations des terres serbes*), publiées par le géographe Jovan Cvijić; dans la vingtaine de gros volumes qui en ont déjà paru, chaque étude ethnographique se double d'indications précieuses, notamment sur les migrations qui, du xiv^e au xvii^e siècle, ont préparé l'union yougoslave.

De cette rapide énumération, on peut conclure que le mouvement historique, dans les pays serbes, a été exceptionnellement riche. La plupart des documents anciens ont été exhumés;

toutes les époques, toutes les régions ont été l'objet d'études détaillées ; l'arrière-pensée politique, naturellement très forte dans tous les pays qui renaissent et veulent, avant tout, retrouver des titres dans leur histoire, fait rarement tort à la valeur scientifique des travaux. Cette activité n'a pas été, en effet, comme en d'autres pays, inspirée d'en haut ; elle a poussé le monde officiel plus qu'elle n'a été poussée par lui. Elle mériterait donc d'être étudiée en elle-même ; or, jusqu'à présent, si des historiens serbes ont été l'objet d'études séparées, nous n'en connaissons qu'une qui soit un peu générale : *La Serbie régénérée et ses historiens*, de Stojan Novaković (*Archiv für slavische Philologie*, XXXII, 1910), et encore ne s'occupe-t-elle guère, pour les discuter, que des étrangers qui ont touché à l'histoire de Serbie ⁽¹⁾. Cette lacune, qui est peut-être une excuse pour celles qu'on pourra remarquer ici, compte peu à côté d'une autre ; il n'existe pas encore de bonne histoire générale de la Serbie, les unes s'arrêtent à la fin du Moyen Age, les autres au seuil de notre époque. Le seul essai d'aperçu synthétique est celui de Popović, *Histoire des Yougoslaves*, publié à Sarajevo en 1920. Apparemment, les historiens attendaient que les temps fussent révolus et l'unité nationale achevée.

III. — *L'histoire des divers pays serbes.*

Dans la dispersion où ont vécu, jusqu'en 1918, les pays yougoslaves — sous sept gouvernements différents — les études ont eu des centres secondaires, à côté de Zagreb et de Belgrade, mais naturellement beaucoup moins actifs.

Nous avons déjà mentionné Novisad qui, tout en s'effaçant peu à peu devant Belgrade, a conservé néanmoins son activité propre, parfois plus proche de celle des Croates que de celle des Serbes du Royaume ; il s'agissait en effet, pour les Serbes de Hongrie, de défendre des privilèges constamment dis-

(1) Depuis qu'elles ont été imprimées, ces lignes ont cessé, en partie, d'être exactes. Le premier tome de l'Encyclopédie, en cours de publication à Belgrade, sous la direction de St. STANOJEVIĆ, contient, en effet, une étude étendue sur l'historiographie yougoslave.

cutés et violés. Leur polémique a été alimentée par des publications parfois serbes, comme celle d'Ivić (*op. cit.*), plus souvent magyares, telles le *Corpus juris Hungarici*, 1893, et les *Monumenta historiae Hungaricae*. D'une façon générale, l'histoire de la Serbie ex-hongroise est magyare ou allemande presque autant que serbe, voire roumaine et même française; nous avons cité plus haut l'ouvrage d'Émile Picot. Les Serbes de Hongrie ne sont d'ailleurs pas restés en dehors du mouvement général; c'est chez eux, à Karlovci (Karlowitz), qu'a travaillé Ruvarac, le plus souvent sur les archives de la Patriarchie serbe; chez eux que s'est fondée, en 1826, la *Matica srpska* (*La reine des abeilles serbes*), dont les annales, précieuses pour toutes les parties du monde serbe, forment aujourd'hui une collection d'environ trois cents volumes.

La Bosnie et l'Herzégovine ont eu aussi leur littérature spéciale, surtout depuis l'occupation autrichienne. Il faut mentionner, à Sarajevo, les revues *Bosanski prijelat* (*Le patriote bosniaque*) et *Prehled* (*La Revue*) et les publications du Musée provincial. Des collections de documents ont été éditées par l'Académie yougoslave, notamment celle de Fermendzin, *Acta Bosnae potentissimum ecclesiastica*, 1912. Il y a eu enfin des histoires générales, trop croatisantes parfois, comme celle de Klaić (1880); celle de Prelog (2 vol., s. d.) est plus sûre. Tout récemment, le professeur Čorović, de Belgrade, a donné un excellent résumé, *Bosna i Hercegovina*. Les travaux de nombreux érudits étrangers, du Russe Hilferding au Français Coquelle (*Histoire du Monténégro et de la Bosnie*, 1893), sont de valeur très inégale.

La Dalmatie est, historiquement, le plus défavorisé des pays yougoslaves; son histoire n'a guère été étudiée, en effet, qu'en fonction de celle des Croates, des Vénitiens, des Français (Provinces Illyriennes), enfin de l'Autriche. Les travaux les plus importants, suscités souvent, eux aussi, par les querelles nationales, ont paru à Zagreb, à Belgrade, à Vienne, à Berlin, même en Italie ou en France (cf. *Revue historique*, 1917, et Pisani, *op. cit.*). Parmi ces travaux, il faut mentionner plus particulièrement ceux de Bogišić publiés à Zagreb, ainsi que ceux

de L. Vojnović, *Pad Dubrovnika*, 1908 (*La chute de Raguse*); les études de Jovan Tomić, *Pravoslavna Dalmacija*, 1901 (*La Dalmatie orthodoxe*), de Milaš publiées à Novisad (1901), et les articles de C. Jireček sur l'histoire de Raguse, dans l'*Archiv für slav. Philologie*.

Le Monténégro a dû une meilleure fortune à sa situation d'État indépendant ou semi-indépendant. Les histoires générales sont nombreuses, depuis celle de l'évêque Vasil Petrović (1754) jusqu'à celle d'Andrić (1853), de Milaković, de Medaković, etc., et des Français Coquelle (*op. cit.*) et Lenormant (*Turcs et Monténégrins*, 1886), mais elles sont la plupart du temps peu critiques; la réaction contre les légendes n'est venue qu'avec les *Montenegrina* de Ruvarac, et les études de Jovan Tomić, notamment *Crnagora za morejskog rata, 1684-1699* (*Le Monténégro pendant la guerre de Morée*). Les rapports entre le Monténégro et les diverses puissances ont donné lieu aux publications de Brunswig, *Recueil des documents diplomatiques concernant le Monténégro*; de Vladan Džordžević, *Extraits des Archives de Vienne*, 1913, *Crnagora i Rusija*, 1914 (*Le Monténégro et la Russie*) et *Crnagora i Austrija*, 1924 (*Le Monténégro et l'Autriche*). Il faut mentionner enfin les études plutôt ethnographiques du Russe Rovinski, et des articles sur différentes tribus monténégrines, dans les *Populations des terres serbes* de Jovan Cvijić.

IV. — *L'histoire du pays slovène.*

A l'autre bout du monde yougoslave, chez les Slovènes, le mouvement historique n'est pas très ancien.

On peut le faire commencer à la fondation du Musée national de Ljubljana (Laibach), en 1821; mais c'est seulement en 1839, que le gouvernement refusant au Musée tout subside, des sociétés se fondèrent pour lui procurer des ressources, le Museal Verein für Krain et le Historicher Verein für Krain, l'une et l'autre formées de Slovènes, en dépit de leur étiquette allemande. Prospères au temps de l'abso-

lutisme, qui fermait toute autre issue aux esprits, ces sociétés languirent de 1868 à 1889 ; reconstituées à cette époque, sous le nom de Société du Musée de Slovénie, elles ont eu, jusqu'en 1919, une grande activité. Des sociétés similaires, fondées à Celovec (Klagenfurt) et à Maribor (Marburg), cette dernière est seule restée dans l'ensemble du pays slovène.

Les revues suscitées par ces sociétés ont été nombreuses. Après *Carniolia*, qui a vécu de 1838 à 1844, il faut citer les *Mittheilungen*, 1866, 1889, 1907, de la Société du Musée, et les *Mittheilungen*, 1848-68, de la Société historique de Carniole ; depuis 1919, la revue du Musée paraît en slovène, de même que, depuis 1904, le *Journal d'histoire et d'ethnographie* de Maribor. La Styrie et la Carinthie ont eu de même des publications intéressantes pour l'histoire du peuple slovène, mais en allemand, et d'une inspiration surtout allemande (cf. chap. *Autriche*). Nous n'avons pas à y insister ici.

La principale publication d'archives est celle de Kos, *Gradivo za zgodovino Slovencev* (*Matériaux pour servir à l'histoire des Slovènes au Moyen Age*), dont le cinquième volume, consacré à la période 1200-1250, paraîtra prochainement à Ljubljana. Des publications analogues ont été entreprises à Graz, par Jahn (jusqu'en 1260) ; à Klagenfurt, par Jaksch (jusqu'en 1269). Il faut encore citer le recueil de Šumi, à Ljubljana, et de Kandler, pour l'Istrie, *Codice diplomatico istriano*.

Les travaux principaux sont l'*Histoire du peuple slovène* (en slovène) de Gruden, continuée par Mal, et publiée par la Société slovène de Saint-Hermagore ; la *Geschichte Krains* (jusqu'en 1813) de Dimitz ; la *Slovenska Zemlja* (*la Terre slovène*) en cours de publication à Ljubljana ; la *Slovénie*, 1923, de Erjavec ; *Janko Krsnič, son œuvre et son temps*, 1910-24, de J. Prijatelj. Il faut citer enfin la *Vie politique des Slovènes (1797-1919)*, 1923, de Lončar et les études de Vošnjak sur *Le Gouvernement et l'administration des provinces illyriennes de 1809 à 1813*. De nombreuses monographies ont été consacrées à des districts de la Carniole, de la Carinthie et de la Styrie.

Le mouvement historique, en pays slovène, n'a donc pas eu

l'ampleur de celui des pays yougoslaves voisins, et cela moins en raison de la faible importance numérique du peuple slovène que de la division, *ab antiquo*, de son territoire en une foule de provinces ; il n'existait pas une Slovénie. Aujourd'hui le démembrement subsiste, et même aggravé, puisque c'est entre trois États que les pays slovènes sont partagés. On peut espérer que la création de l'Université de Ljubljana, qui réunit les meilleures forces du peuple slovène, compensera, pour ce qui concerne l'histoire, les effets de ce démembrement ⁽¹⁾.

(1) On complètera cette brève notice par le bulletin d'*Histoire yougoslave* publié par M. Čorović dans la *Revue historique*, t. CLV, 1927.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----|
| INTRODUCTION. — Le cinquantenaire de la Revue historique. | v |
| <i>Allemagne</i> | 1 |
| Moyen Age..... | 1 |
| I. La publication des sources..... | 1 |
| II. Les travaux d'érudition..... | 9 |
| Époque Moderne..... | 23 |
| I. La publication des sources..... | 30 |
| II. Ouvrages divers..... | 39 |
| <i>Autriche</i> | 39 |
| I. Publications des sociétés savantes..... | 40 |
| II. Les ouvrages d'érudition..... | 45 |
| <i>Belgique</i> | 51 |
| <i>Bulgarie</i> | 72 |
| I. L'Académie des sciences..... | 76 |
| II. L'Université de Sofia..... | 76 |
| III. Les musées..... | 78 |
| IV. Divers..... | 82 |
| <i>Danemark</i> | 86 |
| I. Organisation de la recherche historique et publica- tion des sources..... | 88 |
| II. Les travaux d'érudition..... | 95 |
| <i>Espagne</i> | 107 |
| I. Conditions générales et centres de recherches..... | 107 |
| II. Les résultats..... | 115 |
| III. Histoire par époques..... | 127 |
| <i>Finlande</i> | 139 |
| <i>France</i> | 148 |
| I. Le haut enseignement de l'histoire..... | 149 |
| II. Les instituts de recherches ; les sociétés savantes ; les revues historiques..... | 151 |
| III. Inventaire et publication des documents..... | 154 |
| IV. Les grands répertoires..... | 156 |
| V. Ouvrages d'érudition..... | 159 |
| VI. Les grandes synthèses historiques..... | 163 |

| | |
|--|-----|
| <i>Grande-Bretagne</i> | 167 |
| <i>Grèce</i> | 192 |
| I. L'organisation du travail..... | 192 |
| II. L'œuvre historique..... | 196 |
| III. Les caractères de l'œuvre historique et les historiens..... | 202 |
| IV. L'œuvre qui reste à accomplir..... | 207 |
| <i>Hongrie</i> | 209 |
| <i>Italie</i> | 219 |
| <i>Norvège</i> | 233 |
| I. Les historiens et leur œuvre..... | 233 |
| II. Les résultats acquis, les questions à traiter..... | 248 |
| <i>Pays Baltes</i> | 258 |
| I. Les sociétés savantes et les revues..... | 258 |
| II. La publication des sources..... | 259 |
| III. Histoires générales et monographies..... | 260 |
| <i>Pays-Bas</i> | 266 |
| <i>Pologne</i> | 287 |
| I. L'enseignement supérieur..... | 287 |
| II. Les sociétés savantes..... | 290 |
| III. Les conceptions méthodologiques et les travaux d'histoire nationale..... | 293 |
| IV. Les études d'histoire générale..... | 301 |
| <i>Portugal</i> | 304 |
| <i>Roumanie</i> | 320 |
| <i>Russie</i> | 341 |
| I. Les archives, les sociétés savantes et les revues..... | 342 |
| II. Les « historiens russes » et l'histoire nationale..... | 346 |
| III. Les « historiens universels » et l'histoire étrangère..... | 359 |
| <i>Suède</i> | 371 |
| I. L'organisation des recherches historiques..... | 371 |
| II. Les travaux d'érudition..... | 378 |
| <i>Suisse</i> | 396 |
| <i>Tchécoslovaquie</i> | 413 |
| <i>Turquie</i> | 438 |
| I. Les peuples turcs..... | 438 |
| II. La Turquie..... | 441 |
| III. Les archives turques..... | 450 |
| <i>Yougoslavie</i> | 455 |
| I. L'histoire de la Croatie..... | 456 |
| II. L'histoire de la Serbie..... | 459 |
| III. L'histoire des divers pays serbes..... | 464 |
| IV. L'histoire du pays slovène..... | 466 |

Imp. des *Presses Universitaires de France*, Paris. — 1927. — 0.553

236948

41583



D
13
H45

Library
has v.1.

... Histoire et historiens depuis cinquante ans; méthodes, organisation et résultats du travail historique de 1876 à 1926; recueil publié à l'occasion du cinquantenaire de la "Revue historique" avec la collaboration de: mm. M. Bataillon, Ch. Bémont ... (e. a.) Paris, F. Alcan, 1927-28.

2 v. 24 cm (Bibliothèque de la Revue historique)

Paged continuously.

"Le cinquantenaire de la 'Revue historique', par m. C. Pfister": v. 1, p. vii-xvii.

I. Historiography.
Christian, 1857-
thèque.

II. Series: Revue historique. Biblio-

I. Pfister,

CCSC/jc
D13.H45

31-3648

Library of Congress
336948

